Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-01-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 20
Pouvoirs..... 5
Absents..... 5
Suffrages exprimés 30

SÉANCE DU MERCREDI 19 MARS 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Maryvonne BLANC
DCC n° 250319/01
Date de convocation : 12-03-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Claudette MARIET, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Bernard HENRY, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, René BOUCHARD
Absents excusés : Philippe DURAND-TERRASSON, Daniel MARIN (pouvoir à B. HENRY), Jérôme SAILLET, Michèle PERRET (pouvoir à O. LEFEBVRE), M. REZK, François CAVALLIER, Christian COULON (pouvoir à JY. HUET), Laurence BERNARD (pourvoir à MJ. MANKAÏ), Aurélie COURANT (pouvoir à C. BOUGE), Loïs FAUR

INSTALLATION DE MONSIEUR JULIEN AUGIER EN QUALITÉ DE CONSEILLER COMMUNAUTAIRE REPRÉSENTANT LA COMMUNE DE TANNERON

LE PRÉSIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Electoral et notamment ses articles L 273-5 et L 273-10,

VU les statuts de la Communauté de communes du Pays de Fayence,

CONSIDÉRANT le décès de M. Michel FÉLIX,

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L 273-10 du Code électoral, lorsque le siège d'un conseiller communautaire devient vacant, pour quelque cause que ce soit, il est pourvu par le candidat de même sexe élu conseiller municipal suivant sur la liste des candidats aux sièges de conseiller communautaire sur laquelle le conseiller à remplacer a été élu,

CONSIDÉRANT que le siège de conseiller communautaire devenu vacant à la suite du décès de M. Michel FÉLIX de son mandat de conseiller communautaire est par conséquent pourvu par M. Julien AUGIER,

- **PROCÈDE** à l'installation officielle de M. Julien AUGIER en qualité de conseiller communautaire représentant la commune de Tanneron,
- **DIT** que la présente délibération sera transmise à la Sous-Préfecture de Draguignan.

Tourrettes, le 20 mars 2025

Maryvonne BLANC
Secrétaire de séance

Communauté de Communes du Pays de Fayence

René UGO
Président

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice	30
Présents	20
Pouvoirs	5
Absents	5
Suffrages exprimés	30

SÉANCE DU MERCREDI 19 MARS 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Maryvonne BLANC
DCC n° 250319/02
Date de convocation : 12-03-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Claudette MARIET, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Bernard HENRY, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, René BOUCHARD
Absents excusés : Philippe DURAND-TERRASSON, Daniel MARIN (pouvoir à B. HENRY), Jérôme SAILLET, Michèle PERRET (pouvoir à O. LEFEBVRE), M. REZK, François CAVALLIER, Christian COULON (pouvoir à JY. HUET), Laurence BERNARD (pourvoir à MJ. MANKAÏ), Aurélie COURANT (pouvoir à C. BOUGE), Loïs FAUR

DÉNOMINATION DE LA SALLE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE EN HOMMAGE À MICHEL FÉLIX

La salle du conseil communautaire sise à Fayence, 50 route de l'Aérodrome, ne porte actuellement pas de nom. Afin de rendre hommage à Michel Félix, maire de Tanneron et Vice-Président délégué à la forêt au sein de la Communauté de Communes du Pays de Fayence, il est proposé de dénommer cette salle en son nom.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2121-29, L.2121-30, L.2131-1 à L.2131-3, L.2131-8 et L.2131-9 et L.2541-19,
VU la décision du Conseil d'Etat du 2 février 1991, req n°84929 et la réponse du Ministère de l'Intérieur en réponse à une question sénatoriale en date du 03 octobre 2013 afférente à la dénomination des équipements municipaux,
CONSIDÉRANT que le conseil communautaire est compétent pour dénommer les bâtiments intercommunaux, le Président propose de dénommer la salle du conseil communautaire, sise à Fayence au 50 route de l'Aérodrome, en hommage à M. Michel Félix.
ENTENDU cet exposé,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** la dénomination de la salle du conseil communautaire « Michel Félix »,

- **DIT** qu'une plaque portant mention de cette dénomination sera apposée à l'extérieur du bâtiment,

Tourrettes, le 20 mars 2025

Maryvonne BLANC
Secrétaire de séance

Communauté de Communes du Pays de Fayence

René UGO
Président

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télerecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-03-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 20
Pouvoirs..... 5
Absents..... 5
Suffrages exprimés 30

SÉANCE DU MERCREDI 19 MARS 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Maryvonne BLANC
Date de convocation : 12-03-2025

DCC n° 250319/03

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Claudette MARIET, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Bernard HENRY, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, René BOUCHARD
Absents excusés : Philippe DURAND-TERRASSON, Daniel MARIN (pouvoir à B. HENRY), Jérôme SAILLET, Michèle PERRET (pouvoir à O. LEFEBVRE), M. REZK, François CAVALLIER, Christian COULON (pouvoir à JY. HUET), Laurence BERNARD (pourvoir à MJ. MANKAÏ), Aurélie COURANT (pouvoir à C. BOUGE), Loïs FAUR

ELECTION DU PRESIDENT DE SEANCE POUR LES VOTES DES COMPTES FINANCIERS UNIQUES (CFU) 2024

L'assemblée est invitée à désigner un Président de séance pour le vote des CFU 2024 du budget principal et des budgets annexes déchets ménagers et assimilés, ZA de Brovès, Eau et Assainissement, conformément à l'article L. 2121- 14 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Président propose de désigner Monsieur Jean-Yves HUET sa qualité de Vice-président délégué aux finances.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

VU l'article L. 2121- 14 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **ELIT** Jean-Yves HUET en tant que président de séance pour les votes des CFU 2024 du budget principal et des budgets annexes déchets ménagers et assimilés, ZA de Brovès, Eau et Assainissement.

Tourrettes, le 20 mars 2025

Maryvonne BLANC
Secrétaire de séance

Communauté de Communes du Pays de Fayence

René UGO
Président

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 30

DCC n° 240319/04

SÉANCE DU MERCREDI 19 MARS 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Maryvonne BLANC
Date de convocation : 12-03-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :

Présents : **Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Claudette MARIET, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Bernard HENRY, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, René BOUCHARD, Philippe DURAND-TERRASSON, Jérôme SAILLET**

Absents excusés : **Daniel MARIN (pouvoir à B. HENRY), Michèle PERRET (pouvoir à O. LEFEBVRE), M. REZK, François CAVALLIER, Christian COULON (pouvoir à JY. HUET), Laurence BERNARD (pourvoir à MJ. MANKAÏ), Aurélie COURANT (pouvoir à C. BOUGE), Loïs FAUR (pouvoir à J. SAILLET), René UGO**

BUDGET PRINCIPAL
APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2024

L'article 242 de la loi de finances 2019 (modifié par l'article 137 de la loi de finances 2021) a prévu l'expérimentation du Compte Financier Unique. Ce CFU se substitue, dans une démarche de simplification, au compte administratif établi par l'ordonnateur et au compte de gestion réalisé par le comptable.

LE **CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**

CONSIDÉRANT que M. René UGO, Président, s'est retiré et que M. Jean-Yves HUET, Vice-Président délégué aux finances, a été désigné par le Conseil communautaire pour assurer la présidence pour le vote du Compte Financier Unique du budget principal de l'exercice 2024 dressé par l'ordonnateur et le comptable,
APRÈS s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré et l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024, y compris celles relatives à la journée complémentaire, ainsi que les valeurs inactives,

APRÈS EN AVOIR DELIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **LUI DONNE ACTE** de la présentation faite du Compte Financier Unique, lequel peut se résumer ainsi :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Libellés	Investissement		Fonctionnement		Ensemble	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
COMPTE FINANCIER UNIQUE						
Résultats reportés (19/03/2024)	438 968.08			1 201 353.81	438 968.08	1 201 353.81
Résultats affectés (19/03/2024)		2 342 647.52				2 342 647.52
Opérations de l'exercice	5 044 156.76	2 798 240.69	10 682 408.05	12 546 394.83	15 726 564.81	15 344 635.52
TOTAUX	5 483 124.84	5 140 888.21	10 682 408.05	13 747 748.64	16 165 532.89	18 888 636.85
Résultats de clôture	**342 236.63**			3 065 340.59		2 723 103.96
Restes à réaliser	1 462 765.69	1 395 538.89			1 462 765.69	1 395 538.89
TOTAUX CUMULES	6 945 890.53	6 536 427.10	10 682 408.05	13 747 748.64	17 628 298.58	20 284 175.74
RESULTATS DEFINITIFS	**409 463.43**			**3 065 340.59**		**2 655 877.16**

- **RECONNAÎT** la sincérité des restes à réaliser en dépenses et recettes d'investissement,
- **DÉCLARE** que le Compte Financier Unique dressé pour l'exercice 2024 par l'ordonnateur et le comptable, visé et certifié conforme par ces deux instances, n'appelle ni observation ni réserve de sa part,
- **VOTE ET ARRÊTE** les résultats définitifs du Compte Financier Unique tels que résumés ci-dessus.

Tourrettes, le 20 mars 2025

Maryvonne BLANC
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Communauté de communes Pays de Fayence

Présentation brève et synthétique des Comptes Financiers Uniques 2024

L'article 107 de la loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a prévu qu'une « présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte financier unique (ancien compte administratif) afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux ».

Le cadre général du budget

Le Compte Financier Unique est un document commun à l'ordonnateur et au comptable qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion.

Actuellement expérimental, le CFU a vocation à devenir, dès 2026, la nouvelle présentation des comptes locaux pour les élus et les citoyens.

Sa mise en place vise plusieurs objectifs :
- Favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière
- Améliorer la qualité des comptes
- Simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives.

Durant l'expérimentation, un CFU est produit pour :
- Le budget principal de la collectivité
- Les budgets annexes à caractère administratif (DMA et ZA de BROVES)
- A partir des comptes de l'exercice 2022, les budgets annexes à caractère industriel et commercial (Eau et Assainissement).

1. La section de fonctionnement

Le budget de fonctionnement permet à la collectivité d'assurer le quotidien.

La section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses et des recettes nécessaires au fonctionnement courant et récurrent des services intercommunaux.

a. **Les dépenses de fonctionnement** sont constituées par les chapitres suivants :

Le chapitre 011 « Charges à caractère général » comprend l'ensemble des charges de fonctionnement des structures et des services : eau, électricité, téléphone, chauffage, carburants, fournitures administratives et autres, entretien des bâtiments et équipements, frais d'affranchissement, les primes d'assurances, les contrats de maintenance ...

Le chapitre 012 « Charges de personnel » comprend les salaires et l'ensemble des charges (cotisations sociales, retraite, médecine du travail …).

Le chapitre 014 « Atténuations de produits » correspond :
- Pour les budgets en M57 : aux attributions de compensation versées aux communes, aux contributions obligatoires (Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales FPIC et Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources FNGIR) ainsi qu'au reversement de la taxe de séjour à l'Office de Tourisme Intercommunal.
- Pour les budgets en M49 : au reversement à l'Agence de l'eau des redevances de prélèvement, pollution et modernisation encaissées au préalable sur les factures payées par les usagers.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Le chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » englobe les frais liés aux élus (indemnités, frais de mission et cotisations), la contribution au SDIS, les subventions aux associations ainsi que les contributions aux organismes de regroupement.

Le chapitre 66 « Charges financières » englobe les intérêts de la dette.

Le chapitre 042 « Opérations d'ordre » correspond aux dotations aux amortissements.

Le chapitre 023 « Virement à la section d'investissement » contribue à l'autofinancement de la section d'investissement.

b. **Les recettes de fonctionnement** :

Le chapitre 013 « Atténuations de charges » comprend notamment les remboursements de rémunérations et charges de personnel par suite des arrêts maladie consécutifs à des accidents de travail.

Le chapitre 70 « Produits de services et ventes » englobe les paiements effectués par les usagers des services proposés (téléalarme, transports scolaires, déchetteries, rachats liés à la collecte sélective (papier, verre, emballages …), eau, assainissement.

Le chapitre 73 « Impôts et taxes » comprend la fraction de TVA compensatoire de la TH des résidences principales et de la CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée des entreprises).

Le chapitre 731 « Fiscalité locale » englobe les impositions directes (taxes foncières sur le bâti et non bâti, taxe d'habitation sur les résidences secondaires, cotisation foncière des entreprises) ainsi que l'ensemble des impôts économiques (TASCOM, IFER), la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et la taxe de séjour.

Le chapitre 74 « Dotations et participations » concerne essentiellement les dotations de l'Etat, des subventions (Département, CAF …), les financements apportés par les éco-organismes en lien avec la collecte sélective.

Le chapitre 75 « Autres produits de gestion courante » correspond à la redevance de concession d'ERDF et désormais, en M57, aux différents remboursements effectués par les assurances dans le cadre de sinistres, auparavant affectés au chapitre 77, « recettes exceptionnelles », chapitre qui n'existe plus en M57.

2. La section d'investissement

La section d'investissement, contrairement à la section de fonctionnement qui implique des notions de récurrence et de quotidienneté, est liée aux projets de la Communauté de Communes à moyen ou long terme.

a. **Les dépenses d'investissement :**

Il s'agit de dépenses liées à l'acquisition de mobilier, de matériel informatique, de véhicules, de biens immobiliers, d'études et de travaux sur des structures déjà existantes ou de nouvelles structures.

b. **Les recettes d'investissement :**

Les recettes comprennent des subventions, des emprunts et le Fonds de Compensation de la TVA.

Le budget principal

---

1. Dépenses de fonctionnement

Chapitre	Prévisions 2024	CFU 2024	% de réalisation
011 – Charges à caractère général	1 543 956.40	962 083.32	62.31%
012 – Charges de personnel	2 523 973.00	2 465 835.94	97.70%
014 – Atténuations de produits	3 828 239.83	3 822 587.81	99.85%
65 – Charges de gestion courante	3 033 961.00	2 893 645.73	95.38%
66 – Charges financières	23 107.77	22 182.74	96.00%
67 – Charges exceptionnelles	8 000.00		
042 – Opérations d'ordre (Amortissements)	554 000.00	516 072.51	93.15%
023 – Virement à l'investissement	1 963 535.00		
Total des dépenses de fonctionnement	**13 478 773.00**	**10 682 408.05**	**79.25%** **92.77% hors 023**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250310-20031S-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

2. Recettes de fonctionnement

Chapitre	Prévisions 2024	CFU 2024	% de réalisation
002 – Excédent antérieur reporté	1 201 353.81	1 201 353.81	100.00%
013 – Atténuations de charges	131 118.20	132 084.28	100.74%
70 – Produit des services et du domaine	1 048 034.32	1 053 989.54	100.57%
73 – TVA compensatoire THRP et CVAE	2 490 987.75	2 440 083.56	97.96%
731 – Fiscalité locale + taxe de séjour	7 103 072.00	7 395 964.96	104.12%
74 – Dotations (DGF) et subventions (CAF …)	1 359 403.01	1 381 942.83	101.66%
75 – Autres produits gestion courante	35 151.00	44 422.29	126.38%
76 – Autres produits financiers (CAT)	1 282.00	2 909.27	226.93%
77 – Cession (alarme intrusion - eau)		3 000.00	
78 – Reprises de provisions	53 969.91	53 969.91	100.00%
042 – Opérations d'ordre (Amortissements)	54 401.00	38 028.19	69.90%
Total des recettes de fonctionnement	**13 478 773.00**	**13 747 748.64**	**102.00%**

3. Dépenses et recettes d'investissement

La section d'investissement du budget principal est votée par opérations.

Opération	Dépenses	Recettes
Non affecté – Déficit d'investissement reporté	438 968.08	
Non affecté – Excédent de fonctionnement capitalisé		2 342 647.52
Non affecté - FCTVA		514 038.85
Non affecté – Opérations d'ordre – Amortissements - Cession	18 401.00	516 072.51
Non affecté – Vente parts sociales SEM d'E2S - Solde		17 258.45
Non affecté – Opérations patrimoniales	705 204.61	705 204.61
Non affecté – Var Très haut Débit	32 651.83	
Non affecté – Opérations d'ordre – Travaux en régie – Cession	19 627.19	
Non affecté – Remboursement du capital des emprunts	297 832.79	
Opérations pour compte de tiers (Eau et assainissement)	732.22	732.22
Opération 15 – Maison de Pays / France Services	706 405.77	41 621.69
Opération 17 – Domaine de Tassy	179 015.82	
Opération 76 - PIDAF	128 231.52	156 425.53
Opération 77 – Réseau radioélectrique	2 814.00	
Opération 84 – Gymnases intercommunaux	33 088.82	
Opération 85 – Stade de Tourrettes	501 367.79	22 515.62
Opération 86 – Stade de Foot de Fayence	110 526.72	20 000.00
Opération 87 – Maison Du Lac	17 119.25	
Opération 89 – Lac de Saint Cassien / Tourisme	3 648.00	14 025.00
Opération 90 – PCAET / SCOT	33 079.50	
Opération 91 – Opérations diverses	333 389.86	300 000.00
Opération 92 – Pistes cyclables	45 274.80	35 000.00
Opération 95 – Maison Intercommunale Petite Enfance et Famille	1 336 808.24	250 000.00
Opération 96 / Chap. 27 – Var Très Haut Débit	38 139.00	38 139.00
Opération 98 – Base d'aviron	47 787.89	113 390.60
Opération 99 – Développement économique	65 009.90	
Opération 101 – Pôles intermodaux	230 124.30	53 816.61
Opération 102 – Gens du voyage	14 664.00	
Opération 103 - GEMAPI	104 048.00	
Opération 104 - Médiathèques	18 528.98	
Opération 105 - Santé	20 634.96	
Total des dépenses et recettes d'investissement	**5 483 124.84**	**5 140 888.21**

Résultats 2024

- **Excédent de la section de fonctionnement de 3 065 340.59€**
- **Déficit de la section d'investissement de 342 236.63€**
- **Déficit de la section d'investissement avec RAR 409 463.43€**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

1. Dépenses de fonctionnement

Chapitre	Prévisions 2024	CFU 2024	% de réalisation
011 – Charges à caractère général	5 778 769.36	5 751 964.65	99.54%
012 – Charges de personnel	2 668 309.00	2 633 736.79	98.70%
65 – Charges de gestion courante	67 200.00	28 939.99	43.07%
66 – Charges financières	59 892.64	51 518.08	86.02%
67 – Charges exceptionnelles	10 000.00	3 366.00	33.66%
68 - Provisions	65 000.00	65 000.00	100.00%
042 – Opérations d'ordre (amortissements)	694 000.00	654 145.63	94.26%
023 – Virement à l'investissement	250 000.00		
Total des dépenses de fonctionnement	**9 593 171.00**	**9 188 671.14**	**95.78%** **98.35% hors 023**

2. Recettes de fonctionnement

Chapitre	Prévisions 2024	CFU 2024	% de réalisation
002 – Excédent antérieur reporté	714 068.90	714 068.90	100.00%
013 – Atténuations de charges	20 973.05	22 062.78	105.20%
70 – Produit des services	456 363.00	462 375.97	101.32%
731 – Fiscalité locale	7 522 737.00	7 583 924.00	100.81%
74 – Dotations et subventions	679 182.00	707 967.60	104.24%
75 – Autres produits de gestion courante	49 469.05	54 442.63	110.05%
77 – Cession armoire de lavage - eau		10 048.31	
78 – Reprises de provisions	124 953.00	59 953.17	47.98%
042 – Opérations d'ordre (Amortissements)	25 425.00	17 438.69	68.59%
Total des recettes de fonctionnement	**9 593 171.00**	**9 632 282.05**	**100.41%**

3. Dépenses d'investissement : 2 899 825.05€

- 040 – Opérations d'ordre (Amortissements) : 17 438.69€
- 041 – Opérations patrimoniales : 5 832.00€
- 16 – Remboursement capital emprunt : 192 314.57€
- 20 – Frais d'études : 14 476.59€
- 21 – Acquisitions diverses : 2 545 276.38€
- 23 – Travaux : 124 486.82€

4. Recettes d'investissement : 2 487 924.50€

- 001 – Excédent d'investissement reporté : 197 452.50€
- 040 – Opérations d'ordre (Amortissements) : 654 145.63€
- 041 – Opérations patrimoniales : 5 832.00€
- 10 - Fonds de Compensation de la TVA : 252 716.89€
- 13 – Subventions d'investissement : 97 777.48€
- 16 – Emprunts : 1 280 000.00€

Résultats 2024

- **Excédent de la section de fonctionnement de 443 610.91€**
- **Déficit de la section d'investissement de 411 900.55€**
- **Excédent de la section d'investissement avec RAR 44 950.81€**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Le budget annexe « ZA de Brovès »

Il s'agit d'une simple comptabilité de stocks de terrains aménagés en attente de vente.

1. **Dépenses de fonctionnement : 12 452.63€**
2. **Recettes de fonctionnement : 0.00€**
3. **Dépenses d'investissement : 178 538.00€**
4. **Recettes d'investissement : 0.00€**

Résultats 2023

- **Déficit de la section de fonctionnement de 12 452.63€**
- **Déficit de la section d'investissement de 178 538.00€**

Le budget annexe « Eau »

1. Dépenses de fonctionnement

Chapitre	Prévisions 2024	CA 2024	% de réalisation
011 – Charges à caractère général	3 046 071.65	2 622 305.55	86.09%
012 – Charges de personnel	2 970 035.00	2 720 785.74	91.61%
014 – Atténuations de produits	1 150 000.00	787 146.00	68.45%
65 – Charges de gestion courante	131 240.00	123 324.97	93.97%
66 – Charges financières	166 040.59	131 843.86	79.40%
67 – Charges exceptionnelles	173 000.00	37 248.74	21.53%
68 - Provisions	9 397.00	9 397.00	100.00%
042 – Opérations d'ordre (Amortissements)	1 729 514.90	1 676 110.28	96.91%
023 – Virement à l'investissement	4 741 883.00		
Total des dépenses de fonctionnement	**14 117 182.14**	**8 108 162.14**	**57.43%** **86.48% hors 023**

2. Recettes de fonctionnement

Chapitre	Prévisions 2024	CA 2024	% de réalisation
002 – Excédent antérieur reporté	3 484 699.70	3 484 699.70	100.00%
013 – Atténuations de charges	7 743.00	6 572.26	84.88%
70 – Produit des services	9 558 704.44	9 712 345.87	101.61%
75 – Autres produits de gestion courante		259.85	
77 – Produits exceptionnels	410 035.00	416 629.67	101.61%
042 – Opérations d'ordre (Amort. Régie)	656 000.00	639 959.46	97.55%
Total des recettes de fonctionnement	**14 117 182.14**	**14 260 466.81**	**101.01%**

3. Dépenses d'investissement : 4 965 592.75€

- 001 – Déficit d'investissement reporté : 282 975.74€
- 040 – Opérations d'ordre (Amort. Régie) : 639 959.46€
- 041 – Opérations patrimoniales : 70 397.55€
- 16 – Remboursement capital emprunt : 372 380.12€
- 20 – Frais d'études : 112 610.48€
- 21 – Acquisitions diverses : 780 869.06€
- 23 – Travaux : 2 699 500.34€
- 26 – Participations : 6 900.00€

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-[illegible]
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 2[illegible]/03/2025
Publication : 25/03/2025

4. Recettes d'investissement : 5 757 851.10€

- 040 – Opérations d'ordre (Amortissements) : 1 676 110.28€
- 041 – Opérations patrimoniales : 70 397.55€
- 10 – Excédent de fonctionnement capitalisé : 827 399.76€
- 13 - Subventions d'investissement : 1 183 943.51€
- 16 – Emprunts : 2 000 000.00€

Résultats 2024

- **Excédent de la section de fonctionnement de 6 152 304.67€**
- **Excédent de la section d'investissement de 792 258.35€**
- **Déficit de la section d'investissement avec RAR 1 497 471.04€**

Le budget annexe « Assainissement »

---

1. Dépenses de fonctionnement

Chapitre	Prévisions 2024	CA 2024	% de réalisation
011 – Charges à caractère général	1 239 470.00	942 377.91	76.03%
012 – Charges de personnel	905 029.00	840 642.73	92.89%
014 – Atténuation de produits	250 082.00	175 303.99	70.10%
65 – Charges de gestion courante	40 100.00	28 245.47	70.44%
66 – Charges financières	76 592.52	61 249.82	79.97%
67 – Charges exceptionnelles	61 500.00	13 297.47	21.62%
68 - Provisions	4 463.00	4 463.00	100.00%
022 – Dépenses imprévues	125 013.12		
042 – Opérations d'ordre (Amortissements)	1 016 235.29	972 747.32	95.72%
023 – Virement à l'investissement	1 325 342.00		
Total des dépenses de fonctionnement	**5 043 826.93**	**3 038 327.71**	**60.24%** **84.55% hors 022/023**

2. Recettes de fonctionnement

Chapitre	Prévisions 2024	CA 2024	% de réalisation
002 – Excédent de fonctionnement reporté	936 474.32	936 474.32	100.00%
013 – Atténuations de charges	35 947.60	39 706.77	110.46%
70 – Produit des services	3 383 402.01	3 290 670.75	97.26%
74 – Dotations et subventions	66 777.00	66 934.78	100.24%
75 – Autres produits de gestion courante	3 115.00	3 402.39	109.23%
77 – Produits exceptionnels	218 490.00	220 010.96	100.70%
042 – Opérations d'ordre (Amort. Régie)	399 621.00	389 682.36	97.51%
Total des recettes de fonctionnement	**5 043 826.93**	**4 946 882.33**	**98.08%**

3. Dépenses d'investissement : 1 858 662.20€

- 040 – Opérations d'ordre (Amort. Régie) : 389 682.36€
- 041 – Opérations patrimoniales : 48 204.60€
- 13 – Subvention d'investissement : 30 450.00€
- 16 – Remboursement capital emprunt : 278 236.66€
- 20 – Frais d'études : 13 174.37€
- 21 – Acquisitions diverses : 178 403.81€
- 23 – Travaux : 911 310.40€
- 26 – Participations : 9 200.00€

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

4. Recettes d'investissement : 4 153 028.33€

- 001 – Excédent d'investissement reporté : 1 690 002.89€
- 040 – Opérations d'ordre (Amortissements) : 972 747.32€
- 041 – Opérations patrimoniales : 48 204.60€
- 10 – Fonds de Compensation de la TVA : 108 410.52€
- 13 - Subventions d'investissement : 533 663.00€
- 16 – Emprunt : 800 000.00€

Résultats 2024

- **Excédent de la section de fonctionnement de 1 908 554.62€**
- **Excédent de la section d'investissement de 2 294 366.13€**
- **Déficit de la section d'investissement avec RAR 158 065.16€**

Les budgets consolidés

	Comptes Financiers Uniques 2024		
	Section de fonctionnement	**Section d'investissement**	**Total des sections**
Budget Principal			
Recettes	13 747 748.64	5 140 888.21	18 888 636.85
Dépenses	10 682 408.05	5 483 124.84	16 165 532.89
Annexe DMA			
Recettes	9 632 282.05	2 487 924.50	12 120 206.55
Dépenses	9 188 671.14	2 899 825.05	12 088 496.19
Annexe ZA Brovès			
Recettes	0.00	0.00	0.00
Dépenses	12 452.63	178 538.00	190 990.63
Annexe Eau			
Recettes	14 260 466.81	5 757 851.10	20 018 317.91
Dépenses	8 108 162.14	4 965 592.75	13 073 754.89
Annexe Assainissement			
Recettes	4 946 882.33	4 153 028.33	9 099 910.66
Dépenses	3 038 327.71	1 858 662.20	4 896 989.91
Total des budgets			
Recettes	42 587 379.83	17 539 692.14	60 127 071.97
Dépenses	31 030 021.67	15 385 742.84	46 415 764.51

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

1. Les ratios légaux

	BP	Moyenne nationale 2022
Dépenses Réelles de Fonctionnement / Population	301€	373€
Recettes Réelles de Fonctionnement / population	371€	454€
Dépenses d'équipement brut / population	118€	95€
Encours de dette / population	87€	204€
DGF / population	25€	49€
Dépenses de personnel / Dépenses Réelles de Fonctionnement	24%	42%
DRF et remboursement dette en capital / RRF	84%	87%
Marge d'autofinancement courant : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Plus le ratio est faible, plus la capacité à financer l'investissement est élevée.		
Dépenses brutes d'équipement / RRF = Taux d'équipement	32%	21%
Dette/RRF = Taux d'endettement	24%	45%

2. L'endettement

Années	Capital restant dû au 31.12.2024					
	BP	DMA	Brovès	EAU	Assainissement	TOTAL
2020	3 379 974.58	2 135 768.04	0.00	4 355 570.95	5 811 060.52	15 682 374.09
2021	3 368 172.86	1 969 824.50	0.00	5 461 351.17	5 541 516.72	16 340 865.25
2022	3 005 951.96	1 649 700.45	0.00	5 056 262.59	5 269 118.75	14 981 033.75
2023	2 693 001.50	1 449 087.03	0.00	4 666 684.97	4 993 823.47	13 802 596.97
2024	2 945 168.71	2 536 772.46	0.00	6 294 304.84	5 515 586.82	17 291 832.83

3. La fiscalité

Taxes	Taux 2023	Taux 2024	Evolution %
Taxe d'habitation des Résidences Secondaires	2.80%	3.24%	+ 15.71%
Foncier Bâti	2.18%	2.53%	+ 16.06%
Foncier Non Bâti	11.94%	11.94%	0.00%
Cotisation Foncière des Entreprises	27.16%	27.16%	0.00%
Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères	11.80%	11.80%	0.00%
Produit de taxe GEMAPI	394 364€	255 186€	- 35.29%

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNAUTE DE COMMUNES dont la population est de 3500 habitants et plus : COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS DE FAYENCE (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 20000480200019

POSTE COMPTABLE : SCG DE L'ESTEREL

M. 57

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (3)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B1 - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 5
B2 - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 6
B3.1 - Liste des organismes de regroupement 8
B3.2 - Liste des établissements publics créés 9
B3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 10
C1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 11
C2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 12
D - Bilan synthétique 13
E - Compte de résultat synthétique 14
F - Taux des contributions et produits afférents en N 16

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 17

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'investissement 18
A1.2 - Recettes d'investissement 19
A2.1 - Dépenses de fonctionnement 20
A2.2 - Recettes de fonctionnement 21

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'investissement 22
B2 - Recettes d'investissement 28
C1 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 31
D1 - Dépenses de fonctionnement 83
D2 - Recettes de fonctionnement 88

III - Etats financiers

A - Bilan 91
B - Compte de résultat 95
C - Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables) 98
D - Balance des comptes 99

IV - Etats annexés

A - Présentation croisée et agrégée

A1 - Présentation croisée, section d'investissement - Vue d'ensemble 126
A2 - Présentation croisée, section de fonctionnement - Vue d'ensemble 128
A3 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 130

B - Etats annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 132
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 133
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 138
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 140
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement 142
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 143
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 144
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 145
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes 146
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 147
B3 - Etat des provisions Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées 149
B5 - Détail des opérations pour comptes de tiers 150
B6 - Prêts 151
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 152
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 153
B7.3 - Etat des emprunts garantis Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés Sans Objet

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200054802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

B7.9 - Autres engagements reçus Sans Objet
B8 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions Sans Objet
B9 - Etat du personnel 154
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 158
B11.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
B11.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet

C - Etats annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 159
C1.2- Equilibre budgétaire - Dépenses 161
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 162
C2.1 - Situation des AP 164
C2.2 - Situation des AE 165
C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 166
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction 172

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 177
D2 - Gestion des fonds européens Sans Objet
D3 - Actions de formation des élus Sans Objet
D4 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes Sans Objet
D5 - Identification des flux croisés 178
D6.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement Sans Objet
D6.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement Sans Objet
D7.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1) Sans Objet
D7.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
D8.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse Sans Objet
D8.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail Sans Objet
E - État des Contrôles du Compte Financier Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 179

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;
les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 28/03/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	33694

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	8946759.00

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	301.17
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	371.23
3	Dépenses d'équipement brut / population	118.38
4	Encours de dette / population (2)(3)	87.41
5	DGF / population	24.70
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	24.30
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	83.51
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	18.87
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	16.49
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	23.55
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 28/03/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	11 948 433,00	12 277 419,19	24 225 852,19
	Recettes réalisées (1)	B	5 140 888,21	12 546 394,83	17 687 283,04
	Restes à réaliser	C	1 395 538,89	0,00	1 395 538,89
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	11 509 464,92	13 478 773,00	24 988 237,92
	Dépenses réalisées (1)	E	5 044 156,76	10 682 408,05	15 726 564,81
	Restes à réaliser	F	1 462 765,69	0,00	1 462 765,69
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	96 731,45	1 863 986,78	1 960 718,23
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	-438 968,08	1 201 353,81	762 385,73
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	-342 236,63	3 065 340,59	2 723 103,96
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	-67 226,80	0,00	-67 226,80
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-409 463,43	3 065 340,59	2 655 877,16

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	-438 968,08	0,00	96 731,45	0,00	-342 236,63
Fonctionnement	3 544 001,33	2 342 647,52	1 863 986,78	0,00	3 065 340,59
TOTAL I	**3 105 033,25**	**2 342 647,52**	**1 960 718,23**	**0,00**	**2 723 103,96**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23501-OM COLL TRAITMT-CC PAYS FAYENC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	197 452,50	0,00	-609 353,05	0,00	-411 900,55
Fonctionnement	714 068,90	0,00	-270 457,99	0,00	443 610,91
Sous-Total	911 521,40	0,00	-879 811,04	0,00	31 710,36
23503-ZA DE BROVES - CC PAYS FAYENCE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-178 538,00	0,00	0,00	0,00	-178 538,00
Fonctionnement	-11 071,63	0,00	-1 381,00	0,00	-12 452,63
Sous-Total	-189 609,63	0,00	-1 381,00	0,00	-190 990,63
TOTAL II	**721 911,77**	**0,00**	**-881 192,04**	**0,00**	**-159 280,27**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23600-EAU - CC PAYS DE FAYENCE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-282 975,74	0,00	1 075 234,09	0,00	792 258,35
Fonctionnement	4 312 099,46	827 399,76	2 667 604,97	0,00	6 152 304,67
Sous-Total	4 029 123,72	827 399,76	3 742 839,06	0,00	6 944 563,02
23700-ASST - CC PAYS DE FAYENCE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	1 690 002,89	0,00	604 363,24	0,00	2 294 366,13
Fonctionnement	936 474,32	0,00	972 080,30	0,00	1 908 554,62
Sous-Total	2 626 477,21	0,00	1 576 443,54	0,00	4 202 920,75
TOTAL III	**6 655 600,93**	**827 399,76**	**5 319 282,60**	**0,00**	**11 147 483,77**
TOTAL I + II + III	**10 482 545,95**	**3 170 047,28**	**6 398 808,79**	**0,00**	**13 711 307,46**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE	B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
Syndicat Mixte du Grand Site de l'Estérel	01/01/2014	Sans fiscalité propre	22 289,25
Syndicat Mixte Electricite du Var SYMIELEC	01/01/2014	Sans fiscalité propre	949,71
Syndicat Mixte Argens	20/10/2014	Sans fiscalité propre	141 643,43
Syndicat Mixte Vol Voile du Pas de Fayence	01/01/2015	Sans fiscalité propre	2 900,00
SMIAGE Syndicat Mixte Inondations Amenagement Gestion Eau	01/01/2018	Sans fiscalité propre	169 182,00
EPCI			
Autres organismes de regroupement			
GIP Agence de Renovation Energetique du Var	12/12/2016	Sans fiscalité propre	14 042,00

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200041802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS	B3.2

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200041802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
EPA	DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES	01/01/2016	20/10/2015	20000480200027	SPA	non
EPA	ZA DE BROVES	01/01/2017	25/10/2016	20000480200043	SPA	oui
EPIC	ASSAINISSEMENT	01/01/2020	27/11/2019	20000480200050	SPIC	non
EPIC	EAU	01/01/2020	27/11/2019	20000480200068	SPIC	oui

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 21/03/2025
Publication : 25/03/2025

INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL	(I)	1 462 765,69
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
101	Opération d'équipement n° 101	5 910,00
104	Opération d'équipement n° 104	25 741,52
15	Opération d'équipement n° 15	5 030,62
17	Opération d'équipement n° 17	71 067,40
75	Opération d'équipement n° 75	70 200,00
76	Opération d'équipement n° 76	126 635,52
84	Opération d'équipement n° 84	40 388,45
85	Opération d'équipement n° 85	240,00
87	Opération d'équipement n° 87	592,75
90	Opération d'équipement n° 90	44 895,00
92	Opération d'équipement n° 92	118 439,98
95	Opération d'équipement n° 95	757 244,41
98	Opération d'équipement n° 98	1 092,00
99	Opération d'équipement n° 99	195 288,04
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL	(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 21/03/2025
Publication : 25/03/2025

INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	1 395 538,89
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		139 888,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		1 255 650,89
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

I

Bilan synthétique (en milliers d'euros)

D

ACTIF NET (1)	Total
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**
Subventions d'investissement versées	1 920,69
Autres immobilisations incorporelles	224,22
Immobilisations corporelles (nettes)	**0,00**
Terrains	1 966,28
Constructions	15 560,88
Réseaux et installations de voirie	5 967,62
Réseaux divers	8 523,12
Installations techniques, agencements et matériel	254,66
Immobilisations mises en concessions ou affermées	584,74
Autres	841,25
Immobilisations corporelles en cours	**9,61**
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	**15,91**
Immobilisations financières (nettes)	**157,57**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**36 026,55**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**
Stocks	0,00
Créances	811,17
Charges constatées d'avance	0,00
Trésorerie	2 691,41
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**3 502,58**
Comptes de régularisation (III)	0,00
Écarts de conversion actif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**39 529,13**

FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
FONDS PROPRES	**0,00**
Apports et subventions d'investissement	20 858,12
Neutralisations et régularisations	-2 448,83
Réserves	13 810,43
Report à nouveau	1 201,35
Résultat de l'exercice	1 863,99
Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	519,43
TOTAL FONDS PROPRES (I)	**35 804,49**
PASSIF	**0,00**
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00
Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	2 949,89
Dettes financières et autres emprunts	0,00
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)	**2 949,89**
DETTES NON FINANCIÈRES	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	191,75
Autres dettes non financières	568,74
Produits constatés d'avance	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)	**760,49**
TOTAL TRÉSORERIE (4)	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)	**3 710,38**
Comptes de régularisation (III)	14,27
Écarts de conversion passif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**39 529,13**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros) — E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état	851,34	748,21
Participations	200,98	108,94
Compensations, autres attributions et autres participations	329,63	309,22
Dons et legs	0,00	0,00
Impôts et taxes	6 013,46	5 180,41
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services	1 053,99	1 124,48
Produits des cessions d'actifs	3,00	0,00
Autres produits de gestion	44,42	38,90
Production stockée et immobilisée	18,84	19,75
AUTRES PRODUITS	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	1,56	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif	18,40	18,22
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession	0,79	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**8 536,40**	**7 548,12**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes	958,80	987,31
Charges de personnel	2 293,85	2 067,73
Indemnités des élus (et membres du CESR)	149,24	146,78
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	290,84	314,87
Impôts et taxes	43,18	32,07
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	512,28	453,08
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	3,79	0,00
Neutralisation des dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession	0,00	0,00
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**4 251,98**	**4 001,83**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros) — E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES D'INTERVENTION	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre	2 206,61	2 119,56
Autres charges	246,96	212,90
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**2 453,57**	**2 332,46**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**1 830,85**	**1 213,83**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**55,32**	**0,00**
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**22,18**	**22,78**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**33,14**	**-22,78**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**1 863,99**	**1 191,05**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N — F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		2,53 %	16,06	1 579 985,00	22,45
TFPNB		11,94 %	0,00	72 452,00	1,20
CFE		27,16 %	0,00	2 693 186,00	6,40
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		3,24 %	15,71	870 329,00	13,00
TOTAL				**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- avec (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- avec (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	732,22	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	10 071 837,90	3 969 707,12	39,41	1 462 765,69
Total des dépenses d'équipement		**10 072 570,12**	**3 969 707,12**	**39,41**	**1 462 765,69**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	305 000,00	297 832,79	97,65	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	272 651,83	32 651,83	11,98	0,00
Total des dépenses financières		**577 651,83**	**330 484,62**	**57,21**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**10 650 221,95**	**4 300 191,74**	**40,38**	**1 462 765,69**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*54 401,00*	*38 028,19*	*69,90*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*804 841,97*	*705 936,83*	*87,71*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**859 242,97**	**743 965,02**	**86,58**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**11 509 464,92**	**5 044 156,76**	**43,83**	**1 462 765,69**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**438 968,08**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**11 948 433,00**	**5 044 156,76**		**1 462 765,69**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200041802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	2 132 577,02	456 795,05	21,42	1 255 650,89
16	Emprunts et dettes assimilées	3 074 000,00	550 000,00	17,89	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 996 575,34	2 856 686,37	95,33	139 888,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	17 258,45	17 258,45	100,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	401 913,00	38 139,00	9,49	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	3 000,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	732,22	732,22	100,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**8 626 056,03**	**3 919 611,09**	**45,44**	**1 395 538,89**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*1 963 535,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*554 000,00*	*516 072,51*	*93,15*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*804 841,97*	*705 204,61*	*87,62*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**3 322 376,97**	**1 221 277,12**	**36,76**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**11 948 433,00**	**5 140 888,21**	**43,03**	**1 395 538,89**
001 Solde d'exécution positif reporté		**0,00**			
Total des recettes de la section d'investissement		**11 948 433,00**	**5 140 888,21**		**1 395 538,89**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	1 543 956,40	843 341,51	118 741,81	962 083,32	62,31	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	2 523 973,00	2 465 835,94	0,00	2 465 835,94	97,70	0,00
014	Atténuations de produits	3 828 239,83	3 542 482,35	280 105,46	3 822 587,81	99,85	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	3 033 961,00	2 885 108,52	8 537,21	2 893 645,73	95,38	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**10 930 130,23**	**9 736 768,32**	**407 384,48**	**10 144 152,80**	**92,81**	**0,00**
66	Charges financières	23 107,77	22 182,74	0,00	22 182,74	96,00	0,00
67	Charges spécifiques	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**10 961 238,00**	**9 758 951,06**	**407 384,48**	**10 166 335,54**	**92,75**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*1 963 535,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*554 000,00*	*516 072,51*	*0,00*	*516 072,51*	*93,15*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**2 517 535,00**	**516 072,51**	**0,00**	**516 072,51**	**20,50**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**13 478 773,00**	**10 275 023,57**	**407 384,48**	**10 682 408,05**	**79,25**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**13 478 773,00**	**10 275 023,57**	**407 384,48**	**10 682 408,05**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
013	Atténuations de charges	131 118,20	125 707,48	6 376,80	132 084,28	100,74	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 048 034,32	1 049 656,84	4 332,70	1 053 989,54	100,57	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	2 490 987,75	2 440 083,56	0,00	2 440 083,56	97,96	0,00
731	Fiscalité locale	7 103 072,00	7 115 859,50	280 105,46	7 395 964,96	104,12	0,00
74	Dotations et participations	1 359 403,01	1 341 608,60	40 334,23	1 381 942,83	101,66	0,00
75	Autres produits de gestion courante	35 151,00	44 422,29	0,00	44 422,29	126,38	0,00
Total des recettes de gestion des services		**12 167 766,28**	**12 117 338,27**	**331 149,19**	**12 448 487,46**	**102,31**	**0,00**
76	Produits financiers	1 282,00	2 909,27	0,00	2 909,27	226,93	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	53 969,91	53 969,91	0,00	53 969,91	100,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**12 223 018,19**	**12 177 217,45**	**331 149,19**	**12 508 366,64**	**102,33**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*54 401,00*	*38 028,19*	*0,00*	*38 028,19*	*69,90*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**54 401,00**	**38 028,19**	**0,00**	**38 028,19**	**69,90**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**12 277 419,19**	**12 215 245,64**	**331 149,19**	**12 546 394,83**	**102,19**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**1 201 353,81**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**13 478 773,00**	**12 215 245,64**	**331 149,19**	**12 546 394,83**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses d'investissement - Vue détaillée — B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204411	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	732,22	732,22	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	732,22	732,22	732,22	0,00	732,22
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188101	Autres	0,00	219 914,70	0,00	219 914,70	0,00
2315101	Installations, matériel et outillage techniques	0,00	10 209,60	0,00	10 209,60	0,00
total opération n° 101	Opération d'équipement n° 101	249 748,70	230 124,30	0,00	230 124,30	19 624,40
2031102	Frais d'études	0,00	14 664,00	0,00	14 664,00	0,00
total opération n° 102	Opération d'équipement n° 102	214 664,00	14 664,00	0,00	14 664,00	200 000,00
2041582103	Bâtiments et installations	0,00	104 048,00	0,00	104 048,00	0,00
total opération n° 103	Opération d'équipement n° 103	104 048,00	104 048,00	0,00	104 048,00	0,00
2051104	Concessions et droits similaires	0,00	19 718,88	3 000,00	16 718,88	0,00
21838104	Autre matériel informatique	0,00	1 810,10	0,00	1 810,10	0,00
total opération n° 104	Opération d'équipement n° 104	44 447,01	21 528,98	3 000,00	18 528,98	25 918,03
21351105	Bâtiments publics	0,00	8 474,40	0,00	8 474,40	0,00
2313105	Constructions	0,00	12 160,56	0,00	12 160,56	0,00
total opération n° 105	Opération d'équipement n° 105	37 474,40	20 634,96	0,00	20 634,96	16 839,44
203315	Frais d'insertion	0,00	864,00	0,00	864,00	0,00
2135115	Bâtiments publics	0,00	442,49	0,00	442,49	0,00
2156815	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	0,00	4 022,26	0,00	4 022,26	0,00
2183815	Autre matériel informatique	0,00	66 514,09	0,00	66 514,09	0,00
2184815	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	47 376,04	0,00	47 376,04	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses d'investissement - Vue détaillée — B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
218815	Autres	0,00	945,78	0,00	945,78	0,00
231315	Constructions	0,00	586 241,11	0,00	586 241,11	0,00
total opération n° 15	Opération d'équipement n° 15	812 187,94	706 405,77	0,00	706 405,77	105 782,17
205117	Concessions et droits similaires	0,00	2 674,60	0,00	2 674,60	0,00
2156817	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	0,00	1 459,33	0,00	1 459,33	0,00
215817	Autres installations, matériel et outillage techniques	0,00	1 816,33	0,00	1 816,33	0,00
2183817	Autre matériel informatique	0,00	28 284,56	0,00	28 284,56	0,00
2184817	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	6 116,74	0,00	6 116,74	0,00
218817	Autres	0,00	2 065,50	0,00	2 065,50	0,00
231317	Constructions	0,00	136 598,76	0,00	136 598,76	0,00
total opération n° 17	Opération d'équipement n° 17	327 075,38	179 015,82	0,00	179 015,82	148 059,56
total opération n° 75	Opération d'équipement n° 75	162 000,00	0,00	0,00	0,00	162 000,00
203176	Frais d'études	0,00	33 027,74	0,00	33 027,74	0,00
212876	Autres agencements et aménagements	0,00	70 460,80	0,00	70 460,80	0,00
215876	Autres installations, matériel et outillage techniques	0,00	17 002,98	0,00	17 002,98	0,00
231576	Installations, matériel et outillage techniques	0,00	7 740,00	0,00	7 740,00	0,00
total opération n° 76	Opération d'équipement n° 76	268 819,78	128 231,52	0,00	128 231,52	140 588,26
218877	Autres	0,00	2 814,00	0,00	2 814,00	0,00
total opération n° 77	Opération d'équipement n° 77	7 138,00	2 814,00	0,00	2 814,00	4 324,00
2135184	Bâtiments publics	0,00	1 166,40	0,00	1 166,40	0,00
2156884	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	0,00	684,00	0,00	684,00	0,00
215884	Autres installations, matériel et outillage techniques	0,00	12 384,92	0,00	12 384,92	0,00
231384	Constructions	0,00	18 853,50	0,00	18 853,50	0,00
total opération n° 84	Opération d'équipement n° 84	82 544,40	33 088,82	0,00	33 088,82	49 455,58

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses d'investissement - Vue détaillée — B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
212885	Autres agencements et aménagements	0,00	19 250,00	0,00	19 250,00	0,00
2156885	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	0,00	5 677,48	0,00	5 677,48	0,00
215885	Autres installations, matériel et outillage techniques	0,00	4 195,07	0,00	4 195,07	0,00
231385	Constructions	0,00	466 353,24	0,00	466 353,24	0,00
231585	Installations, matériel et outillage techniques	0,00	5 892,00	0,00	5 892,00	0,00
total opération n° 85	Opération d'équipement n° 85	518 871,88	501 367,79	0,00	501 367,79	17 504,09
2135186	Bâtiments publics	0,00	2 895,36	0,00	2 895,36	0,00
2156886	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	0,00	1 353,60	0,00	1 353,60	0,00
215886	Autres installations, matériel et outillage techniques	0,00	8 741,76	0,00	8 741,76	0,00
231586	Installations, matériel et outillage techniques	0,00	97 536,00	0,00	97 536,00	0,00
total opération n° 86	Opération d'équipement n° 86	130 020,80	110 526,72	0,00	110 526,72	19 494,08
2156887	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	0,00	984,00	0,00	984,00	0,00
231587	Installations, matériel et outillage techniques	0,00	16 135,25	0,00	16 135,25	0,00
total opération n° 87	Opération d'équipement n° 87	31 760,00	17 119,25	0,00	17 119,25	14 640,75
215289	Installations de voirie	0,00	3 648,00	0,00	3 648,00	0,00
total opération n° 89	Opération d'équipement n° 89	120 000,00	3 648,00	0,00	3 648,00	116 352,00
20290	Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme	0,00	22 114,50	0,00	22 114,50	0,00
203190	Frais d'études	0,00	10 965,00	0,00	10 965,00	0,00
total opération n° 90	Opération d'équipement n° 90	84 562,50	33 079,50	0,00	33 079,50	51 483,00
204158291	Bâtiments et installations	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00
211591	Terrains bâtis	0,00	307 000,00	0,00	307 000,00	0,00
2135191	Bâtiments publics	0,00	3 766,09	0,00	3 766,09	0,00
215291	Installations de voirie	0,00	2 332,67	0,00	2 332,67	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses d'investissement - Vue détaillée — B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
2183891	Autre matériel informatique	0,00	291,10	0,00	291,10	0,00
total opération n° 91	Opération d'équipement n° 91	376 700,00	333 389,86	0,00	333 389,86	43 310,14
203192	Frais d'études	0,00	26 478,00	0,00	26 478,00	0,00
203392	Frais d'insertion	0,00	972,00	0,00	972,00	0,00
231592	Installations, matériel et outillage techniques	0,00	17 824,80	0,00	17 824,80	0,00
total opération n° 92	Opération d'équipement n° 92	3 811 430,00	45 274,80	0,00	45 274,80	3 766 155,20
2183895	Autre matériel informatique	0,00	4 908,08	0,00	4 908,08	0,00
231395	Constructions	0,00	1 301 600,16	0,00	1 301 600,16	0,00
23895	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00	30 300,00	0,00	30 300,00	0,00
total opération n° 95	Opération d'équipement n° 95	2 216 691,11	1 336 808,24	0,00	1 336 808,24	879 882,87
204158396	Projets d'infrastructures d'intérêt national	0,00	38 139,00	0,00	38 139,00	0,00
total opération n° 96	Opération d'équipement n° 96	38 139,00	38 139,00	0,00	38 139,00	0,00
total opération n° 97	Opération d'équipement n° 97	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
212898	Autres agencements et aménagements	0,00	9 113,75	0,00	9 113,75	0,00
215898	Autres installations, matériel et outillage techniques	0,00	10 129,74	0,00	10 129,74	0,00
2182898	Autres matériels de transport	0,00	21 600,00	0,00	21 600,00	0,00
231398	Constructions	0,00	1 586,40	0,00	1 586,40	0,00
231598	Installations, matériel et outillage techniques	0,00	5 358,00	0,00	5 358,00	0,00
total opération n° 98	Opération d'équipement n° 98	67 755,40	47 787,89	0,00	47 787,89	19 967,51
215299	Installations de voirie	0,00	4 536,00	0,00	4 536,00	0,00
231599	Installations, matériel et outillage techniques	0,00	60 473,90	0,00	60 473,90	0,00
total opération n° 99	Opération d'équipement n° 99	362 759,60	65 009,90	0,00	65 009,90	297 749,70
Total des dépenses d'équipement		**10 072 570,12**	**3 973 439,34**	**3 732,22**	**3 969 707,12**	**6 102 863,00**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses d'investissement - Vue détaillée — B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	297 832,79	0,00	297 832,79	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	305 000,00	297 832,79	0,00	297 832,79	7 167,21
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2764	Créances sur des particuliers et autres personnes de droit privé	0,00	32 651,83	0,00	32 651,83	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	272 651,83	32 651,83	0,00	32 651,83	240 000,00
Total des dépenses financières		**577 651,83**	**330 484,62**	**0,00**	**330 484,62**	**247 167,21**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**10 650 221,95**	**4 303 923,96**	**3 732,22**	**4 300 191,74**	**6 350 030,21**
13911	*État et établissements nationaux*	*0,00*	*2 434,00*	*0,00*	*2 434,00*	*0,00*
13912	*Régions*	*0,00*	*4 857,00*	*0,00*	*4 857,00*	*0,00*
13913	*Départements*	*0,00*	*5 436,00*	*0,00*	*5 436,00*	*0,00*
139172	*FEDER*	*0,00*	*5 116,00*	*0,00*	*5 116,00*	*0,00*
13918	*Autres*	*0,00*	*11 198,00*	*10 640,00*	*558,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations*	*0,00*	*790,32*	*0,00*	*790,32*	*0,00*
2313	*Constructions*	*0,00*	*18 836,87*	*0,00*	*18 836,87*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*55 191,32*	*48 668,19*	*10 640,00*	*38 028,19*	*17 163,13*
204411	*Biens mobiliers, matériel et études*	*0,00*	*732,22*	*0,00*	*732,22*	*0,00*
2128	*Autres agencements et aménagements*	*0,00*	*11 412,00*	*0,00*	*11 412,00*	*0,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*16 208,00*	*0,00*	*16 208,00*	*0,00*
2151	*Réseaux de voirie*	*0,00*	*6 264,00*	*0,00*	*6 264,00*	*0,00*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses d'investissement - Vue détaillée — B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
21538	*Autres réseaux*	*0,00*	*645 949,41*	*0,00*	*645 949,41*	*0,00*
2313	*Constructions*	*0,00*	*25 371,20*	*0,00*	*25 371,20*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*804 841,97*	*705 936,83*	*0,00*	*705 936,83*	*98 905,14*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***860 033,29***	***754 605,02***	***10 640,00***	***743 965,02***	***116 068,27***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**11 510 255,24**	**5 058 528,98**	**14 372,22**	**5 044 156,76**	**6 466 098,48**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**438 968,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'investissement		**11 949 223,32**	**5 058 528,98**	**14 372,22**	**5 044 156,76**	**6 905 066,56**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Recettes d'investissement - Vue détaillée — B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres	0,00	14 025,00	14 025,00	0,00	0,00
1321	État et établissements nationaux	0,00	278 540,48	0,00	278 540,48	0,00
1322	Régions	0,00	94 648,22	0,00	94 648,22	0,00
1323	Départements	0,00	35 828,49	0,00	35 828,49	0,00
13273	FEADER	0,00	13 752,86	0,00	13 752,86	0,00
1328	Autres	0,00	34 025,00	0,00	34 025,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	2 132 577,02	470 820,05	14 025,00	456 795,05	1 675 781,97
1641	Emprunts en euros	0,00	550 000,00	0,00	550 000,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	3 074 000,00	550 000,00	0,00	550 000,00	2 524 000,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	F.C.T.V.A.	0,00	514 038,85	0,00	514 038,85	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	2 342 647,52	0,00	2 342 647,52	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	2 996 575,34	2 856 686,37	0,00	2 856 686,37	139 888,97
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
266	Autres formes de participation	0,00	17 258,45	0,00	17 258,45	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	17 258,45	17 258,45	0,00	17 258,45	0,00
2764	Créances sur des particuliers et autres personnes de droit privé	0,00	38 139,00	0,00	38 139,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	401 913,00	38 139,00	0,00	38 139,00	363 774,00
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Recettes d'investissement - Vue détaillée — B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
4582	Opération pour compte tiers n° 4582	0,00	732,22	732,22	0,00	0,00
45820	Opération pour compte tiers n° 45820	732,22	0,00	0,00	0,00	732,22
458205	Opération pour compte tiers n° 458205	0,00	732,22	0,00	732,22	-732,22
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	732,22	1 464,44	732,22	732,22	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**8 623 056,03**	**3 934 368,31**	**14 757,22**	**3 919 611,09**	**4 703 444,94**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*1 963 535,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*3 790,32*	*0,00*	*3 790,32*	*0,00*
2802	*Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme*	*0,00*	*23 862,30*	*0,00*	*23 862,30*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*18 298,00*	*0,00*	*18 298,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*742,76*	*0,00*	*742,76*	*0,00*
2804132	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*2 432,00*	*0,00*	*2 432,00*	*0,00*
28041412	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*6 107,00*	*0,00*	*6 107,00*	*0,00*
28041413	*Projets d'infrastructures d'intérêt national*	*0,00*	*148,00*	*0,00*	*148,00*	*0,00*
280415341	*Biens mobiliers, matériel et études*	*0,00*	*15 400,00*	*0,00*	*15 400,00*	*0,00*
28041581	*Biens mobiliers, matériel et études*	*0,00*	*17 152,00*	*0,00*	*17 152,00*	*0,00*
28041582	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*74 346,50*	*0,00*	*74 346,50*	*0,00*
28041583	*Projets d'infrastructures d'intérêt national*	*0,00*	*3 251,00*	*0,00*	*3 251,00*	*0,00*
2804411	*Biens mobiliers, matériel et études*	*0,00*	*105,00*	*105,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Concessions et droits similaires, brevets, licences, droits et valeurs similaires*	*0,00*	*18 914,50*	*0,00*	*18 914,50*	*0,00*
28128	*Autres agencements et aménagements*	*0,00*	*79 593,00*	*0,00*	*79 593,00*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*0,00*	*7 476,04*	*0,00*	*7 476,04*	*0,00*
28152	*Installations de voirie*	*0,00*	*907,00*	*0,00*	*907,00*	*0,00*
281568	*Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile*	*0,00*	*3 803,58*	*0,00*	*3 803,58*	*0,00*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Recettes d'investissement - Vue détaillée — B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
28158	*Autres installations, matériel et outillage techniques*	*0,00*	*54 987,89*	*0,00*	*54 987,89*	*0,00*
28181	*Installations générales, agencements et aménagements divers*	*0,00*	*748,74*	*0,00*	*748,74*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*23 673,00*	*0,00*	*23 673,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*0,00*	*65 537,03*	*364,00*	*65 173,03*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*	*16 080,52*	*0,00*	*16 080,52*	*0,00*
28188	*Autres*	*0,00*	*79 185,33*	*0,00*	*79 185,33*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*557 790,32*	*516 541,51*	*469,00*	*516 072,51*	*41 717,81*
1318	*Autres*	*0,00*	*1 100 079,99*	*519 434,24*	*580 645,75*	*0,00*
1328	*Autres*	*0,00*	*519 434,24*	*519 434,24*	*0,00*	*0,00*
2031	*Frais d'études*	*0,00*	*24 812,00*	*0,00*	*24 812,00*	*0,00*
2033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*9 072,00*	*0,00*	*9 072,00*	*0,00*
238	*Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles*	*0,00*	*25 371,20*	*0,00*	*25 371,20*	*0,00*
2764	*Créances sur des particuliers et autres personnes de droit privé*	*0,00*	*65 303,66*	*0,00*	*65 303,66*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*804 841,97*	*1 744 073,09*	*1 038 868,48*	*705 204,61*	*99 637,36*
Total des recettes d'ordre en investissement		***3 326 167,29***	***2 260 614,60***	***1 039 337,48***	***1 221 277,12***	***2 104 890,17***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**11 949 223,32**	**6 194 982,91**	**1 054 094,70**	**5 140 888,21**	**6 808 335,11**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'investissement		**11 949 223,32**	**6 194 982,91**	**1 054 094,70**	**5 140 888,21**	**6 808 335,11**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 100(1)
LIBELLE : SERVICES EAU ET ASSAINISSEMENT

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		0,00	A 0,00	0,00	0,00	B 0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **15 197,00**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 197,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00		0,00	15 197,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	**C - A**	**0,00**	**D - B**	**15 197,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 101(1)
LIBELLE : PÔLES INTERMODAUX

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**249 748,70**	**A 230 124,30**	**0,00**	**5 910,00**	**B 1 397 536,53**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 289,54**
2031	Frais d'études	0,00	0,00		0,00	26 425,54
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00		0,00	864,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**219 914,70**	**219 914,70**	**0,00**	**0,00**	**275 366,51**
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00		0,00	1 476,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00		0,00	40 818,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00		0,00	1 729,01
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00		0,00	11 428,80
2188	Autres immobilisations corporelles	219 914,70	219 914,70		0,00	219 914,70
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**29 834,00**	**10 209,60**	**0,00**	**5 910,00**	**1 094 880,48**
2315	Install., matériel et outill. technique	29 834,00	10 209,60		5 910,00	1 064 163,02
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00		0,00	30 717,46

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 255 628,89**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**255 628,89**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00		0,00	255 628,89
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A -230 124,30**	**D - B -1 141 907,64**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 102(1)
LIBELLE : GENS DU VOYAGE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**214 664,00**	**A 14 664,00**	**0,00**	**0,00**	**B 14 664,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**14 664,00**	**14 664,00**	**0,00**	**0,00**	**14 664,00**
2031	Frais d'études	14 664,00	14 664,00		0,00	14 664,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**200 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2113	Terrains aménagés autres que voirie	200 000,00	0,00		0,00	0,00
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -14 664,00	D - B -14 664,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 103(1)
LIBELLE : GEMAPI

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**104 048,00**	**A 104 048,00**	**0,00**	**0,00**	**B 1 322 885,34**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 880,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00		0,00	29 880,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**104 048,00**	**104 048,00**	**0,00**	**0,00**	**1 293 005,34**
2041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	0,00	0,00		0,00	17 286,34
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	104 048,00	104 048,00		0,00	1 275 719,00
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -104 048,00	D - B -1 322 885,34

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 104(1)
LIBELLE : MEDIATHEQUES

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**44 447,01**	**A 18 528,98**	**0,00**	**25 741,52**	**B 42 378,18**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**30 547,01**	**16 718,88**	**0,00**	**15 145,52**	**30 365,78**
2051	Concessions, droits similaires	30 547,01	16 718,88		15 145,52	30 365,78
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**13 900,00**	**1 810,10**	**0,00**	**10 596,00**	**12 012,40**
21838	Autre matériel informatique	13 900,00	1 810,10		10 596,00	12 012,40
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -18 528,98	D - B -42 378,18

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 105(1)
LIBELLE : SANTE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**37 474,40**	**A 20 634,96**	**0,00**	**0,00**	**B 20 634,96**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**12 074,40**	**8 474,40**	**0,00**	**0,00**	**8 474,40**
21351	Bâtiments publics	8 474,40	8 474,40		0,00	8 474,40
2152	Installations de voirie	3 600,00	0,00		0,00	0,00
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**25 400,00**	**12 160,56**	**0,00**	**0,00**	**12 160,56**
2313	Constructions	13 400,00	12 160,56		0,00	12 160,56
2315	Install., matériel et outill. technique	12 000,00	0,00		0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -20 634,96	D - B -20 634,96

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 15(1)
LIBELLE : MAISON DE PAYS

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**812 187,94**	**A 706 405,77**	**0,00**	**5 030,62**	**B 2 339 877,16**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**1 000,00**	**864,00**	**0,00**	**3 617,02**	**25 827,30**
2031	Frais d'études	0,00	0,00		0,00	24 099,30
2033	Frais d'insertion	1 000,00	864,00		0,00	1 728,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00		3 617,02	0,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**123 474,22**	**119 300,66**	**0,00**	**142,80**	**120 240,46**
21351	Bâtiments publics	443,00	442,49		0,00	596,93
21568	Autre matériel, outillage incendie	4 050,00	4 022,26		0,00	4 637,26
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	480,00	0,00		0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	69 725,08	66 514,09		142,80	66 514,09
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	47 776,14	47 376,04		0,00	47 546,40
2188	Autres immobilisations corporelles	1 000,00	945,78		0,00	945,78
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**687 713,72**	**586 241,11**	**0,00**	**1 270,80**	**2 193 809,40**
2313	Constructions	584 906,72	586 241,11		1 270,80	2 193 809,40
2315	Install., matériel et outill. technique	102 807,00	0,00		0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 625 715,29**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**625 715,29**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00		0,00	97 511,69
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00		0,00	141 903,60
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00		0,00	386 300,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A -706 405,77**	**D - B -1 714 161,87**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 17(1)
LIBELLE : DOMAINE DE TASSY

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**327 075,38**	**A 179 015,82**	**0,00**	**71 067,40**	**B 732 929,67**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**25 183,00**	**2 674,60**	**0,00**	**31 768,20**	**57 718,02**
2031	Frais d'études	3 300,00	0,00		0,00	4 000,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00		0,00	1 342,80
2051	Concessions, droits similaires	21 883,00	2 674,60		31 768,20	52 375,22
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**60 193,44**	**39 742,46**	**0,00**	**2 910,40**	**344 799,27**
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00		0,00	3 864,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	9 929,39	1 459,33		632,04	2 566,93
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	10 960,00	1 816,33		0,00	33 350,89
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00		0,00	67 454,34
21838	Autre matériel informatique	33 304,05	28 284,56		2 278,36	196 786,63
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	6 000,00	6 116,74		0,00	35 014,28
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	2 065,50		0,00	5 762,20
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**241 698,94**	**136 598,76**	**0,00**	**36 388,80**	**330 412,38**
2313	Constructions	241 698,94	136 598,76		36 388,80	250 709,58
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00		0,00	79 702,80

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **7 600,00**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 600,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00		0,00	7 600,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A -179 015,82**	**D - B -725 329,67**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 75(1)
LIBELLE : AGRICULTURE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**162 000,00**	**A 0,00**	**0,00**	**70 200,00**	**B 0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**162 000,00**	**0,00**	**0,00**	**70 200,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	150 000,00	0,00		70 200,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	12 000,00	0,00		0,00	0,00
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B 0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 76(1)
LIBELLE : PIDAF

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**268 819,78**	**A 128 231,52**	**0,00**	**126 635,52**	**B 659 609,81**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**83 580,00**	**33 027,74**	**0,00**	**50 517,60**	**33 027,74**
2031	Frais d'études	83 580,00	33 027,74		50 517,60	33 027,74
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**97 819,78**	**87 463,78**	**0,00**	**36 217,92**	**618 842,07**
2128	Autres agencements et aménagements	80 216,80	70 460,80		36 217,92	550 802,83
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	17 602,98	17 002,98		0,00	68 039,24
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**87 420,00**	**7 740,00**	**0,00**	**39 900,00**	**7 740,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	87 420,00	7 740,00		39 900,00	7 740,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 190 708,11**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**190 708,11**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00		0,00	13 762,93
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00		0,00	105 553,30
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00		0,00	43 834,55
13273	Subv. non transf. FEADER	0,00	0,00		0,00	27 557,33
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A -128 231,52**	**D - B -468 901,70**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 77(1)
LIBELLE : RÉSEAU RADIOÉLECTRIQUE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**7 138,00**	**A 2 814,00**	**0,00**	**0,00**	**B 21 492,15**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**7 138,00**	**2 814,00**	**0,00**	**0,00**	**21 492,15**
2188	Autres immobilisations corporelles	7 138,00	2 814,00		0,00	21 492,15
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -2 814,00	D - B -21 492,15

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 84(1)
LIBELLE : GYMNASE INTERCOMMUNAL

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**82 544,40**	**A 33 088,82**	**0,00**	**40 388,45**	**B 123 783,58**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**5 040,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 000,00**
2031	Frais d'études	5 040,00	0,00		0,00	4 000,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**19 764,00**	**14 235,32**	**0,00**	**3 828,05**	**57 400,94**
21351	Bâtiments publics	1 200,00	1 166,40		0,00	8 621,85
21568	Autre matériel, outillage incendie	684,00	684,00		0,00	2 946,60
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	17 880,00	12 384,92		3 828,05	26 566,62
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00		0,00	19 265,87
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**57 740,40**	**18 853,50**	**0,00**	**36 560,40**	**62 382,64**
2313	Constructions	57 740,40	18 853,50		36 560,40	62 382,64

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -33 088,82	D - B -123 783,58

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 85(1)
LIBELLE : STADE ATHLÉTISME TOURRETTES

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**518 871,88**	**A 501 367,79**	**0,00**	**240,00**	**B 578 381,98**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**90,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 728,00**
2033	Frais d'insertion	90,00	0,00		0,00	1 728,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**32 450,00**	**29 122,55**	**0,00**	**0,00**	**69 903,94**
2128	Autres agencements et aménagements	19 250,00	19 250,00		0,00	31 011,10
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00		0,00	2 922,00
21352	Bâtiments privés	0,00	0,00		0,00	5 960,40
2152	Installations de voirie	0,00	0,00		0,00	594,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	8 100,00	5 677,48		0,00	5 841,88
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	4 500,00	4 195,07		0,00	4 636,07
2188	Autres immobilisations corporelles	600,00	0,00		0,00	18 938,49
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**486 331,88**	**472 245,24**	**0,00**	**240,00**	**506 750,04**
2313	Constructions	465 979,88	466 353,24		240,00	500 858,04
2315	Install., matériel et outill. technique	20 352,00	5 892,00		0,00	5 892,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **22 515,62**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 515,62**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00		0,00	22 515,62
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A -501 367,79**	**D - B -555 866,36**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 86(1)
LIBELLE : STADE DE FOOT DE FAYENCE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**130 020,80**	**A 110 526,72**	**0,00**	**0,00**	**B 155 171,64**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**32 484,80**	**12 990,72**	**0,00**	**0,00**	**51 932,04**
2128	Autres agencements et aménagements	12 711,00	0,00		0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	2 900,00	2 895,36		0,00	14 550,96
21568	Autre matériel, outillage incendie	1 353,80	1 353,60		0,00	1 588,80
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	15 520,00	8 741,76		0,00	8 741,76
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00		0,00	27 050,52
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**97 536,00**	**97 536,00**	**0,00**	**0,00**	**103 239,60**
2313	Constructions	0,00	0,00		0,00	5 703,60
2315	Install., matériel et outill. technique	97 536,00	97 536,00		0,00	97 536,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **44 000,00**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 000,00**
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00		0,00	44 000,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A -110 526,72**	**D - B -111 171,64**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 87(1)
LIBELLE : MAISON DU LAC

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**31 760,00**	**A 17 119,25**	**0,00**	**592,75**	**B 1 139 127,91**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 400,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00		0,00	2 400,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**1 760,00**	**984,00**	**0,00**	**0,00**	**145 467,40**
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00		0,00	40 279,20
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00		0,00	2 010,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	1 400,00	984,00		0,00	8 664,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	360,00	0,00		0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00		0,00	94 514,20
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**30 000,00**	**16 135,25**	**0,00**	**592,75**	**991 260,51**
2313	Constructions	0,00	0,00		0,00	3 531,00
2315	Install., matériel et outill. technique	30 000,00	16 135,25		592,75	948 564,37
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00		0,00	39 165,14

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **267 562,50**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**267 562,50**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00		0,00	136 562,50
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00		0,00	131 000,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A -17 119,25**	**D - B -871 565,41**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 88(1)
LIBELLE : OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 127 000,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**127 000,00**
20415341	IC : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00		0,00	77 000,00
2041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	0,00	0,00		0,00	50 000,00
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B -127 000,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 89(1)
LIBELLE : TOURISME

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**120 000,00**	**A 3 648,00**	**0,00**	**0,00**	**B 113 624,12**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 000,00**
2041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	0,00	0,00		0,00	30 000,00
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**120 000,00**	**3 648,00**	**0,00**	**0,00**	**42 555,92**
2152	Installations de voirie	30 000,00	3 648,00		0,00	17 273,98
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00		0,00	8 719,20
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	90 000,00	0,00		0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00		0,00	16 562,74
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**41 068,20**
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00		0,00	41 068,20

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 70 125,00**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**70 125,00**
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00		0,00	56 100,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00		0,00	14 025,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A -3 648,00**	**D - B -43 499,12**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 90(1)
LIBELLE : S.C.O.T. - PCAET

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**84 562,50**	**A 33 079,50**	**0,00**	**44 895,00**	**B 98 602,50**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**84 562,50**	**33 079,50**	**0,00**	**44 895,00**	**98 602,50**
202	Frais réalisation documents urbanisme	59 502,50	22 114,50		31 080,00	78 028,50
2031	Frais d'études	25 060,00	10 965,00		13 815,00	19 710,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00		0,00	864,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -33 079,50	D - B -98 602,50

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 91(1)
LIBELLE : OPÉRATIONS DIVERSES

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**376 700,00**	**A 333 389,86**	**0,00**	**0,00**	**B 415 224,22**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 600,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00		0,00	21 600,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**20 000,00**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**	**20 000,00**
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	20 000,00	20 000,00		0,00	20 000,00
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**356 700,00**	**313 389,86**	**0,00**	**0,00**	**339 466,22**
2115	Terrains bâtis	325 300,00	307 000,00		0,00	307 000,00
21351	Bâtiments publics	14 000,00	3 766,09		0,00	8 154,19
2152	Installations de voirie	5 000,00	2 332,67		0,00	12 609,22
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	0,00		0,00	1 243,80
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	12 000,00	0,00		0,00	7 680,81
21838	Autre matériel informatique	400,00	291,10		0,00	2 778,20
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 158,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00		0,00	34 158,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **319 500,00**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 500,00**
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00		0,00	19 500,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00		0,00	300 000,00
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A -333 389,86**	**D - B -95 724,22**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 92(1)
LIBELLE : MOBILITE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**3 811 430,00**	**A 45 274,80**	**0,00**	**118 439,98**	**B 72 112,80**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**31 478,00**	**27 450,00**	**0,00**	**0,00**	**36 384,00**
2031	Frais d'études	26 478,00	26 478,00		0,00	35 304,00
2033	Frais d'insertion	5 000,00	972,00		0,00	1 080,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 904,00**
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00		0,00	17 904,00
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**3 779 952,00**	**17 824,80**	**0,00**	**118 439,98**	**17 824,80**
2315	Install., matériel et outill. technique	3 779 952,00	17 824,80		118 439,98	17 824,80

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **42 000,00**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**42 000,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00		0,00	42 000,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A -45 274,80**	**D - B -30 112,80**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 94(1)
LIBELLE : MAISON FRANCE SERVICES

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 29 666,18**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 666,18**
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00		0,00	12 399,96
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	0,00		0,00	235,20
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00		0,00	15 831,02
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00		0,00	1 200,00
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **1 482,20**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 482,20**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00		0,00	1 482,20
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	**C - A**	**0,00**	**D - B**	**-28 183,98**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 95(1)
LIBELLE : MAISON INTERCOMMUNALE PETITE ENFANCE ET FAMILLE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**2 216 691,11**	**A 1 336 808,24**	**0,00**	**757 244,41**	**B 1 434 377,58**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**2 000,00**	**0,00**	**0,00**	**2 003,26**	**3 450,00**
2033	Frais d'insertion	2 000,00	0,00		0,00	1 728,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00		2 003,26	1 722,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**156 673,13**	**4 908,08**	**0,00**	**104 490,53**	**10 768,71**
2111	Terrains nus	0,00	0,00		0,00	264,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	7 700,00	0,00		0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	40 480,00	0,00		0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	28 493,13	4 908,08		14 152,32	10 124,72
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	80 000,00	0,00		90 338,21	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00		0,00	379,99
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**2 058 017,98**	**1 331 900,16**	**0,00**	**650 750,62**	**1 420 158,87**
2313	Constructions	1 907 717,98	1 301 600,16		552 036,18	1 389 858,87
2315	Install., matériel et outill. technique	120 000,00	0,00		98 714,44	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	30 300,00	30 300,00		0,00	30 300,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **250 000,00**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**250 000,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00		0,00	250 000,00
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A -1 336 808,24**	**D - B -1 184 377,58**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 96(1)
LIBELLE : VAR TRÈS HAUT DÉBIT

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**38 139,00**	**A 38 139,00**	**0,00**	**0,00**	**B 94 113,56**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**38 139,00**	**38 139,00**	**0,00**	**0,00**	**94 113,56**
2041583	Autres grpts-Proj infrastruct Int nation	38 139,00	38 139,00		0,00	94 113,56
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 84 882,48**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 907,92**
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00		0,00	28 907,92
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**55 974,56**
2041583	Autres grpts-Proj infrastruct Int nation	0,00	0,00		0,00	55 974,56
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A -38 139,00**	**D - B -9 231,08**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 97(1)
LIBELLE : GITE D'ETAPE DE MONS

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**3 000,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 75 586,74**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 660,97**
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00		0,00	550,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00		0,00	6 347,38
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00		0,00	14 369,38
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00		0,00	1 394,21
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**52 925,77**
2313	Constructions	3 000,00	0,00		0,00	52 925,77

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 28 128,84**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 128,84**
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00		0,00	28 128,84
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	**C - A**	**0,00**	**D - B**	**-47 457,90**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 98(1)
LIBELLE : BASE D'AVIRON

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**67 755,40**	**A 47 787,89**	**0,00**	**1 092,00**	**B 2 689 695,56**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 184,00**
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00		0,00	5 184,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**49 511,00**	**40 843,49**	**0,00**	**1 092,00**	**269 599,27**
2128	Autres agencements et aménagements	17 111,00	9 113,75		0,00	9 113,75
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	0,00		0,00	9 725,28
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	32 400,00	10 129,74		1 092,00	61 731,30
21828	Autres matériels de transport	0,00	21 600,00		0,00	37 837,22
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00		0,00	3 320,69
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00		0,00	147 871,03
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**18 244,40**	**6 944,40**	**0,00**	**0,00**	**2 414 912,29**
2313	Constructions	1 586,40	1 586,40		0,00	2 188 813,46
2315	Install., matériel et outill. technique	16 658,00	5 358,00		0,00	18 019,68
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00		0,00	208 079,15

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 2 441 865,93**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 241 865,93**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00		0,00	459 892,95
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00		0,00	781 972,98
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 200 000,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00		0,00	1 200 000,00
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A -47 787,89**	**D - B -247 829,63**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 99(1)
LIBELLE : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**362 759,60**	**A 65 009,90**	**0,00**	**195 288,04**	**B 482 965,44**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 564,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00		0,00	5 400,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00		0,00	864,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00		0,00	24 300,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**88 171,50**
204113	Subv. Etat : Projet infrastructure	0,00	0,00		0,00	56 000,00
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00		0,00	32 171,50
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**99 526,00**	**4 536,00**	**0,00**	**93 857,20**	**58 360,60**
2112	Terrains de voirie	52 990,00	0,00		52 990,00	0,00
2152	Installations de voirie	46 536,00	4 536,00		40 867,20	22 541,72
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00		0,00	35 818,88
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**263 233,60**	**60 473,90**	**0,00**	**101 430,84**	**305 869,34**
2315	Install., matériel et outill. technique	263 233,60	60 473,90		101 430,84	305 869,34

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **99 496,91**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**51 017,25**
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00		0,00	51 017,25
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**48 479,66**
204113	Subv. Etat : Projet infrastructure	0,00	0,00		0,00	48 479,66
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A -65 009,90**	**D - B -383 468,53**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée — D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
60611	Eau et assainissement	0,00	16 096,68	1 269,96	14 826,72	0,00
60612	Énergie - Électricité	0,00	154 651,81	17 390,23	137 261,58	0,00
60621	Combustibles	0,00	9 770,07	0,00	9 770,07	0,00
60622	Carburants	0,00	31 839,82	1 537,44	30 302,38	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	85,09	61,09	24,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	33,52	0,00	33,52	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	10 183,02	1 062,68	9 120,34	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	18 611,27	964,43	17 646,84	0,00
60636	Habillement et Vêtements de travail	0,00	1 787,14	217,80	1 569,34	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	8 097,87	80,29	8 017,58	0,00
6067	Fournitures scolaires	0,00	620,34	151,20	469,14	0,00
6068	Autres matières et fournitures.	0,00	8 289,99	0,00	8 289,99	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	178 893,16	22 990,30	155 902,86	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	10 237,90	724,35	9 513,55	0,00
61358	Autres	0,00	8 438,64	376,92	8 061,72	0,00
61521	Terrains	0,00	19 449,17	1 476,00	17 973,17	0,00
615221	Bâtiments publics	0,00	15 170,89	2 572,64	12 598,25	0,00
615231	Voiries	0,00	28 097,25	4 116,00	23 981,25	0,00
61551	Matériel roulant	0,00	8 895,03	195,35	8 699,68	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	14 931,94	628,96	14 302,98	0,00
6156	Maintenance	0,00	52 883,42	7 521,79	45 361,63	0,00
6161	Multirisques	0,00	20 116,23	0,00	20 116,23	0,00
617	Études et recherches	0,00	2 295,62	0,00	2 295,62	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	11 837,50	0,00	11 837,50	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	31 583,14	1 278,00	30 305,14	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée — D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
62268	Autres honoraires, conseils...	0,00	47 858,15	833,00	47 025,15	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	1 647,20	380,00	1 267,20	0,00
6228	Divers	0,00	2 320,00	0,00	2 320,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	216,00	0,00	216,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	42 164,22	12 432,21	29 732,01	0,00
6233	Foires et expositions	0,00	8 212,63	0,00	8 212,63	0,00
6234	Réceptions	0,00	5 602,08	682,12	4 919,96	0,00
6238	Divers	0,00	37 133,98	6 067,75	31 066,23	0,00
6245	Transports de personnes extérieures à la collectivité	0,00	51 423,39	0,00	51 423,39	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	10 579,63	19,24	10 560,39	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	4 204,18	331,88	3 872,30	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	35 956,20	3 041,36	32 914,84	0,00
627	Services bancaires et assimilés.	0,00	1 985,01	357,59	1 627,42	0,00
6281	Concours divers (cotisations...)	0,00	45 838,37	240,00	45 598,37	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	2 000,00	1 000,00	1 000,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	84 622,12	9 933,58	74 688,54	0,00
62875	Aux communes membres du GFP	0,00	9 542,43	5 938,00	3 604,43	0,00
6288	Autres	0,00	11 056,45	582,95	10 473,50	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	64,00	0,00	64,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	15,08	0,00	15,08	0,00
6358	Autres droits	0,00	2 596,00	0,00	2 596,00	0,00
637	Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)	0,00	604,80	0,00	604,80	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	1 543 956,40	1 068 538,43	106 455,11	962 083,32	581 873,08
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	6 500,38	0,00	6 500,38	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée — D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territoriale	0,00	33 403,24	0,00	33 403,24	0,00
64111	Rémunération principale	0,00	989 175,97	0,00	989 175,97	0,00
64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	0,00	9 939,74	0,00	9 939,74	0,00
64113	NBI	0,00	15 716,37	0,00	15 716,37	0,00
64118	Autres indemnités.	0,00	400 575,23	0,00	400 575,23	0,00
64131	Rémunérations	0,00	306 626,44	0,00	306 626,44	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	237 637,38	0,00	237 637,38	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	401 345,84	0,00	401 345,84	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	0,00	12 336,12	0,00	12 336,12	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	33 177,61	0,00	33 177,61	0,00
6456	Versement au F.N.C du supplément familial	0,00	2 876,83	0,00	2 876,83	0,00
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux.	0,00	15 923,34	0,00	15 923,34	0,00
64731	Versées directement	0,00	118,95	0,00	118,95	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	686,50	204,00	482,50	0,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	2 523 973,00	2 466 039,94	204,00	2 465 835,94	58 137,06
7391118	Autres restitutions au titre des dégrèvements sur contributions directes	0,00	14 463,00	0,00	14 463,00	0,00
739211	Attribution de compensation	0,00	2 506 985,83	0,00	2 506 985,83	0,00
739221	FNGIR	0,00	250 472,00	0,00	250 472,00	0,00
7392221	Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales	0,00	322 797,00	0,00	322 797,00	0,00
73951	Fraction compensatoire de la TFPB et de la taxe d'habitation sur les résidences principales	0,00	21 073,00	7 768,00	13 305,00	0,00
73952	Fraction compensatoire de la CVAE	0,00	7 768,00	0,00	7 768,00	0,00
7398	Reversements, restitutions et prélèvements divers	0,00	932 424,72	225 627,74	706 796,98	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée — D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 014	Atténuations de produits	3 828 239,83	4 055 983,55	233 395,74	3 822 587,81	5 652,02
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65131	Bourses	0,00	36 000,00	18 000,00	18 000,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	0,00	106 465,44	0,00	106 465,44	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	269,02	0,00	269,02	0,00
65313	Cotisations de retraite	0,00	8 697,24	0,00	8 697,24	0,00
65314	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	0,00	33 546,34	0,00	33 546,34	0,00
653172	Cotisations au fonds de financement de l'allocation de fin de mandat	0,00	261,76	0,00	261,76	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	525,00	0,00	525,00	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	640,14	0,00	640,14	0,00
6553	Service d'incendie	0,00	1 299 958,00	0,00	1 299 958,00	0,00
65568	Autres contributions	0,00	248 319,40	1 361,01	246 958,39	0,00
65731	État	0,00	2 200,00	0,00	2 200,00	0,00
657348	Autres communes	0,00	72 875,00	72 875,00	0,00	0,00
657364	Caisse des écoles	0,00	54 000,00	54 000,00	0,00	0,00
657381	Autres établissements publics locaux	0,00	320 000,00	0,00	320 000,00	0,00
65748	Autres personnes de droit privé	0,00	568 453,12	2 000,00	566 453,12	0,00
65811	Droits d'utilisation - informatique en nuage	0,00	47 243,49	29 183,02	18 060,47	0,00
65818	Autres	0,00	67 973,10	0,00	67 973,10	0,00
65823	Déficit des budgets annexes à caractère industriel et commercial	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00	0,00
65888	Autres	0,00	16 089,52	12 451,81	3 637,71	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	3 033 961,00	3 083 516,57	189 870,84	2 893 645,73	140 315,27
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée — D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses de gestion des services		**10 930 130,23**	**10 674 078,49**	**529 925,69**	**10 144 152,80**	**785 977,43**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	20 352,88	0,00	20 352,88	0,00
66112	Intérêts - rattachement des ICNE	0,00	4 719,23	2 889,37	1 829,86	0,00
total chapitre 66	Charges financières	23 107,77	25 072,11	2 889,37	22 182,74	925,03
total chapitre 67	Charges spécifiques	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**10 961 238,00**	**10 699 150,60**	**532 815,06**	**10 166 335,54**	**794 902,46**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*1 963 535,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
675	*Valeurs comptables des immobilisations cédées*	*0,00*	*3 790,32*	*0,00*	*3 790,32*	*0,00*
6811	*Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles*	*0,00*	*512 751,19*	*469,00*	*512 282,19*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*557 790,32*	*516 541,51*	*469,00*	*516 072,51*	*41 717,81*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***2 521 325,32***	***516 541,51***	***469,00***	***516 072,51***	***2 005 252,81***
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**13 482 563,32**	**11 215 692,11**	**533 284,06**	**10 682 408,05**	**2 800 155,27**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**13 482 563,32**	**11 215 692,11**	**533 284,06**	**10 682 408,05**	**2 800 155,27**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Recettes de fonctionnement - Vue détaillée — D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	0,00	132 084,28	0,00	132 084,28	0,00
total chapitre 013	Atténuations de charges	131 118,20	132 084,28	0,00	132 084,28	-966,08
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70321	Droits de stationnement et de location sur la voie publique	0,00	15 620,00	1 560,00	14 060,00	0,00
70323	Redevance d'occupation du domaine public	0,00	99 967,48	0,00	99 967,48	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	25 222,00	0,00	25 222,00	0,00
7066	Redevances et droits des services à caractère social	0,00	30 922,80	35,00	30 887,80	0,00
70841	à la collectivité de rattachement	0,00	134 885,45	0,00	134 885,45	0,00
708421	non dotés de la personnalité morale	0,00	125 884,88	0,00	125 884,88	0,00
70848	aux autres organismes	0,00	209 619,35	4 757,74	204 861,61	0,00
708721	non dotés de la personnalité morale	0,00	382 608,22	0,00	382 608,22	0,00
70875	par les communes membres du GFP	0,00	34 669,09	0,00	34 669,09	0,00
7088	Autres produits d'activités annexes (abonnements et vente d'ouvrages...)	0,00	943,01	0,00	943,01	0,00
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	1 048 034,32	1 060 342,28	6 352,74	1 053 989,54	-5 955,22
73211	Attribution de compensation	0,00	18 516,56	0,00	18 516,56	0,00
7351	Fraction compensatoire de la TFPB et de la taxe d'habitation sur les résidences principales	0,00	1 604 454,00	77 976,00	1 526 478,00	0,00
7352	Fraction compensatoire de la CVAE	0,00	895 089,00	0,00	895 089,00	0,00
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)	2 490 987,75	2 518 059,56	77 976,00	2 440 083,56	50 904,19
73111	Impôts directs locaux	0,00	5 420 296,00	0,00	5 420 296,00	0,00
73113	Taxe sur les surfaces commerciales	0,00	400 589,00	0,00	400 589,00	0,00
73114	Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux	0,00	425 842,00	0,00	425 842,00	0,00
73118	Autres contributions directes	0,00	187 255,00	0,00	187 255,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Recettes de fonctionnement - Vue détaillée — D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
73136	Taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations	0,00	303 649,00	48 463,00	255 186,00	0,00
731721	Taxe de séjour	0,00	923 400,87	216 603,91	706 796,96	0,00
total chapitre 731	Fiscalité locale	7 103 072,00	7 661 031,87	265 066,91	7 395 964,96	-292 892,96
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI	0,00	638 827,00	0,00	638 827,00	0,00
741126	Dotation de compensation des EPCI	0,00	193 522,00	0,00	193 522,00	0,00
744	FCTVA	0,00	10 379,19	389,00	9 990,19	0,00
74611	DGD	0,00	9 000,00	0,00	9 000,00	0,00
74718	Autres	0,00	86 888,00	0,00	86 888,00	0,00
74748	Autres communes	0,00	12 567,00	0,00	12 567,00	0,00
747888	Autres	0,00	110 282,28	8 759,64	101 522,64	0,00
74832	État - Compensation au titre de la Contribution Économique Territoriale (CVAE et CFE)	0,00	318 951,00	0,00	318 951,00	0,00
74833	État - Compensation au titre des exonérations de taxes foncières	0,00	10 675,00	0,00	10 675,00	0,00
total chapitre 74	Dotations et participations	1 359 403,01	1 391 091,47	9 148,64	1 381 942,83	-22 539,82
752	Revenus des immeubles	0,00	1 390,78	0,00	1 390,78	0,00
75813	Redevances versées par les fermiers et concessionnaires	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00	0,00
75888	Autres	0,00	37 031,51	0,00	37 031,51	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	35 151,00	44 422,29	0,00	44 422,29	-9 271,29
Total des recettes de gestion des services		**12 167 766,28**	**12 807 031,75**	**358 544,29**	**12 448 487,46**	**-280 721,18**
7688	Autres	0,00	2 909,27	0,00	2 909,27	0,00
total chapitre 76	Produits financiers	1 282,00	2 909,27	0,00	2 909,27	-1 627,27
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00
total chapitre 77	Produits spécifiques	3 000,00	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Recettes de fonctionnement - Vue détaillée — D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
7817	Reprises sur dépréciations des actifs circulants.	0,00	1 560,00	0,00	1 560,00	0,00
7865	Reprises sur provisions pour risques et charges financiers	0,00	52 409,91	0,00	52 409,91	0,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions	53 969,91	53 969,91	0,00	53 969,91	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**12 226 018,19**	**12 866 910,93**	**358 544,29**	**12 508 366,64**	**-282 348,45**
722	*Immobilisations corporelles*	*0,00*	*18 836,87*	*0,00*	*18 836,87*	*0,00*
7761	*Différences sur réalisations (négatives) reprises au compte de résultat*	*0,00*	*790,32*	*0,00*	*790,32*	*0,00*
777	*Recettes et quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat*	*0,00*	*29 041,00*	*10 640,00*	*18 401,00*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*55 191,32*	*48 668,19*	*10 640,00*	*38 028,19*	*17 163,13*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***55 191,32***	***48 668,19***	***10 640,00***	***38 028,19***	***17 163,13***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**12 281 209,51**	**12 915 579,12**	**369 184,29**	**12 546 394,83**	**-265 185,32**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**1 201 353,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section de fonctionnement		**13 482 563,32**	**12 915 579,12**	**369 184,29**	**12 546 394,83**	**936 168,49**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Bilan (en euros) — A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'investissement versées		2 263 871,61	343 177,29	1 920 694,32	1 876 611,60
Autres immobilisations incorporelles		387 391,99	163 172,32	224 219,67	191 209,81
Immobilisations incorporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains		2 547 587,56	581 311,58	1 966 275,98	1 628 632,43
Constructions		15 617 316,91	56 432,12	15 560 884,79	12 144 851,32
Réseaux et installations de voirie		5 970 135,34	2 511,56	5 967 623,78	5 636 939,06
Réseaux divers		8 523 115,87	0,00	8 523 115,87	8 348 595,90
Installations techniques, agencements et matériel		461 675,45	207 013,24	254 662,21	246 602,21
Immobilisations mises en concessions ou affermées		584 737,90	0,00	584 737,90	0,00
Autres		1 391 180,36	549 929,84	841 250,52	623 470,45
Immobilisations corporelles en cours		9 608,80	0,00	9 608,80	1 037 757,59
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		15 906,13	0,00	15 906,13	15 906,13
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		157 574,00	0,00	157 574,00	241 733,19
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**37 930 101,92**	**1 903 547,95**	**36 026 553,97**	**31 992 309,69**
ACTIF CIRCULANT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
STOCKS		0,00	0,00	0,00	0,00
CRÉANCES		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		183 456,52	0,00	183 456,52	363 121,14
Créances sur les redevables et comptes rattachés		130 209,90	0,00	130 209,90	239 042,63
Avances et acomptes versés par la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	1 019 616,31
Créances sur budgets annexes		191 050,63	0,00	191 050,63	189 669,63
Créances sur les autres débiteurs		307 467,94	1 015,00	306 452,94	10 298,62
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE		0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Bilan (en euros) — A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**812 184,99**	**1 015,00**	**811 169,99**	**1 821 748,33**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00
DISPONIBILITÉS		2 691 410,07	0,00	2 691 410,07	3 063 810,28
AUTRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**2 691 410,07**	**0,00**	**2 691 410,07**	**3 063 810,28**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		0,00	0,00	0,00	0,00
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**41 433 696,98**	**1 904 562,95**	**39 529 134,03**	**36 877 868,30**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Bilan (en euros) — A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		**0,00**	**0,00**
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ		0,00	0,00
Dotations		6 481 364,04	6 481 364,04
Fonds globalisés		4 888 000,78	4 373 961,93
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00
Rattachées à un actif amortissable		431 973,78	602 939,27
Rattachées à un actif non amortissable		9 056 782,03	8 396 336,98
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		-2 448 832,41	-2 458 168,09
RÉSERVES		13 810 426,17	11 464 638,20
REPORT A NOUVEAU		1 201 353,81	2 352 951,28
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		1 863 986,78	1 191 050,05
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT		519 434,24	0,00
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		0,00	0,00
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**35 804 489,22**	**32 405 073,66**
PASSIF		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES		0,00	52 409,91
PROVISIONS POUR CHARGES		0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		**0,00**	**52 409,91**
DETTES FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		0,00	0,00
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		2 949 887,94	2 695 890,87
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		0,00	0,00
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**2 949 887,94**	**2 695 890,87**
DETTES NON FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		191 748,68	533 744,22
Dettes fiscales et sociales		280 105,46	0,00
Avances et acomptes reçus		0,00	0,00
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		282 080,64	1 152 074,48

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Bilan (en euros) — A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité		0,00	0,00
Dettes sur budgets annexes		0,00	0,00
Autres dettes non financières		6 557,09	38 135,16
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		0,00	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**760 491,87**	**1 723 953,86**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE		0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (4)		**0,00**	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**3 710 379,81**	**4 472 254,64**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		14 265,00	540,00
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)		0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**39 529 134,03**	**36 877 868,30**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Compte de résultat (en euros) — B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état		851 339,19	748 209,67	103 129,52
Participations		200 977,64	108 936,44	92 041,20
Compensations, autres attributions et autres participations		329 626,00	309 222,00	20 404,00
Dons et legs		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		6 013 460,71	5 180 412,13	833 048,58
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services		1 053 989,54	1 124 478,57	-70 489,03
Produits des cessions d'actifs		3 000,00	0,00	3 000,00
Autres produits de gestion		44 422,29	38 903,56	5 518,73
Production stockée et immobilisée		18 836,87	19 745,09	-908,22
AUTRES PRODUITS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		1 560,00	0,00	1 560,00
Reprises du financement rattaché à un actif		18 401,00	18 217,00	184,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession		790,32	0,00	790,32
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**8 536 403,56**	**7 548 124,46**	**988 279,10**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes		958 803,44	987 306,67	-28 503,23
Charges de personnel		2 293 848,04	2 067 725,41	226 122,63
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*1 589 949,47*	*1 486 976,02*	*102 973,45*
Dont charges sociales		*703 898,57*	*580 749,39*	*123 149,18*
Indemnités des élus (et membres du CESR)		149 239,80	146 777,37	2 462,43
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		290 836,42	314 872,90	-24 036,48
Impôts et taxes		43 183,50	32 065,68	11 117,82
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		512 282,19	453 082,35	59 199,84
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		3 790,32	0,00	3 790,32
Neutralisation des dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Compte de résultat (en euros) — B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des plus-values de cession		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**4 251 983,71**	**4 001 830,38**	**250 153,33**
CHARGES D'INTERVENTION		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre		2 206 611,12	2 119 563,66	87 047,46
Dont ménages		*18 000,00*	*18 000,00*	*0,00*
Dont personnes morales de droit privé		*566 453,12*	*528 902,82*	*37 550,30*
Dont collectivités territoriales		*0,00*	*10 323,84*	*-10 323,84*
Dont autres organismes publics		*1 622 158,00*	*1 562 337,00*	*59 821,00*
Dont établissements d'enseignement		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité		0,00	0,00	0,00
Autres charges		246 958,39	212 896,70	34 061,69
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**2 453 569,51**	**2 332 460,36**	**121 109,15**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**1 830 850,34**	**1 213 833,72**	**617 016,62**
PRODUITS FINANCIERS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Produits des participations et des prêts		0,00	0,00	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres produits financiers		2 909,27	0,00	2 909,27
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges		52 409,91	0,00	52 409,91
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**55 319,18**	**0,00**	**55 319,18**
CHARGES FINANCIERES		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges d'intérêts		22 182,74	22 783,67	-600,93
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres charges financières		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**22 182,74**	**22 783,67**	**-600,93**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**33 136,44**	**-22 783,67**	**55 920,11**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**1 863 986,78**	**1 191 050,05**	**672 936,73**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

Accusé de réception en Préfecture - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotations	0,00	6 463 261,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 463 261,62	0,00	6 463 261,62
10222	F.C.T.V.A.	0,00	4 373 961,93	0,00	0,00	0,00	514 038,85	0,00	4 888 000,78	0,00	4 888 000,78
	Sous Total compte 1022	**0,00**	**4 373 961,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**514 038,85**	**0,00**	**4 888 000,78**	**0,00**	**4 888 000,78**
10251	Dons et legs en capital	0,00	18 102,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 102,42	0,00	18 102,42
	Sous Total compte 1025	**0,00**	**18 102,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 102,42**	**0,00**	**18 102,42**
	Sous Total compte 102	**0,00**	**10 855 325,97**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**514 038,85**	**0,00**	**11 369 364,82**	**0,00**	**11 369 364,82**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	11 464 638,20	14 968,36	18 108,81	0,00	2 342 647,52	14 968,36	13 825 394,53	0,00	13 810 426,17
	Sous Total compte 106	**0,00**	**11 464 638,20**	**14 968,36**	**18 108,81**	**0,00**	**2 342 647,52**	**14 968,36**	**13 825 394,53**	**0,00**	**13 810 426,17**
	Sous Total compte 10	**0,00**	**22 319 964,17**	**14 968,36**	**18 108,81**	**0,00**	**2 856 686,37**	**14 968,36**	**25 194 759,35**	**0,00**	**25 179 790,99**
110	Report à nouveau (solde créditeur)	0,00	2 352 951,28	2 342 647,52	1 191 050,05	0,00	0,00	2 342 647,52	3 544 001,33	0,00	1 201 353,81
	Sous Total compte 11	**0,00**	**2 352 951,28**	**2 342 647,52**	**1 191 050,05**	**0,00**	**0,00**	**2 342 647,52**	**3 544 001,33**	**0,00**	**1 201 353,81**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou	0,00	1 191 050,05	1 191 050,05	0,00	0,00	0,00	1 191 050,05	1 191 050,05	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**0,00**	**1 191 050,05**	**1 191 050,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 191 050,05**	**1 191 050,05**	**0,00**	**0,00**
1311	État et établissements nationaux	0,00	70 192,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 192,24	0,00	70 192,24
1312	Régions	0,00	86 434,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 434,24	0,00	86 434,24
1313	Départements	0,00	435 132,59	18 560,00	0,00	0,00	0,00	18 560,00	435 132,59	0,00	416 572,59
13141	Communes membres du GFP	0,00	39 254,54	39 254,54	0,00	0,00	0,00	39 254,54	39 254,54	0,00	0,00
	Sous Total compte 1314	**0,00**	**39 254,54**	**39 254,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**39 254,54**	**39 254,54**	**0,00**	**0,00**
13172	FEDER	0,00	70 629,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 629,64	0,00	70 629,64
	Sous Total compte 1317	**0,00**	**70 629,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**70 629,64**	**0,00**	**70 629,64**
1318	Autres	0,00	263 609,48	723 084,24	0,00	533 459,24	1 114 104,99	1 256 543,48	1 377 714,47	0,00	121 170,99
	Sous Total compte 131	**0,00**	**965 252,73**	**780 898,78**	**0,00**	**533 459,24**	**1 114 104,99**	**1 314 358,02**	**2 079 357,72**	**0,00**	**764 999,70**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1321	État et établissements nationaux	0,00	1 372 199,66	0,00	0,00	0,00	278 540,48	0,00	1 650 740,14	0,00	1 650 740,14
1322	Régions	0,00	1 507 249,16	0,00	0,00	0,00	94 648,22	0,00	1 601 897,38	0,00	1 601 897,38
1323	Départements	0,00	3 009 698,90	0,00	0,00	0,00	35 828,49	0,00	3 045 527,39	0,00	3 045 527,39
13241	Communes membres du GFP	0,00	643 549,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	643 549,17	0,00	643 549,17
	Sous Total compte 1324	**0,00**	**643 549,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**643 549,17**	**0,00**	**643 549,17**
13273	FEADER	0,00	13 804,47	0,00	0,00	0,00	13 752,86	0,00	27 557,33	0,00	27 557,33
	Sous Total compte 1327	**0,00**	**13 804,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 752,86**	**0,00**	**27 557,33**	**0,00**	**27 557,33**
1328	Autres	0,00	1 611 844,81	0,00	203 650,00	519 434,24	553 459,24	519 434,24	2 368 954,05	0,00	1 849 519,81
	Sous Total compte 132	**0,00**	**8 158 346,17**	**0,00**	**203 650,00**	**519 434,24**	**976 229,29**	**519 434,24**	**9 338 225,46**	**0,00**	**8 818 791,22**
1383	Départements	0,00	135 404,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	135 404,99	0,00	135 404,99
1384	Communes	0,00	60 664,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 664,19	0,00	60 664,19
1385	Groupements de collectivités et collecti	0,00	41 921,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 921,63	0,00	41 921,63
	Sous Total compte 138	**0,00**	**237 990,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**237 990,81**	**0,00**	**237 990,81**
13911	État et établissements nationaux	40 694,22	0,00	0,00	0,00	2 434,00	0,00	43 128,22	0,00	43 128,22	0,00
13912	Régions	58 767,13	0,00	0,00	0,00	4 857,00	0,00	63 624,13	0,00	63 624,13	0,00
13913	Départements	152 949,22	0,00	0,00	8 434,00	5 436,00	0,00	158 385,22	8 434,00	149 951,22	0,00
139141	Communes membres du GFP	39 254,54	0,00	0,00	39 254,54	0,00	0,00	39 254,54	39 254,54	0,00	0,00
	Sous Total compte 13914	**39 254,54**	**0,00**	**0,00**	**39 254,54**	**0,00**	**0,00**	**39 254,54**	**39 254,54**	**0,00**	**0,00**
139172	FEDER	40 872,78	0,00	0,00	0,00	5 116,00	0,00	45 988,78	0,00	45 988,78	0,00
	Sous Total compte 13917	**40 872,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 116,00**	**0,00**	**45 988,78**	**0,00**	**45 988,78**	**0,00**
13918	Autres	29 775,57	0,00	0,00	0,00	11 198,00	10 640,00	40 973,57	10 640,00	30 333,57	0,00
	Sous Total compte 1391	**362 313,46**	**0,00**	**0,00**	**47 688,54**	**29 041,00**	**10 640,00**	**391 354,46**	**58 328,54**	**333 025,92**	**0,00**
	Sous Total compte 139	**362 313,46**	**0,00**	**0,00**	**47 688,54**	**29 041,00**	**10 640,00**	**391 354,46**	**58 328,54**	**333 025,92**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 13	**362 313,46**	**9 361 589,71**	**780 898,78**	**251 338,54**	**1 081 934,48**	**2 100 974,28**	**2 225 146,72**	**11 713 902,53**	**0,00**	**9 488 755,81**
15181	Autres provisions pour risques (non budg	0,00	52 409,91	52 409,91	0,00	0,00	0,00	52 409,91	52 409,91	0,00	0,00
	Sous Total compte 1518	**0,00**	**52 409,91**	**52 409,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**52 409,91**	**52 409,91**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 151	**0,00**	**52 409,91**	**52 409,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**52 409,91**	**52 409,91**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 15	**0,00**	**52 409,91**	**52 409,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**52 409,91**	**52 409,91**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	2 693 001,50	0,00	0,00	297 832,79	550 000,00	297 832,79	3 243 001,50	0,00	2 945 168,71
	Sous Total compte 164	**0,00**	**2 693 001,50**	**0,00**	**0,00**	**297 832,79**	**550 000,00**	**297 832,79**	**3 243 001,50**	**0,00**	**2 945 168,71**
16884	Intérêts courus sur emprunts auprès des	0,00	2 889,37	2 889,37	4 719,23	0,00	0,00	2 889,37	7 608,60	0,00	4 719,23
	Sous Total compte 1688	**0,00**	**2 889,37**	**2 889,37**	**4 719,23**	**0,00**	**0,00**	**2 889,37**	**7 608,60**	**0,00**	**4 719,23**
	Sous Total compte 168	**0,00**	**2 889,37**	**2 889,37**	**4 719,23**	**0,00**	**0,00**	**2 889,37**	**7 608,60**	**0,00**	**4 719,23**
	Sous Total compte 16	**0,00**	**2 695 890,87**	**2 889,37**	**4 719,23**	**297 832,79**	**550 000,00**	**300 722,16**	**3 250 610,10**	**0,00**	**2 949 887,94**
181	Compte de liaison : affectation à... (bu	15 906,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 906,13	0,00	15 906,13	0,00
	Sous Total compte 18	**15 906,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 906,13**	**0,00**	**15 906,13**	**0,00**
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo	64 128,75	0,00	0,00	0,00	790,32	0,00	64 919,07	0,00	64 919,07	0,00
193	Autres neutralisations et régularisation	2 394 039,34	0,00	0,00	10 126,00	0,00	0,00	2 394 039,34	10 126,00	2 383 913,34	0,00
	Sous Total compte 19	**2 458 168,09**	**0,00**	**0,00**	**10 126,00**	**790,32**	**0,00**	**2 458 958,41**	**10 126,00**	**2 448 832,41**	**0,00**
	Total classe 1	**2 836 387,68**	**37 973 855,99**	**4 384 863,99**	**1 475 342,63**	**1 380 557,59**	**5 507 660,65**	**8 601 809,26**	**44 956 859,27**	**2 797 764,46**	**39 152 814,47**
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifi	242 038,80	0,00	0,00	46 189,56	22 114,50	0,00	264 153,30	46 189,56	217 963,74	0,00
2031	Frais d'études	110 201,51	0,00	0,00	29 880,00	85 134,74	24 812,00	195 336,25	54 692,00	140 644,25	0,00
2033	Frais d'insertion	12 036,52	0,00	0,00	0,00	1 836,00	9 072,00	13 872,52	9 072,00	4 800,52	0,00
	Sous Total compte 203	**122 238,03**	**0,00**	**0,00**	**29 880,00**	**86 970,74**	**33 884,00**	**209 208,77**	**63 764,00**	**145 444,77**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
204132	Bâtiments et installations	36 492,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 492,90	0,00	36 492,90	0,00
	Sous Total compte 20413	**36 492,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 492,90**	**0,00**	**36 492,90**	**0,00**
2041412	Bâtiments et installations	91 633,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 633,10	0,00	91 633,10	0,00
2041413	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	589 269,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	589 269,05	0,00	589 269,05	0,00
	Sous Total compte 204141	**680 902,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**680 902,15**	**0,00**	**680 902,15**	**0,00**
	Sous Total compte 20414	**680 902,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**680 902,15**	**0,00**	**680 902,15**	**0,00**
20415341	Biens mobiliers, matériel et études	77 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 000,00	0,00	77 000,00	0,00
	Sous Total compte 2041534	**77 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**77 000,00**	**0,00**	**77 000,00**	**0,00**
	Sous Total compte 204153	**77 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**77 000,00**	**0,00**	**77 000,00**	**0,00**
2041581	Biens mobiliers, matériel et études	97 286,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	97 286,34	0,00	97 286,34	0,00
2041582	Bâtiments et installations	1 171 671,00	0,00	0,00	0,00	124 048,00	0,00	1 295 719,00	0,00	1 295 719,00	0,00
2041583	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	37 600,00	0,00	0,00	0,00	38 139,00	0,00	75 739,00	0,00	75 739,00	0,00
	Sous Total compte 204158	**1 306 557,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**162 187,00**	**0,00**	**1 468 744,34**	**0,00**	**1 468 744,34**	**0,00**
	Sous Total compte 20415	**1 383 557,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**162 187,00**	**0,00**	**1 545 744,34**	**0,00**	**1 545 744,34**	**0,00**
	Sous Total compte 2041	**2 100 952,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**162 187,00**	**0,00**	**2 263 139,39**	**0,00**	**2 263 139,39**	**0,00**
204411	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	0,00	0,00	0,00	1 464,44	732,22	1 464,44	732,22	732,22	0,00
	Sous Total compte 20441	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 464,44**	**732,22**	**1 464,44**	**732,22**	**732,22**	**0,00**
	Sous Total compte 2044	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 464,44**	**732,22**	**1 464,44**	**732,22**	**732,22**	**0,00**
	Sous Total compte 204	**2 100 952,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**163 651,44**	**732,22**	**2 264 603,83**	**732,22**	**2 263 871,61**	**0,00**
2051	Concessions et droits similaires	80 530,32	0,00	0,00	75 940,32	22 393,48	3 000,00	102 923,80	78 940,32	23 983,48	0,00
	Sous Total compte 205	**80 530,32**	**0,00**	**0,00**	**75 940,32**	**22 393,48**	**3 000,00**	**102 923,80**	**78 940,32**	**23 983,48**	**0,00**
	Sous Total compte 20	**2 545 759,54**	**0,00**	**0,00**	**152 009,88**	**295 130,16**	**37 616,22**	**2 840 889,70**	**189 626,10**	**2 651 263,60**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2111	Terrains nus	7 552,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 552,49	0,00	7 552,49	0,00
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00	0,00	0,00	307 000,00	0,00	307 000,00	0,00	307 000,00	0,00
2117	Bois et forêts	407 851,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	407 851,94	0,00	407 851,94	0,00
	Sous Total compte 211	**415 404,43**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**307 000,00**	**0,00**	**722 404,43**	**0,00**	**722 404,43**	**0,00**
2128	Autres agencements et aménagements	1 714 946,58	0,00	0,00	0,00	110 236,55	0,00	1 825 183,13	0,00	1 825 183,13	0,00
	Sous Total compte 212	**1 714 946,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**110 236,55**	**0,00**	**1 825 183,13**	**0,00**	**1 825 183,13**	**0,00**
21318	Autres bâtiments publics	4 115 647,01	0,00	3 374 791,53	4 929,40	16 208,00	3 790,32	7 506 646,54	8 719,72	7 497 926,82	0,00
	Sous Total compte 2131	**4 115 647,01**	**0,00**	**3 374 791,53**	**4 929,40**	**16 208,00**	**3 790,32**	**7 506 646,54**	**8 719,72**	**7 497 926,82**	**0,00**
21351	Bâtiments publics	210 078,27	0,00	0,00	0,00	16 744,74	0,00	226 823,01	0,00	226 823,01	0,00
	Sous Total compte 2135	**210 078,27**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 744,74**	**0,00**	**226 823,01**	**0,00**	**226 823,01**	**0,00**
	Sous Total compte 213	**4 325 725,28**	**0,00**	**3 374 791,53**	**4 929,40**	**32 952,74**	**3 790,32**	**7 733 469,55**	**8 719,72**	**7 724 749,83**	**0,00**
2141	Constructions sur sol d'autrui - Bâtimen	6 020 855,27	0,00	24 317,52	0,00	0,00	0,00	6 045 172,79	0,00	6 045 172,79	0,00
2145	Constructions sur sol d'autrui - Install	2 024 707,41	0,00	0,00	177 313,12	0,00	0,00	2 024 707,41	177 313,12	1 847 394,29	0,00
	Sous Total compte 214	**8 045 562,68**	**0,00**	**24 317,52**	**177 313,12**	**0,00**	**0,00**	**8 069 880,20**	**177 313,12**	**7 892 567,08**	**0,00**
2151	Réseaux de voirie	5 022 196,16	0,00	428 119,51	113 308,46	6 264,00	0,00	5 456 579,67	113 308,46	5 343 271,21	0,00
2152	Installations de voirie	616 347,46	0,00	0,00	0,00	10 516,67	0,00	626 864,13	0,00	626 864,13	0,00
21534	Réseaux d'électrification	8 250 010,15	0,00	113 308,46	0,00	0,00	0,00	8 363 318,61	0,00	8 363 318,61	0,00
21538	Autres réseaux	98 585,75	0,00	256 295,91	841 033,81	645 949,41	0,00	1 000 831,07	841 033,81	159 797,26	0,00
	Sous Total compte 2153	**8 348 595,90**	**0,00**	**369 604,37**	**841 033,81**	**645 949,41**	**0,00**	**9 364 149,68**	**841 033,81**	**8 523 115,87**	**0,00**
21568	Autre matériel et outillage d'incendie e	27 596,40	0,00	0,00	616,20	14 180,67	0,00	41 777,07	616,20	41 160,87	0,00
	Sous Total compte 2156	**27 596,40**	**0,00**	**0,00**	**616,20**	**14 180,67**	**0,00**	**41 777,07**	**616,20**	**41 160,87**	**0,00**
2158	Autres installations, matériel et outill	515 191,57	0,00	0,00	148 947,79	54 270,80	0,00	569 462,37	148 947,79	420 514,58	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 215	**14 529 927,49**	**0,00**	**797 723,88**	**1 103 906,26**	**731 181,55**	**0,00**	**16 058 832,92**	**1 103 906,26**	**14 954 926,66**	**0,00**
2181	Installations générales, agencements et	8 627,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 627,38	0,00	8 627,38	0,00
21828	Autres matériels de transport	246 105,70	0,00	0,00	114 107,32	21 600,00	0,00	267 705,70	114 107,32	153 598,38	0,00
	Sous Total compte 2182	**246 105,70**	**0,00**	**0,00**	**114 107,32**	**21 600,00**	**0,00**	**267 705,70**	**114 107,32**	**153 598,38**	**0,00**
21838	Autre matériel informatique	203 503,16	0,00	0,00	68 102,08	101 807,93	0,00	305 311,09	68 102,08	237 209,01	0,00
	Sous Total compte 2183	**203 503,16**	**0,00**	**0,00**	**68 102,08**	**101 807,93**	**0,00**	**305 311,09**	**68 102,08**	**237 209,01**	**0,00**
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	125 233,11	0,00	0,00	13 661,12	53 492,78	0,00	178 725,89	13 661,12	165 064,77	0,00
	Sous Total compte 2184	**125 233,11**	**0,00**	**0,00**	**13 661,12**	**53 492,78**	**0,00**	**178 725,89**	**13 661,12**	**165 064,77**	**0,00**
2188	Autres	638 804,90	0,00	0,00	37 864,06	225 739,98	0,00	864 544,88	37 864,06	826 680,82	0,00
	Sous Total compte 218	**1 222 274,25**	**0,00**	**0,00**	**233 734,58**	**402 640,69**	**0,00**	**1 624 914,94**	**233 734,58**	**1 391 180,36**	**0,00**
	Sous Total compte 21	**30 253 840,71**	**0,00**	**4 196 832,93**	**1 519 883,36**	**1 584 011,53**	**3 790,32**	**36 034 685,17**	**1 523 673,68**	**34 511 011,49**	**0,00**
2313	Constructions	802 260,93	0,00	4 928,80	3 374 791,53	2 567 601,80	0,00	3 374 791,53	3 374 791,53	0,00	0,00
2314	Constructions sur sol d'autrui	24 316,92	0,00	0,00	24 316,92	0,00	0,00	24 316,92	24 316,92	0,00	0,00
2315	Installations, matériel et outillage tec	211 179,74	0,00	450,22	428 119,51	221 169,55	0,00	432 799,51	428 119,51	4 680,00	0,00
	Sous Total compte 231	**1 037 757,59**	**0,00**	**5 379,02**	**3 827 227,96**	**2 788 771,35**	**0,00**	**3 831 907,96**	**3 827 227,96**	**4 680,00**	**0,00**
238	Avances versées sur commandes d'immobili	0,00	0,00	0,00	0,00	30 300,00	25 371,20	30 300,00	25 371,20	4 928,80	0,00
	Sous Total compte 23	**1 037 757,59**	**0,00**	**5 379,02**	**3 827 227,96**	**2 819 071,35**	**25 371,20**	**3 862 207,96**	**3 852 599,16**	**9 608,80**	**0,00**
2411	Réseaux	0,00	0,00	841 033,81	256 295,91	0,00	0,00	841 033,81	256 295,91	584 737,90	0,00
	Sous Total compte 241	**0,00**	**0,00**	**841 033,81**	**256 295,91**	**0,00**	**0,00**	**841 033,81**	**256 295,91**	**584 737,90**	**0,00**
2491	Mises en concession ou en affermage	0,00	0,00	0,00	519 434,24	0,00	0,00	0,00	519 434,24	0,00	519 434,24
	Sous Total compte 249	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**519 434,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**519 434,24**	**0,00**	**519 434,24**
	Sous Total compte 24	**0,00**	**0,00**	**841 033,81**	**775 730,15**	**0,00**	**0,00**	**841 033,81**	**775 730,15**	**65 303,66**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
261	Titres de participation	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00
266	Autres formes de participation	31 800,00	0,00	17 258,45	0,00	0,00	17 258,45	49 058,45	17 258,45	31 800,00	0,00
	Sous Total compte 26	**33 800,00**	**0,00**	**17 258,45**	**0,00**	**0,00**	**17 258,45**	**51 058,45**	**17 258,45**	**33 800,00**	**0,00**
27633	Départements	13 368,36	0,00	0,00	13 368,36	0,00	0,00	13 368,36	13 368,36	0,00	0,00
27638	Autres établissements publics	123 774,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	123 774,00	0,00	123 774,00	0,00
	Sous Total compte 2763	**137 142,36**	**0,00**	**0,00**	**13 368,36**	**0,00**	**0,00**	**137 142,36**	**13 368,36**	**123 774,00**	**0,00**
2764	Créances sur des particuliers et autres	70 790,83	0,00	0,00	0,00	32 651,83	103 442,66	103 442,66	103 442,66	0,00	0,00
	Sous Total compte 276	**207 933,19**	**0,00**	**0,00**	**13 368,36**	**32 651,83**	**103 442,66**	**240 585,02**	**116 811,02**	**123 774,00**	**0,00**
	Sous Total compte 27	**207 933,19**	**0,00**	**0,00**	**13 368,36**	**32 651,83**	**103 442,66**	**240 585,02**	**116 811,02**	**123 774,00**	**0,00**
2802	Frais d'études, d'élaboration, de modifi	0,00	149 535,71	46 422,26	0,00	0,00	23 862,30	46 422,26	173 398,01	0,00	126 975,75
28031	Frais d'études	0,00	42 303,00	29 880,00	0,00	0,00	18 298,00	29 880,00	60 601,00	0,00	30 721,00
28033	Frais d'insertion	0,00	1 028,81	0,00	0,00	0,00	742,76	0,00	1 771,57	0,00	1 771,57
	Sous Total compte 2803	**0,00**	**43 331,81**	**29 880,00**	**0,00**	**0,00**	**19 040,76**	**29 880,00**	**62 372,57**	**0,00**	**32 492,57**
2804132	Bâtiments et installations	0,00	9 732,00	0,00	0,00	0,00	2 432,00	0,00	12 164,00	0,00	12 164,00
	Sous Total compte 280413	**0,00**	**9 732,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 432,00**	**0,00**	**12 164,00**	**0,00**	**12 164,00**
28041412	Bâtiments et installations	0,00	40 070,00	0,00	0,00	0,00	6 107,00	0,00	46 177,00	0,00	46 177,00
28041413	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	0,00	1 628,00	0,00	0,00	0,00	148,00	0,00	1 776,00	0,00	1 776,00
	Sous Total compte 2804141	**0,00**	**41 698,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 255,00**	**0,00**	**47 953,00**	**0,00**	**47 953,00**
	Sous Total compte 280414	**0,00**	**41 698,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 255,00**	**0,00**	**47 953,00**	**0,00**	**47 953,00**
280415341	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	15 400,00	0,00	0,00	0,00	15 400,00	0,00	30 800,00	0,00	30 800,00
	Sous Total compte 28041534	**0,00**	**15 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 400,00**	**0,00**	**30 800,00**	**0,00**	**30 800,00**
	Sous Total compte 2804153	**0,00**	**15 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 400,00**	**0,00**	**30 800,00**	**0,00**	**30 800,00**

Accusé de réception en Préfecture - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28041581	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	43 282,00	0,00	0,00	0,00	17 152,00	0,00	60 434,00	0,00	60 434,00
28041582	Bâtiments et installations	0,00	102 948,79	0,00	0,00	0,00	74 346,50	0,00	177 295,29	0,00	177 295,29
28041583	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	0,00	11 280,00	0,00	0,00	0,00	3 251,00	0,00	14 531,00	0,00	14 531,00
	Sous Total compte 2804158	**0,00**	**157 510,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**94 749,50**	**0,00**	**252 260,29**	**0,00**	**252 260,29**
	Sous Total compte 280415	**0,00**	**172 910,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**110 149,50**	**0,00**	**283 060,29**	**0,00**	**283 060,29**
	Sous Total compte 28041	**0,00**	**224 340,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**118 836,50**	**0,00**	**343 177,29**	**0,00**	**343 177,29**
2804411	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	0,00	0,00	0,00	105,00	105,00	105,00	105,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 280441	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**105,00**	**105,00**	**105,00**	**105,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 28044	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**105,00**	**105,00**	**105,00**	**105,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 2804	**0,00**	**224 340,79**	**0,00**	**0,00**	**105,00**	**118 941,50**	**105,00**	**343 282,29**	**0,00**	**343 177,29**
2805	Concessions et droits similaires, brevet	0,00	60 729,82	75 940,32	0,00	0,00	18 914,50	75 940,32	79 644,32	0,00	3 704,00
	Sous Total compte 280	**0,00**	**477 938,13**	**152 242,58**	**0,00**	**105,00**	**180 759,06**	**152 347,58**	**658 697,19**	**0,00**	**506 349,61**
28128	Autres agencements et aménagements	0,00	501 718,58	0,00	0,00	0,00	79 593,00	0,00	581 311,58	0,00	581 311,58
	Sous Total compte 2812	**0,00**	**501 718,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**79 593,00**	**0,00**	**581 311,58**	**0,00**	**581 311,58**
281351	Bâtiments publics	0,00	49 123,52	167,44	0,00	0,00	7 476,04	167,44	56 599,56	0,00	56 432,12
	Sous Total compte 28135	**0,00**	**49 123,52**	**167,44**	**0,00**	**0,00**	**7 476,04**	**167,44**	**56 599,56**	**0,00**	**56 432,12**
	Sous Total compte 2813	**0,00**	**49 123,52**	**167,44**	**0,00**	**0,00**	**7 476,04**	**167,44**	**56 599,56**	**0,00**	**56 432,12**
28145	Constructions sur sol d'autrui - Install	0,00	177 313,12	177 313,12	0,00	0,00	0,00	177 313,12	177 313,12	0,00	0,00
	Sous Total compte 2814	**0,00**	**177 313,12**	**177 313,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**177 313,12**	**177 313,12**	**0,00**	**0,00**
28152	Installations de voirie	0,00	1 604,56	0,00	0,00	0,00	907,00	0,00	2 511,56	0,00	2 511,56
281568	Autre matériel et outillage d'incendie e	0,00	7 500,56	616,20	0,00	0,00	3 803,58	616,20	11 304,14	0,00	10 687,94

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 28156	**0,00**	**7 500,56**	**616,20**	**0,00**	**0,00**	**3 803,58**	**616,20**	**11 304,14**	**0,00**	**10 687,94**
28158	Autres installations, matériel et outill	0,00	288 685,20	148 947,79	1 600,00	0,00	54 987,89	148 947,79	345 273,09	0,00	196 325,30
	Sous Total compte 2815	**0,00**	**297 790,32**	**149 563,99**	**1 600,00**	**0,00**	**59 698,47**	**149 563,99**	**359 088,79**	**0,00**	**209 524,80**
28181	Installations générales, agencements et	0,00	3 283,83	0,00	0,00	0,00	748,74	0,00	4 032,57	0,00	4 032,57
281828	Autres matériels de transport	0,00	200 050,29	114 107,32	0,00	0,00	23 673,00	114 107,32	223 723,29	0,00	109 615,97
	Sous Total compte 28182	**0,00**	**200 050,29**	**114 107,32**	**0,00**	**0,00**	**23 673,00**	**114 107,32**	**223 723,29**	**0,00**	**109 615,97**
281838	Autre matériel informatique	0,00	88 029,91	68 102,08	0,00	364,00	65 537,03	68 466,08	153 566,94	0,00	85 100,86
	Sous Total compte 28183	**0,00**	**88 029,91**	**68 102,08**	**0,00**	**364,00**	**65 537,03**	**68 466,08**	**153 566,94**	**0,00**	**85 100,86**
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	57 901,78	13 661,12	0,00	0,00	16 080,52	13 661,12	73 982,30	0,00	60 321,18
	Sous Total compte 28184	**0,00**	**57 901,78**	**13 661,12**	**0,00**	**0,00**	**16 080,52**	**13 661,12**	**73 982,30**	**0,00**	**60 321,18**
28188	Autres	0,00	249 537,99	37 864,06	0,00	0,00	79 185,33	37 864,06	328 723,32	0,00	290 859,26
	Sous Total compte 2818	**0,00**	**598 803,80**	**233 734,58**	**0,00**	**364,00**	**185 224,62**	**234 098,58**	**784 028,42**	**0,00**	**549 929,84**
	Sous Total compte 281	**0,00**	**1 624 749,34**	**560 779,13**	**1 600,00**	**364,00**	**331 992,13**	**561 143,13**	**1 958 341,47**	**0,00**	**1 397 198,34**
	Sous Total compte 28	**0,00**	**2 102 687,47**	**713 021,71**	**1 600,00**	**469,00**	**512 751,19**	**713 490,71**	**2 617 038,66**	**0,00**	**1 903 547,95**
	Total classe 2	**34 079 091,03**	**2 102 687,47**	**5 773 525,92**	**6 289 819,71**	**4 731 333,87**	**700 230,04**	**44 583 950,82**	**9 092 737,22**	**37 914 195,79**	**2 422 982,19**
4011	Fournisseurs	0,00	26,67	1 249 928,50	1 249 901,83	0,00	0,00	1 249 928,50	1 249 928,50	0,00	0,00
40171	Fournisseurs - Retenues de garantie	0,00	573,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	573,78	0,00	573,78
	Sous Total compte 4017	**0,00**	**573,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**573,78**	**0,00**	**573,78**
	Sous Total compte 401	**0,00**	**600,45**	**1 249 928,50**	**1 249 901,83**	**0,00**	**0,00**	**1 249 928,50**	**1 250 502,28**	**0,00**	**573,78**
4041	Fournisseurs d'immobilisations	0,00	0,00	3 806 334,95	3 806 334,95	0,00	0,00	3 806 334,95	3 806 334,95	0,00	0,00
40471	Fournisseurs d'immobilisations - Retenue	0,00	37 490,70	3 075,76	36 038,03	0,00	0,00	3 075,76	73 528,73	0,00	70 452,97
	Sous Total compte 4047	**0,00**	**37 490,70**	**3 075,76**	**36 038,03**	**0,00**	**0,00**	**3 075,76**	**73 528,73**	**0,00**	**70 452,97**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

III

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 404	**0,00**	**37 490,70**	**3 809 410,71**	**3 842 372,98**	**0,00**	**0,00**	**3 809 410,71**	**3 879 863,68**	**0,00**	**70 452,97**
408	Fournisseurs - Factures non parvenues	0,00	495 653,07	495 653,07	120 721,93	0,00	0,00	495 653,07	616 375,00	0,00	120 721,93
	Sous Total compte 40	**0,00**	**533 744,22**	**5 554 992,28**	**5 212 996,74**	**0,00**	**0,00**	**5 554 992,28**	**5 746 740,96**	**0,00**	**191 748,68**
411	Redevables	15 639,33	0,00	212 458,68	104 682,50	0,00	0,00	228 098,01	104 682,50	123 415,51	0,00
414	Locataires-acquéreurs et locataires	0,00	0,00	1 390,78	1 390,78	0,00	0,00	1 390,78	1 390,78	0,00	0,00
4161	Créances douteuses	6 764,39	0,00	4 307,85	4 307,85	0,00	0,00	11 072,24	4 307,85	6 764,39	0,00
	Sous Total compte 416	**6 764,39**	**0,00**	**4 307,85**	**4 307,85**	**0,00**	**0,00**	**11 072,24**	**4 307,85**	**6 764,39**	**0,00**
4181	Redevables - Produits non encore facturé	216 638,91	0,00	30,00	216 638,91	0,00	0,00	216 668,91	216 638,91	30,00	0,00
	Sous Total compte 418	**216 638,91**	**0,00**	**30,00**	**216 638,91**	**0,00**	**0,00**	**216 668,91**	**216 638,91**	**30,00**	**0,00**
	Sous Total compte 41	**239 042,63**	**0,00**	**218 187,31**	**327 020,04**	**0,00**	**0,00**	**457 229,94**	**327 020,04**	**130 209,90**	**0,00**
421	Personnel - Rémunérations dues	0,00	0,00	1 404 848,13	1 404 848,13	0,00	0,00	1 404 848,13	1 404 848,13	0,00	0,00
427	Personnel - Oppositions	0,00	0,00	321,81	321,81	0,00	0,00	321,81	321,81	0,00	0,00
4287	Produits à recevoir	0,00	0,00	6 376,80	0,00	0,00	0,00	6 376,80	0,00	6 376,80	0,00
	Sous Total compte 428	**0,00**	**0,00**	**6 376,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 376,80**	**0,00**	**6 376,80**	**0,00**
	Sous Total compte 42	**0,00**	**0,00**	**1 411 546,74**	**1 405 169,94**	**0,00**	**0,00**	**1 411 546,74**	**1 405 169,94**	**6 376,80**	**0,00**
431	Sécurité sociale	0,00	0,00	969 839,47	969 839,47	0,00	0,00	969 839,47	969 839,47	0,00	0,00
437	Autres organismes sociaux	0,00	0,00	152 438,41	152 438,41	0,00	0,00	152 438,41	152 438,41	0,00	0,00
	Sous Total compte 43	**0,00**	**0,00**	**1 122 277,88**	**1 122 277,88**	**0,00**	**0,00**	**1 122 277,88**	**1 122 277,88**	**0,00**	**0,00**
4411	Subventions à recevoir - Amiable	0,00	0,00	4 430,00	4 430,00	0,00	0,00	4 430,00	4 430,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 441	**0,00**	**0,00**	**4 430,00**	**4 430,00**	**0,00**	**0,00**	**4 430,00**	**4 430,00**	**0,00**	**0,00**
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r	0,00	0,00	70 044,19	70 044,19	0,00	0,00	70 044,19	70 044,19	0,00	0,00
	Sous Total compte 442	**0,00**	**0,00**	**70 044,19**	**70 044,19**	**0,00**	**0,00**	**70 044,19**	**70 044,19**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44311	Dépenses	0,00	0,00	599 676,35	599 676,35	0,00	0,00	599 676,35	599 676,35	0,00	0,00
44312	Recettes - Amiable	0,00	0,00	180,00	180,00	0,00	0,00	180,00	180,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4431	**0,00**	**0,00**	**599 856,35**	**599 856,35**	**0,00**	**0,00**	**599 856,35**	**599 856,35**	**0,00**	**0,00**
44322	Recettes - Amiable	0,00	0,00	101 524,47	101 524,47	0,00	0,00	101 524,47	101 524,47	0,00	0,00
44326	Recettes - Contentieux	0,00	0,00	97 190,45	0,00	0,00	0,00	97 190,45	0,00	97 190,45	0,00
	Sous Total compte 4432	**0,00**	**0,00**	**198 714,92**	**101 524,47**	**0,00**	**0,00**	**198 714,92**	**101 524,47**	**97 190,45**	**0,00**
44331	Dépenses	0,00	0,00	649 979,00	649 979,00	0,00	0,00	649 979,00	649 979,00	0,00	0,00
44332	Recettes - Amiable	0,00	0,00	125 884,88	125 884,88	0,00	0,00	125 884,88	125 884,88	0,00	0,00
	Sous Total compte 4433	**0,00**	**0,00**	**775 863,88**	**775 863,88**	**0,00**	**0,00**	**775 863,88**	**775 863,88**	**0,00**	**0,00**
44341	Dépenses	0,00	11 685,84	2 016 580,07	2 004 894,23	0,00	0,00	2 016 580,07	2 016 580,07	0,00	0,00
44342	Recettes - Amiable	14 011,30	0,00	61 123,50	60 907,66	0,00	0,00	75 134,80	60 907,66	14 227,14	0,00
44346	Recettes - Contentieux	0,00	0,00	12 567,00	0,00	0,00	0,00	12 567,00	0,00	12 567,00	0,00
	Sous Total compte 4434	**14 011,30**	**11 685,84**	**2 090 270,57**	**2 065 801,89**	**0,00**	**0,00**	**2 104 281,87**	**2 077 487,73**	**26 794,14**	**0,00**
44351	Dépenses	0,00	0,00	1 166 147,84	1 166 147,84	0,00	0,00	1 166 147,84	1 166 147,84	0,00	0,00
44352	Recettes - Amiable	0,00	0,00	361 526,15	361 526,15	0,00	0,00	361 526,15	361 526,15	0,00	0,00
44356	Recettes - Contentieux	91 425,44	0,00	1 543,05	92 968,49	0,00	0,00	92 968,49	92 968,49	0,00	0,00
	Sous Total compte 4435	**91 425,44**	**0,00**	**1 529 217,04**	**1 620 642,48**	**0,00**	**0,00**	**1 620 642,48**	**1 620 642,48**	**0,00**	**0,00**
44361	Dépenses	0,00	0,00	54 000,00	54 000,00	0,00	0,00	54 000,00	54 000,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4436	**0,00**	**0,00**	**54 000,00**	**54 000,00**	**0,00**	**0,00**	**54 000,00**	**54 000,00**	**0,00**	**0,00**
44371	Dépenses	0,00	0,00	125,00	125,00	0,00	0,00	125,00	125,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4437	**0,00**	**0,00**	**125,00**	**125,00**	**0,00**	**0,00**	**125,00**	**125,00**	**0,00**	**0,00**
44381	Dépenses	0,00	0,00	1 170 600,76	1 170 600,76	0,00	0,00	1 170 600,76	1 170 600,76	0,00	0,00
44382	Recettes - Amiable	224 980,02	0,00	160 596,67	385 576,69	0,00	0,00	385 576,69	385 576,69	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44386	Recettes - Contentieux	0,00	0,00	88 581,64	88 581,64	0,00	0,00	88 581,64	88 581,64	0,00	0,00
	Sous Total compte 4438	**224 980,02**	**0,00**	**1 419 779,07**	**1 644 759,09**	**0,00**	**0,00**	**1 644 759,09**	**1 644 759,09**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 443	**330 416,76**	**11 685,84**	**6 667 826,83**	**6 862 573,16**	**0,00**	**0,00**	**6 998 243,59**	**6 874 259,00**	**123 984,59**	**0,00**
44567	Crédit de T.V.A. à reporter	18 798,00	0,00	96 544,00	100 507,00	0,00	0,00	115 342,00	100 507,00	14 835,00	0,00
	Sous Total compte 4456	**18 798,00**	**0,00**	**96 544,00**	**100 507,00**	**0,00**	**0,00**	**115 342,00**	**100 507,00**	**14 835,00**	**0,00**
44571	T.V.A. collectée	0,00	0,00	3 963,00	3 963,00	0,00	0,00	3 963,00	3 963,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4457	**0,00**	**0,00**	**3 963,00**	**3 963,00**	**0,00**	**0,00**	**3 963,00**	**3 963,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 445	**18 798,00**	**0,00**	**100 507,00**	**104 470,00**	**0,00**	**0,00**	**119 305,00**	**104 470,00**	**14 835,00**	**0,00**
447	Autres impôts, taxes et versements assim	0,00	0,00	3 215,88	3 215,88	0,00	0,00	3 215,88	3 215,88	0,00	0,00
4486	Autres charges à payer	0,00	0,00	0,00	280 105,46	0,00	0,00	0,00	280 105,46	0,00	280 105,46
4487	Produits à recevoir	13 906,38	0,00	44 636,93	13 906,38	0,00	0,00	58 543,31	13 906,38	44 636,93	0,00
	Sous Total compte 448	**13 906,38**	**0,00**	**44 636,93**	**294 011,84**	**0,00**	**0,00**	**58 543,31**	**294 011,84**	**0,00**	**235 468,53**
	Sous Total compte 44	**363 121,14**	**11 685,84**	**6 890 660,83**	**7 338 745,07**	**0,00**	**0,00**	**7 253 781,97**	**7 350 430,91**	**0,00**	**96 648,94**
45101	Compte de rattachement avec... (à subdiv	189 669,63	0,00	1 381,00	0,00	0,00	0,00	191 050,63	0,00	191 050,63	0,00
	Sous Total compte 451	**189 669,63**	**0,00**	**1 381,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**191 050,63**	**0,00**	**191 050,63**	**0,00**
458105	Dépenses (à subdiviser par mandat)	1 019 616,31	0,00	0,00	1 019 616,31	0,00	0,00	1 019 616,31	1 019 616,31	0,00	0,00
	Sous Total compte 4581	**1 019 616,31**	**0,00**	**0,00**	**1 019 616,31**	**0,00**	**0,00**	**1 019 616,31**	**1 019 616,31**	**0,00**	**0,00**
4582	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	0,00	0,00	0,00	732,22	732,22	732,22	732,22	0,00	0,00
458205	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	1 018 884,09	1 019 616,31	0,00	0,00	732,22	1 019 616,31	1 019 616,31	0,00	0,00
	Sous Total compte 4582	**0,00**	**1 018 884,09**	**1 019 616,31**	**0,00**	**0,00**	**732,22**	**1 019 616,31**	**1 019 616,31**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 458	**1 019 616,31**	**1 018 884,09**	**1 019 616,31**	**1 019 616,31**	**732,22**	**1 464,44**	**2 039 964,84**	**2 039 964,84**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 45	**1 209 285,94**	**1 018 884,09**	**1 020 997,31**	**1 019 616,31**	**732,22**	**1 464,44**	**2 231 015,47**	**2 039 964,84**	**191 050,63**	**0,00**

Accusé de réception en Préfecture - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4621	Créances sur cessions d'immobilisations	0,00	0,00	3 000,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	3 000,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 462	**0,00**	**0,00**	**3 000,00**	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**	**3 000,00**	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**
4648	Opérations pour le compte de tiers	0,00	133 190,39	266 380,78	415 271,03	0,00	0,00	266 380,78	548 461,42	0,00	282 080,64
	Sous Total compte 464	**0,00**	**133 190,39**	**266 380,78**	**415 271,03**	**0,00**	**0,00**	**266 380,78**	**548 461,42**	**0,00**	**282 080,64**
466	Excédents de versement	0,00	0,00	374 309,72	374 309,72	0,00	0,00	374 309,72	374 309,72	0,00	0,00
46711	Autres comptes créditeurs	0,00	26 449,32	975 115,53	948 666,21	0,00	0,00	975 115,53	975 115,53	0,00	0,00
	Sous Total compte 4671	**0,00**	**26 449,32**	**975 115,53**	**948 666,21**	**0,00**	**0,00**	**975 115,53**	**975 115,53**	**0,00**	**0,00**
46721	Débiteurs divers - Amiable	3 690,00	0,00	160 374,46	143 918,78	0,00	0,00	164 064,46	143 918,78	20 145,68	0,00
	Sous Total compte 4672	**3 690,00**	**0,00**	**160 374,46**	**143 918,78**	**0,00**	**0,00**	**164 064,46**	**143 918,78**	**20 145,68**	**0,00**
46752	Mandataire - Opérations déléguées - Rece	9 183,62	0,00	41 453,65	49 797,27	0,00	0,00	50 637,27	49 797,27	840,00	0,00
	Sous Total compte 4675	**9 183,62**	**0,00**	**41 453,65**	**49 797,27**	**0,00**	**0,00**	**50 637,27**	**49 797,27**	**840,00**	**0,00**
	Sous Total compte 467	**12 873,62**	**26 449,32**	**1 176 943,64**	**1 142 382,26**	**0,00**	**0,00**	**1 189 817,26**	**1 168 831,58**	**20 985,68**	**0,00**
4686	Charges à payer	0,00	0,00	0,00	6 557,09	0,00	0,00	0,00	6 557,09	0,00	6 557,09
4687	Produits à recevoir	0,00	0,00	280 105,46	0,00	0,00	0,00	280 105,46	0,00	280 105,46	0,00
	Sous Total compte 468	**0,00**	**0,00**	**280 105,46**	**6 557,09**	**0,00**	**0,00**	**280 105,46**	**6 557,09**	**273 548,37**	**0,00**
	Sous Total compte 46	**12 873,62**	**159 639,71**	**2 100 739,60**	**1 941 520,10**	**0,00**	**0,00**	**2 113 613,22**	**2 101 159,81**	**12 453,41**	**0,00**
4711	Versements des régisseurs	0,00	0,00	683 114,12	683 114,12	0,00	0,00	683 114,12	683 114,12	0,00	0,00
4712	Virements réimputés	0,00	0,00	3 004,99	3 004,99	0,00	0,00	3 004,99	3 004,99	0,00	0,00
47131	Versements sur contributions directes	0,00	0,00	16 167 726,00	16 167 726,00	0,00	0,00	16 167 726,00	16 167 726,00	0,00	0,00
47132	Versements sur dotation globale de fonct	0,00	0,00	954 612,00	954 612,00	0,00	0,00	954 612,00	954 612,00	0,00	0,00
47133	Fonds d'emprunt	0,00	0,00	250 000,00	250 000,00	0,00	0,00	250 000,00	250 000,00	0,00	0,00
47134	Subventions	0,00	0,00	221 039,98	221 039,98	0,00	0,00	221 039,98	221 039,98	0,00	0,00

Accusé de réception en Préfecture - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
47138	Autres	0,00	0,00	6 092 941,00	6 092 941,00	0,00	0,00	6 092 941,00	6 092 941,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4713	**0,00**	**0,00**	**23 686 318,98**	**23 686 318,98**	**0,00**	**0,00**	**23 686 318,98**	**23 686 318,98**	**0,00**	**0,00**
471411	Excédent à réimputer - Personnes physiqu	0,00	0,00	0,00	5 905,00	0,00	0,00	0,00	5 905,00	0,00	5 905,00
471412	Excédent à réimputer - Personnes morales	0,00	540,00	127 711,22	135 531,22	0,00	0,00	127 711,22	136 071,22	0,00	8 360,00
	Sous Total compte 47141	**0,00**	**540,00**	**127 711,22**	**141 436,22**	**0,00**	**0,00**	**127 711,22**	**141 976,22**	**0,00**	**14 265,00**
	Sous Total compte 4714	**0,00**	**540,00**	**127 711,22**	**141 436,22**	**0,00**	**0,00**	**127 711,22**	**141 976,22**	**0,00**	**14 265,00**
47171	Recettes relevé BDF - hors Héra	0,00	0,00	443 208,04	443 208,04	0,00	0,00	443 208,04	443 208,04	0,00	0,00
	Sous Total compte 4717	**0,00**	**0,00**	**443 208,04**	**443 208,04**	**0,00**	**0,00**	**443 208,04**	**443 208,04**	**0,00**	**0,00**
4718	Autres recettes à régulariser	0,00	0,00	190 890,44	190 890,44	0,00	0,00	190 890,44	190 890,44	0,00	0,00
	Sous Total compte 471	**0,00**	**540,00**	**25 134 247,79**	**25 147 972,79**	**0,00**	**0,00**	**25 134 247,79**	**25 148 512,79**	**0,00**	**14 265,00**
47211	Remboursement d'annuités d'emprunt	0,00	0,00	348 667,63	348 667,63	0,00	0,00	348 667,63	348 667,63	0,00	0,00
47218	Autres dépenses	0,00	0,00	38 170,64	38 170,64	0,00	0,00	38 170,64	38 170,64	0,00	0,00
	Sous Total compte 4721	**0,00**	**0,00**	**386 838,27**	**386 838,27**	**0,00**	**0,00**	**386 838,27**	**386 838,27**	**0,00**	**0,00**
4722	Commissions bancaires en instance de man	0,00	0,00	12 000,08	12 000,08	0,00	0,00	12 000,08	12 000,08	0,00	0,00
4728	Autres dépenses à régulariser	0,00	0,00	10 124 374,78	10 124 374,78	0,00	0,00	10 124 374,78	10 124 374,78	0,00	0,00
	Sous Total compte 472	**0,00**	**0,00**	**10 523 213,13**	**10 523 213,13**	**0,00**	**0,00**	**10 523 213,13**	**10 523 213,13**	**0,00**	**0,00**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	0,00	0,00	0,40	0,40	0,00	0,00	0,40	0,40	0,00	0,00
	Sous Total compte 478	**0,00**	**0,00**	**0,40**	**0,40**	**0,00**	**0,00**	**0,40**	**0,40**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 47	**0,00**	**540,00**	**35 657 461,32**	**35 671 186,32**	**0,00**	**0,00**	**35 657 461,32**	**35 671 726,32**	**0,00**	**14 265,00**
4961	Dépréciations des comptes de débiteurs d	0,00	2 575,00	1 560,00	0,00	0,00	0,00	1 560,00	2 575,00	0,00	1 015,00
	Sous Total compte 496	**0,00**	**2 575,00**	**1 560,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 560,00**	**2 575,00**	**0,00**	**1 015,00**
	Sous Total compte 49	**0,00**	**2 575,00**	**1 560,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 560,00**	**2 575,00**	**0,00**	**1 015,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 4	**1 824 323,33**	**1 727 068,86**	**53 978 423,27**	**54 038 532,40**	**732,22**	**1 464,44**	**55 803 478,82**	**55 767 065,70**	**812 184,99**	**775 771,87**
5118	Autres valeurs à l'encaissement	0,00	0,00	2 762,43	2 762,43	0,00	0,00	2 762,43	2 762,43	0,00	0,00
	Sous Total compte 511	**0,00**	**0,00**	**2 762,43**	**2 762,43**	**0,00**	**0,00**	**2 762,43**	**2 762,43**	**0,00**	**0,00**
515	Compte au Trésor	2 995 710,28	0,00	24 583 302,09	24 887 702,30	0,00	0,00	27 579 012,37	24 887 702,30	2 691 310,07	0,00
5162	Compte à terme	68 000,00	0,00	68 000,00	136 000,00	0,00	0,00	136 000,00	136 000,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 516	**68 000,00**	**0,00**	**68 000,00**	**136 000,00**	**0,00**	**0,00**	**136 000,00**	**136 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 51	**3 063 710,28**	**0,00**	**24 654 064,52**	**25 026 464,73**	**0,00**	**0,00**	**27 717 774,80**	**25 026 464,73**	**2 691 310,07**	**0,00**
5411	Régisseurs d'avances (avances)	0,00	0,00	57,18	57,18	0,00	0,00	57,18	57,18	0,00	0,00
5412	Régisseurs de recettes (fonds de caisse)	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00	0,00
	Sous Total compte 541	**100,00**	**0,00**	**57,18**	**57,18**	**0,00**	**0,00**	**157,18**	**57,18**	**100,00**	**0,00**
	Sous Total compte 54	**100,00**	**0,00**	**57,18**	**57,18**	**0,00**	**0,00**	**157,18**	**57,18**	**100,00**	**0,00**
553	Avances à des régies dotées de la seule	0,00	0,00	500 000,00	500 000,00	0,00	0,00	500 000,00	500 000,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 55	**0,00**	**0,00**	**500 000,00**	**500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**500 000,00**	**500 000,00**	**0,00**	**0,00**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	2 321 124,01	2 321 124,01	0,00	0,00	2 321 124,01	2 321 124,01	0,00	0,00
584	Encaissement par lecture optique	0,00	0,00	42 074,33	42 074,33	0,00	0,00	42 074,33	42 074,33	0,00	0,00
5872	Compte pivot - Admission en non valeur e	0,00	0,00	1 165,14	1 165,14	0,00	0,00	1 165,14	1 165,14	0,00	0,00
	Sous Total compte 587	**0,00**	**0,00**	**1 165,14**	**1 165,14**	**0,00**	**0,00**	**1 165,14**	**1 165,14**	**0,00**	**0,00**
588	Autres virements internes	0,00	0,00	138 119,19	138 119,19	0,00	0,00	138 119,19	138 119,19	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**2 502 482,67**	**2 502 482,67**	**0,00**	**0,00**	**2 502 482,67**	**2 502 482,67**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**3 063 810,28**	**0,00**	**27 656 604,37**	**28 029 004,58**	**0,00**	**0,00**	**30 720 414,65**	**28 029 004,58**	**2 691 410,07**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	16 096,68	1 269,96	16 096,68	1 269,96	14 826,72	0,00
60612	Énergie - Électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	154 651,81	17 390,23	154 651,81	17 390,23	137 261,58	0,00

Accusé de réception en Préfecture - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 6061	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**170 748,49**	**18 660,19**	**170 748,49**	**18 660,19**	**152 088,30**	**0,00**
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	9 770,07	0,00	9 770,07	0,00	9 770,07	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	31 839,82	1 537,44	31 839,82	1 537,44	30 302,38	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	0,00	0,00	85,09	61,09	85,09	61,09	24,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	33,52	0,00	33,52	0,00	33,52	0,00
	Sous Total compte 6062	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**41 728,50**	**1 598,53**	**41 728,50**	**1 598,53**	**40 129,97**	**0,00**
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	10 183,02	1 062,68	10 183,02	1 062,68	9 120,34	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	18 611,27	964,43	18 611,27	964,43	17 646,84	0,00
60636	Habillement et Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	1 787,14	217,80	1 787,14	217,80	1 569,34	0,00
	Sous Total compte 6063	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 581,43**	**2 244,91**	**30 581,43**	**2 244,91**	**28 336,52**	**0,00**
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	8 097,87	80,29	8 097,87	80,29	8 017,58	0,00
6067	Fournitures scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	620,34	151,20	620,34	151,20	469,14	0,00
6068	Autres matières et fournitures.	0,00	0,00	0,00	0,00	8 289,99	0,00	8 289,99	0,00	8 289,99	0,00
	Sous Total compte 606	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**260 066,62**	**22 735,12**	**260 066,62**	**22 735,12**	**237 331,50**	**0,00**
	Sous Total compte 60	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**260 066,62**	**22 735,12**	**260 066,62**	**22 735,12**	**237 331,50**	**0,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	178 893,16	22 990,30	178 893,16	22 990,30	155 902,86	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	10 237,90	724,35	10 237,90	724,35	9 513,55	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	8 438,64	376,92	8 438,64	376,92	8 061,72	0,00
	Sous Total compte 6135	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 676,54**	**1 101,27**	**18 676,54**	**1 101,27**	**17 575,27**	**0,00**
	Sous Total compte 613	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 676,54**	**1 101,27**	**18 676,54**	**1 101,27**	**17 575,27**	**0,00**
61521	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	19 449,17	1 476,00	19 449,17	1 476,00	17 973,17	0,00
615221	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	15 170,89	2 572,64	15 170,89	2 572,64	12 598,25	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 61522	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 170,89**	**2 572,64**	**15 170,89**	**2 572,64**	**12 598,25**	**0,00**
615231	Voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	28 097,25	4 116,00	28 097,25	4 116,00	23 981,25	0,00
	Sous Total compte 61523	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 097,25**	**4 116,00**	**28 097,25**	**4 116,00**	**23 981,25**	**0,00**
	Sous Total compte 6152	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**62 717,31**	**8 164,64**	**62 717,31**	**8 164,64**	**54 552,67**	**0,00**
61551	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	8 895,03	195,35	8 895,03	195,35	8 699,68	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	14 931,94	628,96	14 931,94	628,96	14 302,98	0,00
	Sous Total compte 6155	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 826,97**	**824,31**	**23 826,97**	**824,31**	**23 002,66**	**0,00**
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	52 883,42	7 521,79	52 883,42	7 521,79	45 361,63	0,00
	Sous Total compte 615	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**139 427,70**	**16 510,74**	**139 427,70**	**16 510,74**	**122 916,96**	**0,00**
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	20 116,23	0,00	20 116,23	0,00	20 116,23	0,00
	Sous Total compte 616	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 116,23**	**0,00**	**20 116,23**	**0,00**	**20 116,23**	**0,00**
617	Études et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	2 295,62	0,00	2 295,62	0,00	2 295,62	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	11 837,50	0,00	11 837,50	0,00	11 837,50	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	31 583,14	1 278,00	31 583,14	1 278,00	30 305,14	0,00
	Sous Total compte 618	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**43 420,64**	**1 278,00**	**43 420,64**	**1 278,00**	**42 142,64**	**0,00**
	Sous Total compte 61	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**402 829,89**	**41 880,31**	**402 829,89**	**41 880,31**	**360 949,58**	**0,00**
62268	Autres honoraires, conseils...	0,00	0,00	0,00	0,00	47 858,15	833,00	47 858,15	833,00	47 025,15	0,00
	Sous Total compte 6226	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**47 858,15**	**833,00**	**47 858,15**	**833,00**	**47 025,15**	**0,00**
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	1 647,20	380,00	1 647,20	380,00	1 267,20	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	2 320,00	0,00	2 320,00	0,00	2 320,00	0,00
	Sous Total compte 622	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**51 825,35**	**1 213,00**	**51 825,35**	**1 213,00**	**50 612,35**	**0,00**
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	216,00	0,00	216,00	0,00	216,00	0,00

Accusé de réception en Préfecture - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	42 164,22	12 432,21	42 164,22	12 432,21	29 732,01	0,00
6233	Foires et expositions	0,00	0,00	0,00	0,00	8 212,63	0,00	8 212,63	0,00	8 212,63	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	5 602,08	682,12	5 602,08	682,12	4 919,96	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	37 133,98	6 067,75	37 133,98	6 067,75	31 066,23	0,00
	Sous Total compte 623	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**93 328,91**	**19 182,08**	**93 328,91**	**19 182,08**	**74 146,83**	**0,00**
6245	Transports de personnes extérieures à la	0,00	0,00	0,00	0,00	51 423,39	0,00	51 423,39	0,00	51 423,39	0,00
	Sous Total compte 624	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**51 423,39**	**0,00**	**51 423,39**	**0,00**	**51 423,39**	**0,00**
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	10 579,63	19,24	10 579,63	19,24	10 560,39	0,00
	Sous Total compte 625	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 579,63**	**19,24**	**10 579,63**	**19,24**	**10 560,39**	**0,00**
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	4 204,18	331,88	4 204,18	331,88	3 872,30	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	35 956,20	3 041,36	35 956,20	3 041,36	32 914,84	0,00
	Sous Total compte 626	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 160,38**	**3 373,24**	**40 160,38**	**3 373,24**	**36 787,14**	**0,00**
627	Services bancaires et assimilés.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 985,01	357,59	1 985,01	357,59	1 627,42	0,00
6281	Concours divers (cotisations...)	0,00	0,00	0,00	0,00	45 838,37	240,00	45 838,37	240,00	45 598,37	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	1 000,00	2 000,00	1 000,00	1 000,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	84 622,12	9 933,58	84 622,12	9 933,58	74 688,54	0,00
62875	Aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	9 542,43	5 938,00	9 542,43	5 938,00	3 604,43	0,00
	Sous Total compte 6287	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 542,43**	**5 938,00**	**9 542,43**	**5 938,00**	**3 604,43**	**0,00**
6288	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	11 056,45	582,95	11 056,45	582,95	10 473,50	0,00
	Sous Total compte 628	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**153 059,37**	**17 694,53**	**153 059,37**	**17 694,53**	**135 364,84**	**0,00**
	Sous Total compte 62	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**402 362,04**	**41 839,68**	**402 362,04**	**41 839,68**	**360 522,36**	**0,00**
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	6 500,38	0,00	6 500,38	0,00	6 500,38	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de ges	0,00	0,00	0,00	0,00	33 403,24	0,00	33 403,24	0,00	33 403,24	0,00
	Sous Total compte 633	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**39 903,62**	**0,00**	**39 903,62**	**0,00**	**39 903,62**	**0,00**
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	64,00	0,00	64,00	0,00	64,00	0,00
	Sous Total compte 6351	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**64,00**	**0,00**	**64,00**	**0,00**	**64,00**	**0,00**
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00	15,08	0,00	15,08	0,00	15,08	0,00
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00	0,00	2 596,00	0,00	2 596,00	0,00	2 596,00	0,00
	Sous Total compte 635	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 675,08**	**0,00**	**2 675,08**	**0,00**	**2 675,08**	**0,00**
637	Autres impôts, taxes et versements assim	0,00	0,00	0,00	0,00	604,80	0,00	604,80	0,00	604,80	0,00
	Sous Total compte 63	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**43 183,50**	**0,00**	**43 183,50**	**0,00**	**43 183,50**	**0,00**
64111	Rémunération principale	0,00	0,00	0,00	0,00	989 175,97	0,00	989 175,97	0,00	989 175,97	0,00
64112	Supplément familial de traitement et ind	0,00	0,00	0,00	0,00	9 939,74	0,00	9 939,74	0,00	9 939,74	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	15 716,37	0,00	15 716,37	0,00	15 716,37	0,00
64118	Autres indemnités.	0,00	0,00	0,00	0,00	400 575,23	0,00	400 575,23	0,00	400 575,23	0,00
	Sous Total compte 6411	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 415 407,31**	**0,00**	**1 415 407,31**	**0,00**	**1 415 407,31**	**0,00**
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	306 626,44	0,00	306 626,44	0,00	306 626,44	0,00
	Sous Total compte 6413	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**306 626,44**	**0,00**	**306 626,44**	**0,00**	**306 626,44**	**0,00**
6419	Remboursements sur rémunérations du pers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	132 084,28	0,00	132 084,28	0,00	132 084,28
	Sous Total compte 641	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 722 033,75**	**132 084,28**	**1 722 033,75**	**132 084,28**	**1 589 949,47**	**0,00**
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	237 637,38	0,00	237 637,38	0,00	237 637,38	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	401 345,84	0,00	401 345,84	0,00	401 345,84	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	0,00	0,00	0,00	0,00	12 336,12	0,00	12 336,12	0,00	12 336,12	0,00

Accusé de réception en Préfecture - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	33 177,61	0,00	33 177,61	0,00	33 177,61	0,00
6456	Versement au F.N.C du supplément familia	0,00	0,00	0,00	0,00	2 876,83	0,00	2 876,83	0,00	2 876,83	0,00
6458	Cotisations aux autres organismes sociau	0,00	0,00	0,00	0,00	15 923,34	0,00	15 923,34	0,00	15 923,34	0,00
	Sous Total compte 645	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**703 297,12**	**0,00**	**703 297,12**	**0,00**	**703 297,12**	**0,00**
64731	Versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	118,95	0,00	118,95	0,00	118,95	0,00
	Sous Total compte 6473	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**118,95**	**0,00**	**118,95**	**0,00**	**118,95**	**0,00**
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	686,50	204,00	686,50	204,00	482,50	0,00
	Sous Total compte 647	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**805,45**	**204,00**	**805,45**	**204,00**	**601,45**	**0,00**
	Sous Total compte 64	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 426 136,32**	**132 288,28**	**2 426 136,32**	**132 288,28**	**2 293 848,04**	**0,00**
65131	Bourses	0,00	0,00	0,00	0,00	36 000,00	18 000,00	36 000,00	18 000,00	18 000,00	0,00
	Sous Total compte 6513	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 000,00**	**18 000,00**	**36 000,00**	**18 000,00**	**18 000,00**	**0,00**
	Sous Total compte 651	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 000,00**	**18 000,00**	**36 000,00**	**18 000,00**	**18 000,00**	**0,00**
65311	Indemnités de fonction	0,00	0,00	0,00	0,00	106 465,44	0,00	106 465,44	0,00	106 465,44	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	0,00	0,00	0,00	269,02	0,00	269,02	0,00	269,02	0,00
65313	Cotisations de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	8 697,24	0,00	8 697,24	0,00	8 697,24	0,00
65314	Cotisations de sécurité sociale - part p	0,00	0,00	0,00	0,00	33 546,34	0,00	33 546,34	0,00	33 546,34	0,00
653172	Cotisations au fonds de financement de l	0,00	0,00	0,00	0,00	261,76	0,00	261,76	0,00	261,76	0,00
	Sous Total compte 65317	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**261,76**	**0,00**	**261,76**	**0,00**	**261,76**	**0,00**
	Sous Total compte 6531	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**149 239,80**	**0,00**	**149 239,80**	**0,00**	**149 239,80**	**0,00**
	Sous Total compte 653	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**149 239,80**	**0,00**	**149 239,80**	**0,00**	**149 239,80**	**0,00**
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	525,00	0,00	525,00	0,00	525,00	0,00

Accusé de réception en préfecture - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	0,00	640,14	0,00	640,14	0,00	640,14	0,00
	Sous Total compte 654	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 165,14**	**0,00**	**1 165,14**	**0,00**	**1 165,14**	**0,00**
6553	Service d'incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	1 299 958,00	0,00	1 299 958,00	0,00	1 299 958,00	0,00
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	248 319,40	1 361,01	248 319,40	1 361,01	246 958,39	0,00
	Sous Total compte 6556	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**248 319,40**	**1 361,01**	**248 319,40**	**1 361,01**	**246 958,39**	**0,00**
	Sous Total compte 655	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 548 277,40**	**1 361,01**	**1 548 277,40**	**1 361,01**	**1 546 916,39**	**0,00**
65731	État	0,00	0,00	0,00	0,00	2 200,00	0,00	2 200,00	0,00	2 200,00	0,00
657348	Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	72 875,00	72 875,00	72 875,00	72 875,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 65734	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**72 875,00**	**72 875,00**	**72 875,00**	**72 875,00**	**0,00**	**0,00**
657364	Caisse des écoles	0,00	0,00	0,00	0,00	54 000,00	54 000,00	54 000,00	54 000,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 65736	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**54 000,00**	**54 000,00**	**54 000,00**	**54 000,00**	**0,00**	**0,00**
657381	Autres établissements publics locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	320 000,00	0,00	320 000,00	0,00	320 000,00	0,00
	Sous Total compte 65738	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**320 000,00**	**0,00**	**320 000,00**	**0,00**	**320 000,00**	**0,00**
	Sous Total compte 6573	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**449 075,00**	**126 875,00**	**449 075,00**	**126 875,00**	**322 200,00**	**0,00**
65748	Autres personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	568 453,12	2 000,00	568 453,12	2 000,00	566 453,12	0,00
	Sous Total compte 6574	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**568 453,12**	**2 000,00**	**568 453,12**	**2 000,00**	**566 453,12**	**0,00**
	Sous Total compte 657	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 017 528,12**	**128 875,00**	**1 017 528,12**	**128 875,00**	**888 653,12**	**0,00**
65811	Droits d'utilisation - informatique en n	0,00	0,00	0,00	0,00	47 243,49	29 183,02	47 243,49	29 183,02	18 060,47	0,00
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	67 973,10	0,00	67 973,10	0,00	67 973,10	0,00
	Sous Total compte 6581	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**115 216,59**	**29 183,02**	**115 216,59**	**29 183,02**	**86 033,57**	**0,00**
65823	Déficit des budgets annexes à caractère	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00	0,00
	Sous Total compte 6582	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**200 000,00**	**0,00**	**200 000,00**	**0,00**	**200 000,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	16 089,52	12 451,81	16 089,52	12 451,81	3 637,71	0,00
	Sous Total compte 6588	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 089,52**	**12 451,81**	**16 089,52**	**12 451,81**	**3 637,71**	**0,00**
	Sous Total compte 658	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**331 306,11**	**41 634,83**	**331 306,11**	**41 634,83**	**289 671,28**	**0,00**
	Sous Total compte 65	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 083 516,57**	**189 870,84**	**3 083 516,57**	**189 870,84**	**2 893 645,73**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	20 352,88	0,00	20 352,88	0,00	20 352,88	0,00
66112	Intérêts - rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	4 719,23	2 889,37	4 719,23	2 889,37	1 829,86	0,00
	Sous Total compte 6611	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 072,11**	**2 889,37**	**25 072,11**	**2 889,37**	**22 182,74**	**0,00**
	Sous Total compte 661	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 072,11**	**2 889,37**	**25 072,11**	**2 889,37**	**22 182,74**	**0,00**
	Sous Total compte 66	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 072,11**	**2 889,37**	**25 072,11**	**2 889,37**	**22 182,74**	**0,00**
675	Valeurs comptables des immobilisations c	0,00	0,00	0,00	0,00	3 790,32	0,00	3 790,32	0,00	3 790,32	0,00
	Sous Total compte 67	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 790,32**	**0,00**	**3 790,32**	**0,00**	**3 790,32**	**0,00**
6811	Dotations aux amortissements des immobil	0,00	0,00	0,00	0,00	512 751,19	469,00	512 751,19	469,00	512 282,19	0,00
	Sous Total compte 681	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**512 751,19**	**469,00**	**512 751,19**	**469,00**	**512 282,19**	**0,00**
	Sous Total compte 68	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**512 751,19**	**469,00**	**512 751,19**	**469,00**	**512 282,19**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 159 708,56**	**431 972,60**	**7 159 708,56**	**431 972,60**	**6 859 820,24**	**132 084,28**
70321	Droits de stationnement et de location s	0,00	0,00	0,00	0,00	1 560,00	15 620,00	1 560,00	15 620,00	0,00	14 060,00
70323	Redevance d'occupation du domaine public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	99 967,48	0,00	99 967,48	0,00	99 967,48
	Sous Total compte 7032	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 560,00**	**115 587,48**	**1 560,00**	**115 587,48**	**0,00**	**114 027,48**
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 222,00	0,00	25 222,00	0,00	25 222,00
	Sous Total compte 7038	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 222,00**	**0,00**	**25 222,00**	**0,00**	**25 222,00**
	Sous Total compte 703	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 560,00**	**140 809,48**	**1 560,00**	**140 809,48**	**0,00**	**139 249,48**

Accusé de réception en Préfecture - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7066	Redevances et droits des services à cara	0,00	0,00	0,00	0,00	35,00	30 922,80	35,00	30 922,80	0,00	30 887,80
	Sous Total compte 706	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35,00**	**30 922,80**	**35,00**	**30 922,80**	**0,00**	**30 887,80**
70841	à la collectivité de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	134 885,45	0,00	134 885,45	0,00	134 885,45
708421	non dotés de la personnalité morale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125 884,88	0,00	125 884,88	0,00	125 884,88
	Sous Total compte 70842	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**125 884,88**	**0,00**	**125 884,88**	**0,00**	**125 884,88**
70848	aux autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	4 757,74	209 619,35	4 757,74	209 619,35	0,00	204 861,61
	Sous Total compte 7084	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 757,74**	**470 389,68**	**4 757,74**	**470 389,68**	**0,00**	**465 631,94**
708721	non dotés de la personnalité morale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	382 608,22	0,00	382 608,22	0,00	382 608,22
	Sous Total compte 70872	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**382 608,22**	**0,00**	**382 608,22**	**0,00**	**382 608,22**
70875	par les communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 669,09	0,00	34 669,09	0,00	34 669,09
	Sous Total compte 7087	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**417 277,31**	**0,00**	**417 277,31**	**0,00**	**417 277,31**
7088	Autres produits d'activités annexes (abo	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	943,01	0,00	943,01	0,00	943,01
	Sous Total compte 708	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 757,74**	**888 610,00**	**4 757,74**	**888 610,00**	**0,00**	**883 852,26**
	Sous Total compte 70	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 352,74**	**1 060 342,28**	**6 352,74**	**1 060 342,28**	**0,00**	**1 053 989,54**
722	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 836,87	0,00	18 836,87	0,00	18 836,87
	Sous Total compte 72	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 836,87**	**0,00**	**18 836,87**	**0,00**	**18 836,87**
73111	Impôts directs locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 420 296,00	0,00	5 420 296,00	0,00	5 420 296,00
73113	Taxe sur les surfaces commerciales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400 589,00	0,00	400 589,00	0,00	400 589,00
73114	Imposition forfaitaire sur les entrepris	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	425 842,00	0,00	425 842,00	0,00	425 842,00
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	187 255,00	0,00	187 255,00	0,00	187 255,00
	Sous Total compte 7311	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 433 982,00**	**0,00**	**6 433 982,00**	**0,00**	**6 433 982,00**

Accusé de réception en Préfecture - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
73136	Taxe pour la gestion des milieux aquatiq	0,00	0,00	0,00	0,00	48 463,00	303 649,00	48 463,00	303 649,00	0,00	255 186,00
	Sous Total compte 7313	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**48 463,00**	**303 649,00**	**48 463,00**	**303 649,00**	**0,00**	**255 186,00**
731721	Taxe de séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	216 603,91	923 400,87	216 603,91	923 400,87	0,00	706 796,96
	Sous Total compte 73172	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**216 603,91**	**923 400,87**	**216 603,91**	**923 400,87**	**0,00**	**706 796,96**
	Sous Total compte 7317	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**216 603,91**	**923 400,87**	**216 603,91**	**923 400,87**	**0,00**	**706 796,96**
	Sous Total compte 731	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**265 066,91**	**7 661 031,87**	**265 066,91**	**7 661 031,87**	**0,00**	**7 395 964,96**
73211	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 516,56	0,00	18 516,56	0,00	18 516,56
	Sous Total compte 7321	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 516,56**	**0,00**	**18 516,56**	**0,00**	**18 516,56**
	Sous Total compte 732	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 516,56**	**0,00**	**18 516,56**	**0,00**	**18 516,56**
7351	Fraction compensatoire de la TFPB et de	0,00	0,00	0,00	0,00	77 976,00	1 604 454,00	77 976,00	1 604 454,00	0,00	1 526 478,00
7352	Fraction compensatoire de la CVAE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	895 089,00	0,00	895 089,00	0,00	895 089,00
	Sous Total compte 735	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**77 976,00**	**2 499 543,00**	**77 976,00**	**2 499 543,00**	**0,00**	**2 421 567,00**
7391118	Autres restitutions au titre des dégrève	0,00	0,00	0,00	0,00	14 463,00	0,00	14 463,00	0,00	14 463,00	0,00
	Sous Total compte 739111	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 463,00**	**0,00**	**14 463,00**	**0,00**	**14 463,00**	**0,00**
	Sous Total compte 73911	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 463,00**	**0,00**	**14 463,00**	**0,00**	**14 463,00**	**0,00**
	Sous Total compte 7391	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 463,00**	**0,00**	**14 463,00**	**0,00**	**14 463,00**	**0,00**
739211	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	2 506 985,83	0,00	2 506 985,83	0,00	2 506 985,83	0,00
	Sous Total compte 73921	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 506 985,83**	**0,00**	**2 506 985,83**	**0,00**	**2 506 985,83**	**0,00**
739221	FNGIR	0,00	0,00	0,00	0,00	250 472,00	0,00	250 472,00	0,00	250 472,00	0,00
7392221	Fonds de péréquation des ressources comm	0,00	0,00	0,00	0,00	322 797,00	0,00	322 797,00	0,00	322 797,00	0,00
	Sous Total compte 739222	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**322 797,00**	**0,00**	**322 797,00**	**0,00**	**322 797,00**	**0,00**
	Sous Total compte 73922	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**573 269,00**	**0,00**	**573 269,00**	**0,00**	**573 269,00**	**0,00**

Accusé de réception en Préfecture - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 7392	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 080 254,83**	**0,00**	**3 080 254,83**	**0,00**	**3 080 254,83**	**0,00**
73951	Fraction compensatoire de la TFPB et de	0,00	0,00	0,00	0,00	21 073,00	7 768,00	21 073,00	7 768,00	13 305,00	0,00
73952	Fraction compensatoire de la CVAE	0,00	0,00	0,00	0,00	7 768,00	0,00	7 768,00	0,00	7 768,00	0,00
	Sous Total compte 7395	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 841,00**	**7 768,00**	**28 841,00**	**7 768,00**	**21 073,00**	**0,00**
7398	Reversements, restitutions et prélèvemen	0,00	0,00	0,00	0,00	932 424,72	225 627,74	932 424,72	225 627,74	706 796,98	0,00
	Sous Total compte 739	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 055 983,55**	**233 395,74**	**4 055 983,55**	**233 395,74**	**3 822 587,81**	**0,00**
	Sous Total compte 73	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 399 026,46**	**10 412 487,17**	**4 399 026,46**	**10 412 487,17**	**0,00**	**6 013 460,71**
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	638 827,00	0,00	638 827,00	0,00	638 827,00
741126	Dotation de compensation des EPCI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	193 522,00	0,00	193 522,00	0,00	193 522,00
	Sous Total compte 74112	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**832 349,00**	**0,00**	**832 349,00**	**0,00**	**832 349,00**
	Sous Total compte 7411	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**832 349,00**	**0,00**	**832 349,00**	**0,00**	**832 349,00**
	Sous Total compte 741	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**832 349,00**	**0,00**	**832 349,00**	**0,00**	**832 349,00**
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	389,00	10 379,19	389,00	10 379,19	0,00	9 990,19
74611	DGD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	9 000,00	0,00	9 000,00
	Sous Total compte 7461	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 000,00**	**0,00**	**9 000,00**	**0,00**	**9 000,00**
	Sous Total compte 746	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 000,00**	**0,00**	**9 000,00**	**0,00**	**9 000,00**
74718	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 888,00	0,00	86 888,00	0,00	86 888,00
	Sous Total compte 7471	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**86 888,00**	**0,00**	**86 888,00**	**0,00**	**86 888,00**
74748	Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 567,00	0,00	12 567,00	0,00	12 567,00
	Sous Total compte 7474	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 567,00**	**0,00**	**12 567,00**	**0,00**	**12 567,00**
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	8 759,64	110 282,28	8 759,64	110 282,28	0,00	101 522,64
	Sous Total compte 74788	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 759,64**	**110 282,28**	**8 759,64**	**110 282,28**	**0,00**	**101 522,64**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 7478	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 759,64**	**110 282,28**	**8 759,64**	**110 282,28**	**0,00**	**101 522,64**
	Sous Total compte 747	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 759,64**	**209 737,28**	**8 759,64**	**209 737,28**	**0,00**	**200 977,64**
74832	État - Compensation au titre de la Contr	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	318 951,00	0,00	318 951,00	0,00	318 951,00
74833	État - Compensation au titre des exonéra	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 675,00	0,00	10 675,00	0,00	10 675,00
	Sous Total compte 7483	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**329 626,00**	**0,00**	**329 626,00**	**0,00**	**329 626,00**
	Sous Total compte 748	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**329 626,00**	**0,00**	**329 626,00**	**0,00**	**329 626,00**
	Sous Total compte 74	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 148,64**	**1 391 091,47**	**9 148,64**	**1 391 091,47**	**0,00**	**1 381 942,83**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 390,78	0,00	1 390,78	0,00	1 390,78
75813	Redevances versées par les fermiers et c	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00
	Sous Total compte 7581	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 000,00**	**0,00**	**6 000,00**	**0,00**	**6 000,00**
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 031,51	0,00	37 031,51	0,00	37 031,51
	Sous Total compte 7588	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**37 031,51**	**0,00**	**37 031,51**	**0,00**	**37 031,51**
	Sous Total compte 758	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**43 031,51**	**0,00**	**43 031,51**	**0,00**	**43 031,51**
	Sous Total compte 75	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 422,29**	**0,00**	**44 422,29**	**0,00**	**44 422,29**
7688	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 909,27	0,00	2 909,27	0,00	2 909,27
	Sous Total compte 768	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 909,27**	**0,00**	**2 909,27**	**0,00**	**2 909,27**
	Sous Total compte 76	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 909,27**	**0,00**	**2 909,27**	**0,00**	**2 909,27**
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
7761	Différences sur réalisations (négatives)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	790,32	0,00	790,32	0,00	790,32
	Sous Total compte 776	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**790,32**	**0,00**	**790,32**	**0,00**	**790,32**
777	Recettes et quote-part des subventions d	0,00	0,00	0,00	0,00	10 640,00	29 041,00	10 640,00	29 041,00	0,00	18 401,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 77	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 640,00**	**32 831,32**	**10 640,00**	**32 831,32**	**0,00**	**22 191,32**
7817	Reprises sur dépréciations des actifs ci	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 560,00	0,00	1 560,00	0,00	1 560,00
	Sous Total compte 781	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 560,00**	**0,00**	**1 560,00**	**0,00**	**1 560,00**
7865	Reprises sur provisions pour risques et	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 409,91	0,00	52 409,91	0,00	52 409,91
	Sous Total compte 786	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**52 409,91**	**0,00**	**52 409,91**	**0,00**	**52 409,91**
	Sous Total compte 78	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**53 969,91**	**0,00**	**53 969,91**	**0,00**	**53 969,91**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 425 167,84**	**13 016 890,58**	**4 425 167,84**	**13 016 890,58**	**3 822 587,81**	**12 414 310,55**
	Total gÃ©nÃ©ral	**41 803 612,32**	**41 803 612,32**	**91 793 417,55**	**89 832 699,32**	**17 697 500,08**	**19 658 218,31**	**151 294 529,95**	**151 294 529,95**	**54 897 963,36**	**54 897 963,36**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**297 832,79**	**1 089 033,42**	**0,00**	**131 997,61**	**291,10**	**711 300,20**	**1 377 443,20**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	297 832,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	36 618,10	0,00	33 027,74	0,00	16 718,88	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	420 815,61	0,00	91 229,87	291,10	99 002,18	13 382,48	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	631 599,71	0,00	7 740,00	0,00	595 579,14	1 344 060,72	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**2 873 944,82**	**376 621,69**	**0,00**	**156 425,53**	**0,00**	**155 906,22**	**250 000,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 856 686,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	76 621,69	0,00	156 425,53	0,00	155 906,22	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	17 258,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**318 393,13**	**178 612,13**	**195 288,16**	**0,00**		**4 300 191,74**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		297 832,79
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	14 664,00	27 450,00	0,00	0,00		128 478,72
204	Subventions d'équipement versées	38 139,00	0,00	104 048,00	0,00		162 187,00
21	Immobilisations corporelles	222 728,70	56 728,18	0,00	0,00		904 178,12
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	10 209,60	94 433,95	91 240,16	0,00		2 774 863,28
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	32 651,83	0,00	0,00	0,00		32 651,83
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**91 955,61**	**14 025,00**	**732,22**	**0,00**		**3 919 611,09**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		2 856 686,37
13	Subventions d'investissement	53 816,61	14 025,00	0,00	0,00		456 795,05
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		550 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		17 258,45
27	Autres immobilisations financières	38 139,00	0,00	0,00	0,00		38 139,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	732,22	0,00		732,22

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**3 327 616,94**	**1 988 240,22**	**0,00**	**1 351 465,44**	**469,14**	**768 109,92**	**357 267,61**	**0,00**
011	Charges à caractère général	64,00	266 458,77	0,00	21 014,19	469,14	300 283,99	51 081,51	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 876,83	1 519 949,84	0,00	204,00	0,00	77 848,56	188 303,10	0,00
014	Atténuations de produits	3 101 327,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	201 165,54	201 831,61	0,00	1 330 247,25	0,00	389 977,37	117 883,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	22 182,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**10 118 106,78**	**728 424,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 485,24**	**182 597,44**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	22 621,70	0,00	0,00	0,00	0,00	13 643,14	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	703 269,64	0,00	0,00	0,00	0,00	26 620,00	0,00
73	Impôts et taxes	2 440 083,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	6 429 919,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	1 180 965,19	0,00	0,00	0,00	0,00	12 567,00	141 266,62	0,00
75	Autres produits de gestion courante	7 259,85	2 533,58	0,00	0,00	0,00	20 918,24	1 067,68	0,00
76	Produits financiers	2 909,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	53 969,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**11 273,73**	**2 116 032,61**	**237 282,43**	**8 577,50**		**10 166 335,54**
011	Charges à caractère général	0,00	10 324,02	302 810,20	1 000,00	8 577,50		962 083,32
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	676 653,61	0,00	0,00		2 465 835,94
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	706 796,98	14 463,00	0,00		3 822 587,81
65	Autres charges de gestion courante	0,00	949,71	429 771,82	221 819,43	0,00		2 893 645,73
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		22 182,74
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**6 000,00**	**1 180 503,26**	**259 249,00**	**0,00**		**12 508 366,64**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	95 819,44	0,00	0,00		132 084,28
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	324 099,90	0,00	0,00		1 053 989,54
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 440 083,56
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	706 796,96	259 249,00	0,00		7 395 964,96
74	Dotations et participations	0,00	0,00	47 144,02	0,00	0,00		1 381 942,83
75	Autres produits de gestion courante	0,00	6 000,00	6 642,94	0,00	0,00		44 422,29
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 909,27
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		3 000,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		53 969,91

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES — A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	11 948 433,00	5 483 124,84	1 462 765,69	5 002 542,47
RECETTES	11 948 433,00	5 140 888,21	1 395 538,89	5 412 005,90
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	13 478 773,00	10 682 408,05	0,00	2 796 364,95
RECETTES	13 478 773,00	13 747 748,64	0,00	-268 975,64

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	37 322 160,61	15 385 742,84	8 825 109,43	13 111 308,34
RECETTES	37 322 160,61	17 539 692,14	4 472 573,31	15 309 895,16
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	42 811 991,70	31 030 021,67	0,00	11 781 970,03
RECETTES	42 811 991,70	42 587 379,83	0,00	224 611,87

(1) Y compris les rattachements.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	37 322 160,61	15 385 742,84	8 825 109,43	13 111 308,34
RECETTES	37 322 160,61	17 539 692,14	4 472 573,31	15 309 895,16
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	42 811 991,70	31 030 021,67	0,00	11 781 970,03
RECETTES	42 811 991,70	42 587 379,83	0,00	224 611,87
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**80 134 152,31**	**46 415 764,51**	**8 825 109,43**	**24 893 278,37**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**80 134 152,31**	**60 127 071,97**	**4 472 573,31**	**15 534 507,03**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200041802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**5 224 400,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					5 224 400,00									
1089 (PRINC-2019-1)	Agence France Locale	26/07/2019	03/09/2019	20/12/2019	80 000,00	F	FIXE	0,480	0,488		T	C	O	A-1
1090 (PRINC-2019-2)	Agence France Locale	26/07/2019	03/09/2019	20/12/2019	180 000,00	F	FIXE	0,480	0,488		T	C	O	A-1
1092 (PRINC-2019-4)	Agence France Locale	26/07/2019	15/11/2019	20/03/2020	450 000,00	F	FIXE	0,500	0,508		T	C	O	A-1
1420 (PRINC-2020-1)	Agence France Locale	25/05/2020	05/11/2020	22/03/2021	700 000,00	F	FIXE	0,620	0,630		T	C	O	A-1
1864 (PRINC-2021-1)	Agence France Locale	07/09/2021	20/09/2021	20/12/2021	500 000,00	F	FIXE	0,620	0,631		T	C	O	A-1
3788 (PRINC-2024-1)	Agence France Locale	04/10/2024	04/11/2024	20/02/2025	250 000,00	F	FIXE	3,160	3,245		T	C	O	A-1
3892 (PRINC-2024-2)	Agence France Locale	12/11/2024	25/11/2024	20/01/2025	300 000,00	F	FIXE	3,360	3,453		T	C	O	A-1
43517061256 (PRINC-2014-1)	Crédit Agricole	09/06/2004	09/06/2004	15/09/2004	564 400,00	V	TEC5	3,510	2,756		T	P	O	A-1
5140537 (PRINC-2017-1)	Caisse des Dépôts et Consignation	01/06/2017	01/08/2016	01/08/2017	1 000 000,00	F	FIXE	0,000	0,000		A	C	O	A-1
956 (PRINC-2019-3)	Agence France Locale	17/04/2019	16/08/2019	20/09/2019	300 000,00	F	FIXE	0,860	0,875		T	C	O	A-1
MON281303EUR (PRINC-2013-1)	SFIL	20/11/2013	31/12/2013	01/04/2014	700 000,00	F	FIXE	3,410	3,478		T	P	O	A-1

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Emprunts et dettes à l'origine du contrat

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	**Organisme prêteur ou chef de file**	**Date de signature**	**Date d'émission ou date de mobilisation (1)**	**Date du premier rembour- sement**	**Nominal (2)**	**Type de taux d'intérêt (3)**	**Index (4)**	**Taux initial**		**Devise**	**Pério- dicité des rembour- sements (6)**	**Profil d'amor- tissement (7)**	**Possibilité de rembour- sement anticipé O/N**	**Caté- gorie d'em- prunt (8)**
								Niveau de taux (5)	**Taux actuariel**					
MON515345EUR (PRINC-2017-2)	SFIL	12/05/2017	01/06/2017	01/09/2017	200 000,00	F	FIXE	1,390	1,419		T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)(9)					0,00									

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	**Organisme prêteur ou chef de file**	**Date de signature**	**Date d'émission ou date de mobilisation (1)**	**Date du premier rembour- sement**	**Nominal (2)**	**Type de taux d'intérêt (3)**	**Index (4)**	**Taux initial**		**Devise**	**Pério- dicité des rembour- sements (6)**	**Profil d'amor- tissement (7)**	**Possibilité de rembour- sement anticipé O/N**	**Caté- gorie d'em- prunt (8)**
								Niveau de taux (5)	**Taux actuariel**					
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**5 224 400,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprèsdes établissements financiers(Total)		**0,00**		**2 945 168,71**					**297 832,79**	**20 352,88**	**0,00**	**4 719,23**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		2 945 168,71					297 832,79	20 352,88	0,00	4 719,23
1089 (PRINC-2019-1)	N	0,00	A-1	44 999,93	6,73	F	FIXE	0,480	6 666,68	239,93	0,00	7,20
1090 (PRINC-2019-2)	N	0,00	A-1	101 250,00	6,73	F	FIXE	0,480	15 000,00	539,85	0,00	16,20
1092 (PRINC-2019-4)	N	0,00	A-1	262 500,00	6,98	F	FIXE	0,500	37 500,00	1 453,52	0,00	43,75
1420 (PRINC-2020-1)	N	0,00	A-1	466 666,72	7,98	F	FIXE	0,630	58 333,32	3 171,37	0,00	80,37
1864 (PRINC-2021-1)	N	0,00	A-1	418 750,00	16,72	F	FIXE	0,630	25 000,00	2 738,00	0,00	86,54
3788 (PRINC-2024-1)	N	0,00	A-1	250 000,00	11,89	F	FIXE	3,160	0,00	0,00	0,00	1 272,78
3892 (PRINC-2024-2)	N	0,00	A-1	300 000,00	11,81	F	FIXE	3,360	0,00	0,00	0,00	1 036,00
43517061256 (PRINC-2014-1)	N	0,00	A-1	0,00	0,00	V	TEC5	0,050	16 822,66	3,15	0,00	0,00
5140537 (PRINC-2017-1)	N	0,00	A-1	600 000,00	11,59	F	FIXE	0,000	50 000,00	0,00	0,00	0,00
956 (PRINC-2019-3)	N	0,00	A-1	165 306,10	6,73	F	FIXE	0,860	24 489,80	1 579,16	0,00	47,39
MON281303EUR (PRINC-2013-1)	N	0,00	A-1	235 695,86	4,00	F	FIXE	3,410	50 687,01	9 122,07	0,00	2 009,31
MON515345EUR (PRINC-2017-2)	N	0,00	A-1	100 000,10	7,42	F	FIXE	1,390	13 333,32	1 505,83	0,00	119,69
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Emprunts et dettes au 31/12/N												
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	**Couverture ? O/N (11)**	**Montant couvert**	**Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)**	**Capital restant dû au 31/12/N**	**Durée résiduelle (en années)**	**Type de taux (13)**	**Index (14)**	**Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)**	**Capital**	**Charges d'intérêt (16)**	**Intérêts perçus (le cas échéant) (17)**	**ICNE de l'exercice**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**2 945 168,71**					**297 832,79**	**20 352,88**	**0,00**	**4 719,23**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200041802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200041802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publié le : 25/03/2025

(10) Indiquer les intérêts courus du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT — B1.6

REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					**0,00**	**0,00**							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					**0,00**	**0,00**								**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200041802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS — B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	12	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	2 945 168,71	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N — B1.7

EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200041802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.8

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200041802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.9

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200041802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS — B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 500.00 €		2019-12-20
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Frais d'études non suivies de réalisation	5	20/12/2019
L	Subv d'équipement versées pour mobiliers, matériels, études	5	20/12/2019
L	Subv d'équipement versées pour biens immobiliers ou installations	15	20/12/2019
L	Subv d'équipement versées pour projets d'infrastructures intérêt national	20	20/12/2019
L	Logiciel	2	20/12/2019
L	Voiture	5	20/12/2019
L	Camion et véhicule industriel	7	20/12/2019
L	Mobilier	10	20/12/2019
L	Matériel de bureau électrique ou électronique	5	20/12/2019
L	Matériel informatique	4	20/12/2019
L	Matériel classique	10	20/12/2019
L	Coffre-fort	20	20/12/2019
L	Installation et appareil de chauffage	10	20/12/2019
L	Appareil de levage, ascenseur	20	20/12/2019
L	Equipement garages et ateliers	10	20/12/2019
L	Equipement des cuisines	10	20/12/2019
L	Equipement sportif	10	20/12/2019
L	Installation de voirie	20	20/12/2019
L	Plantation	15	20/12/2019
L	Autre agencement et aménagement de terrain	15	20/12/2019
L	Appareils de laboratoire, matériel de bureau (sauf informatique), outillages	5	20/12/2019
L	Réseaux d'assainissement	60	20/12/2019
L	Stations d'épuration (ouvrages de génie civil) - Ouvrages lourds	40	20/12/2019
L	Stations d'épuration (ouvrages de génie civil) - Ouvrages courants (Bassins de décantation)	30	20/12/2019
L	Ouvrages génie civil captage, transport, traitement eau potable, cana adduction eau, gros équip méca	60	20/12/2019
L	Poste de relevage des eaux usées	30	20/12/2019
L	Installations de traitement de l'eau potable (sauf génie civil et régulation)	10	20/12/2019
L	Pompes, surpresseurs, appareils électroméca, instal chauffage (yc chaudières), instal ventilation	15	20/12/2019
L	Organes de régulation (électronique, capteurs)	10	20/12/2019
L	Bâtiments durables	50	20/12/2019
L	Bâtiments légers, abris	15	20/12/2019

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200041802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication électronique

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	Agencements et aménagements de bâtiments, installations électriques et électroniques	15	20/12/2019
L	Biens de faible valeur inférieure à 500	1	20/12/2019

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PRETS — B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Non assortis d'intérêts (total)		**0,00**	**0,00**		

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	0,00
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200041802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 31/12/N correspond au reste à employer au 31/12/N, l'annuité reçue au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200041802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**54,00**	**0,00**	**54,00**	**26,00**	**6,00**	**32,00**
Adjoint Administratif	C	12,00	0,00	12,00	7,00	0,00	7,00
Adjoint Administratif principal de 1ere classe	C	14,00	0,00	14,00	9,00	0,00	9,00
Adjoint Administratif principal de 2eme classe	C	15,00	0,00	15,00	3,00	0,00	3,00
Adjoint administratif	C	2,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
Attache	A	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
Attache principal	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Redacteur	B	2,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
Redacteur principal 1ère classe	B	3,00	0,00	3,00	2,00	1,00	3,00
Redacteur principal 2eme classe	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**21,00**	**1,00**	**22,00**	**12,00**	**2,00**	**14,00**
Adjoint Technique	C	5,00	1,00	6,00	4,00	0,00	4,00
Adjoint Technique principal de 1er classe	C	3,00	0,00	3,00	0,00	0,00	0,00
Adjoint Technique principal de 2eme classe	C	4,00	0,00	4,00	2,00	1,00	3,00
Agent de Maitrise	C	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Ingenieur	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Technicien	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Technicien principal 1ere classe	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Technicien principal 2eme classe	B	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**4,00**	**0,00**	**4,00**	**2,00**	**2,00**	**4,00**
Auxiliaire de puériculture	C	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Educateur de Jeunes Enfants	A	2,00	0,00	2,00	1,00	1,00	2,00
Educateur de Jeunes Enfants Classe Exceptionnelle	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**79,00**	**1,00**	**80,00**	**40,00**	**10,00**	**50,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200041802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**408 207,26**		
Adjoint Technique principal de 2eme classe	C	TECH		49 598,35	327-5 Informaticien	CDD
Adjoint administratif	C	ADM		48 388,86	327-5 Conseiller Numérique France Services	CDD
Adjoint administratif	C	ADM		28 495,14	327-5 Conseil Numérique MEDIATEM	CDD
Auxiliaire de puériculture	C	MS		38 759,92	327-5 Auxiliaire de puériculture	CDD
Educateur de Jeunes Enfants	A	MS		40 704,88	327-5 Charge de Cooperation territorial	CDD
Redacteur	B	ADM		49 359,83	327-5 Communication et juriste	CDD
Redacteur principal 1ère classe	B	ADM		45 859,74	327-5 Chargé de mission Economie	CDD
Redacteur principal 2eme classe	B	ADM		60 394,48	327-5 Chargé de mission Projet Alimentaire Territorial	CDD
Technicien	B	TECH		46 646,06	327-5 Responsable technique	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**408 207,26**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200041802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 24/03/2025

332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Mas de Tassy, 1849 RD19, 83440 TOURRETTES (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS
Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-438 968,08**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-438 968,08**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**2 342 647,52**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-438 968,08**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**1 903 679,44**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**339 401,00**	**316 233,79**	**1 462 765,69**	**1 778 999,48**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**3 593 634,27**	**1 081 718,49**	**1 395 538,89**	**2 477 257,38**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**3 254 233,27**	**765 484,70**	**-67 226,80**	**698 257,90**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-438 968,08**			**-438 968,08**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**2 342 647,52**	**2 342 647,52**		**2 342 647,52**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**1 903 679,44**			**1 903 679,44**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**2 601 937,34**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200054802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200041802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**339 401,00**	**316 233,79**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**305 000,00**	**297 832,79**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	305 000,00	297 832,79
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**34 401,00**	**18 401,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*34 401,00*	*18 401,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200041802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES — C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**3 593 634,27**	**III 1 081 718,49**
Ressources propres externes de l'année (a)		**1 073 099,27**	**569 436,30**
10222	FCTVA	653 927,82	514 038,85
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
266	Autres formes de participation	17 258,45	17 258,45
27…	Autres immobilisations financières		
2745	Avances remboursables	240 000,00	0,00
27638	Créance Autres établissements publics	123 774,00	0,00
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	38 139,00	38 139,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**2 520 535,00**	**512 282,19**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*0,00*	*23 862,30*
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*18 298,00*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*742,76*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*0,00*	*2 432,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*0,00*	*6 107,00*
28041413	*Subv.Cne GFP : Projet infrastructure*	*0,00*	*148,00*
280415341	*IC : Bien mobilier, matériel*	*0,00*	*15 400,00*
28041581	*Autres grpts-Biens mob., mat. et études*	*0,00*	*17 152,00*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200041802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*0,00*	*74 346,50*
28041583	*Autres grpts-Proj infrastruct Int nation*	*0,00*	*3 251,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*	*18 914,50*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*0,00*	*79 593,00*
281351	*Bâtiments publics*	*0,00*	*7 476,04*
28152	*Installations de voirie*	*0,00*	*907,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*0,00*	*3 803,58*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*494 000,00*	*54 987,89*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*0,00*	*748,74*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*23 673,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*60 000,00*	*65 173,03*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*	*16 080,52*
28188	*Autres immo. corporelles*	*0,00*	*79 185,33*
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	3 000,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*1 963 535,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200041802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME — C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200041802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT — C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE — C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	85 134,74	37 443,00	0,00	0,00	47 691,74	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	405 824,55	0,00	0,00	0,00	405 824,55	0,00
A125	Constructions	16 744,74	0,00	0,00	0,00	16 744,74	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	10 516,67	0,00	0,00	0,00	10 516,67	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	626 887,42	142 056,00	0,00	426 205,42	58 626,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	2 869 050,10	754 429,23	0,00	1 700 313,75	414 307,12	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**4 014 158,22**	**933 928,23**	**0,00**	**2 126 519,17**	**953 710,82**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200054802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	85 134,74	37 443,00	0,00	47 691,74	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	405 824,55	0,00	0,00	405 824,55	0,00
A125	Constructions	16 744,74	0,00	0,00	16 744,74	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	10 516,67	0,00	0,00	10 516,67	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	626 887,42	142 056,00	426 205,42	58 626,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	2 869 050,10	754 429,23	1 700 313,75	414 307,12	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**4 014 158,22**	**933 928,23**	**2 126 519,17**	**953 710,82**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200054802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200054802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet le 24/03/2025
Publication le 25/03/2025

- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200054802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION — C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	1 168 736,35	754 429,23	0,00	0,00	414 307,12	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	453 516,29	0,00	0,00	0,00	453 516,29	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	47 959,67	37 443,00	0,00	0,00	10 516,67	0,00
7	Environnement	626 887,42	142 056,00	0,00	426 205,42	58 626,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**2 297 099,73**	**933 928,23**	**0,00**	**426 205,42**	**936 966,08**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200054802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	1 168 736,35	754 429,23	0,00	414 307,12	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	453 516,29	0,00	0,00	453 516,29	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	47 959,67	37 443,00	0,00	10 516,67	0,00
7	Environnement	626 887,42	142 056,00	426 205,42	58 626,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**2 297 099,73**	**933 928,23**	**426 205,42**	**936 966,08**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-DF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200054802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 21358 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200041802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200041802-20250319-250318-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES (1)	D5

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. la liste des opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES

V

ARRETE ET SIGNATURES

A

Date d'édition : 28/01/2025

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
Mme CORINE HUSSON	du 01/01/2024	au	28/01/2025

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

A , le

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

A , le

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES — B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		**52 409,91**	**0,00**	**52 409,91**	**0,00**
Provisions pour litiges		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques		**52 409,91**	**0,00**	**52 409,91**	**0,00**
Risques liés à l'assurance statutaire	07/04/2015	13 915,95	0,00	13 915,95	0,00
Risques liés à l'assurance statutaire	12/04/2016	19 099,78	0,00	19 099,78	0,00
Risques liés à l'assurance statutaire	12/04/2017	19 394,18	0,00	19 394,18	0,00
Dépréciations (3)		**2 575,00**	**0,00**	**1 560,00**	**1 015,00**
- des immobilisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers		**2 575,00**	**0,00**	**1 560,00**	**1 015,00**
Créances douteuses	26/10/2022	2 500,00	0,00	1 560,00	940,00
Créances douteuses	11/04/2023	75,00	0,00	0,00	75,00
- des comptes financiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires		**54 984,91**	**0,00**	**53 969,91**	**1 015,00**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS DE FAYENCE - BUDGET PRINCIPAL - CFU - 2024

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS		54 984,91	0,00	53 969,91	1 015,00

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DES RATIOS D'ENDETTEMENT RELATIFS AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	318 185,67
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**318 185,67**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**12 508 366,64**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**2,54**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Taxe de Sejour	0,00	706 796,96	706 796,96	0,00
Total	**0,00**	**706 796,96**	**706 796,96**	**0,00**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Taxe de Sejour

		Reste à employer au 01/01/N	**0,00**
Recettes			
Article	**Libellé article**		**Montant**
731721	Taxe de Sejour		706 796,96
		Total	**706 796,96**
Dépenses			
Article	**Libellé article**		**Montant**
731721	Taxe de Sejour		706 796,96
		Total	**706 796,96**
		Reste à employer au 31/12/N (3)	**0,00**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B –ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B8

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	**885 953,12**	
Personnes de droit privé	**563 453,12**	
Associations	**561 953,12**	
ADIE ASSOCIATION POUR LE DROIT A L'INITIAVE LOCALE	5 000,00	
ADIL	3 755,00	France Services
AERONAUTIQUE FAYENCE OLDTIMERS	1 500,00	
ANEVIP	2 000,00	
ARKEODIDACTE	2 750,00	
ARPAF	6 000,00	
ASSOCIATION AERONAUTIQUE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR	4 000,00	
ASSOCIATION BADMINTON DU CANTON DE FAYENCE	800,00	LOCAUX PERSONNEL MATERIEL GYMNASE DE FAYENCE
ASSOCIATION CAP SUR LA VIE	2 000,00	
ASSOCIATION CINE FESTIVAL	22 000,00	
ASSOCIATION DES ELEVEURS DE CANJUERS	2 000,00	
AVIRON SAINT CASSIEN	16 000,00	LOCAUX PERSONNEL MATERIEL BASE D'AVIRON
BASKET CLUB DU PAYS DE FAYENCE	8 000,00	LOCAUX PERSONNEL MATERIEL GYMNASE DE FAYENCE
BRAVADES ET TRADITIONS	1 000,00	
CELLO FAN	22 000,00	
CEN PACA	2 000,00	
CENTRE DE DEVELOPPEMENT GYMNIQUE DES ADRETS	2 700,00	
CEZAR COLLECTIF DES ENTREPRISES DES ZONES D'ACTIVITES	5 000,00	
CIP TERRITORIAL	1 000,00	
COMITE D'ACTION CULTURELLE DE BAGNOLS	3 000,00	
COMITE DES FETES DE MONTAUROUX	6 000,00	
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AUX DROITS	3 000,00	FRANCE SERVICES
CROIX ROUGE FRANCAISE DU CANTON	12 000,00	
ENTENTE DU PAYS DE FAYENCE	24 000,00	LOCAUX PERSONNEL MATERIEL STADE DE TOURRETTES
ETOILE PONGISTE DU CANTON DE FAYENCE	15 000,00	LOCAUX PERSONNEL MATERIEL GYMNASE DE MONTAUROUX
FEDERATION BIDEPARTEMENTALE DES FOYERS RURAUX	7 000,00	
FEDERATION DU VAR POUR LA PECHE	22 900,00	
FLIP FANTASTIQUE LIGUE D'IMPROVISATION ET DE PERFORMANCES	700,00	
FNPC SOLIDARITE MAYOTTE	10 000,00	
FOOTBALL CLUB DU PAYS DE FAYENCE	38 000,00	LOCAUX PERSONNEL MATERIEL STADE DE FAYENCE ET VESTIAIRES

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS DE FAYENCE - BUDGET PRINCIPAL - CFU - 2024

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
FOYER RURAL DE FAYENCE TOURRETTES	21 000,00	
FOYER SOCIAUX EDUCATIF COLLEGE PUGET SUR ARGENS	400,00	
FOYER SOCIO EDUCATIF COLLEGE DE FAYENCE	1 000,00	
GAPS GROUPEMENT DES ACTEURS ET PROFESSIONNELS DE SANTE	42 400,00	LOCAUX PERSONNEL MATERIEL MAISON DE PAYS
GDS GROUPEMENT DE DEFENSE SANITAIRE DU VAR	3 000,00	
HANDBALL CLUB DU CANTON DE FAYENCE	11 000,00	LOCAUX PERSONNEL MATERIEL GYMNASE DE MONTAUROUX
JAZZ A TOURRETTES	6 000,00	
JUDO CLUB DU PAYS DE FAYENCE	2 500,00	LOCAUX PERSONNEL MATERIEL GYMNASE DE FAYENCE
LA CANTONALE 83 SPORT	5 000,00	
LES ARCHERS DU PAYS DE FAYENCE	3 000,00	
LES ARTS AU COEUR DU VILLAGE	3 000,00	
MAISON POUR TOUS	40 000,00	
MISSION LOCALE EST VAR	65 000,00	France Services
MTR TRAMPOLINE	3 000,00	LOCAUX PERSONNEL MATERIEL GYMNASE DE MONTAUROUX
MTS PRODUCTION	2 000,00	
MUSIQUE CORDIALE	25 000,00	
OLEICULTEURS DU PAS DE FAYENCE	1 000,00	
PAYS DE FAYENCE SOLIDARITE	1 000,00	
PFAUE / PAYS DE FAYENCE ASSOCIATION	1 000,00	
PICKLEBALL FRANCE PAYS DE FAYENCE	800,00	LOCAUX PERSONNEL MATERIEL GYMNASES DE MONTAUROUX ET FAYENCE
QUAND ON GRIMPE EPF ESCALADE	6 000,00	LOCAUX PERSONNEL MATERIEL GYMNASE DE MONTAUROUX
RELAIS SOLIDARITE	20 000,00	
RUGBY CLUB PAYS DE FAYENCE	13 000,00	LOCAUX PERSONNEL MATERIEL STADE DE TOURRETTES
SKI CLUB CANTON DE FAYENCE	5 000,00	
SPORTIVE COLLEGE MARIE MAURON	1 200,00	GYMNASE DU COLLEGE DE FAYENCE
TEAM VTT - CLUB OMNISPORTS TANNERON	5 000,00	
TWIRLING CLUB MAJORETTES	2 000,00	
UNSS COLLEGE MONTAUROUX	2 500,00	GYMNASE DU COLLEGE DE MONTAROUX
VAR INITIATIVE ASSOCIATION	11 048,12	
VELO CLUB DU PAYS DE FAYENCE	2 000,00	
VOLLEY BALL PAYS DE FAYENCE	6 000,00	GYMNASE DU COLLEGE DE MONTAUROUX
Entreprises	**0,00**	
Personnes physiques	**0,00**	
Autres	**1 500,00**	
COOPERATIVE UN AIR DE CAMPAGNE	1 500,00	
Personnes de droit public	**322 500,00**	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS DE FAYENCE - BUDGET PRINCIPAL - CFU - 2024

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Etat	**0,00**	
Régions	**0,00**	
Départements	**0,00**	
Communes	**0,00**	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	**320 000,00**	
OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL DU PAYS DE FAYENCE	320 000,00	
Autres	**2 500,00**	
CHAMBRE D'AGRICULTURE	2 500,00	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE
CFU - RESTES A REALISER 2024
DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Opé	Intitulé des programmes	Total Budget 2024	Réalisations 31/12/2024	Engagements	Disponible	RAR 2024	Imputation	Fonction	Chap
000	Amortissement des subventions transférables	34 401,00	18 401,00		16 000,00		1391	01	040
000	Travaux en régie	20 000,00	18 836,87		1 163,13		2313	01	040
000	Cession eau alarme intrusion moins-value	0,00	790,32		-790,32		192	01	040
001	Déficit d'investissement reporté	438 968,08	438 968,08		0,00		001	01	001
000	Remboursement du capital des emprunts	305 000,00	297 832,79		7 167,21		1641	01	16
000	Avance remboursable via SCIC ADONIS - Parcelle agricole	40 000,00			40 000,00		2745	6312	27
000	Fonds revolving d'intervention foncière (achat de parcelles) - CAR	200 000,00			200 000,00		2745	6312	27
000	Solde compte 458 - Subvention d'équilibre	732,22	732,22		0,00		204411	732	204
000	VAR Très Haut Débit de 2023 à 2028	32 651,83	32 651,83		0,00		2764	57	27
000	Reprise avance forfaitaire MIPEF	66 400,00	25 371,20		41 028,80		2313	4228	041
000	Intégration dans l'actif des prises THD 2023 (Régularisation)	328 441,97	328 441,97		0,00		21538	57	041
000	Intégration dans l'actif des prises THD 2024 (Estimation)	350 000,00	317 507,44		32 492,56		21538	57	041
000	Intégration frais d'études et insertions pour récupération TVA	60 000,00	33 884,00		26 116,00		21/23	01	041
	Total Opération 000 - Non affecté	**1 876 595,10**	**1 513 417,72**	**0,00**	**363 177,38**	**0,00**			
15	Sonorisation + équipement vidéo salle de réunion	43 625,08	42 697,74		927,34		21838	020	21
15	Matériel informatique	26 100,00	23 816,35	142,80	2 140,85	142,80	21838	66	21
15	France 2030	0,00		3 617,02	-3 617,02	3 617,02	2051	66	20
15	Avis de publication marchés	1 000,00	864,00		136,00		2033	020	20
15	Signalétique interne au bâtiment	443,00	442,49		0,51		21351	66	21
15	Panneaux DIBOND	480,00			480,00		2158	020	21
15	Vidéoprotection	4 050,00	4 022,26		27,74		21568	020	21
15	Mobilier salle du Conseil	21 776,14	21 776,14		0,00		21848	020	21
15	Mobilier France Service	26 000,00	25 599,90		400,10		21848	66	21
15	Réfrigérateur salle du conseil	1 000,00	945,78		54,22		2188	020	21
15	Travaux de réhabilitation + MO, SPS, CT ...	584 906,72	586 241,11	1 270,80	-2 605,19	1 270,80	2313	020	23
15	Remise en état du parking	102 807,00			102 807,00		2315	020	23
	Total Opération 15 - Maison de Pays / France Services	**812 187,94**	**706 405,77**	**5 030,62**	**100 751,55**	**5 030,62**			
17	Etude France 2030	3 300,00			3 300,00		2031	020	20
17	France 2030	0,00		21 666,55	-21 666,55	21 666,55	2051	020	20
17	France 2030 OTI	0,00		10 101,65	-10 101,65	10 101,65	2051	633	20
17	Logiciel RH CIRIL (Dématérialisation + Signature + Licence VEEAM)	11 883,00	2 044,60		9 838,40		2051	020	20
17	Licences Urbanisme (Cart. ADS), SRCI	10 000,00	630,00		9 370,00		2051	020	20
17	Matériel Services Techniques + Panneau DIBOND	10 960,00	672,73		10 287,27		2158	020	21
17	Borne de charge électrique pour les voitures	0,00	1 143,60		-1 143,60		2158	020	21
17	Vidéosurveillance du site	9 929,39	1 459,33	632,04	7 838,02	632,04	21568	020	21
17	Matériel informatique	33 304,05	28 284,56	2 278,36	2 741,13	2 278,36	21838	020	21
17	Mobilier	6 000,00	6 116,74		-116,74		21848	020	21
17	Barnum	0,00	2 065,50		-2 065,50		2188	020	21
17	GTB (économies d'énergie, commande centrale des clims)	32 000,00		31 018,80	981,20	31 018,80	2313	020	23
17	Travaux d'extension des bureaux (informatique) + économies d'énergie (LED)	88 098,94	39 958,60	3 480,00	44 660,34	3 480,00	2313	020	23
17	Centrale solaire photovoltaïque sur toiture	118 000,00	93 040,16	1 890,00	23 069,84	1 890,00	2313	752	23
17	Installation du carport véhicules électriques	3 600,00	3 600,00		0,00		2313	020	23
	Total Opération 17 - Domaine de Tassy	**327 075,38**	**179 015,82**	**71 067,40**	**76 992,16**	**71 067,40**			
75	Acquisition de parcelles agricoles pour maraîchage	150 000,00		70 200,00	79 800,00	70 200,00	2111	6312	21
75	Remise en culture et équipement de parcelles	12 000,00			12 000,00		2128	6312	21
	Total Opération 75 - Agriculture	**162 000,00**	**0,00**	**70 200,00**	**91 800,00**	**70 200,00**			

Opé	Intitulé des programmes	Total Budget 2024	Réalisations 31/12/2024	Engagements	Disponible	RAR 2024	Imputation	Fonction	Chap
76	Maîtrise d'œuvre pour la réécriture du PIDAF	83 580,00	33 027,74	50 517,60	34,66	50 517,60	2031	18	20
76	Caméras autonomes pour surveillance barrières DFCI	600,00			600,00		2158	18	21
76	Travaux d'urgence sur les pistes DFCI en attente de la réécriture du PIDAF	80 216,80	70 460,80	36 217,92	-26 461,92	36 217,92	2128	18	21
76	Servitudes de passage DFCI : Etude + géomètre	87 420,00	7 740,00	39 900,00	39 780,00	39 900,00	2315	18	23
76	Travaux d'urgence de remise en conditions opérationnelles des citernes DFCI	17 002,98	17 002,98		0,00		2158	18	21
	Total Opération 76 - PIDAF	**268 819,78**	**128 231,52**	**126 635,52**	**13 952,74**	**126 635,52**			
77	Enveloppe annuelle	7 138,00	2 814,00		4 324,00	0,00	2188	57	21
	Total Opération 77 - Réseau radioélectrique	**7 138,00**	**2 814,00**	**0,00**	**4 324,00**	**0,00**			
84	Prises mur d'escalade GOM / Montauroux	4 080,00	4 075,50	3 828,05	-3 823,55	3 828,05	2158	321	21
84	Travaux de mise en conformité électrique GOM + clapet anti retour eau	4 884,40	4 291,20	560,40	32,80	560,40	2313	321	23
84	Eclairage de sécurité GOM	2 420,00	2 419,20		0,80		2313	321	23
84	Extincteurs Gymnase de Montauroux	684,00	684,00		0,00		21568	321	21
84	Bacs acier tri sélectif GOM / Montauroux	4 000,00	3 603,14		396,86		2158	321	21
84	Mises en conformité électrique + robinetterie GOM / Montauroux	6 096,00	3 567,60		2 528,40		2313	321	23
84	Etude structure toiture GOF / Fayence	5 040,00			5 040,00		2031	321	20
84	Parafoudre GOF / Fayence	1 200,00	1 166,40		33,60		21351	321	21
84	Afficheur de score GOF / Fayence	6 300,00	1 488,00		4 812,00		2158	321	21
84	Eclairage en LED GOF Fayence pour économie d'énergie	28 500,00			28 500,00		2313	321	23
84	Réfection toiture GOF / Fayence + Travaux électricité conformité	6 440,00	8 575,50		-2 135,50		2313	321	23
84	Bureau d'étude travaux GOF (Toiture + panneaux photovoltaïque + Led)	0,00		36 000,00	-36 000,00	36 000,00	2313	321	23
84	Bacs acier tri sélectif GOF / Fayence	3 500,00	3 218,28		281,72		2158	321	21
84	Imprévus GOF / Fayence	9 400,00			9 400,00		2313	321	23
	Total Opération 84 - Gymnases Intercommunaux	**82 544,40**	**33 088,82**	**40 388,45**	**9 067,13**	**40 388,45**			
85	Frais de publication marché éclairage LED	90,00			90,00		2033	322	20
85	Installation filet pare marteau	19 250,00	19 250,00		0,00		2128	322	21
85	Alarme intrusion bâtiment modulaire	6 900,00	5 594,68		1 305,32		21568	322	21
85	Cylindres nouveau bâtiment + installation électrique	2 400,00	2 328,89		71,11		2158	322	21
85	Extincteurs bâtiment modulaire	1 200,00	82,80		1 117,20		21568	322	21
85	Mobilier bâtiment modulaire	600,00			600,00		2188	322	21
85	Bâtiment modulaire + MO	464 069,88	463 781,64	240,00	48,24	240,00	2313	322	23
85	Electrovanne bassin tampon arrosage + pompe de bouclage	1 910,00	2 571,60		-661,60		2313	322	23
85	Réfection aire de lancer marteau (Ferronerie + dalle béton)	10 812,00	5 892,00		4 920,00		2315	322	23
85	Réfection du tartan	9 540,00			9 540,00		2315	322	23
85	Bacs acier tri sélectif	2 100,00	1 866,18		233,82		2158	322	21
	Total Opération 85 - Stade d'Athlétisme Tourrettes	**518 871,88**	**501 367,79**	**240,00**	**17 264,09**	**240,00**			
86	Regarnissage du terrain	12 711,00			12 711,00		2128	322	21
86	Panneau d'affichage du score + installation électrique	12 120,00	5 704,43		6 415,57		2158	322	21
86	Remplacement des commandes de désenfumage + extincteurs	1 353,80	1 353,60		0,20		21568	322	21
86	Eclairage petit terrain	2 900,00	2 895,36		4,64		21351	322	21
86	Eclairage en LED du stade pour économie d'énergie	97 536,00	97 536,00		0,00		2315	322	23
86	Bacs acier tri sélectif	3 400,00	3 037,33		362,67		2158	322	21
	Total Opération 86 - Stade de foot de Fayence	**130 020,80**	**110 526,72**	**0,00**	**19 494,08**	**0,00**			
87	Reprise système d'alarme / Vidéosurveillance	1 400,00	984,00		416,00		21568	633	21
87	Panneau Dibond	360,00			360,00		2158	633	21
87	Extérieurs de la MDL	30 000,00	16 135,25	592,75	13 272,00	592,75	2315	322	23
	Total Opération 87 - Maison du Lac	**31 760,00**	**17 119,25**	**592,75**	**14 048,00**	**592,75**			

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Opé	Intitulé des programmes	Total Budget 2024	Réalisations 31/12/2024	Engagements	Disponible	RAR 2024	Imputation	Fonction	Chap
89	Signalétique et mobilier Lac et entrées du territoire	30 000,00	3 648,00		26 352,00		2152	63	21
89	Installation toilettes publiques autonomes Rocher de l'américain	90 000,00			90 000,00		2128	63	21
	Total Opération 89 - Tourisme / Lac de St Cassien	**120 000,00**	**3 648,00**	**0,00**	**116 352,00**	**0,00**			
90	Plan Climat Air Energie (Réactualisation)	25 060,00	10 965,00	13 815,00	280,00	13 815,00	2031	020	20
90	Révision partielle SCOT + AUDAT	59 502,50	22 114,50	31 080,00	6 308,00	31 080,00	202	020	20
	Total Opération 90 - SCOT / PCAET	**84 562,50**	**33 079,50**	**44 895,00**	**6 588,00**	**44 895,00**			
91	Dispositif EBOO (HIS) pour la pose d'hélico de nuit à l'aérodrome	12 000,00			12 000,00		2158	410	21
91	Matériel informatique recyclé psychologue scolaire	400,00	291,10		108,90		21838	213	21
91	Syndicat Mixte Vol à Voile - Subvention toiture bâtiment Relais Solidarité	20 000,00	20 000,00		0,00		2041582	420	204
91	Acquisition maison jouxtant la Maison de Pays + Terrain	325 300,00	307 000,00		18 300,00		2115	410	21
91	Signalétique des sentiers labellisés (PR et GR)	5 000,00	2 332,67		2 667,33		2152	64	21
91	Divers pour la Gendarmerie (Luminaires, chauffe-eau ...)	14 000,00	3 766,09		10 233,91		21351	11	21
	Total Opération 91 - Opérations diverses	**376 700,00**	**333 389,86**	**0,00**	**43 310,14**	**0,00**			
92	AMO EV8	26 478,00	26 478,00		0,00		2031	64	20
92	Maîtrise d'œuvre globale pour les tronçons EV8 sur MONTAUROUX	144 000,00	5 872,80	98 453,26	39 673,94	98 453,26	2315	64	23
92	Frais de publication des marchés EV8	5 000,00	972,00		4 028,00		2033	64	20
92	Tronçons EV8 sur Montauroux - Relevés Topo	35 952,00	11 952,00	19 986,72	4 013,28	19 986,72	2315	64	23
92	Réalisation section EV8 (2 tranches)	3 600 000,00			3 600 000,00		2315	64	23
	Total Opération 92 - Mobilité	**3 811 430,00**	**45 274,80**	**118 439,98**	**3 647 715,22**	**118 439,98**			
95	Frais de publication	2 000,00			2 000,00		2033	4228	20
95	France 2030	0,00		2 003,26	-2 003,26	2 003,26	2051	4228	20
95	Matériel informatique	28 493,13	4 908,08	14 152,32	9 432,73	14 152,32	21838	4228	21
95	Mobilier	80 000,00		90 338,21	-10 338,21	90 338,21	21848	4228	21
95	Machines / Entretien + Structure extérieure enfants + cabane bois vélos	40 480,00			40 480,00		2158	4228	21
95	Vidéoprotection	7 700,00			7 700,00		21568	42280	21
95	Travaux, MO, CSPS, CT, Etudes	1 907 717,98	1 301 600,16	552 036,18	54 081,64	552 036,18	2313	4228	23
95	Avances marché de travaux	30 300,00	30 300,00		0,00		238	4228	23
95	Jardin Public	120 000,00		98 714,44	21 285,56	98 714,44	2315	4228	23
	Total Opé 95 - Maison Interco Petite Enfance et Famille	**2 216 691,11**	**1 336 808,24**	**757 244,41**	**122 638,46**	**757 244,41**			
96	Régularisation soulte versée en 2023 suite dissolution SMO PACA	38 139,00	38 139,00		0,00		2041583	57	204
	Total Opération 96 - VAR Très Haut Débit	**38 139,00**	**38 139,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**			
97	Travaux divers (Volets, portes tableaux électriques, peinture ...)	3 000,00			3 000,00	0,00	2313	64	23
	Total Opé 97 - Gite d'étape de Mons	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**	**3 000,00**	**0,00**			
98	Porte de garage / Lampe UV	5 400,00	5 214,00	1 092,00	-906,00	1 092,00	2158	325	21
98	Clôture du parking - Phase 1	9 114,00	9 113,75		0,25		2128	325	21
98	Clôture du parking - Phase 2 (Sécurisation du site)	7 997,00			7 997,00	0,00	2128	325	21
98	Bacs acier tri sélectif	5 400,00	4 915,74		484,26		2158	325	21
98	Bateau de compétition	21 600,00	21 600,00		0,00		21828	325	21
98	Travaux d'électricité pour mise en conformité	1 586,40	1 586,40		0,00		2313	325	23
98	Terrassement caniveaux devant garage 1 - Phase 1	5 358,00	5 358,00		0,00		2315	325	23
98	Terrassement zone de manœuvre - Phase 2	11 300,00			11 300,00	0,00	2315	325	23
	Total Opération 98 - Base d'aviron	**67 755,40**	**47 787,89**	**1 092,00**	**18 875,51**	**1 092,00**			

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Opé	Intitulé des programmes	Total Budget 2024	Réalisations 31/12/2024	Engagements	Disponible	RAR 2024	Imputation	Fonction	Chap
99	Signalétique des ZAE	34 536,00	4 536,00	40 867,20	-10 867,20	40 867,20	2152	60	21
99	Signalisation routière des voiries de ZAE	12 000,00			12 000,00		2152	60	21
99	Documents d'arpentage pour les acquisitions foncières (Divisions parcellaires)	7 000,00		3 900,00	3 100,00	3 900,00	2315	60	23
99	Contre allée Barrière-Fondurane DUP et achats de foncier	52 990,00		52 990,00	0,00	52 990,00	2112	60	21
99	Contre allée Barrière-Fondurane MO	103 340,40	6 741,50	97 530,84	-931,94	97 530,84	2315	60	23
99	Travaux de renouvellement des voiries et des fossés des ZAE	152 893,20	53 732,40		99 160,80		2315	60	23
	Total Opération 99 - Développement économique	**362 759,60**	**65 009,90**	**195 288,04**	**102 461,66**	**195 288,04**			
101	Réalisation de dalle béton et réseau pour abri vélo à Montauroux + Fayence	29 834,00	10 209,60	5 910,00	13 714,40	5 910,00	2315	515	23
101	Finalisation des équipements des pôles de Fayence et Montauroux	219 914,70	219 914,70		0,00		2188	515	21
	Total Opération 101 - Pôles intermodaux	**249 748,70**	**230 124,30**	**5 910,00**	**13 714,40**	**5 910,00**			
102	Achat d'un terrain pour les Gens du Voyage	200 000,00			200 000,00		2113	554	21
102	Etude pour la réalisation d'une aire de grand passage	14 664,00	14 664,00		0,00		2031	554	20
	Total Opération 102 - Gens du Voyage	**214 664,00**	**14 664,00**	**0,00**	**200 000,00**	**0,00**			
103	Subvention SMIAGE - travaux du barrage de Banégon et gué Siagne	104 048,00	104 048,00		0,00		2041582	735	204
	Total Opération 103 - GEMAPI	**104 048,00**	**104 048,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**			
104	Logiciel de réseau des médiathèques	30 547,01	16 718,88	10 828,15	2 999,98	10 828,15	2051	313	20
104	France 2030	0,00		4 317,37	-4 317,37	4 317,37	2051	313	20
104	Informatique Médiathèques	13 900,00	1 810,10	10 596,00	1 493,90	10 596,00	21838	313	21
	Total Opération 104 - MEDIATHEQUES	**44 447,01**	**18 528,98**	**25 741,52**	**176,51**	**25 741,52**			
105	Totems pour les 5 sites des Maisons de Santé en Pays de Fayence	8 474,40	8 474,40		0,00		21351	410	21
105	Travaux aménagement RDJ MDP pour le GAPS	13 400,00	12 160,56		1 239,44		2313	410	23
105	Création socles béton pour TOTEM 5 sites MSP	12 000,00			12 000,00		2315	410	23
105	Plaques signalétiques sites individuels MSP	3 600,00			3 600,00		2152	410	21
	Total Opération 105 - SANTE	**37 474,40**	**20 634,96**	**0,00**	**16 839,44**	**0,00**			
	Total des dépenses d'investissement	**11 948 433,00**	**5 483 124,84**	**1 462 765,69**	**5 002 542,47**	**1 462 765,69**			

Le montant des restes à réaliser 2024 du budget principal, en dépenses d'investissement, est arrêté à la somme de 1 462 765,69€ (Un million quatre-cent-soixante-deux mille sept-cent-soixante-cinq euros et soixante-neuf centimes).

Fait à Tourrettes le 02 janvier 2025

Le Président,
René UGO

Communauté de Communes du Pays de Fayence

Fréjus le 07/03/25
Husson Corine

SGC de l'Estérel 083110

Par délégation
Nathalie MIRANDON
Inspectrice Divisionnaire des Finances Publiques

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Communauté de communes Pays de Fayence

BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

CFU - RESTES A REALISER 2024

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Opé	Intitulé des programmes	Total budget 2024	Réalisations 31/12/2024	Engagements	Disponible	RAR 2024	Imputation	Fonction	Chap
000	Excédent de fonctionnement capitalisé	2 342 647,52	2 342 647,52		0,00		1068	01	10
000	Virement de la section de fonctionnement	1 963 535,00			1 963 535,00		021	01	021
000	Rachat de l'alarme intrusion de la MDP par le budget annexe de l'eau	3 000,00			3 000,00		024	01	024
000	FCTVA	653 927,82	514 038,85	139 888,00	0,97	139 888,00	10222	01	10
000	Amortissement des immobilisations	554 000,00	512 387,19		41 612,81		28	01	040
000	Sortie d'actif suite cession	0,00	3 790,32		-3 790,32		21318	01	040
000	Vente de parts sociales SEM d'E2S - Solde	17 258,45	17 258,45		0,00		266	01	26
000	Avance remboursable via SCIC ADONIS - Parcelle agricole	40 000,00			40 000,00		2745	6312	27
000	Fonds revolving d'intervention foncière (achat de parcelles) - CAR	200 000,00			200 000,00		2745	6312	27
000	Remboursement du budget annexe ZA Brovès suite vente lots	123 774,00			123 774,00		27638	01	27
000	Opérations pour compte de tiers - Solde	732,22	732,22		0,00		458205	732	45
000	Régularisation soulte versée en 2023 suite dissolution SMO PACA	38 139,00	38 139,00		0,00		2764	57	27
000	Reprise avance forfaitaire MIPEF	66 400,00	25 371,20		41 028,80		238	4228	041
000	Intégration dans l'actif des prises THD 2023 (Régularisation)	32 651,83	32 651,83		0,00		2764	57	041
000	Intégration dans l'actif des prises THD 2023 (Régularisation)	295 790,14	295 790,14		0,00		1318	57	041
000	Intégration dans l'actif des prises THD 2024 (Estimation)	32 651,83	32 651,83		0,00		2764	57	041
000	Intégration dans l'actif des prises THD 2024 (Estimation)	317 348,17	284 855,61		32 492,56		1318	57	041
000	Intégration frais d'études et insertions pour récupération TVA	60 000,00	33 884,00		26 116,00		2031/2033	01	041
	Total Opération 000 - Non affecté	**6 741 855,98**	**4 134 198,16**	**139 888,00**	**2 467 769,82**	**139 888,00**			
15	Subvention Etat - DETR	130 410,00	41 621,69	88 788,31	0,00	88 788,31	1321	020	13
15	Subvention CRET	24 296,40		24 296,40	0,00	24 296,40	1322	020	13
	Total Opération 15 - Maison de Pays	**154 706,40**	**41 621,69**	**113 084,71**	**0,00**	**113 084,71**			
17	Subvention France 2030 Cybersécurité	9 708,43			9 708,43		1311	020	13
	Total Opération 17 - Domaine de Tassy	**9 708,43**	**0,00**	**0,00**	**9 708,43**	**0,00**			
76	Subvention Etat PIDAF 2015 à 2019 (reste 2016/2017 + 2017/2018 + 2020/2021)	27 767,91	12 195,96	12 649,69	2 922,26	12 649,69	1321	18	13
76	Subvention FEADER PIDAF 2015 à 2019	31 312,73	13 752,86	14 264,54	3 295,33	14 264,54	13273	18	13
76	Subvention Département PIDAF 2015 à 2019	84 569,01	35 828,49	38 689,22	10 051,30	38 689,22	1323	18	13
76	Subvention Région PIDAF 2015 à 2019	158 264,71	94 648,22	68 967,73	-5 351,24	68 967,73	1322	18	13
76	Subvention Département - Etude révision PIDAF	19 065,60		19 065,60	0,00	19 065,60	1323	18	13
76	Subvention Département - Travaux programme 2023 (G32, G56, G527, H97 et I47)	29 760,00		29 760,00	0,00	29 760,00	1323	18	13
76	Subvention Région - Réactualisation PIDAF	19 066,00		19 066,00	0,00	19 066,00	1322	18	13
76	Subvention Région - Servitudes de passage	29 760,00		29 760,00	0,00	29 760,00	1322	18	13
	Total Opération 76 - PIDAF	**399 565,96**	**156 425,53**	**232 222,78**	**10 917,65**	**232 222,78**			

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-04-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Communauté de communes Pays de Fayence

Opé	Intitulé des programmes	Total Budget 2024	Réalisations 31/12/2024	Engagements	Disponible	RAR 2024	Imputation	Fonction	Chap
85	DETR 2021 pour le bâtiment modulaire	75 052,00	22 515,62	52 536,38	0,00	52 536,38	1321	322	13
	Total Opération 85 - Stade d'Athlétisme Tourrettes	**75 052,00**	**22 515,62**	**52 536,38**	**0,00**	**52 536,38**			
86	Subvention FAFA pour les Leds du Stade		20 000,00		-20 000,00		1328	322	13
	Total Opération 86 - Stade de foot de Fayence	**0,00**	**20 000,00**	**0,00**	**-20 000,00**	**0,00**			
89	Participation des concessionnaires pour l'électrification	128 530,00	14 025,00		114 505,00		1318	64	13
	Total Opération 89 - Lac de Saint Cassien	**128 530,00**	**14 025,00**	**0,00**	**114 505,00**	**0,00**			
91	Emprunt pour l'acquisition de la maison jouxtant la Maison de Pays	300 000,00	300 000,00		0,00		1641	410	16
	Total Opération 91 - Opérations diverses	**300 000,00**	**300 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**			
92	DSIL - Aménagement EV8	340 000,00	35 000,00		305 000,00		1321	020	13
92	Emprunt pour l'EV8	2 324 000,00			2 324 000,00		1641	020	16
	Total Opération 92 - Mobilité	**2 664 000,00**	**35 000,00**	**0,00**	**2 629 000,00**	**0,00**			
95	Subvention Région (CRET)	156 000,00		156 000,00	0,00	156 000,00	1322	4228	13
95	Subvention CAF "Lieu ressources"	360 000,00		360 000,00	0,00	360 000,00	1328	4228	13
95	Département du Var	250 000,00		250 000,00	0,00	250 000,00	1323	4228	13
95	Emprunt	250 000,00	250 000,00		0,00		1641	4228	16
	Total Opération 95 - MIPEF	**1 016 000,00**	**250 000,00**	**766 000,00**	**0,00**	**766 000,00**			
98	DSIL Etat Base d'aviron	63 390,60	63 390,60		0,00		1321	325	13
98	Subvention Agence Nationale du Sport	50 000,00	50 000,00		0,00		1321	325	13
	Total Opération 98 - Base d'aviron	**113 390,60**	**113 390,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**			
101	Subvention Etat - DSIL (Solde 95%)	53 816,61	53 816,61		0,00		1321	515	13
101	Subvention CRET - Création des pôles intermodaux	91 807,02		91 807,02	0,00	91 807,02	1322	515	13
	Total Opération 101 - Pôles Intermodaux	**145 623,63**	**53 816,61**	**91 807,02**	**0,00**	**91 807,02**			
102	Emprunt	200 000,00			200 000,00		1641	554	16
	Total Opération 102 - Gens du Voyage	**200 000,00**	**0,00**	**0,00**	**200 000,00**	**0,00**			
	Total recettes d'investissement	**11 948 433,00**	**5 140 993,21**	**1 395 538,89**	**5 411 900,90**	**1 395 538,89**			

Le montant des restes à réaliser 2024 du budget principal, en recettes d'investissement, est arrêté à la somme de 1 395 538,89€ (Un million trois-cent-quatre-vingt-quinze mille cinq-cent-trente-huit euros et quatre-vingt-neuf centimes).

Fait à Tourrettes le 02 janvier 2025

Le Président,
René UGO

Communauté de Communes du Pays de Fayence

Fréjus le 07/03/25
Husson Corine

SGC de l'Estérel 083110

Par délégation
Nathalie MIRANDON
Inspectrice Divisionnaire des Finances Publiques

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 22
Pouvoirs..... 7
Absents..... 1
Suffrages exprimés 30

DCC n° 240319/05

SÉANCE DU MERCREDI 19 MARS 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Maryvonne BLANC
Date de convocation : 12-03-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Claudette MARIET, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Bernard HENRY, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, René BOUCHARD, Philippe DURAND-TERRASSON, Jérôme SAILLET, François CAVALLIER
Absents excusés : Daniel MARIN (pouvoir à B. HENRY), Michèle PERRET (pouvoir à O. LEFEBVRE), M. REZK (pouvoir à F. CAVALLIER), Christian COULON (pouvoir à JY. HUET), Laurence BERNARD (pourvoir à MJ. MANKAÏ), Aurélie COURANT (pouvoir à C. BOUGE), Loïs FAUR (pouvoir à J. SAILLET), René UGO

BUDGET ANNEXE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS
APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2024

L'article 242 de la loi de finances 2019 (modifié par l'article 137 de la loi de finances 2021) a prévu l'expérimentation du Compte Financier Unique. Ce CFU se substitue, dans une démarche de simplification, au compte administratif établi par l'ordonnateur et au compte de gestion réalisé par le comptable.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

CONSIDÉRANT que M. René UGO, Président, s'est retiré et que M. Jean-Yves HUET, Vice-Président délégué aux finances, a été désigné par le Conseil communautaire pour assurer la présidence pour le vote du Compte Financier Unique du budget annexe des déchets ménagers et assimilés de l'exercice 2024 dressé par l'ordonnateur et le comptable,

APRÈS s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré et l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024, y compris celles relatives à la journée complémentaire, ainsi que les valeurs inactives,

APRÈS EN AVOIR DELIBÉRÉ, À LA MAJORITÉ (3 VOIX CONTRE M. ORFÉO – J. SAILLET – L. FAUR) :

- **LUI DONNE ACTE** de la présentation faite du Compte Financier Unique, lequel peut se résumer ainsi :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Libellés	Investissement		Fonctionnement		Ensemble	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
COMPTE ADMINISTRATIF						
Résultats reportés (19/03/2024)		197 452.50		714 068.90		911 521.40
Résultats affectés						
Opérations de l'exercice	2 899 825.05	2 290 472.00	9 188 671.14	8 918 213.15	12 088 496.19	11 208 685.15
TOTAUX	2 899 825.05	2 487 924.50	9 188 671.14	9 632 282.05	12 088 496.19	12 120 206.55
Résultats de clôture	**411 900.55**			443 610.91		31 710.36
Restes à réaliser	303 840.96	760 692.32			303 840.96	760 692.32
TOTAUX CUMULES	3 203 666.01	3 248 616.82	9 188 671.14	9 632 282.05	12 392 337.15	12 880 898.87
RESULTATS DEFINITIFS		**44 950.81**		**443 610.91**		**488 561.72**

- **RECONNAÎT** la sincérité des restes à réaliser en dépenses et recettes d'investissement,
- **DÉCLARE** que le Compte Financier Unique dressé pour l'exercice 2024 par l'ordonnateur et le comptable, visé et certifié conforme par ces deux instances, n'appelle ni observation ni réserve de sa part,
- **VOTE ET ARRÊTE** les résultats définitifs du Compte Financier Unique tels que résumés ci-dessus.

Tourrettes, le 20 mars 2025

Maryvonne BLANC
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus : COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS DE FAYENCE (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL

Numéro SIRET : 20000480200027

POSTE COMPTABLE : SCG DE L'ESTEREL

M. 57

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES (3)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B1 - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 5
B2 - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 6
B3.1 - Liste des organismes de regroupement 7
B3.2 - Liste des établissements publics créés 8
B3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 9
C1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 10
C2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 11
D - Bilan synthétique 12
E - Compte de résultat synthétique 13
F - Taux des contributions et produits afférents en N 15

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 16

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'investissement 17
A1.2 - Recettes d'investissement 18
A2.1 - Dépenses de fonctionnement 19
A2.2 - Recettes de fonctionnement 20

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'investissement 21
B2 - Recettes d'investissement 24
C1 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 26
D1 - Dépenses de fonctionnement 28
D2 - Recettes de fonctionnement 32

III - Etats financiers

A - Bilan 34
B - Compte de résultat 38
C - Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables) 41
D - Balance des comptes 42

IV - Etats annexés

A - Présentation croisée et agrégée

A1 - Présentation croisée, section d'investissement - Vue d'ensemble 59
A2 - Présentation croisée, section de fonctionnement - Vue d'ensemble 61
A3 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 63

B - Etats annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 65
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 66
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 71
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 73
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement 75
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 76
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 77
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 78
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes 79
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 80
B3 - Etat des provisions Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées 82
B5 - Détail des opérations pour comptes de tiers 83
B6 - Prêts 84
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 85
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 86
B7.3 - Etat des emprunts garantis Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés Sans Objet

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200040402-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

B7.2 - Autres engagements reçus Sans Objet
B8 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions Sans Objet
B9 - Etat du personnel 87
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 91
B11.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
B11.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet

C - Etats annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 92
C1.2- Equilibre budgétaire - Dépenses 94
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 95
C2.1 - Situation des AP 97
C2.2 - Situation des AE 98
C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 99
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction 105

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 110
D2 - Gestion des fonds européens Sans Objet
D3 - Actions de formation des élus Sans Objet
D4 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes Sans Objet
D5 - Identification des flux croisés 111
D6.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement Sans Objet
D6.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement Sans Objet
D7.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1) Sans Objet
D7.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
D8.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse Sans Objet
D8.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail Sans Objet
E - État des Contrôles du Compte Financier Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 112

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;
les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

Accusé de réception préfecture
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	0

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	0.00

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	0.00
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	0.00
3	Dépenses d'équipement brut / population	0.00
4	Encours de dette / population (2)(3)	0.00
5	DGF / population	0.00
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	0.00
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	0.00
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	0.00
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	3 720 297,50	8 879 102,10	12 599 399,60
	Recettes réalisées (1)	B	2 290 472,00	8 918 213,15	11 208 685,15
	Restes à réaliser	C	760 692,32	0,00	760 692,32
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	3 917 750,00	9 593 171,00	13 510 921,00
	Dépenses réalisées (1)	E	2 899 825,05	9 188 671,14	12 088 496,19
	Restes à réaliser	F	303 840,96	0,00	303 840,96
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	-609 353,05	-270 457,99	-879 811,04
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	197 452,50	714 068,90	911 521,40
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	-411 900,55	443 610,91	31 710,36
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	456 851,36	0,00	456 851,36
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	44 950,81	443 610,91	488 561,72

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
OM COLL TRAITMT-CC PAYS FAYENC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	197 452,50	0,00	-609 353,05	0,00	-411 900,55
Fonctionnement	714 068,90	0,00	-270 457,99	0,00	443 610,91
Sous-Total	911 521,40	0,00	-879 811,04	0,00	31 710,36
TOTAL II	**911 521,40**	**0,00**	**-879 811,04**	**0,00**	**31 710,36**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL III	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL I + II + III	**911 521,40**	**0,00**	**-879 811,04**	**0,00**	**31 710,36**

récupération d'amortissements antérieurs non comptabilisés

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE	B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS	B3.2

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	303 840,96
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)		18 635,64
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		186 247,78
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		98 957,54
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL	(III)	**760 692,32**
018	**RSA**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**154 010,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (3)**	**606 682,32**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**0,00**
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL	(IV)	**0,00**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations (4)**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante (4)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges (4)**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques (4)**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

I

Bilan synthétique (en milliers d'euros)

D

ACTIF NET (1)	Total
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**
Subventions d'investissement versées	0,00
Autres immobilisations incorporelles	11,21
Immobilisations corporelles (nettes)	**0,00**
Terrains	169,06
Constructions	4 393,75
Réseaux et installations de voirie	89,15
Réseaux divers	0,00
Installations techniques, agencements et matériel	3 513,13
Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00
Autres	1 074,35
Immobilisations corporelles en cours	**0,00**
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	**0,00**
Immobilisations financières (nettes)	**724,51**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**9 975,15**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**
Stocks	0,00
Créances	532,82
Charges constatées d'avance	0,00
Trésorerie	870,96
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**1 403,78**
Comptes de régularisation (III)	0,00
Écarts de conversion actif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**11 378,93**

FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
FONDS PROPRES	**0,00**
Apports et subventions d'investissement	2 497,29
Neutralisations et régularisations	50,10
Réserves	4 479,09
Report à nouveau	714,07
Résultat de l'exercice	-270,46
Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	0,00
TOTAL FONDS PROPRES (I)	**7 470,09**
PASSIF	**0,00**
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)	**65,00**
DETTES FINANCIÈRES	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00
Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	2 550,73
Dettes financières et autres emprunts	0,00
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)	**2 550,73**
DETTES NON FINANCIÈRES	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 292,29
Autres dettes non financières	0,82
Produits constatés d'avance	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)	**1 293,12**
TOTAL TRÉSORERIE (4)	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)	**3 908,84**
Comptes de régularisation (III)	0,00
Écarts de conversion passif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**11 378,93**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros) — E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état	2,85	1,33
Participations	705,12	671,84
Compensations, autres attributions et autres participations	0,00	0,00
Dons et legs	0,00	0,00
Impôts et taxes	7 583,92	7 246,85
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services	462,38	445,77
Produits des cessions d'actifs	10,00	0,00
Autres produits de gestion	54,49	10,83
Production stockée et immobilisée	8,24	9,41
AUTRES PRODUITS	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	5,20	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif	9,20	9,70
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**8 841,39**	**8 395,72**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes	5 960,31	5 705,14
Charges de personnel	2 358,26	2 077,48
Indemnités des élus (et membres du CESR)	0,00	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	24,41	48,44
Impôts et taxes	45,07	33,01
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	709,15	685,28
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	7,37	0,00
Neutralisation des dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession	2,63	0,00
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**9 107,19**	**8 549,35**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros) — E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES D'INTERVENTION	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre	7,90	5,00
Autres charges	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**7,90**	**5,00**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**-273,70**	**-158,63**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**54,76**	**0,00**
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**51,52**	**35,39**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**3,24**	**-35,39**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**-270,46**	**-194,02**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N — F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL				**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- avec (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

Accusé de réception en préfecture
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE

II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	35 336,40	14 476,59	40,97	18 635,64
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	3 162 740,47	2 545 276,38	80,48	186 247,78
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	465 130,48	124 486,82	26,76	98 957,54
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**3 663 207,35**	**2 684 239,79**	**73,28**	**303 840,96**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	209 117,65	192 314,57	91,96	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**209 117,65**	**192 314,57**	**91,96**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**3 872 325,00**	**2 876 554,36**	**74,28**	**303 840,96**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*25 425,00*	*17 438,69*	*68,59*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*20 000,00*	*5 832,00*	*29,16*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**45 425,00**	**23 270,69**	**51,23**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**3 917 750,00**	**2 899 825,05**	**74,02**	**303 840,96**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**0,00**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**3 917 750,00**	**2 899 825,05**		**303 840,96**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	939 570,00	97 777,48	10,41	606 682,32
16	Emprunts et dettes assimilées	1 400 000,00	1 280 000,00	91,43	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	406 727,50	252 716,89	62,13	154 010,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	10 000,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**2 756 297,50**	**1 630 494,37**	**59,16**	**760 692,32**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*250 000,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*694 000,00*	*654 145,63*	*94,26*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*20 000,00*	*5 832,00*	*29,16*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**964 000,00**	**659 977,63**	**68,46**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**3 720 297,50**	**2 290 472,00**	**61,57**	**760 692,32**
001 Solde d'exécution positif reporté		**197 452,50**			
Total des recettes de la section d'investissement		**3 917 750,00**	**2 290 472,00**		**760 692,32**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

Accusé de réception préfecture
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	5 778 769,36	5 212 344,32	539 620,33	5 751 964,65	99,54	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	2 668 309,00	2 633 601,79	135,00	2 633 736,79	98,70	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	67 200,00	26 047,39	2 892,60	28 939,99	43,07	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**8 514 278,36**	**7 871 993,50**	**542 647,93**	**8 414 641,43**	**98,83**	**0,00**
66	Charges financières	59 892,64	51 518,08	0,00	51 518,08	86,02	0,00
67	Charges spécifiques	10 000,00	3 366,00	0,00	3 366,00	33,66	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	65 000,00	65 000,00	0,00	65 000,00	100,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**8 649 171,00**	**7 991 877,58**	**542 647,93**	**8 534 525,51**	**98,67**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*250 000,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*694 000,00*	*654 145,63*	*0,00*	*654 145,63*	*94,26*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**944 000,00**	**654 145,63**	**0,00**	**654 145,63**	**69,30**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**9 593 171,00**	**8 646 023,21**	**542 647,93**	**9 188 671,14**	**95,78**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**9 593 171,00**	**8 646 023,21**	**542 647,93**	**9 188 671,14**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE

II

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
013	Atténuations de charges	20 973,05	22 062,78	0,00	22 062,78	105,20	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	456 363,00	277 035,97	185 340,00	462 375,97	101,32	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	7 522 737,00	7 583 924,00	0,00	7 583 924,00	100,81	0,00
74	Dotations et participations	679 182,00	408 732,65	299 234,95	707 967,60	104,24	0,00
75	Autres produits de gestion courante	49 469,05	54 442,63	0,00	54 442,63	110,05	0,00
Total des recettes de gestion des services		**8 728 724,10**	**8 346 198,03**	**484 574,95**	**8 830 772,98**	**101,17**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	10 048,31	0,00	10 048,31	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	124 953,00	59 953,17	0,00	59 953,17	47,98	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**8 853 677,10**	**8 416 199,51**	**484 574,95**	**8 900 774,46**	**100,53**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*25 425,00*	*17 438,69*	*0,00*	*17 438,69*	*68,59*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**25 425,00**	**17 438,69**	**0,00**	**17 438,69**	**68,59**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**8 879 102,10**	**8 433 638,20**	**484 574,95**	**8 918 213,15**	**100,44**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**714 068,90**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**9 593 171,00**	**8 433 638,20**	**484 574,95**	**8 918 213,15**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses d'investissement - Vue détaillée — B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	2 592,00	0,00	2 592,00	0,00
2051	Concessions et droits similaires	0,00	11 884,59	0,00	11 884,59	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	35 336,40	14 476,59	0,00	14 476,59	20 859,81
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	0,00	4 193,28	0,00	4 193,28	0,00
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	0,00	1 887 405,28	0,00	1 887 405,28	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	605 287,42	0,00	605 287,42	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	17 103,94	0,00	17 103,94	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	2 720,04	0,00	2 720,04	0,00
2188	Autres	0,00	28 566,42	0,00	28 566,42	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	3 162 740,47	2 545 276,38	0,00	2 545 276,38	617 464,09
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	106 848,44	0,00	106 848,44	0,00
2315	Installations, matériel et outillage techniques	0,00	17 638,38	0,00	17 638,38	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	465 130,48	124 486,82	0,00	124 486,82	340 643,66
Total des dépenses d'équipement		**3 663 207,35**	**2 684 239,79**	**0,00**	**2 684 239,79**	**978 967,56**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	192 314,57	0,00	192 314,57	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	209 117,65	192 314,57	0,00	192 314,57	16 803,08
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses d'investissement - Vue détaillée — B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**209 117,65**	**192 314,57**	**0,00**	**192 314,57**	**16 803,08**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**3 872 325,00**	**2 876 554,36**	**0,00**	**2 876 554,36**	**995 770,64**
13911	*État et établissements nationaux*	*0,00*	*3 996,00*	*0,00*	*3 996,00*	*0,00*
13912	*Régions*	*0,00*	*781,00*	*0,00*	*781,00*	*0,00*
13913	*Départements*	*0,00*	*2 843,00*	*1,00*	*2 842,00*	*0,00*
139172	*FEDER*	*0,00*	*300,00*	*0,00*	*300,00*	*0,00*
139178	*Autres fonds européens*	*0,00*	*1 282,00*	*0,00*	*1 282,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*0,00*	*8 237,69*	*0,00*	*8 237,69*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*25 425,00*	*17 439,69*	*1,00*	*17 438,69*	*7 986,31*
2158	*Autres installations, matériel et outillage techniques*	*0,00*	*4 644,00*	*0,00*	*4 644,00*	*0,00*
21828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*1 188,00*	*0,00*	*1 188,00*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*20 000,00*	*5 832,00*	*0,00*	*5 832,00*	*14 168,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***45 425,00***	***23 271,69***	***1,00***	***23 270,69***	***22 154,31***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**3 917 750,00**	**2 899 826,05**	**1,00**	**2 899 825,05**	**1 017 924,95**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'investissement		**3 917 750,00**	**2 899 826,05**	**1,00**	**2 899 825,05**	**1 017 924,95**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Recettes d'investissement - Vue détaillée — B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1311	État et établissements nationaux	0,00	87 203,98	0,00	87 203,98	0,00
1312	Régions	0,00	10 573,50	0,00	10 573,50	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	939 570,00	97 777,48	0,00	97 777,48	841 792,52
1641	Emprunts en euros	0,00	1 280 000,00	0,00	1 280 000,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	1 400 000,00	1 280 000,00	0,00	1 280 000,00	120 000,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	F.C.T.V.A.	0,00	252 716,89	0,00	252 716,89	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	406 727,50	252 716,89	0,00	252 716,89	154 010,61
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**2 746 297,50**	**1 630 494,37**	**0,00**	**1 630 494,37**	**1 115 803,13**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*250 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations*	*0,00*	*2 628,00*	*0,00*	*2 628,00*	*0,00*
2188	*Autres*	*0,00*	*7 372,00*	*0,00*	*7 372,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*137,68*	*0,00*	*137,68*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*172,00*	*0,00*	*172,00*	*0,00*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Recettes d'investissement - Vue détaillée — B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
2805	*Concessions et droits similaires, brevets, licences, droits et valeurs similaires*	*0,00*	*10 351,00*	*0,00*	*10 351,00*	*0,00*
28128	*Autres agencements et aménagements*	*0,00*	*487,00*	*0,00*	*487,00*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*0,00*	*483,00*	*0,00*	*483,00*	*0,00*
281568	*Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile*	*0,00*	*1 012,60*	*0,00*	*1 012,60*	*0,00*
28158	*Autres installations, matériel et outillage techniques*	*0,00*	*376 917,08*	*1 209,00*	*375 708,08*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*218 411,72*	*0,00*	*218 411,72*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*0,00*	*22 131,88*	*0,00*	*22 131,88*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*	*1 354,92*	*0,00*	*1 354,92*	*0,00*
28188	*Autres*	*0,00*	*13 895,75*	*0,00*	*13 895,75*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*704 000,00*	*655 354,63*	*1 209,00*	*654 145,63*	*49 854,37*
2033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*5 832,00*	*0,00*	*5 832,00*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*20 000,00*	*5 832,00*	*0,00*	*5 832,00*	*14 168,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		***974 000,00***	***661 186,63***	***1 209,00***	***659 977,63***	***314 022,37***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**3 720 297,50**	**2 291 681,00**	**1 209,00**	**2 290 472,00**	**1 429 825,50**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**197 452,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'investissement		**3 917 750,00**	**2 291 681,00**	**1 209,00**	**2 290 472,00**	**1 627 278,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 80(1)
LIBELLE : ORDURES MENAGERES

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 213 851,39**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 755,28**
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00		0,00	2 160,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00		0,00	4 595,28
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**205 290,11**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00		0,00	42 711,71
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00		0,00	162 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00		0,00	578,40
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 806,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00		0,00	1 806,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 175 235,62**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**175 235,62**
13178	Autres fonds européens	0,00	0,00		0,00	175 235,62
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	**C - A**	**0,00**	**D - B**	**-38 615,77**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée — D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
60611	Eau et assainissement	0,00	7 183,90	53,54	7 130,36	0,00
60612	Énergie - Électricité	0,00	34 909,53	4 561,50	30 348,03	0,00
60622	Carburants	0,00	180 082,70	9 601,88	170 480,82	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	4 800,04	2 118,96	2 681,08	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	92 705,75	271,20	92 434,55	0,00
60636	Habillement et Vêtements de travail	0,00	8 741,30	1 396,69	7 344,61	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	1 716,58	0,00	1 716,58	0,00
6068	Autres matières et fournitures.	0,00	566,48	0,00	566,48	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	4 890 592,13	532 732,07	4 357 860,06	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	3 070,60	236,20	2 834,40	0,00
61358	Autres	0,00	18 715,91	3 228,35	15 487,56	0,00
615221	Bâtiments publics	0,00	2 776,80	0,00	2 776,80	0,00
61551	Matériel roulant	0,00	263 009,00	29 827,16	233 181,84	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	23 765,17	2 722,66	21 042,51	0,00
6156	Maintenance	0,00	22 601,36	732,03	21 869,33	0,00
6161	Multirisques	0,00	43 007,76	0,00	43 007,76	0,00
617	Études et recherches	0,00	90 216,48	6 936,00	83 280,48	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	6 931,76	540,00	6 391,76	0,00
62268	Autres honoraires, conseils...	0,00	26 551,00	5 040,00	21 511,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	18 120,00	0,00	18 120,00	0,00
6228	Divers	0,00	1 857,50	0,00	1 857,50	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	2 592,00	0,00	2 592,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	24 105,94	8 531,42	15 574,52	0,00
6234	Réceptions	0,00	394,82	394,82	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	132 380,95	24 909,52	107 471,43	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée — D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6247	Transports collectifs du personnel	0,00	415,00	0,00	415,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	6 074,58	0,00	6 074,58	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	5 354,48	741,71	4 612,77	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	3 627,19	259,43	3 367,76	0,00
627	Services bancaires et assimilés.	0,00	80,20	0,00	80,20	0,00
6281	Concours divers (cotisations...)	0,00	2 665,36	0,00	2 665,36	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	15 554,60	1 188,05	14 366,55	0,00
62871	A la collectivité de rattachement 4	0,00	369 752,61	0,00	369 752,61	0,00
62878	A des tiers	0,00	75 302,00	0,00	75 302,00	0,00
6288	Autres	0,00	4 268,00	0,00	4 268,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	26,00	0,00	26,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	2 694,76	0,00	2 694,76	0,00
637	Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)	0,00	777,60	0,00	777,60	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	5 778 769,36	6 387 987,84	636 023,19	5 751 964,65	26 804,71
6216	Personnel affecté par le GFP de rattachement	0,00	211 840,13	0,00	211 840,13	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	6 773,40	0,00	6 773,40	0,00
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territoriale	0,00	34 801,21	0,00	34 801,21	0,00
64111	Rémunération principale	0,00	1 003 861,84	0,00	1 003 861,84	0,00
64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	0,00	16 999,46	0,00	16 999,46	0,00
64113	NBI	0,00	7 567,81	0,00	7 567,81	0,00
64118	Autres indemnités.	0,00	343 439,49	0,00	343 439,49	0,00
64131	Rémunérations	0,00	345 808,75	0,00	345 808,75	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	251 405,83	0,00	251 405,83	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	344 844,32	0,00	344 844,32	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée — D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	0,00	13 923,26	0,00	13 923,26	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	32 152,36	0,00	32 152,36	0,00
6456	Versement au F.N.C du supplément familial	0,00	3 082,31	0,00	3 082,31	0,00
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux.	0,00	16 817,62	0,00	16 817,62	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	419,00	0,00	419,00	0,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	2 668 309,00	2 633 736,79	0,00	2 633 736,79	34 572,21
total chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	142,42	0,00	142,42	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	905,90	0,00	905,90	0,00
65748	Autres personnes de droit privé	0,00	7 900,00	0,00	7 900,00	0,00
65811	Droits d'utilisation - informatique en nuage	0,00	9 429,41	5 910,03	3 519,38	0,00
65818	Autres	0,00	16 362,60	0,00	16 362,60	0,00
65888	Autres	0,00	109,69	0,00	109,69	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	67 200,00	34 850,02	5 910,03	28 939,99	38 260,01
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**8 514 278,36**	**9 056 574,65**	**641 933,22**	**8 414 641,43**	**99 636,93**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	44 878,74	0,00	44 878,74	0,00
66112	Intérêts - rattachement des ICNE	0,00	13 954,85	7 315,51	6 639,34	0,00
total chapitre 66	Charges financières	59 892,64	58 833,59	7 315,51	51 518,08	8 374,56
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	3 366,00	0,00	3 366,00	0,00
total chapitre 67	Charges spécifiques	10 000,00	3 366,00	0,00	3 366,00	6 634,00
6815	Dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement	0,00	65 000,00	0,00	65 000,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée — D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 68	Dotations aux provisions	65 000,00	65 000,00	0,00	65 000,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**8 649 171,00**	**9 183 774,24**	**649 248,73**	**8 534 525,51**	**114 645,49**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*250 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
675	*Valeurs comptables des immobilisations cédées*	*0,00*	*7 372,00*	*0,00*	*7 372,00*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement*	*0,00*	*2 628,00*	*0,00*	*2 628,00*	*0,00*
6811	*Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles*	*0,00*	*645 354,63*	*1 209,00*	*644 145,63*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*704 000,00*	*655 354,63*	*1 209,00*	*654 145,63*	*49 854,37*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***954 000,00***	***655 354,63***	***1 209,00***	***654 145,63***	***299 854,37***
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**9 603 171,00**	**9 839 128,87**	**650 457,73**	**9 188 671,14**	**414 499,86**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**9 603 171,00**	**9 839 128,87**	**650 457,73**	**9 188 671,14**	**414 499,86**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Recettes de fonctionnement - Vue détaillée — D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	0,00	22 062,78	0,00	22 062,78	0,00
total chapitre 013	Atténuations de charges	20 973,05	22 062,78	0,00	22 062,78	-1 089,73
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70612	Redevance spéciale d'enlèvement des ordures	0,00	113 742,10	25 870,00	87 872,10	0,00
706888	Autres	0,00	253 140,25	87 172,40	165 967,85	0,00
7078	Autres marchandises	0,00	238 388,55	29 852,53	208 536,02	0,00
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	456 363,00	605 270,90	142 894,93	462 375,97	-6 012,97
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73118	Autres contributions directes	0,00	6 136,00	0,00	6 136,00	0,00
73133	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères et assimilées	0,00	7 577 788,00	0,00	7 577 788,00	0,00
total chapitre 731	Fiscalité locale	7 522 737,00	7 583 924,00	0,00	7 583 924,00	-61 187,00
744	FCTVA	0,00	2 928,79	77,00	2 851,79	0,00
747888	Autres	0,00	1 067 401,24	362 285,43	705 115,81	0,00
total chapitre 74	Dotations et participations	679 182,00	1 070 330,03	362 362,43	707 967,60	-28 785,60
75888	Autres	0,00	54 442,63	0,00	54 442,63	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	49 469,05	54 442,63	0,00	54 442,63	-4 973,58
Total des recettes de gestion des services		**8 728 724,10**	**9 336 030,34**	**505 257,36**	**8 830 772,98**	**-102 048,88**
total chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	0,00	48,31	0,00	48,31	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00
total chapitre 77	Produits spécifiques	10 000,00	10 048,31	0,00	10 048,31	-48,31
7817	Reprises sur dépréciations des actifs circulants.	0,00	5 196,00	0,00	5 196,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Recettes de fonctionnement - Vue détaillée — D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
7865	Reprises sur provisions pour risques et charges financiers	0,00	54 757,17	0,00	54 757,17	0,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions	124 953,00	59 953,17	0,00	59 953,17	64 999,83
Total des recettes réelles et mixtes		**8 863 677,10**	**9 406 031,82**	**505 257,36**	**8 900 774,46**	**-37 097,36**
722	*Immobilisations corporelles*	*0,00*	*8 237,69*	*0,00*	*8 237,69*	*0,00*
777	*Recettes et quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat*	*0,00*	*9 202,00*	*1,00*	*9 201,00*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*25 425,00*	*17 439,69*	*1,00*	*17 438,69*	*7 986,31*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***25 425,00***	***17 439,69***	***1,00***	***17 438,69***	***7 986,31***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**8 889 102,10**	**9 423 471,51**	**505 258,36**	**8 918 213,15**	**-29 111,05**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**714 068,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section de fonctionnement		**9 603 171,00**	**9 423 471,51**	**505 258,36**	**8 918 213,15**	**684 957,85**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Bilan (en euros) — A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'investissement versées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles		19 576,51	8 365,72	11 210,79	13 226,88
Immobilisations incorporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains		174 418,23	5 357,00	169 061,23	169 548,23
Constructions		4 395 879,48	2 134,00	4 393 745,48	4 279 142,35
Réseaux et installations de voirie		89 146,28	0,00	89 146,28	59 591,90
Réseaux divers		0,00	0,00	0,00	0,00
Installations techniques, agencements et matériel		4 943 612,10	1 430 480,42	3 513 131,68	1 993 609,80
Immobilisations mises en concessions ou affermées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres		1 777 131,94	702 784,51	1 074 347,43	682 570,03
Immobilisations corporelles en cours		0,00	0,00	0,00	11 916,00
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		724 509,56	0,00	724 509,56	724 509,56
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**12 124 274,10**	**2 149 121,65**	**9 975 152,45**	**7 934 114,75**
ACTIF CIRCULANT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
STOCKS		0,00	0,00	0,00	0,00
CRÉANCES		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		299 234,95	0,00	299 234,95	362 362,43
Créances sur les redevables et comptes rattachés		234 121,72	3 107,00	231 014,72	223 186,10
Avances et acomptes versés par la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur budgets annexes		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les autres débiteurs		2 566,29	0,00	2 566,29	2 186,16
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE		0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Bilan (en euros) — A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**535 922,96**	**3 107,00**	**532 815,96**	**587 734,69**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00
DISPONIBILITÉS		870 964,52	0,00	870 964,52	1 619 393,73
AUTRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**870 964,52**	**0,00**	**870 964,52**	**1 619 393,73**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		0,00	0,00	0,00	0,00
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**13 531 161,58**	**2 152 228,65**	**11 378 932,93**	**10 141 243,17**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Bilan (en euros) — A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		**0,00**	**0,00**
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ		0,00	0,00
Dotations		0,00	0,00
Fonds globalisés		1 740 136,85	1 487 419,96
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00
Rattachées à un actif amortissable		233 085,60	144 509,12
Rattachées à un actif non amortissable		524 064,34	524 064,34
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		50 104,57	47 476,57
RÉSERVES		4 479 088,09	4 479 010,24
REPORT A NOUVEAU		714 068,90	908 089,22
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		-270 457,99	-194 020,32
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT		0,00	0,00
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		0,00	0,00
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**7 470 090,36**	**7 396 549,13**
PASSIF		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES		65 000,00	54 757,17
PROVISIONS POUR CHARGES		0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		**65 000,00**	**54 757,17**
DETTES FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		0,00	0,00
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		2 550 727,30	1 456 402,53
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		0,00	0,00
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**2 550 727,30**	**1 456 402,53**
DETTES NON FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 292 293,33	1 069 700,92
Dettes fiscales et sociales		0,00	0,00
Avances et acomptes reçus		0,00	0,00
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Bilan (en euros) — A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité		0,00	0,00
Dettes sur budgets annexes		0,00	0,00
Autres dettes non financières		821,94	139 667,51
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		0,00	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**1 293 115,27**	**1 209 368,43**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE		0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (4)		**0,00**	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**3 908 842,57**	**2 720 528,13**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		0,00	24 165,91
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)		0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**11 378 932,93**	**10 141 243,17**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Compte de résultat (en euros) — B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état		2 851,79	1 325,20	1 526,59
Participations		705 115,81	671 840,49	33 275,32
Compensations, autres attributions et autres participations		0,00	0,00	0,00
Dons et legs		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		7 583 924,00	7 246 851,00	337 073,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services		462 375,97	445 771,56	16 604,41
Produits des cessions d'actifs		10 000,00	0,00	10 000,00
Autres produits de gestion		54 490,94	10 828,60	43 662,34
Production stockée et immobilisée		8 237,69	9 406,28	-1 168,59
AUTRES PRODUITS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		5 196,00	0,00	5 196,00
Reprises du financement rattaché à un actif		9 201,00	9 700,00	-499,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**8 841 393,20**	**8 395 723,13**	**445 670,07**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes		5 960 306,42	5 705 142,33	255 164,09
Charges de personnel		2 358 259,27	2 077 480,52	280 778,75
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*1 695 614,57*	*1 487 171,61*	*208 442,96*
Dont charges sociales		*662 644,70*	*590 308,91*	*72 335,79*
Indemnités des élus (et membres du CESR)		0,00	0,00	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		24 405,99	48 439,77	-24 033,78
Impôts et taxes		45 072,97	33 011,20	12 061,77
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		709 145,63	685 279,25	23 866,38
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		7 372,00	0,00	7 372,00
Neutralisation des dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Compte de résultat (en euros) — B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des plus-values de cession		2 628,00	0,00	2 628,00
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**9 107 190,28**	**8 549 353,07**	**557 837,21**
CHARGES D'INTERVENTION		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre		7 900,00	5 000,00	2 900,00
Dont ménages		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont personnes morales de droit privé		*7 900,00*	*5 000,00*	*2 900,00*
Dont collectivités territoriales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont autres organismes publics		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont établissements d'enseignement		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité		0,00	0,00	0,00
Autres charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**7 900,00**	**5 000,00**	**2 900,00**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**-273 697,08**	**-158 629,94**	**-115 067,14**
PRODUITS FINANCIERS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Produits des participations et des prêts		0,00	0,00	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres produits financiers		0,00	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges		54 757,17	0,00	54 757,17
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**54 757,17**	**0,00**	**54 757,17**
CHARGES FINANCIERES		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges d'intérêts		51 518,08	35 390,38	16 127,70
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres charges financières		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**51 518,08**	**35 390,38**	**16 127,70**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**3 239,09**	**-35 390,38**	**38 629,47**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**-270 457,99**	**-194 020,32**	**-76 437,67**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
10222	F.C.T.V.A.	0,00	1 487 419,96	0,00	0,00	0,00	252 716,89	0,00	1 740 136,85	0,00	1 740 136,85
	Sous Total compte 1022	**0,00**	**1 487 419,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**252 716,89**	**0,00**	**1 740 136,85**	**0,00**	**1 740 136,85**
	Sous Total compte 102	**0,00**	**1 487 419,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**252 716,89**	**0,00**	**1 740 136,85**	**0,00**	**1 740 136,85**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	4 479 010,24	0,00	77,85	0,00	0,00	0,00	4 479 088,09	0,00	4 479 088,09
	Sous Total compte 106	**0,00**	**4 479 010,24**	**0,00**	**77,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 479 088,09**	**0,00**	**4 479 088,09**
	Sous Total compte 10	**0,00**	**5 966 430,20**	**0,00**	**77,85**	**0,00**	**252 716,89**	**0,00**	**6 219 224,94**	**0,00**	**6 219 224,94**
110	Report à nouveau (solde créditeur)	0,00	908 089,22	194 020,32	0,00	0,00	0,00	194 020,32	908 089,22	0,00	714 068,90
	Sous Total compte 11	**0,00**	**908 089,22**	**194 020,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**194 020,32**	**908 089,22**	**0,00**	**714 068,90**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou	194 020,32	0,00	0,00	194 020,32	0,00	0,00	194 020,32	194 020,32	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**194 020,32**	**0,00**	**0,00**	**194 020,32**	**0,00**	**0,00**	**194 020,32**	**194 020,32**	**0,00**	**0,00**
1311	État et établissements nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87 203,98	0,00	87 203,98	0,00	87 203,98
1312	Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 573,50	0,00	10 573,50	0,00	10 573,50
1313	Départements	0,00	28 431,50	20 976,00	0,00	0,00	0,00	20 976,00	28 431,50	0,00	7 455,50
13172	FEDER	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
13178	Autres fonds européens	0,00	140 235,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 235,62	0,00	140 235,62
	Sous Total compte 1317	**0,00**	**143 235,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**143 235,62**	**0,00**	**143 235,62**
	Sous Total compte 131	**0,00**	**171 667,12**	**20 976,00**	**0,00**	**0,00**	**97 777,48**	**20 976,00**	**269 444,60**	**0,00**	**248 468,60**
1321	État et établissements nationaux	0,00	33 544,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 544,65	0,00	33 544,65
1322	Régions	0,00	72 950,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 950,00	0,00	72 950,00
1323	Départements	0,00	140 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00	0,00	140 000,00
13272	FEDER	0,00	65 152,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 152,50	0,00	65 152,50
13278	Autres fonds européens	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	35 000,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 1327	**0,00**	**100 152,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 152,50**	**0,00**	**100 152,50**
1328	Autres	0,00	177 417,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	177 417,19	0,00	177 417,19
	Sous Total compte 132	**0,00**	**524 064,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**524 064,34**	**0,00**	**524 064,34**
13911	État et établissements nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	3 996,00	0,00	3 996,00	0,00	3 996,00	0,00
13912	Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	781,00	0,00	781,00	0,00	781,00	0,00
13913	Départements	24 676,00	0,00	0,00	20 976,00	2 843,00	1,00	27 519,00	20 977,00	6 542,00	0,00
139172	FEDER	1 200,00	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00	0,00
139178	Autres fonds européens	1 282,00	0,00	0,00	0,00	1 282,00	0,00	2 564,00	0,00	2 564,00	0,00
	Sous Total compte 13917	**2 482,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 582,00**	**0,00**	**4 064,00**	**0,00**	**4 064,00**	**0,00**
	Sous Total compte 1391	**27 158,00**	**0,00**	**0,00**	**20 976,00**	**9 202,00**	**1,00**	**36 360,00**	**20 977,00**	**15 383,00**	**0,00**
	Sous Total compte 139	**27 158,00**	**0,00**	**0,00**	**20 976,00**	**9 202,00**	**1,00**	**36 360,00**	**20 977,00**	**15 383,00**	**0,00**
	Sous Total compte 13	**27 158,00**	**695 731,46**	**20 976,00**	**20 976,00**	**9 202,00**	**97 778,48**	**57 336,00**	**814 485,94**	**0,00**	**757 149,94**
15111	Provisions pour litiges et contentieux (	0,00	0,00	0,00	65 000,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00	0,00	65 000,00
	Sous Total compte 1511	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**65 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**65 000,00**	**0,00**	**65 000,00**
15181	Autres provisions pour risques (non budg	0,00	54 757,17	54 757,17	0,00	0,00	0,00	54 757,17	54 757,17	0,00	0,00
	Sous Total compte 1518	**0,00**	**54 757,17**	**54 757,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**54 757,17**	**54 757,17**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 151	**0,00**	**54 757,17**	**54 757,17**	**65 000,00**	**0,00**	**0,00**	**54 757,17**	**119 757,17**	**0,00**	**65 000,00**
	Sous Total compte 15	**0,00**	**54 757,17**	**54 757,17**	**65 000,00**	**0,00**	**0,00**	**54 757,17**	**119 757,17**	**0,00**	**65 000,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	1 449 087,02	0,00	0,00	192 314,57	1 280 000,00	192 314,57	2 729 087,02	0,00	2 536 772,45
	Sous Total compte 164	**0,00**	**1 449 087,02**	**0,00**	**0,00**	**192 314,57**	**1 280 000,00**	**192 314,57**	**2 729 087,02**	**0,00**	**2 536 772,45**
16884	Intérêts courus sur emprunts auprès des	0,00	7 315,51	7 315,51	13 954,85	0,00	0,00	7 315,51	21 270,36	0,00	13 954,85
	Sous Total compte 1688	**0,00**	**7 315,51**	**7 315,51**	**13 954,85**	**0,00**	**0,00**	**7 315,51**	**21 270,36**	**0,00**	**13 954,85**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 168	**0,00**	**7 315,51**	**7 315,51**	**13 954,85**	**0,00**	**0,00**	**7 315,51**	**21 270,36**	**0,00**	**13 954,85**
	Sous Total compte 16	**0,00**	**1 456 402,53**	**7 315,51**	**13 954,85**	**192 314,57**	**1 280 000,00**	**199 630,08**	**2 750 357,38**	**0,00**	**2 550 727,30**
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo	0,00	48 448,57	0,00	0,00	0,00	2 628,00	0,00	51 076,57	0,00	51 076,57
193	Autres neutralisations et régularisation	972,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	972,00	0,00	972,00	0,00
	Sous Total compte 19	**972,00**	**48 448,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 628,00**	**972,00**	**51 076,57**	**0,00**	**50 104,57**
	Total classe 1	**222 150,32**	**9 129 859,15**	**277 069,00**	**294 029,02**	**201 516,57**	**1 633 123,37**	**700 735,89**	**11 057 011,54**	**16 355,00**	**10 372 630,65**
2031	Frais d'études	688,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	688,42	0,00	688,42	0,00
2033	Frais d'insertion	4 968,00	0,00	0,00	0,00	2 592,00	5 832,00	7 560,00	5 832,00	1 728,00	0,00
	Sous Total compte 203	**5 656,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 592,00**	**5 832,00**	**8 248,42**	**5 832,00**	**2 416,42**	**0,00**
2051	Concessions et droits similaires	28 966,14	0,00	0,00	23 690,64	11 884,59	0,00	40 850,73	23 690,64	17 160,09	0,00
	Sous Total compte 205	**28 966,14**	**0,00**	**0,00**	**23 690,64**	**11 884,59**	**0,00**	**40 850,73**	**23 690,64**	**17 160,09**	**0,00**
	Sous Total compte 20	**34 622,56**	**0,00**	**0,00**	**23 690,64**	**14 476,59**	**5 832,00**	**49 099,15**	**29 522,64**	**19 576,51**	**0,00**
2113	Terrains aménagés autres que voirie	167 098,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	167 098,71	0,00	167 098,71	0,00
	Sous Total compte 211	**167 098,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**167 098,71**	**0,00**	**167 098,71**	**0,00**
2128	Autres agencements et aménagements	7 319,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 319,52	0,00	7 319,52	0,00
	Sous Total compte 212	**7 319,52**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 319,52**	**0,00**	**7 319,52**	**0,00**
21318	Autres bâtiments publics	4 219 434,04	0,00	115 086,13	0,00	0,00	0,00	4 334 520,17	0,00	4 334 520,17	0,00
	Sous Total compte 2131	**4 219 434,04**	**0,00**	**115 086,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 334 520,17**	**0,00**	**4 334 520,17**	**0,00**
21351	Bâtiments publics	7 257,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 257,60	0,00	7 257,60	0,00
	Sous Total compte 2135	**7 257,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 257,60**	**0,00**	**7 257,60**	**0,00**
2138	Autres constructions	42 304,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 304,80	0,00	42 304,80	0,00
	Sous Total compte 213	**4 268 996,44**	**0,00**	**115 086,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 384 082,57**	**0,00**	**4 384 082,57**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2141	Constructions sur sol d'autrui - Bâtimen	11 796,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 796,91	0,00	11 796,91	0,00
	Sous Total compte 214	**11 796,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 796,91**	**0,00**	**11 796,91**	**0,00**
2151	Réseaux de voirie	55 521,20	0,00	29 554,38	0,00	0,00	0,00	85 075,58	0,00	85 075,58	0,00
2152	Installations de voirie	4 070,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 070,70	0,00	4 070,70	0,00
21568	Autre matériel et outillage d'incendie e	8 789,76	0,00	0,00	105,60	4 193,28	0,00	12 983,04	105,60	12 877,44	0,00
	Sous Total compte 2156	**8 789,76**	**0,00**	**0,00**	**105,60**	**4 193,28**	**0,00**	**12 983,04**	**105,60**	**12 877,44**	**0,00**
2158	Autres installations, matériel et outill	3 247 096,27	0,00	0,00	208 410,89	1 892 049,28	0,00	5 139 145,55	208 410,89	4 930 734,66	0,00
	Sous Total compte 215	**3 315 477,93**	**0,00**	**29 554,38**	**208 516,49**	**1 896 242,56**	**0,00**	**5 241 274,87**	**208 516,49**	**5 032 758,38**	**0,00**
21828	Autres matériels de transport	2 706 902,78	0,00	0,00	1 752 685,62	606 475,42	0,00	3 313 378,20	1 752 685,62	1 560 692,58	0,00
	Sous Total compte 2182	**2 706 902,78**	**0,00**	**0,00**	**1 752 685,62**	**606 475,42**	**0,00**	**3 313 378,20**	**1 752 685,62**	**1 560 692,58**	**0,00**
21838	Autre matériel informatique	72 973,51	0,00	0,00	11 044,39	17 103,94	0,00	90 077,45	11 044,39	79 033,06	0,00
	Sous Total compte 2183	**72 973,51**	**0,00**	**0,00**	**11 044,39**	**17 103,94**	**0,00**	**90 077,45**	**11 044,39**	**79 033,06**	**0,00**
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	14 005,12	0,00	0,00	914,88	2 720,04	0,00	16 725,16	914,88	15 810,28	0,00
	Sous Total compte 2184	**14 005,12**	**0,00**	**0,00**	**914,88**	**2 720,04**	**0,00**	**16 725,16**	**914,88**	**15 810,28**	**0,00**
2188	Autres	131 798,51	0,00	0,00	31 396,91	28 566,42	7 372,00	160 364,93	38 768,91	121 596,02	0,00
	Sous Total compte 218	**2 925 679,92**	**0,00**	**0,00**	**1 796 041,80**	**654 865,82**	**7 372,00**	**3 580 545,74**	**1 803 413,80**	**1 777 131,94**	**0,00**
	Sous Total compte 21	**10 696 369,43**	**0,00**	**144 640,51**	**2 004 558,29**	**2 551 108,38**	**7 372,00**	**13 392 118,32**	**2 011 930,29**	**11 380 188,03**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	115 086,13	115 086,13	0,00	115 086,13	115 086,13	0,00	0,00
2315	Installations, matériel et outillage tec	11 916,00	0,00	0,00	29 554,38	17 638,38	0,00	29 554,38	29 554,38	0,00	0,00
	Sous Total compte 231	**11 916,00**	**0,00**	**0,00**	**144 640,51**	**132 724,51**	**0,00**	**144 640,51**	**144 640,51**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 23	**11 916,00**	**0,00**	**0,00**	**144 640,51**	**132 724,51**	**0,00**	**144 640,51**	**144 640,51**	**0,00**	**0,00**
261	Titres de participation	724 509,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	724 509,56	0,00	724 509,56	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 26	**724 509,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**724 509,56**	**0,00**	**724 509,56**	**0,00**
28031	Frais d'études	0,00	413,04	0,00	0,00	0,00	137,68	0,00	550,72	0,00	550,72
28033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	172,00	0,00	172,00	0,00	172,00
	Sous Total compte 2803	**0,00**	**413,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**309,68**	**0,00**	**722,72**	**0,00**	**722,72**
2805	Concessions et droits similaires, brevet	0,00	20 982,64	23 690,64	0,00	0,00	10 351,00	23 690,64	31 333,64	0,00	7 643,00
	Sous Total compte 280	**0,00**	**21 395,68**	**23 690,64**	**0,00**	**0,00**	**10 660,68**	**23 690,64**	**32 056,36**	**0,00**	**8 365,72**
28128	Autres agencements et aménagements	0,00	4 870,00	0,00	0,00	0,00	487,00	0,00	5 357,00	0,00	5 357,00
	Sous Total compte 2812	**0,00**	**4 870,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**487,00**	**0,00**	**5 357,00**	**0,00**	**5 357,00**
281351	Bâtiments publics	0,00	1 651,00	0,00	0,00	0,00	483,00	0,00	2 134,00	0,00	2 134,00
	Sous Total compte 28135	**0,00**	**1 651,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**483,00**	**0,00**	**2 134,00**	**0,00**	**2 134,00**
	Sous Total compte 2813	**0,00**	**1 651,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**483,00**	**0,00**	**2 134,00**	**0,00**	**2 134,00**
281568	Autre matériel et outillage d'incendie e	0,00	1 667,00	105,60	0,00	0,00	1 012,60	105,60	2 679,60	0,00	2 574,00
	Sous Total compte 28156	**0,00**	**1 667,00**	**105,60**	**0,00**	**0,00**	**1 012,60**	**105,60**	**2 679,60**	**0,00**	**2 574,00**
28158	Autres installations, matériel et outill	0,00	1 260 609,23	208 410,89	0,00	1 209,00	376 917,08	209 619,89	1 637 526,31	0,00	1 427 906,42
	Sous Total compte 2815	**0,00**	**1 262 276,23**	**208 516,49**	**0,00**	**1 209,00**	**377 929,68**	**209 725,49**	**1 640 205,91**	**0,00**	**1 430 480,42**
281828	Autres matériels de transport	0,00	2 144 230,58	1 752 763,47	0,00	0,00	218 411,72	1 752 763,47	2 362 642,30	0,00	609 878,83
	Sous Total compte 28182	**0,00**	**2 144 230,58**	**1 752 763,47**	**0,00**	**0,00**	**218 411,72**	**1 752 763,47**	**2 362 642,30**	**0,00**	**609 878,83**
281838	Autre matériel informatique	0,00	19 850,89	11 044,39	0,00	0,00	22 131,88	11 044,39	41 982,77	0,00	30 938,38
	Sous Total compte 28183	**0,00**	**19 850,89**	**11 044,39**	**0,00**	**0,00**	**22 131,88**	**11 044,39**	**41 982,77**	**0,00**	**30 938,38**
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	6 970,40	914,88	0,00	0,00	1 354,92	914,88	8 325,32	0,00	7 410,44
	Sous Total compte 28184	**0,00**	**6 970,40**	**914,88**	**0,00**	**0,00**	**1 354,92**	**914,88**	**8 325,32**	**0,00**	**7 410,44**
28188	Autres	0,00	72 058,02	31 396,91	0,00	0,00	13 895,75	31 396,91	85 953,77	0,00	54 556,86

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 2818	**0,00**	**2 243 109,89**	**1 796 119,65**	**0,00**	**0,00**	**255 794,27**	**1 796 119,65**	**2 498 904,16**	**0,00**	**702 784,51**
	Sous Total compte 281	**0,00**	**3 511 907,12**	**2 004 636,14**	**0,00**	**1 209,00**	**634 693,95**	**2 005 845,14**	**4 146 601,07**	**0,00**	**2 140 755,93**
	Sous Total compte 28	**0,00**	**3 533 302,80**	**2 028 326,78**	**0,00**	**1 209,00**	**645 354,63**	**2 029 535,78**	**4 178 657,43**	**0,00**	**2 149 121,65**
	Total classe 2	**11 467 417,55**	**3 533 302,80**	**2 172 967,29**	**2 172 889,44**	**2 699 518,48**	**658 558,63**	**16 339 903,32**	**6 364 750,87**	**12 124 274,10**	**2 149 121,65**
4011	Fournisseurs	0,00	433 973,04	5 898 778,08	5 464 805,04	0,00	0,00	5 898 778,08	5 898 778,08	0,00	0,00
40172	Fournisseurs - Cessions, oppositions	0,00	0,00	5 280,00	5 280,00	0,00	0,00	5 280,00	5 280,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4017	**0,00**	**0,00**	**5 280,00**	**5 280,00**	**0,00**	**0,00**	**5 280,00**	**5 280,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 401	**0,00**	**433 973,04**	**5 904 058,08**	**5 470 085,04**	**0,00**	**0,00**	**5 904 058,08**	**5 904 058,08**	**0,00**	**0,00**
4041	Fournisseurs d'immobilisations	0,00	0,00	1 939 358,10	2 689 003,50	0,00	0,00	1 939 358,10	2 689 003,50	0,00	749 645,40
40471	Fournisseurs d'immobilisations - Retenue	0,00	183,95	183,95	0,00	0,00	0,00	183,95	183,95	0,00	0,00
40472	Fournisseurs d'immobilisations - Cession	0,00	0,00	4 763,71	4 763,71	0,00	0,00	4 763,71	4 763,71	0,00	0,00
	Sous Total compte 4047	**0,00**	**183,95**	**4 947,66**	**4 763,71**	**0,00**	**0,00**	**4 947,66**	**4 947,66**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 404	**0,00**	**183,95**	**1 944 305,76**	**2 693 767,21**	**0,00**	**0,00**	**1 944 305,76**	**2 693 951,16**	**0,00**	**749 645,40**
408	Fournisseurs - Factures non parvenues	0,00	635 543,93	635 543,93	542 647,93	0,00	0,00	635 543,93	1 178 191,86	0,00	542 647,93
	Sous Total compte 40	**0,00**	**1 069 700,92**	**8 483 907,77**	**8 706 500,18**	**0,00**	**0,00**	**8 483 907,77**	**9 776 201,10**	**0,00**	**1 292 293,33**
411	Redevables	73 452,50	0,00	244 575,02	289 475,85	0,00	0,00	318 027,52	289 475,85	28 551,67	0,00
414	Locataires-acquéreurs et locataires	0,00	0,00	1 703,50	1 703,50	0,00	0,00	1 703,50	1 703,50	0,00	0,00
4161	Créances douteuses	20 709,05	0,00	3 810,90	4 289,90	0,00	0,00	24 519,95	4 289,90	20 230,05	0,00
	Sous Total compte 416	**20 709,05**	**0,00**	**3 810,90**	**4 289,90**	**0,00**	**0,00**	**24 519,95**	**4 289,90**	**20 230,05**	**0,00**
4181	Redevables - Produits non encore facturé	137 327,55	0,00	185 340,00	137 327,55	0,00	0,00	322 667,55	137 327,55	185 340,00	0,00
	Sous Total compte 418	**137 327,55**	**0,00**	**185 340,00**	**137 327,55**	**0,00**	**0,00**	**322 667,55**	**137 327,55**	**185 340,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 41	**231 489,10**	**0,00**	**435 429,42**	**432 796,80**	**0,00**	**0,00**	**666 918,52**	**432 796,80**	**234 121,72**	**0,00**
421	Personnel - Rémunérations dues	0,00	0,00	1 405 513,31	1 405 513,31	0,00	0,00	1 405 513,31	1 405 513,31	0,00	0,00
427	Personnel - Oppositions	0,00	0,00	7 194,44	7 194,44	0,00	0,00	7 194,44	7 194,44	0,00	0,00
	Sous Total compte 42	**0,00**	**0,00**	**1 412 707,75**	**1 412 707,75**	**0,00**	**0,00**	**1 412 707,75**	**1 412 707,75**	**0,00**	**0,00**
431	Sécurité sociale	0,00	0,00	976 453,27	976 453,27	0,00	0,00	976 453,27	976 453,27	0,00	0,00
437	Autres organismes sociaux	0,00	0,00	32 957,13	32 957,13	0,00	0,00	32 957,13	32 957,13	0,00	0,00
	Sous Total compte 43	**0,00**	**0,00**	**1 009 410,40**	**1 009 410,40**	**0,00**	**0,00**	**1 009 410,40**	**1 009 410,40**	**0,00**	**0,00**
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r	0,00	0,00	14 084,59	14 084,59	0,00	0,00	14 084,59	14 084,59	0,00	0,00
	Sous Total compte 442	**0,00**	**0,00**	**14 084,59**	**14 084,59**	**0,00**	**0,00**	**14 084,59**	**14 084,59**	**0,00**	**0,00**
44311	Dépenses	0,00	0,00	2 904,00	2 904,00	0,00	0,00	2 904,00	2 904,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4431	**0,00**	**0,00**	**2 904,00**	**2 904,00**	**0,00**	**0,00**	**2 904,00**	**2 904,00**	**0,00**	**0,00**
44331	Dépenses	0,00	0,00	377 196,76	377 196,76	0,00	0,00	377 196,76	377 196,76	0,00	0,00
	Sous Total compte 4433	**0,00**	**0,00**	**377 196,76**	**377 196,76**	**0,00**	**0,00**	**377 196,76**	**377 196,76**	**0,00**	**0,00**
44351	Dépenses	0,00	137 344,18	349 184,31	211 840,13	0,00	0,00	349 184,31	349 184,31	0,00	0,00
	Sous Total compte 4435	**0,00**	**137 344,18**	**349 184,31**	**211 840,13**	**0,00**	**0,00**	**349 184,31**	**349 184,31**	**0,00**	**0,00**
44381	Dépenses	0,00	0,00	10 075,50	10 075,50	0,00	0,00	10 075,50	10 075,50	0,00	0,00
	Sous Total compte 4438	**0,00**	**0,00**	**10 075,50**	**10 075,50**	**0,00**	**0,00**	**10 075,50**	**10 075,50**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 443	**0,00**	**137 344,18**	**739 360,57**	**602 016,39**	**0,00**	**0,00**	**739 360,57**	**739 360,57**	**0,00**	**0,00**
447	Autres impôts, taxes et versements assim	0,00	0,00	3 498,36	3 498,36	0,00	0,00	3 498,36	3 498,36	0,00	0,00
4487	Produits à recevoir	362 362,43	0,00	299 234,95	362 362,43	0,00	0,00	661 597,38	362 362,43	299 234,95	0,00
	Sous Total compte 448	**362 362,43**	**0,00**	**299 234,95**	**362 362,43**	**0,00**	**0,00**	**661 597,38**	**362 362,43**	**299 234,95**	**0,00**
	Sous Total compte 44	**362 362,43**	**137 344,18**	**1 056 178,47**	**981 961,77**	**0,00**	**0,00**	**1 418 540,90**	**1 119 305,95**	**299 234,95**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4621	Créances sur cessions d'immobilisations	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 462	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**
466	Excédents de versement	0,00	2 323,33	10 937,72	9 436,33	0,00	0,00	10 937,72	11 759,66	0,00	821,94
46711	Autres comptes créditeurs	0,00	0,00	24 794,82	24 794,82	0,00	0,00	24 794,82	24 794,82	0,00	0,00
	Sous Total compte 4671	**0,00**	**0,00**	**24 794,82**	**24 794,82**	**0,00**	**0,00**	**24 794,82**	**24 794,82**	**0,00**	**0,00**
46721	Débiteurs divers - Amiable	2 186,16	0,00	15 250,58	14 870,45	0,00	0,00	17 436,74	14 870,45	2 566,29	0,00
	Sous Total compte 4672	**2 186,16**	**0,00**	**15 250,58**	**14 870,45**	**0,00**	**0,00**	**17 436,74**	**14 870,45**	**2 566,29**	**0,00**
	Sous Total compte 467	**2 186,16**	**0,00**	**40 045,40**	**39 665,27**	**0,00**	**0,00**	**42 231,56**	**39 665,27**	**2 566,29**	**0,00**
	Sous Total compte 46	**2 186,16**	**2 323,33**	**60 983,12**	**59 101,60**	**0,00**	**0,00**	**63 169,28**	**61 424,93**	**1 744,35**	**0,00**
4711	Versements des régisseurs	0,00	0,00	229 836,48	229 836,48	0,00	0,00	229 836,48	229 836,48	0,00	0,00
4712	Virements réimputés	0,00	0,00	141 534,21	141 534,21	0,00	0,00	141 534,21	141 534,21	0,00	0,00
47131	Versements sur contributions directes	0,00	0,00	6 349 450,00	6 349 450,00	0,00	0,00	6 349 450,00	6 349 450,00	0,00	0,00
47133	Fonds d'emprunt	0,00	0,00	1 280 000,00	1 280 000,00	0,00	0,00	1 280 000,00	1 280 000,00	0,00	0,00
47134	Subventions	0,00	0,00	97 777,48	97 777,48	0,00	0,00	97 777,48	97 777,48	0,00	0,00
47138	Autres	0,00	0,00	2 887 141,77	2 887 141,77	0,00	0,00	2 887 141,77	2 887 141,77	0,00	0,00
	Sous Total compte 4713	**0,00**	**0,00**	**10 614 369,25**	**10 614 369,25**	**0,00**	**0,00**	**10 614 369,25**	**10 614 369,25**	**0,00**	**0,00**
471411	Excédent à réimputer - Personnes physiqu	0,00	3 741,90	4 666,19	924,29	0,00	0,00	4 666,19	4 666,19	0,00	0,00
471412	Excédent à réimputer - Personnes morales	0,00	19 200,61	23 004,92	3 804,31	0,00	0,00	23 004,92	23 004,92	0,00	0,00
	Sous Total compte 47141	**0,00**	**22 942,51**	**27 671,11**	**4 728,60**	**0,00**	**0,00**	**27 671,11**	**27 671,11**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 4714	**0,00**	**22 942,51**	**27 671,11**	**4 728,60**	**0,00**	**0,00**	**27 671,11**	**27 671,11**	**0,00**	**0,00**
47171	Recettes relevé BDF - hors Héra	0,00	0,00	93,30	93,30	0,00	0,00	93,30	93,30	0,00	0,00
	Sous Total compte 4717	**0,00**	**0,00**	**93,30**	**93,30**	**0,00**	**0,00**	**93,30**	**93,30**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4718	Autres recettes à régulariser	0,00	1 223,40	1 950 921,53	1 949 698,13	0,00	0,00	1 950 921,53	1 950 921,53	0,00	0,00
	Sous Total compte 471	**0,00**	**24 165,91**	**12 964 425,88**	**12 940 259,97**	**0,00**	**0,00**	**12 964 425,88**	**12 964 425,88**	**0,00**	**0,00**
47211	Remboursement d'annuités d'emprunt	0,00	0,00	228 483,24	228 483,24	0,00	0,00	228 483,24	228 483,24	0,00	0,00
47218	Autres dépenses	0,00	0,00	19 449,54	19 449,54	0,00	0,00	19 449,54	19 449,54	0,00	0,00
	Sous Total compte 4721	**0,00**	**0,00**	**247 932,78**	**247 932,78**	**0,00**	**0,00**	**247 932,78**	**247 932,78**	**0,00**	**0,00**
4728	Autres dépenses à régulariser	0,00	0,00	7 450,89	7 450,89	0,00	0,00	7 450,89	7 450,89	0,00	0,00
	Sous Total compte 472	**0,00**	**0,00**	**255 383,67**	**255 383,67**	**0,00**	**0,00**	**255 383,67**	**255 383,67**	**0,00**	**0,00**
4751	Redevables sur rôle	0,00	0,00	31 305,30	31 305,30	0,00	0,00	31 305,30	31 305,30	0,00	0,00
4757	Produits sur rôle	0,00	0,00	28 977,10	28 977,10	0,00	0,00	28 977,10	28 977,10	0,00	0,00
	Sous Total compte 475	**0,00**	**0,00**	**60 282,40**	**60 282,40**	**0,00**	**0,00**	**60 282,40**	**60 282,40**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 47	**0,00**	**24 165,91**	**13 280 091,95**	**13 255 926,04**	**0,00**	**0,00**	**13 280 091,95**	**13 280 091,95**	**0,00**	**0,00**
4911	Dépréciations des comptes de redevables	0,00	8 303,00	5 196,00	0,00	0,00	0,00	5 196,00	8 303,00	0,00	3 107,00
	Sous Total compte 491	**0,00**	**8 303,00**	**5 196,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 196,00**	**8 303,00**	**0,00**	**3 107,00**
	Sous Total compte 49	**0,00**	**8 303,00**	**5 196,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 196,00**	**8 303,00**	**0,00**	**3 107,00**
	Total classe 4	**596 037,69**	**1 241 837,34**	**25 743 904,88**	**25 858 404,54**	**0,00**	**0,00**	**26 339 942,57**	**27 100 241,88**	**535 922,96**	**1 296 222,27**
515	Compte au Trésor	1 619 293,73	0,00	11 161 247,29	11 909 676,50	0,00	0,00	12 780 541,02	11 909 676,50	870 864,52	0,00
5192	Avances de trésorerie	0,00	0,00	500 000,00	500 000,00	0,00	0,00	500 000,00	500 000,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 519	**0,00**	**0,00**	**500 000,00**	**500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**500 000,00**	**500 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 51	**1 619 293,73**	**0,00**	**11 661 247,29**	**12 409 676,50**	**0,00**	**0,00**	**13 280 541,02**	**12 409 676,50**	**870 864,52**	**0,00**
5412	Régisseurs de recettes (fonds de caisse)	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00	0,00
	Sous Total compte 541	**100,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100,00**	**0,00**	**100,00**	**0,00**
	Sous Total compte 54	**100,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100,00**	**0,00**	**100,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	679 836,32	679 836,32	0,00	0,00	679 836,32	679 836,32	0,00	0,00
584	Encaissement par lecture optique	0,00	0,00	6 699,83	6 699,83	0,00	0,00	6 699,83	6 699,83	0,00	0,00
5872	Compte pivot - Admission en non valeur e	0,00	0,00	1 048,32	1 048,32	0,00	0,00	1 048,32	1 048,32	0,00	0,00
	Sous Total compte 587	**0,00**	**0,00**	**1 048,32**	**1 048,32**	**0,00**	**0,00**	**1 048,32**	**1 048,32**	**0,00**	**0,00**
588	Autres virements internes	0,00	0,00	283,51	283,51	0,00	0,00	283,51	283,51	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**687 867,98**	**687 867,98**	**0,00**	**0,00**	**687 867,98**	**687 867,98**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**1 619 393,73**	**0,00**	**12 349 115,27**	**13 097 544,48**	**0,00**	**0,00**	**13 968 509,00**	**13 097 544,48**	**870 964,52**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	7 183,90	53,54	7 183,90	53,54	7 130,36	0,00
60612	Énergie - Électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	34 909,53	4 561,50	34 909,53	4 561,50	30 348,03	0,00
	Sous Total compte 6061	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**42 093,43**	**4 615,04**	**42 093,43**	**4 615,04**	**37 478,39**	**0,00**
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	180 082,70	9 601,88	180 082,70	9 601,88	170 480,82	0,00
	Sous Total compte 6062	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**180 082,70**	**9 601,88**	**180 082,70**	**9 601,88**	**170 480,82**	**0,00**
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	4 800,04	2 118,96	4 800,04	2 118,96	2 681,08	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	92 705,75	271,20	92 705,75	271,20	92 434,55	0,00
60636	Habillement et Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	8 741,30	1 396,69	8 741,30	1 396,69	7 344,61	0,00
	Sous Total compte 6063	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**106 247,09**	**3 786,85**	**106 247,09**	**3 786,85**	**102 460,24**	**0,00**
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	1 716,58	0,00	1 716,58	0,00	1 716,58	0,00
6068	Autres matières et fournitures.	0,00	0,00	0,00	0,00	566,48	0,00	566,48	0,00	566,48	0,00
	Sous Total compte 606	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**330 706,28**	**18 003,77**	**330 706,28**	**18 003,77**	**312 702,51**	**0,00**
	Sous Total compte 60	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**330 706,28**	**18 003,77**	**330 706,28**	**18 003,77**	**312 702,51**	**0,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	4 890 592,13	532 732,07	4 890 592,13	532 732,07	4 357 860,06	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	3 070,60	236,20	3 070,60	236,20	2 834,40	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	18 715,91	3 228,35	18 715,91	3 228,35	15 487,56	0,00
	Sous Total compte 6135	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 786,51**	**3 464,55**	**21 786,51**	**3 464,55**	**18 321,96**	**0,00**
	Sous Total compte 613	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 786,51**	**3 464,55**	**21 786,51**	**3 464,55**	**18 321,96**	**0,00**
615221	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	2 776,80	0,00	2 776,80	0,00	2 776,80	0,00
	Sous Total compte 61522	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 776,80**	**0,00**	**2 776,80**	**0,00**	**2 776,80**	**0,00**
	Sous Total compte 6152	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 776,80**	**0,00**	**2 776,80**	**0,00**	**2 776,80**	**0,00**
61551	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	263 009,00	29 827,16	263 009,00	29 827,16	233 181,84	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	23 765,17	2 722,66	23 765,17	2 722,66	21 042,51	0,00
	Sous Total compte 6155	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**286 774,17**	**32 549,82**	**286 774,17**	**32 549,82**	**254 224,35**	**0,00**
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	22 601,36	732,03	22 601,36	732,03	21 869,33	0,00
	Sous Total compte 615	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**312 152,33**	**33 281,85**	**312 152,33**	**33 281,85**	**278 870,48**	**0,00**
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	43 007,76	0,00	43 007,76	0,00	43 007,76	0,00
	Sous Total compte 616	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**43 007,76**	**0,00**	**43 007,76**	**0,00**	**43 007,76**	**0,00**
617	Études et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	90 216,48	6 936,00	90 216,48	6 936,00	83 280,48	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	6 931,76	540,00	6 931,76	540,00	6 391,76	0,00
	Sous Total compte 618	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 931,76**	**540,00**	**6 931,76**	**540,00**	**6 391,76**	**0,00**
	Sous Total compte 61	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 364 686,97**	**576 954,47**	**5 364 686,97**	**576 954,47**	**4 787 732,50**	**0,00**
6216	Personnel affecté par le GFP de rattache	0,00	0,00	0,00	0,00	211 840,13	0,00	211 840,13	0,00	211 840,13	0,00
	Sous Total compte 621	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**211 840,13**	**0,00**	**211 840,13**	**0,00**	**211 840,13**	**0,00**
62268	Autres honoraires, conseils...	0,00	0,00	0,00	0,00	26 551,00	5 040,00	26 551,00	5 040,00	21 511,00	0,00
	Sous Total compte 6226	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 551,00**	**5 040,00**	**26 551,00**	**5 040,00**	**21 511,00**	**0,00**
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	18 120,00	0,00	18 120,00	0,00	18 120,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 857,50	0,00	1 857,50	0,00	1 857,50	0,00
	Sous Total compte 622	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**46 528,50**	**5 040,00**	**46 528,50**	**5 040,00**	**41 488,50**	**0,00**
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	2 592,00	0,00	2 592,00	0,00	2 592,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	24 105,94	8 531,42	24 105,94	8 531,42	15 574,52	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	394,82	394,82	394,82	394,82	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	132 380,95	24 909,52	132 380,95	24 909,52	107 471,43	0,00
	Sous Total compte 623	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**159 473,71**	**33 835,76**	**159 473,71**	**33 835,76**	**125 637,95**	**0,00**
6247	Transports collectifs du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	415,00	0,00	415,00	0,00	415,00	0,00
	Sous Total compte 624	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**415,00**	**0,00**	**415,00**	**0,00**	**415,00**	**0,00**
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	6 074,58	0,00	6 074,58	0,00	6 074,58	0,00
	Sous Total compte 625	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 074,58**	**0,00**	**6 074,58**	**0,00**	**6 074,58**	**0,00**
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	5 354,48	741,71	5 354,48	741,71	4 612,77	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	3 627,19	259,43	3 627,19	259,43	3 367,76	0,00
	Sous Total compte 626	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 981,67**	**1 001,14**	**8 981,67**	**1 001,14**	**7 980,53**	**0,00**
627	Services bancaires et assimilés.	0,00	0,00	0,00	0,00	80,20	0,00	80,20	0,00	80,20	0,00
6281	Concours divers (cotisations...)	0,00	0,00	0,00	0,00	2 665,36	0,00	2 665,36	0,00	2 665,36	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	15 554,60	1 188,05	15 554,60	1 188,05	14 366,55	0,00
62871	A la collectivité de rattachement 4	0,00	0,00	0,00	0,00	369 752,61	0,00	369 752,61	0,00	369 752,61	0,00
62878	A des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	75 302,00	0,00	75 302,00	0,00	75 302,00	0,00
	Sous Total compte 6287	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**445 054,61**	**0,00**	**445 054,61**	**0,00**	**445 054,61**	**0,00**
6288	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	4 268,00	0,00	4 268,00	0,00	4 268,00	0,00
	Sous Total compte 628	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**467 542,57**	**1 188,05**	**467 542,57**	**1 188,05**	**466 354,52**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 62	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**900 936,36**	**41 064,95**	**900 936,36**	**41 064,95**	**859 871,41**	**0,00**
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	6 773,40	0,00	6 773,40	0,00	6 773,40	0,00
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de ges	0,00	0,00	0,00	0,00	34 801,21	0,00	34 801,21	0,00	34 801,21	0,00
	Sous Total compte 633	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**41 574,61**	**0,00**	**41 574,61**	**0,00**	**41 574,61**	**0,00**
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	26,00	0,00	26,00	0,00	26,00	0,00
	Sous Total compte 6351	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26,00**	**0,00**	**26,00**	**0,00**	**26,00**	**0,00**
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00	2 694,76	0,00	2 694,76	0,00	2 694,76	0,00
	Sous Total compte 635	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 720,76**	**0,00**	**2 720,76**	**0,00**	**2 720,76**	**0,00**
637	Autres impôts, taxes et versements assim	0,00	0,00	0,00	0,00	777,60	0,00	777,60	0,00	777,60	0,00
	Sous Total compte 63	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**45 072,97**	**0,00**	**45 072,97**	**0,00**	**45 072,97**	**0,00**
64111	Rémunération principale	0,00	0,00	0,00	0,00	1 003 861,84	0,00	1 003 861,84	0,00	1 003 861,84	0,00
64112	Supplément familial de traitement et ind	0,00	0,00	0,00	0,00	16 999,46	0,00	16 999,46	0,00	16 999,46	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	7 567,81	0,00	7 567,81	0,00	7 567,81	0,00
64118	Autres indemnités.	0,00	0,00	0,00	0,00	343 439,49	0,00	343 439,49	0,00	343 439,49	0,00
	Sous Total compte 6411	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 371 868,60**	**0,00**	**1 371 868,60**	**0,00**	**1 371 868,60**	**0,00**
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	345 808,75	0,00	345 808,75	0,00	345 808,75	0,00
	Sous Total compte 6413	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**345 808,75**	**0,00**	**345 808,75**	**0,00**	**345 808,75**	**0,00**
6419	Remboursements sur rémunérations du pers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 062,78	0,00	22 062,78	0,00	22 062,78
	Sous Total compte 641	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 717 677,35**	**22 062,78**	**1 717 677,35**	**22 062,78**	**1 695 614,57**	**0,00**
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	251 405,83	0,00	251 405,83	0,00	251 405,83	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	344 844,32	0,00	344 844,32	0,00	344 844,32	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	0,00	0,00	0,00	0,00	13 923,26	0,00	13 923,26	0,00	13 923,26	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	32 152,36	0,00	32 152,36	0,00	32 152,36	0,00
6456	Versement au F.N.C du supplément familia	0,00	0,00	0,00	0,00	3 082,31	0,00	3 082,31	0,00	3 082,31	0,00
6458	Cotisations aux autres organismes sociau	0,00	0,00	0,00	0,00	16 817,62	0,00	16 817,62	0,00	16 817,62	0,00
	Sous Total compte 645	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**662 225,70**	**0,00**	**662 225,70**	**0,00**	**662 225,70**	**0,00**
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	419,00	0,00	419,00	0,00	419,00	0,00
	Sous Total compte 647	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**419,00**	**0,00**	**419,00**	**0,00**	**419,00**	**0,00**
	Sous Total compte 64	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 380 322,05**	**22 062,78**	**2 380 322,05**	**22 062,78**	**2 358 259,27**	**0,00**
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	142,42	0,00	142,42	0,00	142,42	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	0,00	905,90	0,00	905,90	0,00	905,90	0,00
	Sous Total compte 654	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 048,32**	**0,00**	**1 048,32**	**0,00**	**1 048,32**	**0,00**
65748	Autres personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	7 900,00	0,00	7 900,00	0,00	7 900,00	0,00
	Sous Total compte 6574	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 900,00**	**0,00**	**7 900,00**	**0,00**	**7 900,00**	**0,00**
	Sous Total compte 657	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 900,00**	**0,00**	**7 900,00**	**0,00**	**7 900,00**	**0,00**
65811	Droits d'utilisation - informatique en n	0,00	0,00	0,00	0,00	9 429,41	5 910,03	9 429,41	5 910,03	3 519,38	0,00
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	16 362,60	0,00	16 362,60	0,00	16 362,60	0,00
	Sous Total compte 6581	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 792,01**	**5 910,03**	**25 792,01**	**5 910,03**	**19 881,98**	**0,00**
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	109,69	0,00	109,69	0,00	109,69	0,00
	Sous Total compte 6588	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**109,69**	**0,00**	**109,69**	**0,00**	**109,69**	**0,00**
	Sous Total compte 658	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 901,70**	**5 910,03**	**25 901,70**	**5 910,03**	**19 991,67**	**0,00**
	Sous Total compte 65	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 850,02**	**5 910,03**	**34 850,02**	**5 910,03**	**28 939,99**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	44 878,74	0,00	44 878,74	0,00	44 878,74	0,00
66112	Intérêts - rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	13 954,85	7 315,51	13 954,85	7 315,51	6 639,34	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 6611	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**58 833,59**	**7 315,51**	**58 833,59**	**7 315,51**	**51 518,08**	**0,00**
	Sous Total compte 661	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**58 833,59**	**7 315,51**	**58 833,59**	**7 315,51**	**51 518,08**	**0,00**
	Sous Total compte 66	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**58 833,59**	**7 315,51**	**58 833,59**	**7 315,51**	**51 518,08**	**0,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	3 366,00	0,00	3 366,00	0,00	3 366,00	0,00
675	Valeurs comptables des immobilisations c	0,00	0,00	0,00	0,00	7 372,00	0,00	7 372,00	0,00	7 372,00	0,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	0,00	0,00	0,00	2 628,00	0,00	2 628,00	0,00	2 628,00	0,00
	Sous Total compte 676	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 628,00**	**0,00**	**2 628,00**	**0,00**	**2 628,00**	**0,00**
	Sous Total compte 67	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 366,00**	**0,00**	**13 366,00**	**0,00**	**13 366,00**	**0,00**
6811	Dotations aux amortissements des immobil	0,00	0,00	0,00	0,00	645 354,63	1 209,00	645 354,63	1 209,00	644 145,63	0,00
6815	Dotations aux provisions pour risques et	0,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00	0,00	65 000,00	0,00	65 000,00	0,00
	Sous Total compte 681	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**710 354,63**	**1 209,00**	**710 354,63**	**1 209,00**	**709 145,63**	**0,00**
	Sous Total compte 68	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**710 354,63**	**1 209,00**	**710 354,63**	**1 209,00**	**709 145,63**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 839 128,87**	**672 520,51**	**9 839 128,87**	**672 520,51**	**9 188 671,14**	**22 062,78**
70612	Redevance spéciale d'enlèvement des ordu	0,00	0,00	0,00	0,00	25 870,00	113 742,10	25 870,00	113 742,10	0,00	87 872,10
	Sous Total compte 7061	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 870,00**	**113 742,10**	**25 870,00**	**113 742,10**	**0,00**	**87 872,10**
706888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	87 172,40	253 140,25	87 172,40	253 140,25	0,00	165 967,85
	Sous Total compte 70688	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**87 172,40**	**253 140,25**	**87 172,40**	**253 140,25**	**0,00**	**165 967,85**
	Sous Total compte 7068	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**87 172,40**	**253 140,25**	**87 172,40**	**253 140,25**	**0,00**	**165 967,85**
	Sous Total compte 706	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**113 042,40**	**366 882,35**	**113 042,40**	**366 882,35**	**0,00**	**253 839,95**
7078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	29 852,53	238 388,55	29 852,53	238 388,55	0,00	208 536,02
	Sous Total compte 707	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 852,53**	**238 388,55**	**29 852,53**	**238 388,55**	**0,00**	**208 536,02**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 70	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**142 894,93**	**605 270,90**	**142 894,93**	**605 270,90**	**0,00**	**462 375,97**
722	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 237,69	0,00	8 237,69	0,00	8 237,69
	Sous Total compte 72	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 237,69**	**0,00**	**8 237,69**	**0,00**	**8 237,69**
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 136,00	0,00	6 136,00	0,00	6 136,00
	Sous Total compte 7311	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 136,00**	**0,00**	**6 136,00**	**0,00**	**6 136,00**
73133	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 577 788,00	0,00	7 577 788,00	0,00	7 577 788,00
	Sous Total compte 7313	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 577 788,00**	**0,00**	**7 577 788,00**	**0,00**	**7 577 788,00**
	Sous Total compte 731	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 583 924,00**	**0,00**	**7 583 924,00**	**0,00**	**7 583 924,00**
	Sous Total compte 73	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 583 924,00**	**0,00**	**7 583 924,00**	**0,00**	**7 583 924,00**
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	77,00	2 928,79	77,00	2 928,79	0,00	2 851,79
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	362 285,43	1 067 401,24	362 285,43	1 067 401,24	0,00	705 115,81
	Sous Total compte 74788	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**362 285,43**	**1 067 401,24**	**362 285,43**	**1 067 401,24**	**0,00**	**705 115,81**
	Sous Total compte 7478	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**362 285,43**	**1 067 401,24**	**362 285,43**	**1 067 401,24**	**0,00**	**705 115,81**
	Sous Total compte 747	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**362 285,43**	**1 067 401,24**	**362 285,43**	**1 067 401,24**	**0,00**	**705 115,81**
	Sous Total compte 74	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**362 362,43**	**1 070 330,03**	**362 362,43**	**1 070 330,03**	**0,00**	**707 967,60**
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 442,63	0,00	54 442,63	0,00	54 442,63
	Sous Total compte 7588	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**54 442,63**	**0,00**	**54 442,63**	**0,00**	**54 442,63**
	Sous Total compte 758	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**54 442,63**	**0,00**	**54 442,63**	**0,00**	**54 442,63**
	Sous Total compte 75	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**54 442,63**	**0,00**	**54 442,63**	**0,00**	**54 442,63**
773	Mandats annulés (sur exercices antérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48,31	0,00	48,31	0,00	48,31
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
777	Recettes et quote-part des subventions d	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	9 202,00	1,00	9 202,00	0,00	9 201,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 77	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1,00**	**19 250,31**	**1,00**	**19 250,31**	**0,00**	**19 249,31**
7817	Reprises sur dépréciations des actifs ci	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 196,00	0,00	5 196,00	0,00	5 196,00
	Sous Total compte 781	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 196,00**	**0,00**	**5 196,00**	**0,00**	**5 196,00**
7865	Reprises sur provisions pour risques et	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 757,17	0,00	54 757,17	0,00	54 757,17
	Sous Total compte 786	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**54 757,17**	**0,00**	**54 757,17**	**0,00**	**54 757,17**
	Sous Total compte 78	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**59 953,17**	**0,00**	**59 953,17**	**0,00**	**59 953,17**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**505 258,36**	**9 401 408,73**	**505 258,36**	**9 401 408,73**	**0,00**	**8 896 150,37**
	Total gÃ©nÃ©ral	**13 904 999,29**	**13 904 999,29**	**40 543 056,44**	**41 422 867,48**	**13 245 422,28**	**12 365 611,24**	**67 693 478,01**	**67 693 478,01**	**22 736 187,72**	**22 736 187,72**

Accusé de réception préfecture
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**2 876 554,36**	**0,00**		**2 876 554,36**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	192 314,57	0,00		192 314,57
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	14 476,59	0,00		14 476,59
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	2 545 276,38	0,00		2 545 276,38
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	124 486,82	0,00		124 486,82
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**1 630 494,37**	**0,00**		**1 630 494,37**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	252 716,89	0,00		252 716,89
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	97 777,48	0,00		97 777,48
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	1 280 000,00	0,00		1 280 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Accusé de réception préfecture
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 534 525,51**	**0,00**		**8 534 525,51**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	5 751 964,65	0,00		5 751 964,65
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	2 633 736,79	0,00		2 633 736,79
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	28 939,99	0,00		28 939,99
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	51 518,08	0,00		51 518,08
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	3 366,00	0,00		3 366,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	65 000,00	0,00		65 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 900 774,46**	**0,00**		**8 900 774,46**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	22 062,78	0,00		22 062,78
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	462 375,97	0,00		462 375,97
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	7 583 924,00	0,00		7 583 924,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	707 967,60	0,00		707 967,60
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	54 442,63	0,00		54 442,63
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	10 048,31	0,00		10 048,31
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	59 953,17	0,00		59 953,17

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES — A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements.

083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE — B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**3 785 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					3 785 000,00									
00601818717 (OM-2018-1)	Crédit Agricole	18/09/2018	15/10/2018	15/12/2018	120 000,00	F	FIXE	0,600	0,616		T	C	O	A-1
1091 (OM-2019-1)	Agence France Locale	23/07/2019	03/09/2019	20/12/2019	100 000,00	F	FIXE	0,480	0,488		T	C	O	A-1
1520 (OM-2020-1)	Agence France Locale	04/11/2020	20/11/2020	20/02/2021	243 000,00	F	FIXE	0,100	0,100		T	P	O	A-1
3466 (OM-2024-1)	Agence France Locale	21/05/2024	23/05/2024	20/09/2024	480 000,00	F	FIXE	3,500	3,597		T	C	O	A-1
3755 (OM-2024-2)	Agence France Locale	17/09/2024	01/10/2024	20/01/2025	800 000,00	F	FIXE	3,180	3,265		T	C	O	A-1
5083015 (OM-2015-1)	Caisse des Dépôts et Consignation	09/03/2015	01/05/2015	01/07/2015	1 000 000,00	V	LIVRETA	2,000	1,824		T	C	O	A-1
5140536 (OM-2016-2)	Caisse des Dépôts et Consignation	22/06/2016	30/08/2016	01/11/2016	275 000,00	V	LIVRETA	1,750	2,283		T	C	O	A-1
LG2191 (OM-2021-1)	Crédit Agricole	03/12/2021	03/12/2021	25/02/2022	142 000,00	F	FIXE	0,450	0,454		T	C	N	A-1
MON508987EUR (OM-2016-3)	SFIL	18/11/2020	06/06/2016	01/08/2016	425 000,00	F	FIXE	1,890	1,924		M	C	O	A-1
MON511294EUR (OM-2016-1)	SFIL	10/11/2016	27/12/2016	01/02/2017	200 000,00	F	FIXE	0,790	0,793		M	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)(9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**3 785 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprèsdes établissements financiers(Total)		**0,00**		**2 536 772,46**					**192 314,57**	**44 878,74**	**0,00**	**13 954,85**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		2 536 772,46					192 314,57	44 878,74	0,00	13 954,85
00601818717 (OM-2018-1)	N	0,00	A-1	12 857,25	0,71	F	FIXE	0,600	17 142,84	141,42	0,00	3,64
1091 (OM-2019-1)	N	0,00	A-1	56 250,07	6,73	F	FIXE	0,480	8 333,32	299,92	0,00	9,00
1520 (OM-2020-1)	N	0,00	A-1	104 351,10	2,89	F	FIXE	0,100	34 714,22	126,06	0,00	11,91
3466 (OM-2024-1)	N	0,00	A-1	445 714,28	6,47	F	FIXE	3,500	34 285,72	9 695,00	0,00	520,00
3755 (OM-2024-2)	N	0,00	A-1	800 000,00	9,81	F	FIXE	3,180	0,00	0,00	0,00	6 501,33
5083015 (OM-2015-1)	N	0,00	A-1	572 556,46	12,25	V	LIVRETA	3,800	28 711,72	22 132,22	0,00	5 363,45
5140536 (OM-2016-2)	N	0,00	A-1	176 087,94	13,59	V	LIVRETA	3,800	7 591,03	6 777,46	0,00	1 093,70
LG2191 (OM-2021-1)	N	0,00	A-1	81 142,84	3,90	F	FIXE	0,450	20 285,72	422,20	0,00	36,71
MON508987EUR (OM-2016-3)	N	0,00	A-1	246 146,17	11,50	F	FIXE	1,890	21 249,96	4 869,71	0,00	387,68
MON511294EUR (OM-2016-1)	N	0,00	A-1	41 666,35	2,00	F	FIXE	0,790	20 000,04	414,75	0,00	27,43
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Emprunts et dettes au 31/12/N												
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	**Couverture ? O/N (11)**	**Montant couvert**	**Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)**	**Capital restant dû au 31/12/N**	**Durée résiduelle (en années)**	**Type de taux (13)**	**Index (14)**	**Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)**	**Capital**	**Charges d'intérêt (16)**	**Intérêts perçus (le cas échéant) (17)**	**ICNE de l'exercice**
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**2 536 772,46**					**192 314,57**	**44 878,74**	**0,00**	**13 954,85**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Accusé de réception en préfecture
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Accusé de réception en préfecture
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Accusé certifié exécutoire
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT — B1.6

REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					**0,00**	**0,00**							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					**0,00**	**0,00**								**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

Accusé de réception préfecture du Var
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS — B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	10	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	2 536 772,46	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N	B1.7

EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

Accusé de réception en préfecture
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME — B1.8

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.9

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS — B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 500.00 €		2019-12-20
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Frais d'études non suivies de réalisation	5	20/12/2019
L	Subv d'équipement versées pour mobiliers, matériels, études	5	20/12/2019
L	Subv d'équipement versées pour biens immobiliers ou installations	15	20/12/2019
L	Subv d'équipement versées pour projets d'infrastructures intérêt national	20	20/12/2019
L	Logiciel	2	20/12/2019
L	Voiture	5	20/12/2019
L	Camion et véhicule industriel	7	20/12/2019
L	Mobilier	10	20/12/2019
L	Matériel de bureau électrique ou électronique	5	20/12/2019
L	Matériel informatique	4	20/12/2019
L	Matériel classique	10	20/12/2019
L	Coffre-fort	20	20/12/2019
L	Installation et appareil de chauffage	10	20/12/2019
L	Appareil de levage, ascenseur	20	20/12/2019
L	Equipement garages et ateliers	10	20/12/2019
L	Equipement des cuisines	10	20/12/2019
L	Equipement sportif	10	20/12/2019
L	Installation de voirie	20	20/12/2019
L	Plantation	15	20/12/2019
L	Autre agencement et aménagement de terrain	15	20/12/2019
L	Appareils de laboratoire, matériel de bureau (sauf informatique), outillages	5	20/12/2019
L	Réseaux d'assainissement	60	20/12/2019
L	Stations d'épuration (ouvrages de génie civil) - Ouvrages lourds	40	20/12/2019
L	Stations d'épuration (ouvrages de génie civil) - Ouvrages courants (Bassins de décantation)	30	20/12/2019
L	Ouvrages génie civil captage, transport, traitement eau potable, cana adduction eau, gros équip méca	60	20/12/2019
L	Poste de relevage des eaux usées	30	20/12/2019
L	Installations de traitement de l'eau potable (sauf génie civil et régulation)	10	20/12/2019
L	Pompes, surpresseurs, appareils électroméca, instal chauffage (yc chaudières), instal ventilation	15	20/12/2019
L	Organes de régulation (électronique, capteurs)	10	20/12/2019
L	Bâtiments durables	50	20/12/2019
L	Bâtiments légers, abris	15	20/12/2019

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 24/03/2025

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	Agencements et aménagements de bâtiments, installations électriques et électroniques	15	20/12/2019
L	Biens de faible valeur inférieure à 500	1	20/12/2019

083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES — B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PRETS — B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Non assortis d'intérêts (total)		**0,00**	**0,00**		

Accusé de réception en préfecture
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	15 000 000,00	13 939 250,99	825 971,04
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

Accusé de réception en préfecture
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 31/12/N correspond au reste à employer au 31/12/N, l'annuité reçue au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

Accusé de réception en préfecture
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**6,00**	**0,00**	**6,00**	**2,00**	**4,00**	**6,00**
Adjoint administratif	C	5,00	0,00	5,00	2,00	3,00	5,00
Attache	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**63,00**	**0,00**	**63,00**	**42,00**	**11,00**	**53,00**
Adjoint Technique	C	32,00	0,00	32,00	28,00	0,00	28,00
Adjoint technique	C	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Adjoint technique principal 1ere classe	C	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
Adjoint technique principal 2eme classe	C	8,00	0,00	8,00	8,00	0,00	8,00
Agent de déchetterie et de collecte des OM	C	8,00	0,00	8,00	0,00	8,00	8,00
Agent de maitrise	C	3,00	0,00	3,00	0,00	0,00	0,00
Agent de maitrise principal	C	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Ambassadeur de tri	C	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Technicien	B	2,00	0,00	2,00	0,00	1,00	1,00
Technicien principal 2eme classe	B	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception préfecture
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 24/03/2025

COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS DE FAYENCE - DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES - CFU - 2024

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		69,00	0,00	69,00	44,00	15,00	59,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**444 636,76**		
Adjoint administratif	C	ADM		16 355,14	327-5	CDD CDD
Adjoint administratif	C	ADM		56 892,70	332-13	CDD CDD
Adjoint technique	C	TECH		18 739,92	327-5	CDD CDD
Agent de déchetterie et de collecte des OM	C	TECH		95 685,84	332-23-2°	CDD CDD
Agent de déchetterie et de collecte des OM	C	TECH		12 289,13	332-13	CDD CDD
Agent de déchetterie et de collecte des OM	C	TECH		106 677,57	332-23-1°	CDD CDD
Ambassadeur de tri	C	TECH		38 622,48	332-24	CDD CDD
Attache	A	ADM		51 682,63	327-5	CDD CDD
Technicien	B	TECH		47 691,35	327-5	CDD CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**444 636,76**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

083-200004802-20250319-250319-05-BF
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

(7) Occupant un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Mas de Tassy, 1849 RD19, 83440 TOURRETTES (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
11/04/2017 -	SPL VALLON DES PINS	SPL	SOCIETE FRANCAISE	91 440,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**197 452,50**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**197 452,50**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**197 452,50**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**197 452,50**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**224 542,65**	**201 515,57**	**303 840,96**	**505 356,53**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**1 360 727,50**	**896 862,52**	**760 692,32**	**1 657 554,84**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**1 136 184,85**	**695 346,95**	**456 851,36**	**1 152 198,31**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**197 452,50**			**197 452,50**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**197 452,50**			**197 452,50**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**1 349 650,81**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

083-200004802-20250319-250319-05-BF

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Accusé de réception en préfecture
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**224 542,65**	**201 515,57**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**209 117,65**	**192 314,57**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	209 117,65	192 314,57
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**15 425,00**	**9 201,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*15 425,00*	*9 201,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES — C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**1 360 727,50**	**III** **896 862,52**
Ressources propres externes de l'année (a)		**406 727,50**	**252 716,89**
10222	FCTVA	406 727,50	252 716,89
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**954 000,00**	**644 145,63**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*137,68*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*172,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*	*10 351,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*0,00*	*487,00*
281351	*Bâtiments publics*	*0,00*	*483,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*0,00*	*1 012,60*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*400 000,00*	*375 708,08*
281828	*Autres matériels de transport*	*294 000,00*	*218 411,72*
281838	*Autre matériel informatique*	*0,00*	*22 131,88*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*	*1 354,92*
28188	*Autres immo. corporelles*	*0,00*	*13 895,75*
29…	*Dépréciations des immobilisations*		

083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	10 000,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*250 000,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

Accusé de réception en préfecture
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME — C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT — C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE — C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004803-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION — C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :

- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :

- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200034803-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

- 21532 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES (1)	D5

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. la liste des opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES

V

ARRETE ET SIGNATURES

A

Date d'édition : 27/01/2025

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
Mme CORINE HUSSON	du 01/01/2024	au 27/01/2025	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

FAGARD Juliette (1018750319-0), Inspecteur divisionnaire FiP classe normale **A DDFiP DU VAR , le 28/01/2025**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

HUSSON Corine (1017807439-0), CSC des Finances Publiques de 4ème catégorie **A ESTEREL , le 29/01/2025**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES — B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		**54 757,17**	**65 000,00**	**54 757,17**	**65 000,00**
Provisions pour litiges		**0,00**	**65 000,00**	**0,00**	**65 000,00**
Risques et charges	15/04/2024	0,00	65 000,00	0,00	65 000,00
Provisions pour pertes de change		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques		**54 757,17**	**0,00**	**54 757,17**	**0,00**
Risques liés à l'assurance statutaire	12/04/2016	5 014,41	0,00	5 014,41	0,00
Risques liés à l'assurance statutaire	11/04/2017	20 437,60	0,00	20 437,60	0,00
Risques liés à l'assurance statutaire	10/04/2018	29 305,16	0,00	29 305,16	0,00
Dépréciations (3)		**8 303,00**	**0,00**	**5 196,00**	**3 107,00**
- des immobilisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers		**8 303,00**	**0,00**	**5 196,00**	**3 107,00**
Créances douteuses	26/10/2022	1 800,00	0,00	0,00	1 800,00
Créance douteuse	11/04/2023	6 503,00	0,00	5 196,00	1 307,00
- des comptes financiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires		**63 060,17**	**65 000,00**	**59 953,17**	**68 107,00**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS DE FAYENCE - DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES - CFU - 2024

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	Agencements et aménagements de bâtiments, installations électriques et électroniques	15	20/12/2019
L	Biens de faible valeur inférieure à 500	1	20/12/2019

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En interêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					15 000 000,00	13 939 250,99											196 143,89	629 827,15
SPL VALLON DES PINS				Banque Postale	5 000 000,00	4 565 217,40	0,00		F		1,270	F	1.27	0,000	-		60 739,13	217 391,30
SPL VALLON DES PINS				Caisse d'Epargne	5 000 000,00	4 610 877,50	0,00		F		1,520	F	1.52	0,000	-		73 064,98	196 028,76
SPL VALLON DES PINS				Crédit Agricole	5 000 000,00	4 763 156,09	0,00		F		1,420	F	1.45	0,000	-		62 339,78	216 407,09
TOTAL GENERAL					15 000 000,00	13 939 250,99											196 143,89	629 827,15

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DES RATIOS D'ENDETTEMENT RELATIFS AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	46 667,37
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	237 193,31
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**283 860,68**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**8 900 774,46**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**3,19**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Communauté de communes Pays de Fayence

BUDGET ANNEXE DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

CFU - RESTES A REALISER 2024

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Intitulé des programmes	Total budget 2024	Réalisations 31/12/2024	Engagements	Disponible	RAR 2024	Imputation	Fonction
Amortissement des subventions transférables	15 425,00	9 201,00		6 224,00		13913	720
Travaux en régie	10 000,00	8 237,69		1 762,31		2313	720
Total Chapitre 040 - Opérations d'ordre transfert entre section	**25 425,00**	**17 438,69**	**0,00**	**7 986,31**	**0,00**		
Intégration frais d'études et insertions pour récupération TVA	20 000,00	5 832,00		14 168,00		21318	720
Total Chap 041 - Opération à l'intérieur de la section	**20 000,00**	**5 832,00**	**0,00**	**14 168,00**	**0,00**		
Remboursement du capital des emprunts	209 117,65	192 314,57		16 803,08		1641	720
Total Chapitre 16 - Emprunts et dettes assimilées	**209 117,65**	**192 314,57**	**0,00**	**16 803,08**	**0,00**		
Frais d'étude CYBERSECURITE	3 300,00			3 300,00	0,00	2031	720
Frais d'étude CYBERSECURITE	4 300,00		7 835,64	-3 535,64	7 835,64	2051	720
Frais d'annonces et d'insertions OM	5 000,00	2 592,00		2 408,00	0,00	2033	720
Logiciels informatiques	22 736,40	11 884,59	10 800,00	51,81	10 800,00	2051	720
Total Chapitre 20 - Immobilisations incorporelles	**35 336,40**	**14 476,59**	**18 635,64**	**2 224,17**	**18 635,64**		
Colonnes, bacs et abri-bacs	2 049 338,54	1 858 087,53	176 883,60	14 367,41	176 883,60	2158	720
Pompe BOM + filtres FMA	5 267,34	5 267,34		0,00		2158	720
Caisson maritime déchetterie de Tourrettes	6 996,00	6 996,00		0,00		2158	720
Enveloppe pour vidéoprotection	12 864,18	4 193,28	7 651,16	1 019,74	7 651,16	21568	720
Panneaux	8 870,01	8 809,33		60,68		2158	720
Matériel pour les déchetteries	5 199,26	5 111,78		87,48		2158	720
Organigramme cylindre service déchets	1 200,00		1 161,02	38,98	1 161,02	2158	720
Matériel pour l'atelier	3 200,00	3 133,30		66,70		2158	720
Benne 12m3 pour la RI équipée basculeur et pré-équipée lecteur puces	463 265,42	228 265,42		235 000,00		21828	720
Benne 8m3	342 530,00	170 940,00		171 590,00		21828	720
Benne 6m3	142 056,00	142 056,00		0,00		21828	720
SIMPLICITI - Lecteurs de puces, géolocalisation	37 026,00	37 026,00		0,00		21828	720
Achat d'un VL - Duster	27 000,00	27 000,00		0,00		21828	720
Informatique + copieur	25 527,72	17 103,94	552,00	7 871,78	552,00	21838	720
Mobilier	3 000,00	2 720,04		279,96		21848	720
Composteurs collectifs	29 400,00	28 566,42		833,58		2188	720
21 - Immobilisations corporelles	**3 162 740,47**	**2 545 276,38**	**186 247,78**	**431 216,31**	**186 247,78**		
Enveloppe de travaux pour le QT	31 126,48	31 039,68		86,80		2313	720
Enveloppe de travaux pour les déchetteries	6 600,00			6 600,00		2313	720
Réfection mur local poubelle MONTAUROUX	4 920,00	4 920,00		0,00		2313	720
Travaux aménagement Tassy pour RI	75 000,00	70 888,76		4 111,24		2313	720
Travaux pour conteneurs enterrés	185 045,00		30 065,54	154 979,46	30 065,54	2315	720
Pose d'abri-bacs	80 000,00		68 892,00	11 108,00	68 892,00	2315	720
Modulaire supplémentaire pour Cédric	3 360,00	3 360,00		0,00		2315	720
Parking motos + parking entrée pour le personnel	14 279,00	14 278,38		0,62		2315	720
Terrassement pour plate-forme recyclerie Quai de transfert	63 360,00			63 360,00		2315	720
Plateforme végétaux déchetterie Bagnols	1 440,00			1 440,00		2315	720
Total Opération Chapitre 23 - Immobilisations en cours	**465 130,48**	**124 486,82**	**98 957,54**	**241 686,12**	**98 957,54**		
Total des dépenses d'investissement	**3 917 750,00**	**2 899 825,05**	**303 840,96**	**714 083,99**	**303 840,96**		

Le montant des restes à réaliser 2024 du budget annexe Déchets Ménagers et Assimilés, en dépenses d'investissement, est arrêté à la somme de 303 840,96€ (Trois-cent trois mille huit-cent quarante euros et quatre-vingt-seize centimes).

Fait à Tourrettes le 02 janvier 2025

Le Président,
René UGO

Communauté de communes du Pays de Fayence

SGC de l'Estérel 083110

Fréjus le 07/03/25
Husson Corine

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Communauté de communes Pays de Fayence

BUDGET ANNEXE DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

CFU - RESTES A REALISER 2024

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Intitulé des programmes	Total budget 2024	Réalisations 31/12/2024	Engagements	Disponible	RAR 2024	Imputation	Fonction
Virement de la section de fonctionnement	**250 000,00**			**250 000,00**		**021**	**720**
Rachat ancienne station lavage du QT par le budget annexe de l'eau	**10 000,00**			**10 000,00**		**024**	**720**
Excédent d'investissement reporté	**197 452,50**	**197 452,50**		**0,00**		**001**	**720**
Intégration frais d'études et insertions pour récupération TVA	20 000,00	5 832,00		14 168,00		2033	720
Total Chap 041 - Opération à l'intérieur de la section	**20 000,00**	**5 832,00**	**0,00**	**14 168,00**	**0,00**		
FCTVA	406 727,50	252 716,89	154 010,00	0,61	154 010,00	10222	720
Total Chap. 10 - Dotations, fonds divers et réserves	**406 727,50**	**252 716,89**	**154 010,00**	**0,61**	**154 010,00**		
Amortissements	694 000,00	644 145,63		49 854,37		28	720
Sortie de l'actif armoire de lavage	0,00	7 372,00		-7 372,00		2188	720
Plus-value armoire de lavage	0,00	2 628,00		-2 628,00		192	720
Total Chap. 040 - Opé d'ordre de transfert entre sections	**694 000,00**	**654 145,63**	**0,00**	**39 854,37**	**0,00**		
Programme Life - Bacs pucés pour la collecte en porte-à-porte des OM	84 000,00		84 000,00	0,00	84 000,00	13178	720
Programme Life - Bacs pour la collecte en porte-à-porte multimatériaux	54 000,00		54 000,00	0,00	54 000,00	13178	720
Programme Life - Colonnes aériennes pour le collectif	18 000,00		18 000,00	0,00	18 000,00	13178	720
Programme Life - Abri-bacs	120 000,00			120 000,00	0,00	13178	720
Subvention CITEO pour les conteneurs et colonnes de tri	38 009,00		27 602,80	10 406,20	27 602,80	1311	720
Subvention ADEME pour les cache-bacs et colonnes RI	256 510,00	87 203,98	169 306,02	0,00	169 306,02	1311	720
Subvention ADEME pour le système de comptage	133 870,00		133 870,00	0,00	133 870,00	1311	720
Subvention Etat France 2030 CYBERSECURITE	4 704,00			4 704,00	0,00	1311	720
Subvention Région pour broyeur + véhicule	15 164,34		15 164,34	0,00	15 164,34	1312	720
Subvention Région pour composteurs collectifs	18 100,41	10 573,50	7 526,91	0,00	7 526,91	1312	720
Subvention ADEME - Gestion proximité des déchets organiques (broyeur + compo	17 820,00		17 820,00	0,00	17 820,00	1311	720
Subvention Région - Activité d'animation - Equipements / Investissement	787,25		787,25	0,00	787,25	1312	720
Subvention Région Lecteurs puces BOM	78 605,00		78 605,00	0,00	78 605,00	1312	720
Subvention Région - CRET - pour les travaux pour les semi-enterrés	100 000,00			100 000,00		1312	720
Total Chap. 13 - Subventions d'investissement	**939 570,00**	**97 777,48**	**606 682,32**	**235 110,20**	**606 682,32**		
Emprunt pour l'acquisition de bennes (3 bennes de début 2024)	480 000,00	480 000,00		0,00		1641	720
Emprunt pour bennes 2024/2025	120 000,00			120 000,00		1641	720
Emprunt pour l'acquisition de colonnes, bacs et abri-bacs pour la RI	800 000,00	800 000,00		0,00		1641	720
Total Chap. 16 - Emprunts et dettes assimilées	**1 400 000,00**	**1 280 000,00**	**0,00**	**120 000,00**	**0,00**		
Total recettes d'investissement	***3 917 750,00***	***2 487 924,50***	***760 692,32***	***669 133,18***	***760 692,32***		

Le montant des restes à réaliser 2024 du budget annexe Déchets Ménagers et Assimilés, en recettes d'investissement, est arrêté à la somme de 760 692,32€ (Sept-cent-soixante mille six-cent-quatre-vingt-douze euros et trente-deux centimes).

Fait à Tourrettes le 02 janvier 2025

Le Président,
René UGO

Communauté de Communes du Pays de Fayence

Fréjus le 07/03/25
Husson Corine

SGC de l'Estérel 083110

Par délégation
Nathalie MIRANDON
Inspectrice Divisionnaire des Finances Publiques

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 22
Pouvoirs..... 7
Absents..... 1
Suffrages exprimés 30

DCC n° 240319/06

SÉANCE DU MERCREDI 19 MARS 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Maryvonne BLANC
Date de convocation : 12-03-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Claudette MARIET, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Bernard HENRY, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, René BOUCHARD, Philippe DURAND-TERRASSON, Jérôme SAILLET, François CAVALLIER
Absents excusés : Daniel MARIN (pouvoir à B. HENRY), Michèle PERRET (pouvoir à O. LEFEBVRE), M. REZK (pouvoir à F. CAVALLIER), Christian COULON (pouvoir à JY. HUET), Laurence BERNARD (pourvoir à MJ. MANKAÏ), Aurélie COURANT (pouvoir à C. BOUGE), Loïs FAUR (pouvoir à J. SAILLET), René UGO

BUDGET ANNEXE « ZA DE BROVÈS »
APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2024

L'article 242 de la loi de finances 2019 (modifié par l'article 137 de la loi de finances 2021) a prévu l'expérimentation du Compte Financier Unique. Ce CFU se substitue, dans une démarche de simplification, au compte administratif établi par l'ordonnateur et au compte de gestion réalisé par le comptable.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

CONSIDÉRANT que M. René UGO, Président, s'est retiré et que M. Jean-Yves HUET, Vice-Président délégué aux finances, a été désigné par le Conseil communautaire pour assurer la présidence pour le vote du Compte Financier Unique du budget annexe de la ZA de Brovès de l'exercice 2024 dressé par l'ordonnateur et le comptable,
APRÈS s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré et l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024, y compris celles relatives à la journée complémentaire, ainsi que les valeurs inactives,

APRÈS EN AVOIR DELIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **LUI DONNE ACTE** de la présentation faite du Compte Financier Unique, lequel peut se résumer ainsi :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Libellés	Investissement		Fonctionnement		Ensemble	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
COMPTE ADMINISTRATIF						
Résultats reportés (19/03/2024)	178 538.00		11 071.63		189 609.63	
Résultats affectés						
Opérations de l'exercice			1 381.00		1 381.00	
TOTAUX	178 538.00		12 452.63		190 990.63	
Résultats de clôture	178 538.00		12 452.63		190 990.63	
Restes à réaliser						
TOTAUX CUMULES	178 538.00		12 452.63		190 990.63	
RESULTATS DEFINITIFS	**178 538.00**		**12 452.63**		**190 990.63**	

- **RECONNAÎT** la sincérité des restes à réaliser en dépenses et recettes d'investissement,
- **DÉCLARE** que le Compte Financier Unique dressé pour l'exercice 2024 par l'ordonnateur et le comptable, visé et certifié conforme par ces deux instances, n'appelle ni observation ni réserve de sa part,
- **VOTE ET ARRÊTE** les résultats définitifs du Compte Financier Unique tels que résumés ci-dessus.

Tourrettes, le 20 mars 2025

Maryvonne BLANC
Secrétaire de séance

Communauté de Communes du Pays de Fayence

René UGO
Président

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNAUTE DE COMMUNES dont la population est de 3500 habitants et plus : COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS DE FAYENCE (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL

Numéro SIRET : 20000480200043

POSTE COMPTABLE : SCG DE L'ESTEREL

M. 57

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : Zone d'Activités de BROVES (3)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B1 - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 5
B2 - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 6
B3.1 - Liste des organismes de regroupement 7
B3.2 - Liste des établissements publics créés 8
B3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 9
C1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 10
C2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 11
D - Bilan synthétique 12
E - Compte de résultat synthétique 13
F - Taux des contributions et produits afférents en N 15

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 16

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'investissement 17
A1.2 - Recettes d'investissement 18
A2.1 - Dépenses de fonctionnement 19
A2.2 - Recettes de fonctionnement 20

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'investissement 21
B2 - Recettes d'investissement 23
C1 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 25
D1 - Dépenses de fonctionnement 26
D2 - Recettes de fonctionnement 28

III - Etats financiers

A - Bilan 29
B - Compte de résultat 33
C - Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables) 36
D - Balance des comptes 37

IV - Etats annexés

A - Présentation croisée et agrégée

A1 - Présentation croisée, section d'investissement - Vue d'ensemble 39
A2 - Présentation croisée, section de fonctionnement - Vue d'ensemble 41
A3 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 43

B - Etats annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 45
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 46
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 50
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 52
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement 54
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 55
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 56
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 57
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes 58
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 59
B3 - Etat des provisions Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées 60
B5 - Détail des opérations pour comptes de tiers 61
B6 - Prêts 62
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 63
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 64
B7.3 - Etat des emprunts garantis Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés Sans Objet

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

B7.9 - Autres engagements reçus Sans Objet
B8 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions Sans Objet
B9 - Etat du personnel 65
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 68
B11.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
B11.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet

C - Etats annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 69
C1.2- Equilibre budgétaire - Dépenses 71
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 72
C2.1 - Situation des AP 74
C2.2 - Situation des AE 75
C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 76
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction 82

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 87
D2 - Gestion des fonds européens Sans Objet
D3 - Actions de formation des élus Sans Objet
D4 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes Sans Objet
D5 - Identification des flux croisés 88
D6.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement Sans Objet
D6.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement Sans Objet
D7.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1) Sans Objet
D7.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
D8.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse Sans Objet
D8.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail Sans Objet
E - État des Contrôles du Compte Financier Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 89

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;
les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	0

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	0.00

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	0.00
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	0.00
3	Dépenses d'équipement brut / population	0.00
4	Encours de dette / population (2)(3)	0.00
5	DGF / population	0.00
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	0.00
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	0.00
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	0.00
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	566 267,00	579 038,63	1 145 305,63
	Recettes réalisées (1)	B	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	387 729,00	567 967,00	955 696,00
	Dépenses réalisées (1)	E	0,00	1 381,00	1 381,00
	Restes à réaliser	F	0,00	0,00	0,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	0,00	-1 381,00	-1 381,00
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	-178 538,00	-11 071,63	-189 609,63
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	-178 538,00	-12 452,63	-190 990,63
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	0,00	0,00	0,00
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-178 538,00	-12 452,63	-190 990,63

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
ZA DE BROVES - CC PAYS FAYENCE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-178 538,00	0,00	0,00	0,00	-178 538,00
Fonctionnement	-11 071,63	0,00	-1 381,00	0,00	-12 452,63
Sous-Total	-189 609,63	0,00	-1 381,00	0,00	-190 990,63
TOTAL II	**-189 609,63**	**0,00**	**-1 381,00**	**0,00**	**-190 990,63**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL III	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL I + II + III	**-189 609,63**	**0,00**	**-1 381,00**	**0,00**	**-190 990,63**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE	B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
088-200084602-20240319-290319-66-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS	B3.2

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

I

Bilan synthétique (en milliers d'euros)

D

ACTIF NET (1)	Total
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**
Subventions d'investissement versées	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00
Immobilisations corporelles (nettes)	**0,00**
Terrains	0,00
Constructions	0,00
Réseaux et installations de voirie	0,00
Réseaux divers	0,00
Installations techniques, agencements et matériel	0,00
Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00
Autres	0,00
Immobilisations corporelles en cours	**0,00**
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	**0,00**
Immobilisations financières (nettes)	**0,00**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**0,00**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**
Stocks	302,31
Créances	0,06
Charges constatées d'avance	0,00
Trésorerie	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**302,37**
Comptes de régularisation (III)	0,00
Écarts de conversion actif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**302,37**

FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
FONDS PROPRES	**0,00**
Apports et subventions d'investissement	0,00
Neutralisations et régularisations	0,00
Réserves	0,00
Report à nouveau	-11,07
Résultat de l'exercice	-1,38
Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	0,00
TOTAL FONDS PROPRES (I)	**-12,45**
PASSIF	**0,00**
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00
Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	0,00
Dettes financières et autres emprunts	123,77
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)	**123,77**
DETTES NON FINANCIÈRES	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	0,00
Autres dettes non financières	191,05
Produits constatés d'avance	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)	**191,05**
TOTAL TRÉSORERIE (4)	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)	**314,82**
Comptes de régularisation (III)	0,00
Écarts de conversion passif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**302,37**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros) — E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état	0,00	0,00
Participations	0,00	0,00
Compensations, autres attributions et autres participations	0,00	0,00
Dons et legs	0,00	0,00
Impôts et taxes	0,00	0,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services	0,00	68,15
Produits des cessions d'actifs	0,00	0,00
Autres produits de gestion	0,00	0,00
Production stockée et immobilisée	0,00	-66,46
AUTRES PRODUITS	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	0,00	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif	0,00	0,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**0,00**	**1,69**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes	0,00	0,00
Charges de personnel	0,00	0,00
Indemnités des élus (et membres du CESR)	0,00	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	0,00	0,00
Impôts et taxes	1,38	1,62
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	0,00	0,00
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	0,00	0,00
Neutralisation des dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession	0,00	0,00
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**1,38**	**1,62**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros) — E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES D'INTERVENTION	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre	0,00	0,00
Autres charges	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**-1,38**	**0,07**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**0,00**	**0,00**
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**0,00**	**0,00**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**-1,38**	**0,07**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N — F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL				**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- avec (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE

II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	123 774,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**123 774,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**123 774,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*263 955,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**263 955,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**387 729,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**178 538,00**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**566 267,00**	**0,00**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.
(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.
(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) *DI 040 = RF 042*
(5) *DI 041 = RI 041*
(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250318-03-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*263 955,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*302 312,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**566 267,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**566 267,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001 Solde d'exécution positif reporté		**0,00**			
Total des recettes de la section d'investissement		**566 267,00**	**0,00**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.
(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).
(4) *DI 040 = RF 042*
(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(7) *DI 041 = RI 041*
(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE

II

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	1 700,00	1 381,00	0,00	1 381,00	81,24	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**1 700,00**	**1 381,00**	**0,00**	**1 381,00**	**81,24**	**0,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**1 700,00**	**1 381,00**	**0,00**	**1 381,00**	**81,24**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*263 955,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*302 312,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**566 267,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**567 967,00**	**1 381,00**	**0,00**	**1 381,00**	**0,24**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**11 071,63**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**579 038,63**	**1 381,00**	**0,00**	**1 381,00**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200084602-20240319-293319-66-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE

II

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	307 141,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	7 941,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**315 083,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**315 083,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*263 955,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**263 955,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**579 038,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**579 038,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

Accusé de réception en préfecture
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses d'investissement - Vue détaillée — B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	123 774,00	0,00	0,00	0,00	123 774,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**123 774,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**123 774,00**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**123 774,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**123 774,00**
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*263 955,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*263 955,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***263 955,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***263 955,00***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**387 729,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**387 729,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses d'investissement - Vue détaillée — B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		178 538,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de la section d'investissement		566 267,00	0,00	0,00	0,00	566 267,00

Accusé de réception en préfecture
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Recettes d'investissement - Vue détaillée — B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*263 955,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*302 312,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*302 312,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		***566 267,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***566 267,00***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**566 267,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**566 267,00**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	**B2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes de la section d'investissement		**566 267,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**566 267,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée — D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
63512	Taxes foncières	0,00	1 381,00	0,00	1 381,00	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	1 700,00	1 381,00	0,00	1 381,00	319,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**1 700,00**	**1 381,00**	**0,00**	**1 381,00**	**319,00**
total chapitre 66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**1 700,00**	**1 381,00**	**0,00**	**1 381,00**	**319,00**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*263 955,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*302 312,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*302 312,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***566 267,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***566 267,00***
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**567 967,00**	**1 381,00**	**0,00**	**1 381,00**	**566 586,00**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**11 071,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**579 038,63**	**1 381,00**	**0,00**	**1 381,00**	**577 657,63**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Recettes de fonctionnement - Vue détaillée — D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	307 141,91	0,00	0,00	0,00	307 141,91
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	7 941,72	0,00	0,00	0,00	7 941,72
Total des recettes de gestion des services		**315 083,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**315 083,63**
total chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**315 083,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**315 083,63**
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*263 955,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*263 955,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***263 955,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***263 955,00***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**579 038,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**579 038,63**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section de fonctionnement		**579 038,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**579 038,63**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Bilan (en euros) — A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'investissement versées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains		0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions		0,00	0,00	0,00	0,00
Réseaux et installations de voirie		0,00	0,00	0,00	0,00
Réseaux divers		0,00	0,00	0,00	0,00
Installations techniques, agencements et matériel		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations mises en concessions ou affermées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
ACTIF CIRCULANT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
STOCKS		302 312,00	0,00	302 312,00	302 312,00
CRÉANCES		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		60,00	0,00	60,00	60,00
Créances sur les redevables et comptes rattachés		0,00	0,00	0,00	0,00
Avances et acomptes versés par la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur budgets annexes		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les autres débiteurs		0,00	0,00	0,00	0,00
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE		0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Bilan (en euros) — A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**302 372,00**	**0,00**	**302 372,00**	**302 372,00**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00
DISPONIBILITÉS		0,00	0,00	0,00	0,00
AUTRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		0,00	0,00	0,00	0,00
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**302 372,00**	**0,00**	**302 372,00**	**302 372,00**

Accusé de réception en préfecture
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Bilan (en euros) — A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		**0,00**	**0,00**
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ		0,00	0,00
Dotations		0,00	0,00
Fonds globalisés		0,00	0,00
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00
Rattachées à un actif amortissable		0,00	0,00
Rattachées à un actif non amortissable		0,00	0,00
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		0,00	0,00
RÉSERVES		0,00	0,00
REPORT A NOUVEAU		-11 071,63	-11 143,53
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		-1 381,00	71,90
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT		0,00	0,00
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		0,00	0,00
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**-12 452,63**	**-11 071,63**
PASSIF		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES		0,00	0,00
PROVISIONS POUR CHARGES		0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		**0,00**	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		0,00	0,00
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		0,00	0,00
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		123 774,00	123 774,00
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**123 774,00**	**123 774,00**
DETTES NON FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		0,00	0,00
Dettes fiscales et sociales		0,00	0,00
Avances et acomptes reçus		0,00	0,00
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Bilan (en euros) — A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité		0,00	0,00
Dettes sur budgets annexes		191 050,63	189 669,63
Autres dettes non financières		0,00	0,00
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		0,00	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**191 050,63**	**189 669,63**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE		0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (4)		**0,00**	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**314 824,63**	**313 443,63**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		0,00	0,00
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)		0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**302 372,00**	**302 372,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Compte de résultat (en euros) — B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état		0,00	0,00	0,00
Participations		0,00	0,00	0,00
Compensations, autres attributions et autres participations		0,00	0,00	0,00
Dons et legs		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		0,00	0,00	0,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services		0,00	68 154,90	-68 154,90
Produits des cessions d'actifs		0,00	0,00	0,00
Autres produits de gestion		0,00	0,00	0,00
Production stockée et immobilisée		0,00	-66 462,00	66 462,00
AUTRES PRODUITS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**0,00**	**1 692,90**	**-1 692,90**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes		0,00	0,00	0,00
Charges de personnel		0,00	0,00	0,00
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont charges sociales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Indemnités des élus (et membres du CESR)		0,00	0,00	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		1 381,00	1 621,00	-240,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		0,00	0,00	0,00
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Compte de résultat (en euros) — B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des plus-values de cession		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**1 381,00**	**1 621,00**	**-240,00**
CHARGES D'INTERVENTION		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre		0,00	0,00	0,00
Dont ménages		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont personnes morales de droit privé		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont collectivités territoriales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont autres organismes publics		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont établissements d'enseignement		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité		0,00	0,00	0,00
Autres charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**-1 381,00**	**71,90**	**-1 452,90**
PRODUITS FINANCIERS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Produits des participations et des prêts		0,00	0,00	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres produits financiers		0,00	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
CHARGES FINANCIERES		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges d'intérêts		0,00	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres charges financières		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**-1 381,00**	**71,90**	**-1 452,90**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
119	Report à nouveau (solde débiteur)	11 143,53	0,00	0,00	71,90	0,00	0,00	11 143,53	71,90	11 071,63	0,00
	Sous Total compte 11	**11 143,53**	**0,00**	**0,00**	**71,90**	**0,00**	**0,00**	**11 143,53**	**71,90**	**11 071,63**	**0,00**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou	0,00	71,90	71,90	0,00	0,00	0,00	71,90	71,90	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**0,00**	**71,90**	**71,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**71,90**	**71,90**	**0,00**	**0,00**
168748	Autres communes	0,00	123 774,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	123 774,00	0,00	123 774,00
	Sous Total compte 16874	**0,00**	**123 774,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**123 774,00**	**0,00**	**123 774,00**
	Sous Total compte 1687	**0,00**	**123 774,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**123 774,00**	**0,00**	**123 774,00**
	Sous Total compte 168	**0,00**	**123 774,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**123 774,00**	**0,00**	**123 774,00**
	Sous Total compte 16	**0,00**	**123 774,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**123 774,00**	**0,00**	**123 774,00**
	Total classe 1	**11 143,53**	**123 845,90**	**71,90**	**71,90**	**0,00**	**0,00**	**11 215,43**	**123 917,80**	**11 071,63**	**123 774,00**
3555	Terrains aménagés	302 312,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	302 312,00	0,00	302 312,00	0,00
	Sous Total compte 355	**302 312,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**302 312,00**	**0,00**	**302 312,00**	**0,00**
	Sous Total compte 35	**302 312,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**302 312,00**	**0,00**	**302 312,00**	**0,00**
	Total classe 3	**302 312,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**302 312,00**	**0,00**	**302 312,00**	**0,00**
44567	Crédit de T.V.A. à reporter	60,00	0,00	240,00	240,00	0,00	0,00	300,00	240,00	60,00	0,00
	Sous Total compte 4456	**60,00**	**0,00**	**240,00**	**240,00**	**0,00**	**0,00**	**300,00**	**240,00**	**60,00**	**0,00**
	Sous Total compte 445	**60,00**	**0,00**	**240,00**	**240,00**	**0,00**	**0,00**	**300,00**	**240,00**	**60,00**	**0,00**
447	Autres impôts, taxes et versements assim	0,00	0,00	1 381,00	1 381,00	0,00	0,00	1 381,00	1 381,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 44	**60,00**	**0,00**	**1 621,00**	**1 621,00**	**0,00**	**0,00**	**1 681,00**	**1 621,00**	**60,00**	**0,00**
45101	Compte de rattachement avec... (à subdiv	0,00	189 669,63	0,00	1 381,00	0,00	0,00	0,00	191 050,63	0,00	191 050,63
	Sous Total compte 451	**0,00**	**189 669,63**	**0,00**	**1 381,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**191 050,63**	**0,00**	**191 050,63**
	Sous Total compte 45	**0,00**	**189 669,63**	**0,00**	**1 381,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**191 050,63**	**0,00**	**191 050,63**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 4	**60,00**	**189 669,63**	**1 621,00**	**3 002,00**	**0,00**	**0,00**	**1 681,00**	**192 671,63**	**60,00**	**191 050,63**
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	1 381,00	0,00	1 381,00	0,00	1 381,00	0,00
	Sous Total compte 6351	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 381,00**	**0,00**	**1 381,00**	**0,00**	**1 381,00**	**0,00**
	Sous Total compte 635	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 381,00**	**0,00**	**1 381,00**	**0,00**	**1 381,00**	**0,00**
	Sous Total compte 63	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 381,00**	**0,00**	**1 381,00**	**0,00**	**1 381,00**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 381,00**	**0,00**	**1 381,00**	**0,00**	**1 381,00**	**0,00**
	Total gÃ©nÃ©ral	**313 515,53**	**313 515,53**	**1 692,90**	**3 073,90**	**1 381,00**	**0,00**	**316 589,43**	**316 589,43**	**314 824,63**	**314 824,63**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240515-250315-03-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES — A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240519-250315-00-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)(9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.
(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt: Type de taux (13)	Taux d'intérêt: Index (14)	Taux d'intérêt: Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Annuité de l'exercice: Capital	Annuité de l'exercice: Charges d'intérêt (16)	Annuité de l'exercice: Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprèsdes établissements financiers(Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
Total général		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-00-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 21/03/2025
Publication : 25/03/2025

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200064602-20240319-250319-66-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT	B1.6

REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00								0,00	0,00	0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N

B1.7

EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscrip-tion du contrat initial	Date de renégocia-tion	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Con-trat initial	Con-trat rené-gocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.8

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200084602-20240319-290319-66-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.9

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200084602-20240315-290315-66-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-2503T9-DE-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES — B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PRETS — B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Non assortis d'intérêts (total)		**0,00**	**0,00**		

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200084602-20240319-290319-66-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	0,00
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.
(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.
(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.
(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250310-00-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 31/12/N correspond au reste à employer au 31/12/N, l'annuité reçue au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240313-2503103-00-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
[illegible]
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

%) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250310-03-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Mas de Tassy, 1849 RD19, 83440 TOURRETTES (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-178 538,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-178 538,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-178 538,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**-178 538,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**123 774,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**263 955,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**140 181,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-178 538,00**			**-178 538,00**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**-178 538,00**			**-178 538,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**-178 538,00**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**123 774,00**	**I 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**123 774,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	123 774,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240313-250313-03-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**263 955,00**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**263 955,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*263 955,00*	*0,00*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200084602-20240319-290319-66-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME

C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION — C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES (1)	D5

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. la liste des opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES

V

ARRETE ET SIGNATURES

A

Date d'édition : 24/01/2025

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
Mme CORINE HUSSON	du 01/01/2024	au 24/01/2025	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

FAGARD Juliette (1018750319-0), Inspecteur divisionnaire FiP classe normale **A DDFiP DU VAR , le 27/01/2025**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
HUSSON Corine (1017807439-0), CSC des Finances Publiques de 4ème catégorie **A ESTEREL , le 28/01/2025**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 22
Pouvoirs..... 7
Absents..... 1
Suffrages exprimés 30

DCC n° 240319/07

SÉANCE DU MERCREDI 19 MARS 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Maryvonne BLANC
Date de convocation : 12-03-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : **Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Claudette MARIET, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Bernard HENRY, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, René BOUCHARD, Philippe DURAND-TERRASSON, Jérôme SAILLET, François CAVALLIER**
Absents excusés : **Daniel MARIN (pouvoir à B. HENRY), Michèle PERRET (pouvoir à O. LEFEBVRE), M. REZK (pouvoir à F. CAVALLIER), Christian COULON (pouvoir à JY. HUET), Laurence BERNARD (pourvoir à MJ. MANKAÏ), Aurélie COURANT (pouvoir à C. BOUGE), Loïs FAUR (pouvoir à J. SAILLET), René UGO**

BUDGET ANNEXE EAU
APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2024

L'article 242 de la loi de finances 2019 (modifié par l'article 137 de la loi de finances 2021) a prévu l'expérimentation du Compte Financier Unique. Ce CFU se substitue, dans une démarche de simplification, au compte administratif établi par l'ordonnateur et au compte de gestion réalisé par le comptable.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

CONSIDÉRANT que M. René UGO, Président, s'est retiré et que M. Jean-Yves HUET, Vice-Président délégué aux finances, a été désigné par le Conseil communautaire pour assurer la présidence pour le vote du Compte Financier Unique du budget annexe EAU de l'exercice 2024 dressé par l'ordonnateur et le comptable,
APRÈS s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré et l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024, y compris celles relatives à la journée complémentaire, ainsi que les valeurs inactives,

APRÈS EN AVOIR DELIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **LUI DONNE ACTE** de la présentation faite du Compte Financier Unique, lequel peut se résumer ainsi :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Libellés	Investissement		Fonctionnement		Ensemble	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
COMPTE FINANCIER UNIQUE						
Résultats reportés (19/03/2024)	282 975.74			3 484 699.70	282 975.74	3 484 699.70
Résultats affectés (19/03/2024)		827 399.76				827 399.76
Opérations de l'exercice	4 682 617.01	4 930 451.34	8 108 162.14	10 775 767.11	12 790 779.15	15 706 218.45
TOTAUX	4 965 592.75	5 757 851.00	8 108 162.14	14 260 466.81	13 073 754.89	20 018 317.91
Résultats de clôture	792 258.35			6 152 304.67	792 258.35	6 152 304.67
Restes à réaliser	4 140 137.49	1 850 408.10			4 140 137.49	1 850 408.10
TOTAUX CUMULES	9 105 730.24	7 608 259.20	8 108 162.14	14 260 466.81	17 213 892.38	21 868 726.01
RESULTATS DEFINITIFS	**1 497 471.04**			**6 152 304.67**		**4 654 833.63**

- **RECONNAÎT** la sincérité des restes à réaliser en dépenses et recettes d'investissement,
- **DÉCLARE** que le Compte Financier Unique dressé pour l'exercice 2024 par l'ordonnateur et le comptable, visé et certifié conforme par ces deux instances, n'appelle ni observation ni réserve de sa part,
- **VOTE ET ARRÊTE** les résultats définitifs du Compte Financier Unique tels que résumés ci-dessus.

Tourrettes, le 20 mars 2025

Maryvonne BLANC
Secrétaire de séance

Communauté de Communes du Pays de Fayence

René UGO
Président

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNAUTE DE COMMUNES dont la population est de 3500 habitants et plus : COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS DE FAYENCE (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL

Numéro SIRET : 20000480200068

POSTE COMPTABLE : SCG DE L'ESTEREL

M. 49(4)

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : EAU (3)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.
(4) Préciser le plan de comptes : M4, M41, M43 ou M49

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 4
B - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 5
C - Liste des services individualisés dans un budget annexe (1) 6
D1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 7
D2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 8
E - Bilan synthétique 9
F - Compte de résultat synthétique 10

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 11

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'exploitation 12
A1.2 - Recettes d'exploitation 13
A2.1 - Dépenses d'investissement 14
A2.2 - Recettes d'investissement 15

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'exploitation 16
B2 - Recettes d'exploitation 20
C1 - Dépenses d'investissement 22
C2 - Recettes d'investissement 25
D - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 27

III - États financiers

A - Bilan 28
B - Compte de résultat 33
C - Balance des comptes 36

IV - États annexés

A - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes (1) 52

B. États annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 53
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 54
B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 61
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 63
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 64
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement 66
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 67
B1.8 - Etat de la dette - Autres dettes 68
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 69
B3 - Etat des provisions et des dépréciations 70
B4 - Etat des charges transférées 71
B5 - Détail des opérations pour le compte de tiers 72
B6.1 - Etat des emprunts garantis Sans Objet
B6.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B7.1- Subventions versées dans le cadre du vote du budget 73
B8.1- Etat des contrats de crédit-bail 74
B8.2 - Etat des marchés de partenariat 75
B8.3 - Etat des autres engagements donnés 76
B8.4 - Etat des engagements reçus 77
B9.1 - Etat du personnel Sans Objet
B9.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 78
B10 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 79

C. États annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 80
C1.2 - Équilibre budgétaire - Dépenses 81
C1.3 - Équilibre budgétaire - Recettes 82
C2.1 - Situation des autorisations de programme 83
C2.2 - Situation des autorisations d'engagement 84
C3 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature Sans Objet

D. Autres éléments d'information

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

D1.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (3) 85
D1.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (3) 86
D1.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (3) 87
D1.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (3) 88
E - État des Contrôles du Compte Financier Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 89

(1) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

(2) Cet état n'est obligatoire que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leur établissements publics.

(3) Ces états ne sont obligatoire que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
PRÉSENTATION GÉNÉRALES DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE	A

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	**Exploitation**	**Total cumulé**
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	**14 100 428,61**	**10 632 482,44**	**24 732 911,05**
	Recettes réalisées (1)	B	**5 757 851,10**	**10 775 767,11**	**16 533 618,21**
	Restes à réaliser	C	**1 850 408,10**	**0,00**	**1 850 408,10**
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	**13 817 452,87**	**14 117 182,14**	**27 934 635,01**
	Dépenses réalisées (1)	E	**4 682 617,01**	**8 108 162,14**	**12 790 779,15**
	Restes à réaliser	F	**4 140 137,49**	**0,00**	**4 140 137,49**
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	**1 075 234,09**	**2 667 604,97**	**3 742 839,06**
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	**-282 975,74**	**3 484 699,70**	**3 201 723,96**
Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation)	Excédent /déficit	G + H	**792 258,35**	**6 152 304,67**	**6 944 563,02**
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C – F	**-2 289 729,39**	**0,00**	**-2 289 729,39**
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	**-1 497 471,04**	**6 152 304,67**	**4 654 833,63**

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Résultat de clôture de l'exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL II	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EAU - CC PAYS DE FAYENCE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-282 975,74	0,00	1 075 234,09	0,00	792 258,35
Fonctionnement	4 312 099,46	827 399,76	2 667 604,97	0,00	6 152 304,67
Sous-Total	4 029 123,72	827 399,76	3 742 839,06	0,00	6 944 563,02
TOTAL III	**4 029 123,72**	**827 399,76**	**3 742 839,06**	**0,00**	**6 944 563,02**
TOTAL I + II + III	**4 029 123,72**	**827 399,76**	**3 742 839,06**	**0,00**	**6 944 563,02**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE (1)	C

(1) Seulement valable pour les régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.
(2) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER – RAR DEPENSES	D1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) **4 140 137,49**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**143 803,01**
2031	Frais d'études	119 552,03
2051	Concessions et droits assimilés	24 250,98
21	**Immobilisations corporelles**	**36 329,51**
21561	Service de distribution d'eau	33 979,51
2182	Matériel de transport	1 400,00
2183	Matériel de bureau et informatique	950,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**3 960 004,97**
2313	Constructions	868,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	3 770 518,05
238	Avances commandes immo. incorp.	188 618,92
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**0,00**
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(II) **0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER - RAR RECETTES	D2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		**(III) 1 850 408,10**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**1 850 408,10**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	1 091 686,56
13118	Autres Subv. Équipt Etat	758 721,54
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**0,00**
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		**(IV) 0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**0,00**
73	**Produits issus de la fiscalité**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

I

Bilan synthétique (en milliers d'euros)

E

ACTIF NET (1)	Total	PASSIF	Total
Immobilisations incorporelles (nettes)	**123,87**	Dotations	0,00
Terrains	296,90	Fonds globalisés	0,00
Constructions	4 461,07	Réserves	4 493,38
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	26 036,92	Différences sur réalisation d'immobilisations	0,00
Immobilisations corporelles en cours	461,14	Report à nouveau (1)	3 484,70
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	2 667,60
Autres immobilisations corporelles	1 588,94	Subventions transférables	6 550,36
Total immobilisations corporelles (nettes)	**32 844,97**	Subventions non transférables	0,00
Immobilisations financières	**34,50**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	16 478,32
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**33 003,34**	Provisions réglementées	0,00
Stocks	0,00	**TOTAL FONDS PROPRES**	**33 674,36**
Créances	3 816,22	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	**0,00**
Valeurs mobilières de placement	0,00	**Dettes financières à long terme**	**6 338,47**
Disponibilités	5 191,79	Fournisseurs (2)	1 476,86
Autres actifs circulant	0,00	Autres dettes à court terme	6,91
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**9 008,02**	**Total des dettes à court terme**	**1 483,77**
Comptes de régularisation	**20,77**	**TOTAL DETTES**	**7 822,24**
		Comptes de régularisation	**535,52**
TOTAL ACTIF	**42 032,12**	**TOTAL PASSIF**	**42 032,12**

(1)Déduction faite des amortissements et dépréciations
(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice N+1

Accusé de réception Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros) — F

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Impôts et taxes perçus	0,00	0,00
Dotations et subventions reçues	0,00	77,37
Produits des services	8 925,20	5 895,12
Autres produits	344,95	350,30
Transferts de charges	0,00	0,00
Produits courants non financiers	9 270,15	6 322,79
Traitements, salaires, charges sociales	2 599,06	2 486,23
Achats et charges externes	1 572,06	1 662,37
Participations et interventions	123,32	89,17
Dotations aux amortissements et provisions	1 682,99	1 640,81
Autres charges	1 165,40	26,75
Charges courantes non financières	7 142,84	5 905,33
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**2 127,31**	**417,46**
Produits courants financiers	0,00	0,00
Charges courantes financières	134,36	113,97
RESULTAT COURANT FINANCIER	**-134,36**	**-113,97**
RESULTAT COURANT	**1 992,96**	**303,48**
Produits exceptionnels	711,90	336,55
Charges exceptionnelles	37,25	173,56
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**674,65**	**162,98**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**2 667,60**	**466,46**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état D1.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 011	Charges à caractère général	3 046 071,65	1 631 257,36	991 048,19	2 622 305,55	86,09	0,00
Chapitre 012	Charges de personnel, frais assimilés	2 970 035,00	2 719 671,74	1 114,00	2 720 785,74	91,61	0,00
Chapitre 014	Atténuations de produits	1 150 000,00	348 966,00	438 180,00	787 146,00	68,45	0,00
Chapitre 65	Autres charges de gestion courante	131 240,00	123 156,97	168,00	123 324,97	93,97	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**7 297 346,65**	**4 823 052,07**	**1 430 510,19**	**6 253 562,26**	**85,70**	**0,00**
Chapitre 66	Charges financières	166 040,59	131 843,86	0,00	131 843,86	79,40	0,00
Chapitre 67	Charges exceptionnelles	173 000,00	25 365,74	11 883,00	37 248,74	21,53	0,00
Chapitre 68	Dotations aux provisions et dépréciat°	9 397,00	9 397,00	0,00	9 397,00	100,00	0,00
Chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**7 645 784,24**	**4 989 658,67**	**1 442 393,19**	**6 432 051,86**	***84,13***	**0,00**
Chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*4 741 883,00*					
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*1 729 514,90*	*1 676 110,28*	*0,00*	*1 676 110,28*	*96,91*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***6 471 397,90***	***1 676 110,28***	***0,00***	***1 676 110,28***	***25,90***	***0,00***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**14 117 182,14**	**6 665 768,95**	**1 442 393,19**	**8 108 162,14**	**57,43**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**					
Total des dépenses de la section d'exploitation		**14 117 182,14**	**6 665 768,95**	**1 442 393,19**	**8 108 162,14**		**0,00**

(1) dépenses engagées non mandatées

(2) ce chapitre n'existe pas en M49

(3) DE 042 = RI 040 ; DE 043 = RE 043

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 013	Atténuations de charges	7 743,00	6 572,26	0,00	6 572,26	84,88	0,00
Chapitre 70	Ventes produits fabriqués, prestations	9 558 704,44	7 494 802,88	2 217 542,99	9 712 345,87	101,61	0,00
Chapitre 73	Produits issus de la fiscalité(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 75	Autres produits de gestion courante	0,00	259,85	0,00	259,85	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**9 566 447,44**	**7 501 634,99**	**2 217 542,99**	**9 719 177,98**	**101,60**	**0,00**
Chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 77	Produits exceptionnels	410 035,00	416 629,67	0,00	416 629,67	101,61	0,00
Chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**9 976 482,44**	**7 918 264,66**	**2 217 542,99**	**10 135 807,65**	**101,60**	**0,00**
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*656 000,00*	*639 959,46*	*0,00*	*639 959,46*	*97,55*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***656 000,00***	***639 959,46***	***0,00***	***639 959,46***	***97,55***	***0,00***
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**10 632 482,44**	**8 558 224,12**	**2 217 542,99**	**10 775 767,11**	**101,35**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**3 484 699,70**					
Total des recettes de la section d'exploitation		**14 117 182,14**	**8 558 224,12**	**2 217 542,99**	**10 775 767,11**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées

(2) ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43

(3) RE 042 = DI 040

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSESD'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	986 275,42	112 610,48	11,42	143 803,01
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	1 077 955,94	780 869,06	72,44	36 329,51
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	10 158 821,51	2 699 500,34	26,57	3 960 004,97
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**12 223 052,87**	**3 592 979,88**	**29,40**	**4 140 137,49**
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	391 500,00	372 380,12	95,12	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	6 900,00	6 900,00	100,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**398 400,00**	**379 280,12**	**95,20**	**0,00**
Total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**12 621 452,87**	**3 972 260,00**	**31,47**	**4 140 137,49**
Chapitre *040*	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*656 000,00*	*639 959,46*	*97,55*	*0,00*
Chapitre *041*	*Opérations patrimoniales (6)*	*540 000,00*	*70 397,55*	*13,04*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***1 196 000,00***	***710 357,01***	***59,39***	***0,00***
TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**13 817 452,87**	**4 682 617,01**	**33,89**	**4 140 137,49**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**282 975,74**			
TOTAL DES DÉPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**14 100 428,61**	**4 682 617,01**		**4 140 137,49**

(1) dépenses engagées non mandatées
(2) voir l'état II-D1 pour le détail des opérations d'équipement
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(4) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 13	Subventions d'investissement	4 261 630,95	1 183 943,51	27,78	1 850 408,10
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	2 000 000,00	2 000 000,00	100,00	0,00
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	827 399,76	827 399,76	100,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**7 089 030,71**	**4 011 343,27**	**56,59**	**1 850 408,10**
Chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*4 741 883,00*			
Chapitre 040	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*1 729 514,90*	*1 676 110,28*	*96,91*	*0,00*
Chapitre 041	*Opérations patrimoniales (6)*	*540 000,00*	*70 397,55*	*13,04*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***7 011 397,90***	***1 746 507,83***	***24,91***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**14 100 428,61**	**5 757 851,10**	**40,83**	**1 850 408,10**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**			
TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**14 100 428,61**	**5 757 851,10**		**1 850 408,10**

(1) recettes justifiées non titrées
(2) A servir uniquement, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(3) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(4) pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation)
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

Accusé de réception Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses d'exploitation - Vue détaillée — B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
605	Achats d'eau	0,00	345 927,08	75 312,19	270 614,89	0,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie ...)	0,00	150 069,23	22 032,75	128 036,48	0,00
6063	Autres fournitures d'entretien et de petit équipement	0,00	130 590,25	11 048,63	119 541,62	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	3 476,38	0,00	3 476,38	0,00
6066	Carburants	0,00	59 092,00	6 681,14	52 410,86	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	211 834,34	11 047,82	200 786,52	0,00
611	Sous-traitance générale	0,00	55 087,72	7 100,54	47 987,18	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	34 302,08	7 028,26	27 273,82	0,00
61523	Reseaux	0,00	231 857,14	5 018,39	226 838,75	0,00
61551	Matériel roulant	0,00	63 082,39	3 746,28	59 336,11	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	11 490,60	6 635,83	4 854,77	0,00
6156	Maintenance	0,00	12 806,18	300,00	12 506,18	0,00
6161	Multirisques	0,00	21 914,20	2 210,35	19 703,85	0,00
618	Divers	0,00	40 335,19	4 545,00	35 790,19	0,00
6226	Honoraires	0,00	67 112,70	13 661,79	53 450,91	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	18 289,60	2 250,00	16 039,60	0,00
6228	Divers	0,00	14 188,00	0,00	14 188,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	4 220,25	0,00	4 220,25	0,00
6238	Divers	0,00	42 002,28	15 506,58	26 495,70	0,00
6241	Transports sur achats	0,00	138,47	82,64	55,83	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	1 750,95	102,19	1 648,76	0,00
6257	Réceptions	0,00	139,56	0,00	139,56	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	38 168,01	8 687,41	29 480,60	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	81 815,28	12 363,32	69 451,96	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	3 739,80	200,00	3 539,80	0,00

Accusé de réception Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses d'exploitation - Vue détaillée — B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6281	Concours divers -cotisations	0,00	2 902,03	0,00	2 902,03	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	17 137,94	1 208,07	15 929,87	0,00
62871	à la collectivité de rattachement	0,00	36 941,73	0,00	36 941,73	0,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0,00	3 115,15	0,00	3 115,15	0,00
6371	Redevance versée aux agences de l'eau au titre des prélèvements d'eau	0,00	1 134 857,00	0,00	1 134 857,00	0,00
6378	Autres impôts taxes et versements assimilés	0,00	691,20	0,00	691,20	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	3 046 071,65	2 839 074,73	216 769,18	2 622 305,55	423 766,10
6215	Personnel affecté par la collectivité de rattachement	0,00	88 418,79	0,00	88 418,79	0,00
6312	Taxe d'apprentissage	0,00	6 810,35	0,00	6 810,35	0,00
6313	Participation des employeurs à la formation professionnelle continue	0,00	6 671,59	0,00	6 671,59	0,00
6332	Cotisations versées au FNAL	0,00	3 693,69	0,00	3 693,69	0,00
6336	Cotisations au Centre National et aux Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale	0,00	9 561,11	0,00	9 561,11	0,00
6411	Salaires, appointements, commissions de base	0,00	1 645 412,60	0,00	1 645 412,60	0,00
6413	Primes et gratifications	0,00	230 086,91	0,00	230 086,91	0,00
6451	Cotisations à l'URSSAF	0,00	360 768,22	0,00	360 768,22	0,00
6452	Cotisations aux mutuelles	0,00	8 440,36	0,00	8 440,36	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	269 650,34	0,00	269 650,34	0,00
6454	Cotisations au Pôle Emploi	0,00	39 855,17	0,00	39 855,17	0,00
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux	0,00	25 350,69	0,00	25 350,69	0,00
6472	Versements aux comités d'entreprise	0,00	10 199,00	0,00	10 199,00	0,00
6475	Médecine du travail pharmacie	0,00	3 760,00	0,00	3 760,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	12 106,92	0,00	12 106,92	0,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	2 970 035,00	2 720 785,74	0,00	2 720 785,74	249 249,26

Accusé de réception Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses d'exploitation - Vue détaillée — B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
701249	Reversement aux agences de l'eau - redevance pour pollution d'origine domestique	0,00	1 399 146,00	612 000,00	787 146,00	0,00
701259	Reversement à l'agence de l'eau - Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau	0,00	681 004,91	681 004,91	0,00	0,00
total chapitre 014	Atténuations de produits	1 150 000,00	2 080 150,91	1 293 004,91	787 146,00	362 854,00
6512	Droits d'utilisation - Informatique en nuage	0,00	14 965,80	3 810,54	11 155,26	0,00
6518	Autres	0,00	26 986,02	0,00	26 986,02	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	20 638,88	0,00	20 638,88	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	693,98	0,00	693,98	0,00
6588	Autres charges diverses de gestion courante	0,00	63 850,83	0,00	63 850,83	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante	131 240,00	127 135,51	3 810,54	123 324,97	7 915,03
Total des dépenses de gestion courante		**7 297 346,65**	**7 767 146,89**	**1 513 584,63**	**6 253 562,26**	**1 043 784,39**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	118 249,07	0,00	118 249,07	0,00
66112	Intérêts - rattachement des icne	0,00	44 161,80	30 567,01	13 594,79	0,00
total chapitre 66	Charges financières	166 040,59	162 410,87	30 567,01	131 843,86	34 196,73
6712	Pénalités,amendes fiscales et pénales	0,00	9 000,00	0,00	9 000,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	0,00	15 122,26	0,00	15 122,26	0,00
673	Titres annulés exercices antérieurs	0,00	7 403,23	0,00	7 403,23	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	9 417,02	3 693,77	5 723,25	0,00
total chapitre 67	Charges exceptionnelles	173 000,00	40 942,51	3 693,77	37 248,74	135 751,26
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants	0,00	9 397,00	0,00	9 397,00	0,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions et aux dépréciations (semi-budgétaires)	9 397,00	9 397,00	0,00	9 397,00	0,00
total chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses d'exploitation - Vue détaillée — B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses réelles d'exploitation		**7 645 784,24**	**7 979 897,27**	**1 547 845,41**	**6 432 051,86**	**1 213 732,38**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*4 741 883,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6811	*Dotations aux Amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles*	*0,00*	*1 673 595,38*	*0,00*	*1 673 595,38*	*0,00*
6862	*Dotation aux amortissements des charges financières à répartir*	*0,00*	*2 514,90*	*0,00*	*2 514,90*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*1 729 514,90*	*1 676 110,28*	*0,00*	*1 676 110,28*	*53 404,62*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***6 471 397,90***	***1 676 110,28***	***0,00***	***1 676 110,28***	***4 795 287,62***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**14 117 182,14**	**9 656 007,55**	**1 547 845,41**	**8 108 162,14**	**6 009 020,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'exploitation		**14 117 182,14**	**9 656 007,55**	**1 547 845,41**	**8 108 162,14**	**6 009 020,00**

Accusé de réception Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Recettes d'exploitation - Vue détaillée — B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
64198	Autres remboursements	0,00	6 572,26	0,00	6 572,26	0,00
total chapitre 013	Atténuations de charges	7 743,00	6 572,26	0,00	6 572,26	1 170,74
70111	Ventes d'eau aux abonnés	0,00	8 995 191,00	1 374 434,73	7 620 756,27	0,00
701241	Recouvrement de la redevance pour pollution d'origine domestique	0,00	1 008 500,92	142 321,26	866 179,66	0,00
701251	Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau	0,00	851 969,10	62 609,04	789 360,06	0,00
704	Travaux	0,00	337 897,21	28 731,23	309 165,98	0,00
7064	Locations de compteurs	0,00	883,35	883,35	0,00	0,00
7068	Autres prestations de service	0,00	36 976,62	2 239,95	34 736,67	0,00
7084	Mise à disposition de personnel facturée	0,00	54 230,12	0,00	54 230,12	0,00
70871	par la collectivité de rattachement	0,00	37 917,11	0,00	37 917,11	0,00
total chapitre 70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	9 558 704,44	11 323 565,43	1 611 219,56	9 712 345,87	-153 641,43
total chapitre 73	Produits issus de la fiscalité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres	0,00	259,85	0,00	259,85	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	0,00	259,85	0,00	259,85	-259,85
Total des recettes de gestion courante		**9 566 447,44**	**11 330 397,54**	**1 611 219,56**	**9 719 177,98**	**-152 730,54**
total chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7714	Recouvrement sur créances admises en non valeur	0,00	5 965,02	0,00	5 965,02	0,00
7718	Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	0,00	384 668,84	0,00	384 668,84	0,00
778	Autres produits exceptionnels	0,00	25 995,81	0,00	25 995,81	0,00
total chapitre 77	Produits exceptionnels	410 035,00	416 629,67	0,00	416 629,67	-6 594,67
total chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Recettes d'exploitation - Vue détaillée — B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes réelles d'exploitation		**9 976 482,44**	**11 747 027,21**	**1 611 219,56**	**10 135 807,65**	**-159 325,21**
722	*Immobilisations corporelles*	*0,00*	*344 691,54*	*0,00*	*344 691,54*	*0,00*
777	*Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice*	*0,00*	*295 267,92*	*0,00*	*295 267,92*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*656 000,00*	*639 959,46*	*0,00*	*639 959,46*	*16 040,54*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***656 000,00***	***639 959,46***	***0,00***	***639 959,46***	***16 040,54***
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**10 632 482,44**	**12 386 986,67**	**1 611 219,56**	**10 775 767,11**	**-143 284,67**
002 Résultat d'exploitation reporté		**3 484 699,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'exploitation		**14 117 182,14**	**12 386 986,67**	**1 611 219,56**	**10 775 767,11**	**3 341 415,03**

Accusé de réception Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses d'investissement - Vue détaillée — C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
2031	Frais d'études	0,00	103 613,67	0,00	103 613,67	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	5 431,41	0,00	5 431,41	0,00
2051	Concessions et droits assimilés	0,00	3 565,40	0,00	3 565,40	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	986 275,42	112 610,48	0,00	112 610,48	873 664,94
21561	Service de distribution d'eau	0,00	506 903,78	0,00	506 903,78	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	170 796,15	0,00	170 796,15	0,00
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	0,00	61 458,04	0,00	61 458,04	0,00
2188	Autres	0,00	41 711,09	0,00	41 711,09	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	1 077 955,94	780 869,06	0,00	780 869,06	297 086,88
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	1 400,00	0,00	1 400,00	0,00
2315	Installations matériels et outillage techniques	0,00	2 387 095,45	12 189,06	2 374 906,39	0,00
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00	323 193,95	0,00	323 193,95	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours	10 158 821,51	2 711 689,40	12 189,06	2 699 500,34	7 459 321,17
Total des dépenses d'équipement		**12 223 052,87**	**3 605 168,94**	**12 189,06**	**3 592 979,88**	**8 630 072,99**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	372 380,12	0,00	372 380,12	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	391 500,00	372 380,12	0,00	372 380,12	19 119,88
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	0,00	6 900,00	0,00	6 900,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	6 900,00	6 900,00	0,00	6 900,00	0,00

Accusé de réception Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses d'investissement - Vue détaillée — C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**398 400,00**	**379 280,12**	**0,00**	**379 280,12**	**19 119,88**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**12 621 452,87**	**3 984 449,06**	**12 189,06**	**3 972 260,00**	**8 649 192,87**
139111	*Agence de l'eau*	*0,00*	*93 661,14*	*0,00*	*93 661,14*	*0,00*
139118	*Autres*	*0,00*	*112 136,90*	*0,00*	*112 136,90*	*0,00*
13912	*Subvention équipement transférées au compte de résultat - Région*	*0,00*	*389,00*	*0,00*	*389,00*	*0,00*
13913	*Subvention d'équipement transférées au compte de résultat - Département*	*0,00*	*16 528,88*	*0,00*	*16 528,88*	*0,00*
13914	*Subvention d'équipement transférées au compte de résultat - Communes et structures intercommunales*	*0,00*	*1 666,00*	*0,00*	*1 666,00*	*0,00*
13918	*Subventions d'équipement transférées au compte de résultat - autres*	*0,00*	*47 906,00*	*0,00*	*47 906,00*	*0,00*
13933	*Pae (programme d'aménagement d'ensemble)*	*0,00*	*22 980,00*	*0,00*	*22 980,00*	*0,00*
21561	*Service de distribution d'eau*	*0,00*	*344 691,54*	*0,00*	*344 691,54*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*656 000,00*	*639 959,46*	*0,00*	*639 959,46*	*16 040,54*
21531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*0,00*	*16 415,00*	*0,00*	*16 415,00*	*0,00*
21561	*Service de distribution d'eau*	*0,00*	*10 836,00*	*0,00*	*10 836,00*	*0,00*
2182	*Matériel de transport*	*0,00*	*900,00*	*0,00*	*900,00*	*0,00*
2315	*Installations matériels et outillage techniques*	*0,00*	*42 246,55*	*0,00*	*42 246,55*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*540 000,00*	*70 397,55*	*0,00*	*70 397,55*	*469 602,45*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***1 196 000,00***	***710 357,01***	***0,00***	***710 357,01***	***485 642,99***

Accusé de réception Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses d'investissement - Vue détaillée — C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**13 817 452,87**	**4 694 806,07**	**12 189,06**	**4 682 617,01**	**9 134 835,86**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**282 975,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'investissement		**14 100 428,61**	**4 694 806,07**	**12 189,06**	**4 682 617,01**	**9 417 811,60**

Accusé de réception Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Recettes d'investissement - Vue détaillée — C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
13111	Agence de l'eau	0,00	1 036 160,00	0,00	1 036 160,00	0,00
13118	Autres	0,00	147 783,51	0,00	147 783,51	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	4 261 630,95	1 183 943,51	0,00	1 183 943,51	3 077 687,44
1641	Emprunts en euros	0,00	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	2 000 000,00	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Autres réserves	0,00	827 399,76	0,00	827 399,76	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	827 399,76	827 399,76	0,00	827 399,76	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**7 089 030,71**	**4 011 343,27**	**0,00**	**4 011 343,27**	**3 077 687,44**
total chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation*	*4 741 883,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28033	*Amortissements frais d'insertion*	*0,00*	*264,00*	*0,00*	*264,00*	*0,00*
2805	*Concessions et droits similaires brevets licences marques procédés logiciels droits et valeurs similaires*	*0,00*	*10 388,43*	*0,00*	*10 388,43*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*0,00*	*44 158,00*	*0,00*	*44 158,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*0,00*	*42 552,00*	*0,00*	*42 552,00*	*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*0,00*	*280 415,78*	*0,00*	*280 415,78*	*0,00*

Accusé de réception Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Recettes d'investissement - Vue détaillée — C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
28172	*Agencements et aménagements de terrains*	*0,00*	*629,00*	*0,00*	*629,00*	*0,00*
28173	*Constructions*	*0,00*	*109 291,20*	*0,00*	*109 291,20*	*0,00*
28174	*Constructions sur sol d'autrui*	*0,00*	*17 270,23*	*0,00*	*17 270,23*	*0,00*
28175	*Installations matériels et outillage techniques*	*0,00*	*986 109,90*	*0,00*	*986 109,90*	*0,00*
28178	*Autres immobilisations corporelles*	*0,00*	*19 801,00*	*0,00*	*19 801,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*87 945,02*	*0,00*	*87 945,02*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et matériel informatique*	*0,00*	*56 547,84*	*0,00*	*56 547,84*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*8 440,31*	*0,00*	*8 440,31*	*0,00*
28188	*Amortissements autres*	*0,00*	*9 782,67*	*0,00*	*9 782,67*	*0,00*
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*0,00*	*2 514,90*	*0,00*	*2 514,90*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*1 729 514,90*	*1 676 110,28*	*0,00*	*1 676 110,28*	*53 404,62*
2031	*Frais d'études*	*0,00*	*31 541,00*	*0,00*	*31 541,00*	*0,00*
2033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*6 570,00*	*0,00*	*6 570,00*	*0,00*
238	*Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles*	*0,00*	*32 286,55*	*0,00*	*32 286,55*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*540 000,00*	*70 397,55*	*0,00*	*70 397,55*	*469 602,45*
Total des recettes d'ordre en investissement		***7 011 397,90***	***1 746 507,83***	***0,00***	***1 746 507,83***	***5 264 890,07***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**14 100 428,61**	**5 757 851,10**	**0,00**	**5 757 851,10**	**8 342 577,51**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'investissement		**14 100 428,61**	**5 757 851,10**	**0,00**	**5 757 851,10**	**8 342 577,51**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Bilan (en euros) — A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Immobilisations incorporelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais d'études, de R et D	120 496,83	792,00	119 704,83	49 034,75
Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	80 162,34	76 001,94	4 160,40	10 983,43
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1) En toute propriété	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	2 208 951,63	87 181,00	2 121 770,63	2 164 528,63
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage techniques	9 532 577,09	830 359,23	8 702 217,86	5 753 472,64
Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	1 017 249,03	400 675,72	616 573,31	504 423,87
Immobilisations corporelles en cours	461 141,37	0,00	461 141,37	145 947,71
Immobilisations affectées à un service non personnalisé	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00
2) Reçues au titre d'une mise à disposition	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	317 023,96	20 122,02	296 901,94	297 530,94
Constructions	3 928 914,28	1 639 399,31	2 289 514,97	2 398 806,17
Constructions sur sol d'autrui	268 315,88	218 535,08	49 780,80	67 051,03
Installations, matériels et outillage techniques	33 052 340,69	15 717 639,81	17 334 700,88	18 322 342,78
Autres immobilisations corporelles	1 255 912,25	283 543,39	972 368,86	992 169,86
Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Bilan (en euros) — A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
3) Reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Participations et créances rattachées à des participations	34 500,00	0,00	34 500,00	27 600,00
Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**52 277 585,35**	**19 274 249,50**	**33 003 335,85**	**30 733 891,81**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Stocks et en cours	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00
En cours de production (biens et services)	0,00	0,00	0,00	0,00
Produits intermédiaires et finis	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Créances	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Créances d'exploitation	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Clients et comptes rattachés	3 411 225,26	0,00	3 411 225,26	3 036 484,77
Créances irrécouvrables admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres	430 316,86	0,00	430 316,86	212 600,00
Créances diverses	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

Accusé de réception Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Bilan (en euros) — A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Créances sur l'état et les collectivités publiques	158,40	0,00	158,40	198 979,40
Créances sur les budgets annexes ou le budget principal	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour le compte de tiers (créances)	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances	22 551,92	48 031,00	-25 479,08	-16 082,08
Valeurs mobilières de placement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Disponibilités	**5 191 793,65**	**0,00**	**5 191 793,65**	**2 672 166,38**
Avances de trésorerie	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges constatées d'avance	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL II	**9 056 046,09**	**48 031,00**	**9 008 015,09**	**6 104 148,47**
COMPTES DE RÉGULARISATION	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges à répartir sur plusieurs exercices	20 770,13	0,00	20 770,13	23 285,03
Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses à classer et à régulariser	0,00	0,00	0,00	0,00
Écarts de conversion - Actif	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL III	**20 770,13**	**0,00**	**20 770,13**	**23 285,03**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	**61 354 401,57**	**19 322 280,50**	**42 032 121,07**	**36 861 325,31**

Accusé de réception Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Bilan (en euros) — A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES	**0,00**	**0,00**
Fonds internes	**0,00**	**0,00**
Dotations	0,00	0,00
Mise à disposition (chez le bénéficiaire)	16 478 317,61	16 478 317,61
Affectation (par la collectivité de rattachement)	0,00	0,00
Écarts de réévaluation	0,00	0,00
Réserves	4 493 380,83	3 665 981,07
Report à nouveau (1)	3 484 699,70	3 845 636,92
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	2 667 604,97	466 462,54
Subventions d'investissement	6 550 361,03	5 663 217,44
Provisions réglementées	0,00	0,00
Autres fonds	**0,00**	**0,00**
Fonds globalisés	0,00	0,00
Droits de l'affectant	0,00	0,00
TOTAL I	**33 674 364,14**	**30 119 615,58**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques	0,00	0,00
Provisions pour charges	0,00	0,00
TOTAL II	**0,00**	**0,00**
DETTES	**0,00**	**0,00**
Dettes financières	**0,00**	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00	0,00
Emprunts auprès des établissements de crédit	6 338 466,66	4 697 251,99
Emprunts et dettes financières divers	0,00	0,00
Crédits et lignes de trésorerie	0,00	0,00
Avances	**0,00**	**0,00**
Dettes d'exploitation	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Bilan (en euros) — A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Fournisseurs et comptes rattachés	655 873,10	619 410,95
Dettes fiscales et sociales	789 340,00	0,00
Autres	0,00	0,00
Dettes diverses	**0,00**	**0,00**
Fournisseurs d'immobilisations	31 650,93	14 800,80
Dettes envers l'État et les collectivités publiques	0,00	0,00
Dettes envers les budgets annexes ou le budget principal	0,00	0,00
Opérations pour le compte de tiers (dettes)	0,00	0,00
Autres dettes	6 906,55	633 539,96
Produits constatés d'avance	**0,00**	**0,00**
TOTAL III	**7 822 237,24**	**5 965 003,70**
COMPTES DE RÉGULARISATION	**0,00**	**0,00**
Recettes à classer ou à régulariser	535 519,69	776 706,03
Écart de conversion - Passif	0,00	0,00
TOTAL IV	**535 519,69**	**776 706,03**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**42 032 121,07**	**36 861 325,31**

(1) Précédé du signe moins en cas de déficit
(2) Égal au résultat de l'exercice apparaissant en section d'exploitation (tableau I-B)

Accusé de réception Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Compte de résultat (en euros)

B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION	**0,00**	**0,00**
Ventes de marchandises	0,00	0,00
Production vendue	0,00	0,00
Prestations de services	*34 736,67*	*112 264,53*
Divers	*8 890 463,20*	*5 782 852,87*
Production stockée	0,00	0,00
Production immobilisée	344 691,54	349 733,54
Subventions d'exploitation	0,00	77 368,00
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
Autres produits	259,85	569,10
TOTAL I	**9 270 151,26**	**6 322 788,04**
CHARGES D'EXPLOITATION	**0,00**	**0,00**
Achats de marchandises	0,00	0,00
Variation de stock	0,00	0,00
Achat de matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00
Variation de stock	0,00	0,00
Autres achats et charges externes	1 572 060,99	1 662 368,10
Impôts, taxes, et versements assimilés	0,00	0,00
Sur rémunérations	*26 736,74*	*26 227,00*
Autres	*1 138 663,35*	*524,00*
Salaires et traitements	1 881 034,17	1 800 807,43
Charges sociales	718 023,78	685 427,31
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
Dotations aux amortissements sur immobilisations	*1 673 595,38*	*1 614 171,01*
Dotations aux dépréciations des immobilisations	*0,00*	*0,00*
Dotations aux dépréciations des actifs circulants	*9 397,00*	*26 634,00*

Accusé de réception Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Compte de résultat (en euros)

B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Dotations aux provisions pour risques et charges	*0,00*	*0,00*
Autres charges	123 324,97	89 173,49
TOTAL II	**7 142 836,38**	**5 905 332,34**
A - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**2 127 314,88**	**417 455,70**
PRODUITS FINANCIERS	**0,00**	**0,00**
Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0,00	0,00
Autres intérêts et produits assimilés	0,00	0,00
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
Gains de change	0,00	0,00
Produits net sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL III	**0,00**	**0,00**
CHARGES FINANCIÈRES	**0,00**	**0,00**
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	2 514,90	2 514,90
Intérêts et charges assimilées	131 843,86	111 459,95
Pertes de change	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL IV	**134 358,76**	**113 974,85**
B - RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	**-134 358,76**	**-113 974,85**
A + B - RÉSULTAT COURANT	**1 992 956,12**	**303 480,85**
PRODUITS EXCEPTIONNELS	**0,00**	**0,00**
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Subventions exceptionnelles	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*390 633,86*	*31 301,42*
Sur opérations en capital	0,00	0,00
Produits des cessions d'immobilisations	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*321 263,73*	*305 243,61*

Accusé de réception Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Compte de résultat (en euros)

B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
TOTAL V	**711 897,59**	**336 545,03**
CHARGES EXCEPTIONNELLES	**0,00**	**0,00**
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Subventions exceptionnelles	*0,00*	*3 000,00*
Autres opérations	*31 525,49*	*96 243,20*
Sur opérations en capital	0,00	0,00
Valeur comptable des immobilisations cédées	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*5 723,25*	*74 320,14*
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
TOTAL VI	**37 248,74**	**173 563,34**
C - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	**674 648,85**	**162 981,69**
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	**9 982 048,85**	**6 659 333,07**
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)	**7 314 443,88**	**6 192 870,53**
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	**2 667 604,97**	**466 462,54**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1027	Mise à disposition chez le bénéficiaire	0,00	16 478 317,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 478 317,61	0,00	16 478 317,61
	Sous Total compte 102	**0,00**	**16 478 317,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 478 317,61**	**0,00**	**16 478 317,61**
1068	Autres réserves	0,00	3 665 981,07	0,00	0,00	0,00	827 399,76	0,00	4 493 380,83	0,00	4 493 380,83
	Sous Total compte 106	**0,00**	**3 665 981,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**827 399,76**	**0,00**	**4 493 380,83**	**0,00**	**4 493 380,83**
	Sous Total compte 10	**0,00**	**20 144 298,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**827 399,76**	**0,00**	**20 971 698,44**	**0,00**	**20 971 698,44**
110	Report à nouveau solde créditeur	0,00	3 845 636,92	827 399,76	466 462,54	0,00	0,00	827 399,76	4 312 099,46	0,00	3 484 699,70
	Sous Total compte 11	**0,00**	**3 845 636,92**	**827 399,76**	**466 462,54**	**0,00**	**0,00**	**827 399,76**	**4 312 099,46**	**0,00**	**3 484 699,70**
12	Résultat exercice bénef ou perte	0,00	466 462,54	466 462,54	0,00	0,00	0,00	466 462,54	466 462,54	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**0,00**	**466 462,54**	**466 462,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**466 462,54**	**466 462,54**	**0,00**	**0,00**
13111	Agence de l'eau	0,00	3 088 647,47	11 043,29	0,00	0,00	1 036 160,00	11 043,29	4 124 807,47	0,00	4 113 764,18
13118	Autres	0,00	3 460 461,89	7 658,90	0,00	0,00	147 783,51	7 658,90	3 608 245,40	0,00	3 600 586,50
	Sous Total compte 1311	**0,00**	**6 549 109,36**	**18 702,19**	**0,00**	**0,00**	**1 183 943,51**	**18 702,19**	**7 733 052,87**	**0,00**	**7 714 350,68**
1312	Région	0,00	13 804,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 804,13	0,00	13 804,13
1313	Dépt	0,00	561 950,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	561 950,42	0,00	561 950,42
1314	Cnes	0,00	66 639,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 639,23	0,00	66 639,23
1318	Autres	0,00	956 490,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	956 490,53	0,00	956 490,53
	Sous Total compte 131	**0,00**	**8 147 993,67**	**18 702,19**	**0,00**	**0,00**	**1 183 943,51**	**18 702,19**	**9 331 937,18**	**0,00**	**9 313 234,99**
1333	Pae	0,00	723 822,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	723 822,92	0,00	723 822,92
	Sous Total compte 133	**0,00**	**723 822,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**723 822,92**	**0,00**	**723 822,92**
139111	Agence de l'eau	956 283,50	0,00	627,00	11 670,29	93 661,14	0,00	1 050 571,64	11 670,29	1 038 901,35	0,00
139118	Autres	1 535 252,51	0,00	2 143,00	8 269,90	112 136,90	0,00	1 649 532,41	8 269,90	1 641 262,51	0,00
	Sous Total compte 13911	**2 491 536,01**	**0,00**	**2 770,00**	**19 940,19**	**205 798,04**	**0,00**	**2 700 104,05**	**19 940,19**	**2 680 163,86**	**0,00**
13912	Subv équipt transf - Région	3 899,55	0,00	0,00	0,00	389,00	0,00	4 288,55	0,00	4 288,55	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
13913	Subv équipt transf - Dépt	177 669,58	0,00	0,00	0,00	16 528,88	0,00	194 198,46	0,00	194 198,46	0,00
13914	Subv équipt transf - Cnes et struc inter	16 659,88	0,00	0,00	0,00	1 666,00	0,00	18 325,88	0,00	18 325,88	0,00
13918	Subv équipt transf autres	133 589,21	0,00	0,00	0,00	47 906,00	0,00	181 495,21	0,00	181 495,21	0,00
	Sous Total compte 1391	**2 823 354,23**	**0,00**	**2 770,00**	**19 940,19**	**272 287,92**	**0,00**	**3 098 412,15**	**19 940,19**	**3 078 471,96**	**0,00**
13933	Pae	385 244,92	0,00	0,00	0,00	22 980,00	0,00	408 224,92	0,00	408 224,92	0,00
	Sous Total compte 1393	**385 244,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 980,00**	**0,00**	**408 224,92**	**0,00**	**408 224,92**	**0,00**
	Sous Total compte 139	**3 208 599,15**	**0,00**	**2 770,00**	**19 940,19**	**295 267,92**	**0,00**	**3 506 637,07**	**19 940,19**	**3 486 696,88**	**0,00**
	Sous Total compte 13	**3 208 599,15**	**8 871 816,59**	**21 472,19**	**19 940,19**	**295 267,92**	**1 183 943,51**	**3 525 339,26**	**10 075 700,29**	**0,00**	**6 550 361,03**
1641	Emprunts en euros	0,00	4 666 684,98	0,00	0,00	372 380,12	2 000 000,00	372 380,12	6 666 684,98	0,00	6 294 304,86
	Sous Total compte 164	**0,00**	**4 666 684,98**	**0,00**	**0,00**	**372 380,12**	**2 000 000,00**	**372 380,12**	**6 666 684,98**	**0,00**	**6 294 304,86**
16884	Int sur empts étab crédit	0,00	30 567,01	30 567,01	44 161,80	0,00	0,00	30 567,01	74 728,81	0,00	44 161,80
	Sous Total compte 1688	**0,00**	**30 567,01**	**30 567,01**	**44 161,80**	**0,00**	**0,00**	**30 567,01**	**74 728,81**	**0,00**	**44 161,80**
	Sous Total compte 168	**0,00**	**30 567,01**	**30 567,01**	**44 161,80**	**0,00**	**0,00**	**30 567,01**	**74 728,81**	**0,00**	**44 161,80**
	Sous Total compte 16	**0,00**	**4 697 251,99**	**30 567,01**	**44 161,80**	**372 380,12**	**2 000 000,00**	**402 947,13**	**6 741 413,79**	**0,00**	**6 338 466,66**
	Total classe 1	**3 208 599,15**	**38 025 466,72**	**1 345 901,50**	**530 564,53**	**667 648,04**	**4 011 343,27**	**5 222 148,69**	**42 567 374,52**	**3 486 696,88**	**40 831 922,71**
2031	Frais d'études	44 732,75	0,00	720,00	0,00	103 613,67	31 541,00	149 066,42	31 541,00	117 525,42	0,00
2033	Frais d'insertion	4 830,00	0,00	0,00	720,00	5 431,41	6 570,00	10 261,41	7 290,00	2 971,41	0,00
	Sous Total compte 203	**49 562,75**	**0,00**	**720,00**	**720,00**	**109 045,08**	**38 111,00**	**159 327,83**	**38 831,00**	**120 496,83**	**0,00**
2051	Concessions et droits assimilés	76 596,94	0,00	0,00	0,00	3 565,40	0,00	80 162,34	0,00	80 162,34	0,00
	Sous Total compte 205	**76 596,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 565,40**	**0,00**	**80 162,34**	**0,00**	**80 162,34**	**0,00**
	Sous Total compte 20	**126 159,69**	**0,00**	**720,00**	**720,00**	**112 610,48**	**38 111,00**	**239 490,17**	**38 831,00**	**200 659,17**	**0,00**
21315	Batiments administratifs	2 207 551,63	0,00	1 400,00	0,00	0,00	0,00	2 208 951,63	0,00	2 208 951,63	0,00
	Sous Total compte 2131	**2 207 551,63**	**0,00**	**1 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 208 951,63**	**0,00**	**2 208 951,63**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 213	**2 207 551,63**	**0,00**	**1 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 208 951,63**	**0,00**	**2 208 951,63**	**0,00**
21531	Réseaux adduction eau	2 383 078,28	0,00	1 946 282,34	0,00	16 415,00	0,00	4 345 775,62	0,00	4 345 775,62	0,00
	Sous Total compte 2153	**2 383 078,28**	**0,00**	**1 946 282,34**	**0,00**	**16 415,00**	**0,00**	**4 345 775,62**	**0,00**	**4 345 775,62**	**0,00**
21561	Serv distribution eau	3 877 785,81	0,00	446 674,34	90,00	862 431,32	0,00	5 186 891,47	90,00	5 186 801,47	0,00
	Sous Total compte 2156	**3 877 785,81**	**0,00**	**446 674,34**	**90,00**	**862 431,32**	**0,00**	**5 186 891,47**	**90,00**	**5 186 801,47**	**0,00**
	Sous Total compte 215	**6 260 864,09**	**0,00**	**2 392 956,68**	**90,00**	**878 846,32**	**0,00**	**9 532 667,09**	**90,00**	**9 532 577,09**	**0,00**
21711	Terrains nus	68 166,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	68 166,81	0,00	68 166,81	0,00
21718	Autres terrains	223 706,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	223 706,11	0,00	223 706,11	0,00
	Sous Total compte 2171	**291 872,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**291 872,92**	**0,00**	**291 872,92**	**0,00**
21728	Autres terrains	25 151,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 151,04	0,00	25 151,04	0,00
	Sous Total compte 2172	**25 151,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 151,04**	**0,00**	**25 151,04**	**0,00**
21738	Autres constructions	3 928 914,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 928 914,28	0,00	3 928 914,28	0,00
	Sous Total compte 2173	**3 928 914,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 928 914,28**	**0,00**	**3 928 914,28**	**0,00**
21748	Autres constructions	268 315,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	268 315,88	0,00	268 315,88	0,00
	Sous Total compte 2174	**268 315,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**268 315,88**	**0,00**	**268 315,88**	**0,00**
217531	Réseaux adduction eau	9 834 529,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 834 529,14	0,00	9 834 529,14	0,00
	Sous Total compte 21753	**9 834 529,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 834 529,14**	**0,00**	**9 834 529,14**	**0,00**
217561	Serv distribution eau	468 446,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	468 446,84	0,00	468 446,84	0,00
	Sous Total compte 21756	**468 446,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**468 446,84**	**0,00**	**468 446,84**	**0,00**
21757	Agenct amégat mat outil indust	22 749 364,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 749 364,71	0,00	22 749 364,71	0,00
	Sous Total compte 2175	**33 052 340,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 052 340,69**	**0,00**	**33 052 340,69**	**0,00**
21782	Mat de transport	23 328,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 328,09	0,00	23 328,09	0,00
21788	Autres	1 232 584,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 232 584,16	0,00	1 232 584,16	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 2178	**1 255 912,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 255 912,25**	**0,00**	**1 255 912,25**	**0,00**
	Sous Total compte 217	**38 822 507,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**38 822 507,06**	**0,00**	**38 822 507,06**	**0,00**
2182	Mat de transport	410 214,09	0,00	0,00	0,00	171 696,15	0,00	581 910,24	0,00	581 910,24	0,00
2183	Mat bureau mat informatique	183 688,05	0,00	0,00	0,00	61 458,04	0,00	245 146,09	0,00	245 146,09	0,00
2184	Mobilier	82 396,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 396,10	0,00	82 396,10	0,00
2188	Autres	66 085,51	0,00	0,00	0,00	41 711,09	0,00	107 796,60	0,00	107 796,60	0,00
	Sous Total compte 218	**742 383,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**274 865,28**	**0,00**	**1 017 249,03**	**0,00**	**1 017 249,03**	**0,00**
	Sous Total compte 21	**48 033 306,53**	**0,00**	**2 394 356,68**	**90,00**	**1 153 711,60**	**0,00**	**51 581 374,81**	**90,00**	**51 581 284,81**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	1 400,00	1 400,00	0,00	1 400,00	1 400,00	0,00	0,00
2315	Instal mat outil techn	145 947,71	0,00	0,00	2 392 866,68	2 429 342,00	12 189,06	2 575 289,71	2 405 055,74	170 233,97	0,00
2317	Immob reçues au titre mise à dispo	0,00	0,00	448 903,96	448 903,96	0,00	0,00	448 903,96	448 903,96	0,00	0,00
	Sous Total compte 231	**145 947,71**	**0,00**	**448 903,96**	**2 843 170,64**	**2 430 742,00**	**12 189,06**	**3 025 593,67**	**2 855 359,70**	**170 233,97**	**0,00**
238	Avances versées sur commandes d'immobili	0,00	0,00	0,00	0,00	323 193,95	32 286,55	323 193,95	32 286,55	290 907,40	0,00
	Sous Total compte 23	**145 947,71**	**0,00**	**448 903,96**	**2 843 170,64**	**2 753 935,95**	**44 475,61**	**3 348 787,62**	**2 887 646,25**	**461 141,37**	**0,00**
261	Titres de participation	27 600,00	0,00	0,00	0,00	6 900,00	0,00	34 500,00	0,00	34 500,00	0,00
	Sous Total compte 26	**27 600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 900,00**	**0,00**	**34 500,00**	**0,00**	**34 500,00**	**0,00**
28033	Amort frais d'insertion	0,00	528,00	0,00	0,00	0,00	264,00	0,00	792,00	0,00	792,00
	Sous Total compte 2803	**0,00**	**528,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**264,00**	**0,00**	**792,00**	**0,00**	**792,00**
2805	Concessions droits similaires brevets	0,00	65 613,51	0,00	0,00	0,00	10 388,43	0,00	76 001,94	0,00	76 001,94
	Sous Total compte 280	**0,00**	**66 141,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 652,43**	**0,00**	**76 793,94**	**0,00**	**76 793,94**
28131	Bâtiments	0,00	43 023,00	0,00	0,00	0,00	44 158,00	0,00	87 181,00	0,00	87 181,00
	Sous Total compte 2813	**0,00**	**43 023,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 158,00**	**0,00**	**87 181,00**	**0,00**	**87 181,00**
28153	Installations à caractère spécifique	0,00	57 570,00	134,00	134,00	0,00	42 552,00	134,00	100 256,00	0,00	100 122,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28156	Mat spécif exploit	0,00	449 821,45	4 525,00	4 525,00	0,00	280 415,78	4 525,00	734 762,23	0,00	730 237,23
	Sous Total compte 2815	**0,00**	**507 391,45**	**4 659,00**	**4 659,00**	**0,00**	**322 967,78**	**4 659,00**	**835 018,23**	**0,00**	**830 359,23**
28172	Agenct amégat terr	0,00	19 493,02	0,00	0,00	0,00	629,00	0,00	20 122,02	0,00	20 122,02
28173	Constructions	0,00	1 530 108,11	0,00	0,00	0,00	109 291,20	0,00	1 639 399,31	0,00	1 639 399,31
28174	Constructions sur sol d'autrui	0,00	201 264,85	0,00	0,00	0,00	17 270,23	0,00	218 535,08	0,00	218 535,08
28175	Instal mat outil techn	0,00	14 729 997,91	126 522,67	128 054,67	0,00	986 109,90	126 522,67	15 844 162,48	0,00	15 717 639,81
28178	Autres immobilisations corporelles	0,00	263 742,39	0,00	0,00	0,00	19 801,00	0,00	283 543,39	0,00	283 543,39
	Sous Total compte 2817	**0,00**	**16 744 606,28**	**126 522,67**	**128 054,67**	**0,00**	**1 133 101,33**	**126 522,67**	**18 005 762,28**	**0,00**	**17 879 239,61**
28182	Mat de transport	0,00	132 526,30	0,00	0,00	0,00	87 945,02	0,00	220 471,32	0,00	220 471,32
28183	Mat bureau mat informatique	0,00	80 865,11	0,00	0,00	0,00	56 547,84	0,00	137 412,95	0,00	137 412,95
28184	Mobilier	0,00	16 535,17	0,00	0,00	0,00	8 440,31	0,00	24 975,48	0,00	24 975,48
28188	Amort autres	0,00	8 033,30	0,00	0,00	0,00	9 782,67	0,00	17 815,97	0,00	17 815,97
	Sous Total compte 2818	**0,00**	**237 959,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**162 715,84**	**0,00**	**400 675,72**	**0,00**	**400 675,72**
	Sous Total compte 281	**0,00**	**17 532 980,61**	**131 181,67**	**132 713,67**	**0,00**	**1 662 942,95**	**131 181,67**	**19 328 637,23**	**0,00**	**19 197 455,56**
	Sous Total compte 28	**0,00**	**17 599 122,12**	**131 181,67**	**132 713,67**	**0,00**	**1 673 595,38**	**131 181,67**	**19 405 431,17**	**0,00**	**19 274 249,50**
	Total classe 2	**48 333 013,93**	**17 599 122,12**	**2 975 162,31**	**2 976 694,31**	**4 027 158,03**	**1 756 181,99**	**55 335 334,27**	**22 331 998,42**	**52 277 585,35**	**19 274 249,50**
4011	Fournisseurs	0,00	22 387,45	1 877 775,53	1 858 207,99	0,00	0,00	1 877 775,53	1 880 595,44	0,00	2 819,91
	Sous Total compte 401	**0,00**	**22 387,45**	**1 877 775,53**	**1 858 207,99**	**0,00**	**0,00**	**1 877 775,53**	**1 880 595,44**	**0,00**	**2 819,91**
4041	Fournis immob	0,00	0,00	4 320 678,06	4 320 678,06	0,00	0,00	4 320 678,06	4 320 678,06	0,00	0,00
40471	Fournis immob - Retenues de garantie	0,00	14 800,80	14 800,80	31 650,93	0,00	0,00	14 800,80	46 451,73	0,00	31 650,93
40472	Fournisseurs d'immobilisations - Cession	0,00	0,00	2 040,00	2 040,00	0,00	0,00	2 040,00	2 040,00	0,00	0,00
40473	Fournis immob pénal retard exéc marchés	0,00	0,00	14 626,87	14 626,87	0,00	0,00	14 626,87	14 626,87	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 4047	**0,00**	**14 800,80**	**31 467,67**	**48 317,80**	**0,00**	**0,00**	**31 467,67**	**63 118,60**	**0,00**	**31 650,93**
	Sous Total compte 404	**0,00**	**14 800,80**	**4 352 145,73**	**4 368 995,86**	**0,00**	**0,00**	**4 352 145,73**	**4 383 796,66**	**0,00**	**31 650,93**
408	Fournis factures non parvenues	0,00	597 023,50	597 023,50	653 053,19	0,00	0,00	597 023,50	1 250 076,69	0,00	653 053,19
	Sous Total compte 40	**0,00**	**634 211,75**	**6 826 944,76**	**6 880 257,04**	**0,00**	**0,00**	**6 826 944,76**	**7 514 468,79**	**0,00**	**687 524,03**
411	Clients	1 193 789,27	0,00	1 158 719,77	1 659 946,89	0,00	0,00	2 352 509,04	1 659 946,89	692 562,15	0,00
4121	Clients - Redevance pour pollution d'ori	435,30	0,00	124 601,20	42 504,44	0,00	0,00	125 036,50	42 504,44	82 532,06	0,00
4123	Clients - Redevance pour prélèvement sur	0,00	0,00	57 921,43	19 977,92	0,00	0,00	57 921,43	19 977,92	37 943,51	0,00
	Sous Total compte 412	**435,30**	**0,00**	**182 522,63**	**62 482,36**	**0,00**	**0,00**	**182 957,93**	**62 482,36**	**120 475,57**	**0,00**
4161	Créances douteuses	316 885,59	0,00	372 948,36	299 354,54	0,00	0,00	689 833,95	299 354,54	390 479,41	0,00
	Sous Total compte 416	**316 885,59**	**0,00**	**372 948,36**	**299 354,54**	**0,00**	**0,00**	**689 833,95**	**299 354,54**	**390 479,41**	**0,00**
418	Clients - produits non encore facturés	1 525 374,61	0,00	2 207 708,13	1 525 374,61	0,00	0,00	3 733 082,74	1 525 374,61	2 207 708,13	0,00
	Sous Total compte 41	**3 036 484,77**	**0,00**	**3 921 898,89**	**3 547 158,40**	**0,00**	**0,00**	**6 958 383,66**	**3 547 158,40**	**3 411 225,26**	**0,00**
421	Personnel - rémunérations dues	0,00	0,00	1 437 043,82	1 437 043,82	0,00	0,00	1 437 043,82	1 437 043,82	0,00	0,00
422	Comité entreprise oeuvres sociales	0,00	0,00	10 199,00	10 199,00	0,00	0,00	10 199,00	10 199,00	0,00	0,00
427	Personnel - oppositions	0,00	0,00	1 213,66	1 213,66	0,00	0,00	1 213,66	1 213,66	0,00	0,00
	Sous Total compte 42	**0,00**	**0,00**	**1 448 456,48**	**1 448 456,48**	**0,00**	**0,00**	**1 448 456,48**	**1 448 456,48**	**0,00**	**0,00**
431	Sécurite sociale	0,00	0,00	1 070 148,13	1 070 148,13	0,00	0,00	1 070 148,13	1 070 148,13	0,00	0,00
437	Autres organismes sociaux	0,00	0,00	13 961,40	13 961,40	0,00	0,00	13 961,40	13 961,40	0,00	0,00
	Sous Total compte 43	**0,00**	**0,00**	**1 084 109,53**	**1 084 109,53**	**0,00**	**0,00**	**1 084 109,53**	**1 084 109,53**	**0,00**	**0,00**
4411	Etat aut coll publ subv à recev amiable	105,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105,60	0,00	105,60	0,00
4416	Etat aut col pub sub à recev contentieux	52,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52,80	0,00	52,80	0,00
	Sous Total compte 441	**158,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**158,40**	**0,00**	**158,40**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r	0,00	0,00	78 196,96	78 196,96	0,00	0,00	78 196,96	78 196,96	0,00	0,00
	Sous Total compte 442	**0,00**	**0,00**	**78 196,96**	**78 196,96**	**0,00**	**0,00**	**78 196,96**	**78 196,96**	**0,00**	**0,00**
4431	Opér particul avec Etat dépenses	0,00	0,00	97 418,79	97 418,79	0,00	0,00	97 418,79	97 418,79	0,00	0,00
4436	Opér particul Etat recettes contentieux	198 821,00	0,00	0,00	198 821,00	0,00	0,00	198 821,00	198 821,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 443	**198 821,00**	**0,00**	**97 418,79**	**296 239,79**	**0,00**	**0,00**	**296 239,79**	**296 239,79**	**0,00**	**0,00**
4452	Etat - TVA intra-communautaire due	0,00	0,00	457,41	457,41	0,00	0,00	457,41	457,41	0,00	0,00
44562	Etat - TVA déduct sur immobilisations	0,00	0,00	724 893,55	724 893,55	0,00	0,00	724 893,55	724 893,55	0,00	0,00
44566	TVA déduct sur autres biens et services	0,00	0,00	244 754,42	244 754,42	0,00	0,00	244 754,42	244 754,42	0,00	0,00
44567	Etat - crédit de TVA à reporter	212 600,00	0,00	3 435 096,00	3 227 214,00	0,00	0,00	3 647 696,00	3 227 214,00	420 482,00	0,00
	Sous Total compte 4456	**212 600,00**	**0,00**	**4 404 743,97**	**4 196 861,97**	**0,00**	**0,00**	**4 617 343,97**	**4 196 861,97**	**420 482,00**	**0,00**
44571	Etat - TVA collectée	0,00	0,00	562 572,19	562 572,19	0,00	0,00	562 572,19	562 572,19	0,00	0,00
	Sous Total compte 4457	**0,00**	**0,00**	**562 572,19**	**562 572,19**	**0,00**	**0,00**	**562 572,19**	**562 572,19**	**0,00**	**0,00**
44583	Rembst taxes sur chiffre affaire demandé	0,00	0,00	200 000,00	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00	200 000,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4458	**0,00**	**0,00**	**200 000,00**	**200 000,00**	**0,00**	**0,00**	**200 000,00**	**200 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 445	**212 600,00**	**0,00**	**5 167 773,57**	**4 959 891,57**	**0,00**	**0,00**	**5 380 373,57**	**4 959 891,57**	**420 482,00**	**0,00**
446	Agences de l'eau	0,00	0,00	681 004,91	681 004,91	0,00	0,00	681 004,91	681 004,91	0,00	0,00
447	Autres impôts taxes verSEMents assimilés	0,00	0,00	12 814,75	12 814,75	0,00	0,00	12 814,75	12 814,75	0,00	0,00
4486	Etat - autres charges à payer	0,00	0,00	811,52	790 151,52	0,00	0,00	811,52	790 151,52	0,00	789 340,00
4487	Etat - produits à recevoir	0,00	0,00	9 834,86	0,00	0,00	0,00	9 834,86	0,00	9 834,86	0,00
	Sous Total compte 448	**0,00**	**0,00**	**10 646,38**	**790 151,52**	**0,00**	**0,00**	**10 646,38**	**790 151,52**	**0,00**	**779 505,14**
	Sous Total compte 44	**411 579,40**	**0,00**	**6 047 855,36**	**6 818 299,50**	**0,00**	**0,00**	**6 459 434,76**	**6 818 299,50**	**0,00**	**358 864,74**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
466	Excédt de verSEMent	0,00	17 846,19	159 341,75	148 402,11	0,00	0,00	159 341,75	166 248,30	0,00	6 906,55
46711	Autres comptes créditeurs	0,00	0,00	22 840,45	22 840,45	0,00	0,00	22 840,45	22 840,45	0,00	0,00
	Sous Total compte 4671	**0,00**	**0,00**	**22 840,45**	**22 840,45**	**0,00**	**0,00**	**22 840,45**	**22 840,45**	**0,00**	**0,00**
46721	Débiteurs divers - amiable	19 230,99	0,00	3 026 067,33	3 045 125,64	0,00	0,00	3 045 298,32	3 045 125,64	172,68	0,00
46726	Débiteurs divers - contentieux	3 320,93	0,00	19 058,31	0,00	0,00	0,00	22 379,24	0,00	22 379,24	0,00
	Sous Total compte 4672	**22 551,92**	**0,00**	**3 045 125,64**	**3 045 125,64**	**0,00**	**0,00**	**3 067 677,56**	**3 045 125,64**	**22 551,92**	**0,00**
4675	Mandataires - Opérations déléguées - Rec	0,00	0,00	1 236,34	1 236,34	0,00	0,00	1 236,34	1 236,34	0,00	0,00
	Sous Total compte 467	**22 551,92**	**0,00**	**3 069 202,43**	**3 069 202,43**	**0,00**	**0,00**	**3 091 754,35**	**3 069 202,43**	**22 551,92**	**0,00**
4686	Divers - charges à payer	0,00	615 693,77	615 693,77	0,00	0,00	0,00	615 693,77	615 693,77	0,00	0,00
	Sous Total compte 468	**0,00**	**615 693,77**	**615 693,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**615 693,77**	**615 693,77**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 46	**22 551,92**	**633 539,96**	**3 844 237,95**	**3 217 604,54**	**0,00**	**0,00**	**3 866 789,87**	**3 851 144,50**	**15 645,37**	**0,00**
4711	Verst des régisseurs	0,00	0,00	9 149 572,78	9 149 572,78	0,00	0,00	9 149 572,78	9 149 572,78	0,00	0,00
4712	Viremts réimputés	0,00	0,00	308,93	308,93	0,00	0,00	308,93	308,93	0,00	0,00
4713	Recettes percues avant émission titres	0,00	0,00	3 205 104,19	3 205 104,19	0,00	0,00	3 205 104,19	3 205 104,19	0,00	0,00
471411	Excédent à réimputer - pers physiques	0,00	7 284,97	24 669,78	20 221,17	0,00	0,00	24 669,78	27 506,14	0,00	2 836,36
471412	Excédent à réimputer - personnes morales	0,00	20 322,62	117 927,23	97 884,79	0,00	0,00	117 927,23	118 207,41	0,00	280,18
	Sous Total compte 47141	**0,00**	**27 607,59**	**142 597,01**	**118 105,96**	**0,00**	**0,00**	**142 597,01**	**145 713,55**	**0,00**	**3 116,54**
	Sous Total compte 4714	**0,00**	**27 607,59**	**142 597,01**	**118 105,96**	**0,00**	**0,00**	**142 597,01**	**145 713,55**	**0,00**	**3 116,54**
47171	Recettes relevé BdF - Hors Héra	0,00	0,00	48 600,00	49 144,00	0,00	0,00	48 600,00	49 144,00	0,00	544,00
	Sous Total compte 4717	**0,00**	**0,00**	**48 600,00**	**49 144,00**	**0,00**	**0,00**	**48 600,00**	**49 144,00**	**0,00**	**544,00**
4718	Autres recettes à régulariser	0,00	749 098,44	778 968,44	561 729,15	0,00	0,00	778 968,44	1 310 827,59	0,00	531 859,15
	Sous Total compte 471	**0,00**	**776 706,03**	**13 325 151,35**	**13 083 965,01**	**0,00**	**0,00**	**13 325 151,35**	**13 860 671,04**	**0,00**	**535 519,69**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4721	Dép sans mandatement préalable	0,00	0,00	1 800 420,56	1 800 420,56	0,00	0,00	1 800 420,56	1 800 420,56	0,00	0,00
4728	DACR - autres dépenses à régul	0,00	0,00	390 414,50	390 414,50	0,00	0,00	390 414,50	390 414,50	0,00	0,00
	Sous Total compte 472	**0,00**	**0,00**	**2 190 835,06**	**2 190 835,06**	**0,00**	**0,00**	**2 190 835,06**	**2 190 835,06**	**0,00**	**0,00**
4751	Redevables sur rôle	0,00	0,00	1 150 407,50	1 150 407,50	0,00	0,00	1 150 407,50	1 150 407,50	0,00	0,00
4757	Produits sur rôle	0,00	0,00	1 087 940,09	1 087 940,09	0,00	0,00	1 087 940,09	1 087 940,09	0,00	0,00
4758	TVA sur rôle	0,00	0,00	62 467,41	62 467,41	0,00	0,00	62 467,41	62 467,41	0,00	0,00
	Sous Total compte 475	**0,00**	**0,00**	**2 300 815,00**	**2 300 815,00**	**0,00**	**0,00**	**2 300 815,00**	**2 300 815,00**	**0,00**	**0,00**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	0,00	0,00	5,71	5,71	0,00	0,00	5,71	5,71	0,00	0,00
	Sous Total compte 478	**0,00**	**0,00**	**5,71**	**5,71**	**0,00**	**0,00**	**5,71**	**5,71**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 47	**0,00**	**776 706,03**	**17 816 807,12**	**17 575 620,78**	**0,00**	**0,00**	**17 816 807,12**	**18 352 326,81**	**0,00**	**535 519,69**
4817	Pénalités de renégociation de la dette	23 285,03	0,00	0,00	0,00	0,00	2 514,90	23 285,03	2 514,90	20 770,13	0,00
	Sous Total compte 481	**23 285,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 514,90**	**23 285,03**	**2 514,90**	**20 770,13**	**0,00**
	Sous Total compte 48	**23 285,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 514,90**	**23 285,03**	**2 514,90**	**20 770,13**	**0,00**
496	Dépréciat comptes de débiteurs divers	0,00	38 634,00	0,00	9 397,00	0,00	0,00	0,00	48 031,00	0,00	48 031,00
	Sous Total compte 49	**0,00**	**38 634,00**	**0,00**	**9 397,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**48 031,00**	**0,00**	**48 031,00**
	Total classe 4	**3 493 901,12**	**2 083 091,74**	**40 990 310,09**	**40 580 903,27**	**0,00**	**2 514,90**	**44 484 211,21**	**42 666 509,91**	**3 885 022,57**	**2 067 321,27**
51172	Chèques impayés	0,00	0,00	567,82	567,82	0,00	0,00	567,82	567,82	0,00	0,00
51178	Autres valeurs impayées	0,00	0,00	7 255,20	7 255,20	0,00	0,00	7 255,20	7 255,20	0,00	0,00
	Sous Total compte 5117	**0,00**	**0,00**	**7 823,02**	**7 823,02**	**0,00**	**0,00**	**7 823,02**	**7 823,02**	**0,00**	**0,00**
5118	Autres valeurs à l'encaisSEMent	872,14	0,00	49 966,86	50 469,22	0,00	0,00	50 839,00	50 469,22	369,78	0,00
	Sous Total compte 511	**872,14**	**0,00**	**57 789,88**	**58 292,24**	**0,00**	**0,00**	**58 662,02**	**58 292,24**	**369,78**	**0,00**
515	Compte au trésor	2 641 766,26	0,00	13 699 483,98	11 250 176,37	0,00	0,00	16 341 250,24	11 250 176,37	5 091 073,87	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 51	**2 642 638,40**	**0,00**	**13 757 273,86**	**11 308 468,61**	**0,00**	**0,00**	**16 399 912,26**	**11 308 468,61**	**5 091 443,65**	**0,00**
5411	Disponibilites chez régisseurs d'avances	29 177,98	0,00	71 724,26	902,24	0,00	0,00	100 902,24	902,24	100 000,00	0,00
5412	Disponibilités régisseurs de recettes	350,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350,00	0,00	350,00	0,00
	Sous Total compte 541	**29 527,98**	**0,00**	**71 724,26**	**902,24**	**0,00**	**0,00**	**101 252,24**	**902,24**	**100 350,00**	**0,00**
	Sous Total compte 54	**29 527,98**	**0,00**	**71 724,26**	**902,24**	**0,00**	**0,00**	**101 252,24**	**902,24**	**100 350,00**	**0,00**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	2 392 924,60	2 392 924,60	0,00	0,00	2 392 924,60	2 392 924,60	0,00	0,00
584	Encaissements chèques par lecture opt	0,00	0,00	113 632,41	113 632,41	0,00	0,00	113 632,41	113 632,41	0,00	0,00
5872	Compte pivot - Admission en non valeur e	0,00	0,00	21 332,86	21 332,86	0,00	0,00	21 332,86	21 332,86	0,00	0,00
	Sous Total compte 587	**0,00**	**0,00**	**21 332,86**	**21 332,86**	**0,00**	**0,00**	**21 332,86**	**21 332,86**	**0,00**	**0,00**
588	Autres virements internes	0,00	0,00	5 399,49	5 399,49	0,00	0,00	5 399,49	5 399,49	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**2 533 289,36**	**2 533 289,36**	**0,00**	**0,00**	**2 533 289,36**	**2 533 289,36**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**2 672 166,38**	**0,00**	**16 362 287,48**	**13 842 660,21**	**0,00**	**0,00**	**19 034 453,86**	**13 842 660,21**	**5 191 793,65**	**0,00**
605	Achats d'eau	0,00	0,00	0,00	0,00	345 927,08	75 312,19	345 927,08	75 312,19	270 614,89	0,00
6061	Fournitures non stockables (eau,énergie)	0,00	0,00	0,00	0,00	150 069,23	22 032,75	150 069,23	22 032,75	128 036,48	0,00
6063	Autres fournit entretien et petit équipt	0,00	0,00	0,00	0,00	130 590,25	11 048,63	130 590,25	11 048,63	119 541,62	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	3 476,38	0,00	3 476,38	0,00	3 476,38	0,00
6066	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	59 092,00	6 681,14	59 092,00	6 681,14	52 410,86	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	211 834,34	11 047,82	211 834,34	11 047,82	200 786,52	0,00
	Sous Total compte 606	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**555 062,20**	**50 810,34**	**555 062,20**	**50 810,34**	**504 251,86**	**0,00**
	Sous Total compte 60	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**900 989,28**	**126 122,53**	**900 989,28**	**126 122,53**	**774 866,75**	**0,00**
611	Sous-traitance générale	0,00	0,00	0,00	0,00	55 087,72	7 100,54	55 087,72	7 100,54	47 987,18	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	34 302,08	7 028,26	34 302,08	7 028,26	27 273,82	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 613	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 302,08**	**7 028,26**	**34 302,08**	**7 028,26**	**27 273,82**	**0,00**
61523	Reseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	231 857,14	5 018,39	231 857,14	5 018,39	226 838,75	0,00
	Sous Total compte 6152	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**231 857,14**	**5 018,39**	**231 857,14**	**5 018,39**	**226 838,75**	**0,00**
61551	Mat roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	63 082,39	3 746,28	63 082,39	3 746,28	59 336,11	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	11 490,60	6 635,83	11 490,60	6 635,83	4 854,77	0,00
	Sous Total compte 6155	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**74 572,99**	**10 382,11**	**74 572,99**	**10 382,11**	**64 190,88**	**0,00**
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	12 806,18	300,00	12 806,18	300,00	12 506,18	0,00
	Sous Total compte 615	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**319 236,31**	**15 700,50**	**319 236,31**	**15 700,50**	**303 535,81**	**0,00**
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	21 914,20	2 210,35	21 914,20	2 210,35	19 703,85	0,00
	Sous Total compte 616	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 914,20**	**2 210,35**	**21 914,20**	**2 210,35**	**19 703,85**	**0,00**
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	40 335,19	4 545,00	40 335,19	4 545,00	35 790,19	0,00
	Sous Total compte 61	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**470 875,50**	**36 584,65**	**470 875,50**	**36 584,65**	**434 290,85**	**0,00**
6215	Persel affecté par collectivité rattacht	0,00	0,00	0,00	0,00	88 418,79	0,00	88 418,79	0,00	88 418,79	0,00
	Sous Total compte 621	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**88 418,79**	**0,00**	**88 418,79**	**0,00**	**88 418,79**	**0,00**
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	67 112,70	13 661,79	67 112,70	13 661,79	53 450,91	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	18 289,60	2 250,00	18 289,60	2 250,00	16 039,60	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	14 188,00	0,00	14 188,00	0,00	14 188,00	0,00
	Sous Total compte 622	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**99 590,30**	**15 911,79**	**99 590,30**	**15 911,79**	**83 678,51**	**0,00**
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	4 220,25	0,00	4 220,25	0,00	4 220,25	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	42 002,28	15 506,58	42 002,28	15 506,58	26 495,70	0,00
	Sous Total compte 623	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**46 222,53**	**15 506,58**	**46 222,53**	**15 506,58**	**30 715,95**	**0,00**
6241	Transports sur achats	0,00	0,00	0,00	0,00	138,47	82,64	138,47	82,64	55,83	0,00
	Sous Total compte 624	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**138,47**	**82,64**	**138,47**	**82,64**	**55,83**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	1 750,95	102,19	1 750,95	102,19	1 648,76	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	139,56	0,00	139,56	0,00	139,56	0,00
	Sous Total compte 625	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 890,51**	**102,19**	**1 890,51**	**102,19**	**1 788,32**	**0,00**
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	38 168,01	8 687,41	38 168,01	8 687,41	29 480,60	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	81 815,28	12 363,32	81 815,28	12 363,32	69 451,96	0,00
	Sous Total compte 626	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**119 983,29**	**21 050,73**	**119 983,29**	**21 050,73**	**98 932,56**	**0,00**
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	3 739,80	200,00	3 739,80	200,00	3 539,80	0,00
6281	Concours divers -cotisations	0,00	0,00	0,00	0,00	2 902,03	0,00	2 902,03	0,00	2 902,03	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	17 137,94	1 208,07	17 137,94	1 208,07	15 929,87	0,00
62871	à la collectivité de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	36 941,73	0,00	36 941,73	0,00	36 941,73	0,00
	Sous Total compte 6287	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 941,73**	**0,00**	**36 941,73**	**0,00**	**36 941,73**	**0,00**
	Sous Total compte 628	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**56 981,70**	**1 208,07**	**56 981,70**	**1 208,07**	**55 773,63**	**0,00**
	Sous Total compte 62	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**416 965,39**	**54 062,00**	**416 965,39**	**54 062,00**	**362 903,39**	**0,00**
6312	Taxe d'apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	6 810,35	0,00	6 810,35	0,00	6 810,35	0,00
6313	Particip employ à format cont	0,00	0,00	0,00	0,00	6 671,59	0,00	6 671,59	0,00	6 671,59	0,00
	Sous Total compte 631	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 481,94**	**0,00**	**13 481,94**	**0,00**	**13 481,94**	**0,00**
6332	Cotisations versées au FNAL	0,00	0,00	0,00	0,00	3 693,69	0,00	3 693,69	0,00	3 693,69	0,00
6336	Cotisations au Centre National et CGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	9 561,11	0,00	9 561,11	0,00	9 561,11	0,00
	Sous Total compte 633	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 254,80**	**0,00**	**13 254,80**	**0,00**	**13 254,80**	**0,00**
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0,00	0,00	0,00	0,00	3 115,15	0,00	3 115,15	0,00	3 115,15	0,00
	Sous Total compte 635	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 115,15**	**0,00**	**3 115,15**	**0,00**	**3 115,15**	**0,00**
6371	Redev versée agencé eau prélèvement eau	0,00	0,00	0,00	0,00	1 134 857,00	0,00	1 134 857,00	0,00	1 134 857,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6378	Autres impôts taxes verst assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	691,20	0,00	691,20	0,00	691,20	0,00
	Sous Total compte 637	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 135 548,20**	**0,00**	**1 135 548,20**	**0,00**	**1 135 548,20**	**0,00**
	Sous Total compte 63	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 165 400,09**	**0,00**	**1 165 400,09**	**0,00**	**1 165 400,09**	**0,00**
6411	Salaires,appointements,commissions base	0,00	0,00	0,00	0,00	1 645 412,60	0,00	1 645 412,60	0,00	1 645 412,60	0,00
6413	Primes et gratifications	0,00	0,00	0,00	0,00	230 086,91	0,00	230 086,91	0,00	230 086,91	0,00
64198	Autres remboursements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 572,26	0,00	6 572,26	0,00	6 572,26
	Sous Total compte 6419	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 572,26**	**0,00**	**6 572,26**	**0,00**	**6 572,26**
	Sous Total compte 641	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 875 499,51**	**6 572,26**	**1 875 499,51**	**6 572,26**	**1 868 927,25**	**0,00**
6451	Cotisations à l'URSSAF	0,00	0,00	0,00	0,00	360 768,22	0,00	360 768,22	0,00	360 768,22	0,00
6452	Cotisations aux mutuelles	0,00	0,00	0,00	0,00	8 440,36	0,00	8 440,36	0,00	8 440,36	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	269 650,34	0,00	269 650,34	0,00	269 650,34	0,00
6454	Cotisations au Pôle Emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	39 855,17	0,00	39 855,17	0,00	39 855,17	0,00
6458	Cotisat autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	25 350,69	0,00	25 350,69	0,00	25 350,69	0,00
	Sous Total compte 645	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**704 064,78**	**0,00**	**704 064,78**	**0,00**	**704 064,78**	**0,00**
6472	Verst au comité entreprise	0,00	0,00	0,00	0,00	10 199,00	0,00	10 199,00	0,00	10 199,00	0,00
6475	Médecine du travail pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	3 760,00	0,00	3 760,00	0,00	3 760,00	0,00
	Sous Total compte 647	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 959,00**	**0,00**	**13 959,00**	**0,00**	**13 959,00**	**0,00**
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	12 106,92	0,00	12 106,92	0,00	12 106,92	0,00
	Sous Total compte 64	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 605 630,21**	**6 572,26**	**2 605 630,21**	**6 572,26**	**2 599 057,95**	**0,00**
6512	Droits d'utilisation - Informatique en n	0,00	0,00	0,00	0,00	14 965,80	3 810,54	14 965,80	3 810,54	11 155,26	0,00
6518	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	26 986,02	0,00	26 986,02	0,00	26 986,02	0,00
	Sous Total compte 651	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**41 951,82**	**3 810,54**	**41 951,82**	**3 810,54**	**38 141,28**	**0,00**
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	20 638,88	0,00	20 638,88	0,00	20 638,88	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	0,00	693,98	0,00	693,98	0,00	693,98	0,00
	Sous Total compte 654	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 332,86**	**0,00**	**21 332,86**	**0,00**	**21 332,86**	**0,00**
6588	Autres charges diverses de gestion coura	0,00	0,00	0,00	0,00	63 850,83	0,00	63 850,83	0,00	63 850,83	0,00
	Sous Total compte 658	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**63 850,83**	**0,00**	**63 850,83**	**0,00**	**63 850,83**	**0,00**
	Sous Total compte 65	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**127 135,51**	**3 810,54**	**127 135,51**	**3 810,54**	**123 324,97**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'écheance	0,00	0,00	0,00	0,00	118 249,07	0,00	118 249,07	0,00	118 249,07	0,00
66112	Intérêts - rattachement des icne	0,00	0,00	0,00	0,00	44 161,80	30 567,01	44 161,80	30 567,01	13 594,79	0,00
	Sous Total compte 6611	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**162 410,87**	**30 567,01**	**162 410,87**	**30 567,01**	**131 843,86**	**0,00**
	Sous Total compte 661	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**162 410,87**	**30 567,01**	**162 410,87**	**30 567,01**	**131 843,86**	**0,00**
	Sous Total compte 66	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**162 410,87**	**30 567,01**	**162 410,87**	**30 567,01**	**131 843,86**	**0,00**
6712	Pénalités,amendes fiscales et pénales	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	9 000,00	0,00	9 000,00	0,00
6718	Autres charg except sur opérat gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	15 122,26	0,00	15 122,26	0,00	15 122,26	0,00
	Sous Total compte 671	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 122,26**	**0,00**	**24 122,26**	**0,00**	**24 122,26**	**0,00**
673	Titres annulés exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	7 403,23	0,00	7 403,23	0,00	7 403,23	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	9 417,02	3 693,77	9 417,02	3 693,77	5 723,25	0,00
	Sous Total compte 67	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 942,51**	**3 693,77**	**40 942,51**	**3 693,77**	**37 248,74**	**0,00**
6811	DA - immob corpo et incorpo	0,00	0,00	0,00	0,00	1 673 595,38	0,00	1 673 595,38	0,00	1 673 595,38	0,00
6817	Dot dépréciat actifs circulants	0,00	0,00	0,00	0,00	9 397,00	0,00	9 397,00	0,00	9 397,00	0,00
	Sous Total compte 681	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 682 992,38**	**0,00**	**1 682 992,38**	**0,00**	**1 682 992,38**	**0,00**
6862	DA - charges à répartir	0,00	0,00	0,00	0,00	2 514,90	0,00	2 514,90	0,00	2 514,90	0,00
	Sous Total compte 686	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 514,90**	**0,00**	**2 514,90**	**0,00**	**2 514,90**	**0,00**
	Sous Total compte 68	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 685 507,28**	**0,00**	**1 685 507,28**	**0,00**	**1 685 507,28**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 575 856,64**	**261 412,76**	**7 575 856,64**	**261 412,76**	**7 321 016,14**	**6 572,26**
70111	Ventes d'eau aux abonnés	0,00	0,00	0,00	0,00	1 374 434,73	8 995 191,00	1 374 434,73	8 995 191,00	0,00	7 620 756,27
	Sous Total compte 7011	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 374 434,73**	**8 995 191,00**	**1 374 434,73**	**8 995 191,00**	**0,00**	**7 620 756,27**
701241	Recouvt redev pollution domestique	0,00	0,00	0,00	0,00	142 321,26	1 008 500,92	142 321,26	1 008 500,92	0,00	866 179,66
701249	Reverst redev pollution domestique	0,00	0,00	0,00	0,00	1 399 146,00	612 000,00	1 399 146,00	612 000,00	787 146,00	0,00
	Sous Total compte 70124	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 541 467,26**	**1 620 500,92**	**1 541 467,26**	**1 620 500,92**	**0,00**	**79 033,66**
701251	Redevance pour prélèvement sur la ressou	0,00	0,00	0,00	0,00	62 609,04	851 969,10	62 609,04	851 969,10	0,00	789 360,06
701259	Reversement à l'agence de l'eau - Redeva	0,00	0,00	0,00	0,00	681 004,91	681 004,91	681 004,91	681 004,91	0,00	0,00
	Sous Total compte 70125	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**743 613,95**	**1 532 974,01**	**743 613,95**	**1 532 974,01**	**0,00**	**789 360,06**
	Sous Total compte 7012	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 285 081,21**	**3 153 474,93**	**2 285 081,21**	**3 153 474,93**	**0,00**	**868 393,72**
	Sous Total compte 701	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 659 515,94**	**12 148 665,93**	**3 659 515,94**	**12 148 665,93**	**0,00**	**8 489 149,99**
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	28 731,23	337 897,21	28 731,23	337 897,21	0,00	309 165,98
7064	Locations de compteurs	0,00	0,00	0,00	0,00	883,35	883,35	883,35	883,35	0,00	0,00
7068	Autres prestations de service	0,00	0,00	0,00	0,00	2 239,95	36 976,62	2 239,95	36 976,62	0,00	34 736,67
	Sous Total compte 706	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 123,30**	**37 859,97**	**3 123,30**	**37 859,97**	**0,00**	**34 736,67**
7084	Mise à dispo persel facturée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 230,12	0,00	54 230,12	0,00	54 230,12
70871	par la collectivité de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 917,11	0,00	37 917,11	0,00	37 917,11
	Sous Total compte 7087	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**37 917,11**	**0,00**	**37 917,11**	**0,00**	**37 917,11**
	Sous Total compte 708	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**92 147,23**	**0,00**	**92 147,23**	**0,00**	**92 147,23**
	Sous Total compte 70	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 691 370,47**	**12 616 570,34**	**3 691 370,47**	**12 616 570,34**	**0,00**	**8 925 199,87**
722	Immob corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	344 691,54	0,00	344 691,54	0,00	344 691,54
	Sous Total compte 72	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**344 691,54**	**0,00**	**344 691,54**	**0,00**	**344 691,54**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7588	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	259,85	0,00	259,85	0,00	259,85
	Sous Total compte 758	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**259,85**	**0,00**	**259,85**	**0,00**	**259,85**
	Sous Total compte 75	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**259,85**	**0,00**	**259,85**	**0,00**	**259,85**
7714	Recouvrement sur créances admises en nv	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 965,02	0,00	5 965,02	0,00	5 965,02
7718	Autres prod except sur opé gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	384 668,84	0,00	384 668,84	0,00	384 668,84
	Sous Total compte 771	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**390 633,86**	**0,00**	**390 633,86**	**0,00**	**390 633,86**
777	Quote part subv invest virée au résult	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	295 267,92	0,00	295 267,92	0,00	295 267,92
778	Autres produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 995,81	0,00	25 995,81	0,00	25 995,81
	Sous Total compte 77	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**711 897,59**	**0,00**	**711 897,59**	**0,00**	**711 897,59**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 691 370,47**	**13 673 419,32**	**3 691 370,47**	**13 673 419,32**	**787 146,00**	**10 769 194,85**
	Total gÃ©nÃ©ral	**57 707 680,58**	**57 707 680,58**	**61 673 661,38**	**57 930 822,32**	**15 962 033,18**	**19 704 872,24**	**135 343 375,14**	**135 343 375,14**	**72 949 260,59**	**72 949 260,59**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES — A

1 – BUDGET PRINCIPAL DU SPIC

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL AGREGE DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL AGREGE DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES CRÉDITS DE TRÉSORERIE — B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250318-2503IS-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**9 708 766,64**									
1641 Emprunts en euros (total)					9 708 766,64									
00600485120 (EAU-2010-2)	Crédit Agricole	12/10/2010	05/11/2010	05/08/2011	339 000,00	F	FIXE	2,850	2,866		A	C	O	A-1
00601357275 (EAU-2017-1)	Crédit Agricole	13/06/2017	19/06/2017	19/06/2018	200 000,00	F	FIXE	1,680	1,695		A	P	O	A-1
00601757054 (EAU-2018-1)	Crédit Agricole	28/08/2018	30/08/2018	30/11/2018	100 000,00	F	FIXE	1,330	1,351		T	P	O	A-1
00601909539 (EAU-2018-2)	Crédit Agricole	04/10/2018	16/02/2019	06/05/2019	67 000,00	F	FIXE	0,670	0,676		A	P	O	A-1
00602024507 (EAU-2019-1)	Crédit Agricole	01/04/2019	15/05/2019	15/08/2019	78 000,00	F	FIXE	1,850	1,862		T	P	O	A-1
00602237591 (EAU-2019-2)	Crédit Agricole	24/09/2019	05/11/2019	05/05/2020	320 000,00	F	FIXE	0,890	0,899		S	P	O	A-1
00602676340 (EAU-2020-2)	Crédit Agricole	15/09/2020	30/09/2020	30/09/2021	1 186 739,32	F	FIXE	1,020	1,033		A	P	O	A-1
1241332 (EAU-2020-1)	Caisse des Dépôts et Consignation	01/01/2020	31/03/2013	01/02/2014	160 000,00	F	FIXE	3,920	3,917		A	P	O	A-1
1356335 (EAU-2016-1)	Caisse des Dépôts et Consignation	23/05/2016	01/07/2016	01/07/2017	240 000,00	V	LIVRETA	1,500	1,621		A	C	O	A-1
1783 (EAU-2021-2)	Agence France Locale	21/09/2021	20/09/2021	20/12/2021	750 000,00	F	FIXE	1,370	1,397		T	C	O	A-1
2003 082 (EAU-2003-1)	Caisse d'Epargne	18/06/2003	27/07/2003	25/01/2004	225 000,00	F	FIXE	4,720	4,720		A	P	O	A-1
2004-179 (EAU-2004-1)	Caisse d'Epargne	09/12/2004	25/01/2005	25/04/2005	500 000,00	F	FIXE	4,640	4,652		A	P	O	A-1
2006.085 (EAU-2006-1)	Caisse d'Epargne	09/05/2006	25/05/2006	25/11/2006	100 000,00	F	FIXE	4,100	4,141		S	C	O	A-1
2007.083 (EAU-2007-1)	Caisse d'Epargne	18/05/2007	25/10/2007	25/07/2008	100 000,00	F	FIXE	4,590	4,593		A	C	O	A-1
2011.123/A1011658 (EAU-2011-1)	Caisse d'Epargne	06/12/2011	15/01/2012	25/04/2012	380 000,00	F	FIXE	4,740	4,804		T	C	O	A-1
43519825326 (EAU-2005-1)	Crédit Agricole	01/03/2005	03/03/2005	28/06/2005	500 000,00	V	TEC5	3,510	2,092		T	P	O	A-1
5440951 (EAU-2021-1)	Caisse des Dépôts et Consignation	16/07/2021	01/09/2021	01/11/2021	750 000,00	V	LIVRETA	1,100	1,588		T	C	O	A-1
5598907 (EAU-2024-2)	Caisse des Dépôts et Consignation	21/06/2024	01/07/2024	01/10/2024	1 100 000,00	V	LIVRETA	3,400	3,383		T	C	O	A-1
5598926 (EAU-2024-1)	Caisse des Dépôts et Consignation	18/06/2024	01/07/2024	01/10/2024	900 000,00	V	LIVRETA	3,400	3,377		T	C	O	A-1
A1009093 (EAU-2006-3)	Caisse d'Epargne	23/06/2006	23/06/2006	25/06/2009	300 000,00	F	FIXE	4,930	3,948		T	P	O	A-1
A1016989 (EAU-2016-2)	Caisse d'Epargne	15/11/2016	25/02/2017	25/05/2017	250 000,00	F	FIXE	1,670	1,681		T	P	O	A-1

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
MON532652EUR/02 (EAU-2006-4)	SFIL	03/05/2006	01/06/2006	01/09/2006	369 548,96	F	FIXE	4,550	4,628		T	P	O	A-1
MON532653EUR (EAU-2010-1)	SFIL	05/10/2010	15/11/2010	01/03/2011	81 000,00	F	FIXE	2,270	2,290		T	P	O	A-1
MON532740EUR (EAU-2014-1)	SFIL	18/04/2014	13/06/2014	01/10/2014	500 000,00	F	FIXE	3,310	3,380		T	P	O	A-1
MON533320EUR (EAU-2003-2)	SFIL	18/12/2003	20/01/2004	01/04/2004	212 478,36	F	FIXE	5,300	5,407		T	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					**0,00**									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**9 708 766,64**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
[illegible]
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**6 294 304,84**					**372 380,12**	**118 249,07**	**0,00**	**44 161,80**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		6 294 304,84					372 380,12	118 249,07	0,00	44 161,80
00600485120 (EAU-2010-2)	N	0,00	A-1	22 600,00	0,60	F	FIXE	2,850	22 600,00	1 288,20	0,00	262,93
00601357275 (EAU-2017-1)	N	0,00	A-1	152 117,20	17,47	F	FIXE	1,680	7 186,99	2 676,31	0,00	1 372,31
00601757054 (EAU-2018-1)	N	0,00	A-1	60 738,49	8,67	F	FIXE	1,330	6 502,83	861,97	0,00	71,81
00601909539 (EAU-2018-2)	N	0,00	A-1	9 713,91	0,35	F	FIXE	0,670	9 650,85	129,74	0,00	42,79
00602024507 (EAU-2019-1)	N	0,00	A-1	63 786,46	19,38	F	FIXE	1,850	2 692,74	1 211,26	0,00	150,71
00602237591 (EAU-2019-2)	N	0,00	A-1	272 407,01	24,85	F	FIXE	0,890	9 688,40	2 489,14	0,00	381,75
00602676340 (EAU-2020-2)	N	0,00	A-1	887 723,52	10,75	F	FIXE	1,020	75 895,71	9 828,92	0,00	2 307,11
1241332 (EAU-2020-1)	N	0,00	A-1	52 042,61	3,09	F	FIXE	3,920	11 807,27	2 502,92	0,00	1 867,28
1356335 (EAU-2016-1)	N	0,00	A-1	185 695,85	23,50	V	LIVRETA	3,750	2 485,31	7 056,79	0,00	3 510,41
1783 (EAU-2021-2)	N	0,00	A-1	689 062,50	36,72	F	FIXE	1,395	18 750,00	9 760,71	0,00	314,67
2003 082 (EAU-2003-1)	N	0,00	A-1	99 680,18	8,07	F	FIXE	4,720	8 732,59	5 117,08	0,00	4 396,38

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Emprunts et dettes au 31/12/N												
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
2004-179 (EAU-2004-1)	N	0,00	A-1	144 581,41	4,32	F	FIXE	4,640	25 185,86	7 877,20	0,00	4 613,30
2006.085 (EAU-2006-1)	N	0,00	A-1	38 333,21	11,40	F	FIXE	4,100	3 333,34	1 674,16	0,00	160,64
2007.083 (EAU-2007-1)	N	0,00	A-1	14 835,48	2,57	F	FIXE	4,590	4 945,14	907,93	0,00	298,50
2011.123/A1011658 (EAU-2011-1)	N	0,00	A-1	57 000,17	2,07	F	FIXE	4,740	25 333,32	3 452,30	0,00	499,25
43519825326 (EAU-2005-1)	N	0,00	A-1	199 705,14	10,24	V	TEC5	0,000	19 483,44	0,00	0,00	0,00
5440951 (EAU-2021-1)	N	0,00	A-1	729 563,90	37,34	V	LIVRETA	3,600	0,00	25 705,17	0,00	4 313,08
5598907 (EAU-2024-2)	N	0,00	A-1	1 093 125,00	39,50	V	LIVRETA	3,400	6 875,00	6 146,82	0,00	9 175,39
5598926 (EAU-2024-1)	N	0,00	A-1	891 000,00	24,50	V	LIVRETA	3,400	9 000,00	5 029,22	0,00	7 478,81
A1009093 (EAU-2006-3)	N	0,00	A-1	154 806,99	9,24	F	FIXE	4,930	12 909,91	8 032,21	0,00	148,40
A1016989 (EAU-2016-2)	N	0,00	A-1	162 868,61	12,15	F	FIXE	1,670	11 885,10	2 844,22	0,00	273,47
MON532652EUR/02 (EAU-2006-4)	N	0,00	A-1	40 723,84	1,42	F	FIXE	4,550	25 653,92	2 586,60	0,00	159,56
MON532653EUR (EAU-2010-1)	N	0,00	A-1	28 252,25	5,92	F	FIXE	2,270	4 346,79	703,17	0,00	55,22
MON532740EUR (EAU-2014-1)	N	0,00	A-1	185 767,67	4,50	F	FIXE	3,310	35 538,10	6 887,14	0,00	1 537,23
MON533320EUR (EAU-2003-2)	N	0,00	A-1	58 173,44	4,00	F	FIXE	5,300	11 897,51	3 479,89	0,00	770,80
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Emprunts et dettes au 31/12/N												
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	**Couverture ? O/N (10)**	**Montant couvert**	**Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)**	**Capital restant dû au 31/12/N**	**Durée résiduelle (en années)**	**Type de taux (12)**	**Index (13)**	**Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)**	**Capital**	**Charges d'intérêt (15)**	**Intérêts perçus (le cas échéant) (16)**	**ICNE de l'exercice**
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00	-	0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**6 294 304,84**					**372 380,12**	**118 249,07**	**0,00**	**44 161,80**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
[illegible]
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception : 25/03/2025
Publication : 25/03/2025

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
[illegible]
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA RÉPARTITION DE L'ENCOURS (1)	B1.4

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	25	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	6 294 304,84	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES OPÉRATIONS DE COUVERTURE (1) — B1.5

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Taux variable simple (total)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Taux complexe (total) (2)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES OPÉRATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)	B1.5

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPÉ D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1) — B1.6

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					**0,00**	**0,00**							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					**0,00**	**0,00**								**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENÉGOCIES AU COURS DE L'ANNÉE N (1)

B1.7

N° du contrat d'emprunt	Date de souscrip-tion du contrat initial	Date de renégocia-tion	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Con-trat initial	Con-trat rené-gocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B. ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – MÉTHODES UTILISÉES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 500.00 €		2019-12-20
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Frais d'études non suivies de réalisation	5	20/12/2019
L	Subv d'équipement versées pour mobiliers, matériels, études	5	20/12/2019
L	Subv d'équipement versées pour biens immobiliers ou installations	15	20/12/2019
L	Subv d'équipement versées pour projets d'infrastructures intérêt national	20	20/12/2019
L	Logiciel	2	20/12/2019
L	Voiture	5	20/12/2019
L	Camion et véhicule industriel	7	20/12/2019
L	Mobilier	10	20/12/2019
L	Matériel de bureau électrique ou électronique	5	20/12/2019
L	Matériel informatique	4	20/12/2019
L	Matériel classique	10	20/12/2019
L	Coffre-fort	20	20/12/2019
L	Installation et appareil de chauffage	10	20/12/2019
L	Appareil de levage, ascenseur	20	20/12/2019
L	Equipement garages et ateliers	10	20/12/2019
L	Equipement des cuisines	10	20/12/2019
L	Equipement sportif	10	20/12/2019
L	Installation de voirie	20	20/12/2019
L	Plantation	15	20/12/2019
L	Autre agencement et aménagement de terrain	15	20/12/2019
L	Appareils de laboratoire, matériel de bureau (sauf informatique), outillages	5	20/12/2019
L	Réseaux d'assainissement	60	20/12/2019
L	Stations d'épuration (ouvrages de génie civil) - Ouvrages lourds	40	20/12/2019
L	Stations d'épuration (ouvrages de génie civil) - Ouvrages courants (Bassins de décantation)	30	20/12/2019
L	Ouvrages génie civil captage, transport, traitement eau potable, cana adduction eau, gros équip méca	60	20/12/2019
L	Poste de relevage des eaux usées	30	20/12/2019
L	Installations de traitement de l'eau potable (sauf génie civil et régulation)	10	20/12/2019
L	Pompes, surpresseurs, appareils électroméca, instal chauffage (yc chaudières), instal ventilation	15	20/12/2019
L	Organes de régulation (électronique, capteurs)	10	20/12/2019
L	Bâtiments durables	50	20/12/2019
L	Bâtiments légers, abris	15	20/12/2019
L	Agencements et aménagements de bâtiments, installations électriques et électroniques	15	20/12/2019
L	Biens de faible valeur inférieure à 500	1	20/12/2019

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXES PATRIMONIAUX – ÉTAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS — B3

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**9 397,00**		**38 634,00**	**48 031,00**	**0,00**	**48 031,00**
Créances douteuses	0,00	26/10/2022	12 000,00	12 000,00	0,00	12 000,00
Créances douteuses	0,00	11/04/2023	26 634,00	26 634,00	0,00	26 634,00
Créances douteuses	9 397,00	15/04/2024	0,00	9 397,00	0,00	9 397,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	**9 397,00**		**38 634,00**	**48 031,00**	**0,00**	**48 031,00**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès … ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B. ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES CHARGES TRANSFÉRÉES — B4

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DÉTAIL DES OPÉRATIONS POUR COMPTE DE TIERS (1)	B5

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

B7.1 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versé la subvention.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-[illegible]
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT	B8.2

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

									Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement				
Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Part totale (4)	Dont part nette (5) I	Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique
(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023
(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N
(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N
(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNÉS — B8.3

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					**0,00**	**0,00**	**0,00**
8018 Autres engagements donnés					**0,00**	**0,00**	**0,00**
Au profit d'organismes publics					**0,00**	**0,00**	**0,00**
Au profit d'organismes privés (1)					**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL					**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :
- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES ENGAGEMENTS REÇUS — B8.4

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE — B9.2

(1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ETATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

(articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Mas de Tassy, 1849 RD19, 83440 TOURRETTES (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc… et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif) .

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, …).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ANNEXES	IV
C - ETATS ANNEXES BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-282 975,74**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-282 975,74**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 106 (C)	**827 399,76**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-282 975,74**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**544 424,02**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**697 500,00**	**667 648,04**	**4 140 137,49**	**4 807 785,53**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**6 471 397,90**	**1 676 110,28**	**1 850 408,10**	**3 526 518,38**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**5 773 897,90**	**1 008 462,24**	**-2 289 729,39**	**-1 281 267,15**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-282 975,74**			**-282 975,74**
Affectation au 106 (C)	**827 399,76**	**827 399,76**		**827 399,76**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**544 424,02**			**544 424,02**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**-736 843,13**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – DÉPENSES — C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**697 500,00**	**I**	**667 648,04**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**391 500,00**		**372 380,12**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	391 500,00		372 380,12
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**306 000,00**		**295 267,92**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*306 000,00*		*295 267,92*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – RECETTES — C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**6 471 397,90**	**III 1 676 110,28**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**6 471 397,90**	**1 676 110,28**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*264,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*	*10 388,43*
28131	*Bâtiments*	*0,00*	*44 158,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*1 667 000,00*	*42 552,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*60 000,00*	*280 415,78*
28172	*Aménagements de terrains (mise à dispo)*	*0,00*	*629,00*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*0,00*	*109 291,20*
28174	*Constructions sur sol d'autrui (mad)*	*0,00*	*17 270,23*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*0,00*	*986 109,90*
28178	*Autres immos corporelles (mad)*	*0,00*	*19 801,00*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*87 945,02*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*0,00*	*56 547,84*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*8 440,31*
28188	*Autres*	*0,00*	*9 782,67*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*2 514,90*	*2 514,90*
021	*Virement de la section d'exploitation*	*4 741 883,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

C2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

C2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION	D1.1.1

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D1.1.2

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION	D1.2.1

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT	D1.2.2

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES

Date d'édition : 27/01/2025

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
Mme CORINE HUSSON	du 01/01/2024	au 27/01/2025	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

FAGARD Juliette (1018750319-0), Inspecteur divisionnaire FiP classe normale **A DDFiP DU VAR, le 28/01/2025**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
HUSSON Corine (1017807439-0), CSC des Finances Publiques de 4ème catégorie **A ESTEREL, le 29/01/2025**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

COMPTE FINANCIER UNIQUE 2024 DE L'EAU
PJ COMPLEMENTAIRE AU VOTE DU CFU
REPARTITION EAU / SIAGNOLE

Depuis la dissolution de la société E2S et le transfert de la gestion de la Siagnole à la Communauté de Communes à compter du 1er novembre 2020, un état annexe complémentaire est joint au Compte Administratif pour individualiser les éléments financiers affectés exclusivement à la gestion de la Siagnole, tant en fonctionnement qu'en investissement.
La maquette du Compte Financier Unique, applicable en M49 depuis les comptes 2022 de l'eau, ne prévoyant pas cette annexe, il convient de l'intégrer en pièce justificative complémentaire, selon les éléments financiers ci-après :

CFU 2024	EAU	SIAGNOLE	TOTAL
Recettes de fonctionnement	**12 845 218,86**	**1 415 247,95**	**14 260 466,81**
Chapitre 013	6 427,03	145,23	6 572,26
Chapitre 042	639 959,46	0,00	639 959,46
Chapitre 70	8 451 034,94	1 261 310,93	9 712 345,87
Chapitre 75	259,85	0,00	259,85
Chapitre 77	31 973,76	384 655,91	416 629,67
002 - Excédent reporté	3 715 563,82	-230 864,12	3 484 699,70
Dépenses de fonctionnement	**7 040 258,15**	**1 067 903,99**	**8 108 162,14**
Chapitre 011	1 905 509,33	716 796,22	2 622 305,55
Chapitre 012	2 336 986,84	383 798,90	2 720 785,74
Chapitre 014	854 916,00	-67 770,00	787 146,00
Chapitre 65	123 324,97	0,00	123 324,97
Chapitre 66	131 843,86	0,00	131 843,86
Chapitre 67	37 248,74	0,00	37 248,74
Chapitre 68	9 397,00	0,00	9 397,00
Chapitre 042	1 641 031,41	35 078,87	1 676 110,28
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	**5 804 960,71**	**347 343,96**	**6 152 304,67**
Recettes d'investissement	**4 549 060,08**	**1 208 791,02**	**5 757 851,10**
Chapitre 040	1 641 031,41	35 078,87	1 676 110,28
Chapitre 041	44 335,05	26 062,50	70 397,55
Chapitre 10	579 750,11	247 649,65	827 399,76
Chapitre 13	1 183 943,51	0,00	1 183 943,51
Chapitre 16	1 100 000,00	900 000,00	2 000 000,00
Dépenses d'investissement	**4 221 680,53**	**743 912,22**	**4 965 592,75**
001 - Déficit reporté	114 485,22	168 490,52	282 975,74
Chapitre 040	639 959,46	0,00	639 959,46
Chapitre 041	44 335,05	26 062,50	70 397,55
Chapitre 16	372 380,12	0,00	372 380,12
Chapitre 20	101 597,06	11 013,42	112 610,48
Chapitre 21	684 695,09	96 173,97	780 869,06
Chapitre 23	2 257 328,53	442 171,81	2 699 500,34
Chapitre 26	6 900,00	0,00	6 900,00
RESULTAT D'INVESTISSEMENT	**327 379,55**	**464 878,80**	**792 258,35**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DU PERSONNEL — B9.1

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**19,00**	**0,00**	**19,00**	**9,00**	**6,00**	**15,00**
Acheteur public	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Adjoint administratif	C	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Adjoint administratif principal 1ère classe	C	6,00	0,00	6,00	5,00	0,00	5,00
Adjoint administratif principal 2ème classe	C	3,00	0,00	3,00	1,00	0,00	1,00
Agent administratif	C	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Agent d'accueil	C	3,00	0,00	3,00	0,00	3,00	3,00
Responsable des Ressources Humaines	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Rédacteur principal 1ère classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Rédacteur territorial	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**41,00**	**0,00**	**41,00**	**9,00**	**20,00**	**29,00**
Adjoint technique principal 1ère classe	C	2,00	0,00	2,00	0,00	1,00	1,00
Adjoint technique principal 2ème classe	C	5,00	0,00	5,00	1,00	0,00	1,00
Adjoint technique territorial	C	3,00	0,00	3,00	1,00	0,00	1,00
Agent de distribution de l'eau	C	3,00	0,00	3,00	0,00	2,00	2,00
Agent de maîtrise	C	6,00	0,00	6,00	2,00	2,00	4,00
Agent de maîtrise principal	C	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Agent de relève	C	4,00	0,00	4,00	0,00	4,00	4,00
Agent réseau	C	5,00	0,00	5,00	0,00	5,00	5,00
Apprenti	C	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Electromécanicien	B	3,00	0,00	3,00	0,00	2,00	2,00
Géomètre	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Ingénieur	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Ingénieur principal	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Technicien BE	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Technicien principal 2ème classe	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Technicien territorial	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS DE FAYENCE - EAU - - 2024

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE SOCIALE (d)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		60,00	0,00	60,00	18,00	26,00	44,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ANNEXES	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DU PERSONNEL	B9

ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**1 224 804,45**		
Acheteur public	A	ADM		90 941,91	A CDI	CDI CDI
Adjoint technique principal 1ère classe	C	TECH		46 461,16	A CDI	CDI CDI
Agent administratif	C	ADM		39 954,41	A CDI	CDI CDI
Agent d'accueil	C	ADM		108 014,66	A CDI	CDI CDI
Agent de distribution de l'eau	C	TECH		107 890,35	A CDI	CDI CDI
Agent de maîtrise	C	TECH		133 447,49	A CDI	CDI CDI
Agent de relève	C	TECH		88 387,50	A CDI	CDI CDI
Agent de relève	C	TECH		13 446,45	332-23-1° CDD	CDD CDD
Agent réseau	C	TECH		210 039,48	A CDI	CDI CDI
Apprenti	C	TECH		2 667,05	332-24 CDI	CDI CDI
Electromécanicien	B	TECH		57 200,45	A CDI	CDI CDI
Electromécanicien	B	TECH		41 913,65	332-23-1° CDD	CDD CDD
Géomètre	B	TECH		46 894,66	A CDI	CDI CDI
Responsable des Ressources Humaines	A	ADM		79 140,12	A CDI	CDI CDI
Technicien BE	A	TECH		77 036,17	A CDI	CDI CDI
Technicien principal 2ème classe	B	TECH		81 368,94	A CDI	CDI CDI
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**1 224 804,45**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Communauté de communes Pays de Fayence

BUDGET ANNEXE DE L'EAU
CFU - RESTES A REALISER 2024
DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Nature des dépenses	Budget 2024	Réalisations 31/12/2024	Engagements	Disponible	RAR 2024	Imputation
Déficit d'investissement reporté	168 490,52	168 490,52		0,00		001
Déficit d'investissement reporté	114 485,22	114 485,22		0,00		001
Chapitre 001 - Déficit d'investissement reporté	**282 975,74**	**282 975,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
Amortissement des subventions	306 000,00	295 267,92		10 732,08		139
Travaux en régie	350 000,00	344 691,54		5 308,46		21561
Chapitre 040 - Opérations d'ordre transfert entre sections	**656 000,00**	**639 959,46**	**0,00**	**16 040,54**	**0,00**	
Remboursement avances forfaitaires (SEILLANS)	330 000,00	6 224,05		323 775,95		2315
Remboursement avances forfaitaires SIAGNOLE	60 000,00	26 062,50		33 937,50		2315
Intégration frais d'études et insertions	150 000,00	38 111,00		111 889,00		21531/2182/2315
Chap. 041 - Opérations patrimoniales	**540 000,00**	**70 397,55**	**0,00**	**469 602,45**	**0,00**	
Remboursement du capital des emprunts	391 500,00	372 380,12		19 119,88		1641
Chap. 16 - Emprunts et dettes assimilées	**391 500,00**	**372 380,12**	**0,00**	**19 119,88**	**0,00**	
Schéma directeur de production	82 206,25	69 333,25	12 873,00	0,00	12 873,00	2031
Recherche de fuites	6 000,00	5 492,00		508,00		2031
Frais de publication pour les marchés publics	8 720,00	5 431,41		3 288,59		2033
Logiciels métiers + France 2030 CYBERSECURITE	25 019,17	3 565,40	24 250,98	-2 797,21	24 250,98	2051
Programme d'études de la gestion active de l'aquifère	50 000,00			50 000,00		2031
Etude canalisation des Jaumillots / La Péjade FAYENCE	10 500,00	9 300,00	1 200,00	0,00	1 200,00	2031
Travaux de sécurisation - Bassin de la Péjade + DECI - Etudes	16 600,00	8 475,00	8 125,00	0,00	8 125,00	2031
Frais d'études et de topographie Tournon **MONTAUROUX**	19 323,00			19 323,00		2031
Etude d'optimisation source du Neisson SEILLANS - Gestion active de l'aquifère	8 000,00		3 000,00	5 000,00	3 000,00	2031
Etude des ressources stratégiques	602 100,00			602 100,00		2031
Dossier de déclaration du forage Le Jas Neuf MONTAUROUX	50 000,00		5 500,00	44 500,00	5 500,00	2031
Relevés Canal Romain et Jourdan	55 279,00		55 279,00	0,00	55 279,00	2031
Etudes environnementales SIAGNOLE	40 000,00		31 685,00	8 315,00	31 685,00	2031
Recherche de fuite sur réseau Siagnole	1 028,00	1 028,00		0,00		2031
AMO pour le Schéma directeur de la Siagnole	11 500,00	9 985,42	1 890,03	-375,45	1 890,03	2031
Chap. 20 - Immobilisations incorporelles	**986 275,42**	**112 610,48**	**143 803,01**	**729 861,93**	**143 803,01**	
Matériel CALLIAN	11 000,00	10 638,72		361,28		21561
Matériel FAYENCE (Amélioration chloration Maracabre)	9 494,36	2 377,57	6 419,03	697,76	6 419,03	21561
Matériel MONS (Sonde mesure turbidité)	6 000,00	5 238,80		761,20		21561
Matériel MONTAUROUX (Chambres pour détendeurs, bassin Villaron, chambre de comptage)	21 600,00	21 593,59		6,41		21561
Matériel SAINT-PAUL (turbidimètre, bassin)	10 000,00	9 845,81		154,19		21561
Matériel SEILLANS (Réseau Jonquier, turbidimètre, bouches à clés)	12 000,00	11 844,91		155,09		21561
Matériel TANNERON (Chambres pour détendeurs, turbidimètre, détendeur pression...)	90 000,00	63 962,33	24 347,48	1 690,19	24 347,48	21561
Matériel TOURRETTES (Maillage bassin Peyrasset et chemin Turquière, vanne bassin Acates)	7 183,30	7 139,67		43,63		21561

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Communauté de communes
Pays de Fayence

Nature des dépenses	Budget 2024	Réalisations 31/12/2024	Engagements	Disponible	RAR 2024	Imputation
Matériel et outillage Pôle RESEAU / TRAVAUX	25 000,00	2 598,40	1 320,00	21 081,60	1 320,00	21561
Matériel et outillage PÔLE MAINTENANCE	27 275,85	12 792,14		14 483,71		21561
Matériel pour gestion des pressions	6 450,00	6 450,00		0,00		21561
Matériel qualité de l'eau	40 000,00			40 000,00		21561
Rachat station de lavage Quai de transfert	10 000,00	10 000,00		0,00		**21561**
Rachat Alarme intrusion Maison de Pays pour la Maison de l'Eau	3 000,00	3 000,00		0,00		**21561**
Travaux de sécurisation - Télégestion	50 000,00	17 687,22		32 312,78		21561
Fourniture et pose de compteurs communicants pour les économies d'eau	280 243,00	233 570,52	136,00	46 536,48	136,00	21561
Matériel SIAGNOLE + sécurisation des sources	102 062,66	88 164,10	1 757,00	12 141,56	1 757,00	21561
Sécurisation des sources plan VIGIPIRATE	9 060,47	8 009,87		1 050,60		2183
Véhicules : 4 + 3 VL	160 000,00	150 850,85		9 149,15		2182
Agencement de véhicules	30 000,00	19 945,30	1 400,00	8 654,70	1 400,00	2182
Matériel informatique + téléphonie	96 584,20	53 448,17	950,00	42 186,03	950,00	2183
Equipement atelier Maison de l'eau + local atelier pour les véhicules + consommables 1er équipement	71 002,10	41 711,09		29 291,01		2188
21 - Immobilisations corporelles	**1 077 955,94**	**780 869,06**	**36 329,51**	**260 757,37**	**36 329,51**	
Travaux réseaux divers - Chemin de l'Abreuvage BAGNOLS	11 598,50	4 479,60		7 118,90		2315
Travaux AEP/DECI Impasse Maupas BAGNOLS	113 000,00		112 781,70	218,30	112 781,70	2315
Travaux AEP/DECI Impasse Bruel CALLIAN	85 000,00		84 215,00	785,00	84 215,00	2315
Renouvellement des canalisations Jaumillots (dont DECI) FAYENCE	600 000,00	4 000,00	480 715,00	115 285,00	480 715,00	2315
Renouvellement des canalisations Le Béal du Nègre FAYENCE	100 000,00			100 000,00		2315
Réfection local pompage MONS	7 000,00	6 730,00		270,00		2315
Travaux AEP/DECI Impasse Tennis ESTERETS MONTAUROUX	82 000,00		81 796,50	203,50	81 796,50	2315
Avance forfaitaire Travaux AEP/DECI Impasse Tennis ESTERETS MONTAUROUX			9 088,50	-9 088,50	9 088,50	238
Compresseur aux Esterets du Lac MONTAUROUX	5 296,00	5 296,00		0,00		2315
Extension réseau AEP Impasse de la Barrière MONTAUROUX	9 120,00	9 120,00		0,00		2315
Pompe bassin Ste Brigitte SEILLANS	100 000,00	62 316,45		37 683,55		2315
Réhabilitation canalisations quartier le CUNIER à SEILLANS	304 021,40	257 924,10		46 097,30		2315
Sécurisation de l'alimentation de la partie Nord-Ouest de SEILLANS + renouvellement canalisations + DECI	4 730 758,93	1 372 859,90	2 945 884,25	412 014,78	2 945 884,25	2315
Avances forfaitaires Travaux de sécurisation SEILLANS	297 131,45	297 131,45	179 530,42	-179 530,42	179 530,42	238
Réhabilitation de la Station de Pompage de TANNERON	186 720,00	13 447,45		173 272,55		2315
Programme réseaux divers TANNERON (Détendeurs de pression)	72 878,00	2 971,68	32 878,00	37 028,32	32 878,00	2315
Extension Chemin du Terme et giratoire Vol à Voile TOURRETTES	252 806,55	126 810,59		125 995,96		2315
Travaux DECI pour les communes (convention)	193 637,00			193 637,00		2315
Raccordement au Lac de Saint Cassien	1 300 000,00	44 841,31		1 255 158,69		2315
Maison de l'Eau (Solde MOE)	2 400,01	1 400,00	868,00	132,01	868,00	2313
Programme de réseaux divers	529 210,67	48 000,00		481 210,67		2315
Grosses réparations Canal Romain et Jourdan	164 843,00	103 242,38	11 600,00	50 000,62	11 600,00	2315
Réparations d'urgence Canalisation Four Freye	97 000,00	27 158,00		69 842,00		2315
Sécurisation des sources - Tiroirs optiques	3 000,00	2 900,00		100,00		2315
Rénovation du forage de TASSY (Partie SMIAGE pour la fonction + partie équipements)	873 937,50	271 424,88	20 647,60	581 865,02	20 647,60	2315
Rénovation forage de TASSY - Avance forfaitaire	26 062,50	26 062,50		0,00		238
Forage Barrière MONTAUROUX	11 400,00	11 384,05		15,95		2315
Chapitre 23 - Immobilisations en cours	**10 158 821,51**	**2 699 500,34**	**3 960 004,97**	**3 499 316,20**	**3 960 004,97**	
Participation Agence France Locale	6 900,00	6 900,00				261
Chapitre 26 - Participations et créances rattachées à des participations	**6 900,00**	**6 900,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
Total des dépenses d'investissement	**14 100 428,61**	**4 965 592,75**	**4 140 137,49**	**4 994 698,37**	**4 140 137,49**	

Le montant des restes à réaliser 2024 du budget annexe Eau, en dépenses d'investissement, est arrêté à la somme de 4 140 137,49€ (Quatre millions cent-quarante mille cent-trente-sept euros et quarante-neuf centimes TTC)

Fait à Tourrettes le 02 janvier 2025

Le Président,
René UGO

Communauté de Communes du Pays de Fayence

Fréjus le 07/03/25
Husson Corine

SGC de l'Esterel 083110

Par délégation
Nathalie MIRANDON
Inspectrice Divisionnaire des Finances Publiques

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Communauté de communes Pays de Fayence

BUDGET ANNEXE DE L'EAU
CFU - RESTES A REALISER 2024
RECETTES D'INVESTISSEMENT

Intitulé des programmes	Budget 2024	Réalisations 31/12/2024	Engagements	Disponible	RAR 2024	Imputation
Virement de la section de fonctionnement	4 741 883,00			4 741 883,00		021
Chap. 021 - Virement de la section de fonctionnement	**4 741 883,00**	**0,00**	**0,00**	**4 741 883,00**	**0,00**	
Etalement des frais de réaménagement de Callian et Seillans	2 514,90	2 514,90		0,00		4817
Amortissement des immobilisations	1 707 000,00	1 638 516,51		68 483,49		28
Amortissement des immobilisations SIAGNOLE	20 000,00	35 078,87		-15 078,87		28
Total Chap. 040 - Opé d'ordre de transfert entre sections	**1 729 514,90**	**1 676 110,28**	**0,00**	**53 404,62**	**0,00**	
Remboursement avances forfaitaires (SEILLANS)	330 000,00	6 224,05		323 775,95		238
Remboursement avances forfaitaires SIAGNOLE	60 000,00	26 062,50		33 937,50		238
Intégration frais d'études et insertions	150 000,00	38 111,00		111 889,00		2031/2033
Total Chap. 041 - Opérations patrimoniales	**540 000,00**	**70 397,55**	**0,00**	**469 602,45**	**0,00**	
Excédent de fonctionnement capitalisé	579 750,11	579 750,11		0,00		1068
Excédent de fonctionnement capitalisé SIAGNOLE	247 649,65	247 649,65		0,00		1068
Chap. 10 - Dotations, fonds et réserves	**827 399,76**	**827 399,76**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
Sécurisation de l'alimentation de la partie Nord-Ouest de SEILLANS	**1 100 000,00**	**1 100 000,00**		0,00		**1641**
Forage de Tassy - Foration + équipements	900 000,00	900 000,00		0,00		1641
Chap. 16 - Emprunts et dette assimilée	**2 000 000,00**	**2 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
Agence de l'eau - Sécurisation alimentation partie Nord-Ouest SEILLANS	**1 422 300,00**	**711 150,00**	**711 150,00**	0,00	**711 150,00**	**13111**
FNADT - MOE et études travaux de sécurisation Sainte Brigitte SEILLANS	**49 605,33**		**49 605,33**	0,00	**49 605,33**	**13118**
DETR Sécurisation Nord Ouest SEILLANS TRANCHE 1	**492 611,70**	**147 783,51**	**344 828,19**	0,00	**344 828,19**	**13118**
DETR Sécurisation Nord Ouest SEILLANS TRANCHE 2	**364 288,80**		**364 288,02**	0,78	**364 288,02**	**13118**
Fonds de concours SEILLANS - Sécurisation alimentation partie Nord-Ouest	**300 000,00**			300 000,00		**1314**
Agence de l'eau - Renouvellement des canalisations SEILLANS	442 337,00	221 168,00	221 169,00	0,00	221 169,00	13111
Agence de l'eau - Renouvellement RD53 Route de Mons SEILLANS - CUINIER	93 390,00	46 695,00	46 695,00	0,00	46 695,00	13111
Remboursement DECI par SEILLANS	220 000,00			220 000,00		1314
Remboursements Communes DECI	391 637,00			391 637,00		1314
Solde subvention études structuration service eau	34 670,00	36 190,00		-1 520,00		13111
Solde subvention Agence de l'Eau pour l'ambassadeur de l'eau	60 905,56		60 905,56	0,00	60 905,56	13111
Agence de l'Eau - Schéma directeur de production d'eau	41 914,00	20 957,00	20 957,00	0,00	20 957,00	13111
Agence de l'Eau - Extension Chemin du Terme et giratoire Vol à Voile TOURRETTES	30 810,00		30 810,00	0,00	30 810,00	13111
Remboursement DECI par FAYENCE pour les Jaumillots	256 257,00			256 257,00		1314
Agence de l'Eau - Participation poste Ambassadeur de l'Eau	60 904,56			60 904,56		13111
Total Chap. 13 - Subventions d'investissement	**4 261 630,95**	**1 183 943,51**	**1 850 408,10**	**1 227 279,34**	**1 850 408,10**	
Total des recettes d'investissement	***14 100 428,61***	***5 757 851,10***	***1 850 408,10***	***6 492 169,41***	***1 850 408,10***	

Le montant des restes à réaliser 2024 du budget annexe Eau, en recettes d'investissement, est arrêté à la somme de 1 850 408,10€ (Un million huit-cent-cinquante mille quatre-cent-huit euros et dix centimes)

Fait à Tourrettes le 02 janvier 2025

Le Président,
René UGO

Communauté de Communes du Pays de Fayence

Fréjus le 07/03/25
Husson Corine

Par délégation
Nathalie MIRANDON
Inspectrice Divisionnaire des Finances Publiques

SGC de l'Estérel 083110

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-07-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 22
Pouvoirs..... 7
Absents..... 1
Suffrages exprimés 30

DCC n° 240319/08

SÉANCE DU MERCREDI 19 MARS 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Maryvonne BLANC
Date de convocation : 12-03-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : **Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Claudette MARIET, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Bernard HENRY, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, René BOUCHARD, Philippe DURAND-TERRASSON, Jérôme SAILLET, François CAVALLIER**
Absents excusés : **Daniel MARIN (pouvoir à B. HENRY), Michèle PERRET (pouvoir à O. LEFEBVRE), M. REZK (pouvoir à F. CAVALLIER), Christian COULON (pouvoir à JY. HUET), Laurence BERNARD (pourvoir à MJ. MANKAÏ), Aurélie COURANT (pouvoir à C. BOUGE), Loïs FAUR (pouvoir à J. SAILLET), René UGO**

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT
APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2024

L'article 242 de la loi de finances 2019 (modifié par l'article 137 de la loi de finances 2021) a prévu l'expérimentation du Compte Financier Unique. Ce CFU se substitue, dans une démarche de simplification, au compte administratif établi par l'ordonnateur et au compte de gestion réalisé par le comptable.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

CONSIDÉRANT que M. René UGO, Président, s'est retiré et que M. Jean-Yves HUET, Vice-Président délégué aux finances, a été désigné par le Conseil communautaire pour assurer la présidence pour le vote du Compte Financier Unique du budget annexe ASSAINISSEMENT de l'exercice 2024 dressé par l'ordonnateur et le comptable,
APRÈS s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré et l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024, y compris celles relatives à la journée complémentaire, ainsi que les valeurs inactives,

APRÈS EN AVOIR DELIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **LUI DONNE ACTE** de la présentation faite du Compte Financier Unique, lequel peut se résumer ainsi :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Libellés	Investissement		Fonctionnement		Ensemble	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
COMPTE FINANCIER UNIQUE						
Résultats reportés (19/03/2024)		1 690 002.89		936 474.32		2 626 477.21
Résultats affectés						
Opérations de l'exercice	1 858 662.20	2 463 025.44	3 038 327.71	4 010 408.01	4 896 989.91	6 473 433.45
TOTAUX	1 858 662.20	4 153 028.33	3 038 327.71	4 946 882.33	4 896 989.91	9 099 910.66
Résultats de clôture		**2 294 366.13**		1 908 554.62		4 202 920.75
Restes à réaliser	2 918 365.29	465 934.00			2 918 365.29	465 934.00
TOTAUX CUMULES	4 777 027.49	4 618 962.33	3 038 327.71	4 946 882.33	7 815 355.20	9 565 844.66
RESULTATS DEFINITIFS	**158 065.16**			**1 908 554.62**		**1 750 489.46**

- **RECONNAÎT** la sincérité des restes à réaliser en dépenses et recettes d'investissement,
- **DÉCLARE** que le Compte Financier Unique dressé pour l'exercice 2024 par l'ordonnateur et le comptable, visé et certifié conforme par ces deux instances, n'appelle ni observation ni réserve de sa part,
- **VOTE ET ARRÊTE** les résultats définitifs du Compte Financier Unique tels que résumés ci-dessus.

Tourrettes, le 20 mars 2025

Maryvonne BLANC
Secrétaire de séance

Communauté de Communes du Pays de Fayence

René UGO
Président

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNAUTE DE COMMUNES dont la population est de 3500 habitants et plus : COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS DE FAYENCE (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL

Numéro SIRET : 20000480200050

POSTE COMPTABLE : SCG DE L'ESTEREL

M. 49(4)

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : ASSAINISSEMENT (3)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.
(4) Préciser le plan de comptes : M4, M41, M43 ou M49

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 4
B - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 5
C - Liste des services individualisés dans un budget annexe (1) 6
D1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 7
D2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 8
E - Bilan synthétique 9
F - Compte de résultat synthétique 10

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 11

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'exploitation 12
A1.2 - Recettes d'exploitation 13
A2.1 - Dépenses d'investissement 14
A2.2 - Recettes d'investissement 15

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'exploitation 16
B2 - Recettes d'exploitation 20
C1 - Dépenses d'investissement 22
C2 - Recettes d'investissement 25
D - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 28

III - États financiers

A - Bilan 29
B - Compte de résultat 34
C - Balance des comptes 37

IV - États annexés

A - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes (1) 53

B. États annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 54
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 55
B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 59
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 61
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 62
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement 64
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 65
B1.8 - Etat de la dette - Autres dettes 66
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 67
B3 - Etat des provisions et des dépréciations 68
B4 - Etat des charges transférées 69
B5 - Détail des opérations pour le compte de tiers 70
B6.1 - Etat des emprunts garantis Sans Objet
B6.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B7.1- Subventions versées dans le cadre du vote du budget 71
B8.1- Etat des contrats de crédit-bail 72
B8.2 - Etat des marchés de partenariat 73
B8.3 - Etat des autres engagements donnés 74
B8.4 - Etat des engagements reçus 75
B9.1 - Etat du personnel Sans Objet
B9.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 76
B10 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 77

C. États annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 78
C1.2 - Équilibre budgétaire - Dépenses 79
C1.3 - Équilibre budgétaire - Recettes 80
C2.1 - Situation des autorisations de programme 81
C2.2 - Situation des autorisations d'engagement 82
C3 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature Sans Objet

D. Autres éléments d'information

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

D1.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (3) 83
D1.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (3) 84
D1.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (3) 85
D1.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (3) 89
E - État des Contrôles du Compte Financier Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 93

(1) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

(2) Cet état n'est obligatoire que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leur établissements publics.

(3) Ces états ne sont obligatoire que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
PRÉSENTATION GÉNÉRALES DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE	A

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	**Exploitation**	**Total cumulé**
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	**5 099 279,11**	**4 107 352,61**	**9 206 631,72**
	Recettes réalisées (1)	B	**2 463 025,44**	**4 010 408,01**	**6 473 433,45**
	Restes à réaliser	C	**465 934,00**	**0,00**	**465 934,00**
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	**6 789 282,00**	**5 043 826,93**	**11 833 108,93**
	Dépenses réalisées (1)	E	**1 858 662,20**	**3 038 327,71**	**4 896 989,91**
	Restes à réaliser	F	**2 918 365,29**	**0,00**	**2 918 365,29**
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	**604 363,24**	**972 080,30**	**1 576 443,54**
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	**1 690 002,89**	**936 474,32**	**2 626 477,21**
Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation)	Excédent /déficit	G + H	**2 294 366,13**	**1 908 554,62**	**4 202 920,75**
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C – F	**-2 452 431,29**	**0,00**	**-2 452 431,29**
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	**-158 065,16**	**1 908 554,62**	**1 750 489,46**

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Résultat de clôture de l'exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL II	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
ASST - CC PAYS DE FAYENCE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	1 690 002,89	0,00	604 363,24	0,00	2 294 366,13
Fonctionnement	936 474,32	0,00	972 080,30	0,00	1 908 554,62
Sous-Total	2 626 477,21	0,00	1 576 443,54	0,00	4 202 920,75
TOTAL III	**2 626 477,21**	**0,00**	**1 576 443,54**	**0,00**	**4 202 920,75**
TOTAL I + II + III	**2 626 477,21**	**0,00**	**1 576 443,54**	**0,00**	**4 202 920,75**

récupération d'amortissements antérieurs non comptabilisés

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE (1)	C

(1) Seulement valable pour les régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.
(2) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER – RAR DEPENSES	D1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) **2 918 365,29**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**9 460,32**
2031	Frais d'études	2 505,00
2051	Concessions et droits assimilés	6 955,32
21	**Immobilisations corporelles**	**91 033,11**
21562	Service d'assainissement	65 641,24
2182	Matériel de transport	25 200,00
2183	Matériel de bureau et informatique	191,87
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**2 817 871,86**
2313	Constructions	3 153,11
2315	Installat°, matériel et outillage techni	2 787 118,75
238	Avances commandes immo. incorp.	27 600,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**0,00**
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(II) **0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER - RAR RECETTES	D2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) **465 934,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**465 934,00**
13118	Autres Subv. Équipt Etat	465 934,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**0,00**
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(IV) **0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**0,00**
73	**Produits issus de la fiscalité**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

I

E

Bilan synthétique (en milliers d'euros)

ACTIF NET (1)	Total	PASSIF	Total
Immobilisations incorporelles (nettes)	**92,88**	Dotations	72,82
Terrains	132,74	Fonds globalisés	1 830,21
Constructions	4 844,55	Réserves	2 665,33
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	20 174,46	Différences sur réalisation d'immobilisations	0,00
Immobilisations corporelles en cours	86,40	Report à nouveau (1)	936,47
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	972,08
Autres immobilisations corporelles	163,23	Subventions transférables	9 163,20
Total immobilisations corporelles (nettes)	**25 401,38**	Subventions non transférables	0,00
Immobilisations financières	**46,00**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	8 597,36
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**25 540,26**	Provisions réglementées	0,00
Stocks	0,00	**TOTAL FONDS PROPRES**	**24 237,47**
Créances	887,78	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	**0,00**
Valeurs mobilières de placement	0,00	**Dettes financières à long terme**	**5 533,60**
Disponibilités	3 899,44	Fournisseurs (2)	308,64
Autres actifs circulant	0,00	Autres dettes à court terme	100,50
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**4 787,22**	**Total des dettes à court terme**	**409,14**
Comptes de régularisation	**9,88**	**TOTAL DETTES**	**5 942,74**
		Comptes de régularisation	**157,14**
TOTAL ACTIF	**30 337,35**	**TOTAL PASSIF**	**30 337,35**

(1)Déduction faite des amortissements et dépréciations
(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice N+1

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros) — F

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Impôts et taxes perçus	0,00	0,00
Dotations et subventions reçues	66,93	66,78
Produits des services	3 115,37	2 721,92
Autres produits	83,37	88,22
Transferts de charges	0,00	0,00
Produits courants non financiers	3 265,67	2 876,92
Traitements, salaires, charges sociales	741,03	740,66
Achats et charges externes	993,24	1 035,60
Participations et interventions	28,25	13,10
Dotations aux amortissements et provisions	975,98	966,19
Autres charges	9,05	8,19
Charges courantes non financières	2 747,53	2 763,74
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**518,13**	**113,18**
Produits courants financiers	0,00	0,00
Charges courantes financières	62,49	64,11
RESULTAT COURANT FINANCIER	**-62,49**	**-64,11**
RESULTAT COURANT	**455,65**	**49,07**
Produits exceptionnels	529,73	501,14
Charges exceptionnelles	13,30	55,43
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**516,43**	**445,71**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**972,08**	**494,78**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II – EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état D1.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 011	Charges à caractère général	1 239 470,00	846 683,69	95 694,22	942 377,91	76,03	0,00
Chapitre 012	Charges de personnel, frais assimilés	905 029,00	840 175,70	467,03	840 642,73	92,89	0,00
Chapitre 014	Atténuations de produits	250 082,00	80 879,99	94 424,00	175 303,99	70,10	0,00
Chapitre 65	Autres charges de gestion courante	40 100,00	28 043,87	201,60	28 245,47	70,44	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**2 434 681,00**	**1 795 783,25**	**190 786,85**	**1 986 570,10**	**81,59**	**0,00**
Chapitre 66	Charges financières	76 592,52	61 249,82	0,00	61 249,82	79,97	0,00
Chapitre 67	Charges exceptionnelles	61 500,00	10 702,47	2 595,00	13 297,47	21,62	0,00
Chapitre 68	Dotations aux provisions et dépréciat°	4 463,00	4 463,00	0,00	4 463,00	100,00	0,00
Chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 022	Dépenses imprévues	125 013,12					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**2 702 249,64**	**1 872 198,54**	**193 381,85**	**2 065 580,39**	***76,44***	**0,00**
Chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*1 325 342,00*					
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*1 016 235,29*	*972 747,32*	*0,00*	*972 747,32*	*95,72*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***2 341 577,29***	***972 747,32***	***0,00***	***972 747,32***	***41,54***	***0,00***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**5 043 826,93**	**2 844 945,86**	**193 381,85**	**3 038 327,71**	**60,24**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**					
Total des dépenses de la section d'exploitation		**5 043 826,93**	**2 844 945,86**	**193 381,85**	**3 038 327,71**		**0,00**

(1) dépenses engagées non mandatées

(2) ce chapitre n'existe pas en M49

(3) DE 042 = RI 040 ; DE 043 = RE 043

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 013	Atténuations de charges	35 947,60	39 706,77	0,00	39 706,77	110,46	0,00
Chapitre 70	Ventes produits fabriqués, prestations	3 383 402,01	2 852 926,51	437 744,24	3 290 670,75	97,26	0,00
Chapitre 73	Produits issus de la fiscalité(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 74	Subventions d'exploitation	66 777,00	66 934,78	0,00	66 934,78	100,24	0,00
Chapitre 75	Autres produits de gestion courante	3 115,00	3 402,39	0,00	3 402,39	109,23	0,00
Total des recettes de gestion courante		**3 489 241,61**	**2 962 970,45**	**437 744,24**	**3 400 714,69**	**97,46**	**0,00**
Chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 77	Produits exceptionnels	218 490,00	220 010,96	0,00	220 010,96	100,70	0,00
Chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**3 707 731,61**	**3 182 981,41**	**437 744,24**	**3 620 725,65**	**97,65**	**0,00**
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*399 621,00*	*389 682,36*	*0,00*	*389 682,36*	*97,51*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***399 621,00***	***389 682,36***	***0,00***	***389 682,36***	***97,51***	***0,00***
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**4 107 352,61**	**3 572 663,77**	**437 744,24**	**4 010 408,01**	**97,64**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**936 474,32**					
Total des recettes de la section d'exploitation		**5 043 826,93**	**3 572 663,77**	**437 744,24**	**4 010 408,01**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées

(2) ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43

(3) RE 042 = DI 040

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSESD'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	80 225,00	13 174,37	16,42	9 460,32
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	497 931,82	178 403,81	35,83	91 033,11
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	5 133 554,18	911 310,40	17,75	2 817 871,86
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**5 711 711,00**	**1 102 888,58**	**19,31**	**2 918 365,29**
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 13	Subventions d'investissement	30 450,00	30 450,00	100,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	288 300,00	278 236,66	96,51	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	9 200,00	9 200,00	100,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**327 950,00**	**317 886,66**	**96,93**	**0,00**
Total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**6 039 661,00**	**1 420 775,24**	**23,52**	**2 918 365,29**
Chapitre *040*	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*399 621,00*	*389 682,36*	*97,51*	*0,00*
Chapitre *041*	*Opérations patrimoniales (6)*	*350 000,00*	*48 204,60*	*13,77*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***749 621,00***	***437 886,96***	***58,41***	***0,00***
TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**6 789 282,00**	**1 858 662,20**	**27,38**	**2 918 365,29**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**			
TOTAL DES DÉPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**6 789 282,00**	**1 858 662,20**		**2 918 365,29**

(1) dépenses engagées non mandatées
(2) voir l'état II-D1 pour le détail des opérations d'équipement
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(4) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 13	Subventions d'investissement	1 499 053,00	533 663,00	35,60	465 934,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	800 000,00	800 000,00	100,00	0,00
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	108 648,82	108 410,52	99,78	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**2 407 701,82**	**1 442 073,52**	**59,89**	**465 934,00**
Chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*1 325 342,00*			
Chapitre 040	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*1 016 235,29*	*972 747,32*	*95,72*	*0,00*
Chapitre 041	*Opérations patrimoniales (6)*	*350 000,00*	*48 204,60*	*13,77*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***2 691 577,29***	***1 020 951,92***	***37,93***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**5 099 279,11**	**2 463 025,44**	**48,30**	**465 934,00**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**1 690 002,89**			
TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**6 789 282,00**	**2 463 025,44**		**465 934,00**

(1) recettes justifiées non titrées
(2) A servir uniquement, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(3) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(4) pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation)
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses d'exploitation - Vue détaillée — B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie ...)	0,00	359 805,81	44 890,75	314 915,06	0,00
6062	Produits de traitement	0,00	52 828,12	3 152,27	49 675,85	0,00
6063	Autres fournitures d'entretien et de petit équipement	0,00	46 087,52	8 170,44	37 917,08	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	1 741,28	0,00	1 741,28	0,00
6066	Carburants	0,00	8 671,81	436,22	8 235,59	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	16 455,19	757,34	15 697,85	0,00
611	Sous-traitance générale	0,00	244 555,49	24 967,45	219 588,04	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	10 332,13	759,35	9 572,78	0,00
61523	Reseaux	0,00	100 802,42	15 128,52	85 673,90	0,00
61551	Matériel roulant	0,00	13 175,09	349,06	12 826,03	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	13 022,46	230,00	12 792,46	0,00
6156	Maintenance	0,00	24 499,74	0,00	24 499,74	0,00
6161	Multirisques	0,00	10 100,29	0,00	10 100,29	0,00
618	Divers	0,00	13 679,55	1 050,00	12 629,55	0,00
6226	Honoraires	0,00	7 754,28	846,64	6 907,64	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	1 800,00	0,00	1 800,00	0,00
6228	Divers	0,00	86 863,91	18 017,74	68 846,17	0,00
6238	Divers	0,00	7 160,68	3 144,47	4 016,21	0,00
6241	Transports sur achats	0,00	163,70	0,00	163,70	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	1 046,00	0,00	1 046,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	21 672,49	5 222,47	16 450,02	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	21 933,61	188,95	21 744,66	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	1 254,92	100,00	1 154,92	0,00
6281	Concours divers -cotisations	0,00	717,00	0,00	717,00	0,00
62871	à la collectivité de rattachement	0,00	2 777,17	0,00	2 777,17	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses d'exploitation - Vue détaillée — B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0,00	658,52	0,00	658,52	0,00
6378	Autres impôts taxes et versements assimilés	0,00	230,40	0,00	230,40	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	1 239 470,00	1 069 789,58	127 411,67	942 377,91	297 092,09
6215	Personnel affecté par la collectivité de rattachement	0,00	51 752,93	0,00	51 752,93	0,00
6312	Taxe d'apprentissage	0,00	2 085,10	0,00	2 085,10	0,00
6313	Participation des employeurs à la formation professionnelle continue	0,00	2 055,22	0,00	2 055,22	0,00
6332	Cotisations versées au FNAL	0,00	1 160,91	0,00	1 160,91	0,00
6336	Cotisations au Centre National et aux Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale	0,00	2 855,56	0,00	2 855,56	0,00
6411	Salaires, appointements, commissions de base	0,00	503 747,96	0,00	503 747,96	0,00
6413	Primes et gratifications	0,00	48 324,78	0,00	48 324,78	0,00
6451	Cotisations à l'URSSAF	0,00	115 874,24	0,00	115 874,24	0,00
6452	Cotisations aux mutuelles	0,00	3 080,23	0,00	3 080,23	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	79 088,65	0,00	79 088,65	0,00
6454	Cotisations au Pôle Emploi	0,00	12 140,84	0,00	12 140,84	0,00
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux	0,00	8 011,93	0,00	8 011,93	0,00
6472	Versements aux comités d'entreprise	0,00	3 906,00	0,00	3 906,00	0,00
6475	Médecine du travail pharmacie	0,00	2 134,80	0,00	2 134,80	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	4 423,58	0,00	4 423,58	0,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	905 029,00	840 642,73	0,00	840 642,73	64 386,27
706129	Reversement aux agences de l'eau -redevance pour la modernisation des reseaux de collecte	0,00	327 471,00	152 167,01	175 303,99	0,00
total chapitre 014	Atténuations de produits	250 082,00	327 471,00	152 167,01	175 303,99	74 778,01
6512	Droits d'utilisation - Informatique en nuage	0,00	11 320,15	5 525,32	5 794,83	0,00
6518	Autres	0,00	15 445,50	0,00	15 445,50	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	6 642,72	0,00	6 642,72	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses d'exploitation - Vue détaillée — B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6542	Créances éteintes	0,00	360,77	0,00	360,77	0,00
6588	Autres charges diverses de gestion courante	0,00	1,65	0,00	1,65	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante	40 100,00	33 770,79	5 525,32	28 245,47	11 854,53
Total des dépenses de gestion courante		**2 434 681,00**	**2 271 674,10**	**285 104,00**	**1 986 570,10**	**448 110,90**
66111	Intérêts réglés à l'écheance	0,00	60 429,30	0,00	60 429,30	0,00
66112	Intérêts - rattachement des icne	0,00	18 016,02	17 195,50	820,52	0,00
total chapitre 66	Charges financières	76 592,52	78 445,32	17 195,50	61 249,82	15 342,70
6718	Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	0,00	4 229,60	0,00	4 229,60	0,00
673	Titres annulés exercices antérieurs	0,00	4 286,30	0,00	4 286,30	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	7 004,57	2 223,00	4 781,57	0,00
total chapitre 67	Charges exceptionnelles	61 500,00	15 520,47	2 223,00	13 297,47	48 202,53
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants	0,00	4 463,00	0,00	4 463,00	0,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions et aux dépréciations (semi-budgétaires)	4 463,00	4 463,00	0,00	4 463,00	0,00
total chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 022	Dépenses imprévues	125 013,12	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**2 702 249,64**	**2 370 102,89**	**304 522,50**	**2 065 580,39**	**636 669,25**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*1 325 342,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6811	*Dotations aux Amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles*	*0,00*	*971 512,03*	*0,00*	*971 512,03*	*0,00*
6862	*Dotation aux amortissements des charges financières à répartir*	*0,00*	*1 235,29*	*0,00*	*1 235,29*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*1 016 235,29*	*972 747,32*	*0,00*	*972 747,32*	*43 487,97*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses d'exploitation - Vue détaillée — B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***2 341 577,29***	***972 747,32***	***0,00***	***972 747,32***	***1 368 829,97***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**5 043 826,93**	**3 342 850,21**	**304 522,50**	**3 038 327,71**	**2 005 499,22**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'exploitation		**5 043 826,93**	**3 342 850,21**	**304 522,50**	**3 038 327,71**	**2 005 499,22**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Recettes d'exploitation - Vue détaillée — B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
64198	Autres remboursements	0,00	39 311,88	987,18	38 324,70	0,00
6459	Remboursement sur charges de sécurite sociale et de prévoyance	0,00	1 382,07	0,00	1 382,07	0,00
total chapitre 013	Atténuations de charges	35 947,60	40 693,95	987,18	39 706,77	-3 759,17
704	Travaux	0,00	423 070,71	45 935,52	377 135,19	0,00
70611	Redevances d'assainissement collectif	0,00	2 652 810,42	240 563,90	2 412 246,52	0,00
706121	Recouvrement de la redevance pour la modernisation des réseaux de collecte	0,00	222 760,35	23 056,80	199 703,55	0,00
7068	Autres prestations de service	0,00	332 565,36	67 991,27	264 574,09	0,00
7084	Mise à disposition de personnel facturée	0,00	37 011,40	0,00	37 011,40	0,00
total chapitre 70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	3 383 402,01	3 668 218,24	377 547,49	3 290 670,75	92 731,26
total chapitre 73	Produits issus de la fiscalité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741	Primes d'épuration	0,00	66 934,78	0,00	66 934,78	0,00
total chapitre 74	Subventions d'exploitation	66 777,00	66 934,78	0,00	66 934,78	-157,78
7581	FCTVA	0,00	3 544,35	386,00	3 158,35	0,00
7588	Autres	0,00	244,73	0,69	244,04	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	3 115,00	3 789,08	386,69	3 402,39	-287,39
Total des recettes de gestion courante		**3 489 241,61**	**3 779 636,05**	**378 921,36**	**3 400 714,69**	**88 526,92**
total chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7714	Recouvrement sur créances admises en non valeur	0,00	588,00	588,00	0,00	0,00
7718	Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	0,00	6,63	0,00	6,63	0,00
7741	de la collectivité de rattachement	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00	0,00
778	Autres produits exceptionnels	0,00	20 004,33	0,00	20 004,33	0,00
total chapitre 77	Produits exceptionnels	218 490,00	220 598,96	588,00	220 010,96	-1 520,96

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Recettes d'exploitation - Vue détaillée — B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**3 707 731,61**	**4 000 235,01**	**379 509,36**	**3 620 725,65**	**87 005,96**
722	*Immobilisations corporelles*	*0,00*	*79 963,36*	*0,00*	*79 963,36*	*0,00*
777	*Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice*	*0,00*	*309 719,00*	*0,00*	*309 719,00*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*399 621,00*	*389 682,36*	*0,00*	*389 682,36*	*9 938,64*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***399 621,00***	***389 682,36***	***0,00***	***389 682,36***	***9 938,64***
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**4 107 352,61**	**4 389 917,37**	**379 509,36**	**4 010 408,01**	**96 944,60**
002 Résultat d'exploitation reporté		**936 474,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'exploitation		**5 043 826,93**	**4 389 917,37**	**379 509,36**	**4 010 408,01**	**1 033 418,92**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses d'investissement - Vue détaillée — C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
2031	Frais d'études	0,00	4 920,00	0,00	4 920,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	1 944,00	0,00	1 944,00	0,00
2051	Concessions et droits assimilés	0,00	6 310,37	0,00	6 310,37	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	80 225,00	13 174,37	0,00	13 174,37	67 050,63
21562	Service d'assainissement	0,00	105 040,17	2 870,89	102 169,28	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	40 892,83	0,00	40 892,83	0,00
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	0,00	33 076,82	0,00	33 076,82	0,00
2188	Autres	0,00	2 264,88	0,00	2 264,88	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	497 931,82	181 274,70	2 870,89	178 403,81	319 528,01
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	840,00	0,00	840,00	0,00
2315	Installations matériels et outillage techniques	0,00	795 490,41	1 625,21	793 865,20	0,00
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00	116 605,20	0,00	116 605,20	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours	5 133 554,18	912 935,61	1 625,21	911 310,40	4 222 243,78
Total des dépenses d'équipement		**5 711 711,00**	**1 107 384,68**	**4 496,10**	**1 102 888,58**	**4 608 822,42**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13111	Agence de l'eau	0,00	30 450,00	0,00	30 450,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	30 450,00	30 450,00	0,00	30 450,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	278 236,66	0,00	278 236,66	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	288 300,00	278 236,66	0,00	278 236,66	10 063,34
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	0,00	9 200,00	0,00	9 200,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses d'investissement - Vue détaillée — C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	9 200,00	9 200,00	0,00	9 200,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**327 950,00**	**317 886,66**	**0,00**	**317 886,66**	**10 063,34**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**6 039 661,00**	**1 425 271,34**	**4 496,10**	**1 420 775,24**	**4 618 885,76**
139111	*Agence de l'eau*	*0,00*	*144 990,00*	*0,00*	*144 990,00*	*0,00*
139118	*Autres*	*0,00*	*86 603,00*	*0,00*	*86 603,00*	*0,00*
13912	*Subvention équipement transférées au compte de résultat - Région*	*0,00*	*5 013,00*	*0,00*	*5 013,00*	*0,00*
13913	*Subvention d'équipement transférées au compte de résultat - Département*	*0,00*	*42 204,00*	*0,00*	*42 204,00*	*0,00*
13914	*Subvention d'équipement transférées au compte de résultat - Communes et structures intercommunales*	*0,00*	*2 427,00*	*0,00*	*2 427,00*	*0,00*
13918	*Subventions d'équipement transférées au compte de résultat - autres*	*0,00*	*15 659,00*	*0,00*	*15 659,00*	*0,00*
13933	*Pae (programme d'aménagement d'ensemble)*	*0,00*	*12 823,00*	*0,00*	*12 823,00*	*0,00*
21562	*Service d'assainissement*	*0,00*	*79 963,36*	*0,00*	*79 963,36*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*399 621,00*	*389 682,36*	*0,00*	*389 682,36*	*9 938,64*
2315	*Installations matériels et outillage techniques*	*0,00*	*48 204,60*	*0,00*	*48 204,60*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*350 000,00*	*48 204,60*	*0,00*	*48 204,60*	*301 795,40*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***749 621,00***	***437 886,96***	***0,00***	***437 886,96***	***311 734,04***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**6 789 282,00**	**1 863 158,30**	**4 496,10**	**1 858 662,20**	**4 930 619,80**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses d'investissement - Vue détaillée — C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de la section d'investissement		6 789 282,00	1 863 158,30	4 496,10	1 858 662,20	4 930 619,80

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Recettes d'investissement - Vue détaillée — C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
13111	Agence de l'eau	0,00	183 663,00	0,00	183 663,00	0,00
1314	Communes	0,00	350 000,00	0,00	350 000,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	1 499 053,00	533 663,00	0,00	533 663,00	965 390,00
1641	Emprunts en euros	0,00	800 000,00	0,00	800 000,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	800 000,00	800 000,00	0,00	800 000,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	Fonds compensation taxe valeur ajoutee (FCTVA)	0,00	108 410,52	0,00	108 410,52	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	108 648,82	108 410,52	0,00	108 410,52	238,30
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**2 407 701,82**	**1 442 073,52**	**0,00**	**1 442 073,52**	**965 628,30**
total chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation*	*1 325 342,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Amortissements frais d'études*	*0,00*	*7 099,97*	*0,00*	*7 099,97*	*0,00*
2805	*Concessions et droits similaires brevets licences marques procédés logiciels droits et valeurs similaires*	*0,00*	*7 325,00*	*0,00*	*7 325,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*0,00*	*30 692,48*	*0,00*	*30 692,48*	*0,00*
28135	*Installations générales agencements aménagements des constructions*	*0,00*	*12 145,00*	*0,00*	*12 145,00*	*0,00*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Recettes d'investissement - Vue détaillée — C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
28151	*Installations complexes specialisées*	*0,00*	*2 169,00*	*0,00*	*2 169,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*0,00*	*156 614,00*	*0,00*	*156 614,00*	*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*0,00*	*96 109,32*	*0,00*	*96 109,32*	*0,00*
28157	*Amortissements agencements et aménagements du matériel et outillage industriels*	*0,00*	*52 094,00*	*0,00*	*52 094,00*	*0,00*
28172	*Agencements et aménagements de terrains*	*0,00*	*1 327,04*	*0,00*	*1 327,04*	*0,00*
28173	*Constructions*	*0,00*	*129 786,91*	*0,00*	*129 786,91*	*0,00*
28175	*Installations matériels et outillage techniques*	*0,00*	*420 135,96*	*0,00*	*420 135,96*	*0,00*
28178	*Autres immobilisations corporelles*	*0,00*	*7 552,26*	*0,00*	*7 552,26*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*24 606,95*	*0,00*	*24 606,95*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et matériel informatique*	*0,00*	*19 942,02*	*0,00*	*19 942,02*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*816,57*	*0,00*	*816,57*	*0,00*
28188	*Amortissements autres*	*0,00*	*3 095,55*	*0,00*	*3 095,55*	*0,00*
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*0,00*	*1 235,29*	*0,00*	*1 235,29*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*1 016 235,29*	*972 747,32*	*0,00*	*972 747,32*	*43 487,97*
2031	*Frais d'études*	*0,00*	*14 649,00*	*0,00*	*14 649,00*	*0,00*
2033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*3 348,00*	*0,00*	*3 348,00*	*0,00*
238	*Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles*	*0,00*	*30 207,60*	*0,00*	*30 207,60*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*350 000,00*	*48 204,60*	*0,00*	*48 204,60*	*301 795,40*
Total des recettes d'ordre en investissement		***2 691 577,29***	***1 020 951,92***	***0,00***	***1 020 951,92***	***1 670 625,37***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**5 099 279,11**	**2 463 025,44**	**0,00**	**2 463 025,44**	**2 636 253,67**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**1 690 002,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Recettes d'investissement - Vue détaillée — C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes de la section d'investissement		**6 789 282,00**	**2 463 025,44**	**0,00**	**2 463 025,44**	**4 326 256,56**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Bilan (en euros) — A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Immobilisations incorporelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais d'études, de R et D	123 521,59	35 499,85	88 021,74	106 254,71
Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	43 729,45	38 875,49	4 853,96	5 868,59
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1) En toute propriété	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	70 192,08	0,00	70 192,08	70 192,08
Constructions	2 216 361,06	121 696,48	2 094 664,58	2 136 662,06
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage techniques	9 533 090,84	1 209 167,79	8 323 923,05	7 541 427,21
Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	305 379,86	160 382,22	144 997,64	116 564,20
Immobilisations corporelles en cours	86 397,60	0,00	86 397,60	65 279,72
Immobilisations affectées à un service non personnalisé	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00
2) Reçues au titre d'une mise à disposition	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	95 188,41	32 637,04	62 551,37	63 878,41
Constructions	5 157 049,18	2 407 161,61	2 749 887,57	2 879 674,48
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage techniques	18 322 558,25	6 472 020,41	11 850 537,84	12 270 673,20
Autres immobilisations corporelles	107 380,16	89 150,98	18 229,18	25 781,44
Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Bilan (en euros) — A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
3) Reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Participations et créances rattachées à des participations	46 000,00	0,00	46 000,00	36 800,00
Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**36 106 848,48**	**10 566 591,87**	**25 540 256,61**	**25 319 056,10**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Stocks et en cours	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00
En cours de production (biens et services)	0,00	0,00	0,00	0,00
Produits intermédiaires et finis	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Créances	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Créances d'exploitation	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Clients et comptes rattachés	906 944,97	0,00	906 944,97	776 053,18
Créances irrécouvrables admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres	0,00	0,00	0,00	386,00
Créances diverses	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Bilan (en euros) — A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Créances sur l'état et les collectivités publiques	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les budgets annexes ou le budget principal	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour le compte de tiers (créances)	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances	0,00	19 167,00	-19 167,00	-14 704,00
Valeurs mobilières de placement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Disponibilités	**3 899 437,78**	**0,00**	**3 899 437,78**	**2 230 859,66**
Avances de trésorerie	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges constatées d'avance	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL II	**4 806 382,75**	**19 167,00**	**4 787 215,75**	**2 992 594,84**
COMPTES DE RÉGULARISATION	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges à répartir sur plusieurs exercices	9 882,39	0,00	9 882,39	11 117,68
Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses à classer et à régulariser	0,00	0,00	0,00	0,00
Écarts de conversion - Actif	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL III	**9 882,39**	**0,00**	**9 882,39**	**11 117,68**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	**40 923 113,62**	**10 585 758,87**	**30 337 354,75**	**28 322 768,62**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Bilan (en euros) — A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES	**0,00**	**0,00**
Fonds internes	**0,00**	**0,00**
Dotations	72 815,45	72 815,45
Mise à disposition (chez le bénéficiaire)	8 581 457,16	8 581 457,16
Affectation (par la collectivité de rattachement)	15 906,13	15 906,13
Écarts de réévaluation	0,00	0,00
Réserves	2 665 330,63	2 664 670,03
Report à nouveau (1)	936 474,32	441 692,38
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	972 080,30	494 781,94
Subventions d'investissement	9 163 201,95	8 969 707,95
Provisions réglementées	0,00	0,00
Autres fonds	**0,00**	**0,00**
Fonds globalisés	1 830 206,99	1 721 796,47
Droits de l'affectant	0,00	0,00
TOTAL I	**24 237 472,93**	**22 962 827,51**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques	0,00	0,00
Provisions pour charges	0,00	0,00
TOTAL II	**0,00**	**0,00**
DETTES	**0,00**	**0,00**
Dettes financières	**0,00**	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00	0,00
Emprunts auprès des établissements de crédit	5 533 602,84	5 011 018,98
Emprunts et dettes financières divers	0,00	0,00
Crédits et lignes de trésorerie	0,00	0,00
Avances	**0,00**	**0,00**
Dettes d'exploitation	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Bilan (en euros) — A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Fournisseurs et comptes rattachés	96 934,83	112 429,48
Dettes fiscales et sociales	467,03	0,00
Autres	0,00	0,00
Dettes diverses	**0,00**	**0,00**
Fournisseurs d'immobilisations	211 238,04	14 306,28
Dettes envers l'État et les collectivités publiques	0,00	35 212,31
Dettes envers les budgets annexes ou le budget principal	0,00	0,00
Opérations pour le compte de tiers (dettes)	0,00	0,00
Autres dettes	100 500,33	176 455,51
Produits constatés d'avance	**0,00**	**0,00**
TOTAL III	**5 942 743,07**	**5 349 422,56**
COMPTES DE RÉGULARISATION	**0,00**	**0,00**
Recettes à classer ou à régulariser	157 138,75	10 518,55
Écart de conversion - Passif	0,00	0,00
TOTAL IV	**157 138,75**	**10 518,55**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**30 337 354,75**	**28 322 768,62**

(1) Précédé du signe moins en cas de déficit
(2) Égal au résultat de l'exercice apparaissant en section d'exploitation (tableau I-B)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Compte de résultat (en euros)

B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION	**0,00**	**0,00**
Ventes de marchandises	0,00	0,00
Production vendue	0,00	0,00
Prestations de services	*2 701 220,17*	*2 217 125,20*
Divers	*414 146,59*	*504 799,42*
Production stockée	0,00	0,00
Production immobilisée	79 963,36	79 596,75
Subventions d'exploitation	66 934,78	66 777,40
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
Autres produits	3 402,39	8 620,10
TOTAL I	**3 265 667,29**	**2 876 918,87**
CHARGES D'EXPLOITATION	**0,00**	**0,00**
Achats de marchandises	0,00	0,00
Variation de stock	0,00	0,00
Achat de matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00
Variation de stock	0,00	0,00
Autres achats et charges externes	993 241,92	1 035 602,89
Impôts, taxes, et versements assimilés	0,00	0,00
Sur rémunérations	*8 156,79*	*8 193,01*
Autres	*888,92*	*0,00*
Salaires et traitements	518 171,62	527 963,85
Charges sociales	222 854,62	212 692,25
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
Dotations aux amortissements sur immobilisations	*971 512,03*	*956 389,32*
Dotations aux dépréciations des immobilisations	*0,00*	*0,00*
Dotations aux dépréciations des actifs circulants	*4 463,00*	*9 804,00*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Compte de résultat (en euros) — B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Dotations aux provisions pour risques et charges	*0,00*	*0,00*
Autres charges	28 245,47	13 095,14
TOTAL II	**2 747 534,37**	**2 763 740,46**
A - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**518 132,92**	**113 178,41**
PRODUITS FINANCIERS	**0,00**	**0,00**
Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0,00	0,00
Autres intérêts et produits assimilés	0,00	0,00
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
Gains de change	0,00	0,00
Produits net sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL III	**0,00**	**0,00**
CHARGES FINANCIÈRES	**0,00**	**0,00**
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	1 235,29	1 235,29
Intérêts et charges assimilées	61 249,82	62 870,50
Pertes de change	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL IV	**62 485,11**	**64 105,79**
B - RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	**-62 485,11**	**-64 105,79**
A + B - RÉSULTAT COURANT	**455 647,81**	**49 072,62**
PRODUITS EXCEPTIONNELS	**0,00**	**0,00**
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Subventions exceptionnelles	*200 000,00*	*200 000,00*
Autres opérations	*6,63*	*3,90*
Sur opérations en capital	0,00	0,00
Produits des cessions d'immobilisations	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*329 723,33*	*301 136,37*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Compte de résultat (en euros) — B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
TOTAL V	**529 729,96**	**501 140,27**
CHARGES EXCEPTIONNELLES	**0,00**	**0,00**
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Subventions exceptionnelles	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*8 515,90*	*31 730,64*
Sur opérations en capital	0,00	0,00
Valeur comptable des immobilisations cédées	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*4 781,57*	*23 700,31*
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
TOTAL VI	**13 297,47**	**55 430,95**
C - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	**516 432,49**	**445 709,32**
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	**3 795 397,25**	**3 378 059,14**
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)	**2 823 316,95**	**2 883 277,20**
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	**972 080,30**	**494 781,94**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotation	0,00	72 815,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 815,45	0,00	72 815,45
10222	FCTVA	0,00	1 721 796,47	0,00	0,00	0,00	108 410,52	0,00	1 830 206,99	0,00	1 830 206,99
	Sous Total compte 1022	**0,00**	**1 721 796,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**108 410,52**	**0,00**	**1 830 206,99**	**0,00**	**1 830 206,99**
1027	Mise à disposition chez le bénéficiaire	0,00	8 581 457,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 581 457,16	0,00	8 581 457,16
	Sous Total compte 102	**0,00**	**10 376 069,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**108 410,52**	**0,00**	**10 484 479,60**	**0,00**	**10 484 479,60**
1068	Autres réserves	0,00	2 664 670,03	0,00	660,60	0,00	0,00	0,00	2 665 330,63	0,00	2 665 330,63
	Sous Total compte 106	**0,00**	**2 664 670,03**	**0,00**	**660,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 665 330,63**	**0,00**	**2 665 330,63**
	Sous Total compte 10	**0,00**	**13 040 739,11**	**0,00**	**660,60**	**0,00**	**108 410,52**	**0,00**	**13 149 810,23**	**0,00**	**13 149 810,23**
110	Report à nouveau solde créditeur	0,00	441 692,38	0,00	494 781,94	0,00	0,00	0,00	936 474,32	0,00	936 474,32
	Sous Total compte 11	**0,00**	**441 692,38**	**0,00**	**494 781,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**936 474,32**	**0,00**	**936 474,32**
12	Résultat exercice bénef ou perte	0,00	494 781,94	494 781,94	0,00	0,00	0,00	494 781,94	494 781,94	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**0,00**	**494 781,94**	**494 781,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**494 781,94**	**494 781,94**	**0,00**	**0,00**
13111	Agence de l'eau	0,00	6 007 637,42	0,00	0,00	30 450,00	183 663,00	30 450,00	6 191 300,42	0,00	6 160 850,42
13118	Autres	0,00	3 421 023,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 421 023,29	0,00	3 421 023,29
	Sous Total compte 1311	**0,00**	**9 428 660,71**	**0,00**	**0,00**	**30 450,00**	**183 663,00**	**30 450,00**	**9 612 323,71**	**0,00**	**9 581 873,71**
1312	Région	0,00	299 972,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	299 972,57	0,00	299 972,57
1313	Dépt	0,00	1 450 048,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 450 048,46	0,00	1 450 048,46
1314	Cnes	0,00	97 103,08	0,00	0,00	0,00	350 000,00	0,00	447 103,08	0,00	447 103,08
1318	Autres	0,00	504 129,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	504 129,53	0,00	504 129,53
	Sous Total compte 131	**0,00**	**11 779 914,35**	**0,00**	**0,00**	**30 450,00**	**533 663,00**	**30 450,00**	**12 313 577,35**	**0,00**	**12 283 127,35**
1333	Pae	0,00	289 367,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	289 367,31	0,00	289 367,31
	Sous Total compte 133	**0,00**	**289 367,31**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**289 367,31**	**0,00**	**289 367,31**
139111	Agence de l'eau	1 003 978,08	0,00	21 108,00	21 108,00	144 990,00	0,00	1 170 076,08	21 108,00	1 148 968,08	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
139118	Autres	1 814 153,58	0,00	626,00	626,00	86 603,00	0,00	1 901 382,58	626,00	1 900 756,58	0,00
	Sous Total compte 13911	**2 818 131,66**	**0,00**	**21 734,00**	**21 734,00**	**231 593,00**	**0,00**	**3 071 458,66**	**21 734,00**	**3 049 724,66**	**0,00**
13912	Subv équipt transf - Région	21 625,55	0,00	286,00	286,00	5 013,00	0,00	26 924,55	286,00	26 638,55	0,00
13913	Subv équipt transf - Dépt	163 981,50	0,00	24 422,00	24 422,00	42 204,00	0,00	230 607,50	24 422,00	206 185,50	0,00
13914	Subv équipt transf - Cnes et struc inter	0,00	0,00	0,00	0,00	2 427,00	0,00	2 427,00	0,00	2 427,00	0,00
13918	Subv équipt transf autres	44 543,00	0,00	0,00	0,00	15 659,00	0,00	60 202,00	0,00	60 202,00	0,00
	Sous Total compte 1391	**3 048 281,71**	**0,00**	**46 442,00**	**46 442,00**	**296 896,00**	**0,00**	**3 391 619,71**	**46 442,00**	**3 345 177,71**	**0,00**
13933	Pae	51 292,00	0,00	10 667,00	10 667,00	12 823,00	0,00	74 782,00	10 667,00	64 115,00	0,00
	Sous Total compte 1393	**51 292,00**	**0,00**	**10 667,00**	**10 667,00**	**12 823,00**	**0,00**	**74 782,00**	**10 667,00**	**64 115,00**	**0,00**
	Sous Total compte 139	**3 099 573,71**	**0,00**	**57 109,00**	**57 109,00**	**309 719,00**	**0,00**	**3 466 401,71**	**57 109,00**	**3 409 292,71**	**0,00**
	Sous Total compte 13	**3 099 573,71**	**12 069 281,66**	**57 109,00**	**57 109,00**	**340 169,00**	**533 663,00**	**3 496 851,71**	**12 660 053,66**	**0,00**	**9 163 201,95**
1641	Emprunts en euros	0,00	4 993 823,48	0,00	0,00	278 236,66	800 000,00	278 236,66	5 793 823,48	0,00	5 515 586,82
	Sous Total compte 164	**0,00**	**4 993 823,48**	**0,00**	**0,00**	**278 236,66**	**800 000,00**	**278 236,66**	**5 793 823,48**	**0,00**	**5 515 586,82**
16884	Int sur empts étab crédit	0,00	17 195,50	17 195,50	18 016,02	0,00	0,00	17 195,50	35 211,52	0,00	18 016,02
	Sous Total compte 1688	**0,00**	**17 195,50**	**17 195,50**	**18 016,02**	**0,00**	**0,00**	**17 195,50**	**35 211,52**	**0,00**	**18 016,02**
	Sous Total compte 168	**0,00**	**17 195,50**	**17 195,50**	**18 016,02**	**0,00**	**0,00**	**17 195,50**	**35 211,52**	**0,00**	**18 016,02**
	Sous Total compte 16	**0,00**	**5 011 018,98**	**17 195,50**	**18 016,02**	**278 236,66**	**800 000,00**	**295 432,16**	**5 829 035,00**	**0,00**	**5 533 602,84**
181	Cpte liaison : affectation	0,00	15 906,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 906,13	0,00	15 906,13
	Sous Total compte 18	**0,00**	**15 906,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 906,13**	**0,00**	**15 906,13**
	Total classe 1	**3 099 573,71**	**31 073 420,20**	**569 086,44**	**570 567,56**	**618 405,66**	**1 442 073,52**	**4 287 065,81**	**33 086 061,28**	**3 409 292,71**	**32 208 288,18**
2031	Frais d'études	133 250,59	0,00	0,00	0,00	4 920,00	14 649,00	138 170,59	14 649,00	123 521,59	0,00
2033	Frais d'insertion	1 404,00	0,00	0,00	0,00	1 944,00	3 348,00	3 348,00	3 348,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 203	**134 654,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 864,00**	**17 997,00**	**141 518,59**	**17 997,00**	**123 521,59**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2051	Concessions et droits assimilés	37 419,08	0,00	0,00	0,00	6 310,37	0,00	43 729,45	0,00	43 729,45	0,00
	Sous Total compte 205	**37 419,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 310,37**	**0,00**	**43 729,45**	**0,00**	**43 729,45**	**0,00**
	Sous Total compte 20	**172 073,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 174,37**	**17 997,00**	**185 248,04**	**17 997,00**	**167 251,04**	**0,00**
2111	Terrains nus	54 285,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 285,95	0,00	54 285,95	0,00
2118	Autres terrains	15 906,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 906,13	0,00	15 906,13	0,00
	Sous Total compte 211	**70 192,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**70 192,08**	**0,00**	**70 192,08**	**0,00**
21315	Batiments administratifs	1 503 216,60	0,00	840,00	0,00	0,00	0,00	1 504 056,60	0,00	1 504 056,60	0,00
	Sous Total compte 2131	**1 503 216,60**	**0,00**	**840,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 504 056,60**	**0,00**	**1 504 056,60**	**0,00**
21351	Batiments exploitation	712 304,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	712 304,46	0,00	712 304,46	0,00
	Sous Total compte 2135	**712 304,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**712 304,46**	**0,00**	**712 304,46**	**0,00**
	Sous Total compte 213	**2 215 521,06**	**0,00**	**840,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 216 361,06**	**0,00**	**2 216 361,06**	**0,00**
2151	Instal complexes spécial	43 386,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 386,18	0,00	43 386,18	0,00
21532	Réseaux assainissement	6 106 900,61	0,00	195 416,85	0,00	0,00	0,00	6 302 317,46	0,00	6 302 317,46	0,00
	Sous Total compte 2153	**6 106 900,61**	**0,00**	**195 416,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 302 317,46**	**0,00**	**6 302 317,46**	**0,00**
21562	Service d'assainisSEMent	1 515 437,62	0,00	711 932,67	0,00	185 003,53	2 870,89	2 412 373,82	2 870,89	2 409 502,93	0,00
	Sous Total compte 2156	**1 515 437,62**	**0,00**	**711 932,67**	**0,00**	**185 003,53**	**2 870,89**	**2 412 373,82**	**2 870,89**	**2 409 502,93**	**0,00**
2157	Agenct amégat mat outil indust	777 884,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	777 884,27	0,00	777 884,27	0,00
	Sous Total compte 215	**8 443 608,68**	**0,00**	**907 349,52**	**0,00**	**185 003,53**	**2 870,89**	**9 535 961,73**	**2 870,89**	**9 533 090,84**	**0,00**
21711	Terrains nus	4 677,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 677,45	0,00	4 677,45	0,00
21718	Autres terrains	3 014,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 014,97	0,00	3 014,97	0,00
	Sous Total compte 2171	**7 692,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 692,42**	**0,00**	**7 692,42**	**0,00**
21728	Autres terrains	87 495,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87 495,99	0,00	87 495,99	0,00
	Sous Total compte 2172	**87 495,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**87 495,99**	**0,00**	**87 495,99**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
217311	Batiments exploitation	2 213 870,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 213 870,15	0,00	2 213 870,15	0,00
	Sous Total compte 21731	**2 213 870,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 213 870,15**	**0,00**	**2 213 870,15**	**0,00**
21738	Autres constructions	2 943 179,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 943 179,03	0,00	2 943 179,03	0,00
	Sous Total compte 2173	**5 157 049,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 157 049,18**	**0,00**	**5 157 049,18**	**0,00**
217532	Réseaux assainissement	5 989 558,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 989 558,87	0,00	5 989 558,87	0,00
	Sous Total compte 21753	**5 989 558,87**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 989 558,87**	**0,00**	**5 989 558,87**	**0,00**
217562	Service d'assainissement	961 278,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	961 278,30	0,00	961 278,30	0,00
	Sous Total compte 21756	**961 278,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**961 278,30**	**0,00**	**961 278,30**	**0,00**
21757	Agenct amégat mat outil indust	11 371 721,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 371 721,08	0,00	11 371 721,08	0,00
	Sous Total compte 2175	**18 322 558,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 322 558,25**	**0,00**	**18 322 558,25**	**0,00**
21783	Mat bureau mat informatique	11 208,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 208,44	0,00	11 208,44	0,00
21788	Autres	96 171,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 171,72	0,00	96 171,72	0,00
	Sous Total compte 2178	**107 380,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**107 380,16**	**0,00**	**107 380,16**	**0,00**
	Sous Total compte 217	**23 682 176,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 682 176,00**	**0,00**	**23 682 176,00**	**0,00**
2182	Mat de transport	127 838,63	0,00	0,00	0,00	40 892,83	0,00	168 731,46	0,00	168 731,46	0,00
2183	Mat bureau mat informatique	68 331,44	0,00	0,00	0,00	33 076,82	0,00	101 408,26	0,00	101 408,26	0,00
2184	Mobilier	5 906,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 906,54	0,00	5 906,54	0,00
2188	Autres	27 068,72	0,00	0,00	0,00	2 264,88	0,00	29 333,60	0,00	29 333,60	0,00
	Sous Total compte 218	**229 145,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**76 234,53**	**0,00**	**305 379,86**	**0,00**	**305 379,86**	**0,00**
	Sous Total compte 21	**34 640 643,15**	**0,00**	**908 189,52**	**0,00**	**261 238,06**	**2 870,89**	**35 810 070,73**	**2 870,89**	**35 807 199,84**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	840,00	840,00	0,00	840,00	840,00	0,00	0,00
2315	Instal mat outil techn	65 279,72	0,00	0,00	907 349,52	843 695,01	1 625,21	908 974,73	908 974,73	0,00	0,00
	Sous Total compte 231	**65 279,72**	**0,00**	**0,00**	**908 189,52**	**844 535,01**	**1 625,21**	**909 814,73**	**909 814,73**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
238	Avances versées sur commandes d'immobili	0,00	0,00	0,00	0,00	116 605,20	30 207,60	116 605,20	30 207,60	86 397,60	0,00
	Sous Total compte 23	**65 279,72**	**0,00**	**0,00**	**908 189,52**	**961 140,21**	**31 832,81**	**1 026 419,93**	**940 022,33**	**86 397,60**	**0,00**
261	Titres de participation	36 800,00	0,00	0,00	0,00	9 200,00	0,00	46 000,00	0,00	46 000,00	0,00
	Sous Total compte 26	**36 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 200,00**	**0,00**	**46 000,00**	**0,00**	**46 000,00**	**0,00**
28031	Amort frais études	0,00	28 399,88	0,00	0,00	0,00	7 099,97	0,00	35 499,85	0,00	35 499,85
	Sous Total compte 2803	**0,00**	**28 399,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 099,97**	**0,00**	**35 499,85**	**0,00**	**35 499,85**
2805	Concessions droits similaires brevets	0,00	31 550,49	0,00	0,00	0,00	7 325,00	0,00	38 875,49	0,00	38 875,49
	Sous Total compte 280	**0,00**	**59 950,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 424,97**	**0,00**	**74 375,34**	**0,00**	**74 375,34**
28131	Bâtiments	0,00	29 549,00	0,00	0,00	0,00	30 692,48	0,00	60 241,48	0,00	60 241,48
28135	Igaac constructions	0,00	49 310,00	0,00	0,00	0,00	12 145,00	0,00	61 455,00	0,00	61 455,00
	Sous Total compte 2813	**0,00**	**78 859,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**42 837,48**	**0,00**	**121 696,48**	**0,00**	**121 696,48**
28151	Instal complexes spécial	0,00	8 676,00	0,00	0,00	0,00	2 169,00	0,00	10 845,00	0,00	10 845,00
28153	Installations à caractère spécifique	0,00	528 579,00	170 618,00	170 618,00	0,00	156 614,00	170 618,00	855 811,00	0,00	685 193,00
28156	Mat spécif exploit	0,00	155 350,47	157,00	157,00	0,00	96 109,32	157,00	251 616,79	0,00	251 459,79
28157	Amort agenct amégat mat outil indust	0,00	209 576,00	102 296,00	102 296,00	0,00	52 094,00	102 296,00	363 966,00	0,00	261 670,00
	Sous Total compte 2815	**0,00**	**902 181,47**	**273 071,00**	**273 071,00**	**0,00**	**306 986,32**	**273 071,00**	**1 482 238,79**	**0,00**	**1 209 167,79**
28172	Agenct amégat terr	0,00	31 310,00	0,00	0,00	0,00	1 327,04	0,00	32 637,04	0,00	32 637,04
28173	Constructions	0,00	2 277 374,70	75 328,00	75 328,00	0,00	129 786,91	75 328,00	2 482 489,61	0,00	2 407 161,61
28175	Instal mat outil techn	0,00	6 051 885,05	178 002,60	178 002,00	0,00	420 135,96	178 002,60	6 650 023,01	0,00	6 472 020,41
28178	Autres immobilisations corporelles	0,00	81 598,72	0,00	0,00	0,00	7 552,26	0,00	89 150,98	0,00	89 150,98
	Sous Total compte 2817	**0,00**	**8 442 168,47**	**253 330,60**	**253 330,00**	**0,00**	**558 802,17**	**253 330,60**	**9 254 300,64**	**0,00**	**9 000 970,04**
28182	Mat de transport	0,00	71 003,29	0,00	0,00	0,00	24 606,95	0,00	95 610,24	0,00	95 610,24

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28183	Mat bureau mat informatique	0,00	28 484,51	216,00	0,00	0,00	19 942,02	216,00	48 426,53	0,00	48 210,53
28184	Mobilier	0,00	2 600,71	34,00	34,00	0,00	816,57	34,00	3 451,28	0,00	3 417,28
28188	Amort autres	0,00	10 492,62	444,00	0,00	0,00	3 095,55	444,00	13 588,17	0,00	13 144,17
	Sous Total compte 2818	**0,00**	**112 581,13**	**694,00**	**34,00**	**0,00**	**48 461,09**	**694,00**	**161 076,22**	**0,00**	**160 382,22**
	Sous Total compte 281	**0,00**	**9 535 790,07**	**527 095,60**	**526 435,00**	**0,00**	**957 087,06**	**527 095,60**	**11 019 312,13**	**0,00**	**10 492 216,53**
	Sous Total compte 28	**0,00**	**9 595 740,44**	**527 095,60**	**526 435,00**	**0,00**	**971 512,03**	**527 095,60**	**11 093 687,47**	**0,00**	**10 566 591,87**
	Total classe 2	**34 914 796,54**	**9 595 740,44**	**1 435 285,12**	**1 434 624,52**	**1 244 752,64**	**1 024 212,73**	**37 594 834,30**	**12 054 577,69**	**36 106 848,48**	**10 566 591,87**
4011	Fournisseurs	0,00	0,00	999 161,93	1 000 200,94	0,00	0,00	999 161,93	1 000 200,94	0,00	1 039,01
	Sous Total compte 401	**0,00**	**0,00**	**999 161,93**	**1 000 200,94**	**0,00**	**0,00**	**999 161,93**	**1 000 200,94**	**0,00**	**1 039,01**
4041	Fournis immob	0,00	0,00	910 266,64	1 121 504,68	0,00	0,00	910 266,64	1 121 504,68	0,00	211 238,04
40471	Fournis immob - Retenues de garantie	0,00	14 306,28	14 306,28	0,00	0,00	0,00	14 306,28	14 306,28	0,00	0,00
40472	Fournisseurs d'immobilisations - Cession	0,00	0,00	4 920,00	4 920,00	0,00	0,00	4 920,00	4 920,00	0,00	0,00
40473	Fournis immob pénal retard exéc marchés	0,00	0,00	1 625,21	1 625,21	0,00	0,00	1 625,21	1 625,21	0,00	0,00
	Sous Total compte 4047	**0,00**	**14 306,28**	**20 851,49**	**6 545,21**	**0,00**	**0,00**	**20 851,49**	**20 851,49**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 404	**0,00**	**14 306,28**	**931 118,13**	**1 128 049,89**	**0,00**	**0,00**	**931 118,13**	**1 142 356,17**	**0,00**	**211 238,04**
408	Fournis factures non parvenues	0,00	112 429,48	112 429,48	95 895,82	0,00	0,00	112 429,48	208 325,30	0,00	95 895,82
	Sous Total compte 40	**0,00**	**126 735,76**	**2 042 709,54**	**2 224 146,65**	**0,00**	**0,00**	**2 042 709,54**	**2 350 882,41**	**0,00**	**308 172,87**
411	Clients	291 439,38	0,00	417 212,92	363 944,67	0,00	0,00	708 652,30	363 944,67	344 707,63	0,00
4122	Clients - Redevance pour modernisation d	322,26	0,00	22 386,16	7 524,45	0,00	0,00	22 708,42	7 524,45	15 183,97	0,00
	Sous Total compte 412	**322,26**	**0,00**	**22 386,16**	**7 524,45**	**0,00**	**0,00**	**22 708,42**	**7 524,45**	**15 183,97**	**0,00**
4161	Créances douteuses	127 775,79	0,00	123 811,31	142 277,97	0,00	0,00	251 587,10	142 277,97	109 309,13	0,00
	Sous Total compte 416	**127 775,79**	**0,00**	**123 811,31**	**142 277,97**	**0,00**	**0,00**	**251 587,10**	**142 277,97**	**109 309,13**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
418	Clients - produits non encore facturés	356 515,75	0,00	437 744,24	356 515,75	0,00	0,00	794 259,99	356 515,75	437 744,24	0,00
	Sous Total compte 41	**776 053,18**	**0,00**	**1 001 154,63**	**870 262,84**	**0,00**	**0,00**	**1 777 207,81**	**870 262,84**	**906 944,97**	**0,00**
421	Personnel - rémunérations dues	0,00	0,00	429 950,63	429 950,63	0,00	0,00	429 950,63	429 950,63	0,00	0,00
422	Comité entreprise oeuvres sociales	0,00	0,00	3 906,00	3 906,00	0,00	0,00	3 906,00	3 906,00	0,00	0,00
429	Deficit débets comptables et régisseurs	0,00	0,00	19 423,18	19 423,18	0,00	0,00	19 423,18	19 423,18	0,00	0,00
	Sous Total compte 42	**0,00**	**0,00**	**453 279,81**	**453 279,81**	**0,00**	**0,00**	**453 279,81**	**453 279,81**	**0,00**	**0,00**
431	Sécurite sociale	0,00	0,00	326 503,07	326 503,07	0,00	0,00	326 503,07	326 503,07	0,00	0,00
437	Autres organismes sociaux	0,00	0,00	7 861,78	7 861,78	0,00	0,00	7 861,78	7 861,78	0,00	0,00
4386	Organismes soc - autres charges à payer	0,00	0,00	0,00	467,03	0,00	0,00	0,00	467,03	0,00	467,03
	Sous Total compte 438	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**467,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**467,03**	**0,00**	**467,03**
	Sous Total compte 43	**0,00**	**0,00**	**334 364,85**	**334 831,88**	**0,00**	**0,00**	**334 364,85**	**334 831,88**	**0,00**	**467,03**
4411	Etat aut coll publ subv à recev amiable	0,00	0,00	350 000,00	350 000,00	0,00	0,00	350 000,00	350 000,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 441	**0,00**	**0,00**	**350 000,00**	**350 000,00**	**0,00**	**0,00**	**350 000,00**	**350 000,00**	**0,00**	**0,00**
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r	0,00	0,00	11 189,67	11 189,67	0,00	0,00	11 189,67	11 189,67	0,00	0,00
	Sous Total compte 442	**0,00**	**0,00**	**11 189,67**	**11 189,67**	**0,00**	**0,00**	**11 189,67**	**11 189,67**	**0,00**	**0,00**
4431	Opér particul avec Etat dépenses	0,00	35 212,31	86 965,24	51 752,93	0,00	0,00	86 965,24	86 965,24	0,00	0,00
4432	Opér particul avec Etat rec amiable	0,00	0,00	315,20	315,20	0,00	0,00	315,20	315,20	0,00	0,00
	Sous Total compte 443	**0,00**	**35 212,31**	**87 280,44**	**52 068,13**	**0,00**	**0,00**	**87 280,44**	**87 280,44**	**0,00**	**0,00**
446	Agences de l'eau	0,00	0,00	30 450,00	30 450,00	0,00	0,00	30 450,00	30 450,00	0,00	0,00
447	Autres impôts taxes verSEMents assimilés	0,00	0,00	3 612,16	3 612,16	0,00	0,00	3 612,16	3 612,16	0,00	0,00
4487	Etat - produits à recevoir	386,00	0,00	0,00	386,00	0,00	0,00	386,00	386,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 448	**386,00**	**0,00**	**0,00**	**386,00**	**0,00**	**0,00**	**386,00**	**386,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 44	**386,00**	**35 212,31**	**482 532,27**	**447 705,96**	**0,00**	**0,00**	**482 918,27**	**482 918,27**	**0,00**	**0,00**
466	Excédt de verSEMent	0,00	2 569,88	47 169,54	48 080,99	0,00	0,00	47 169,54	50 650,87	0,00	3 481,33
46711	Autres comptes créditeurs	0,00	19 495,62	33 359,35	13 863,73	0,00	0,00	33 359,35	33 359,35	0,00	0,00
	Sous Total compte 4671	**0,00**	**19 495,62**	**33 359,35**	**13 863,73**	**0,00**	**0,00**	**33 359,35**	**33 359,35**	**0,00**	**0,00**
46721	Débiteurs divers - amiable	0,00	0,00	1 050 069,18	1 050 069,18	0,00	0,00	1 050 069,18	1 050 069,18	0,00	0,00
	Sous Total compte 4672	**0,00**	**0,00**	**1 050 069,18**	**1 050 069,18**	**0,00**	**0,00**	**1 050 069,18**	**1 050 069,18**	**0,00**	**0,00**
4675	Mandataires - Opérations déléguées - Rec	0,00	0,00	358,48	358,48	0,00	0,00	358,48	358,48	0,00	0,00
	Sous Total compte 467	**0,00**	**19 495,62**	**1 083 787,01**	**1 064 291,39**	**0,00**	**0,00**	**1 083 787,01**	**1 083 787,01**	**0,00**	**0,00**
4686	Divers - charges à payer	0,00	154 390,01	154 390,01	97 019,00	0,00	0,00	154 390,01	251 409,01	0,00	97 019,00
	Sous Total compte 468	**0,00**	**154 390,01**	**154 390,01**	**97 019,00**	**0,00**	**0,00**	**154 390,01**	**251 409,01**	**0,00**	**97 019,00**
	Sous Total compte 46	**0,00**	**176 455,51**	**1 285 346,56**	**1 209 391,38**	**0,00**	**0,00**	**1 285 346,56**	**1 385 846,89**	**0,00**	**100 500,33**
4711	Verst des régisseurs	0,00	0,00	2 989 493,97	2 989 493,97	0,00	0,00	2 989 493,97	2 989 493,97	0,00	0,00
4712	Viremts réimputés	0,00	0,00	222,39	222,39	0,00	0,00	222,39	222,39	0,00	0,00
4713	Recettes percues avant émission titres	0,00	0,00	465 880,60	465 880,60	0,00	0,00	465 880,60	465 880,60	0,00	0,00
471411	Excédent à réimputer - pers physiques	0,00	5 658,01	14 021,82	9 556,85	0,00	0,00	14 021,82	15 214,86	0,00	1 193,04
471412	Excédent à réimputer - personnes morales	0,00	4 860,54	31 386,10	28 653,62	0,00	0,00	31 386,10	33 514,16	0,00	2 128,06
	Sous Total compte 47141	**0,00**	**10 518,55**	**45 407,92**	**38 210,47**	**0,00**	**0,00**	**45 407,92**	**48 729,02**	**0,00**	**3 321,10**
47143	Flux d'encaissements à réimputer	0,00	0,00	330,00	330,00	0,00	0,00	330,00	330,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4714	**0,00**	**10 518,55**	**45 737,92**	**38 540,47**	**0,00**	**0,00**	**45 737,92**	**49 059,02**	**0,00**	**3 321,10**
4718	Autres recettes à régulariser	0,00	0,00	966 635,56	1 120 453,21	0,00	0,00	966 635,56	1 120 453,21	0,00	153 817,65
	Sous Total compte 471	**0,00**	**10 518,55**	**4 467 970,44**	**4 614 590,64**	**0,00**	**0,00**	**4 467 970,44**	**4 625 109,19**	**0,00**	**157 138,75**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4721	Dép sans mandatement préalable	0,00	0,00	572 168,25	572 168,25	0,00	0,00	572 168,25	572 168,25	0,00	0,00
4728	DACR - autres dépenses à régul	0,00	0,00	204 785,99	204 785,99	0,00	0,00	204 785,99	204 785,99	0,00	0,00
	Sous Total compte 472	**0,00**	**0,00**	**776 954,24**	**776 954,24**	**0,00**	**0,00**	**776 954,24**	**776 954,24**	**0,00**	**0,00**
4751	Redevables sur rôle	0,00	0,00	363 108,92	363 108,92	0,00	0,00	363 108,92	363 108,92	0,00	0,00
4757	Produits sur rôle	0,00	0,00	363 108,92	363 108,92	0,00	0,00	363 108,92	363 108,92	0,00	0,00
	Sous Total compte 475	**0,00**	**0,00**	**726 217,84**	**726 217,84**	**0,00**	**0,00**	**726 217,84**	**726 217,84**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 47	**0,00**	**10 518,55**	**5 971 142,52**	**6 117 762,72**	**0,00**	**0,00**	**5 971 142,52**	**6 128 281,27**	**0,00**	**157 138,75**
4817	Pénalités de renégociation de la dette	11 117,68	0,00	0,00	0,00	0,00	1 235,29	11 117,68	1 235,29	9 882,39	0,00
	Sous Total compte 481	**11 117,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 235,29**	**11 117,68**	**1 235,29**	**9 882,39**	**0,00**
	Sous Total compte 48	**11 117,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 235,29**	**11 117,68**	**1 235,29**	**9 882,39**	**0,00**
496	Dépréciat comptes de débiteurs divers	0,00	14 704,00	0,00	4 463,00	0,00	0,00	0,00	19 167,00	0,00	19 167,00
	Sous Total compte 49	**0,00**	**14 704,00**	**0,00**	**4 463,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 167,00**	**0,00**	**19 167,00**
	Total classe 4	**787 556,86**	**363 626,13**	**11 570 530,18**	**11 661 844,24**	**0,00**	**1 235,29**	**12 358 087,04**	**12 026 705,66**	**916 827,36**	**585 445,98**
51172	Chèques impayés	0,00	0,00	330,00	330,00	0,00	0,00	330,00	330,00	0,00	0,00
51178	Autres valeurs impayées	0,00	0,00	2 310,57	2 310,57	0,00	0,00	2 310,57	2 310,57	0,00	0,00
	Sous Total compte 5117	**0,00**	**0,00**	**2 640,57**	**2 640,57**	**0,00**	**0,00**	**2 640,57**	**2 640,57**	**0,00**	**0,00**
5118	Autres valeurs à l'encaisSEMent	296,35	0,00	14 792,80	14 729,32	0,00	0,00	15 089,15	14 729,32	359,83	0,00
	Sous Total compte 511	**296,35**	**0,00**	**17 433,37**	**17 369,89**	**0,00**	**0,00**	**17 729,72**	**17 369,89**	**359,83**	**0,00**
515	Compte au trésor	2 230 563,31	0,00	5 131 846,94	3 463 332,30	0,00	0,00	7 362 410,25	3 463 332,30	3 899 077,95	0,00
	Sous Total compte 51	**2 230 859,66**	**0,00**	**5 149 280,31**	**3 480 702,19**	**0,00**	**0,00**	**7 380 139,97**	**3 480 702,19**	**3 899 437,78**	**0,00**
5411	Disponibilites chez régisseurs d'avances	0,00	0,00	545,34	545,34	0,00	0,00	545,34	545,34	0,00	0,00
	Sous Total compte 541	**0,00**	**0,00**	**545,34**	**545,34**	**0,00**	**0,00**	**545,34**	**545,34**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 54	**0,00**	**0,00**	**545,34**	**545,34**	**0,00**	**0,00**	**545,34**	**545,34**	**0,00**	**0,00**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	1 410 634,28	1 410 634,28	0,00	0,00	1 410 634,28	1 410 634,28	0,00	0,00
584	Encaissements chèques par lecture opt	0,00	0,00	58 411,20	58 411,20	0,00	0,00	58 411,20	58 411,20	0,00	0,00
5872	Compte pivot - Admission en non valeur e	0,00	0,00	7 003,49	7 003,49	0,00	0,00	7 003,49	7 003,49	0,00	0,00
	Sous Total compte 587	**0,00**	**0,00**	**7 003,49**	**7 003,49**	**0,00**	**0,00**	**7 003,49**	**7 003,49**	**0,00**	**0,00**
588	Autres virements internes	0,00	0,00	141 840,58	141 840,58	0,00	0,00	141 840,58	141 840,58	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**1 617 889,55**	**1 617 889,55**	**0,00**	**0,00**	**1 617 889,55**	**1 617 889,55**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**2 230 859,66**	**0,00**	**6 767 715,20**	**5 099 137,08**	**0,00**	**0,00**	**8 998 574,86**	**5 099 137,08**	**3 899 437,78**	**0,00**
6061	Fournitures non stockables (eau,énergie)	0,00	0,00	0,00	0,00	359 805,81	44 890,75	359 805,81	44 890,75	314 915,06	0,00
6062	Produits de traitement	0,00	0,00	0,00	0,00	52 828,12	3 152,27	52 828,12	3 152,27	49 675,85	0,00
6063	Autres fournit entretien et petit équipt	0,00	0,00	0,00	0,00	46 087,52	8 170,44	46 087,52	8 170,44	37 917,08	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	1 741,28	0,00	1 741,28	0,00	1 741,28	0,00
6066	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	8 671,81	436,22	8 671,81	436,22	8 235,59	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	16 455,19	757,34	16 455,19	757,34	15 697,85	0,00
	Sous Total compte 606	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**485 589,73**	**57 407,02**	**485 589,73**	**57 407,02**	**428 182,71**	**0,00**
	Sous Total compte 60	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**485 589,73**	**57 407,02**	**485 589,73**	**57 407,02**	**428 182,71**	**0,00**
611	Sous-traitance générale	0,00	0,00	0,00	0,00	244 555,49	24 967,45	244 555,49	24 967,45	219 588,04	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	10 332,13	759,35	10 332,13	759,35	9 572,78	0,00
	Sous Total compte 613	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 332,13**	**759,35**	**10 332,13**	**759,35**	**9 572,78**	**0,00**
61523	Reseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	100 802,42	15 128,52	100 802,42	15 128,52	85 673,90	0,00
	Sous Total compte 6152	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 802,42**	**15 128,52**	**100 802,42**	**15 128,52**	**85 673,90**	**0,00**
61551	Mat roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	13 175,09	349,06	13 175,09	349,06	12 826,03	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
61558	Autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	13 022,46	230,00	13 022,46	230,00	12 792,46	0,00
	Sous Total compte 6155	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 197,55**	**579,06**	**26 197,55**	**579,06**	**25 618,49**	**0,00**
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	24 499,74	0,00	24 499,74	0,00	24 499,74	0,00
	Sous Total compte 615	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**151 499,71**	**15 707,58**	**151 499,71**	**15 707,58**	**135 792,13**	**0,00**
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	10 100,29	0,00	10 100,29	0,00	10 100,29	0,00
	Sous Total compte 616	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 100,29**	**0,00**	**10 100,29**	**0,00**	**10 100,29**	**0,00**
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	13 679,55	1 050,00	13 679,55	1 050,00	12 629,55	0,00
	Sous Total compte 61	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**430 167,17**	**42 484,38**	**430 167,17**	**42 484,38**	**387 682,79**	**0,00**
6215	Persel affecté par collectivité rattacht	0,00	0,00	0,00	0,00	51 752,93	0,00	51 752,93	0,00	51 752,93	0,00
	Sous Total compte 621	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**51 752,93**	**0,00**	**51 752,93**	**0,00**	**51 752,93**	**0,00**
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	7 754,28	846,64	7 754,28	846,64	6 907,64	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00	0,00	1 800,00	0,00	1 800,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	86 863,91	18 017,74	86 863,91	18 017,74	68 846,17	0,00
	Sous Total compte 622	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**96 418,19**	**18 864,38**	**96 418,19**	**18 864,38**	**77 553,81**	**0,00**
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	7 160,68	3 144,47	7 160,68	3 144,47	4 016,21	0,00
	Sous Total compte 623	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 160,68**	**3 144,47**	**7 160,68**	**3 144,47**	**4 016,21**	**0,00**
6241	Transports sur achats	0,00	0,00	0,00	0,00	163,70	0,00	163,70	0,00	163,70	0,00
	Sous Total compte 624	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**163,70**	**0,00**	**163,70**	**0,00**	**163,70**	**0,00**
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	1 046,00	0,00	1 046,00	0,00	1 046,00	0,00
	Sous Total compte 625	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 046,00**	**0,00**	**1 046,00**	**0,00**	**1 046,00**	**0,00**
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	21 672,49	5 222,47	21 672,49	5 222,47	16 450,02	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	21 933,61	188,95	21 933,61	188,95	21 744,66	0,00
	Sous Total compte 626	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**43 606,10**	**5 411,42**	**43 606,10**	**5 411,42**	**38 194,68**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	1 254,92	100,00	1 254,92	100,00	1 154,92	0,00
6281	Concours divers -cotisations	0,00	0,00	0,00	0,00	717,00	0,00	717,00	0,00	717,00	0,00
62871	à la collectivité de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	2 777,17	0,00	2 777,17	0,00	2 777,17	0,00
	Sous Total compte 6287	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 777,17**	**0,00**	**2 777,17**	**0,00**	**2 777,17**	**0,00**
	Sous Total compte 628	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 494,17**	**0,00**	**3 494,17**	**0,00**	**3 494,17**	**0,00**
	Sous Total compte 62	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**204 896,69**	**27 520,27**	**204 896,69**	**27 520,27**	**177 376,42**	**0,00**
6312	Taxe d'apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	2 085,10	0,00	2 085,10	0,00	2 085,10	0,00
6313	Particip employ à format cont	0,00	0,00	0,00	0,00	2 055,22	0,00	2 055,22	0,00	2 055,22	0,00
	Sous Total compte 631	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 140,32**	**0,00**	**4 140,32**	**0,00**	**4 140,32**	**0,00**
6332	Cotisations versées au FNAL	0,00	0,00	0,00	0,00	1 160,91	0,00	1 160,91	0,00	1 160,91	0,00
6336	Cotisations au Centre National et CGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	2 855,56	0,00	2 855,56	0,00	2 855,56	0,00
	Sous Total compte 633	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 016,47**	**0,00**	**4 016,47**	**0,00**	**4 016,47**	**0,00**
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0,00	0,00	0,00	0,00	658,52	0,00	658,52	0,00	658,52	0,00
	Sous Total compte 635	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**658,52**	**0,00**	**658,52**	**0,00**	**658,52**	**0,00**
6378	Autres impôts taxes verst assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	230,40	0,00	230,40	0,00	230,40	0,00
	Sous Total compte 637	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**230,40**	**0,00**	**230,40**	**0,00**	**230,40**	**0,00**
	Sous Total compte 63	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 045,71**	**0,00**	**9 045,71**	**0,00**	**9 045,71**	**0,00**
6411	Salaires,appointements,commissions base	0,00	0,00	0,00	0,00	503 747,96	0,00	503 747,96	0,00	503 747,96	0,00
6413	Primes et gratifications	0,00	0,00	0,00	0,00	48 324,78	0,00	48 324,78	0,00	48 324,78	0,00
64198	Autres remboursements	0,00	0,00	0,00	0,00	987,18	39 311,88	987,18	39 311,88	0,00	38 324,70
	Sous Total compte 6419	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**987,18**	**39 311,88**	**987,18**	**39 311,88**	**0,00**	**38 324,70**
	Sous Total compte 641	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**553 059,92**	**39 311,88**	**553 059,92**	**39 311,88**	**513 748,04**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6451	Cotisations à l'URSSAF	0,00	0,00	0,00	0,00	115 874,24	0,00	115 874,24	0,00	115 874,24	0,00
6452	Cotisations aux mutuelles	0,00	0,00	0,00	0,00	3 080,23	0,00	3 080,23	0,00	3 080,23	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	79 088,65	0,00	79 088,65	0,00	79 088,65	0,00
6454	Cotisations au Pôle Emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	12 140,84	0,00	12 140,84	0,00	12 140,84	0,00
6458	Cotisat autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	8 011,93	0,00	8 011,93	0,00	8 011,93	0,00
6459	Rembst charges sécu sociale prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 382,07	0,00	1 382,07	0,00	1 382,07
	Sous Total compte 645	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**218 195,89**	**1 382,07**	**218 195,89**	**1 382,07**	**216 813,82**	**0,00**
6472	Verst au comité entreprise	0,00	0,00	0,00	0,00	3 906,00	0,00	3 906,00	0,00	3 906,00	0,00
6475	Médecine du travail pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	2 134,80	0,00	2 134,80	0,00	2 134,80	0,00
	Sous Total compte 647	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 040,80**	**0,00**	**6 040,80**	**0,00**	**6 040,80**	**0,00**
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	4 423,58	0,00	4 423,58	0,00	4 423,58	0,00
	Sous Total compte 64	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**781 720,19**	**40 693,95**	**781 720,19**	**40 693,95**	**741 026,24**	**0,00**
6512	Droits d'utilisation - Informatique en n	0,00	0,00	0,00	0,00	11 320,15	5 525,32	11 320,15	5 525,32	5 794,83	0,00
6518	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	15 445,50	0,00	15 445,50	0,00	15 445,50	0,00
	Sous Total compte 651	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 765,65**	**5 525,32**	**26 765,65**	**5 525,32**	**21 240,33**	**0,00**
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	6 642,72	0,00	6 642,72	0,00	6 642,72	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	0,00	360,77	0,00	360,77	0,00	360,77	0,00
	Sous Total compte 654	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 003,49**	**0,00**	**7 003,49**	**0,00**	**7 003,49**	**0,00**
6588	Autres charges diverses de gestion coura	0,00	0,00	0,00	0,00	1,65	0,00	1,65	0,00	1,65	0,00
	Sous Total compte 658	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1,65**	**0,00**	**1,65**	**0,00**	**1,65**	**0,00**
	Sous Total compte 65	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 770,79**	**5 525,32**	**33 770,79**	**5 525,32**	**28 245,47**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	60 429,30	0,00	60 429,30	0,00	60 429,30	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
66112	Intérêts - rattachement des icne	0,00	0,00	0,00	0,00	18 016,02	17 195,50	18 016,02	17 195,50	820,52	0,00
	Sous Total compte 6611	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**78 445,32**	**17 195,50**	**78 445,32**	**17 195,50**	**61 249,82**	**0,00**
	Sous Total compte 661	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**78 445,32**	**17 195,50**	**78 445,32**	**17 195,50**	**61 249,82**	**0,00**
	Sous Total compte 66	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**78 445,32**	**17 195,50**	**78 445,32**	**17 195,50**	**61 249,82**	**0,00**
6718	Autres charg except sur opérat gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	4 229,60	0,00	4 229,60	0,00	4 229,60	0,00
	Sous Total compte 671	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 229,60**	**0,00**	**4 229,60**	**0,00**	**4 229,60**	**0,00**
673	Titres annulés exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	4 286,30	0,00	4 286,30	0,00	4 286,30	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	7 004,57	2 223,00	7 004,57	2 223,00	4 781,57	0,00
	Sous Total compte 67	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 520,47**	**2 223,00**	**15 520,47**	**2 223,00**	**13 297,47**	**0,00**
6811	DA - immob corpo et incorpo	0,00	0,00	0,00	0,00	971 512,03	0,00	971 512,03	0,00	971 512,03	0,00
6817	Dot dépréciat actifs circulants	0,00	0,00	0,00	0,00	4 463,00	0,00	4 463,00	0,00	4 463,00	0,00
	Sous Total compte 681	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**975 975,03**	**0,00**	**975 975,03**	**0,00**	**975 975,03**	**0,00**
6862	DA - charges à répartir	0,00	0,00	0,00	0,00	1 235,29	0,00	1 235,29	0,00	1 235,29	0,00
	Sous Total compte 686	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 235,29**	**0,00**	**1 235,29**	**0,00**	**1 235,29**	**0,00**
	Sous Total compte 68	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**977 210,32**	**0,00**	**977 210,32**	**0,00**	**977 210,32**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 016 366,39**	**193 049,44**	**3 016 366,39**	**193 049,44**	**2 863 023,72**	**39 706,77**
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	45 935,52	423 070,71	45 935,52	423 070,71	0,00	377 135,19
70611	Redevances assainisSEMent collectif	0,00	0,00	0,00	0,00	240 563,90	2 652 810,42	240 563,90	2 652 810,42	0,00	2 412 246,52
706121	Recouvt redev modernisa réseaux collec	0,00	0,00	0,00	0,00	23 056,80	222 760,35	23 056,80	222 760,35	0,00	199 703,55
706129	Reverset agence eau - moderni reseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	327 471,00	152 167,01	327 471,00	152 167,01	175 303,99	0,00
	Sous Total compte 70612	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**350 527,80**	**374 927,36**	**350 527,80**	**374 927,36**	**0,00**	**24 399,56**
	Sous Total compte 7061	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**591 091,70**	**3 027 737,78**	**591 091,70**	**3 027 737,78**	**0,00**	**2 436 646,08**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7068	Autres prestations de service	0,00	0,00	0,00	0,00	67 991,27	332 565,36	67 991,27	332 565,36	0,00	264 574,09
	Sous Total compte 706	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**659 082,97**	**3 360 303,14**	**659 082,97**	**3 360 303,14**	**0,00**	**2 701 220,17**
7084	Mise à dispo persel facturée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 011,40	0,00	37 011,40	0,00	37 011,40
	Sous Total compte 708	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**37 011,40**	**0,00**	**37 011,40**	**0,00**	**37 011,40**
	Sous Total compte 70	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**705 018,49**	**3 820 385,25**	**705 018,49**	**3 820 385,25**	**0,00**	**3 115 366,76**
722	Immob corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 963,36	0,00	79 963,36	0,00	79 963,36
	Sous Total compte 72	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**79 963,36**	**0,00**	**79 963,36**	**0,00**	**79 963,36**
741	Primes d'épuration	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 934,78	0,00	66 934,78	0,00	66 934,78
	Sous Total compte 74	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**66 934,78**	**0,00**	**66 934,78**	**0,00**	**66 934,78**
7581	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	386,00	3 544,35	386,00	3 544,35	0,00	3 158,35
7588	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,69	244,73	0,69	244,73	0,00	244,04
	Sous Total compte 758	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**386,69**	**3 789,08**	**386,69**	**3 789,08**	**0,00**	**3 402,39**
	Sous Total compte 75	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**386,69**	**3 789,08**	**386,69**	**3 789,08**	**0,00**	**3 402,39**
7714	Recouvrement sur créances admises en nv	0,00	0,00	0,00	0,00	588,00	588,00	588,00	588,00	0,00	0,00
7718	Autres prod except sur opé gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6,63	0,00	6,63	0,00	6,63
	Sous Total compte 771	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**588,00**	**594,63**	**588,00**	**594,63**	**0,00**	**6,63**
7741	de la collectivité de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00
	Sous Total compte 774	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**200 000,00**	**0,00**	**200 000,00**	**0,00**	**200 000,00**
777	Quote part subv invest virée au résult	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	309 719,00	0,00	309 719,00	0,00	309 719,00
778	Autres produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 004,33	0,00	20 004,33	0,00	20 004,33
	Sous Total compte 77	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**588,00**	**530 317,96**	**588,00**	**530 317,96**	**0,00**	**529 729,96**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**705 993,18**	**4 501 390,43**	**705 993,18**	**4 501 390,43**	**175 303,99**	**3 970 701,24**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total gÃ©nÃ©ral	41 032 786,77	41 032 786,77	20 342 616,94	18 766 173,40	5 585 517,87	7 161 961,41	66 960 921,58	66 960 921,58	47 370 734,04	47 370 734,04

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES — A

1 – BUDGET PRINCIPAL DU SPIC

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL AGREGE DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL AGREGE DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES CRÉDITS DE TRÉSORERIE — B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**6 979 234,37**									
1641 Emprunts en euros (total)					6 979 234,37									
00601357301 (ASS-2017-2)	Crédit Agricole	13/06/2017	19/06/2017	19/06/2018	300 000,00	F	FIXE	1,680	1,695		A	P	O	A-1
00601629533 (ASS-2018-1)	Crédit Agricole	10/03/2018	15/05/2018	15/06/2018	250 000,00	F	FIXE	1,590	1,630		A	P	O	A-1
00601757049 (ASS-2018-2)	Crédit Agricole	13/07/2018	18/07/2018	18/10/2018	350 000,00	F	FIXE	1,330	1,350		T	P	O	A-1
00602024512 (ASS-2019-2)	Crédit Agricole	01/04/2019	15/05/2019	15/08/2019	60 000,00	F	FIXE	1,850	1,875		T	P	O	A-1
00602237590 (ASS-2019-1)	Crédit Agricole	24/09/2019	05/11/2019	05/05/2020	1 100 000,00	F	FIXE	0,890	0,899		S	P	O	A-1
00602267377 (ASS-2019-4)	Crédit Agricole	02/10/2019	08/10/2019	08/01/2020	750 000,00	F	FIXE	0,890	0,900		T	P	O	A-1
00602306520 (ASS-2019-3)	Crédit Agricole	17/11/2020	30/11/2019	29/02/2020	200 000,00	F	FIXE	0,800	0,813		T	P	N	A-1
00602676343 (ASS-2020-2)	Crédit Agricole	15/09/2020	06/10/2020	06/10/2021	316 412,82	F	FIXE	0,840	0,846		A	P	O	A-1
00602676345 (ASS-2020-1)	Crédit Agricole	15/09/2020	23/09/2020	06/10/2021	2 132 821,55	F	FIXE	1,140	1,151		A	P	O	A-1
2006.086 (ASS-2006-1)	Caisse d'Epargne	09/05/2006	25/05/2006	25/11/2006	70 000,00	F	FIXE	4,100	4,141		S	C	O	A-1
2008.029 (ASS-2008-1)	Caisse d'Epargne	13/03/2008	25/03/2008	25/05/2008	200 000,00	F	FIXE	4,930	4,932		A	P	O	A-1
3972 (ASS-2024-1)	Agence France Locale	29/11/2024	05/12/2024	21/12/2026	800 000,00	F	FIXE	2,880	2,952		X	F	O	A-1
MON510250EUR/0510810/001 (ASS-	SFIL	22/08/2016	22/09/2016	01/01/2017	200 000,00	F	FIXE	1,500	1,531		T	C	O	A-1
MON515839EUR (ASS-2017-1)	SFIL	30/05/2017	24/07/2017	01/09/2017	250 000,00	F	FIXE	1,400	1,410		M	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	**Date de signature**	**Date d'émission ou date de mobilisation (1)**	**Date du premier rembour-sement**	**Nominal (2)**	**Type de taux d'intérêt (3)**	**Index (4)**	**Taux initial**		**Devise**	**Pério-dicité des rembour-sements (6)**	**Profil d'amor-tissement (7)**	**Possibilité de rembour-sement anticipé O/N**	**Caté-gorie d'em-prunt (8)**
								Niveau de taux (5)	**Taux actuariel**					
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					**0,00**									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**6 979 234,37**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.
(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE

B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**5 515 586,82**					**278 236,66**	**60 429,30**	**0,00**	**18 016,02**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		5 515 586,82					278 236,66	60 429,30	0,00	18 016,02
00601357301 (ASS-2017-2)	N	0,00	A-1	228 175,81	17,47	F	FIXE	1,680	10 780,48	4 014,47	0,00	2 058,46
00601629533 (ASS-2018-1)	N	0,00	A-1	169 288,06	12,46	F	FIXE	1,590	11 641,72	2 876,78	0,00	1 474,89
00601757049 (ASS-2018-2)	N	0,00	A-1	212 584,71	8,55	F	FIXE	1,330	22 759,91	3 016,89	0,00	576,23
00602024512 (ASS-2019-2)	N	0,00	A-1	49 066,45	19,38	F	FIXE	1,850	2 071,36	931,72	0,00	115,93
00602237590 (ASS-2019-1)	N	0,00	A-1	936 399,16	24,85	F	FIXE	0,890	33 303,86	8 556,42	0,00	1 312,25
00602267377 (ASS-2019-4)	N	0,00	A-1	638 468,44	24,77	F	FIXE	0,890	22 704,68	5 808,80	0,00	1 312,50
00602306520 (ASS-2019-3)	N	0,00	A-1	152 956,04	14,92	F	FIXE	0,800	9 559,78	1 271,50	0,00	108,77
00602676343 (ASS-2020-2)	N	0,00	A-1	193 014,51	5,77	F	FIXE	0,840	31 237,73	1 883,72	0,00	386,45
00602676345 (ASS-2020-1)	N	0,00	A-1	1 744 037,49	15,77	F	FIXE	1,140	98 854,86	21 008,97	0,00	4 739,00
2006.086 (ASS-2006-1)	N	0,00	A-1	26 833,21	11,40	F	FIXE	4,100	2 333,34	1 171,91	0,00	112,45
2008.029 (ASS-2008-1)	N	0,00	A-1	116 985,26	12,40	F	FIXE	4,930	6 322,26	6 079,06	0,00	3 492,02
3972 (ASS-2024-1)	N	0,00	A-1	800 000,00	1,98	F	FIXE	2,880	0,00	0,00	0,00	1 728,00
MON510250EUR/0510810/001 (ASS-	N	0,00	A-1	120 000,00	11,75	F	FIXE	1,500	10 000,00	1 893,76	0,00	450,00
MON515839EUR (ASS-2017-1)	N	0,00	A-1	127 777,68	7,59	F	FIXE	1,400	16 666,68	1 915,30	0,00	149,07
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Emprunts et dettes au 31/12/N												
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	**Couverture ? O/N (10)**	**Montant couvert**	**Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)**	**Capital restant dû au 31/12/N**	**Durée résiduelle (en années)**	**Type de taux (12)**	**Index (13)**	**Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)**	**Capital**	**Charges d'intérêt (15)**	**Intérêts perçus (le cas échéant) (16)**	**ICNE de l'exercice**
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00	-	0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**5 515 586,82**					**278 236,66**	**60 429,30**	**0,00**	**18 016,02**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-06-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR STRUCTURE DE TAUX	B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception : 25/03/2025
Publication : 25/03/2025

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA RÉPARTITION DE L'ENCOURS (1)

B1.4

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	14	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	5 515 586,82	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-05-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES OPÉRATIONS DE COUVERTURE (1) — B1.5

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	**Emprunt couvert**			**Instrument de couverture**								**Primes éventuelles**	
	Référence de l'emprunt couvert	**Capital restant dû au 31/12/N**	**Date de fin du contrat**	**Organisme co-contractant**	**Type de couverture (3)**	**Nature de la couverture (change ou taux)**	**Notionnel de l'instrument de couverture**	**Date de début du contrat**	**Date de fin du contrat**	**Périodicité de règlement des intérêts (4)**	**Montant des commissions diverses**	**Primes payées pour l'achat d'option**	**Primes reçues pour la vente d'option**
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200064602-20200319-290319-68-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES OPÉRATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

B1.5

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPÉ D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1) — B1.6

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					**0,00**	**0,00**							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					**0,00**	**0,00**								**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENÉGOCIES AU COURS DE L'ANNÉE N (1)

B1.7

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.8

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B. ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – MÉTHODES UTILISÉES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 500.00 €		2019-12-20
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Frais d'études non suivies de réalisation	5	20/12/2019
L	Subv d'équipement versées pour mobiliers, matériels, études	5	20/12/2019
L	Subv d'équipement versées pour biens immobiliers ou installations	15	20/12/2019
L	Subv d'équipement versées pour projets d'infrastructures intérêt national	20	20/12/2019
L	Logiciel	2	20/12/2019
L	Voiture	5	20/12/2019
L	Camion et véhicule industriel	7	20/12/2019
L	Mobilier	10	20/12/2019
L	Matériel de bureau électrique ou électronique	5	20/12/2019
L	Matériel informatique	4	20/12/2019
L	Matériel classique	10	20/12/2019
L	Coffre-fort	20	20/12/2019
L	Installation et appareil de chauffage	10	20/12/2019
L	Appareil de levage, ascenseur	20	20/12/2019
L	Equipement garages et ateliers	10	20/12/2019
L	Equipement des cuisines	10	20/12/2019
L	Equipement sportif	10	20/12/2019
L	Installation de voirie	20	20/12/2019
L	Plantation	15	20/12/2019
L	Autre agencement et aménagement de terrain	15	20/12/2019
L	Appareils de laboratoire, matériel de bureau (sauf informatique), outillages	5	20/12/2019
L	Réseaux d'assainissement	60	20/12/2019
L	Stations d'épuration (ouvrages de génie civil) - Ouvrages lourds	40	20/12/2019
L	Stations d'épuration (ouvrages de génie civil) - Ouvrages courants (Bassins de décantation)	30	20/12/2019
L	Ouvrages génie civil captage, transport, traitement eau potable, cana adduction eau, gros équip méca	60	20/12/2019
L	Poste de relevage des eaux usées	30	20/12/2019
L	Installations de traitement de l'eau potable (sauf génie civil et régulation)	10	20/12/2019
L	Pompes, surpresseurs, appareils électroméca, instal chauffage (yc chaudières), instal ventilation	15	20/12/2019
L	Organes de régulation (électronique, capteurs)	10	20/12/2019
L	Bâtiments durables	50	20/12/2019
L	Bâtiments légers, abris	15	20/12/2019
L	Agencements et aménagements de bâtiments, installations électriques et électroniques	15	20/12/2019
L	Biens de faible valeur inférieure à 500	1	20/12/2019

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS — B3

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**4 463,00**		**14 704,00**	**19 167,00**	**0,00**	**19 167,00**
Créances douteuses	0,00	26/10/2022	4 900,00	4 900,00	0,00	4 900,00
Créances douteuses	0,00	22/03/2023	9 804,00	9 804,00	0,00	9 804,00
Créances douteuses	4 463,00	15/04/2024	0,00	4 463,00	0,00	4 463,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	**4 463,00**		**14 704,00**	**19 167,00**	**0,00**	**19 167,00**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès … ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B. ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES CHARGES TRANSFÉRÉES — B4

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DÉTAIL DES OPÉRATIONS POUR COMPTE DE TIERS (1)	B5

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

B7.1 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versé la subvention.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES CONTRATS DE CRÉDIT-BAIL	B8.1

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT	B8.2

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNÉS — B8.3

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					**0,00**	**0,00**	**0,00**
8018 Autres engagements donnés					**0,00**	**0,00**	**0,00**
Au profit d'organismes publics					**0,00**	**0,00**	**0,00**
Au profit d'organismes privés (1)					**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL					**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :
- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES ENGAGEMENTS REÇUS — B8.4

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE — B9.2

(1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ETATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

(articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Mas de Tassy, 1849 RD19, 83440 TOURRETTES (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc… et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif) .

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, …).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ANNEXES	IV
C - ÉTATS ANNEXES BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**1 690 002,89**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**1 690 002,89**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 106 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**1 690 002,89**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**1 690 002,89**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**607 921,00**	**587 955,66**	**2 918 365,29**	**3 506 320,95**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**2 450 226,11**	**1 081 157,84**	**465 934,00**	**1 547 091,84**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**1 842 305,11**	**493 202,18**	**-2 452 431,29**	**-1 959 229,11**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**1 690 002,89**			**1 690 002,89**
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**1 690 002,89**			**1 690 002,89**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**-269 226,22**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – DÉPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**607 921,00**	**I**	**587 955,66**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**288 300,00**		**278 236,66**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	288 300,00		278 236,66
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**319 621,00**		**309 719,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*319 621,00*		*309 719,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – RECETTES — C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**2 450 226,11**	**III 1 081 157,84**
Ressources propres externes de l'année (a)		**108 648,82**	**108 410,52**
10222	FCTVA	108 648,82	108 410,52
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**2 341 577,29**	**972 747,32**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*7 099,97*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*8 000,00*	*7 325,00*
28131	*Bâtiments*	*0,00*	*30 692,48*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*0,00*	*12 145,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*0,00*	*2 169,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*0,00*	*156 614,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*1 007 000,00*	*96 109,32*
28157	*Aménagement matériel industriel*	*0,00*	*52 094,00*
28172	*Aménagements de terrains (mise à dispo)*	*0,00*	*1 327,04*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*0,00*	*129 786,91*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*0,00*	*420 135,96*
28178	*Autres immos corporelles (mad)*	*0,00*	*7 552,26*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*24 606,95*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*0,00*	*19 942,02*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*816,57*
28188	*Autres*	*0,00*	*3 095,55*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*1 235,29*	*1 235,29*
021	*Virement de la section d'exploitation*	*1 325 342,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

C2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

C2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D1.1.2

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLEMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION	D1.2.1

Assainissement Collectif (1)
(en application de l'article L. 2224-6 du CGCT)

D1.2.1 – SECTION D'EXPLOITATION – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant (3)**
011	**Charges à caractère générall**	**922 998,77**
6061	Fournitures non stockables	314 915,06
6062	Produits d'entretien	49 675,85
6063	Produits d'entretien	35 641,83
6064	Fournitures administratives	1 613,15
6066	Carburants	5 529,16
6068	Autres matières et fournitures	15 697,85
611	Sous-traitance générale	217 284,23
6135	Locations mobilières	9 572,78
61523	Entretien des réseaux	85 673,90
61551	Entretien matériel roulant	11 480,23
61558	Entretien autres biens mobiliers	12 468,33
6156	Maintenance	21 221,77
6161	Assurances	8 685,66
618	Formations	12 629,55
6226	Honoraires	6 907,64
6228	Diverses rémunérations	68 846,17
6238	Fêtes et cérémonies	3 216,20
6251	Voyages et déplacements	1 193,30
6261	Frais d'affranchissement	14 321,32
6262	Frais de télécommunications	21 248,14
627	Frais bancaires	1 154,92
6281	Abonnements	717,00
62871	Remboursement de frais aux communes	2 777,17
6354	Cartes grises	354,76
6378	Autres taxes et redevances	172,80
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**664 195,00**
6215	Personnel mis à disposition	51 752,93
64111	Frais de personnel + charges	603 822,94
648	Assurance du personnel	4 016,13
6472	CNAS + Mutuelle	2 821,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	1 782,00
014	**Atténuations de produits**	**175 303,99**
706129	Reversement redevance de modernisation	175 303,99
65	**Autres charges de gestion courante**	**25 203,73**
6512	Informatique en nuage / Cloud	5 794,83
6518	Autres - Hors cloud	12 403,76
6541	Créances admises en Non-Valeur	6 642,72
6542	Créances éteintes	360,77
6588	Charges diverses de gestion courante	1,65
66	**Charges financières**	**61 249,82**
66111	Remboursement des emprunts	60 429,30
66112	ICNE	820,52
67	**Charges exceptionnelles**	**12 457,47**
6718	Autres charges exceptionnelles	3 389,60
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	4 286,30
678	Autres charges exceptionnelles	4 781,57
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (4)**	**4 463,00**
6817	Provisions	4 463,00
022	**Dépenses imprévues**	**0,00**
Total des dépenses réelles		1 867 107,07

Accusé de réception en préfecture
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant (3)**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***965 085,29***
6811	*Dotations aux amortissements*	*963 850,00*
6862	*Etalement des frais de réaménagement*	*1 235,29*
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	***0,00***
023	**Virement à la section d'investissement**	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*963 850,00*
D 002 (5)		**0,00**
TOTAL GENERAL DES DEPENSES		2 830 957,07

D1.2.1 – SECTION D'EXPLOITATION – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant (3)**
013	**Atténuations de charges**	**24 353,21**
64198	Remboursements du personnel	24 353,21
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**3 096 829,75**
704	Travaux + PFAC	377 135,19
70611	Redevance d'assainissement collectif	2 412 246,52
706121	Redevance pour modernisation des réseaux de collecte	199 703,55
7068	Contrôles AC	70 733,09
7084	Mise à disposition de personnel	37 011,40
74	**Subventions d'exploitation**	**66 934,78**
741	Prime épuration	66 934,78
75	**Autres produits de gestion courante**	**3 340,43**
7581	FCTVA	3 158,35
7588	Autre produit de gestion courante	182,08
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**217 788,67**
7718	Produits exceptionnels	6,63
7741	Subvention du Budget Principal	200 000,00
778	Autres produits exceptionnels	17 782,04
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (4)**	**0,00**
Total des recettes réelles		**3 409 246,84**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***389 682,36***
722	*Travaux en régie*	*79 963,36*
777	*Amortissement des subventions*	*309 719,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		*389 682,36*
R 002 (5)		**983 376,24**
TOTAL GENERAL DES RECETTES		**4 782 305,44**

(1) Compléter soit par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » s'il s'agit d'un budget unique pour l'eau et l'assainissement autorisé par l'article L. 2224-6 du CGCT pour les communes et les groupements de communes de moins de 3 000 habitants soit par : « Service d'assainissement collectif » ou « Service d'assainissement non collectif » ce budget unique retrace des activités d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif. Il convient d'établir un état par service.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.
(3) Le montant des dépenses et recettes correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires ainsi que pour les dotations et les reprises sur dépréciations des immobilisations ou des stocks.
(5) Inscrire en cas de reprise les résultats de l'exercice précédent participant au service (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet le 20/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D. AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION	D1.2.1

Assainissement Non Collectif (1)
(en application de l'article L. 2224-6 du CGCT)

D1.2.1 – SECTION D'EXPLOITATION – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant (3)**
011	**Charges à caractère générall**	**19 379,14**
6063	Produits d'entretien	2 275,25
6064	Fournitures administratives	128,13
6066	Carburants	2 706,43
611	Sous-traitance générale	2 303,81
61551	Entretien matériel roulant	1 345,80
61558	Entretien autres biens mobiliers	324,13
6156	Maintenance	3 277,97
6161	Assurances	1 414,63
6227	Frais d'actes et de contentieux	1 800,00
6238	Fêtes et cérémonies	800,01
6251	Voyages et déplacements	16,40
6261	Frais d'affranchissement	2 128,70
6262	Frais de télécommunications	496,52
6354	Cartes grises	303,76
6378	Autres taxes et redevances	57,60
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**176 447,73**
64111	Frais de personnel + charges	174 602,48
648	Assurance du personnel	407,45
6472	CNAS + Mutuelle	1 085,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	352,80
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**3 041,74**
6518	Autre - Hors Cloud	3 041,74
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**840,00**
6718	Autres charges exceptionnelles	840,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (4)**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues**	**0,00**
Total des dépenses réelles		199 708,61
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***7 662,03***
6811	*Dotations aux amortissements*	*7 662,03*
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	***0,00***
023	**Virement à la section d'investissement**	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*7 662,03*
D 002 (5)		**0,00**
TOTAL GENERAL DES DEPENSES		207 370,64

D1.2.1 – SECTION D'EXPLOITATION – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant (3)**
013	**Atténuations de charges**	**15 353,56**
64198	Remboursements du personnel	15 353,56
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**193 841,00**
7068	Contrôles ANC	193 841,00
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**61,96**
7588	Autre produit de gestion courante	61,96

Accusé de réception en préfecture
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant (3)**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**2 222,29**
778	Produits exceptionnels	2 222,29
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (4)**	**0,00**
Total des recettes réelles		**211 478,81**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		*0,00*
R 002 (5)		**-46 901,92**
TOTAL GENERAL DES RECETTES		**164 576,89**

(1) Compléter soit par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » s'il s'agit d'un budget unique pour l'eau et l'assainissement autorisé par l'article L. 2224-6 du CGCT pour les communes et les groupements de communes de moins de 3 000 habitants soit par : « Service d'assainissement collectif » ou « Service d'assainissement non collectif » ce budget unique retrace des activités d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif. Il convient d'établir un état par service.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.
(3) Le montant des dépenses et recettes correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires ainsi que pour les dotations et les reprises sur dépréciations des immobilisations ou des stocks.
(5) Inscrire en cas de reprise les résultats de l'exercice précédent participant au service (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT	D1.2.2

Assainissement Collectif(1)
(en application de l'article L. 2224-6 du CGCT)

D1.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant (3)**
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations.)**	**13 088,73**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**162 423,81**
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**911 310,40**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opération d'équipement n° 2031		4 920,00
Opération d'équipement n° 2033		1 944,00
Opération d'équipement n° 2051		6 224,73
Opération d'équipement n° 21562		102 169,28
Opération d'équipement n° 2182		24 912,83
Opération d'équipement n° 2183		33 076,82
Opération d'équipement n° 2188		2 264,88
Opération d'équipement n° 2313		840,00
Opération d'équipement n° 2315		793 865,20
Opération d'équipement n° 238		116 605,20
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**30 450,00**
13111	Remboursement subvention	30 450,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**278 236,66**
1641	Remboursement du capital des emprunts	278 236,66
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**9 200,00**
261	Titres de participation	9 200,00
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		**1 404 709,60**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***389 682,36***
139	*Amortissement des subventions*	*309 719,00*
21562	*Travaux en régie*	*79 963,36*
041	***Opérations patrimoniales***	***48 204,60***
21	*Intégration des frais d'études*	*17 997,00*
2315	*Remboursement avances forfaitaire*	*30 207,60*
Total des dépenses d'ordre		***437 886,96***
D 001 (4)		**0,00**
TOTAL GENERAL DE DEPENSES		**1 842 596,56**

D1.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
13	**Subventions d'investissement**	**533 663,00**
1314	Fonds de concours communaux	350 000,00
13111	Subventions Agence de l'eau	183 663,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**800 000,00**
1641	Emprunts	800 000,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**108 410,52**
10222	FCTVA	108 410,52
106	**Réserves**	**0,00**
18	**Comptes liaison : affectat° BA, régies**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		**1 333 663,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***972 747,32***
28	*Dotations aux amortissements*	*971 512,03*
4817	*Etalement des frais de réaménagement*	*1 235,29*
041	***Opérations patrimoniales***	***48 204,60***
2031	*Intégration des frais d'études*	*17 997,00*
238	*Remboursement des avances forfaitaires*	*30 207,60*
021	***Virement de la section d'exploitation***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***1 129 362,44***
R 001 (4)		**1 677 130,72**
TOTAL GENERAL DES RECETTES		**4 140 156,16**

(1) Compléter soit par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » s'il s'agit d'un budget unique pour l'eau et l'assainissement autorisé par l'article L. 2224-6 du CGCT pour les communes et les groupements de communes de moins de 3 000 habitants soit par : « Service d'assainissement collectif » ou « Service d'assainissement non collectif » ce budget unique retrace des activités d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif. Il convient d'établir un état par service.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.
(3) Le montant des dépenses et recettes correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.
(4) Inscrire en cas de reprise les résultats de l'exercice précédent participant au service (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet le 25/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT	D1.2.2

Assainissement Non Collectif(1)
(en application de l'article L. 2224-6 du CGCT)

D1.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant (3)**
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations.)**	**85,64**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**15 980,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opération d'équipement n° 2031		85,64
Opération d'équipement n° 2182		15 980,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		**16 065,64**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
D 001 (4)		**0,00**
TOTAL GENERAL DE DEPENSES		**16 065,64**

D1.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
106	**Réserves**	**0,00**
18	**Comptes liaison : affectat° BA, régies**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
021	***Virement de la section d'exploitation***	***0,00***

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
	Total des recettes d'ordre	***0,00***
	R 001 (4)	**12 872,17**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES	**12 872,17**

(1) Compléter soit par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » s'il s'agit d'un budget unique pour l'eau et l'assainissement autorisé par l'article L. 2224-6 du CGCT pour les communes et les groupements de communes de moins de 3 000 habitants soit par : « Service d'assainissement collectif » ou « Service d'assainissement non collectif » ce budget unique retrace des activités d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif. Il convient d'établir un état par service.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.
(3) Le montant des dépenses et recettes correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.
(4) Inscrire en cas de reprise les résultats de l'exercice précédent participant au service (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES

Date d'édition : 27/01/2025

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
Mme CORINE HUSSON	du 01/01/2024	au 27/01/2025	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

FAGARD Juliette (1018750319-0), Inspecteur divisionnaire FiP classe normale **A DDFiP DU VAR, le 28/01/2025**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
HUSSON Corine (1017807439-0), CSC des Finances Publiques de 4ème catégorie **A ESTEREL, le 29/01/2025**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DU PERSONNEL	B9.1

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**5,00**	**0,00**	**5,00**	**1,00**	**3,00**	**4,00**
Adjoint administratif principal 1ère classe	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Facturation et secrétariat	C	3,00	0,00	3,00	0,00	2,00	2,00
Régisseur suppléant	C	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**20,00**	**0,00**	**20,00**	**6,00**	**8,00**	**14,00**
Adjoint technique principal 1ère classe	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Adjoint technique principal 2ème classe	C	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Adjoint technique territorial	C	3,00	0,00	3,00	0,00	0,00	0,00
Agent de maîtrise	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Agent de maîtrise principal	C	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Contrôleur	B	2,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
Electromecabicien	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Referent maintenance	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Responsable assainissement	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Responsable de pôle	A	2,00	0,00	2,00	0,00	1,00	1,00
Technicien STEP	B	2,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS DE FAYENCE - ASSAINISSEMENT - - 2024

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		25,00	0,00	25,00	7,00	11,00	18,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – ANNEXES	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DU PERSONNEL	B9

ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**391 964,92**		
Contrôleur	B	TECH		84 044,01	A	CDI
Electromecabicien	B	TECH		34 983,88	A	CDI
Facturation et secrétariat	C	ADM		42 393,92	A	CDI
Referent maintenance	B	TECH		66 583,62	A	CDI
Responsable assainissement	B	TECH		2 667,05	A	CDI
Responsable de pôle	A	TECH		64 873,44	A	CDI
Régisseur suppléant	C	ADM		3 618,70	A	CDI
Technicien STEP	B	TECH		92 800,30	A	CDI
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**391 964,92**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Communauté de communes Pays de Fayence

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT
CFU - RESTES A REALISER 2024
DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Nature des dépenses	Total budget 2024	Réalisations TTC 31/12/2024	Engagements TTC	Disponible TTC	RAR 2024 TTC	RAR 2024 HT	Imputation
Amortissement des subventions	319 621,00	309 719,00		9 902,00			139
Travaux en régie	80 000,00	79 963,36		36,64			21562
Chapitre 040 - Opérations d'ordre transfert entre sections	**399 621,00**	**389 682,36**	**0,00**	**9 938,64**	**0,00**	**0,00**	
Remboursement avances forfaitaires	300 000,00	30 207,60		269 792,40			2313/2315
Intégration frais d'études et insertions	50 000,00	17 997,00		32 003,00			21/23
Total Chap. 041 - Opérations patrimoniales	**350 000,00**	**48 204,60**	**0,00**	**301 795,40**	**0,00**	**0,00**	
Remboursement acompte subvention Agence de l'eau eaux claires parasites MONTAUROUX	30 450,00	30 450,00		0,00			13111
Total Chap. 13 - Subventions d'investissement	**30 450,00**	**30 450,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
Remboursement du capital des emprunts	278 300,00	278 236,66		63,34			1641
Remboursement du capital des nouveaux emprunts	10 000,00			10 000,00			1641
Chap. 16 - Emprunts et dettes assimilées	**288 300,00**	**278 236,66**	**0,00**	**10 063,34**	**0,00**	**0,00**	
Frais d'insertion pour les marchés publics	5 000,00	1 944,00		3 056,00			2033
Logiciel RH CIRIL + Intranet + Licences anti-virus ...	17 620,00	6 224,73	5 477,57	5 917,70	5 477,57	4 564,64	2051
Licence Trend ANC - France 2030	100,00	85,64	1 477,75	-1 463,39	1 477,75	1 231,46	2051
Analyse des risques défaillance STEP FAYENCE	2 505,00		2 505,00	0,00	2 505,00	2 087,50	2031
Etude SAINT-PAUL quartier Charlon - Création réseau eaux usées	4 920,00	4 920,00		0,00			2031
Frais d'études diverses	50 080,00			50 080,00			2031
Chap. 20 - Immobilisations incorporelles	**80 225,00**	**13 174,37**	**9 460,32**	**57 590,31**	**9 460,32**	**7 883,60**	
Matériel STEP BAGNOLS : pompe doseuse, électrovanne, préleveurs, extracteur d'air, armoire chlorure ferrique, skid eau industrielle	56 327,72	28 198,40	27 428,40	700,92	27 428,40	22 857,00	21562
STEP SIVU CAL/MTX (matériel de production d'eau, sonde oxygène)	6 847,82	6 771,49		76,33			21562
STEP FAYENCE : pompe doseuse, caillebotis canal de comptage	16 211,52	1 211,52	14 154,00	846,00	14 154,00	11 795,00	21562
STEP SAINT-PAUL : caillebotis dégrilleur	3 216,00		3 216,00	0,00	3 216,00	2 680,00	21562
STEP de SEILLANS : comptage débit	9 600,00	9 507,52		92,48			21562
STEP de TOURRETTES : compresseur d'air presse à boues, comptage débit, clapets et vannes entrée, pompe submersible	29 051,48	13 868,40	14 365,24	817,84	14 365,24	11 971,03	21562
Gerbeur atelier	24 000,00	11 100,00		12 900,00			21562
Véhicules : 1 VL + 1 camion grue Camion grue d'occasion CABRIS	187 000,00	24 912,83	25 200,00	136 887,17	25 200,00	21 000,00	2182
Kangoo SPANC	16 300,00	15 980,00		320,00			2182
Informatique AC (Serveur, Télégestion)	43 697,28	33 076,82	191,87	10 428,59	191,87	159,89	2183
Informatique ANC	9 000,00			9 000,00			2183
Electroménager STEP	2 300,00	2 264,88		35,12			2188
Matériel et outillage Pôle STEP	43 980,00	31 511,95	6 477,60	5 990,45	6 477,60	5 398,00	21562
Matériel électromécanique et génie civil	50 400,00			50 400,00			21562
21 - Immobilisations corporelles	**497 931,82**	**178 403,81**	**91 033,11**	**228 494,90**	**91 033,11**	**75 860,92**	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Communauté de communes Pays de Fayence

Nature des dépenses	Total budget 2024	Réalisations 31/12/2024	Engagements	Disponible	RAR 2024	RAR 2024 HT	Imputation
Travaux Bagnols (Tests d'étanchéité)	5 000,00	2 865,46		2 134,54			2315
Extension du réseau ch. Puits Plan Ouest FAYENCE	92 895,00	80 380,94		12 514,06			2315
Réhabilitation de la STEP des Estérêts du Lac MONTAUROUX T1	1 042 925,76	235 134,07	807 710,16	81,53	807 710,16	673 091,80	**2315**
Avance forfaitaire Lot 1 - T1	82 481,40	23 230,80	20 563,80	38 686,80	20 563,80	17 136,50	**238**
Réhabilitation de la STEP des Estérêts du Lac MONTAUROUX T2	1 680 999,40		1 680 588,00	411,40	1 680 588,00	1 400 490,00	**2315**
Avance forfaitaire Lot 1 - T2	176 046,60	63 166,80	7 036,20	105 843,60	7 036,20	5 863,50	**238**
Réseaux Impasse Barrière MONTAUROUX	50 483,40	37 083,84		13 399,56			2315
Grosses réparations électromécaniques et génie civil STEP	200 000,00			200 000,00			2315
STEP SIVU - Réparations électromécaniques	18 302,33	18 302,33		0,00			2315
STEP de Brovès SEILLANS (Soldes CT, AMO, études, audit)	11 715,00	1 455,00	1 950,00	8 310,00	1 950,00	1 625,00	2315
Programme de sécurisation des réseaux SEILLANS	398 921,18	83 807,92	196 466,00	118 647,26	196 466,00	163 721,67	2315
Travaux Tourrettes (Tests d'étanchéité)	50 000,00	3 602,18		46 397,82			2315
Presse à vis + armoire de commande presse boues + serre STEP de TOURRETTES	361 999,24	259 749,03	97 334,17	4 916,04	97 334,17	81 111,80	2315
Avance forfaitaire presse à vis STEP TOURRETTES	**30 208,00**	**30 207,60**		**0,40**			**238**
Réseaux Chemin du Béal TOURRETTES	61 023,86	56 484,41		4 539,45			2315
Extension Chemin du Terme TOURRETTES	53 983,90	15 000,02		38 983,88			2315
Bâtiment pour la régie (AMO, MO et travaux) AC + TRAVAUX	3 993,10	840,00	3 153,11	-0,01	3 153,11	2 627,59	2313
Programme de réseaux divers	812 576,01		3 070,42	809 505,59	3 070,42	2 558,69	2315
Chapitre 23 - Immobilisations en cours	**5 133 554,18**	**911 310,40**	**2 817 871,86**	**1 404 371,92**	**2 817 871,86**	**2 348 226,55**	
Participation Agence France Locale	9 200,00	9 200,00					261
Chapitre 26 - Participations et créances rattachées à des participations	**9 200,00**	**9 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
Total des dépenses d'investissement	**6 789 282,00**	**1 858 662,20**	**2 918 365,29**	**2 012 254,51**	**2 918 365,29**	**2 431 971,07**	

Le montant des restes à réaliser 2024 du budget annexe Assainissement, en dépenses d'investissement, est arrêté à la somme de 2 918 365,29€ TTC (Deux millions neuf-cent-dix-huit mille trois-cent-soixante-cinq euros et vingt-neuf centimes TTC)
Le montant des restes à réaliser 2024 du budget annexe Assainissement, en dépenses d'investissement, est arrêté à la somme de 2 431 971,07€ HT (Deux millions quatre-cent-trente-et-un mille neuf-cent-soixante-et-onze euros et sept centimes HT)

Fait à Tourrettes le 02 janvier 2025

Le Président,
René UGO

Communauté de Communes du Pays de Fayence

Fréjus le 07/03/25
Husson Corine

Par délégation
Nathalie MARANDON
Inspectrice Divisionnaire des Finances Publiques

SGC de l'Estérel
083110

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Communauté de communes Pays de Fayence

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

CFU - RESTES A REALISER 2024

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Intitulé des programmes	Total budget 2024	Réalisations 06/12/2024	Engagements	Disponible	RAR 2024	Imputation
Excédent d'investissement 2021 reporté	1 677 130,72	1 677 130,72		0,00		001
Excédent d'investissement 2021 reporté ANC	12 872,17	12 872,17		0,00		001
Total Chap. 001 - Excédent d'investissement reporté	**1 690 002,89**	**1 690 002,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
Virement de la section de fonctionnement	1 325 342,00			1 325 342,00		021
Total Chap. 021 - Virement de la section de fonctionnement	**1 325 342,00**	**0,00**	**0,00**	**1 325 342,00**	**0,00**	
Remboursement avances forfaitaires	300 000,00	30 207,60		269 792,40		238
Intégration frais d'études et insertions	50 000,00	17 997,00		32 003,00		2031/2033
Total Chap. 041 - Opérations patrimoniales	**350 000,00**	**48 204,60**	**0,00**	**301 795,40**	**0,00**	
FCTVA	108 648,82	108 410,52		238,30		10222
ANC	0,00			0,00		
Total Chap. 10 - Dotations, fonds divers et réserves	**108 648,82**	**108 410,52**	**0,00**	**238,30**	**0,00**	
Prêt relais 24 mois STEP des Estérets MONTAUROUX (DSIL+FC)	**800 000,00**	**800 000,00**		0,00		**1641**
Total Chap. 16 - Emprunts	**800 000,00**	**800 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
Amortissement des immobilisations	1 007 000,00	971 512,03		35 487,97		28
ANC	8 000,00			8 000,00		
Etalement des frais de réaménagement de Saint-Paul	1 235,29	1 235,29		0,00		4817
Total Chap. 040 - Opé d'ordre de transfert entre sections	**1 016 235,29**	**972 747,32**	**0,00**	**43 487,97**	**0,00**	
DSIL - Réhab. STEP Estérêts Tranche 1	**465 934,00**		465 934,00	0,00	465 934,00	**13118**
Fonds de concours MONTAUROUX STEP ESTERETS Tranche 1	**350 000,00**	**350 000,00**		0,00		**1314**
DSIL + Fonds de concours MONTAUROUX - Réhab. STEP Estérêts T2	**500 000,00**			500 000,00		**1314**
Agence de l'Eau Etudes restructuration service assainissement	12 410,00	12 954,00		-544,00		13111
Agence de l'eau Travaux eaux usés TOURRETTES	36 673,00	36 673,00		0,00		13111
Agence de l'eau Travaux suite SDA BAGNOLS	62 318,00	62 318,00		0,00		13111
Agence de l'Eau Chemisage rues et Ch. Des Rouvières BAGNOLS	66 885,00	66 885,00		0,00		13111
Agence de l'Eau - Solde STEP les Estérets - Autosurveillance	4 833,00	4 833,00		0,00		13111
Total Chap. 13 - Subventions d'investissement	**1 499 053,00**	**533 663,00**	**465 934,00**	**499 456,00**	**465 934,00**	
Total des recettes d'investissement	**6 789 282,00**	**4 153 028,33**	**465 934,00**	**2 170 319,67**	**465 934,00**	

Le montant des restes à réaliser 2024 du budget annexe Assainissement, en recettes d'investissement, est arrêté à la somme de 465 934€ TTC (Quatre-cent-soixante-cinq mille neuf-cent-trente-quatre euros)

Fait à Tourrettes le 02 janvier 2025

Le Président,
René UGO

Communauté de Communes du Pays de Fayence

Fréjus le 07/03/25
Husson Corine

Par délégation
Nathalie MIRANDON
Inspectrice Divisionnaire des Finances Publiques

SGC de l'Estérel
083110

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-08-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-09-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 23
Pouvoirs..... 7
Absents..... 0
Suffrages exprimés 30

DCC n° 250319/09

SÉANCE DU MERCREDI 19 MARS 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Maryvonne BLANC
Date de convocation : 12-03-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Claudette MARIET, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Bernard HENRY, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, René BOUCHARD, Philippe DURAND-TERRASSON, Jérôme SAILLET, François CAVALLIER
Absents excusés : Daniel MARIN (pouvoir à B. HENRY), Michèle PERRET (pouvoir à O. LEFEBVRE), M. REZK (pouvoir à F. CAVALLIER, Christian COULON (pouvoir à JY. HUET), Laurence BERNARD (pourvoir à MJ. MANKAÏ), Aurélie COURANT (pouvoir à C. BOUGE), Loïs FAUR (pouvoir à J. SAILLET)

BUDGET PRINCIPAL
AFFECTATION DES RÉSULTATS 2024
M57

LE **CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**

APRÈS avoir entendu et approuvé le Compte Financier Unique du Budget Principal de l'exercice 2024 en séance du conseil communautaire du 19/03/2025,

STATUANT sur l'affectation des résultats de l'exercice 2024,

CONSTATANT que le Compte Financier Unique du budget principal présente au 31.12.2024 :

- Un excédent de fonctionnement de : 3 065 340.59€
- Un déficit d'investissement de : 342 236.63€
- Un déficit des restes à réaliser de : 67 226.80€
- Un déficit d'investissement global de : 409 463.43€ (Restes à réaliser inclus)

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

DÉCIDE d'affecter les résultats 2024 comme suit :

- Report en 001 (DI) : 342 236.63€
- Affectation en 1068 (RI) : 409 463.43€
- Report en 002 (RF) : 2 655 877.16€

Tourrettes, le 20 mars 2025

Maryvonne BLANC
Secrétaire de séance

Communauté de Communes du Pays de Fayence

René UGO
Président

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-10-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 23
Pouvoirs..... 7
Absents..... 0
Suffrages exprimés 30

SÉANCE DU MERCREDI 19 MARS 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Maryvonne BLANC
DCC n° 250319/10
Date de convocation : 12-03-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Claudette MARIET, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Bernard HENRY, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, René BOUCHARD, Philippe DURAND-TERRASSON, Jérôme SAILLET, François CAVALLIER
Absents excusés : Daniel MARIN (pouvoir à B. HENRY), Michèle PERRET (pouvoir à O. LEFEBVRE), M. REZK (pouvoir à F. CAVALLIER, Christian COULON (pouvoir à JY. HUET), Laurence BERNARD (pourvoir à MJ. MANKAÏ), Aurélie COURANT (pouvoir à C. BOUGE), Loïs FAUR (pouvoir à J. SAILLET)

BUDGET ANNEXE "DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS"
AFFECTATION DES RÉSULTATS 2024
M57

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

APRÈS avoir entendu et approuvé le Compte Financier Unique du Budget annexe "Déchets Ménagers et Assimilés" de l'exercice 2024 séance du conseil communautaire du 19/03/2025,

STATUANT sur l'affectation des résultats de l'exercice 2024,

CONSTATANT que le Compte Financier Unique du budget annexe « Déchets Ménagers et Assimilés » présente au 31.12.2024 :

- Un excédent de fonctionnement de : 443 610.91€
- Un déficit d'investissement de : 411 900.55€
- Un excédent des restes à réaliser de : 456 851.36€
- Un excédent d'investissement global de : 44 950.81€ (Restes à réaliser inclus)

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À LA MAJORITÉ (1 VOIX CONTRE M. ORFEO) :

DÉCIDE d'affecter les résultats 2024 comme suit :

- Report en 001 (DI) : 411 900.55€
- Report en 002 (RF) : 443 610.91€

Tourrettes, le 20 mars 2025

Maryvonne BLANC
Secrétaire de séance

Communauté de Communes du Pays de Fayence

René UGO
Président

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-11-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice	30
Présents	23
Pouvoirs	7
Absents	0
Suffrages exprimés	30

SÉANCE DU MERCREDI 19 MARS 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Maryvonne BLANC
Date de convocation : 12-03-2025

DCC n° 250319/11

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : **René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Claudette MARIET, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Bernard HENRY, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, René BOUCHARD, Philippe DURAND-TERRASSON, Jérôme SAILLET, François CAVALLIER**

Absents excusés : **Daniel MARIN (pouvoir à B. HENRY), Michèle PERRET (pouvoir à O. LEFEBVRE), M. REZK (pouvoir à F. CAVALLIER, Christian COULON (pouvoir à JY. HUET), Laurence BERNARD (pourvoir à MJ. MANKAÏ), Aurélie COURANT (pouvoir à C. BOUGE), Loïs FAUR (pouvoir à J. SAILLET)**

BUDGET ANNEXE "ZA DE BROVÈS"
AFFECTATION DES RÉSULTATS 2024
M57

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

APRÈS avoir entendu et approuvé le Compte Financier Unique du Budget annexe "ZA de Brovès" de l'exercice 2024 en séance du conseil communautaire du 19/03/2025,

STATUANT sur l'affectation des résultats de l'exercice 2024,

CONSTATANT que le Compte Financier Unique du budget annexe "ZA de Brovès" présente au 31.12.2024 :

- Un déficit de fonctionnement de : 12 452.63€
- Un déficit d'investissement de : 178 538.00€

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

DÉCIDE d'affecter les résultats 2024 comme suit :

- Report en 002 (DF) : 12 452.63€
- Report en 001 (DI) : 178 538.00€

Tourrettes, le 20 mars 2025

Maryvonne BLANC
Secrétaire de séance

René UGO
Président

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-12-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 23
Pouvoirs..... 7
Absents..... 0
Suffrages exprimés 30

SÉANCE DU MERCREDI 19 MARS 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Maryvonne BLANC
Date de convocation : 12-03-2025

DCC n° 250319/12

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Claudette MARIET, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Bernard HENRY, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, René BOUCHARD, Philippe DURAND-TERRASSON, Jérôme SAILLET, François CAVALLIER

Absents excusés : Daniel MARIN (pouvoir à B. HENRY), Michèle PERRET (pouvoir à O. LEFEBVRE), M. REZK (pouvoir à F. CAVALLIER, Christian COULON (pouvoir à JY. HUET), Laurence BERNARD (pourvoir à MJ. MANKAÏ), Aurélie COURANT (pouvoir à C. BOUGE), Loïs FAUR (pouvoir à J. SAILLET)

BUDGET ANNEXE "EAU"
AFFECTATION DES RÉSULTATS 2024
M49

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

APRÈS avoir entendu et approuvé le Compte Financier Unique du budget annexe "Eau" de l'exercice 2024 en séance c conseil communautaire du 19/03/2025,

STATUANT sur l'affectation des résultats de l'exercice 2024,

CONSTATANT que le Compte Administratif du budget annexe "Eau" présente au 31.12.2024 :

- Un excédent de fonctionnement de : 6 152 304.67€
- Un excédent d'investissement de : 792 258.35€
- Un déficit des restes à réaliser de : 2 289 729.39€
- Un déficit d'investissement global de : 1 497 471.04€ (Restes à réaliser inclus)

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

DÉCIDE d'affecter les résultats 2024 comme suit :

- Report en 001 (RI) : 792 258.35€
- Affectation en 1068 (RI) : 1 497 471.04€
- Report en 002 (RF) : 4 654 833.63€

Tourrettes, le 20 mars 2025

Maryvonne BLANC
Secrétaire de séance

Communauté de Communes du Pays de Fayence

René UGO
Président

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-13-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 23
Pouvoirs..... 7
Absents..... 0
Suffrages exprimés 30

SÉANCE DU MERCREDI 19 MARS 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Maryvonne BLANC
Date de convocation : 12-03-2025

DCC n° 250319/13

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Claudette MARIET, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Bernard HENRY, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, René BOUCHARD, Philippe DURAND-TERRASSON, Jérôme SAILLET, François CAVALLIER

Absents excusés : Daniel MARIN (pouvoir à B. HENRY), Michèle PERRET (pouvoir à O. LEFEBVRE), M. REZK (pouvoir à F. CAVALLIER, Christian COULON (pouvoir à JY. HUET), Laurence BERNARD (pourvoir à MJ. MANKAÏ), Aurélie COURANT (pouvoir à C. BOUGE), Loïs FAUR (pouvoir à J. SAILLET)

BUDGET ANNEXE "ASSAINISSEMENT"
AFFECTATION DES RÉSULTATS 2024
M49

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

APRÈS avoir entendu et approuvé le Compte Financier Unique du budget annexe "Assainissement" de l'exercice 2024 en séanc du conseil communautaire du 19/03/2025,

STATUANT sur l'affectation des résultats de l'exercice 2024,

CONSTATANT que le Compte Administratif du budget annexe "Assainissement" présente au 31.12.2024 :

- Un excédent de fonctionnement de : 1 908 554.62€
- Un excédent d'investissement de : 2 294 366.13€
- Un déficit des restes à réaliser de : 2 452 431.29€
- Un déficit d'investissement global de : 158 065.16€ (Restes à réaliser inclus)

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

DÉCIDE d'affecter les résultats 2024 comme suit :

- Report en 001 (RI) : 2 294 366.13€
- Affectation en 1068 (RI) : 158 065.16€
- Report en 002 (RF) : 1 750 489.46€

Tourrettes, le 20 mars 2025

Maryvonne BLANC
Secrétaire de séance

René UGO
Président

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 23
Pouvoirs..... 7
Absents..... 0
Suffrages exprimés 30

DCC n° 250319/14

SÉANCE DU MERCREDI 19 MARS 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Maryvonne BLANC
Date de convocation : 12-03-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Claudette MARIET, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Bernard HENRY, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, René BOUCHARD, Philippe DURAND-TERRASSON, Jérôme SAILLET, François CAVALLIER

Absents excusés : Daniel MARIN (pouvoir à B. HENRY), Michèle PERRET (pouvoir à O. LEFEBVRE), M. REZK (pouvoir à F. CAVALLIER, Christian COULON (pouvoir à JY. HUET), Laurence BERNARD (pourvoir à MJ. MANKAÏ), Aurélie COURANT (pouvoir à C. BOUGE), Loïs FAUR (pouvoir à J. SAILLET)

DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025
DOB / ROB

En vertu de l'article L 5211-36 du CGCT, qui renvoie aux dispositions de l'article L 2312-1 de ce même code, un débat doit avoir lieu, dans un délai maximum de dix semaines précédant l'examen du budget par le Conseil communautaire.

Un rapport doit être présenté sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que la structure de la dette et doit comporter, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs.

L'article L 2312-1 du CGCT précise notamment qu' *« il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique »*.

Cette délibération doit faire l'objet d'un vote de l'assemblée délibérante. Ainsi, par son vote, l'assemblée délibérante prend non seulement acte de la tenue du débat, mais également de l'existence du rapport sur la base duquel se tient le débat.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 5211-36 et L 2312-1 relatifs au Rapport d'Orientations Budgétaires ;

VU le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du Rapport d'Orientations Budgétaires ;

VU les travaux du bureau communautaire des 25 février, 4 et 7 mars ainsi que ceux du Conseil d'Exploitation de l'Eau du 7 mars dernier ;

VU le Rapport d'Orientations Budgétaires annexé à la présente ;

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **PREND ACTE** de la tenue du Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) de l'ensemble des 5 budgets de la Communauté de Communes pour l'année 2025 (Budget Principal, Budgets annexes DMA, ZA de BROVES, Eau et Assainissement) ;

- **APPROUVE** le Rapport sur les Orientations Budgétaires (ROB) de la collectivité pour l'année 2025, ci-annexé.

Tourrettes, le 20 mars 2025

Maryvonne BLANC
Secrétaire de séance

René UGO
Président

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Communauté de communes Pays de Fayence

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025

Contexte économique et budgétaire national

1. Le cadre règlementaire

Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) est un exercice réglementaire imposé par les articles L.2312-1 et L.5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales. Une délibération sur le budget non précédée de ce débat serait entachée d'illégalité et pourrait entrainer l'annulation de ce budget.

Le DOB représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités. Il participe à l'information des élus et favorise la démocratie participative des assemblées délibérantes en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière d'une collectivité préalablement au vote du budget primitif.

La loi NOTRe, du 07 aout 2015, prévoit que le Président de l'EPCI doit présenter à son organe délibérant, au cours des deux mois précédant l'examen du budget, un Rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que la structuration et la gestion de la dette. Pour les EPCI qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants, ce rapport doit comporter :

- Les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de subventions et les évolutions relatives aux relations financières entre les communes et l'EPCI dont elles sont membres.
- La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes.
- Des informations relatives à la structure et la gestion de la dette contractée et les perspectives pour le projet de budget.
- Les objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement de la collectivité, tant pour le budget principal que pour les budgets annexes.

Pour les EPCI de plus de 10 000 habitants, comprenant au moins une commune de 3 500 habitants, le rapport de présentation du DOB comporte également une présentation de la structure et de l'évolution des effectifs. Il précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

Les collectivités et leurs groupements ont la possibilité de voter leurs budgets jusqu'au 15 avril. Mais le code général des collectivités territoriales prévoit qu'en cas d'absence de communication à l'organe délibérant, avant le 31 mars, d'informations indispensables à l'établissement du budget – les bases de fiscalité ainsi que les données sur la DGF sont considérées comme telles -, le délai de vote est fixé à 15 jours à compter de la communication de ces informations.

Modifications institutionnelles	2021	2022	2023	2024	2025
Nombre de communes au 1er janvier	34 968	34 955	34 945	34 935	34 875
Nombres de communes nouvelles au 1er janvier	776	785	793	804	845
Nombre de groupements à fiscalité propre	1 254	1 255	1 255	1 255	1 255
Nombre de syndicats (SIVU, SIVOM, mixtes)	8 905	8 722	8 615	8 231	8 165

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

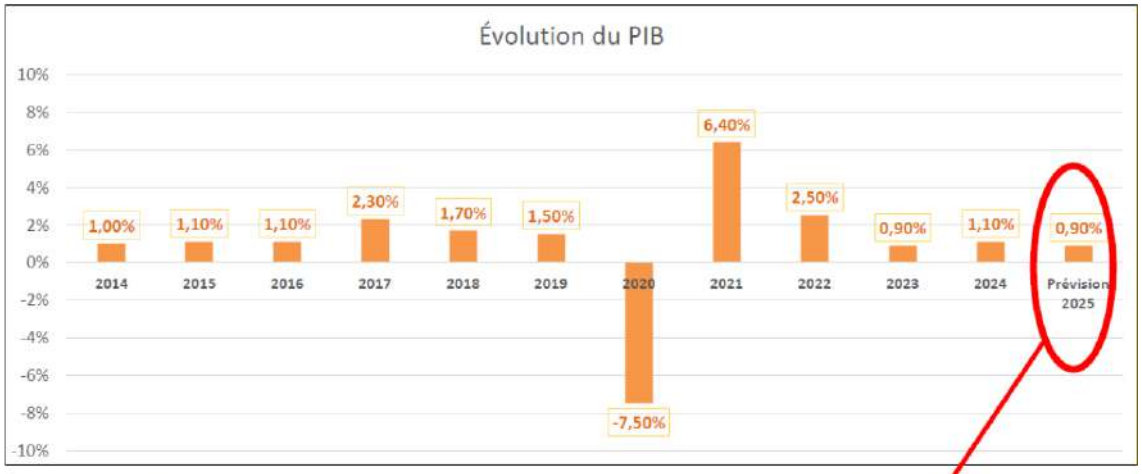
Chronologie de la Loi de Finances 2025 :

- *Démission du Gouvernement Barnier le 05/12/2024*
- *Promulgation de la loi spéciale le 20/12/2024*
- *Reprise au Sénat de l'examen du projet de loi de finances 2025 le 15/01/2025*
- *Examen en Commission Mixte Paritaire les 30 et 31 janvier 2025*
- *Adoption de la loi de finances 2025 le 05 février après l'échec de la motion de censure votée à l'Assemblée nationale*
- *Vote du Sénat le jeudi 06 février 2025*
- *Parution au JO du 15/02/2025 de la Loi n° 2025-127 du 14 février 2025*

2. Le contexte économique national

➢ La croissance ne devrait pas dépasser + 1,1% en moyenne d'ici 2026

- *Pour 2024, la croissance reste anticipée à 1,1% contre + 0,9% en 2023 et + 2,6% en 2022*
- **Le Gouvernement Bayrou a retenu une croissance de + 0,9% en 2025**

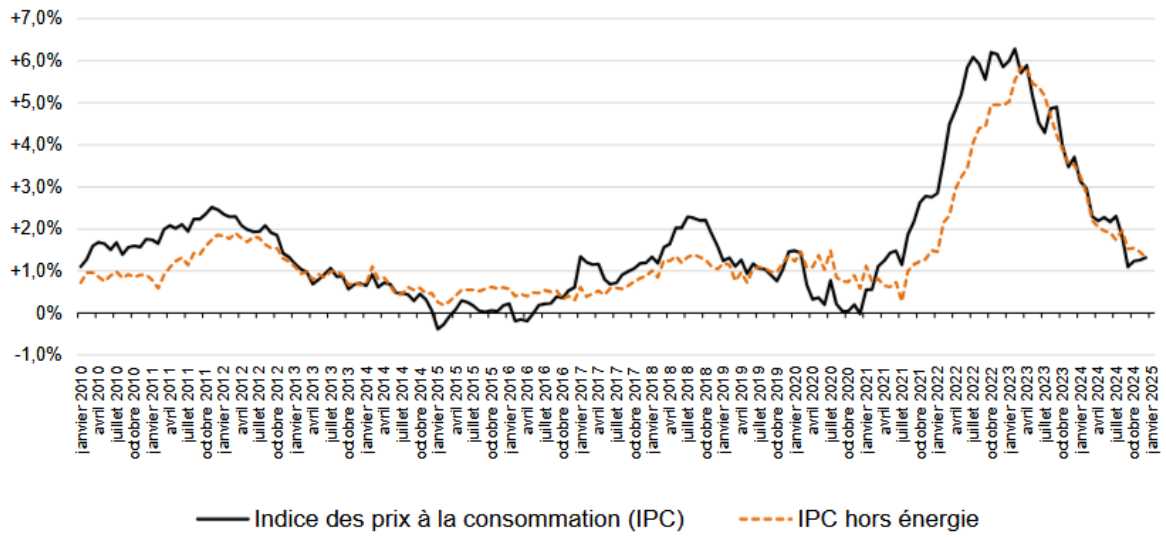


- La prévision de croissance pour 2024, initialement proposée par le gouvernement dans le PLF 2024, était de 1,4 %. Elle est aujourd'hui estimée à 1,1 %.
- La prévision de croissance pour 2025 qui a fondé le PLF déposé en octobre (+1,1 %) a été ramenée 0,9 % le 14 janvier.

➢ L'inflation se normalise depuis 2023 et est descendue à 1,3% fin 2024

Après avoir retenu pour 2025 un taux d'inflation de 1,8%, le Gouvernement Bayrou a revu à la baisse la prévision à 1,4%

Variation sur 12 mois de l'indice des prix à la consommation



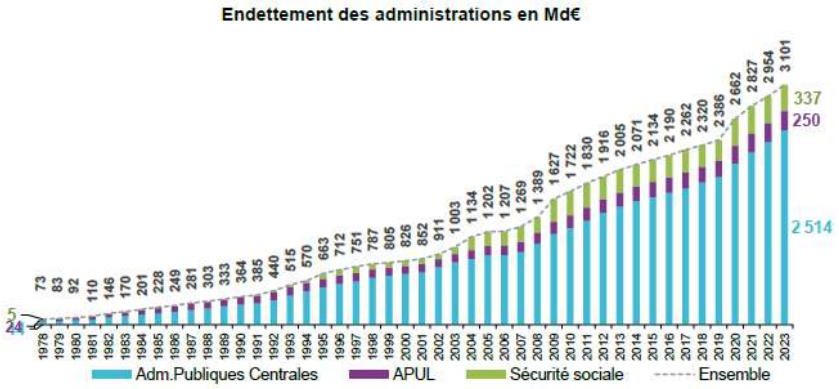
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

➢ Une revalorisation forfaitaire des valeurs locatives de 1,7% en 2025

Pour rappel, elle est indexée sur la variation, lorsqu'elle est positive, constatée sur un an au mois de novembre de l'indice des prix à la consommation harmonisés (IPCH)

- Après une dégradation du déficit public en 2023, le gouvernement s'attend à un nouveau « dérapage » en 2024

  - Une augmentation du déficit public à 5,5% du PIB contre une prévision de 4,9% dans le cadre de la LFI 2024
  - Un endettement public élevé qui a augmenté en 2023 de 148 Md€ dont 6 Md€ pour les APULS, pour atteindre 3 101 Md€. Les APULS ne représentent que 8% de la dette publique 2023 (qui est essentiellement portée par mes Administrations Publiques Centrales), proportion qui reste inférieure à 9% depuis 15 ans.



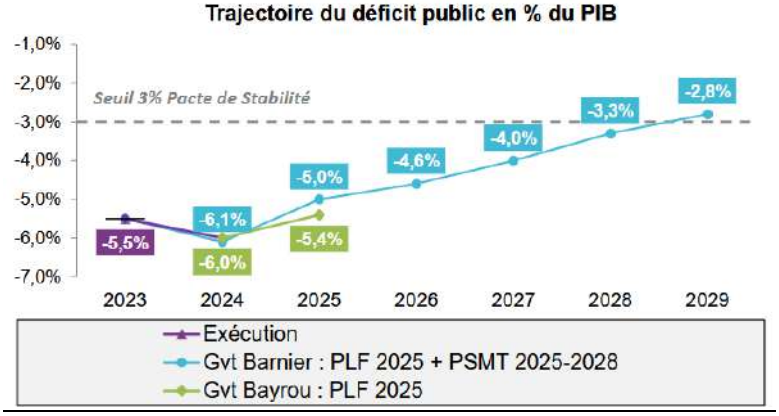
  - Une situation dégradée qui conduit l'Europe à déclencher une procédure pour déficit excessif.

    Le Pacte de Stabilité et de Croissance prévoit pour la France un plafond de déficit à 3% du PIB et de dette publique à 60% du PIB.

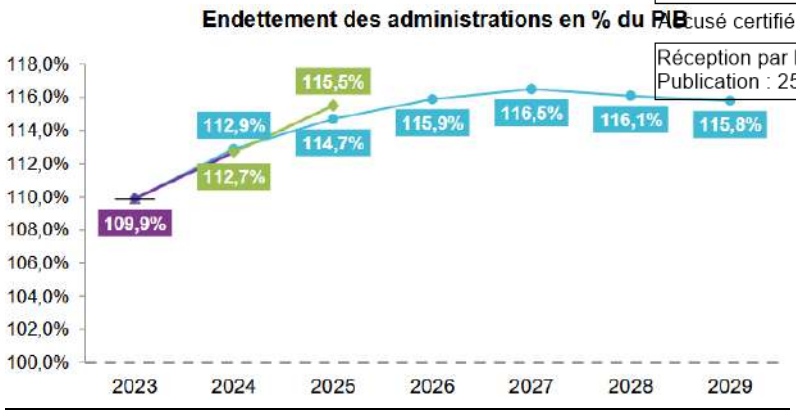
    Le non-respect d'une trajectoire de redressement exposerait la France à des sanctions allant jusqu'à 0,1% du PIB par an soit environ 2,8 Md€ / an.

  - Une trajectoire de redressement des finances publiques 2024 et 2025 avec un **déficit évalué à 6% du PIB pour 2024**

- Le Gouvernement BAYROU a fixé une cible de déficit public ramené à 5,4% en 2025



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025



Concomitamment à une réduction lente du déficit budgétaire, la trajectoire de la dette publique ne marquerait pas une décrue significative sur la période 2024-2029 en % alors qu'elle excède 3 200 Mds €en 2024 et devrait approcher 3 700 Md€ en 2027.

- <u>Le gouvernement Bayrou réduit la participation des collectivités locales à la réduction du déficit public de 5 milliards à 2,2 milliards d'euros en s'appuyant sur les travaux du Sénat qui a :</u>

  - Remplacé le prélèvement au profit d'un fonds de réserve par un « *dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales* » (DILICO) avec un objectif de prélèvement ramené de 3 à 1 Md€

	GOUVERNEMENT PLF2025 initial Prélèvement Fonds de réserve		SÉNAT PLF 2025 v Sénat "DILICO"		GOUVERNEMENT CMP PLF 2025v CMP&49.3 "DILICO"		Différentiel prélèvement PLF CMP&49.3 versus PLF initial	
	Nb de contributeurs	Montant -M€	Nb de contributeurs	Montant -M€	Nb de contributeurs	Montant -M€	M€	%
Communes	*207*	*619*	*1 956*	*256*	*1 902*	*267*	*-353*	*-57%*
EPCI	*146*	*463*	*131*	*252*	*131*	*263*	*-200*	*-43%*
Sous total bloc communal	353	1 082	2 087	508	2 033	530	-552	-51%
Départements	78	1 074	48	226	48	190	-884	-82%
Régions&CTU	12	529	12	266	12	280	-249	-47%
Ensemble	**443**	**2 685**	**2 147**	**1 000**	**2 093**	**1 000**	**-1 685**	**-63%**

Estimations de l'impact des dispositifs :
- La Région PACA passe de 42 à 22 millions d'€
- Le Département du Var : de 25 millions à 0€
- La CCPF n'est pas impactée
- 2 communes de notre territoire, non concernées initialement, le seront à hauteur de 6 834€ et 6 695€

  - Supprimé la réduction du FCTVA proposé par le gouvernement Barnier

  - Maintenu le gel des fractions de TVA

    Jusqu'à présent, ces fractions de TVA étaient versées de façon prévisionnelle en N au regard d'une estimation du produit de TVA N tel qu'inscrit dans la LF. Cette évaluation était ajustée en cours d'année N avec une régularisation définitive l'année suivante.
    La LF 2025 modifie les modalités de versement : la TVA sera versée en N sur la base du produit perçu en N-1 par l'Etat. Cette disposition entraîne une « année blanche » en 2025.

	GOUVERNEMENT Version initiale PLF 2025	SÉNAT Version Sénat PLF 2025
Dispositif de prélèvement / lissage des recettes	*3 Md€*	*1 Md€*
Gel des fractions de TVA	*1,2 Md€*	*1,2 Md€*
Réduction FCTVA	*0,8 Md€*	
TOTAL	**5 Md€**	**2.2 Md€**

Ce chiffrage ne comprend pas la hausse du taux de CNRACL.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

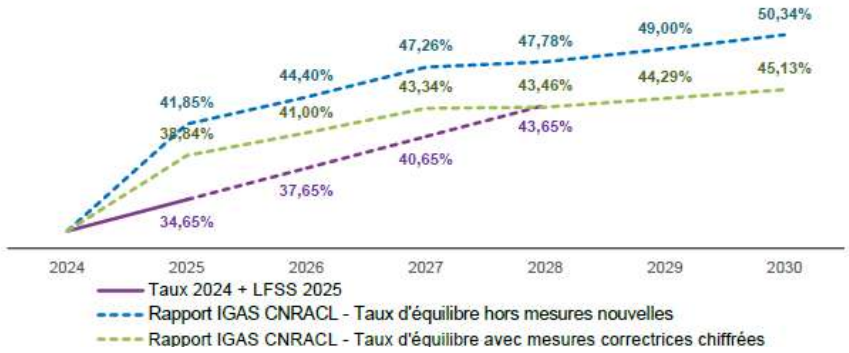
- Une hausse de 12 points en 4 ans du taux de cotisation CNRACL

  La trajectoire des régimes de retraite associée au PLFSS 2025 repose sur une augmentation de 12 points à terme du taux de cotisation de la CNRACL. Proposée initialement à hauteur de 4 points par an pendant 3 ans, cette hausse sera de 3 points par an pendant 4 ans (2025-2028). Cette augmentation pour les 4 années à venir a été modifiée par le décret n° 2025-86 du 30 janvier 2025 avec effet au 1er janvier 2025.

  Impact sur nos budgets interco : 83 000€ / an, soit 332 000€ en 4 ans, répartis comme suit :
  - Budget principal : 34 000€ x 4 ans = 136 000€
  - BA DMA : 29 000€ x 4 ans = 116 000€
  - BA EAU : 16 000€ x 4 ans = 64 000€
  - BA ASST : 4 000€ x 4 ans = 16 000€

  Cependant des mesures correctrices complémentaires devraient être adoptées selon l'IGAS (Inspection Général des Affaires Sociales) sous peine de ne pas atteindre l'équilibre : des hausse de taux cotisation complémentaires pourraient avoir lieu post 2028.

Projection du taux de cotisation employeur CNRACL



- Détente de la politique monétaire avec une réduction des taux directeurs de la BCE à 3,15 au 12/12/2024.
- Poursuite de la baisse des taux courts, mais pas forcément des taux longs

3. *Les concours financiers de l'Etat*

Une augmentation de 1,05 Md€ des concours financiers par rapport à la version initiale du PLF, qui provient notamment :
- Du rétablissement du FCTVA pour 808 M€
- De l'abondement de la DGF, pour 150 M€, financés par une baisse équivalente de la DSIL : initialement prévue en augmentation de 290 M€, l'enveloppe globale de DGF est fixée à 27 394,7 millions d'euros dans la LFI 2025.

4. Autre mesure fiscale : Report de 3 ans de la suppression progressive de la CVAE

Pour rappel, la LFI 2023 prévoyait la suppression intégrale de la CVAE pour les entreprises en 2 ans avec une réduction de moitié en 2023 et la suppression en 2024. La loi de finances 2024 avait repoussé cette suppression en 2027.

La LFI 2025 opère deux modifications importantes :
- L'introduction d'une contribution complémentaire à la CVAE en 2025 au taux de 47%
- Un report de 3 ans de la suppression de la CVAE avec une quasi-stabilité des taux applicables jusqu'en 2027

5. Autre disposition : Application d'un taux d'indemnisation de 90% pour les arrêts maladie dans la fonction publique

Actuellement, les fonctionnaires en congé maladie ordinaire perçoivent l'intégralité de leur traitement pendant 3 mois.
Désormais une décote leur sera appliquée avec un taux de remplacement de 90%.
Cette mesure s'appliquera aux congés de maladie à compter du 1er mars 2025.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

6. Données spécifiques à notre territoire

➢ *Comparatif taux de fiscalité directe et TEOM votés en 2024 par les Communautés de Communes à FPU du Var*

Nom du groupement	Taux de CFE	Taux de FB	Taux de FNB	Taux de THRS	Taux de TEOM
CC de la Vallée du Gapeau	31.50%	3.00%	4.03%	7.22%	13.00%
CC Provence Verdon	31.11%	1.00%	7.30%	8.55%	ROM de 323€
CC Cœur du Var	30.95%	5.00%	7.19%	2.47%	15.50% (15.00%)
CC du Pays de Fayence	**27.16%**	**2.53% (2.18%)**	**11.94%**	**3.24% (2.80%)**	**11.80%**
CC du Golfe de Saint-Tropez	26.03%	1.56%	4.72%	2.05%	10.03%
CC Lacs et Gorges du Verdon	25.88%	2.30%	4.26%	1.50%	14% (13%)
CC Méditerranée Porte des Maures	24.64%	4.00%	2.26%	7.22%	Zone de 8% à 14%

➢ *Taux de la fiscalité directe votés en 2024 par les Communautés d'Agglomération et la Métropole du Var*

Nom du groupement	Taux de CFE	Taux de FB	Taux de FNB	Taux de THRS	Taux de TEOM
Métropole Toulon-Provence-Méditerranée	35.89%	5.00%	10.13%	10.11%	Zone de 8.91% à 12.87 %
CA Sud Ste-Baume	25.44%	4.00%	2.00%	10.00%	
CA de la Provence Verte	33.68%	1.95%	10.69%	8.50%	13.75%
Esterel Côte d'Azur Agglomération	28.46%	1.59%	3.95%	8.97%	Zone de 11.01 à 13.64%
Dracénie Provence Verdon Agglomération	28.30%	3.00%	3.89%	7.22%	12.60%

Modifications intervenues entre 2023 et 2024

➢ *Taux de la fiscalité directe votés en 2024 par les communes de notre territoire*

Nom de la commune	Taux de FB	Taux de FNB	Taux de THRS	
Bagnols en Forêt	25.78%	51.48%	17.98%	Majoration de 40%
Callian	28.00%	68.27%	17.05%	Majoration de 15%
Fayence	33.97%	93.51%	18.66%	Majoration 10%
Mons	25.20%	38.06%	13.56%	Pas de majoration
Montauroux	27.49%	46.77%	15.44%	Majoration 30%
Saint-Paul-en-Forêt	26.62%	65.67%	13.46%	Majoration de 20%
Seillans	30.97%	95.37%	17.17%	Majoration 30%
Tanneron	26.55%	40.62%	13.06%	Majoration 30%
Tourrettes	25.36%	66.72%	13.45%	Majoration de 20%

➢ *La contribution au SDIS*

Un taux d'augmentation de 1,96% a été retenu pour le montant global des contributions 2025, taux correspondant à la variation de l'indice des prix à la consommation sur un an (valeur août 2024 IPC « Ensemble des Ménages France hors tabac » publiée au JO le 14 septembre 2024).

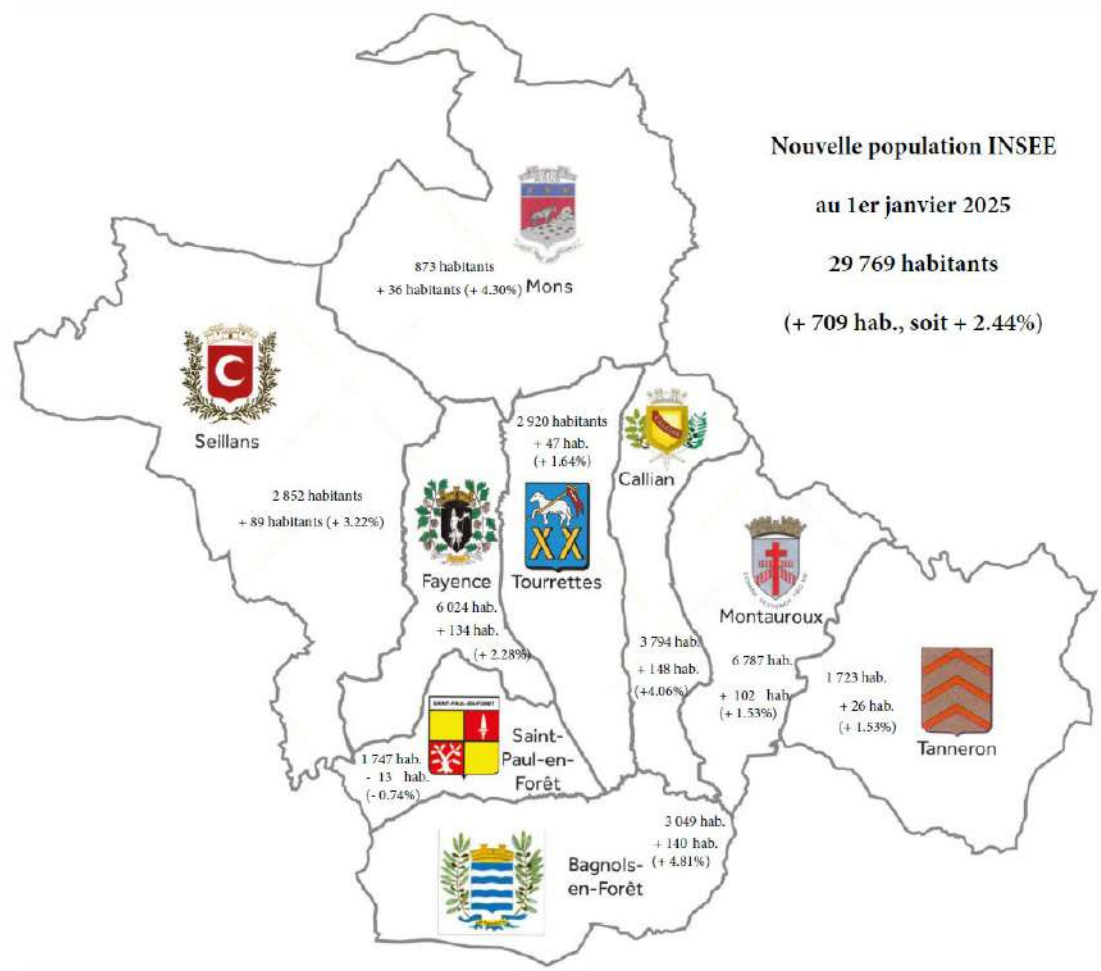
Le montant des contributions pour 2025 a été arrêté comme suit : 47 106 312€ (contre 46 318 890€ en 2024), dont :

METROPOLE TPM	12 139 280€
CA ESTEREL COTE D'AZUR AGGLOMERATION	7 582 834€
CA DRACENIE PROVENCE VERDON AGGLOMERATION	5 421 787€
CC GOLFE DE SAINT-TROPEZ	4 546 374€
CC CŒUR DU VAR	1 859 472€
CC PAYS DE FAYENCE	**1 325 460€**
CC PROVENCE VERDON	901 792€
CC LACS ET GORGES DU VERDON	406 274€

Rappel des contributions antérieures :

- 2016 : 718 657€ (Montant pris en compte dans le calcul des Attributions de Compensation)
- 2019 : 1 137 916€
- 2024 : 1 299 958€
- **2025 : 1 325 460€ ; soit + 1.96% (+ 25 502€)**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025



Population municipale légale millésimée 2022 en vigueur au 1er janvier 2025 (Décret n°2023-485 du 05 juin 2023)

Les abonnés de la Régie du Pays de Fayence

Nombre d'abonnés	Au 31.12.2023		Au 31.12.2024		Evolution	
	EAU	ASST	EAU	ASST	EAU	ASST
BAGNOLS	1 790	869	1 841	892	51	23
CALLIAN	2 066	884	2 144	883	78	- 1
FAYENCE	3 701	2 148	3 806	2 211	105	63
MONS	904	261	911	264	7	3
MONTAUROUX	3 877	1 842	3 892	1 883	15	41
SAINT-PAUL	1 054	320	1 052	326	- 2	6
SEILLANS	2 043	828	2 049	831	6	3
TANNERON	1 016	104	1 024	106	8	2
TOURRETTES	1 622	1 141	1 683	1 146	61	5
TOTAL	**18 073**	**8 397**	**18 402**	**8 542**	**329**	**145**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

I – Le Budget Principal

1. Les données générales et le résultat

➢ **Les grandes masses financières :**

	2022	2023	2024	Evolution 2024/2023
Recettes de fonctionnement	11 193 914	11 503 927	12 508 366	+8.73 %
Dépenses de fonctionnement	9 387 545	9 897 831	10 166 336	+2.71 %
Recettes d'investissement	943 969	1 487 856	1 520 834	
Dépenses d'investissement	2 061 042	2 852 432	4 267 540	

➢ **Les résultats d'exécution 2024 et la proposition d'affectation sur 2025**

	Reports sur 2024	Résultats 2024	Résultats de clôture 2024
Investissement	- 438 968.08	96 731.45	- 342 236.63
Fonctionnement	1 201 353.81	1 863 986.78	3 065 340.59
Total	**762 385.73**	**1 960 718.23**	**2 723 103.96**
		Restes à réaliser	**- 67 226.80**
		Résultat d'investissement avec RAR	**- 409 463.43**
		Solde reporté d'excédent de fonctionnement	**2 655 877.16**

- Report en excédent de fonctionnement des 2 655 877.16€ (002 recettes)
- Report du déficit d'investissement pour 342 236.63€ (001 dépenses)
- Affectation en excédent de fonctionnement capitalisé pour 409 463.43€ (1068 recettes)

2. La section de fonctionnement

➢ **Les recettes**	2022	2023	2024
Impôts et taxes (73-731)	8 906 491	9 144 437	9 836 048 + 7.56%
Dotations et subventions (74)	1 088 214	1 166 368	1 381 943
Autres produits courants (70-75)	1 113 662	1 163 382	1 098 412
Atténuation de charges (013)	85 547	29 740	132 084
Total des recettes de gestion courante	**11 193 914**	**11 503 927**	**12 448 487**
Produits exceptionnels (CAT, cessions, provisions)	0	0	59 879
Total des recettes réelles de fonctionnement	**11 193 914**	**11 503 927**	**12 508 366** **8.73%**

Bien que les fractions compensatoires de TVA (THRP et CVAE) se stabilisent, la revalorisation des bases d'imposition de 3.90% en 2024, complétée par une hausse des taux de THRS et FB ainsi qu'un produit de taxe de séjour en progression de près de 57 000€, ***le volume global d'impôts et taxes augmente de 7.56%****.*

Le ***chapitre 70*** *a baissé du fait de la réduction du volume des services supports du budget principal au budget annexe DMA suite au recrutement d'une RH affectée à ce budget annexe.*
Le ***chapitre 74*** *progresse de plus de 18% en raison du montant de la DGF cible (+ 107 000€), la subvention de la DREETS pour le programme « Mieux manger pour tous » (38 000€) et la hausse des aides de la CAF (+ 36 000€) permettant de financer en partie les nouvelles activités (parentalité, handicap, ateliers partagés et groupes de paroles).*
Le ***chapitre 013*** *augmente fortement en raison des participations versées par l'Etat, variables d'une année sur l'autre, pour les deux conseillers numériques (75 000€) et la chargée de coopération CAF (20 000€).*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

➢ **Les dépenses**

	2022	2023	2024
Charges à caractère général (011)	921 223	989 324	962 083
Charges de personnel (012)	2 005 778	2 127 514	2 245 836
Atténuations de produits (014)	3 727 392	3 964 024	3 822 588
Autres charges courantes (65)	2 704 695	2 791 397	2 893 646
Total des dépenses de gestion courante	**9 359 088**	**9 872 259**	**10 144 153**
Charges financières (66 avec ICNE)	25 813	22 784	22 183
Charges exceptionnelles (Annulations, provisions)	2 644	2 788	0
Total des dépenses réelles de fonctionnement	**9 387 545**	**9 897 831**	**10 166 336** **2.71%**

Le **chapitre 011** a été maîtrisé et réduit de 2.75%, notamment grâce à la baisse de l'électricité.
Chapitre 012 : recrutements intervenus fin 2023 et courant 2024 : chargée de coopération CAF, chargée de communication, assistante de direction, juriste, chargé de mission infrastructures et solution de mobilité, agent d'accueil et animatrice petite enfance + augmentation de 1.5% au 01/07/2023 + 5 points d'indice au 01/01/2024
Chapitre 014 : Modification des modalités de reversement des Taxes Additionnelles, départementale et régionale, à la taxe de séjour (Non budgétaire dès 2024).
Chapitre 65 : augmentation de 5% de la contribution au SDIS (+ 61 621€) et de 7% des subventions aux associations.

	2022	2023	2024
Sport	154 500.00	154 600.00	170 500.00
Santé - Social	54 721.68	91 477.56	84 655.00
Numérique - Jeunesse	53 800.00	56 590.00	38 400.00
Culture	79 100.00	96 800.00	101 450.00
Agriculture	10 000.00	5 000.00	7 500.00
Economie	16 594.00	17 435.26	22 048.12
Environnement	8 000.00	10 000.00	13 900.00
Total	**376 715.68**	**431 902.82**	**438 453.12**
Exceptionnel	29 539.48	42 000.00	70 400.00
Total	**406 255.16**	**473 902.82**	**508 853.12**
Festival Quatuor à Cordes	40 000.00		
Mission Locale	60 000.00	60 000.00	65 000.00
Total général	**506 255.16**	**533 902.82**	**573 853.12**

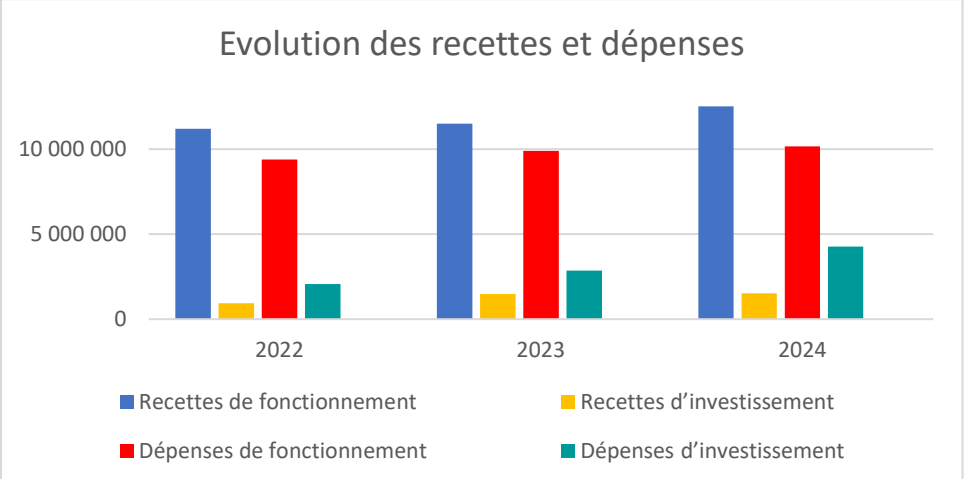
3. La section d'investissement

➢ **Les recettes**

	2022	2023	2024
FCTVA (10222)	305 996	288 909	514 039
Subventions perçues (13)	637 973	1 198 947	456 795
Emprunts (16)	0	0	550 000
Total des recettes d'investissement	**943 969**	**1 487 856**	**1 520 834**

➢ **Les dépenses**

	2022	2023	2024
Dépenses d'équipements (20, 204, 21, 23, 26 et 27)	1 605 240	2 519 505	3 969 707
Remboursement du capital de la dette (16)	362 221	312 950	297 833
Autres dépenses (45)	93 581	19 977	0
Total des dépenses d'investissement	**2 061 042**	**2 852 432**	**4 267 540**



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

4. Les soldes intermédiaires de gestion

➢ **Les épargnes**

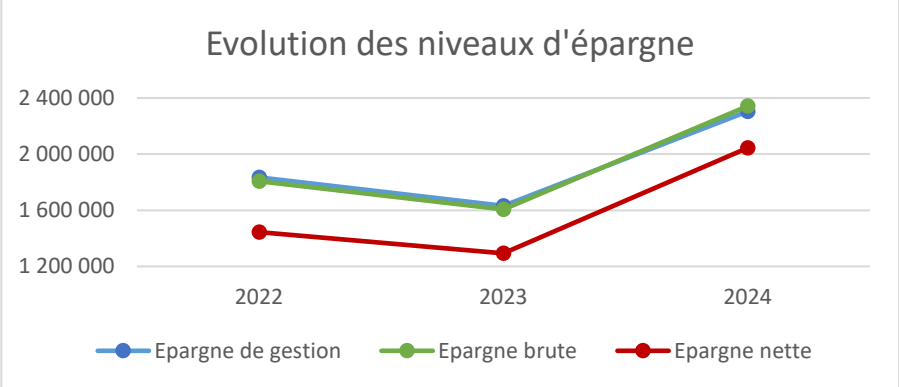
❖ **Epargne de gestion** = Différence entre recettes et dépenses de fonctionnement hors intérêts de la dette.

❖ **Epargne brute** = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement. L'épargne brute représente le socle de la richesse financière. Indicateur de la santé financière, l'épargne brute constitue la ressource interne dont dispose la collectivité pour financer ses investissements. Elle s'assimile à la Capacité d'Autofinancement (CAF).

❖ **Epargne nette** = Epargne brute ôtée du remboursement du capital de la dette. L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel. Une épargne nette négative illustre une santé financière dégradée.

	2022	2023	2024
Recettes de gestion	11 193 914	11 503 927	12 448 487
Dépenses de gestion	9 359 088	9 872 259	10 144 153
Epargne de gestion	1 834 826	1 631 668	2 304 334
Résultat financier	- 25 813	- 22 784	- 22 183
Résultat exceptionnel	-2 644	-2 788	59 879
Epargne brute	1 806 369	1 606 096	2 342 030
Taux d'épargne brute (en %)	*16,14%*	*13,96%*	*18,81%*
Capital de la dette	362 221	312 950	297 833
Epargne nette	1 444 148	1 293 146	2 044 197

Le taux d'épargne brute est un ratio (Epargne brute / recettes de fonctionnement) qui indique la part des recettes de fonctionnement qui peuvent être consacrées pour investir ou rembourser de la dette. Il est généralement admis qu'un ratio de 8% à 15% est satisfaisant.

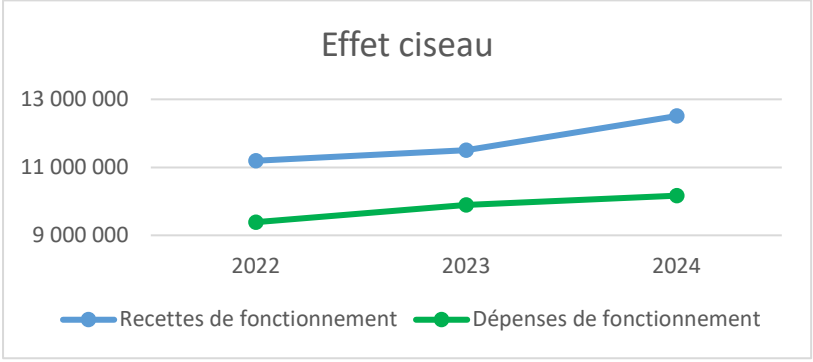


➢ **Effet de ciseau**

	2022	2023	2024
Recettes de fonctionnement	11 193 914	11 503 927	12 508 366
Dépenses de fonctionnement	9 387 545	9 897 831	10 166 336

Le graphique ci-dessous présente l'évolution des dépenses et des recettes en valeur euro.

Ce graphique illustre l'effet de ciseau, il met en évidence la dynamique des recettes par rapport à la dynamique des dépenses. Les recettes ou dépenses exceptionnelles sont comptabilisées et sont de nature à faire varier les agrégats d'une année sur l'autre. Le delta entre recettes et dépenses ainsi mis en évidence nourrit la section d'investissement. Il permet alors de financer les dépenses d'équipement ou de se désendetter.

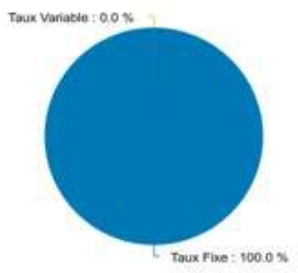


Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

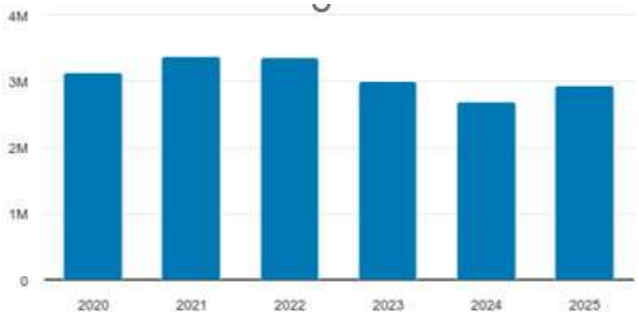
5. L'endettement

- Caractéristiques de la dette
  - Encours au 31.12.2024 : 2 945 168.71€
  - Nombre d'emprunts : 12
  - Taux moyen : 0.84%

Types de Taux

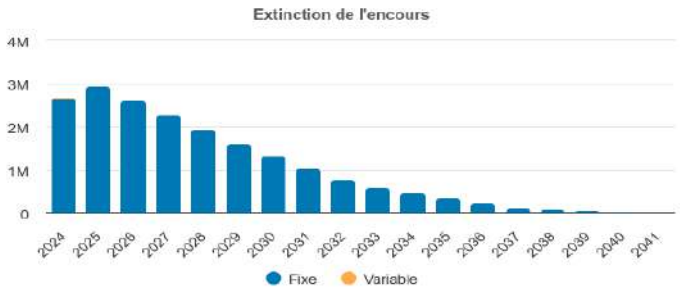


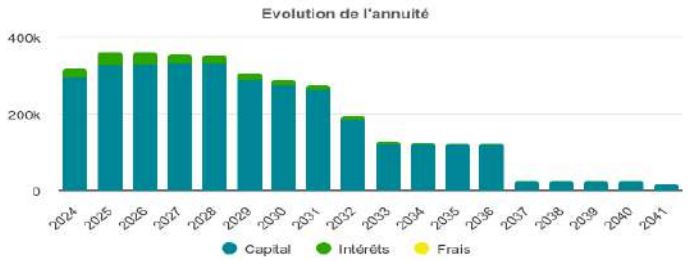
Evolution de l'encours depuis 5 ans



Charges financières

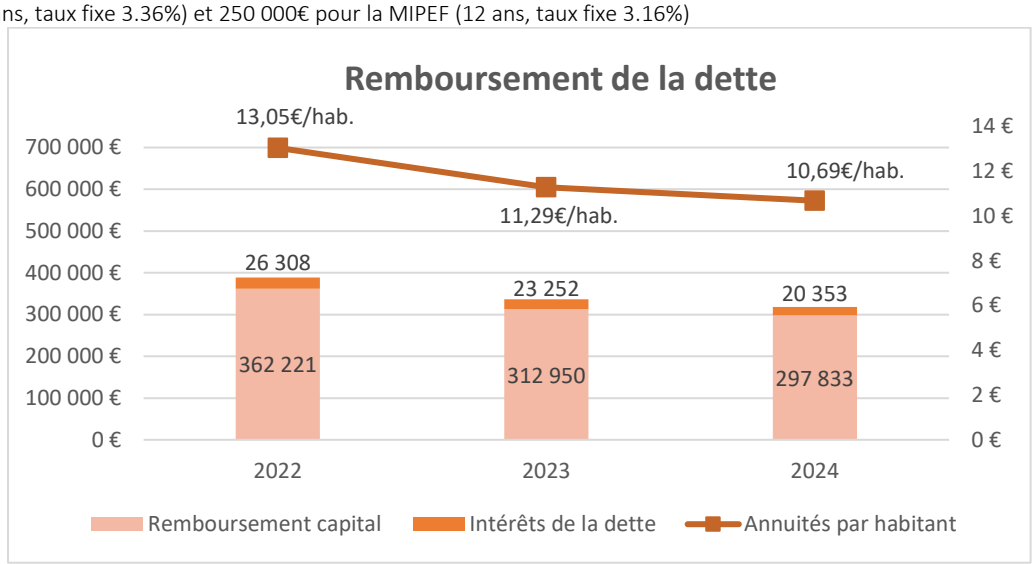
- Annuité 2024 : 318 185.67€
- Dont amortissement : 297 832.79€
- Dont intérêts : 20 352.88€





	2022	2023	2024
Capital restant dû (au 31.12)	3 005 952	2 693 002	2 945 169
Annuités	388 529	336 202	318 186
Epargne brute	1 806 369	1 606 096	2 342 030
Ratio de désendettement	**1,66 ans**	**1,68 ans**	**1,26 ans**
Emprunt	0	0	550 000

2 emprunts réalisés sur 2024 auprès de l'AFL : 300 000€ pour l'acquisition de la maison jouxtant la MPD (12 ans, taux fixe 3.36%) et 250 000€ pour la MIPEF (12 ans, taux fixe 3.16%)



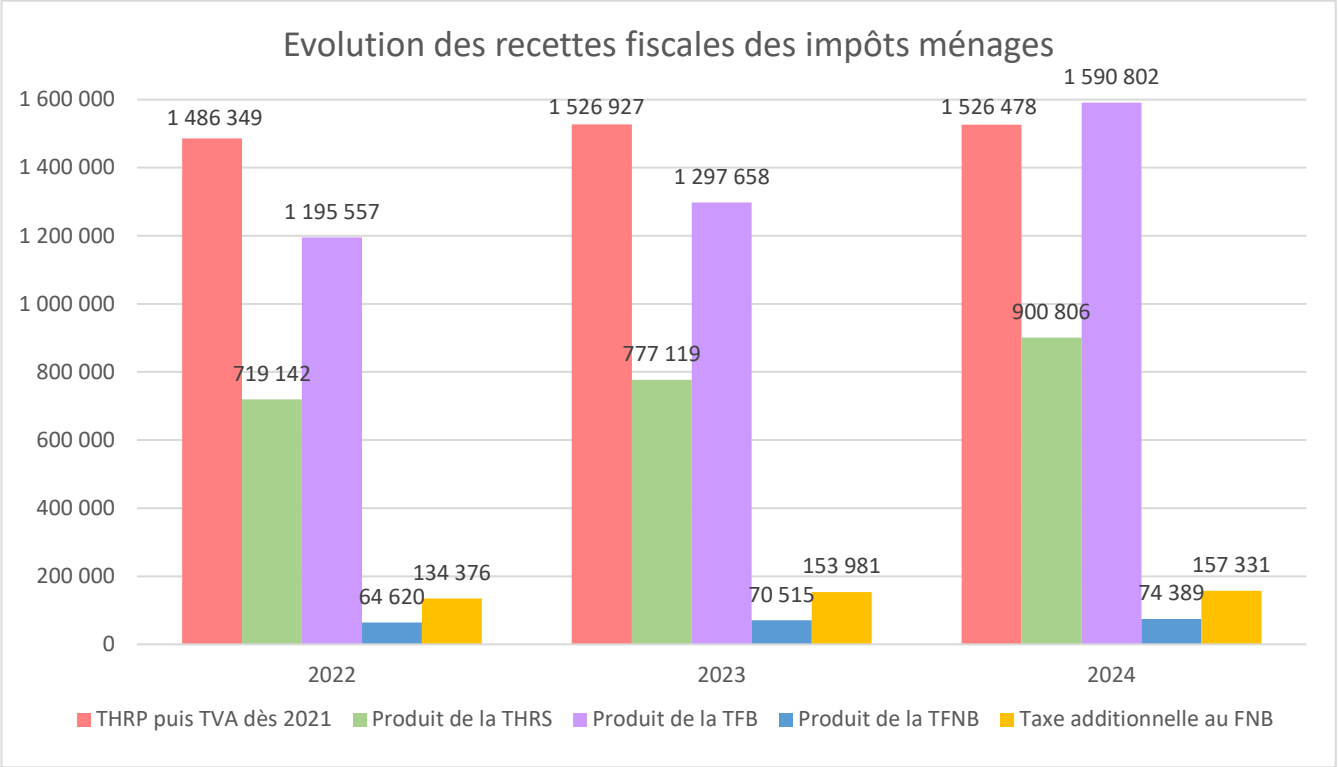
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

➢ Les bases fiscales des 4 taxes : Le poids des bases fiscales permet de distinguer le dynamisme de chaque nature de taxe.

	Base CFE	Base THRS	Base TFB	Base TFNB
2022	8 440 479	25 683 635	54 767 505	541 205
2023	9 333 700	27 754 250	59 525 596	590 578
Evolution en %	*+ 10.58%*	*+ 8.06%*	*+ 8.69%*	*+ 9.12 %*
2024	9 918 314	27 802 654	62 877 549	623 023
Evolution en %	*+ 6.26%*	*+ 0.17%*	*+ 5.63%*	*+ 5.49%*

➢ Les impôts ménages

	Taux de THRS	Taux de TFPB	Taux de TFPNB
De 2007 à 2023	2,80%	2,18%	11,94%
2024	3,24%	2,53%	11,94%

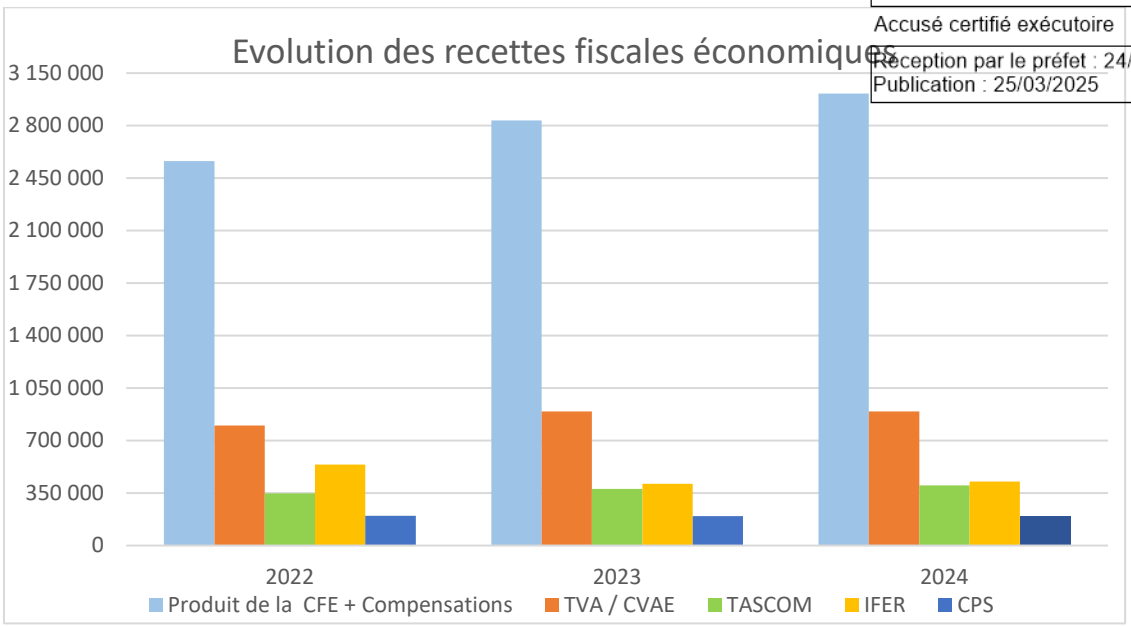


➢ Les impôts économiques transférés

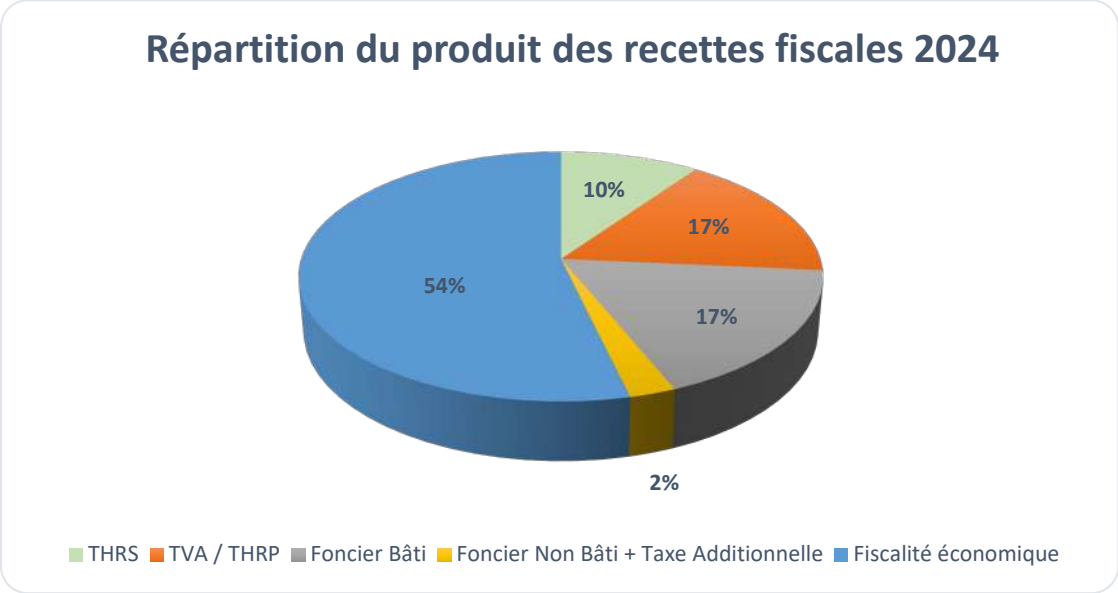
Taux de CFE suite au passage en FPU : 27.16%

	2022	2023	2024
Cotisation Foncière des Entreprises	2 292 434	2 535 033	2 693 814
Compensation CFE locaux industriels	176 817	189 407	196 821
Compensation pour les bases minimum	93 329	108 350	120 899
Divers		1 191	1 231
TVA pour compenser la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises	799 890	895 263	895 089
TAxe sur les Surfaces COMmerciales	348 578	377 049	400 589
Imposition Forfaitaire Entreprise Réseaux	538 825	412 181	425 842
Compensation Part Salaires	197 927	196 778	193 522
Total des impôts économiques	**4 447 800**	**4 715 252** **+ 6.01%**	**4 927 807** **+ 4,51%**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025



➢ Répartition du produit des recettes fiscales



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

➢ Fiscalité prévisionnelle à taux constants :

Les bases prévisionnelles de fiscalité (THRS, TFB, TFNB, CFE et TEOM) sont calculées en appliquant aux bases réelles 2024 les 1,7% de revalorisation des valeurs locatives et 0% de revalorisation pour la TVA reversée en compensation de la THRP et de la CVAE ;

✓ Fiscalité « Ménages »

- Hypothèse 1 – Sans variation des taux

Taxes	Produit 2024	Variation prévue des bases pour 2025	Taux	Produit 2025	Différence
THRS	900 806	+ 1,70%	3.24%	916 120	+ 15 314
TVA/THRP	1 513 175			1 513 175	0
TFB	1 590 802	+ 1,70%	2.53%	1 617 846	+ 27 044
TFNB	74 389	+ 1,70%	11.94%	75 654	+ 1 265
TAFNB	160 485			160 485	0
	4 239 657	Total de la fiscalité « Ménages » 2025		4 283 280	+ 43 623

- Hypothèse 2 – Avec augmentation de la THRS de 3.24% à 3.70%

THRS	900 806	+ 1,70%	3.70%	1 046 186	+ 145 380
	4 239 657	Total de la fiscalité « Ménages » 2025		4 413 345	+ 173 688

✓ Fiscalité « Economique »

Taxe	Produit 2024	Variation des bases	Taux	Produit 2025	Différence
CFE	2 693 814	1,70%	27.16%	2 739 609	+ 45 795

Taxe	Produit 2024	Produit 2025	Différence
CVAE / Compensation TVA dès 2023	887 380	887 380	0
IFER	425 842	433 507	+ 7 665
TASCOM	400 589	400 589	0
CPS	193 522	189 734	- 3 788
Compensation CFE locaux industriels	196 821	196 821	0
Compensation pour les bases minimum	120 899	120 899	0
Compensation divers	1 231	1 231	0
Total de la fiscalité « Economique »	4 920 098	4 969 770	+ 49 672

Globalement, les ressources fiscales (Ménages + Economiques) devraient s'élever à :

- Sans variation de THRS, 9 253 050€, contre 9 159 755€ pour 2024, soit une hausse de 93 295€ (+ 1.02%)
- Avec variation de THRS, 9 383 115€, contre 9 159 755€ pour 2024, soit une hausse de 223 360€ (+ 2.44%)

➢ La dotation d'intercommunalité

L'estimation 2025 est une projection par suite du vote de la LFI :

DGF	2021	2022	2023	2024	2025
Dotation de base	182 499	179 320	180 769	202 104	219 471
Dotation de péréquation	329 573	383 388	390 084	436 723	473 475
Plafonnement	- 80 588	- 84 742	- 39 769	0	0
Dotation	**431 484**	**477 966**	**531 084**	**638 827**	**692 946**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

1. Constat

L'étude réalisée par le cabinet KPMG conclue à une situation financière structurellement saine du budget principal.

Dans les années à venir ce budget est appelé à renforcer son effort d'investissement, dans un contexte économique dégradé et apporter un soutien au budget annexe DMA.

La transition de la TEOM à la Redevance Incitative peut s'avérer complexe, surtout avec le risque d'impayés. Cette adaptation nécessitera du temps pour que le système trouve son équilibre financier et, durant cette période de transition, il est indispensable que le budget principal intervienne pour compenser les éventuels manques à gagner.

En outre, les résidences secondaires étant les grands gagnants du passage en RI, il est proposé, dans un soucis d'équité, d'augmenter chaque année la THRS pour corriger cette inégalité, les fonds supplémentaires générés pouvant être directement alloués au budget DMA et compenser ainsi les impayés et soutenir la transition vers la RI.

Dans ce contexte une réflexion sur la stratégie fiscale est proposée, dans la lignée de celle adoptée en 2024.

2. Solution proposée : augmenter de 2025 à 2028 le taux de THRS (3.24%), bien inférieur à la moyenne nationale des EPCI en 2024 (9.31%) et à la moyenne des EPCI du Var en 2024 (6.42%) :

- CC LACS ET GORGES DU VERDON : 1,50
- CC GOLFE DE ST TROPEZ : 2,05
- CC CŒUR DU VAR : 2,47
- **CC PAYS DE FAYENCE : 3,24**
- CC MEDITERRANEE PORTES DES MAURES : 7,22
- CC VALLEE DU GAPEAU : 7,22
- CA PROVENCE DRACENIE VERDON : 7,22
- CA PROVENCE VERTE : 8,50
- CC PROVENCE VERDON : 8,55
- CA ESTERELS COTE D'AZUR : 8,97
- CA SUD STE-BAUME : 10,00
- METROPOLE TPM : 10,11

3. Estimation des taux de THRS : de 3.24% en 2024 à 3.70% en 2025 et jusqu'à 5.08% en 2028 (gain annuel supplémentaire de 130 000€)

4. Impact sur les ménages concernés de 2024 à 2025 :

- Valeur locative moyenne de 7 058€ en 2024 : + 28€ par an (174€ en 2023 et 202€ dès 2024)
- Sur les VL < ou = à 7 058€ : + 16€ par an
- Sur les VL > à 7 058€ : + 57€ par

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

- Var Très Haut Débit : fin en 2028

- Maison de Pays / France Services : remise en état du parking en 2025 + Solde des subventions pour les travaux de réhabilitation

- Domaine de Tassy : suite des travaux d'extension des bureaux (2ème étage) et aménagement de 18 places de parking sur 2025 + Subvention Plan France 2023 pour la Cybersécurité

- Agriculture : acquisitions de parcelles agricoles, remise en culture et équipement des parcelles

- PIDAF :
  - 2025 : fin de la réécriture du PIDAF ; acquisition d'un véhicule ; travaux d'urgence sur les pistes DFCI en attente du PIDAF ; Servitudes de passage ; Travaux subventionnés par le programme FEADER 2025 + Solde des subventions 2016 à 2018 + Subventions du Département pour la révision du PIDAF et les programmes de travaux 2023 + Subventions de la Région pour la réactualisation du PIDAF et les servitudes de passage
  - Dès 2026 : Programme annuel PIDAF de 350 000€ HT, subventionné à hauteur de 70%

- Gymnase de Fayence :
  - 2025 : Réfection totale de la toiture + solarisation + éclairage en LED (Subvention attendue de 96 000€ « Nos Territoires d'Abord » + un emprunt de 400 000€)
  - 2026 : Réfection du sol sportif, amélioration du chauffage et VMC

- Gymnase de Montauroux : enveloppe annuelle

- Stade de Tourrettes : enveloppe annuelle, dont réfection partielle du tartan + solde de la DETR pour le bâtiment modulaire

- Stade de Fayence : enveloppe annuelle

- Maison du Lac : enveloppe annuelle

- Tourisme / Lac de Saint Cassien : pour 2025 : signalétique ; Bornage des parcelles des concessions et AOT ; Installation de toilettes publiques autonomes Saint Cassien Aventure ; Citerne incendie

- SCOT / PCAET : soldes

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

- Divers : Pour 2025
  - Fonds de concours de 100 000€ pour l'extension de la salle des sports de CALLIAN
  - Subvention de 120 000€ au Syndicat Mixte du Vol à Voile pour la réhabilitation des pistes
  - Enveloppe annuelle pour la Gendarmerie + 25 luminaires extérieurs à changer sur 2 ans

- Mobilité :
  - 2025 : Co-financement du parking de co-voiturage Les Adrets échangeur 39 de l'autoroute A8 (264 000€)
  - 2025/2026 : 1ère tranche de l'EV8 (estimée à 2 000 000€ HT) financée par de la DSIL, du CRET et un emprunt de 800 000€
  - 2026/2027 : 2ème tranche de l'EV8 (estimée à 1 000 000€ HT) financée en partie par du CRET
  - 2025/2026 : PDMS (Plan de Mobilité Simplifié)

- MIPEF : Fin des travaux de construction + aménagement + jardin public extérieur (Subvention Département, CRET et CAF)

- Gîte de Mons : enveloppe annuelle

- Base d'aviron : Aire de stationnement des pompiers + parking zone de manœuvre des bateaux + achat d'un bateau

- Développement économique :
  - 2025 : signalétique des ZAE et routière des voiries des ZAE ; poursuite MOE contre-allée ; travaux de renouvellement des voiries des ZAE
  - 2026 : idem
  - 2027 / 2028 : création de la contre-allée (50% Département + 5% commune de Montauroux + 2 x 300 000€ d'emprunts

- Pôles intermodaux : Enveloppe annuelle + solde subvention DSIL et CRET en 2024

- Gens du Voyage :
  - 2025 : achat d'un terrain financé par un emprunt de 100 000€
  - 2026 : Travaux d'aménagement

- GEMAPI : estimation annuelle – équilibre avec la recette fiscale

- Médiathèques : achat de logiciels et matériels informatiques pour 2025

- Santé : 2025 : dispositif EBOO pour la pose d'hélico de nuit sur l'aérodrome + socles béton pour les TOTEM des 5 sites MSP

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Opération	Montants		Prévisionnel							
Intitulé			2025		2026		2027		2028	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Var Très Haut Débit	130 604		32 651		32 651		32 651		32 651	
Maison de Pays / France Services	116 500	113 084	86 500	113 084	10 000		10 000		10 000	
Domaine de Tassy	490 000	9 708	340 000	9 708	50 000		50 000		50 000	
Agriculture	932 200	200 000	182 200		450 000	200 000	150 000		150 000	
PIDAF	1 709 435	926 115	449 435	191 115	420 000	245 000	420 000	245 000	420 000	245 000
Gymnase de Fayence	1 015 200	96 000	655 200	96 000 400 000	300 000		30 000		30 000	
Gymnase de MTX	165 000		45 000		40 000		40 000		40 000	
Stade de Tourrettes	80 000	52 536	20 000	52 536	20 000		20 000		20 000	
Stade de Fayence	98 600		38 600		20 000		20 000		20 000	
Maison du Lac	80 600		20 600		20 000		20 000		20 000	
Tourisme / LSC	338 000	74 184	188 000	18 546	50 000	18 546	50 000	18 546	50 000	
SCOT / PCAET	44 895		44 895							
Divers	342 000		252 000		30 000		30 000		30 000	
Mobilité	4 666 000	1 030 500	368 000		2 469 000	730 500 800 000	1 229 000	300 000	600 000	
MIPEF	870 000	766 000	810 000	766 000	20 000		20 000		20 000	
Gîte de Mons	8 000		2 000		2 000		2 000		2 000	
Base d'aviron	201 000		81 000		40 000		40 000		40 000	
Développement économique	3 180 000	1 475 000	200 000		200 000		1 390 000	737 500 300 000	1 390 000	737 500 300 000
Pôles intermodaux	21 000	91 807	6 000	91 807	5 000		5 000		5 000	
Gens du Voyage	200 000	100 000	100 000	100 000	100 000					
GEMAPI	450 000				150 000		150 000		150 000	
Médiathèques	55 502		46 502		3 000		3 000		3 000	
Santé	27 600		27 600							
Total	**15 222 136**	**4 934 934**	**3 996 183**	**1 838 796**	**4 431 651**	**1 994 046**	**3 711 651**	**1 601 046**	**3 082 651**	**1 301 046**
Dont emprunts				**500 000**		**1 000 000**		**300 000**		**300 000**
FCTVA				526 131		606 784		554 291		451 110
Autofinancement				**1 631 256**		**1 830 821**		**1 556 314**		**1 330 495**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

II. Le budget annexe ZA de BROVES

La loi NOTRe ayant prévu le transfert obligatoire de la ZA de BROVES au 1er janvier 2017, un budget annexe, non doté de l'autonomie financière, a été créé à cet effet.

En 2023, vente de la parcelle N° 1007 (lot n°10), d'une superficie de 1 254m², à la SCI MARCEVAL, au prix de 54.35€ HT/m², soit 68 154.90€ HT.

Par délibération du 15 décembre 2021, le Conseil communautaire a validé la vente de 3 parcelles :

- N° 1002 (lot n°6), d'une superficie de 1 454m², à la SCI MVC, au prix de 54.35€ HT/m², soit 74 024.09€ HT ;
- Division de la N° 1003 (lot n° 7), Est, d'une superficie de 1 488m², à la SCI MVC, au prix de 54.35€ HT/m², soit 80 872.80€ HT ;
- Division de la N° 1003 (lot n° 7), Ouest, d'une superficie de 773m², à la SCI KERVAR, au prix de 54.35€ HT/m², soit 42 012.55€ HT ;

Par délibération du 28 juin 2023, le Conseil communautaire a validé la division de la parcelle K 1006 et la vente des 2 parcelles suivantes :

- Parcelle K 1036, d'une superficie de 1 500m², à la SCI SHELTER, au prix de 54.35€ HT/m², soit 81 525€ HT ;
- Parcelle K 1037, d'une superficie de 490m², à la SCI MVC, au prix de 54.35€ HT/m², soit 26 631.50€ HT.

L'exercice 2024 fait apparaît un déficit de 12 452.63€ en section de fonctionnement et un déficit de 178 538€ en section d'investissement en raison du remboursement, en décembre 2020, de l'emprunt relais qui avait été contracté pour 3 ans. Ces déficits seront en grande partie résorbés lors de la réalisation des 5 ventes.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

III – Le Budget Annexe Déchets Ménagers et Assimilés

1. Les données générales et le résultat

➢ Les grandes masses financières :

	2022	2023	2024	Evolution 2024/2023
Recettes de fonctionnement	7 804 427	8 391 884	8 890 726	+ 5.94%
Dépenses de fonctionnement	6 780 571	7 926 234	8 534 525	+ 7.67%
Recettes d'investissement	271 635	142 079	1 630 494	
Dépenses d'investissement	1 237 837	983 430	2 876 555	

-

➢ Les résultats d'exécution 2024 et la proposition d'affectation sur 2025

	Reports sur 2024	Résultats 2024	Résultats de clôture 2024
Investissement	197 452.50	- 609 353.05	- 411 900.55
Fonctionnement	714 068.90	- 270 457.99	443 610.91
Total	**911 521.40**	**- 270 457.99**	**31 710.36**
		Restes à réaliser	**456 851.36**
		Résultat d'investissement avec RAR	**44 950.81**
		Solde reporté d'excédent de fonctionnement	**443 610.91**

- Report en excédent de fonctionnement des 443 610.91€ (002 recettes)
- Report du déficit d'investissement pour 411 900.55€ (001 dépenses)

2. La section de fonctionnement

➢ Les recettes

	2022	2023	2024
Impôts et taxes (731)	6 748 023	7 246 851	7 583 924 4.65%
Dotations et subventions (74)	429 720	673 166	707 968
Autres produits courants (70-75)	580 818	456 600	516 818
Atténuation de charges (013)	45 866	15 267	22 063
Total des recettes de gestion courante	**7 804 427**	**8 391 884**	**8 830 773**
Recettes exceptionnelles (Provisions, cessions)	0	0	59 953
Total des recettes réelles de fonctionnement	**7 804 427**	**8 391 884**	**8 890 726** **+ 5.94%**

731 - Revalorisation des bases de 3.90%
70-75 – Augmentation des rachats (tri sélectif) + Assurance pour la benne (44 000€)
74 – Augmentation des aides des éco-organismes

➢ Les dépenses

	2022	2023	2024
Charges à caractère général (011)	4 638 002	5 421 144	5 751 964
Charges de personnel (012)	2 097 694	2 409 757	2 633 737
Autres charges courantes (65)	16 877	22 050	28 940
Total des dépenses de gestion courante	**6 752 573**	**7 852 951**	**8 414 641**
Charges financières (66 avec ICNE)	26 172	35 390	51 518
Charges exception. (Provisions, annulations)	1 826	37 893	68 366
Total des dépenses réelles de fonctionnement	**6 780 571**	**7 926 234**	**8 534 525** **7.67%**

011 – Augmentation des contrats de prestations (nouveaux marchés CSOM) et TGAP
012 – Renforcement de l'équipe administrative (RH + cellule facturation accueil pour la RI + chargée de mission DMA) + augmentation de 1.5% au 01/07/2023 + de 5 points d'indice au 01/01/2024
66 – Réalisation d'un emprunt, à échéances trimestrielles, en mai 2024 pour les bennes (480 000€)

	2022			**2023**			**2024**		
	Tonnage	**PU (€/T)**	**Montant**	**Tonnage**	**PU (€/T)**	**Montant**	**Tonnage**	**PU (€/T)**	**Montant**
Déchetterie	14 652	90.11	1 320 363.07€	14 575	100.58	1 465 963.28€	15 307	111.10	1 700 518.72€
OM	9 982	151.38	1 511 092.02€	8 842	158.40	1 400 546.14€	7 905	185.64	1 467 471.18€
CS + cartons	2 936	240.27	705 322.55€	3 151	303.05	955 016.03€	3 785	316.46	1 197 837.67€
Autres			27 981.22€			35 786.72€			34 334.16€
TOTAL			**3 564 758.86€**			**3 857 312.17€**			**4 400 161.73€**
						+ 292 553.31€ + 8.21%			+ 542 849.56€ + 14.07%

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

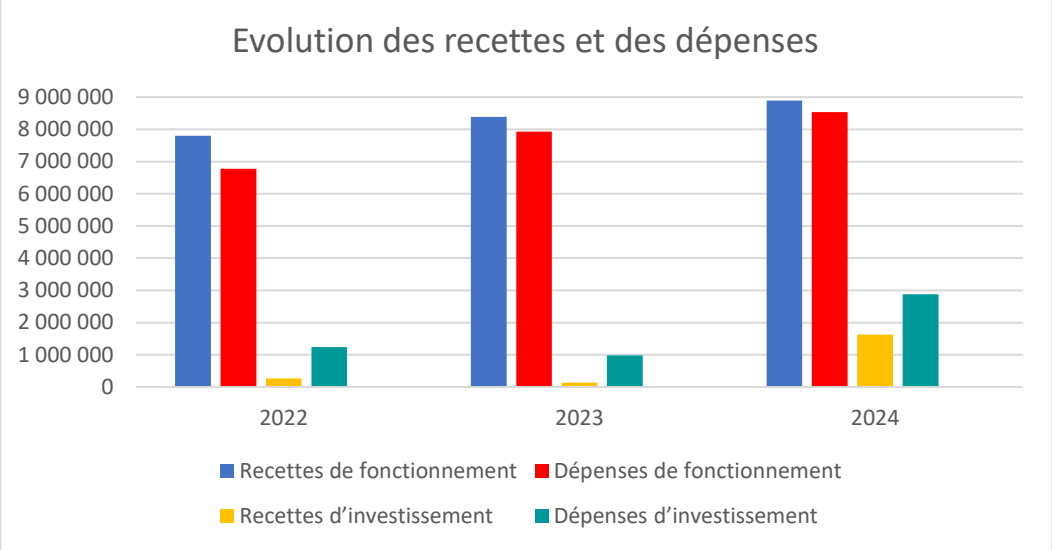
3. La section d'investissement

➢ Les recettes

	2022	2023	2024
FCTVA (10222)	131 399	142 079	252 717
Subventions perçues (13)	140 236	0	97 777
Emprunts (16)	0	0	1 280 000
Total des recettes d'investissement	**271 635**	**142 079**	**1 630 494**

➢ Les dépenses

	2022	2023	2024
Dépenses d'équipements (20, 204, 21, 23)	917 713	782 817	2 684 240
Remboursement du capital de la dette (16)	320 124	200 613	192 315
Total des dépenses d'investissement	**1 237 837**	**983 430**	**2 876 555**



4. Les soldes intermédiaires de gestion

➢ Les épargnes

❖ **Epargne de gestion** = Différence entre recettes et dépenses de fonctionnement hors intérêts de la dette.

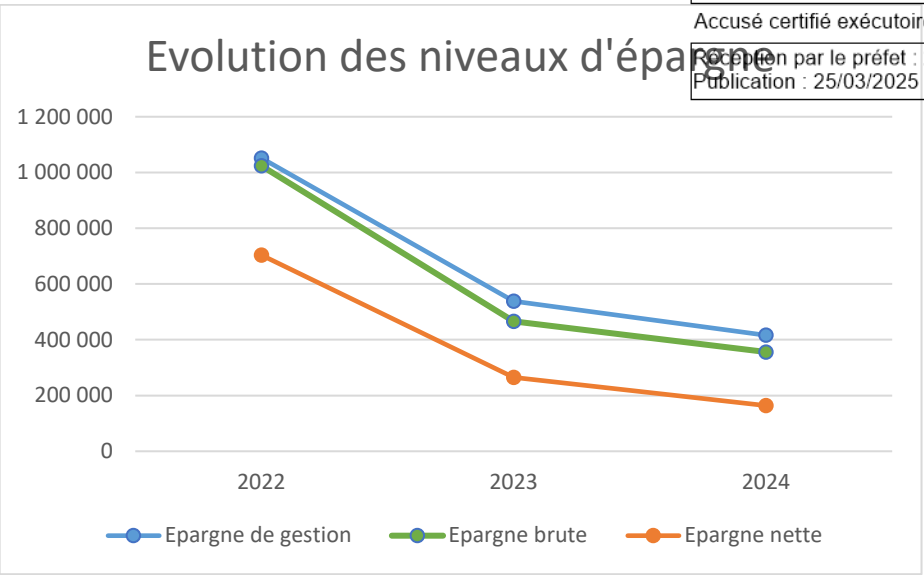
❖ **Epargne brute** = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement. L'épargne brute représente le socle de la richesse financière. Indicateur de la santé financière, l'épargne brute constitue la ressource interne dont dispose la collectivité pour financer ses investissements. Elle s'assimile à la Capacité d'Autofinancement (CAF).

❖ **Epargne nette** = Epargne brute ôtée du remboursement du capital de la dette. L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel. Une épargne nette négative illustre une santé financière dégradée.

Le taux d'épargne brute est un ratio (Epargne brute / recettes de fonctionnement) qui indique la part des recettes de fonctionnement qui peuvent être consacrées pour investir ou rembourser de la dette. Il est généralement admis qu'un ratio de 8% à 15% est satisfaisant.

	2022	2023	2024
Recettes de gestion courante	7 804 427,00	8 391 884,00	8 830 773,00
Dépenses de gestion courante	6 752 573,00	7 852 951,00	8 414 641,00
Epargne de gestion	1 051 854,00	538 933,00	416 132,00
Résultat financier	-26 172,00	-35 390,00	-51 518,00
Résultat exceptionnel	-1 826,00	-37 893,00	-8 413,00
Epargne brute	1 023 856,00	465 650,00	356 201,00
Taux d'épargne brute (en %)	*13,12%*	*5,55%*	*4,03%*
Capital de la dette	320 124,00	200 613,00	192 315,00
Epargne nette	703 732,00	265 037,00	163 886,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

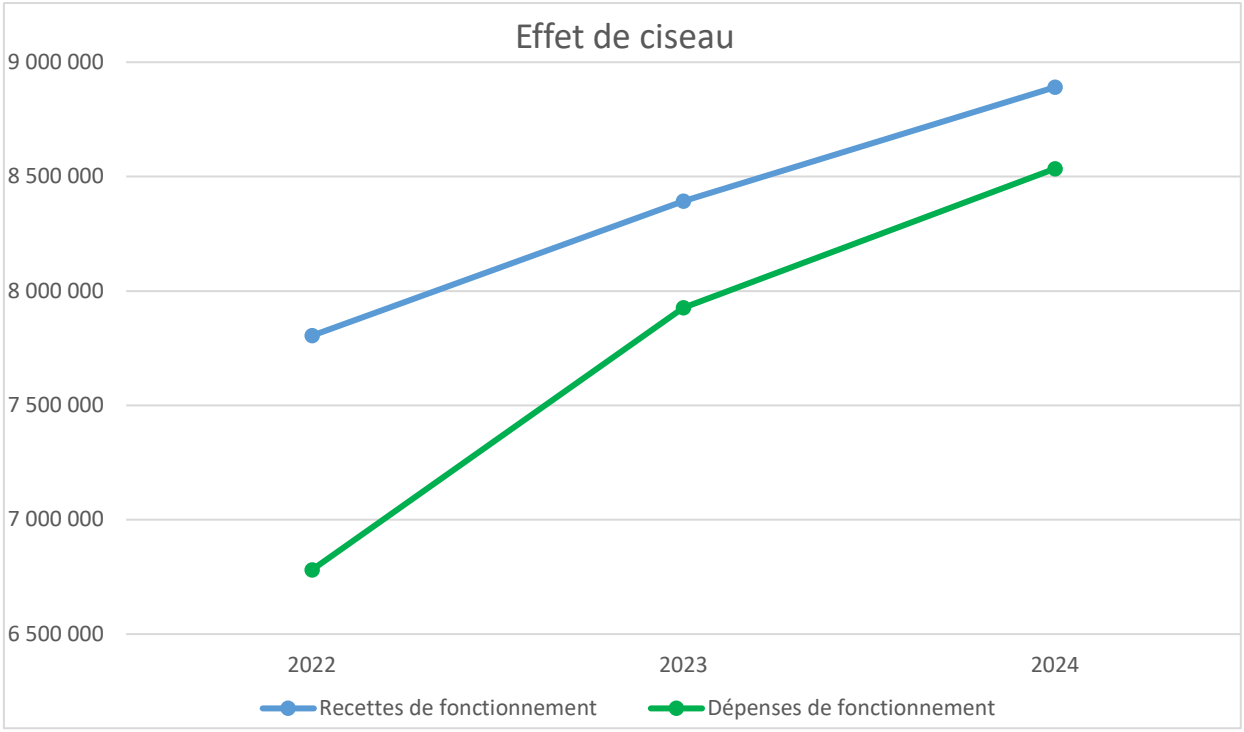


- Effet de ciseau

  - Budgets consolidés

	2022	2023	2024
Recettes de fonctionnement	7 804 427	8 391 884	8 890 726
Dépenses de fonctionnement	6 780 571	7 926 234	8 534 525

Le graphique ci-dessous présente l'évolution des dépenses et des recettes en valeur euro.



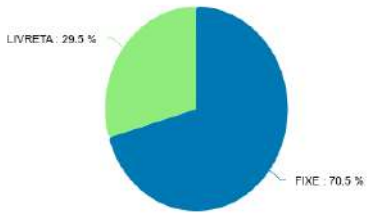
Ce graphique illustre l'effet de ciseau, il met en évidence la dynamique des recettes par rapport à la dynamique des dépenses. Les recettes ou dépenses exceptionnelles sont comptabilisées et sont de nature à faire varier les agrégats d'une année sur l'autre. Le delta entre recettes et dépenses ainsi mis en évidence nourrit la section d'investissement. Il permet alors de financer les dépenses d'équipement ou de se désendetter.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

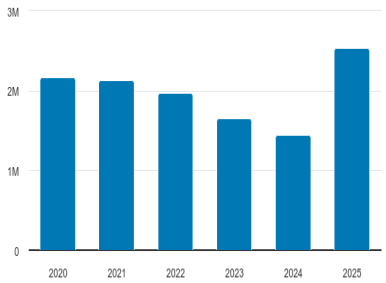
5. L'endettement

- Caractéristiques de la dette
  - Encours au 31.12.2024 : 2 536 772.46€
  - Nombre d'emprunts : 10
  - Taux moyen : 2,77%

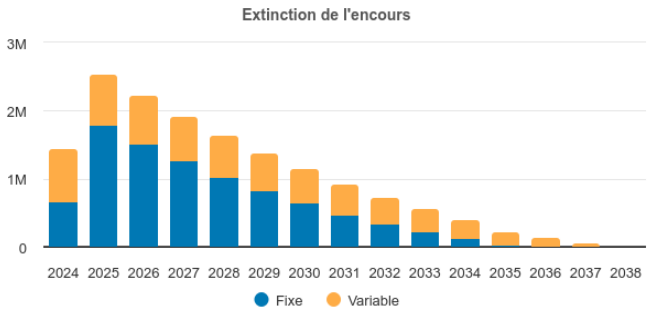
Types de taux

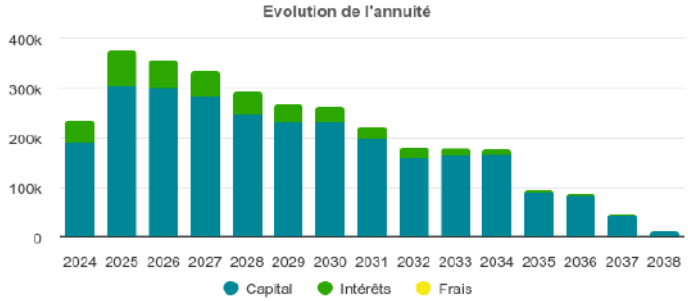


Evolution de l'encours depuis 5 ans



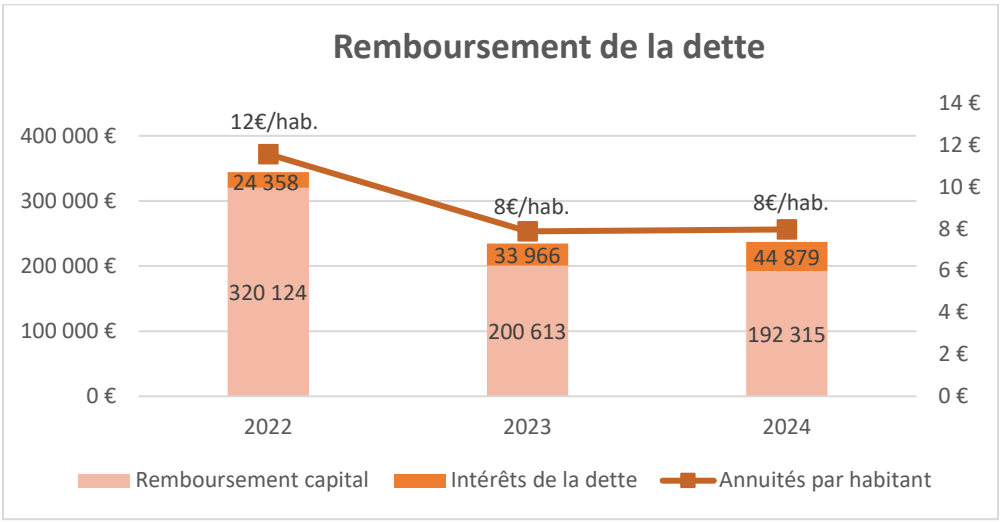
- Charges financières
  - Annuité 2024 : 237 193.31€
  - Dont amortissement : 192 314.57€
  - Dont intérêts : 44 878.74€





	2022	2023	2024
Capital restant dû (au 31.12)	1 649 700	1 449 087	2 536 772
Annuités	344 736	234 580	237 193
Epargne brute	1 023 856	465 650	356 201
Ratio de désendettement	**1,61 ans**	**3,11 ans**	**7,12 ans**
Emprunt	0	0	1 280 000

2 emprunts réalisés en 2024 auprès de l'AFL : 480 000€ pour l'achat de deux bennes sur 7 ans à taux fixe 3.5% et 800 000€ pour l'achat de matériel pour la RI (colonnes, bacs, abri-bacs ...) sur 10 ans à taux fixe 3.18%



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

- Véhicules :
  - 2025 : achat de 2 bennes 8 et 9m3 et d'un Maxity équipés et financés par un emprunt de 350 000€
  - 2026 : achat d'une benne de 12m3 et d'un Maxity (renouvellement) équipés et financés par un emprunt de 200 000€ + 1 VU en 2026
  - 2027 et 2028 : achat d'une benne de 12m3 équipée et financée par un emprunt de 200 000€

- Informatique :
  - 2025 : Renouvellement de matériel informatique + Plan France 2030 Cybersécurité
  - 2026 à 2028 : renouvellement en prévision

- Outillage pour l'atelier et les déchetteries

- Composteurs collectifs financés en partie par la Région

- Colonnes et bacs pucés, abri-bacs et armoire DDS :
  - 2025 : compléments pour le passage en RI, financés par le LIFE, CITEO, la Région et l'ADEME
  - 2026 à 2028 : enveloppe pour renouvellement

- Panneaux : enveloppe annuelle pour l'affichage

- Protection contre les vols : enveloppe annuelle pour le renouvellement et le renforcement de la vidéoprotection de l'ensemble des sites

- Mobilier : enveloppe annuelle si besoin de renouvellement

- Aménagement du Quai de transfert :
  - 2026/2027 : Aménagement d'un bureau sous le quai de Montauroux

- Déchetteries :
  - Enveloppe annuelle
  - Achat en 2026 d'un terrain jouxtant la déchetterie de Tourrettes
  - Travaux d'extension de la déchetterie de Tourrettes en 2027

- Travaux Tassy : solde sur 2025 des travaux d'aménagement de l'accueil du service déchet

- Travaux pour la RI en 2025 : pour les conteneurs enterrés et la pose d'abri-bacs

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083 200004802 20250319 250319 14 DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Opération			Prévisionnel							
Intitulé	Montant		2025		2026		2027		2028	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Bennes, Maxity et VU	1 499 062	950 000	505 062	350 000	394 000	200 000	300 000	200 000	300 000	200 000
Informatique	47 500	4 704	17 500	4 704	10 000		10 000		10 000	
Outillage	10 400		5 900		1 500		1 500		1 500	
Matériel atelier	10 000		4 000		2 000		2 000		2 000	
Composteurs collectifs	77 000		37 000		20 000		10 000		10 000	
Colonnes et bacs	1 016 000	906 682	716 000	906 682	100 000		100 000		100 000	
Panneaux	37 000		10 000		9 000		9 000		9 000	
Protection vols	25 700		7 700		6 000		6 000		6 000	
Mobilier	7 000		2 500		1 500		1 500		1 500	
Aménagement Quai de transfert	143 000		5 000		64 000		64 000		10 000	
Déchetteries	58 000		22 000		12 000		12 000		12 000	
Achat terrain pour extension déchet TRT	50 000				50 000					
Extension déchetterie de Tourrettes	100 000						100 000			
Travaux Tassy	11 000		11 000							
Travaux RI	180 000		180 000							
	3 271 662	**1 861 386**	**1 523 662**	**1 261 386**	**670 000**	**200 000**	**616 000**	**200 000**	**462 000**	**200 000**
Emprunts				350 000		200 000		200 000		200 000
FCTVA				249 941		101 705		101 049		75 786
Autofinancement				**- 12 335**		- **368 295**		**- 314 951**		**- 186 214**

✓ TEOM

Produit 2024	Variation prévue des bases pour 2025	Taux	Produit 2025	Différence
7 567 757	+ 1,70%	11,80%	7 696 409	+ 128 652

Lors du passage en Redevance Incitative, il sera indispensable de continuer à appliquer aux différents tarifs, chaque année, l'équivalent de la revalorisation des bases.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

IV – Le Budget Annexe Eau

1. Les données générales et le résultat global (Eau + Siagnole)

➢ Les grandes masses financières :

	2022	2023	2024	Evolution 2024/2023
Recettes de fonctionnement	7 369 672	7 649 426	10 135 808	+32.50 %
Dépenses de fonctionnement	5 403 999	6 184 198	6 422 655	+ 3.86 %
Recettes d'investissement	385 292	62 829	3 183 944	
Dépenses d'investissement	3 779 537	1 574 643	3 972 960	

➢ Les résultats d'exécution 2024 et la proposition d'affectation sur 2025

o Budgets consolidés (Eau + Siagnole)

	Reports sur 2024	Résultats 2024	Résultats de clôture 2024
Investissement	- 282 975.74	1 075 234.09	792 258.35
Fonctionnement	3 484 699.70	2 667 604.97	6 152 304.67
Total	**3 201 723.96**	**3 742 839.06**	**6 944 563.02**
		Restes à réaliser	**- 2 289 729.39**
		Résultat d'investissement avec RAR	**- 1 497 471.04**
		Solde reporté d'excédent de fonctionnement	**4 654 833.63**

- Report en excédent de fonctionnement des 4 654 833.63€ (002 recettes)
- Excédent de fonctionnement capitalisé de 1 497 471.04€ (1068 recettes)
- Report en excédent d'investissement pour 792 258.35€ (001 recettes)

- Répartition analytique Eau et Siagnole
  - Siagnole

	Reports sur 2024	Résultats 2024	Résultats de clôture 2024
Investissement	- 168 490.52	633 369.32	464 878.80
Fonctionnement	- 230 864.12	578 208.08	347 343.96
Total	**- 399 354.64**	**1 211 577.40**	**812 222.76**
		Restes à réaliser	**- 122 585.64**
		Résultat d'investissement avec RAR	**342 020.16**
		Solde reporté d'excédent de fonctionnement	**347 343.96**

- Report en excédent de fonctionnement des 689 364.13€ (002 recettes)
- Excédent de fonctionnement capitalisé de - 342 020.17€ (002 recettes)
- Report en excédent d'investissement pour 464 878.80€ (001 recettes)

  - Eau

	Reports sur 2024	Résultats 2024	Résultats de clôture 2024
Investissement	- 114 485.22	441 864.77	327 379.55
Fonctionnement	3 715 563.82	2 089 396.89	5 804 960.71
Total	**3 601 078.60**	**2 531 261.66**	**6 132 340.26**
		Restes à réaliser	**- 2 166 870.76**
		Résultat d'investissement avec RAR	**- 1 839 491.21**
		Solde reporté excédent de fonctionnement	**3 965 469.50**

- Report en excédent de fonctionnement des 3 965 469.50€ (002 recettes)
- Excédent de fonctionnement capitalisé de 1 839 491.21€ (1068 recettes)
- Report en excédent d'investissement pour 327 379.55€ (001 recettes)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

2. La section de fonctionnement

➢ Les recettes	2022	2023	2024
Vente d'eau et prestations de services (70)	7 118 026	7 509 460	9 712 346
Subventions d'exploitation (74)		77 368	
Autres produits courants (75)	4 565	569	260
Atténuation de charges (013)	25 050	20 305	6 572
Total des recettes de gestion courante	**7 147 641**	**7 607 702**	**9 719 178**
Produits exceptionnels (77)	222 031	41 724	416 630
Total des recettes réelles de fonctionnement	**7 369 672**	**7 649 426**	**10 135 808 +32.50 %**

Chapitre 70 : Augmentation des consommations d'eau de 17% en 2024 + nouvelle tarification et abonnements
Chapitre 74 : Prise en charge par l'Agence de l'eau, en 2023, de 70% des frais de l'ambassadeur de l'eau

➢ Les dépenses	2022	2023	2024
Charges à caractère général (011)	2 150 186	1 543 823	2 622 305
Charges de personnel (012)	2 158 068	2 651 836	2 720 786
Reversement des redevances pollution et prélèvement à l'Agence de l'Eau (014)	790 000	1 614 343	787 146
Autres charges courantes (65)	89 533	89 173	123 325
Total des dépenses de gestion courante	**5 187 787**	**5 899 175**	**6 253 562**
Charges financières (66 avec ICNE)	110 464	111 460	131 844
Charges exceptionnelles (67)	105 748	173 563	37 249
Total des dépenses réelles de fonctionnement	**5 403 999**	**6 184 198**	**6 422 655 + 3.86%**

Chapitre 011 / 014 : Ré imputation du chapitre 014 au 011 de la redevance prélèvement reversée à l'Agence de l'Eau
Chapitre 012 : Création courant 2023 du poste de RH et de l'ambassadeur de l'eau + augmentation de 1.5% au 01/07/2023 + de 5 points d'indice au 01/01/2024 pour les fonctionnaires
Chapitre 66 : Réalisation de 2 emprunts en juillet 2024 avec des échéances trimestrielles
Chapitre 67 : Modifications des modalités de remboursement des trop-perçus (mensualisations) : mandats jusqu'en 2023 et réduction de titres en 2024

3. La section d'investissement

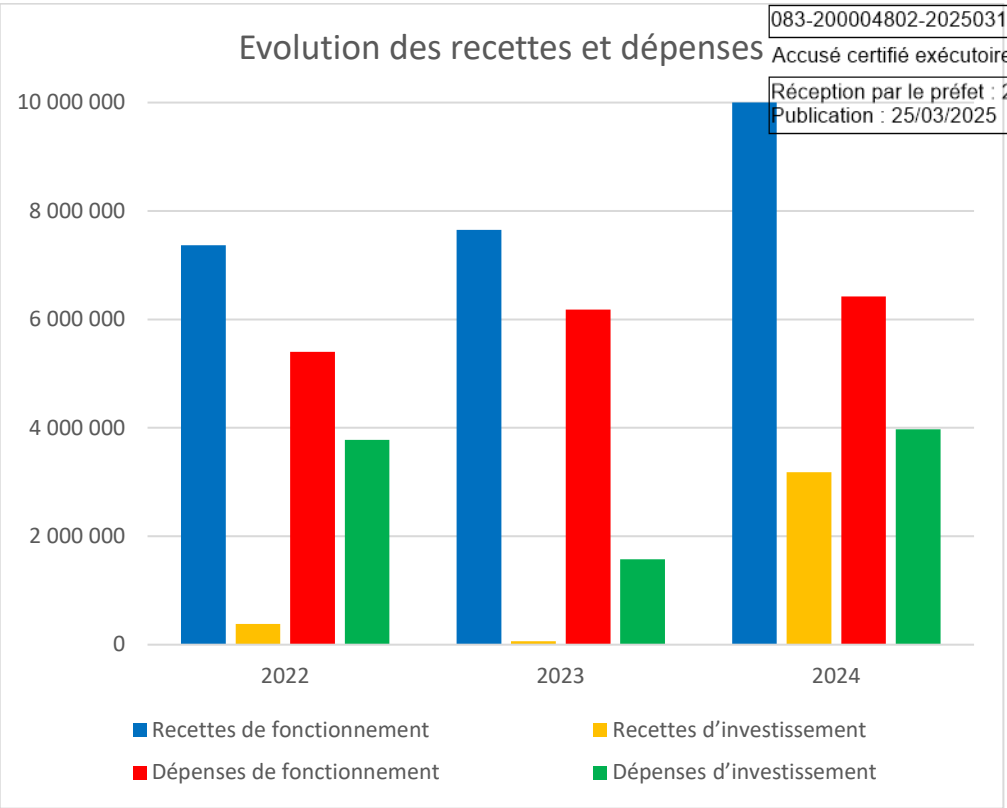
➢ Les recettes

	2022	2023	2024
Subventions perçues (13)	385 292	62 829	1 183 944
Emprunts (16)			2 000 000
Total des recettes d'investissement	**385 292**	**62 829**	**3 183 944**

➢ Les dépenses

	2022	2023	2024
Dépenses d'équipements (20, 21, 23 et 26)	3 374 448	1 185 065	3 599 880
Remboursement du capital de la dette (16)	405 089	389 578	372 380
Total des dépenses d'investissement	**3 779 537**	**1 574 643**	**3 972 260**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025



4. Les soldes intermédiaires de gestion

➢ Les épargnes

❖ **Epargne de gestion** = Différence entre recettes et dépenses de fonctionnement hors intérêts de la dette.

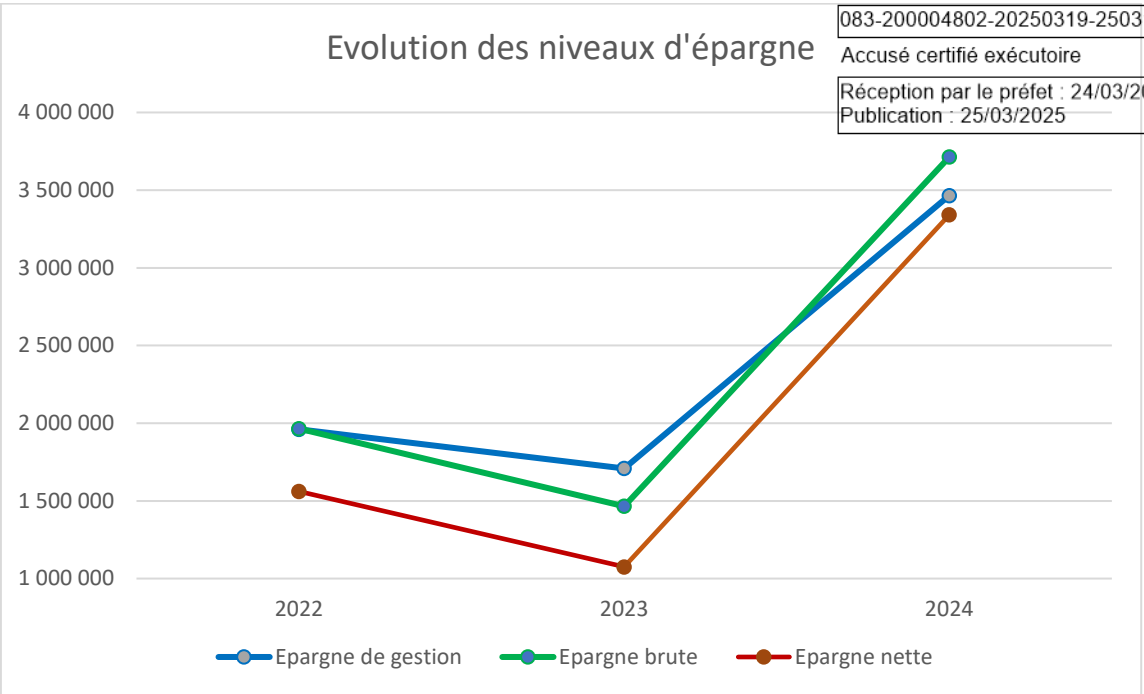
❖ **Epargne brute** = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement. L'épargne brute représente le socle de la richesse financière. Indicateur de la santé financière, l'épargne brute constitue la ressource interne dont dispose la collectivité pour financer ses investissements. Elle s'assimile à la Capacité d'Autofinancement (CAF).

❖ **Epargne nette** = Epargne brute ôtée du remboursement du capital de la dette. L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel. Une épargne nette négative illustre une santé financière dégradée.

	2022	2023	2024
Recettes de gestion	7 147 641	7 607 702	9 719 178
Dépenses de gestion	5 187 787	5 899 175	6 253 562
Epargne de gestion	1 959 854	1 708 527	3 465 616
Résultat financier	-110 464	-111 460	-131 844
Résultat exceptionnel	116 283	-131 839	379 381
Epargne brute	1 965 673	1 465 228	3 713 153
Taux d'épargne brute (en %)	*27,50%*	*19,26%*	*38,20%*
Capital de la dette	405 089	389 578	372 380
Epargne nette	1 560 584	1 075 650	3 340 773

Le taux d'épargne brute est un ratio (Epargne brute / recettes de fonctionnement) qui indique la part des recettes de fonctionnement qui peuvent être consacrées pour investir ou rembourser de la dette. Il est généralement admis qu'un ratio de 8% à 15% est satisfaisant.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

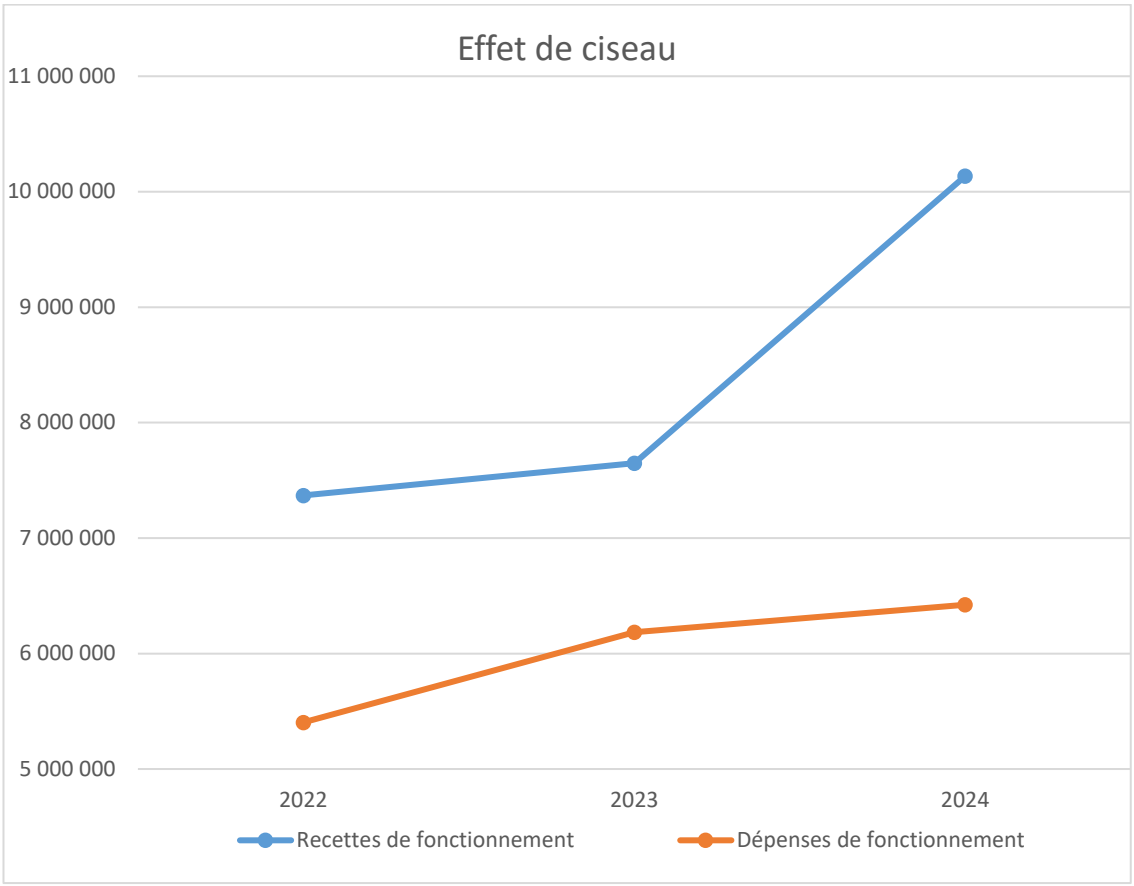


- Effet de ciseau

  - Budgets consolidés

	2022	2023	2024
Recettes de fonctionnement	7 369 672	7 649 426	10 135 808
Dépenses de fonctionnement	5 403 999	6 184 198	6 422 655

Le graphique ci-dessous présente l'évolution des dépenses et des recettes en valeur euro.

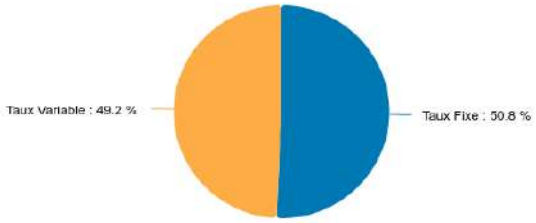


Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

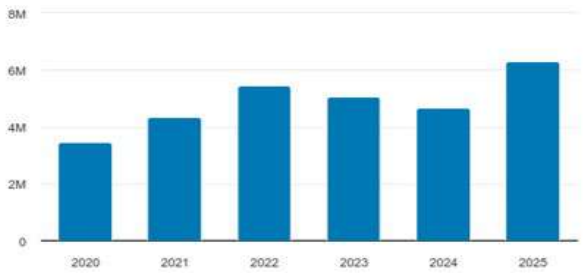
5. L'endettement

- **Caractéristiques de la dette**
  - Encours au 31.12.2024 : 6 294 304.84€
  - Nombre d'emprunts : 25
  - Taux moyen : 2.40%

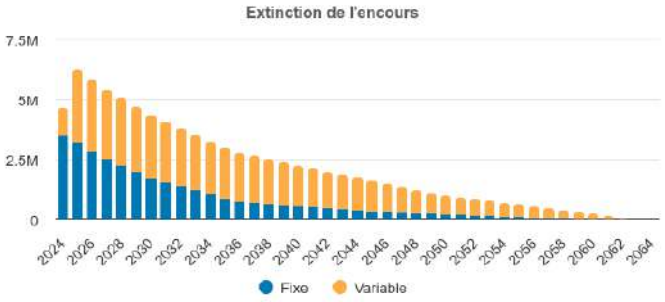
Types de Taux

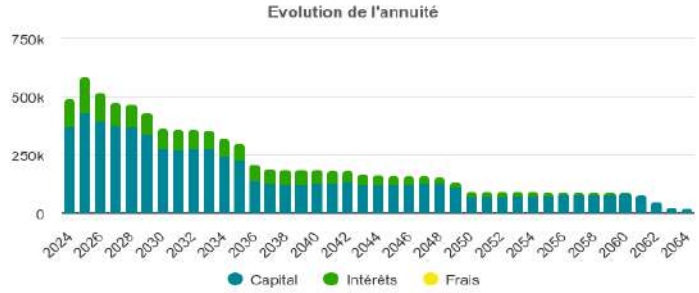


Evolution de l'encours depuis 5 ans en début d'exercice



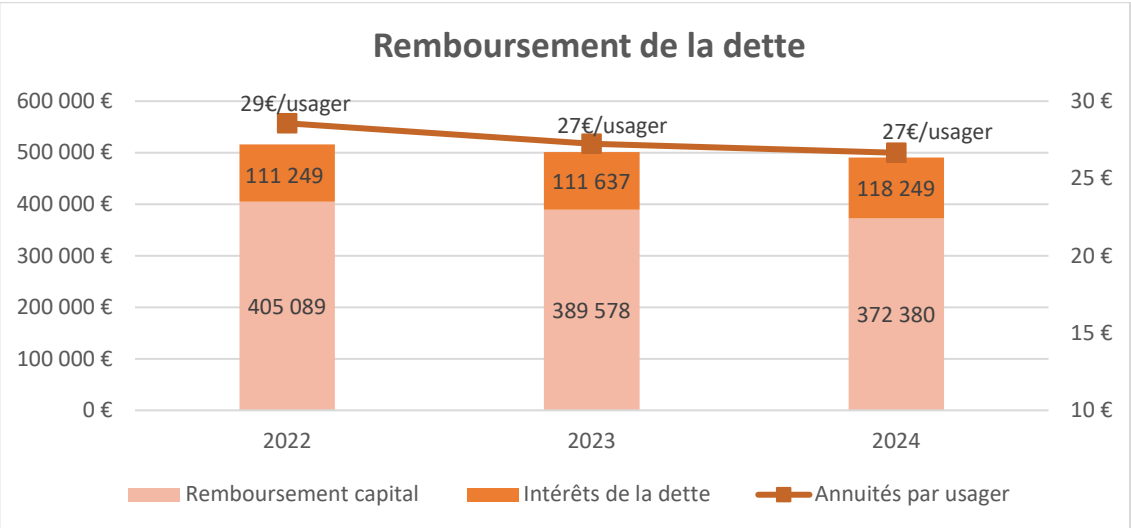
- **Charges financières**
  - Annuité 2024 : 491 829.19€
  - Dont amortissement : 372 380.12€
  - Dont intérêts : 118 249.07€





	2022	2023	2024
Capital restant dû (au 31.12)	5 056 262.59	4 666 684.97	6 294 304.84
Annuités	516 618.21	501 214.16	491 829.19
Epargne brute	1 965 673	1 465 228	3 713 153
Ratio de désendettement	**2,57 ans**	**3,18 ans**	**1,70 ans**
Emprunt	0	0	2 000 000

Réalisation de 2 emprunts en juillet 2024, auprès de la Caisse des Dépôts, 900 000€ pour le forage de Tassy sur 25 ans et 1 100 000€ pour les travaux de sécurisation de Seillans sur 40 ans, avec un taux indexé sur le Livret A + marge de 0.40 (3.40% en 2024 et 2.80% dès février 2025).



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083 200004802 20250319 250319 14 DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Plan Pluriannuel d'Investissement 2025 – 2028 du Budget annexe EAU

Opération	Montant		Prévisionnel							
Intitulé			2025		2026		2027		2028	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
BAGNOLS										
* DECI (Réfaction commune)	125 312	56 577	125 312	56 577						
CALLIAN										
* DECI (Réfaction commune)	84 214	37 651	84 214	37 651						
SEILLANS										
Travaux	3 110 000	2 114 000	3 110 000	2 114 000						
* DECI (Réfaction commune)	220 000	220 000	100 000	160 000	120 000	60 000				
TANNERON T1 Pompage	2 500 000	500 000	500 000	250 000	2 000 000	250 000				
* DECI (Réfaction commune)			200 000	200 000						
TOURRETTES										
* DECI (Réfaction commune)	200 000	150 000	200 000	150 000						
FAYENCE										
* Jaumillots	250 000	0	250 000							
* DECI (Réfaction commune)	250 000	250 000	250 000	250 000						
* La Péjade	400 000	0			400 000					
* DECI (Réfaction commune)	250 000	250 000			250 000	250 000				
MONTAUROUX										
Piste cyclable et quartier Gaudon	750 000	325 000	750 000	325 000						
* DECI (Réfaction commune)	400 000	200 000	400 000	200 000						
FORAGE TASSY	250 000	0	250 000							
FORAGE de reconnaissance MONTAUROUX	250 000	0	250 000							
FORAGE BARRIERE	200 000	0	200 000							
Etudes ressources stratégiques	400 000	200 000	400 000	200 000						
Réseaux divers	6 000 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000		1 500 000		1 500 000	
1ère tranche Projet Agricole Lac St Cassien	3 200 000	2 800 000	100 000		3 100 000	2 800 000				
						300 000				
2ème tranche Projet Agricole Lac St Cassien	1 200 000	0					1 200 000			
TRAVAUX SECURISATION SIAGNOLE										
Travaux préparatoires	700 000	560 000	700 000	560 000						
Bassin, usine, acquisitions foncières, divers	8 650 000	2 440 000	150 000	290 000	4 500 000	2 150 000	4 000 000	0		
		6 350 000				2 350 000		4 000 000		
Canalisation + bassin source	5 000 000	2 500 000							5 000 000	2 500 000
		1 000 000								1 000 000
Travaux Siagnole, effondrement rivière,voie d'accès captage	200 000	0	200 000							
SECURISATION EST OUEST BRANCHE SUD										
1ère tracnhe	2 000 000	2 000 000	500 000	400 000	1 500 000	1 600 000				
2ème tranche	1 200 000	600 000					1 200 000	600 000		
Liaison m1 y compris boulevard Belvédère	5 000 000	2 250 000					2 500 000	1 125 000	2 500 000	1 125 000
	0	2 000 000						1 000 000		1 000 000
Etude 4 saisons bassin la Colle du médecin - Acquisition terrain	100 000	0	100 000							
Gestion active des aquifères	200 000	100 000	200 000	100 000						
	43 089 526	**28 403 228**	**10 519 526**	**6 793 228**	**13 370 000**	**9 760 000**	**10 400 000**	**6 725 000**	**9 000 000**	**5 625 000**
Solde à financer		**-26 226 298**		**-5 916 298**		**-6 260 000**		**-8 675 000**		**-5 375 000**
		Emprunts		2 190 000		2 650 000		5 000 000		2 000 000
		Autofinancement		**-3 726 298**		**-3 610 000**		**-3 675 000**		**-3 375 000**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

V – Le Budget Annexe Assainissement

1. Les données générales et le résultat

➢ Les grandes masses financières :

	2022	2023	2024	Evolution 2024/2023
Recettes de fonctionnement	3 265 005	3 291 217	3 620 726	+ 10.01%
Dépenses de fonctionnement	2 093 917	2 205 437	2 065 580	- 6.34 %
Recettes d'investissement	806 369	867 060	1 442 073	
Dépenses d'investissement	2 311 322	723 834	1 420 775	

➢ Les résultats d'exécution 2024 et la proposition d'affectation sur 2025

o Budgets consolidés (AC + ANC)

	Reports sur 2024	Résultats 2024	Résultats de clôture 2024
Investissement	1 690 002.89	604 363.24	2 294 366.13
Fonctionnement	936 474.32	972 080.30	1 908 554.62
Total	**2 626 477.21**	**1 576 443.54**	**4 202 920.75**
		Restes à réaliser	**- 2 452 431.29**
		Résultat d'investissement avec RAR	**- 158 065.16**
		Solde reporté d'excédent de fonctionnement	**1 750 489.46**

- Report en excédent de fonctionnement des 1 750 489.46€ (002 recettes)
- Excédent de fonctionnement capitalisé de 158 065.16€ (1068 recettes)
- Report en excédent d'investissement pour 2 294 366.13€ (001 recettes)

- Répartition Assainissement Collectif et Assainissement Non Collectif

▪ Budget Assainissement Collectif

	Reports sur 2024	Résultats 2024	Résultats de clôture 2024
Investissement	1 677 130.72	620 428.88	2 297 559.60
Fonctionnement	983 376.24	967 972.13	1 951 348.37
Total	**2 660 506.96**	**1 588 401.01**	**4 248 907.97**
		Restes à réaliser	**- 2 450.953.54**
		Résultat d'investissement avec RAR	**- 153 393.94**
		Solde reporté d'excédent de fonctionnement	**1 797 954.43**

- Report en excédent de fonctionnement des 1 797 954.43€ (002 recettes)
- Excédent de fonctionnement capitalisé de 153 393.94€ (1068 recettes)
- Report en excédent d'investissement pour 2 297 559.60€ (001 recettes)

▪ Budget Assainissement Non Collectif

	Reports sur 2024	Résultats 2024	Résultats de clôture 2024
Investissement	12 872.17	- 16 065.64	- 3 193.47
Fonctionnement	- 46 901.92	4 108.17	- 42 793.75
Total	**- 34 029.75**	**- 11 957.47**	**- 45 987.22**
		Restes à réaliser	**- 1 477.75**
		Résultat d'investissement avec RAR	**- 4 671.22**
		Solde reporté déficit de fonctionnement	**- 47 464.97**

- Report en déficit de fonctionnement des 47 464.97€ (002 dépenses)
- Excédent de fonctionnement capitalisé de 4 671.22€ (1068 recettes)
- Report en déficit d'investissement pour 3 193.47€ (001 dépenses)

2. La section de fonctionnement

➢ Les recettes

	2022	2023	2024
Redevances assainissement et prestations de services (70)	2 818 338	2 992 308	3 290 671
Dotations et subventions (74)	65 523	66 777	66 935
Autres produits courants (75)	2 931	8 620	3 402
Atténuation de charges (013)	64 879	19 205	39 707
Total des recettes de gestion courante	**2 951 671**	**3 086 910**	**3 400 715**
Produits exceptionnels	313 334	204 307	220 011
Total des recettes réelles de fonctionnement	**3 265 005**	**3 291 217**	**3 620 726 + 10.01%**

Chapitre 70 : Augmentation des consommations + nouvelle tarification

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 25/03/2025
Publication : 25/03/2025

➢ **Les dépenses**

	2022	2023	2024
Charges à caractère général (011)	1 170 720	978 719	942 378
Charges de personnel (012)	729 571	824 938	840 643
Reversement Agence de l'Eau redevance de modernisation (014)	89 239	270 383	175 304
Autres charges courantes (65)	20 135	13 095	28 245
Total des dépenses de gestion courante	**2 009 665**	**2 087 135**	**1 986 570**
Charges financières (66)	66 308	62 871	61 250
Charges exceptionnelles (67-68)	17 944	55 431	17 760
Total des dépenses réelles de fonctionnement	**2 093 917**	**2 205 437**	**2 065 580** **- 6.34%**

Chapitre 011 : Baisse de l'électricité
Chapitre 012 : Recrutement en juin d'une responsable de production eau et assainissement
Chapitre 65 : Admissions en non-valeurs
Chapitre 67 : Modification des modalités de remboursement des trop-perçus (mensualisations) : mandats en 2023 et réduction de titres en 2024

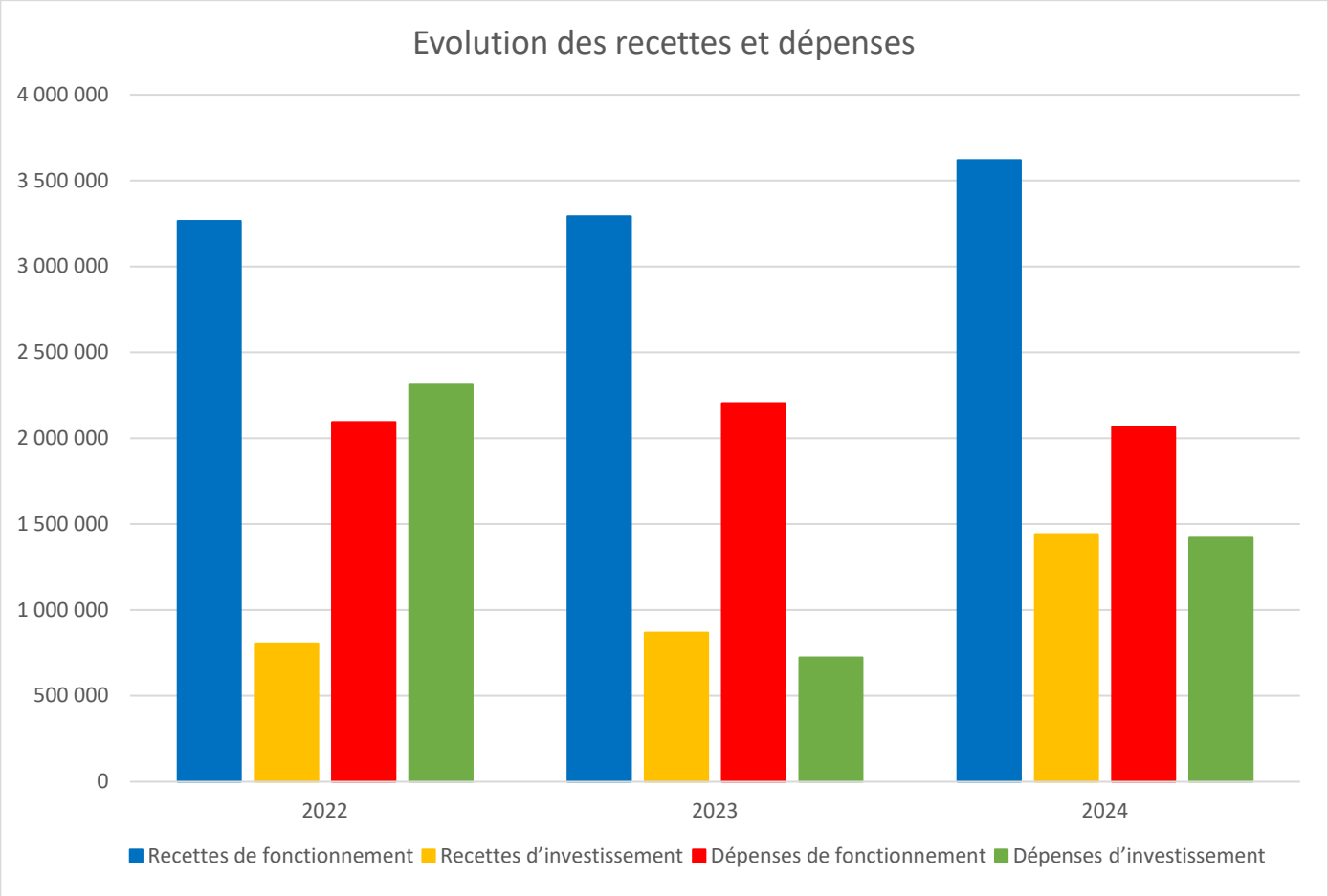
3. La section d'investissement

➢ **Les recettes**

	2022	2023	2024
FCTVA (10222)	352 139	122 175	108 410
Subventions perçues (13)	454 230	744 885	533 663
Emprunts (16)			800 000
Total des recettes d'investissement	**806 369**	**867 060**	**1 442 073**

➢ **Les dépenses**

	2022	2023	2024
Dépenses d'équipements (20, 21, 23 et 26)	2 038 924	448 539	1 142 538
Remboursement du capital de la dette (16)	272 398	275 295	278 237
Total des dépenses d'investissement	**2 311 322**	**723 834**	**1 420 775**



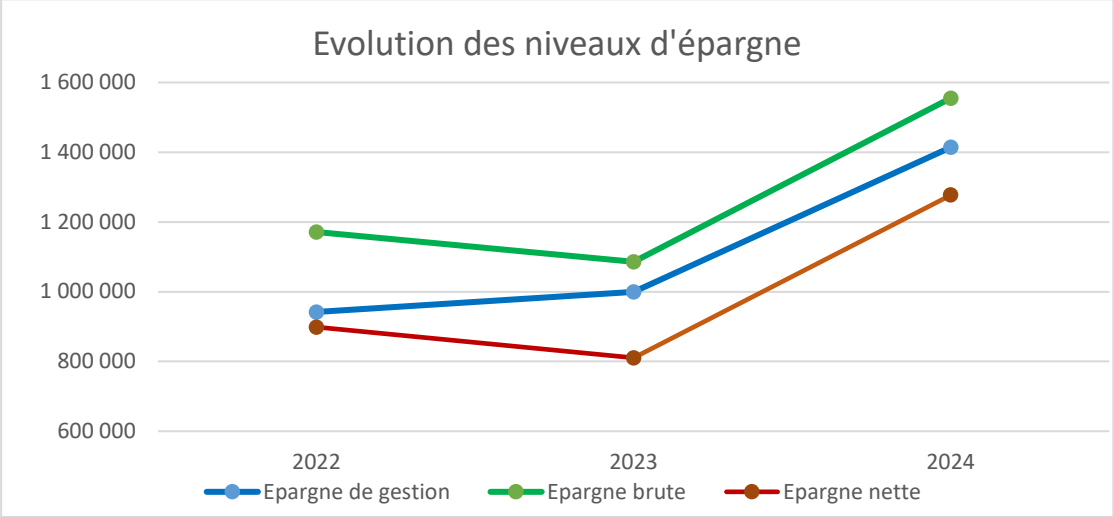
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

4. Les soldes intermédiaires de gestion

➢ Les épargnes

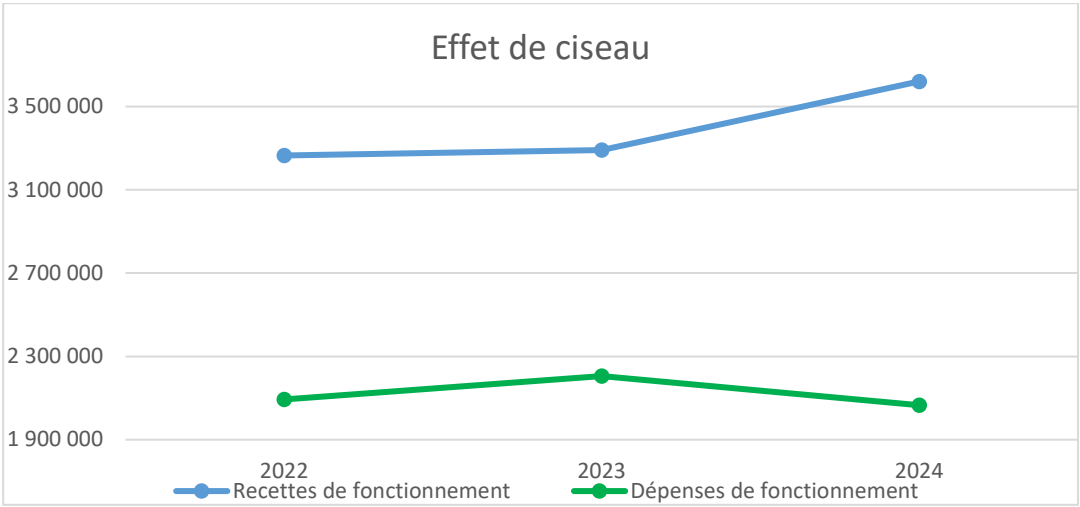
	2022	2023	2024
Recettes de gestion	2 951 671	3 086 910	3 400 715
Dépenses de gestion	2 009 665	2 087 135	1 986 570
Epargne de gestion	942 006	999 775	1 414 145
Résultat financier	-66 308	-62 871	-61 250
Résultat exceptionnel	295 390	148 876	202 251
Epargne brute	1 171 088	1 085 780	1 555 146
Taux d'épargne brute (en %)	*39,68%*	*35,17%*	*45,73%*
Capital de la dette	272 398	275 295	278 237
Epargne nette	898 690	810 485	1 276 909

Le taux d'épargne brute est un ratio (Epargne brute / recettes de fonctionnement) qui indique la part des recettes de fonctionnement qui peuvent être consacrées pour investir ou rembourser de la dette. Il est généralement admis qu'un ratio de 8% à 15% est satisfaisant.



➢ Effet de ciseau

Budgets consolidés	2022	2023	2024
Recettes de fonctionnement	3 265 005	3 291 017	3 620 726
Dépenses de fonctionnement	2 093 917	2 205 437	2 065 580

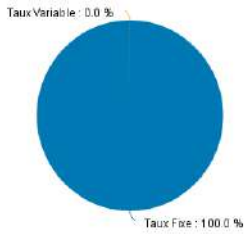


Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

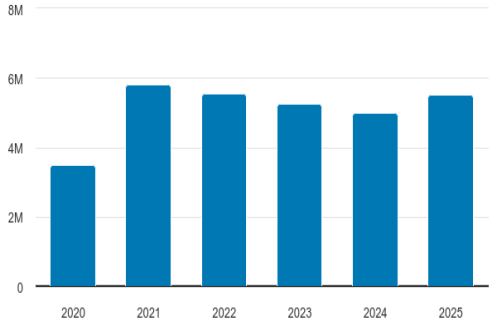
5. L'endettement

- Caractéristiques de la dette
  - Encours au 31.12.2024 : 5 515 586.82€
  - Nombre d'emprunts : 14
  - Taux moyen : 1.24%

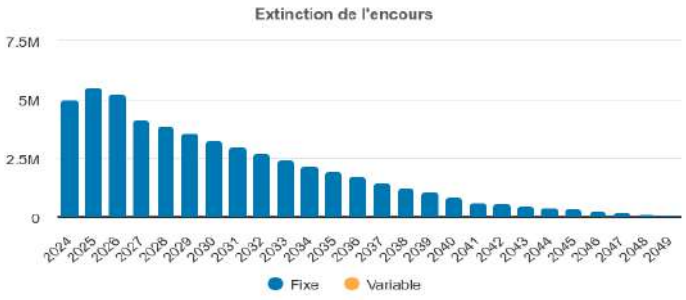
Types de taux

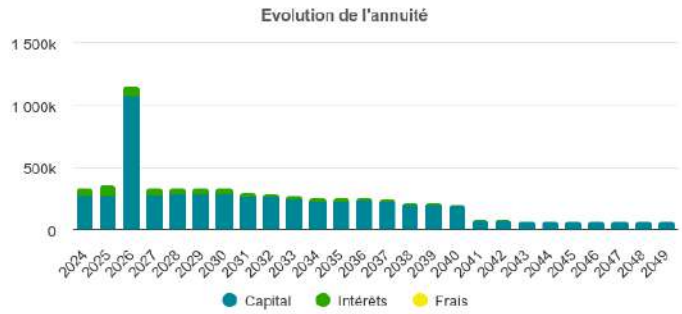


Evolution de l'encours depuis 5 ans



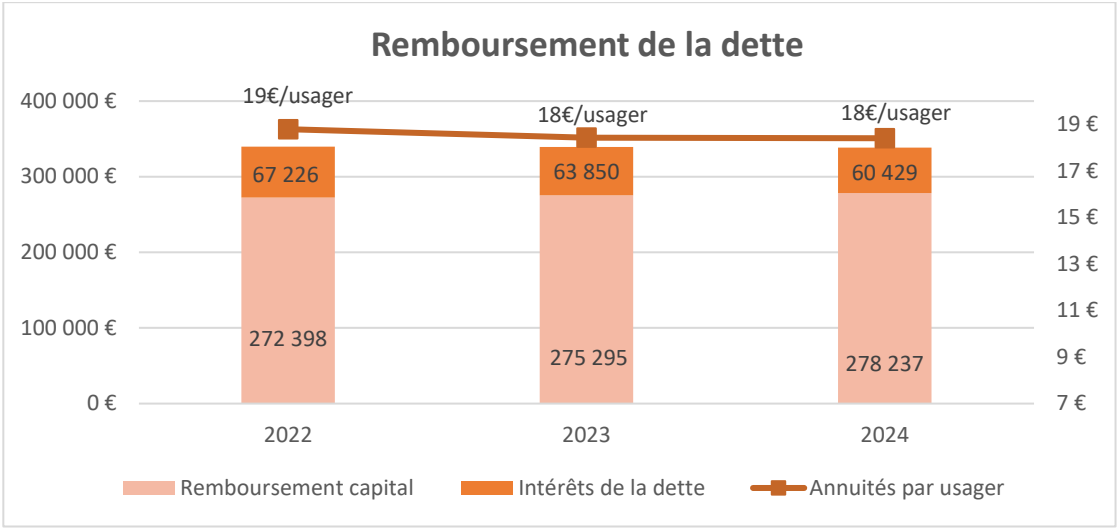
- Charges financières
  - Annuité 2024 : 338 665.96€
  - Dont amortissement : 278 236.66€
  - Dont intérêts : 60 429.30€





	2022	2023	2024
Capital restant dû (au 31.12)	5 269 118.75	4 993 823.47	5 515 586.82
Annuités	339 623.95	339 144.93	338 665.96
Epargne brute	1 171 088	1 085 780	1 555 146
Ratio de désendettement	**4,50 ans**	**4,60 ans**	**3,55 ans**
Emprunt	0	0	800 000

Réalisation en décembre 2024 d'un prêt relais de 800 000€ auprès de l'AFL, sur 2 ans à taux fixe 2.88%, dans l'attente du versement des subventions et du plan de financement définitif des 2 tranches de la STEP des Estérets.



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083 200004802 20250319 250319 14 DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Plan Pluriannuel d'Investissement 2025 – 2028 du Budget annexe Assainissement

Opération			Prévisionnel							
Intitulé	Montant		2025		2026		2027		2028	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Divers	7 200 000,00	2 100 000,00	1 800 000,00	600 000,00	1 800 000,00	500 000,00	1 800 000,00	500 000,00	1 800 000,00	500 000,00
STEP des Esterets MONTAUROUX T2	2 100 000,00	665 000,00	2 100 000,00	665 000,00						
		1 400 000,00		1 400 000,00						
Saint Paul - Quartier Charlon	450 000,00	0,00	100 000,00		100 000,00		150 000,00		100 000,00	
STEP TANNERON T1	1 000 000,00	600 000,00	100 000,00		900 000,00	600 000,00				
		300 000,00				300 000,00				
Chemin des Cigales MONTAUROUX	400 000,00	400 000,00	400 000,00	400 000,00						
	11 150 000,00	**5 465 000,00**	**4 500 000,00**	**3 065 000,00**	**2 800 000,00**	**1 400 000,00**	**1 950 000,00**	**500 000,00**	**1 900 000,00**	**500 000,00**
Solde à financer		-8 785 000,00		-3 835 000,00		-2 200 000,00		-1 950 000,00		-1 900 000,00
		Emprunts		2 400 000,00		800 000,00		500 000,00		500 000,00
		Autofinancement		**-1 435 000,00**		**-1 400 000,00**		**-1 450 000,00**		**-1 400 000,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Modalités de temps de travail
La durée effective du travail est fixée à 35h par semaine pour l'ensemble du personnel, soit 1 607h par an, sans RTT.

1. *La structure des effectifs*

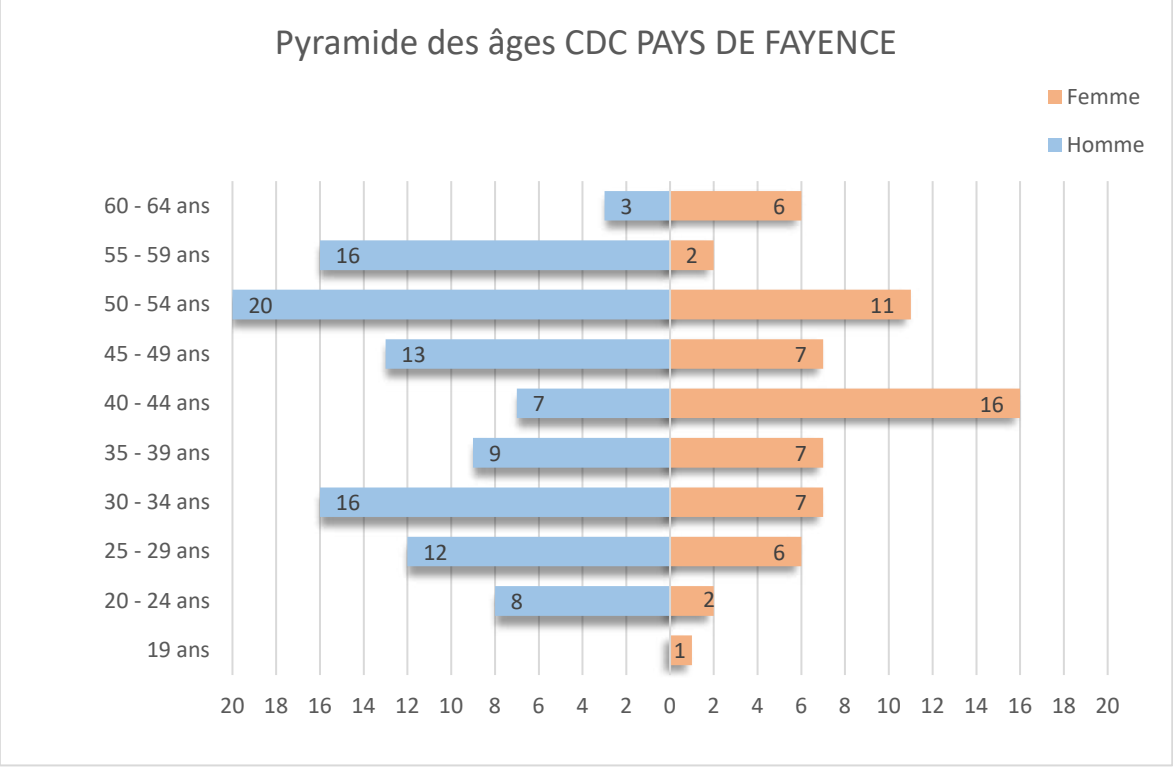
➢ Répartition des effectifs par budget au 1er janvier 2025 : 169 agents (65 femmes et 104 hommes)

- Budget Principal : 46 agents
- *Mise à disposition de l'OTI : 3 agents*
- Budget annexe DMA : 58 agents
- Budget annexe EAU : 45 agents
- Budget annexe Assainissement : 17 agents (3 ANC et 14 AC)

➢ Répartition par catégorie hiérarchique (A, B et C, hors OTI)

Catégorie hiérarchique	BP	%	OM	%	EAU	%	ASS.	%	Total	%
A	9	20%	1	2%	4	9%	1	6%	15	9%
B	8	17%	2	3%	3	7%	2	12%	15	9%
C	29	63%	55	95%	38	84%	14	82%	136	82%
Total	46	100%	58	100%	45	100%	17	100%	166	100%

➢ Pyramide des âges (BP + OM + EAU + ASSAINISSEMENT) – Moyenne d'âge : 43 ans

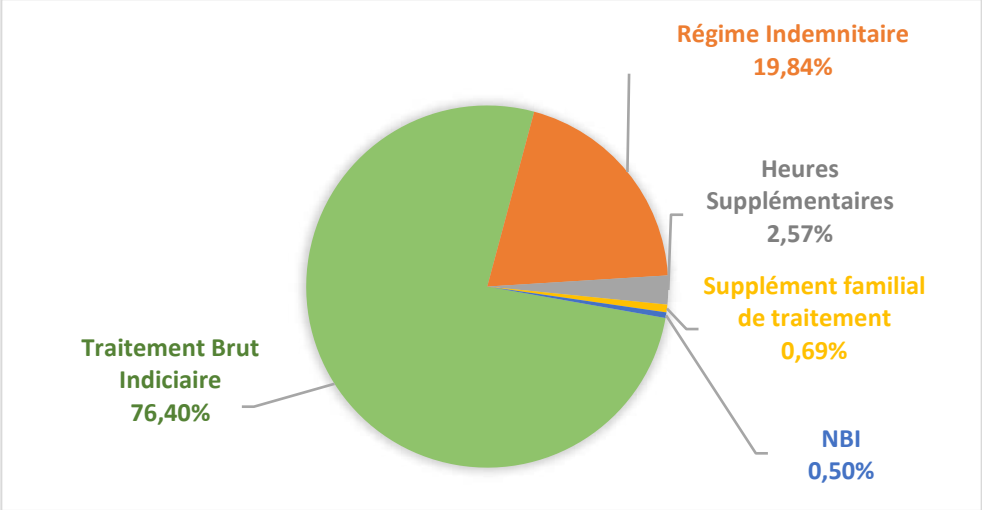


Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

2. *Les dépenses de personnel*

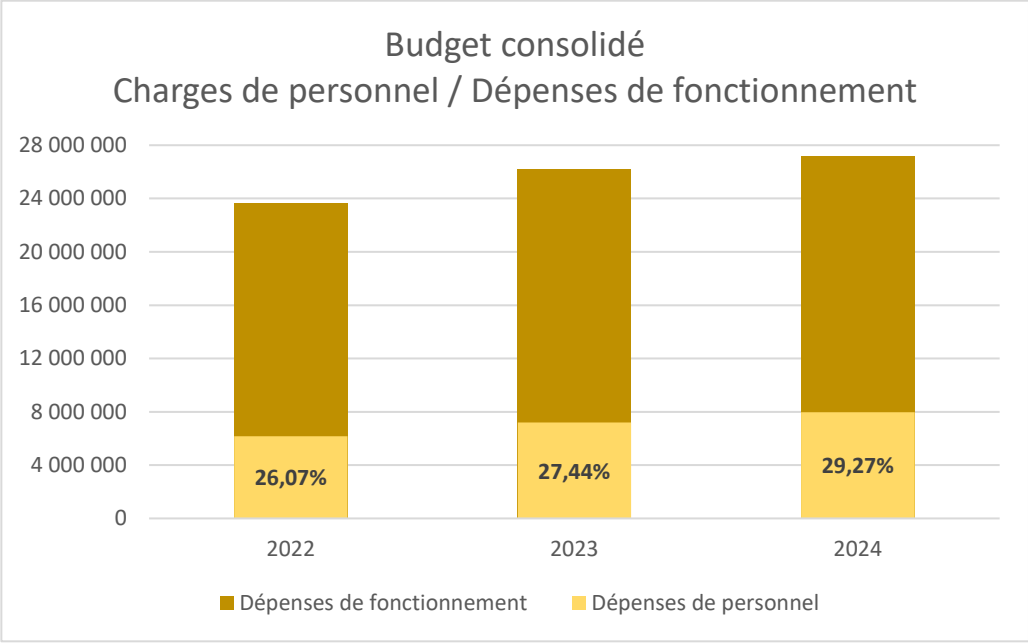
➢ La composition de la rémunération du personnel en 2024 (hors charges)

	Budget Principal	OM	Eau	Assainissement	Total
Traitement Brut Indiciaire	1 220 677	1 278 794	1 420 752	453 127	4 373 350
Régime Indemnitaire	432 343	289 852	337 420	76 204	1 135 819
NBI	15 716	7 568	5 100		28 384
Heures Supplémentaires	455	98 085	36 079	12 724	147 343
Supplément Familial de Traitement	14 583	21 181	1 682	2 092	39 538
Total	1 683 774	1 695 480	1 801 033	544 147	5 724 434



➢ Le ratio du personnel

Ce ratio mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.
Ce ratio est en moyenne (source DGFIP) en 2022 de 41,70% pour les Communautés de communes en FPU.
Ce ratio s'analyse après retraitement des données, c'est-à-dire les soldes des chapitres 012, déduction faîte des remboursements d'accidents de travail, des participations aux financements de certains postes (emploi aidé, Projet Alimentaire Territorial, Conseiller numérique) et des différentes mises à disposition de personnel (MAD) pour le personnel mutualisé.



Aucune création de poste pour 2025.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Communauté de communes Pays de Fayence

Actualisation de l'analyse prospective

Mars 2025

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Sommaire

01 Budget Eau

02 Budget Assainissement

03 Budget Déchets ménagers et assimilés

04 Budget Principal

© 2025 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Budget Eau

© 2025 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Rappel de l'analyse prospective précédente

En synthèse

En fonctionnement :

- ✓ **Des recettes en hausse suite à l'augmentation des tarifs**
- ✓ **Une baisse des volumes en parallèle**
- ✓ **Des dépenses en hausse dans un contexte de consolidation du service, notamment les dépenses de personnel**
- ✓ **Point d'attention : un chapitre 011 dont la baisse est liée notamment à une nouvelle imputation des redevances versées aux Agences de l'eau**

→ **En 2020 et 2023, des SIG en baisse du fait de dépenses dont la hausse est plus forte que celle des recettes.**

En investissement

- ✓ **Une dynamique importante et un effort d'investissement en hausse sur le territoire**

Autres informations

- ✓ **Un taux d'autofinancement important sur la période : 85% en moyenne entre 2020 et 2023**
- ✓ **Couplé à la mobilisation de l'emprunt sur la période, celui-ci permet également de maintenir un fonds de roulement représentant en 2023 un montant supérieur à celui de 2020.**
- ✓ **En 2023, le fonds de roulement représente 9,4 mois de dépenses.**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Présentation des SIG actualisés

	2020	2021	2022	2023	2024
RECETTES DE GESTION	**5 807 927**	**7 234 475**	**7 147 641**	**7 607 700**	**9 719 174**
Produits des services (R70)	5 802 151	7 215 045	7 118 026	7 509 460	9 712 346
Impôts et taxes (R73)	-	-	-	-	-
Dotations et participations (R74)	-	-	-	77 368	-
Autres produits (R75)	3	2	4 565	567	256
Atténuation de charges (R013)	5 773	19 428	25 050	20 304	6 572
DÉPENSES DE GESTION	**4 694 428**	**4 212 724**	**5 187 787**	**5 899 175**	**6 253 562**
Charges à caractère général (D011)	3 480 385	2 338 465	2 150 186	1 543 823	2 622 306
Dépenses de personnel (D012)	1 163 858	1 774 837	2 158 068	2 651 836	2 720 786
Atténuation produits (D014)	-	-	790 000	1 614 343	787 146
Autres charges courantes (D65)	50 185	99 422	89 533	89 173	123 325
ÉPARGNE DE GESTION	**1 113 499**	**3 021 751**	**1 959 854**	**1 708 525**	**3 465 612**
En % des recettes de gestion	*19%*	*42%*	*27%*	*22%*	*36%*
Soldes financiers, exceptionnels & provisions	**1 299 253**	**- 109 445**	**5 981**	**- 243 299**	**247 537**
Solde financier	**- 134 463**	**- 102 250**	**- 110 464**	**- 111 460**	**- 131 844**
Solde exceptionnel	**1 433 716**	**- 7 195**	**116 445**	**- 131 839**	**379 381**
Solde provision	-	-	-		-
ÉPARGNE BRUTE (CAF)	**2 412 752**	**2 912 306**	**1 965 835**	**1 465 226**	**3 713 149**
En % des recettes de gestion	*42%*	*40%*	*28%*	*19%*	*38%*
Amortissement du capital de la dette existante	354 002	394 220	405 089	389 578	372 380
ÉPARGNE NETTE (CAF NETTE)	**2 058 750**	**2 518 086**	**1 560 747**	**1 075 649**	**3 340 768**
En % des recettes de gestion	*35%*	*35%*	*22%*	*14%*	*34%*

Une hausse importante de l'épargne de gestion 2024…

Celle-ci s'explique par une hausse des recettes plus importante que celle des dépenses.

- Concernant les recettes, la hausse concerne essentiellement les redevances et ventes d'eau
- Concernant les dépenses, la hausse se concentre majoritairement sur les redevances versées aux agences de l'eau au titre des prélèvements d'eau

… Impactant mécaniquement les épargnes brute et nette

Sur ce point, il convient de souligner qu'en 2024 le solde exceptionnel est particulièrement important, conduisant à un montant d'épargne brute plus important que l'épargne de gestion.

En 2024, la CAF nette représente 34% des recettes de gestion soit un niveau très correct.

© 2025 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Budget Eau

Construction du CA structurel

	2024 Projeté	CA 2024	CA structurel initial	CA structurel
RECETTES DE GESTION	**7 794 065**	**9 719 174**	**7 569 231**	**9 719 997**
Produits des services (R70)	7 695 311	9 712 346	7 547 408	9 712 346
Impôts et taxes (R73)	-	-	-	-
Dotations et participations (R74)	77 368	-	-	-
Autres produits (R75)	573	256	1 335	1 079
Atténuation de charges (R013)	20 812	6 572	20 488	6 572
DÉPENSES DE GESTION	**6 255 715**	**6 253 562**	**5 833 492**	**6 248 887**
Charges à caractère général (D011)	1 553 861	2 622 306	1 478 140	2 617 631
Dépenses de personnel (D012)	2 997 000	2 720 786	2 651 836	2 720 786
Atténuation produits (D014)	1 614 343	787 146	1 614 343	787 146
Autres charges courantes (D65)	90 511	123 325	89 173	123 325
ÉPARGNE DE GESTION	**1 538 350**	**3 465 612**	**1 735 739**	**3 471 110**
En % des recettes de gestion	20%	36%	23%	36%
Soldes financiers, exceptionnels & provisions	- 265 847	247 537	- 243 299	- 139 374
Solde financier	- 107 374	- 131 844	- 111 460	- 131 844
Solde exceptionnel	- 131 839	379 381	- 131 839	- 7 530
Solde provision	- 26 634	-	-	-
ÉPARGNE BRUTE (CAF)	**1 272 503**	**3 713 149**	**1 492 440**	**3 331 736**
En % des recettes de gestion	16%	38%	20%	34%
Amortissement du capital de la dette existante	355 967	372 380	389 578	372 380
ÉPARGNE NETTE (CAF NETTE)	**916 536**	**3 340 768**	**1 102 863**	**2 959 356**
En % des recettes de gestion	12%	34%	15%	30%

membres de l'organisation mondiale RFMO.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Hypothèses prospectives retenues

0% *Stabilité des volumes sur la base de 3 100 000m3*

2,37€ *Tarif moyen pondéré 2024 avec une évolution fonction de l'inflation*

Fonctionnement - Recettes

Chapitre	Commentaire
70	▪ Hypothèse d'évolution d'1% pour les comptes de produits divers, ▪ Concernant les ventes d'eau, hypothèse d'une stagnation des volumes sur la base de 3 100 000m3. Pour le tarif, rappelons que le tarif moyen pondéré 2024 s'élève à 2,37€, Celui-ci évolue chaque année selon l'hypothèse d'inflation. ▪ Prise en compte de la réforme des redevances de l'Agence de l'Eau (redevance « consommation »)
75	▪ Hypothèse d'évolution d'1% pour l'ensemble des comptes
013	▪ Hypothèse d'évolution de 2,5%

Fonctionnement - Dépenses

Chapitre	Commentaire
011	▪ Hypothèse d'évolution corrélée à l'inflation soit 1,7% en 2025 puis 2% sur le reste de la période par hypothèse
012	▪ Reprise de l'ensemble des prévisions de recrutement / départs à la retraite jusqu'en 2029 en sus d'une hypothèse d'évolution de 2,5% chaque année : un agent chargé à 80k€ en 2028 et tuilage du directeur (en double sur 2026-2027) soit 120k€ au total
014	▪ Reprise du montant fixé au chapitre 70 (reversement de la redevance de l'Agence de l'Eau)
65	▪ Hypothèse d'évolution de 1,5%

NB : Concernant la dette, les emprunts envisagés en PPI n'ont pas été repris. Ainsi, les intérêts et amortissements de la dette existante sont ceux inscrits dans l'échéancier de dette uniquement.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

PPI - Dépenses

Dépenses	2025	2026	2027	2028	2029
seillans	3 110 000				
seillans deci	100 000	120 000			
tanneron	500 000	2 000 000			
tanneron deci	200 000				
tourrettes +deci	200 000				
fayence deci	500 000	650 000			
bagnols deci	125 312				
callian deci	84 214				
montauroux deci	400 000				
montauroux piste cyclable et quartier gaudon	750 000				
forage tassy	250 000				
forage barriere	200 000				
etude ressources strategiques	400 000				
travaux de securisation siagnole travaux preparatoires	700 000				
travaux de securisation siagnole bassin + usine +acquisition fonciere+divers	150 000	4 500 000	4 000 000		
travaux de securisation siagnole canalisation+bassin source				5 000 000	5 000 000
gestion active des aquiferes	200 000				
forage de reconnaissance montauroux	250 000				
securisation est ouest scenario branche sud(1ere tranche)	500 000	1 500 000			
securisation est ouest scenario branche sud(2eme tranche)			1 200 000		
eau agricole(1ere tranche)	100 000	3 100 000			
eau agricole(2eme tranche)			1 200 000		
reseaux et travaux divers	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	3 000 000
travaux canal siagnole,effondrement riviere , voie d'accés captage	200 000				
etude 4 saisons bassin la colle du medecin acquisition terrain	100 000				
liaison m1 y compris boulevard du belvedere			2 500 000	2 500 000	
bassin bagnols en foret et liaison saint paul					
Total	**10 519 526**	**13 370 000**	**10 400 000**	**9 000 000**	**10 269 000**
Pour rappel – PPI précédente	**10 700 000**	**10 500 000**	**8 500 000**		

mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une
e nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

PPI - Recettes

Recettes	2025	2026	2027	2028	2029
seillans dont deci	2 274 000	60 000			
tanneron deci	200 000				
tanneron	250 000	250 000			
fayence deci	250 000	250 000			
tourrettes deci	150 000				
callian deci	37 651				
Bagnols deci	56 577				
montauroux deci	200 000				
montauroux piste cyclable	325 000				
etude ressources strategiques	200 000				
travaux de securisation siagnole travaux preparatoires	560 000				
travaux de securisation siagnole bassin + usine +acquisition fonciere+divers		2 150 000	-		
travaux de securisation siagnole canalisation+bassin source				2 500 000	2 500 000
gestion active des acquiferes	100 000				
securisation est ouest scenario branche sud(1ere tranche)		1 600 000			
eau agricole(1ere tranche)		2 800 000			
liaison m1 y compris boulevard du belvedere			1 125 000	1 125 000	
securisation est ouest scenario branche sud(2eme tranche)			600 000		
bassin bagnols en foret et liaison saint paul					1 000 000
subvention agence reseaux divers					1 500 000
Total	**4 603 228**	**7 110 000**	**1 725 000**	**3 625 000**	**5 000 000**
Pour rappel – PPI précédente	**958 333**	**2 425 000**	**2 425 000**		

mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une
e nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Scénarios projetés

Scénario 1 – Fil de l'eau

Ce scénario théorique établit une projection des SIG de la CC en reprenant la moyenne annuelle des investissements des communes avant transfert.

A partir de 2025, le scénario au fil de l'eau prend en compte cette moyenne, soit 1 226k€/an.

En recettes, la moyenne des recettes 2020-2024 est prise en compte (781k€)

Les emprunts sont simulés avec un taux d'intérêt de 3,4% pendant 40 ans.

Les projets d'investissement mentionnés par la CC ne sont pas pris en compte à ce stade, seule la moyenne avant transfert est imputée.

Scénario 2 – Projection PPI

Ce scénario consiste à mettre en parallèle la projection des marges de manœuvre de la CC avec ses projets envisagés en investissement.

Ainsi, de 2025 à 2029, les dépenses et recettes d'investissement renvoient à la somme des opérations projetées par la CC. (soit 57,7Mk€ en dépense et 23,6Mk€ en recette au total sur 2025-2029)

Les montants ont été répartis sur les années en fonction du phasage envisagé par la CC.

Les emprunts sont simulés avec un taux d'intérêt de 3,4% pendant 40 ans. Les prévisions d'emprunt de la CC ne sont pas reprises dans ce scénario.

© 2025 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Scénario 1 – Fil de l'eau

Un rétablissement des soldes intermédiaires de gestion en 2024 qui se maintien en prospective

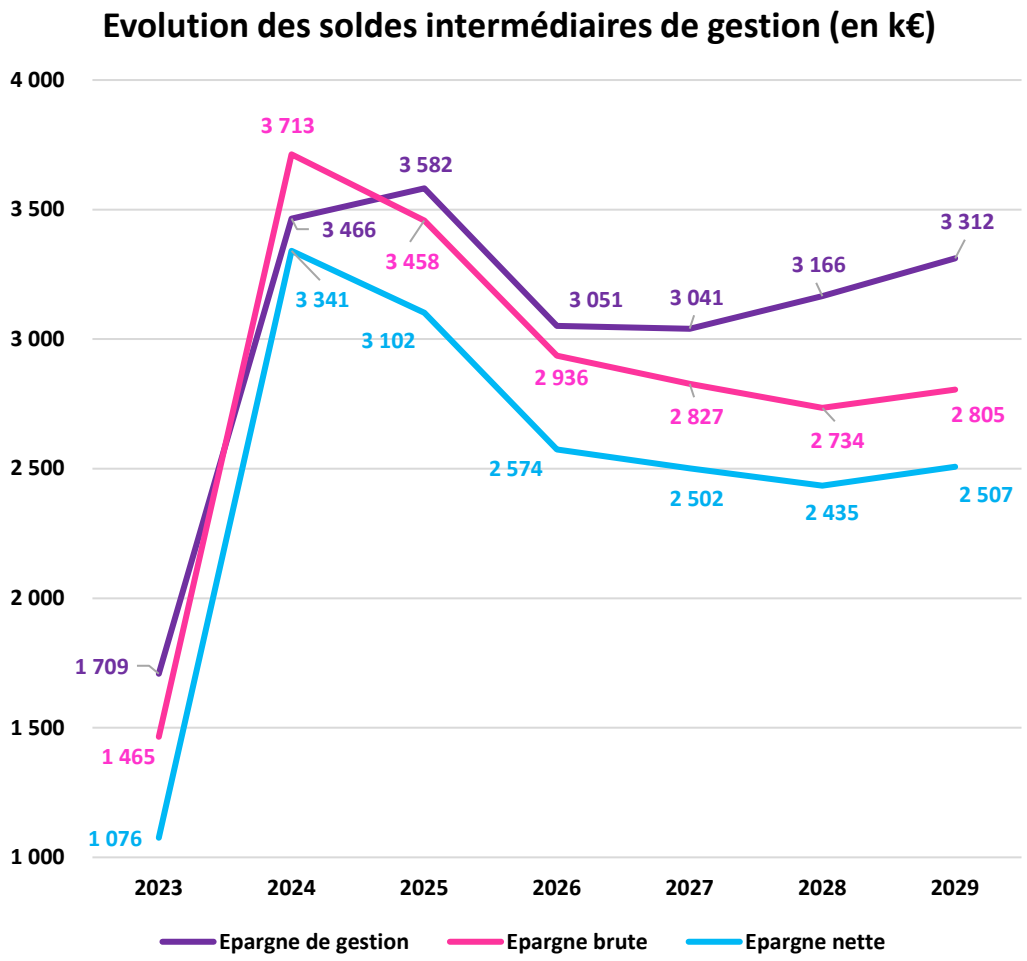
Des épargnes en hausse importante entre 2023 et 2024 en lien avec l'augmentation des tarifs et des volumes.

A volumes constants et tarifs évoluant en fonction de l'inflation, les recettes de gestion continueraient d'augmenter plus rapidement que les volumes.

A horizon 2029, la CAF nette représenterait ainsi 29% des recettes de gestion.

En parallèle, un fonds de roulement qui ne cesse de s'accroitre (27 mois de dépenses réelles de fonctionnement à horizon 2029).

Dans ce scénario fil de l'eau, aucunes marges de manœuvre complémentaire n'est à générer afin de répondre aux ratios.

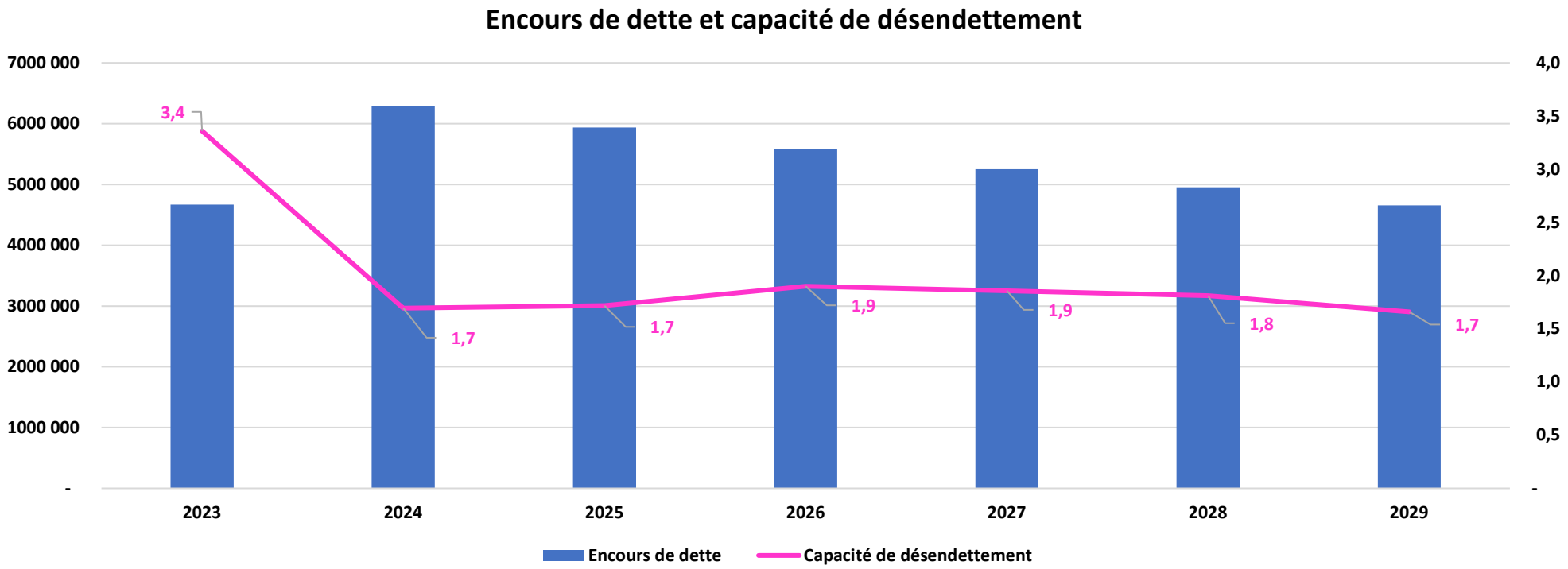


	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Résultat de clôture	4 242 568	7 167 400	9 518 169	11 341 629	13 092 557	14 776 597	16 532 502

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Scénario 1 – Fil de l'eau

Une capacité de désendettement rétablie



Les réserves de la CCPF lui permettent de limiter son recours à l'emprunt sur la période projetée (absence de nouveaux emprunts)

La baisse de l'encours de dette couplée à une hausse de la CAF brute permet de maintenir une capacité de désendettement en-deçà du seuil de prudence fixé à 7 années.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Scénario 1 – Fil de l'eau

Ratios cibles et hypothèses d'ajustement

Afin d'approcher les conditions de soutenabilité de ce scénario, nous introduisons dans la simulation des ratios cibles à atteindre. Ces ratios se résument de la façon suivante :

- Une épargne nette à minimum 7% des recettes de gestion,
- Une capacité de désendettement inférieure à 7 années
- Un fonds de roulement supérieur ou égal à 2 mois de dépenses réelles de fonctionnement (niveau plancher observé en rétrospective), permettant ainsi à la CC de conserver des marges de manœuvre en trésorerie

Ratios cibles	2025	2026	2027	2028	2029
Caf nette	3 101 681	2 574 371	2 501 841	2 434 951	2 506 817
CAF NETTE/RECETTES DE GESTION	31,3%	25,5%	24,8%	24,0%	24,3%
CAPACITE DE DESENDETTEMENT	1,7	1,9	1,9	1,8	1,7
Fonds de roulement	9 518 169	11 341 629	13 092 557	14 776 597	16 532 502
FONDS DE ROULEMENT/DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT (en mois)	17,59	18,91	21,67	24,97	27,91

En conclusion, à horizon 2029, la trajectoire définie ne nécessite pas de marges de manœuvre supplémentaires pour atteindre les ratios fixés.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

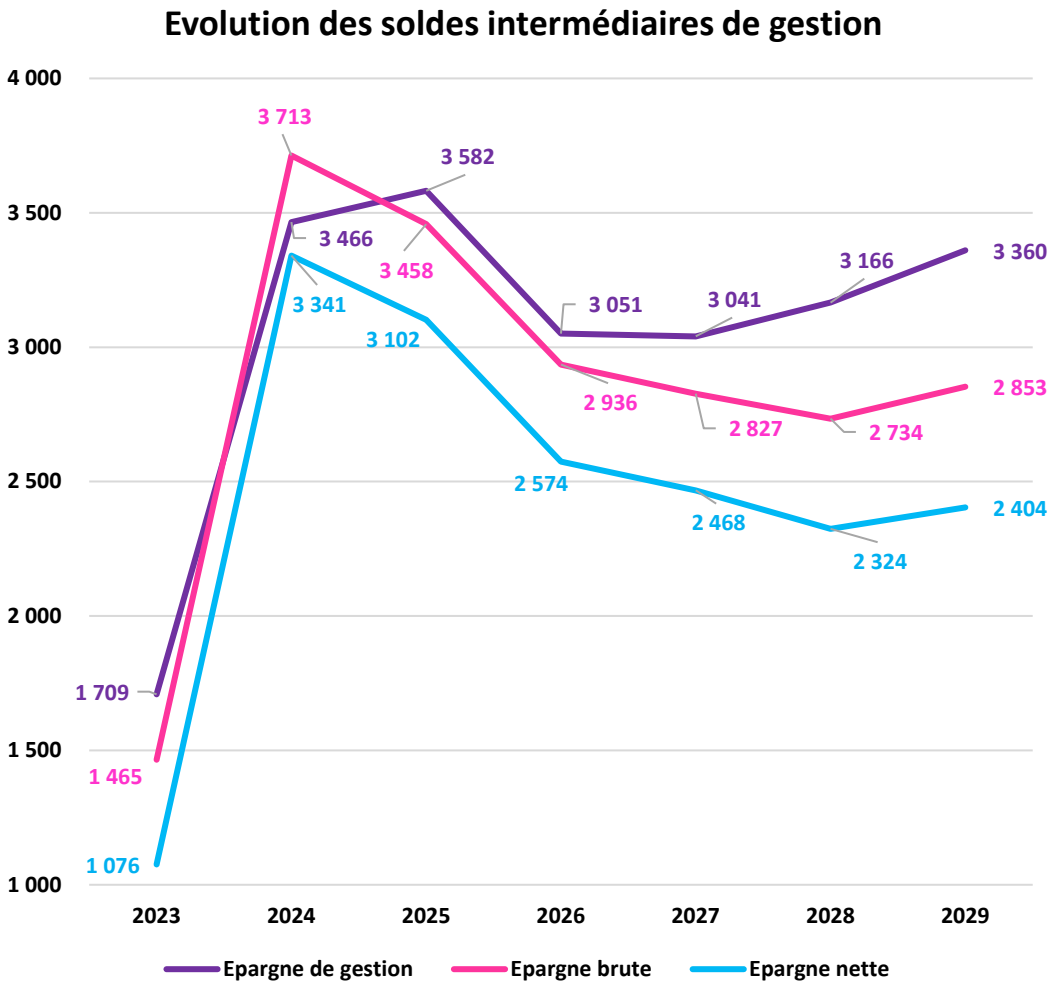
Scénario 2 – PPI

Des ratios cibles atteints au moyen de marges de manœuvre supplémentaires en fonctionnement

Des épargnes qui, après une baisse entre 2024 et 2027, semblent finalement se stabiliser en fin de période. Malgré cette diminution, le niveau des soldes intermédiaires de gestion reste correct en comparaison aux ratios prudentiels.

Ainsi, à horizon 2029, la CAF nette représente 23% des recettes de gestion, sans besoin de marges de manœuvre complémentaires.

En parallèle, des réserves qui se dégradent rapidement en l'absence de recours à l'emprunt (négatives dès 2026)**. Ainsi, afin de maintenir un fonds de roulement conforme au ratio prudentiel** (2 mois de dépenses réelles de fonctionnement), **il convient d'emprunter**

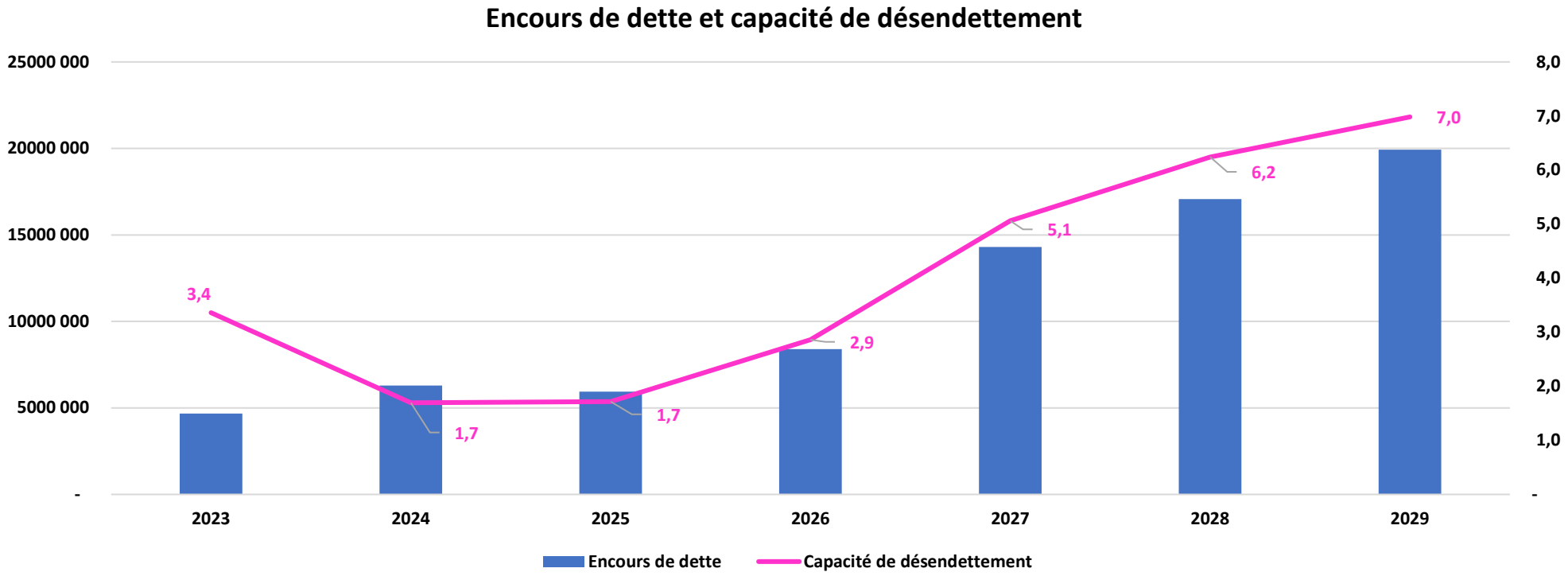


	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Résultat de clôture	4 242 568	7 167 400	2 063 054	1 199 556	1 224 408	1 234 563	1 252 629

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Scénario 2 – PPI

Un maintien de la capacité de désendettement



Les emprunts suivants sont projetés :

	2025	2026	2027	2028	2029
Emprunt	-	2 822 132	6 232 169	3 060 954	3 155 038

En somme, 15 270k€ d'emprunts sont projetés sur la période afin de maintenir une capacité de désendettement en-deçà du seuil de prudence fixé à 7 années sur la période projetée.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Scénario 2 – PPI

Ratios cibles et hypothèses d'ajustement

Afin d'approcher les conditions de soutenabilité de ce dernier scénario, nous introduisons dans la simulation des ratios cibles à atteindre. Ces ratios se résument de la façon suivante :

- Une épargne nette à minimum 7% des recettes de gestion,
- Une capacité de désendettement inférieure à 7 années
- Un fonds de roulement supérieur ou égal à 2 mois de dépenses réelles de fonctionnement (niveau plancher observé en rétrospective), permettant ainsi à la CC de conserver des marges de manœuvre en trésorerie

Ratios cibles	2025	2026	2027	2028	2029
Caf nette	3 101 681	2 574 371	2 467 683	2 324 201	2 403 619
CAF NETTE/RECETTES DE GESTION	31,3%	25,5%	24,5%	22,9%	23,3%
CAPACITE DE DESENDETTEMENT	1,7	2,9	5,1	6,2	7,0
Fonds de roulement	2 063 054	1 199 556	1 224 408	1 234 563	1 252 629
FONDS DE ROULEMENT/DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT (en mois)	3,81	2,00	2,00	2,00	2,00

En conclusion, la PPI est financée et les conditions fixées atteintes sur la période, sous réserve de l'intégration d'un niveau de marge complémentaire en fonctionnement de 48k€ à horizon 2029 (portant le tarif moyen pondéré à 2,63€ contre 2,37€ en 2024)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Synthèse

Ratios cibles et hypothèses d'ajustement

BUDGET EAU				
	Fil de l'eau initial	Fil de l'eau actualisé	PPI initial	PPI actualisé
Dépenses d'investissement (en k€)	4 903 316 €	6 129 145 €	40 488 773 €	57 698 663 €
Recette d'investissement (en k€)	1 190 643 €	2 374 586 €	15 292 822 €	23 642 045 €
CAF nette fin de période	531 325 €	2 506 817 €	2 542 808 €	2 403 619 €
CAF nette/recettes de gestion fin de période	7%	24%	33%	23%
Marges de manœuvre supplémentaires fin de période	144 384 €	0 €	2 349 414 €	48 366 €
Encours de dette fin de période	3 324 681 €	4 654 673 €	18 899 489 €	19 924 966 €
Capacité de désendettement fin de période	4,0	1,7	6,3	7,0
Résultat de clôture fin de période	2 910 138 €	16 532 502 €	1 222 615 €	1 252 629 €
Fonds de roulement / dépenses de gestion (en mois) fin de période	5,0	27,9	2,0	2,0
Emprunts projetés en prospective	0 €	0 €	15 574 808 €	15 270 293 €

En conclusion, la PPI est financée et les conditions fixées atteintes sur la période, sous réserve de l'intégration d'emprunts.

En comparaison avec le scénario initial :

✓ Au fil de l'eau, des résultats nettement améliorés du fait d'une hausse des volumes et prix de l'eau.

✓ En PPI, un moindre besoin en marge de manœuvre nettement moindre du fait de nouvelles marges dégagées en fonctionnement.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Budget Assainissement

© 2025 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Rappel de l'analyse prospective précédente

En synthèse

En fonctionnement

- ✓ **Des recettes en hausse dans le cadre de l'évolution de la tarification des services** (la hausse de tarif initialement projetée a engendré un gain de recettes plus favorable que les prévisions)
- ✓ **En parallèle, une baisse des volumes**
- ✓ **Des dépenses en hausse dans un contexte de consolidation du service, notamment les dépenses de personnel**
- ✓ **Un point d'attention : en 2023, le reversement à l'agence de l'eau de redevance modernisation au préalable comptabilisées sur le 011 est pérennisée en 014 : implique légère baisse du 011**

→ **Entre 2020 et 2023, une hausse des SIG liée à une augmentation des recettes (notamment la hausse des tarifs) plus rapide que celle des dépenses.**

En investissement

- ✓ **Un effort d'investissement moins important en fin de période couplé à des recettes d'investissement croissantes permettant de rétablir un résultat de clôture proche du niveau 2020**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Présentation des SIG actualisés

	2020	2021	2022	2023	CA 2024
RECETTES DE GESTION	**1 776 334 €**	**2 217 090 €**	**2 951 671 €**	**3 086 911 €**	**3 400 715 €**
Produits des services (R70)	**1 715 572 €**	**2 167 138 €**	**2 818 338 €**	**2 992 308 €**	**3 290 671 €**
Dotations et participations (R74)	**45 385 €**	**38 583 €**	**65 523 €**	**66 777 €**	**66 935 €**
Autres produits (R75)	**1 249 €**	**1 433 €**	**2 931 €**	**8 620 €**	**3 402 €**
Atténuation de charges (R013)	**14 128 €**	**9 936 €**	**64 879 €**	**19 205 €**	**39 707 €**
DÉPENSES DE GESTION	**1 488 520 €**	**1 889 021 €**	**2 009 665 €**	**2 087 135 €**	**1 986 570 €**
Charges à caractère général (D011)	**977 742 €**	**1 151 266 €**	**1 170 720 €**	**978 719 €**	**942 378 €**
Dépenses de personnel (D012)	**510 776 €**	**731 925 €**	**729 571 €**	**824 938 €**	**840 643 €**
Atténuation produits (D014)	**0 €**	**0 €**	**89 239 €**	**270 383 €**	**175 304 €**
Autres charges courantes (D65)	**2 €**	**5 830 €**	**20 135 €**	**13 095 €**	**28 245 €**
ÉPARGNE DE GESTION	**287 814 €**	**328 069 €**	**942 006 €**	**999 775 €**	**1 414 145 €**
En % des recettes de gestion	*16%*	*15%*	*32%*	*32%*	*42%*
Soldes financiers, exceptionnels & provisions	**269 153 €**	**-20 127 €**	**233 982 €**	**86 006 €**	**145 464 €**
Solde financier	-89 850 €	-70 847 €	-66 308 €	-62 871 €	-61 250 €
Solde exceptionnel	359 003 €	50 720 €	300 290 €	148 876 €	206 713 €
ÉPARGNE BRUTE (CAF)	**556 967 €**	**307 942 €**	**1 175 988 €**	**1 085 781 €**	**1 559 608 €**
En % des recettes de gestion	*31%*	*14%*	*40%*	*35%*	*46%*
Amortissement du capital de la dette existante	225 541 €	269 544 €	272 398 €	275 295 €	278 237 €
ÉPARGNE NETTE (CAF NETTE)	**331 426 €**	**38 398 €**	**903 590 €**	**810 486 €**	**1 281 372 €**
En % des recettes de gestion	*19%*	*2%*	*31%*	*26%*	*38%*

Une hausse de l'épargne de gestion 2024…

Celle-ci s'explique par une hausse des recettes couplée à une baisse des dépenses.

- Concernant les recettes, la hausse concerne essentiellement la redevance assainissement.
- Concernant les dépenses, la baisse se concentre sur les chapitres 011 et 014.

… Impactant mécaniquement les épargnes brute et nette

Sur ce point, comme pour le budget Eau, il convient de souligner qu'en 2024 le solde exceptionnel est en hausse, conduisant à un montant d'épargne brute plus important que l'épargne de gestion.

En 2024, la CAF nette représente 38% des recettes de gestion soit un niveau très correct.

© 2025 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Construction du CA structurel

	2020	2021	2022	2023	CA 2024	CA structurel
RECETTES DE GESTION	**1 776 334 €**	**2 217 090 €**	**2 951 671 €**	**3 086 911 €**	**3 400 715 €**	**3 391 020 €**
Produits des services (R70)	**1 715 572 €**	**2 167 138 €**	**2 818 338 €**	**2 992 308 €**	**3 290 671 €**	**3 290 671 €**
Dotations et participations (R74)	**45 385 €**	**38 583 €**	**65 523 €**	**66 777 €**	**66 935 €**	**66 935 €**
Autres produits (R75)	**1 249 €**	**1 433 €**	**2 931 €**	**8 620 €**	**3 402 €**	**3 208 €**
Atténuation de charges (R013)	**14 128 €**	**9 936 €**	**64 879 €**	**19 205 €**	**39 707 €**	**30 206 €**
DÉPENSES DE GESTION	**1 488 520 €**	**1 889 021 €**	**2 009 665 €**	**2 087 135 €**	**1 986 570 €**	**1 816 907 €**
Charges à caractère général (D011)	**977 742 €**	**1 151 266 €**	**1 170 720 €**	**978 719 €**	**942 378 €**	**783 883 €**
Dépenses de personnel (D012)	**510 776 €**	**731 925 €**	**729 571 €**	**824 938 €**	**840 643 €**	**840 643 €**
Atténuation produits (D014)	**0 €**	**0 €**	**89 239 €**	**270 383 €**	**175 304 €**	**175 304 €**
Autres charges courantes (D65)	**2 €**	**5 830 €**	**20 135 €**	**13 095 €**	**28 245 €**	**17 077 €**
ÉPARGNE DE GESTION	**287 814 €**	**328 069 €**	**942 006 €**	**999 775 €**	**1 414 145 €**	**1 574 113 €**
En % des recettes de gestion	*16%*	*15%*	*32%*	*32%*	*42%*	*46%*
Soldes financiers, exceptionnels & provisions	**269 153 €**	**-20 127 €**	**233 982 €**	**86 006 €**	**145 464 €**	**-54 536 €**
ÉPARGNE BRUTE (CAF)	**556 967 €**	**307 942 €**	**1 175 988 €**	**1 085 781 €**	**1 559 608 €**	**1 519 577 €**
En % des recettes de gestion	*31%*	*14%*	*40%*	*35%*	*46%*	*45%*
Amortissement du capital de la dette existante	225 541 €	269 544 €	272 398 €	275 295 €	278 237 €	278 237 €
ÉPARGNE NETTE (CAF NETTE)	**331 426 €**	**38 398 €**	**903 590 €**	**810 486 €**	**1 281 372 €**	**1 241 340 €**
En % des recettes de gestion	*19%*	*2%*	*31%*	*26%*	*38%*	*37%*

NB : Au CA structurel, les montants ont été passés en HT au 011 et 65. La participation du budget principal a également été retirée en 77.

© 2025 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Hypothèses prospectives retenues

0% *Volumes stables sur la base de 1 200 000m3*

1,94€ *Tarif moyen pondéré 2024 avec une évolution fonction de l'inflation*

TVA *Passage d'un budget TTC à HT*

Fonctionnement - Recettes

Chapitre	Commentaire
70	▪ Hypothèse d'évolution d'1% pour l'ensemble des comptes, hors « redevance modernisation» qui reste stable sur la période ▪ La réforme des redevances a été intégrée en prospective ▪ Concernant la redevance assainissement, hypothèse de stagnation des volumes jusqu'en 2029 et évolution du tarif en fonction de l'inflation
75	▪ Hypothèse d'évolution d'1% pour l'ensemble des comptes
013	▪ Hypothèse d'évolution de 2,5%
77	▪ Suppression de la subvention de 200k€ du BP

Fonctionnement - Dépenses

Chapitre	Commentaire
011	▪ Hypothèse d'évolution liée à l'inflation ▪ Montants exprimés HT
012	▪ Hypothèse d'évolution de 2,5% chaque année.
014	▪ Prise en compte de l'impact de la réforme
65	▪ Montant stable sur la période (en HT)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

PPI

Dépenses	2025	2026	2027	2028	2029
step esterets montauroux	2 100 000				
divers	1 800 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000
saint paul quartier charlon	100 000	100 000	150 000	100 000	
chemin des cigales montauroux	400 000				
Total	**4 500 000**	**2 800 000**	**1 950 000**	**1 900 000**	**1 800 000**
Pour rappel - PPI initial	**4 740 000**	**2 280 000**	**2 400 000**		

Recettes	2025	2026	2027	2028	2029
step tanneron		600 000			
step esterets	665 000				
Total	**665 000**	**600 000**	**-**	**-**	**-**
Pour rappel - PPI initial	**850 000**	**1 050 000**	**200 000**		

NB : les emprunts envisagés en PPI n'ont pas été repris. Ainsi, les intérêts et amortissements de la dette existante sont ceux inscrits dans l'échéancier de dette uniquement.

© 2025 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Scénarios projetés

Scénario 1 – Fil de l'eau

Ce scénario théorique établit une projection des SIG de la CC en reprenant la moyenne annuelle des investissements des communes avant transfert.

A partir de 2025, le scénario au fil de l'eau prend en compte cette moyenne, soit 1 486k€/an.

En recettes, la moyenne des recettes 2020-2024 est prise en compte (864k€)

Les emprunts sont simulés avec un taux d'intérêt de 3,4% pendant 30 ans.

Les projets d'investissement mentionnés par la CC ne sont pas pris en compte à ce stade, seule la moyenne avant transfert est imputée.

Scénario 2 – Projection PPI

Ce deuxième scénario consiste à mettre en parallèle la projection des marges de manœuvre de la CC avec ses projets envisagés en investissement.

Ainsi, de 2025 à 2029, les dépenses et recettes d'investissement renvoient à la somme des opérations projetées par la CC. (soit 15 868k€ en dépense et 1 731k€ en recette au total sur 2025-2029)

Les montants ont été répartis sur les années en fonction du phasage envisagé par la CC.

Les emprunts sont simulés avec un taux d'intérêt de 3,4% pendant 30 ans. Les emprunts projetés par la CC ne sont pas repris dans ce scénario.

© 2025 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

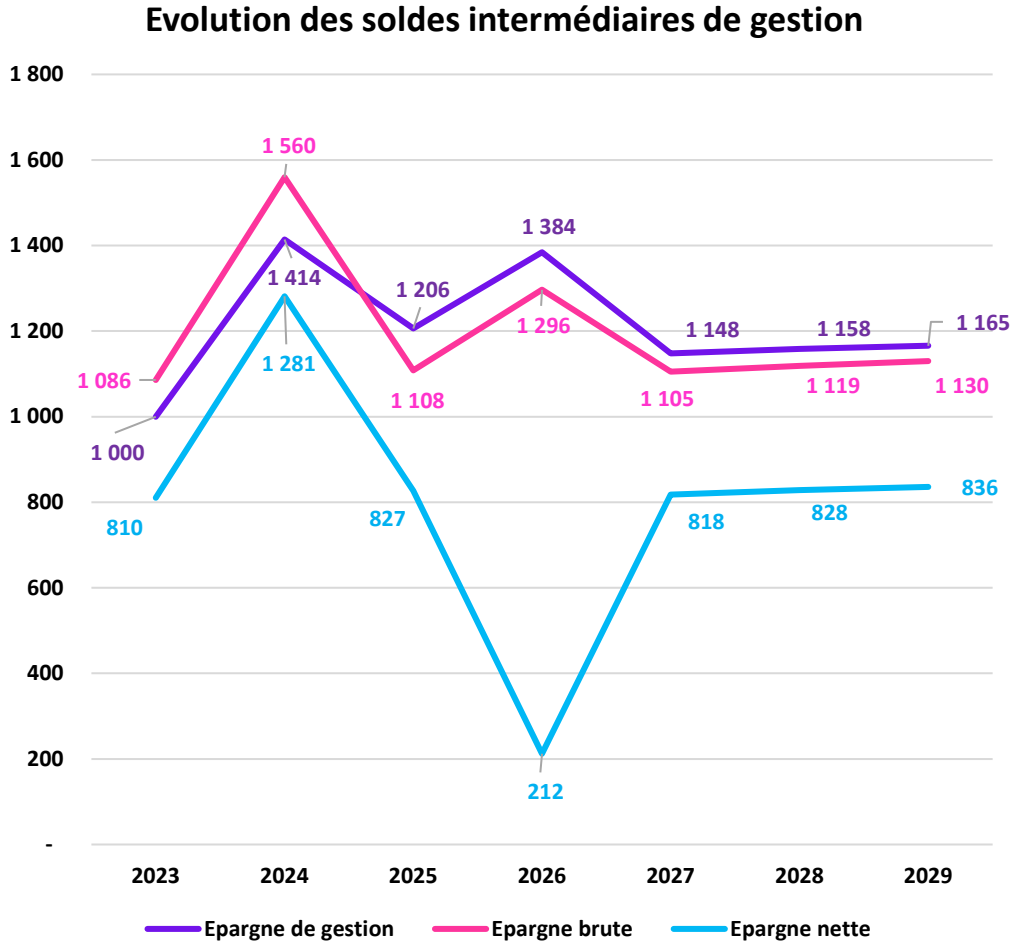
Scénario 1 – Fil de l'eau

Un impact positif de la hausse des recettes

Des épargnes en hausse sur la période en lien avec l'effet couplé de l'augmentation des tarifs et celle des volumes. Ainsi, en 2029, la CAF nette représente plus de 26% des recettes de gestion.

La diminution importante de CAF nette en 2026 s'explique par le remboursement du prêt relai cette même année. Pour maintenir une CAF nette à 7% des recettes de gestion en 2026, il conviendra de dégager 166k€ de marges de manœuvre sur cette année.

En parallèle, un fonds de roulement en hausse continue, représentant plus de 26 mois de dépenses réelles de fonctionnement en fin de période.

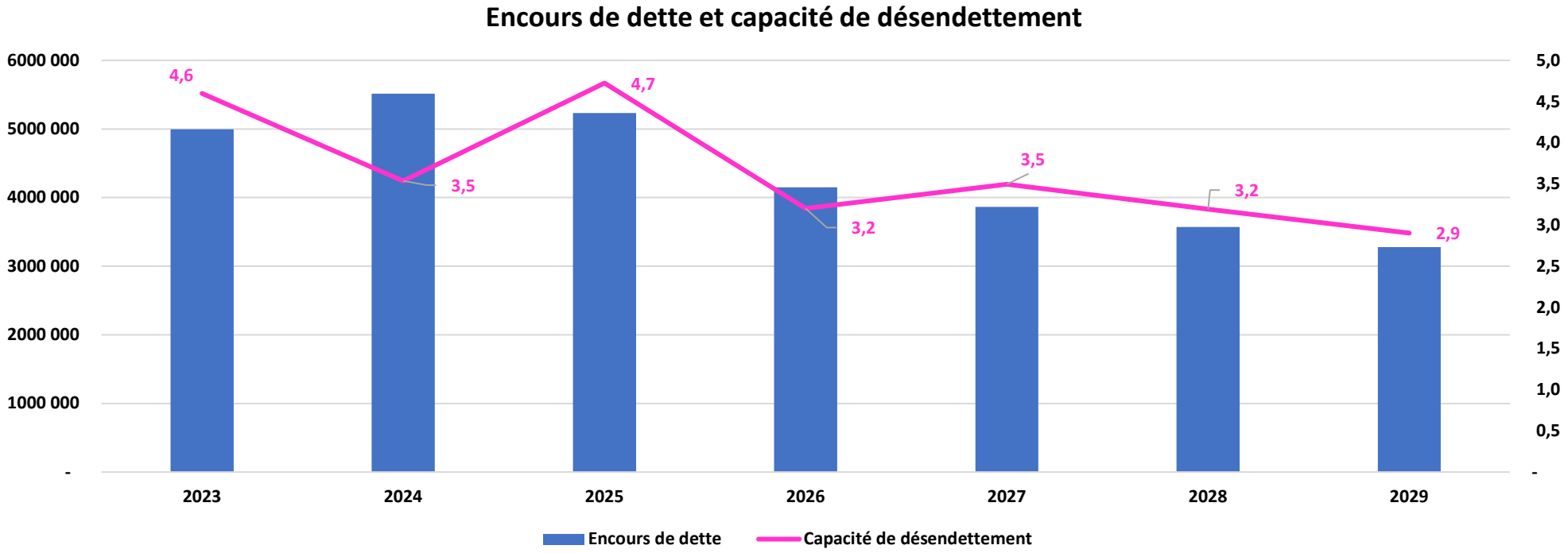


	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Fonds de roulement	2 641 179	4 222 086	4 427 181	4 017 750	4 213 834	4 420 589	4 634 908

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Scénario 1 – Fil de l'eau

Une capacité de désendettement maitrisée



Les réserves de la CCPF lui permettent de limiter son recours à l'emprunt sur la période projetée (absence de nouveaux emprunts)

La capacité de désendettement est constamment en-dessous de deux années entre 2023 et 2028, soit un niveau largement en-deçà du seuil de prudence de 7 années.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Scénario 1 – Fil de l'eau

Malgré la diminution des volumes, une trajectoire au fil de l'eau qui ne nécessite pas d'ajustement complémentaire

Afin d'approcher les conditions de soutenabilité de ce scénario, nous introduisons dans la simulation des ratios cibles à atteindre. Ces ratios se résument de la façon suivante :

- Une épargne nette à minimum 7% des recettes de gestion,
- Une capacité de désendettement inférieure à 7 années
- Un fonds de roulement supérieur ou égal à 2 mois de dépenses réelles de fonctionnement (niveau plancher observé en rétrospective), permettant ainsi à la CC de conserver des marges de manœuvre en trésorerie

	2025	2026	2027	2028	2029
Caf nette	826 716	212 191	817 705	828 375	835 941
CAF NETTE/RECETTES DE GESTION	24,6%	7,0%	26,5%	26,4%	26,2%
CAPACITE DE DESENDETTEMENT	4,7	3,2	3,5	3,2	2,9
Fonds de roulement	4 427 181	4 017 750	4 213 834	4 420 589	4 634 908
FONDS DE ROULEMENT/DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT (en mois)	23,38	25,10	25,29	26,01	26,73

Dans le présent cas, les conditions fixées sont atteintes sur la période sans ajustement supplémentaire (hors 2026).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

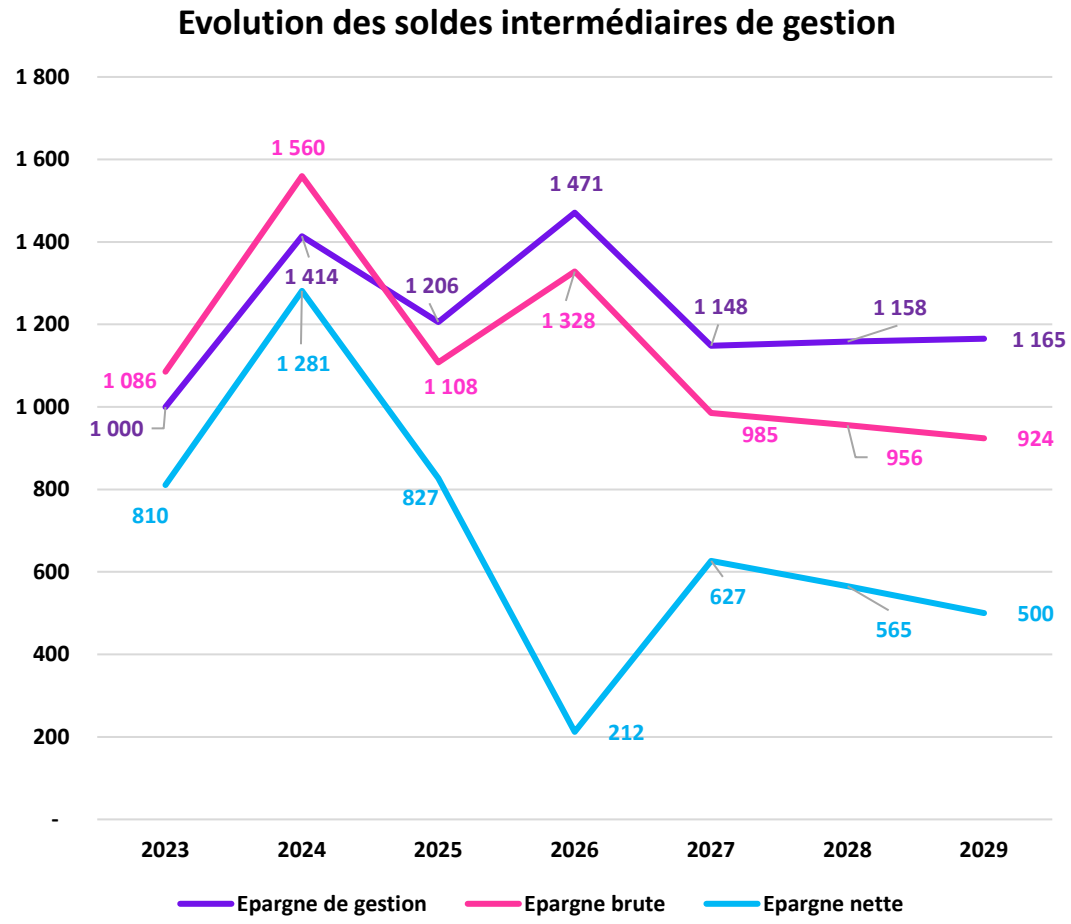
Scénario 2 – PPI

Des ratios cibles atteints au moyen de marges de manœuvre supplémentaires en fonctionnement

Des épargnes en hausse sur la période, en lien avec l'augmentation des tarifs / volumes mais également du fait de corrections apportées en fonctionnement afin de maintenir des ratios corrects sur la période.

A horizon 2029, la trajectoire définie ne nécessiterait pas de marges de manœuvre supplémentaires pour atteindre les ratios fixés (seuil de capacité de désendettement porté de 7 années à 12 années).

En parallèle, des réserves préservées conformément à l'objectif cible (2% des dépenses réelles de fonctionnement en fin de période) en lien avec les emprunts projetés en parallèle (cf. slide suivante).

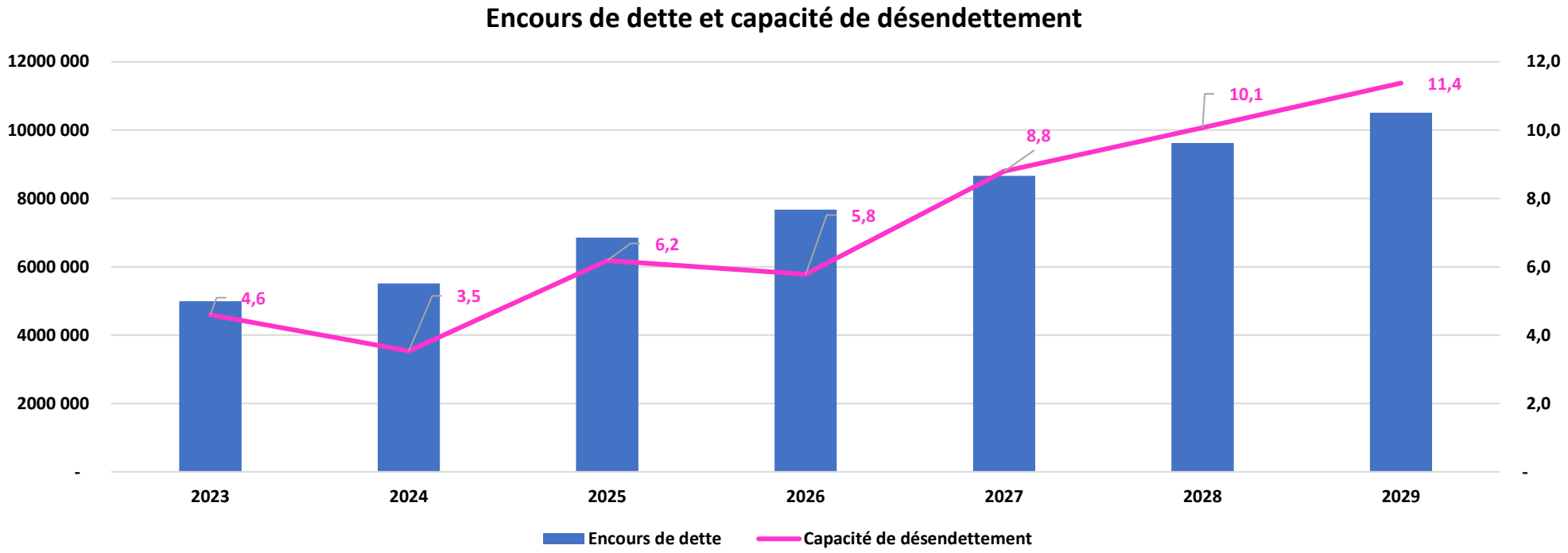


	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Fonds de roulement	2 641 179	4 222 086	378 713	329 321	353 179	367 114	381 055

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Scénario 2 – PPI

Une capacité de désendettement préservée grâce au recours à l'emprunt



Les emprunts suivants sont projetés :

	2025	2026	2027	2028	2029
Emprunt	1 617 343	1 938 417	1 347 070	1 348 803	1 313 665

En somme, 7 565k€ d'emprunts sont projetés sur la période.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Scénario 2 – PPI

Ratios cibles et hypothèses d'ajustement

Afin d'approcher les conditions de soutenabilité de ce dernier scénario, nous introduisons dans la simulation des ratios cibles à atteindre. Ces ratios se résument de la façon suivante :

- Une épargne nette à minimum 7% des recettes de gestion,
- Une capacité de désendettement inférieure à 12 années
- Un fonds de roulement supérieur ou égal à 2 mois de dépenses réelles de fonctionnement (niveau plancher observé en rétrospective), permettant ainsi à la CC de conserver des marges de manœuvre en trésorerie

	2025	2026	2027	2028	2029
Caf nette	826 716	212 191	626 788	565 131	500 276
CAF NETTE/RECETTES DE GESTION	24,6%	7,0%	20,3%	18,0%	15,7%
CAPACITE DE DESENDETTEMENT	6,2	5,8	8,8	10,1	11,4
Fonds de roulement	378 713	329 321	353 179	367 114	381 055
FONDS DE ROULEMENT/DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT (en mois)	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00

En synthèse, le scénario PPI permet de répondre aux projets envisagés dans le respect des ratios prudentiels, sans besoin de dégager des marges de manœuvre supplémentaires en fonctionnement.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Synthèse

BUDGET ASSAINISSEMENT				
	Fil de l'eau initial	Fil de l'eau actualisé	PPI initial	PPI actualisé
Dépenses d'investissement (en k€)	5 943 520 €	7 429 400 €	13 383 068 €	15 868 365 €
Recette d'investissement (en k€)	3 616 711 €	4 321 295 €	4 698 889 €	1 730 934 €
CAF nette fin de période	523 111 €	835 941 €	776 584 €	500 276 €
CAF nette/recettes de gestion fin de période	17%	26%	25%	16%
Marges de manœuvre supplémentaires fin de période	0 €	0 €	398 831 €	0 €
Encours de dette fin de période	3 862 772 €	3 278 663 €	7 429 596 €	10 510 949 €
Capacité de désendettement fin de période	4,8	2,9	6,6	11,4
Résultat de clôture fin de période	2 785 079 €	4 634 908 €	435 546 €	381 055 €
Fonds de roulement / dépenses de gestion (en mois) fin de période	13,2	26,7	2,0	2,0
Emprunts projetés en prospective	0 €	0 €	3 654 050 €	7 565 298 €

En synthèse, le scénario PPI permet de répondre aux projets envisagés dans le respect des ratios prudentiels, sans besoin de marges de manœuvre supplémentaires en fonctionnement.

En comparaison avec le scénario projeté initialement :

1. Une CAF nette en hausse dans le scénario Fil de l'eau qui s'explique par une base de recettes plus importante qu'initialement prévue en 2024 (hausse du tarif et des volumes). Cette CAF nette en hausse permet mécaniquement d'accroitre le fonds de roulement (les dépenses et recettes d'investissement restant relativement similaires)

2. Un scénario PPI actualisé mettant en avant un résultat de clôture moindre du fait de dépenses d'investissement en hausse et de recettes d'investissement en baisse importante en parallèle (dont l'écart n'est pas compensé par la hausse de la CAF nette).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Budget déchets ménagers et assimilés

© 2025 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Rappel de l'analyse prospective précédente

En synthèse

En fonctionnement

- ✓ Une nouvelle hausse des recettes en 2023 liée à l'évolution des bases de TEOM (du fait à la fois d'un effet taux mais également d'un effet base)
- ✓ Globalement, sur la période, les dépenses augmentent de manière importante, notamment celles de personnel et les charges à caractère général (en lien avec la mise en place de la redevance incitative)

Investissement

- ✓ Une dynamique des dépenses certaine à l'échelle du territoire

Autres informations

- ✓ Le taux d'autofinancement est correct sur la période : 49% en moyenne entre 2017 et 2023
- ✓ Un résultat de clôture maintenu du fait de dépenses d'investissement en baisse couplé à une hausse des recettes d'investissement en 2023
- ✓ La mobilisation de l'emprunt dans le financement des dépenses d'investissement n'a pas terni la capacité de désendettement pour autant

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Présentation des SIG actualisés

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
RECETTES DE GESTION	**5 769 814**	**5 705 012**	**6 335 373**	**6 492 482**	**6 956 673**	**7 804 427**	**8 391 884**	**8 830 773**
Produits des services (R70)	341 535	333 876	336 691	341 503	562 539	568 856	445 772	462 376
Impôts et taxes (R73)	5 043 874	5 162 287	5 720 191	5 861 401	5 973 506	6 748 023	7 246 851	7 583 924
Dotations et participations (R74)	294 026	167 642	250 619	268 769	403 810	429 720	673 166	707 968
Autres produits (R75)	-	-	1	8 016	3 533	11 962	10 829	54 443
Atténuation de charges (R013)	90 379	41 207	27 871	12 793	13 285	45 866	15 267	22 063
DÉPENSES DE GESTION	**4 743 395**	**5 420 816**	**5 618 675**	**6 470 997**	**6 401 726**	**6 752 573**	**7 852 951**	**8 414 641**
Charges à caractère général (D011)	3 195 719	3 762 373	3 918 267	3 917 310	4 519 827	4 638 002	5 421 144	5 751 965
Dépenses de personnel (D012)	1 547 676	1 656 443	1 700 235	1 751 637	1 859 818	2 097 694	2 409 757	2 633 737
Atténuation produits (D014)	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres charges courantes (D65)	-	2 000	173	802 050	22 081	16 877	22 050	28 940
ÉPARGNE DE GESTION	**1 026 419**	**284 196**	**716 698**	**21 485**	**554 947**	**1 051 854**	**538 933**	**416 132**
En % des recettes de gestion	*18%*	*5%*	*11%*	*0%*	*8%*	*13%*	*6%*	*5%*
Soldes financiers, exceptionnels & provisions	**- 47 972**	**- 59 778**	**- 20 892**	**769 653**	**- 24 650**	**- 27 998**	**- 73 283**	**- 59 883**
Solde financier	**- 39 073**	**- 35 821**	**- 33 075**	**- 28 029**	**- 24 374**	**- 26 172**	**- 35 390**	**- 51 518**
Solde exceptionnel	**11 539**	**5 348**	**12 183**	**- 3 266**	**- 276**	**- 26**	**- 31 390**	**- 3 318**
Solde provision	**- 20 438**	**- 29 305**	**-**	**800 948**	**-**	**- 1 800**	**- 6 503**	**- 5 047**
ÉPARGNE BRUTE (CAF)	**978 447**	**224 418**	**695 806**	**791 138**	**530 297**	**1 023 856**	**465 650**	**356 249**
En % des recettes de gestion	*17%*	*4%*	*11%*	*12%*	*8%*	*13%*	*6%*	*4%*
Amortissement du capital de la dette existante	246 190	252 143	267 083	273 333	307 944	320 124	200 613	192 315
ÉPARGNE NETTE (CAF NETTE)	**732 257**	**- 27 725**	**428 723**	**517 805**	**222 353**	**703 732**	**265 036**	**163 934**
En % des recettes de gestion	*13%*	*0%*	*7%*	*8%*	*3%*	*9%*	*3%*	*2%*

Une diminution de l'épargne de gestion…

Celle-ci s'explique par une hausse des dépenses plus dynamique que celle des recettes.

- Concernant les recettes, la hausse concerne essentiellement les produits de TEOM et les participations (en lien avec la redevance incitative).
- Concernant les dépenses, la hausse se concentre sur les chapitres 011 (611 notamment) et 012.

… Impactant mécaniquement les épargnes brute et nette

Sur ce point, il convient de souligner qu'en 2024 les soldes financiers, exceptionnels et provisions restent déficitaires, conduisant à un montant d'épargnes brute et nette d'autant détériorés.

En 2024, la CAF nette représente 2% des recettes de gestion soit un niveau assez faible.

© 2025 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Budget Déchets ménagers et assimilés

Construction du CA structurel

	2024 projeté	2024	CA structurel initial	CA structurel
RECETTES DE GESTION	**8 444 450**	**8 830 773**	**8 163 831**	**8 807 162**
Produits des services (R70)	450 229	462 376	445 772	462 376
Impôts et taxes (R73)	7 520 058	7 583 924	7 245 086	7 586 111
Dotations et participations (R74)	429 958	707 968	429 892	707 968
Autres produits (R75)	8 557	54 443	8 472	17 666
Atténuation de charges (R013)	35 648	22 063	34 610	33 041
DÉPENSES DE GESTION	**7 511 576**	**8 414 641**	**7 131 410**	**7 939 970**
Charges à caractère général (D011)	4 859 864	5 751 965	4 700 263	5 280 882
Dépenses de personnel (D012)	2 630 000	2 633 737	2 409 757	2 633 737
Atténuation produits (D014)	-	-	-	-
Autres charges courantes (D65)	21 711	28 940	21 390	25 351
ÉPARGNE DE GESTION	**932 875**	**416 132**	**1 032 422**	**867 193**
En % des recettes de gestion	*11%*	*5%*	*13%*	*10%*
Soldes financiers, exceptionnels & provisions	- 40 725	- 59 883	- 33 065	- 7 067
Solde financier	- 43 050	- 51 518	- 35 390	- 51 518
Solde exceptionnel	4 401	- 3 318	4 401	- 841
Solde provision	- 2 076	- 5 047	- 2 076	45 293
ÉPARGNE BRUTE (CAF)	**892 150**	**356 249**	**999 356**	**860 126**
En % des recettes de gestion	*11%*	*4%*	*12%*	*10%*
Amortissement du capital de la dette existante	150 582	192 315	200 613	192 315
ÉPARGNE NETTE (CAF NETTE)	**741 567**	**163 934**	**798 743**	**667 812**
En % des recettes de gestion	9%	2%	*10%*	*8%*

© 2025 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Hypothèses prospectives retenues

Fonctionnement - Recettes

Chapitre	Commentaire
70	▪ Hypothèse d'évolution d'1% pour l'ensemble des comptes ▪ Hypothèse d'évolution de 2,5% pour les mises à disposition de personnel
73	▪ Maintien du taux de TEOM et hypothèse d'évolution des bases de 1,7% jusqu'en 2025 puis 2% sur le reste de la période
75	▪ Hypothèse d'évolution d'1% pour l'ensemble des comptes
013	▪ Hypothèse d'évolution de 2,5% sur la période

Fonctionnement - Dépenses

Chapitre	Commentaire
011	▪ Hypothèse d'évolution de 1,7% jusqu'en 2025 puis 2% jusqu'en 2028 ▪ Pour le 611, reprise des montants transmis par les services. Pour les autres, hypothèse d'évolution de 1,7% jusqu'en 2025 puis 2% jusqu'en 2028.
012	▪ Hypothèse d'évolution de 2,5% chaque année. Les hypothèses de recrutement ont été imputées en prospective.
65	▪ Hypothèse d'évolution d'1,5%

© 2025 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

PPI

Dépenses	2025	2026	2027	2028
Benne 12m3 + SIMPLICITI	423 400	300 000	300 000	300 000
Maxity + SIMPLICITI	81 662	82 000		
Véhicule Utilitaire		12 000		
Informatique	17 500	10 000	10 000	
Outillage	5 900	1 500	1 500	1 500
Matériel atelier	4 000	2 000	2 000	2 000
Composteurs collectifs	37 000	20 000	10 000	10 000
Colonnes et bacs	716 000	100 000	100 000	100 000
Panneaux	10 000	9 000	9 000	9 000
Protection vols	7 700	6 000	6 000	6 000
Mobilier	2 500	1 500	1 500	1 500
Aménagement Quai de transfert	5 000	64 000	64 000	10 000
Déchetteries	22 000	12 000	12 000	12 000
Achat terrain		50 000		
Extension décheterie			100 000	
Travaux Tassy	11 000			
Travaux RI	398 957			
TOTAL	**1 742 619**	**670 000**	**616 000**	**452 000**
Pour rappel - PPI initial	**1 866 000**	**838 397**	**838 397**	

Recettes	2025	2026	2027	2028
Benne 12m3 + SIMPLICITI				
Benne 12m3 + SIMPLICITI				
Maxity + SIMPLICITI				
Véhicule Utilitaire				
Informatique	4 704			
Outillage				
Matériel atelier				
Composteurs collectifs				
Colonnes et bacs	906 682			
Panneaux				
Protection vols				
Mobilier				
Aménagement Quai de transfert				
Déchetteries				
Achat terrain pour extension déchet TRT				
Extension déchetterie TRT				
Travaux RI				
Création d'une recyclerie				
TOTAL	**911 386**	**-**	**-**	**-**
Pour rappel - PPI initial	**-**	**200 000**	**-**	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Scénarios projetés

Scénario 1 – Fil de l'eau

Ce scénario théorique établit une projection des SIG de la CC en reprenant une enveloppe d'investissement moyen sur la période.

A partir de 2025, le scénario au fil de l'eau prend en compte l'effort moyen d'investissement courant réalisé par la CC entre 2017 et 2024 (1 062k€/an).

En recettes, une moyenne est également prise en compte (273k€)

Les emprunts sont simulés avec un taux d'intérêt de 3,5% pendant 10 ans.

Les projets d'investissement mentionnés par la CC ne sont pas pris en compte à ce stade, seule une moyenne est imputée.

Scénario 2 – Projection PPI

Ce deuxième scénario consiste à mettre en parallèle la projection des marges de manœuvre de la CC avec ses projets envisagés en investissement.

Ainsi, de 2025 à 2029, les dépenses et recettes d'investissement renvoient à la somme des opérations projetées par la CC. (soit 4 731k€ en dépense et 2 794k€ en recette au total sur 2025-2029). En 2029, une moyenne des investissements a été reprise en l'absence de montant transmis.

Les montants ont été répartis sur les années en fonction du phasage envisagé par la CC.

Les emprunts sont projetés selon les besoins de financement de la section d'investissement. Ils sont simulés avec un taux d'intérêt de 3,5% pendant 10 ans.

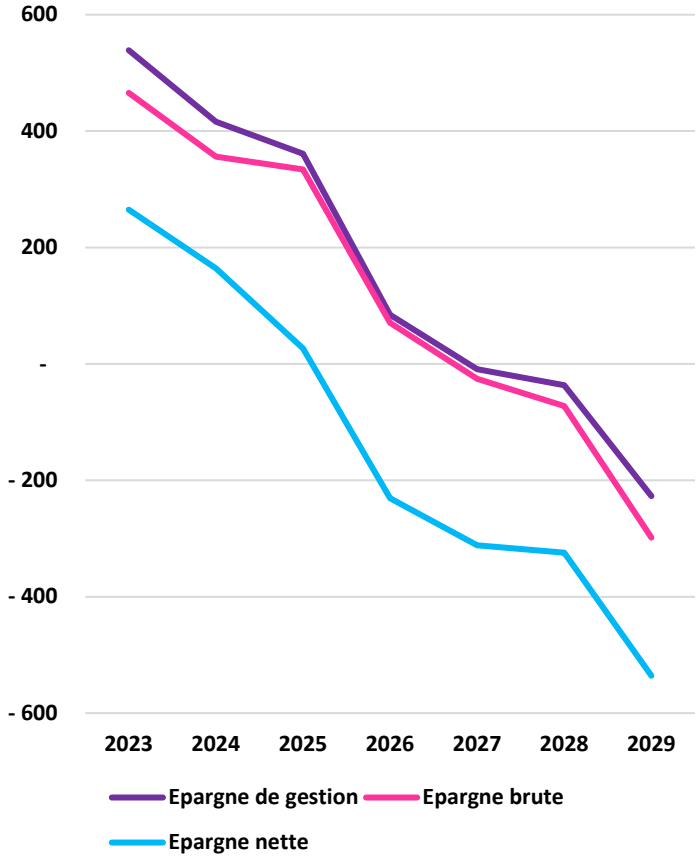
© 2025 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Scénario 1 – Fil de l'eau

Une hausse des soldes intermédiaires de gestion liée aux marges de manœuvre complémentaires à apporter en fonctionnement

Evolution des SIG avant correction

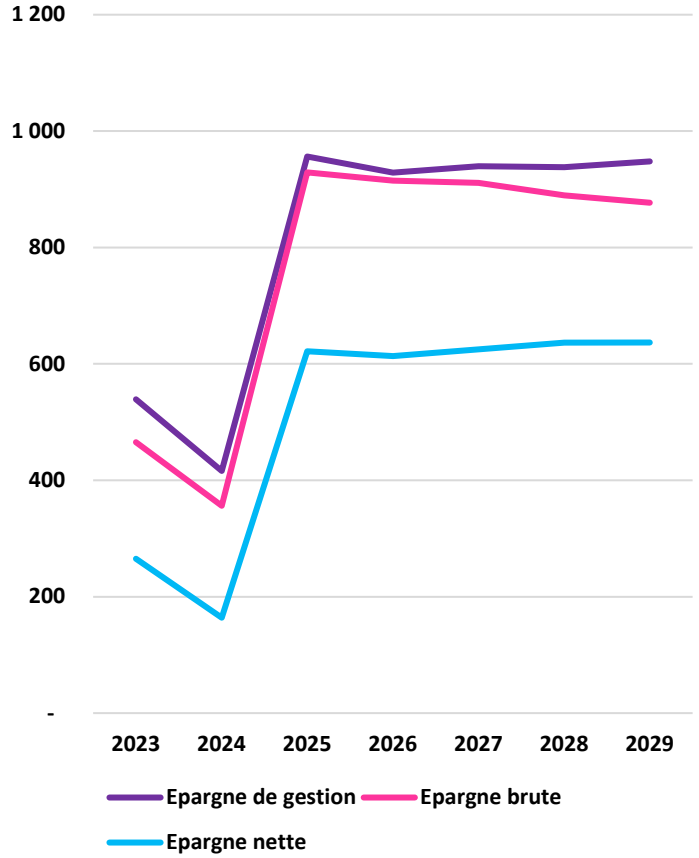


En l'absence de marges de manœuvre complémentaires en fonctionnement, des soldes intermédiaires de gestion dégradés du fait d'une hausse des dépenses (notamment du 611) **plus importante que la hausse des recettes.**

Ainsi, afin de maintenir des SIG soutenables en prospective, il convient de dégager des marges de manœuvre à hauteur de 1 175k€ à horizon 2029.

En parallèle, un résultat de clôture qui augmente sur la période projetée en lien avec les emprunts réalisés (cf. slide suivante). A ce titre, le niveau 2029 du fonds de roulement est nettement supérieur à celui de 2024.

Evolution des SIG après correction

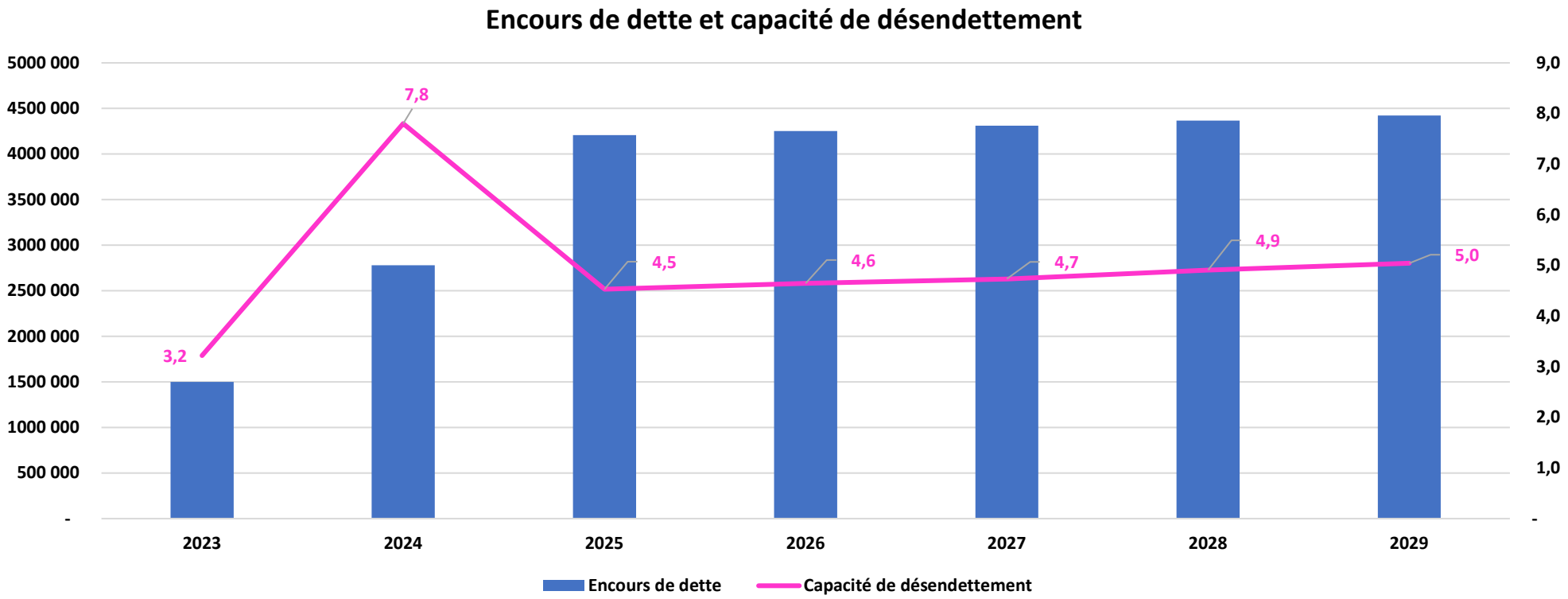


Ratios cibles	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Fonds de roulement	911 522	21 711	1 432 949	1 457 180	1 502 193	1 537 560	1 574 116

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Scénario 1 – Fil de l'eau

Une capacité de désendettement correcte du fait d'une hausse de l'épargne brute malgré d'importants emprunts en parallèle



Malgré un niveau d'emprunt important sur la période projetée (2 367k€), **la hausse de l'épargne brute permise par les marges de manœuvre supplémentaires dégagées en fonctionnement permet à la CCPF de maintenir un niveau de désendettement correct** (capacité de désendettement constamment en-dessous du seuil de prudence fixé à 7 années sur la période).

	2025	2026	2027	2028	2029
Emprunt	1 579 060	200 302	209 758	188 562	189 332

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Scénario 1 – Fil de l'eau

Ratios cibles et hypothèses d'ajustement

Afin d'approcher les conditions de soutenabilité de ce scénario, nous introduisons dans la simulation des ratios cibles à atteindre. Ces ratios se résument de la façon suivante :

- Une épargne nette à minimum 7% des recettes de gestion,
- Une capacité de désendettement inférieure à 7 années
- Un fonds de roulement supérieur ou égal à 2 mois de dépenses réelles de fonctionnement, permettant ainsi à la CC de conserver des marges de manœuvre en trésorerie

Ratios cibles	2025	2026	2027	2028	2029
Caf nette	621 726	613 476	624 803	636 354	636 772
CAF NETTE/RECETTES DE GESTION	7,0%	7,0%	7,0%	7,0%	7,0%
CAPACITE DE DESENDETTEMENT	4,5	4,6	4,7	4,9	5,0
Fonds de roulement	1 432 949	1 457 180	1 502 193	1 537 560	1 574 116
FONDS DE ROULEMENT/DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT (en mois)	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00

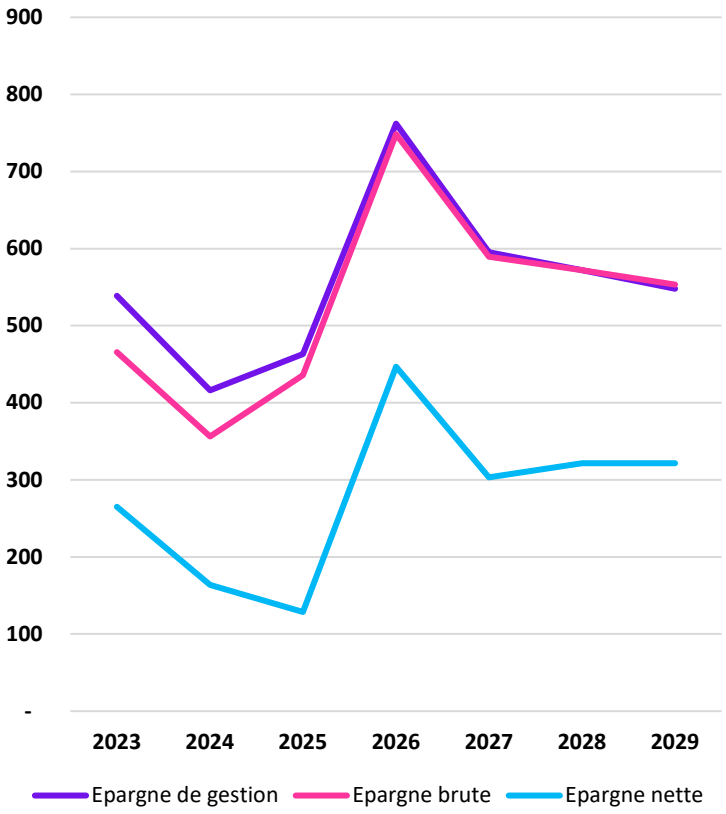
Dans le présent cas, les conditions fixées sont atteintes sous réserve de marges de manœuvre complémentaires en fonctionnement à hauteur de 1 175k€ à horizon 2029.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Scénario 2 – PPI

Une situation stable grâce au recours à des marges de manœuvre supplémentaires en fonctionnement

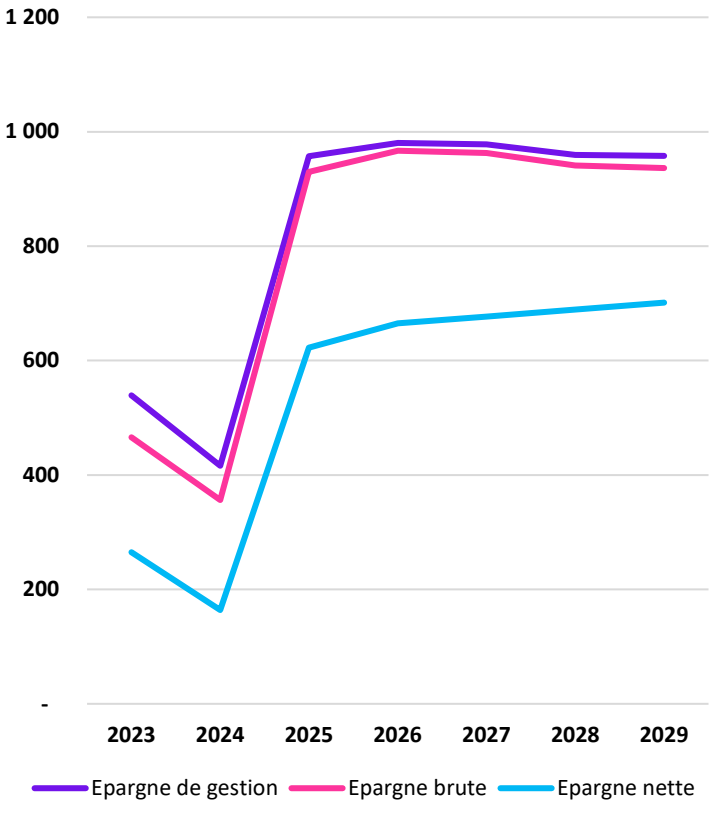
Evolution des soldes intermédiaire de gestion



Des épargnes stabilisées sur la période projetée du fait de marges de manœuvre supplémentaires en fonctionnement (410k€ à horizon 2029).

En parallèle, des réserves qui augmentent en lien avec la mobilisation d'emprunts sur la période (643k€). En 2029, le niveau est nettement supérieur à celui de 2024.

Evolution des soldes intermédiaire de gestion

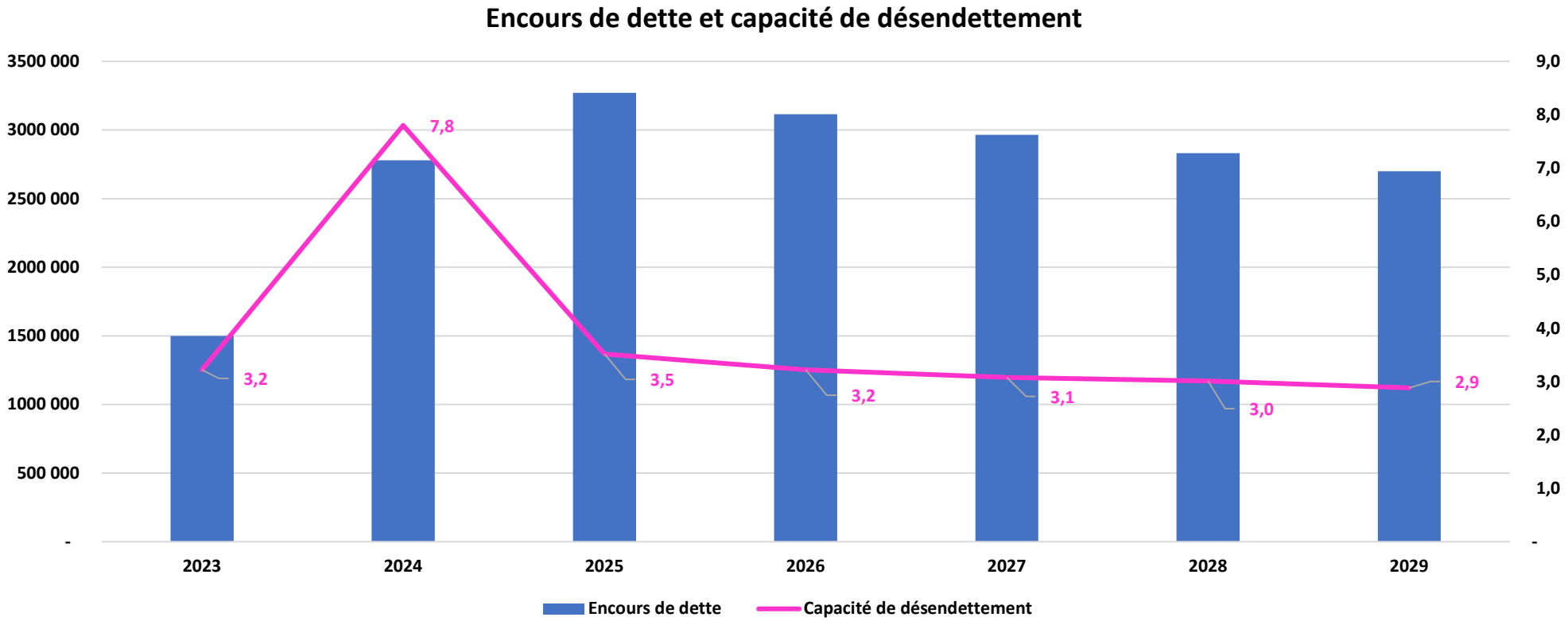


	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Fonds de roulement	911 522	21 711	1 417 744	1 514 561	1 676 541	1 977 665	2 343 760

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Scénario 2 - PPI

Une capacité de désendettement préservée



643k€ d'emprunts sont projetés sur la période afin de maintenir des réserves conformes à l'objectif cible.

La capacité de désendettement reste par ailleurs en-dessous du seuil de prudence fixé à 7 années sur la période projetée.

	2025	2026	2027	2028	2029
Emprunt	643 116	-	-	-	-

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Scénario 2 - PPI

Ratios cibles et hypothèses d'ajustement

Afin d'approcher les conditions de soutenabilité de ce dernier scénario, nous introduisons dans la simulation des ratios cibles à atteindre. Ces ratios se résument de la façon suivante :

- Une épargne nette à minimum 7% des recettes de gestion,
- Une capacité de désendettement inférieure à 7 années
- Un fonds de roulement supérieur ou égal à 2 mois de dépenses réelles de fonctionnement, permettant ainsi à la CC de conserver des marges de manœuvre en trésorerie

	2025	2026	2027	2028	2029
Caf nette	622 482	665 113	676 931	688 978	701 261
CAF NETTE/RECETTES DE GESTION	7,0%	7,0%	7,0%	7,0%	7,0%
CAPACITE DE DESENDETTEMENT	3,5	3,2	3,1	3,0	2,9
Fonds de roulement	1 417 744	1 514 561	1 676 541	1 977 665	2 343 760
FONDS DE ROULEMENT/DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT (en mois)	2,00	2,06	2,20	2,54	2,95

Dans le présent cas, les conditions fixées sont atteintes sur la période sous réserve de marges de manœuvre complémentaires de 410k€ à horizon 2029.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Synthèse

Principaux éléments de prospective

BUDGET DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES				
	Fil de l'eau initial	Fil de l'eau actualisé	PPI initial	PPI actualisé
Dépenses d'investissement (en k€)	3 321 826 €	5 310 895 €	6 334 079 €	4 469 379 €
Recette d'investissement (en k€)	1 046 031 €	1 363 155 €	2 641 854 €	2 793 546 €
CAF nette fin de période	899 572 €	636 772 €	859 174 €	701 261 €
CAF nette/recettes de gestion fin de période	10%	7%	10%	7%
Marges de manœuvre supplémentaires fin de période	0 €	1 175 215 €	0 €	410 144 €
Encours de dette fin de période	1 084 250 €	4 422 924 €	2 402 110 €	2 699 026 €
Capacité de désendettement fin de période	1,0	5,0	2,4	2,9
Résultat de clôture fin de période	2 221 450 €	1 574 116 €	2 063 429 €	2 343 760 €
Fonds de roulement / dépenses de gestion (en mois) fin de période	3,4	2,0	3,1	2,9
Emprunts projetés en prospective	175 133 €	2 367 014 €	1 492 993 €	643 116 €

En synthèse, malgré la dynamique des recettes de TEOM, la hausse prévue du 611 (contrats de prestation de services) induit une dégradation des soldes intermédiaires de gestion. Ainsi, l'évolution fil de l'eau laisse apparaitre des SIG dont la tendance est à la baisse, nécessitant dès lors des marges de manœuvre complémentaires en fonctionnement.

En y ajoutant les projets projetés en investissement, le scénario PPI montre une trajectoire similaire, avec un besoin de marges de manœuvre complémentaires.

En comparaison avec les projections de l'année dernière :

- ✓ Une CAF nette nettement moins élevée au fil de l'eau, liée à des prévisions de dépenses en 611 en hausse.
- ✓ Cette baisse de la CAF nette impacte négativement le résultat de clôture dans le scénario actualisé.
- ✓ En PPI, une CAF nette en baisse induisant de nécessaires marges de manœuvre complémentaires en fonctionnement. Couplées à un emprunt projeté en prospective, ces mesures permettent de maintenir le fonds de roulement à un niveau soutenable.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Budget Général

© 2025 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Rappel de l'analyse prospective précédente

En synthèse

En fonctionnement

- ✓ Globalement, sur la période, les recettes augmentent notamment du fait des recettes fiscales et des dotations
- ✓ En termes de dépense, la hausse s'explique particulièrement par des dépenses de personnel en augmentation
- ✓ Point d'attention : la hausse exceptionnelle du 011 en 2022 est confirmée en 2023. Elle s'explique notamment par l'augmentation de plusieurs postes tels que : la voirie (43,5k€ qui ont vocation à être pérennisés – entretien des zones d'activité), maintenance (47,3k€ qui vont être pérennisés aussi) les contrats de prestation de services (+31k€) , l'énergie (+24k€), etc.
- ✓ Point d'attention 2 : après une relative stabilité sur la période, le chapitre 65 connait un bond en 2022 qui se consolide en 2023

→ **Entre 2017 et 2023, une hausse des SIG liée à une hausse des recettes plus dynamique que celle des dépenses.**

En investissement

- ✓ Une dynamique importante à l'échelle du territoire investissement

Autres informations

- ✓ Un résultat de clôture 2023 exceptionnel du fait de recettes d'investissement particulièrement importantes
- ✓ Malgré plusieurs emprunts successifs, la Communauté de communes a su maintenir une capacité de désendettement largement en-deçà du seuil d'alerte fixé à 12 années (1,5 années en 2023)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Présentation des SIG actualisés

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	CA 2024
RECETTES DE GESTION	**8 996 096**	**9 124 911**	**9 206 931**	**10 511 987**	**10 331 383**	**11 193 914**	**11 503 926**	**12 448 457**
Produits des services (R70)	823 964	825 043	618 979	748 168	885 802	1 072 868	1 124 479	1 053 960
Impôts et taxes (R73)	7 226 610	7 404 214	7 589 246	7 739 960	8 130 898	8 906 491	9 144 436	9 836 049
Dotations et participations (R74)	928 189	889 925	981 229	1 197 803	1 230 697	1 088 214	1 166 368	1 381 943
Autres produits (R75)	4 710	4 928	6 414	825 223	41 612	40 794	38 903	44 422
Atténuation de charges (R013)	12 623	801	11 063	833	42 374	85 547	29 740	132 084
DÉPENSES DE GESTION	**7 773 434**	**7 840 546**	**8 475 254**	**8 242 491**	**8 403 900**	**9 359 088**	**9 872 260**	**10 144 152**
Charges à caractère général (D011)	757 478	685 551	867 795	752 903	681 679	921 223	989 324	962 083
Dépenses de personnel (D012)	1 179 119	1 306 927	1 498 203	1 565 275	1 777 356	2 005 778	2 127 514	2 465 836
Atténuation produits (D014)	3 498 794	3 483 956	3 631 023	3 609 283	3 720 221	3 727 392	3 964 024	3 822 588
Autres charges courantes (D65)	2 338 043	2 364 112	2 478 233	2 315 030	2 224 644	2 704 695	2 791 398	2 893 645
ÉPARGNE DE GESTION	**1 222 662**	**1 284 365**	**731 677**	**2 269 496**	**1 927 483**	**1 834 825**	**1 631 667**	**2 304 305**
En % des recettes de gestion	*14%*	*14%*	*8%*	*22%*	*19%*	*16%*	*14%*	*19%*
Soldes financiers, exceptionnels & provisions	- 63 654	- 16 927	- 22 790	- 830 951	- 31 641	- 28 457	- 25 422	- 70 243
ÉPARGNE BRUTE (CAF)	**1 159 008**	**1 267 438**	**708 887**	**1 438 545**	**1 895 842**	**1 806 368**	**1 606 245**	**2 234 062**
En % des recettes de gestion	*13%*	*14%*	*8%*	*14%*	*18%*	*16%*	*14%*	*18%*
Amortissement du capital de la dette existante	396 772	388 082	411 860	468 996	511 802	362 221	312 950	297 833
ÉPARGNE NETTE (CAF NETTE)	**762 236**	**879 356**	**297 027**	**969 549**	**1 384 040**	**1 444 147**	**1 293 294**	**1 936 229**
En % des recettes de gestion	*8%*	*10%*	*3%*	*9%*	*13%*	*13%*	*11%*	*16%*

Une hausse de l'épargne de gestion…

Celle-ci s'explique par une hausse des recettes plus dynamique que celle des dépenses.

- Concernant les recettes, la hausse concerne essentiellement la taxe foncière et d'habitation ainsi que la dotation intercommunale.
- Concernant les dépenses, la hausse se concentre sur le chapitre 012.

… Impactant mécaniquement les épargnes brute et nette

Sur ce point, il convient de souligner qu'en 2024 les soldes financiers, exceptionnels et provisions se creusent.

En 2024, la CAF nette représente 16% des recettes de gestion soit un niveau très correct.

© 2025 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Construction du CA structurel

	2024 projeté	CA 2024	CA structurel initial	CA structurel
RECETTES DE GESTION	**11 875 263**	**12 448 457**	**11 535 635**	**11 868 261**
Produits des services (R70)	**1 152 162**	**1 053 960**	**1 127 948**	**690 635**
Impôts et taxes (R73)	**9 435 296**	**9 836 049**	**9 180 687**	**9 720 874**
Dotations et participations (R74)	**1 226 054**	**1 381 943**	**1 166 368**	**1 381 943**
Autres produits (R75)	**35 254**	**44 422**	**34 905**	**34 462**
Atténuation de charges (R013)	**26 498**	**132 084**	**25 726**	**40 347**
DÉPENSES DE GESTION	**10 107 780**	**10 144 152**	**9 640 935**	**9 851 217**
Charges à caractère général (D011)	**1 044 521**	**962 083**	**994 713**	**935 480**
Dépenses de personnel (D012)	**2 500 000**	**2 465 836**	**2 127 514**	**2 465 836**
Atténuation produits (D014)	**3 743 430**	**3 822 588**	**3 743 430**	**3 822 588**
Autres charges courantes (D65)	**2 819 829**	**2 893 645**	**2 775 278**	**2 627 314**
ÉPARGNE DE GESTION	**1 767 483**	**2 304 305**	**1 894 700**	**2 017 043**
En % des recettes de gestion	*15%*	*19%*	*16%*	*17%*
Soldes financiers, exceptionnels & provisions	**- 22 991**	**- 70 243**	**- 25 422**	**37 696**
ÉPARGNE BRUTE (CAF)	- 20 353	**2 234 062**	**1 869 278**	**2 054 740**
En % des recettes de gestion	- 2 713	*18%*	*16%*	*17%*
Amortissement du capital de la dette existante	- 75	297 833	312 950	297 833
ÉPARGNE NETTE (CAF NETTE)	**1 744 492**	**1 936 229**	**1 556 327**	**1 756 907**
En % des recettes de gestion	*15%*	*16%*	*13%*	*15%*

© 2025 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Hypothèses prospectives retenues

Fonctionnement - Recettes

Chapitre	Commentaire
70	▪ Hypothèse d'évolution d'1% pour l'ensemble des comptes ▪ Hypothèse d'évolution de 2,5% pour les mises à disposition de personnel
73	▪ Maintien des taux. Hypothèse d'évolution des bases de 1,7% en 2025 puis 2% jusqu'en 2028. Stabilité de la TASCOM et des IFER. Suppression de la CVAE compensée dès 2023 par de la TVA ▪ Montant de taxe de séjour et fixe sur la période ▪ Stabilité des AC
74	▪ Evolution des compensations de 2% ▪ Baisse de la dotation de péréquation de 2%
75	▪ Hypothèse d'évolution d'1% pour l'ensemble des comptes
013	▪ Hypothèse d'évolution de 2,5% sur le reste de la période

Fonctionnement - Dépenses

Chapitre	Commentaire
011	▪ Hypothèse d'évolution de 1,7% jusqu'en 2025 puis 2% jusqu'en 2028
012	▪ Hypothèse d'évolution de 2,5% chaque année. Les hypothèses de recrutement ont été imputées en prospective.
014	▪ Stabilité des montants
65	▪ Hypothèse d'évolution d'1,5% sur l'ensemble des comptes hors contingent incendie (+2%). ▪ Suppression de la subvention au budget assainissement de 200k€

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

PPI

Investissement – Dépenses

Dépenses	2025	2026	2027	2028	TOTAL
Var Très Haut Débit	32 652	32 652	32 652	32 652	**130 607**
Maison de Pays / France Services	86 500	10 000	10 000	10 000	**116 500**
Domaine de Tassy	340 000	50 000	50 000	50 000	**490 000**
Agriculture	182 200	450 000	150 000	150 000	**932 200**
PIDAF	449 435	420 000	420 000	420 000	**1 709 435**
Gymnase de Fayence	655 200	300 000	30 000	30 000	**1 015 200**
Gymnase de Montauroux	45 000	40 000	40 000	40 000	**165 000**
Stade de Tourrettes	20 000	20 000	20 000	20 000	**80 000**
Stade de Fayence	38 600	20 000	20 000	20 000	**98 600**
Maison du Lac	20 600	20 000	20 000	20 000	**80 600**
Tourisme / Lac de Saint Cassien	188 000	50 000	50 000	50 000	**338 000**
SCOT / PCAET	44 895	-	-	-	**44 895**
Divers	152 000	30 000	30 000	30 000	**242 000**
Mobilité	368 000	2 469 000	1 229 000	600 000	**4 666 000**
MIPEF	810 000	20 000	20 000	20 000	**870 000**
Gîtes de Mons	2 000	2 000	2 000	2 000	**8 000**
Base d'aviron	81 000	40 000	40 000	40 000	**201 000**
Développement économique	200 000	200 000	1 390 000	1 390 000	**3 180 000**
Pôles intermodaux	6 000	5 000	5 000	5 000	**21 000**
Gens du Voyage	100 000	100 000			**200 000**
GEMAPI		150 000	150 000	150 000	**450 000**
Médiathèques	46 502	3 000	3 000	3 000	**55 502**
Santé	27 600				**27 600**
Boulodrome	100 000				**100 000**
TOTAL	**3 996 184**	**4 431 652**	**3 711 652**	**3 082 652**	**15 222 139**
Pour rappel - PPI initial	**3 013 975**	**2 284 574**	**2 284 574**		

indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

PPI

Investissement – Recettes

Recettes	2025	2026	2027	2028	TOTAL
Var Très Haut Débit					-
Maison de Pays / France Services	113 084				113 084
Domaine de Tassy	9 708				9 708
Agriculture					-
PIDAF	191 115	245 000	245 000	245 000	926 115
Gymnase de Fayence	96 000				96 000
Gymnase de Montauroux					-
Stade de Tourrettes	52 536				52 536
Stade de Fayence					-
Maison du Lac					-
Tourisme / Lac de Saint Cassien	18 546	18 546	18 546	18 546	74 184
SCOT / PCAET					-
Divers					-
Mobilité		730 500	300 000		1 030 500
MIPEF	766 000				766 000
Gîtes de Mons					-
Base d'aviron					-
Développement économique			737 500	737 500	1 475 000
Pôles intermodaux	91 807				91 807
Gens du Voyage	100 000				100 000
GEMAPI					-
Médiathèques					-
Santé					-
Boulodrome					-
TOTAL	1 438 796	994 046	1 301 046	1 001 046	4 734 934
Pour rappel - PPI initial	1 376 402	885 119	885 119		

indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Scénarios projetés

Scénario 1 – Fil de l'eau

Ce scénario théorique établit une projection des SIG de la CC en reprenant une enveloppe d'investissement moyen sur la période.

A partir de 2025, le scénario au fil de l'eau prend en compte l'effort moyen d'investissement courant réalisé par la CC entre 2017 et 2024 (2 529k€/an).

En recettes, une moyenne est également prise en compte (978k€)

Les emprunts sont simulés avec un taux d'intérêt de 4% pendant 20 ans.

Les projets d'investissement mentionnés par la CC ne sont pas pris en compte à ce stade, seule une moyenne est imputée.

Scénario 2 – Projection PPI sans aide au budget DMA

Ce deuxième scénario consiste à mettre en parallèle la projection des marges de manœuvre de la CC avec ses projets envisagés en investissement.

Ainsi, de 2025 à 2028, les dépenses et recettes d'investissement renvoient à la somme des opérations projetées par la CC (soit 20 856k€ en dépense et 10 211k€ en recette au total sur 2025-2029). En 2029, une moyenne des investissements a été reprise en l'absence de montant transmis.

Les montants ont été répartis sur les années en fonction du phasage envisagé par la CC.

Les emprunts sont projetés selon les besoins de financement de la section d'investissement . Ils sont simulés avec un taux d'intérêt de 4% pendant 20 ans.

© 2025 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Scénarios projetés

Scénario 3 – Projection PPI avec aide au budget DMA – 300k€

Ce scénario est une reprise du scénario 2 avec l'ajout d'une participation au Budget DMA à hauteur de 300k€/an entre 2026 et 2029

Scénario 4 – Projection PPI avec aide au budget DMA – 500k€

Ce scénario est une reprise du scénario 2 avec l'ajout d'une participation au Budget DMA à hauteur de 500k€/an entre 2026 et 2029

© 2025 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.

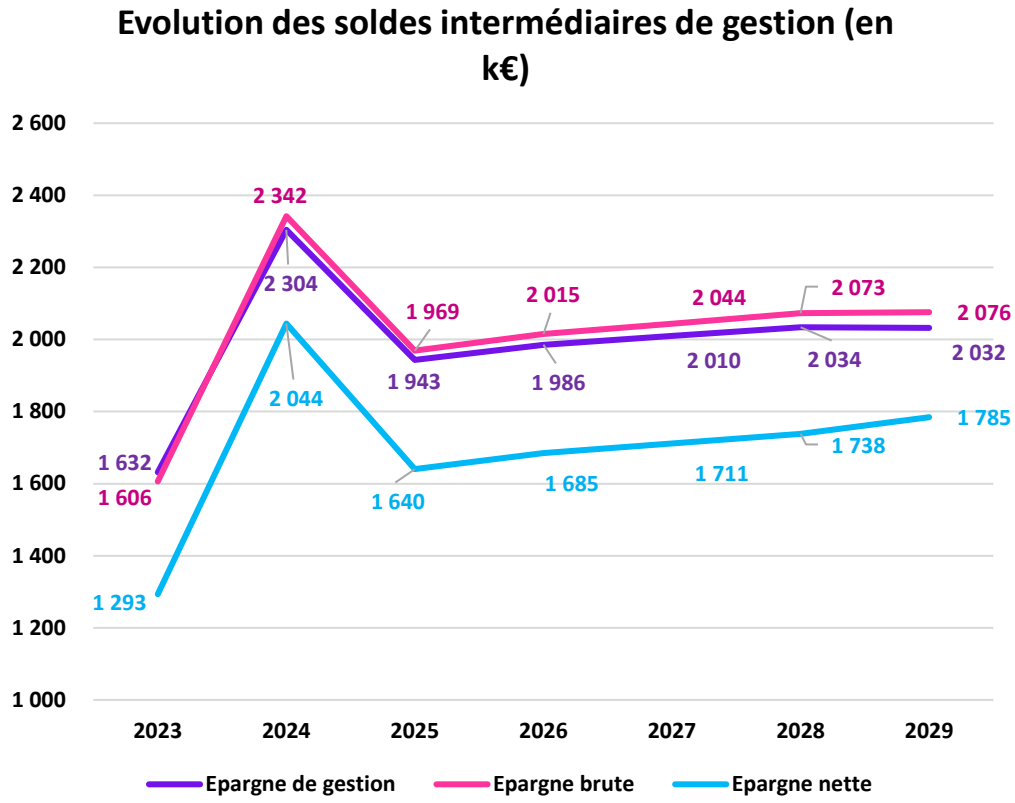
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Scénario 1 – Fil de l'eau

Une situation financière structurellement correcte

Des épargnes qui augmentent sur la période en lien avec des recettes qui évoluent plus rapidement que les dépenses (recettes fiscales notamment).

En parallèle, des réserves qui augmentent (4 mois de dépenses réelles de fonctionnement).

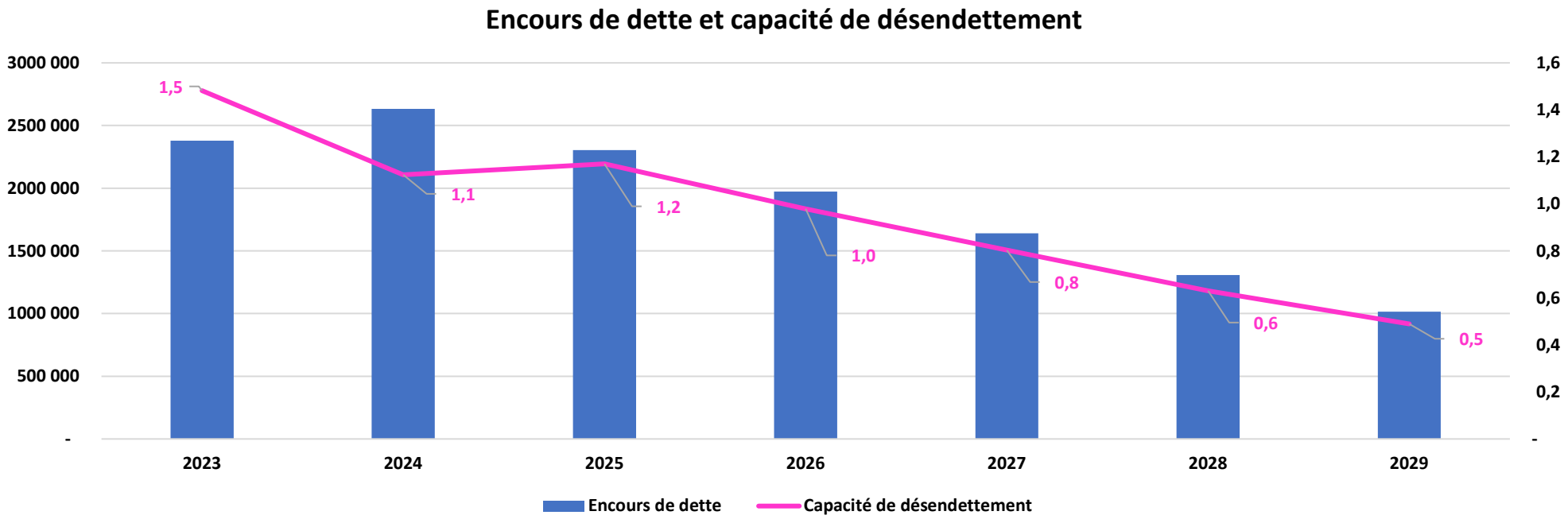


	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Résultat de clôture	3 125 160	2 743 201	2 832 864	2 966 844	3 127 720	3 315 555	3 549 515

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Scénario 1 – Fil de l'eau

Une capacité de désendettement correcte en fin de période



Les réserves de la CCPF lui permettent de limiter son recours à l'emprunt sur la période projetée (absence de nouveaux emprunts)

La capacité de désendettement est constamment en-dessous de deux années entre 2023 et 2029, soit un niveau largement en-deçà du seuil de prudence de 7 années.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Scénario 1 – Fil de l'eau

Ratios cibles et hypothèses d'ajustement

Afin d'approcher les conditions de soutenabilité de ce scénario, nous introduisons dans la simulation des ratios cibles à atteindre. Ces ratios se résument de la façon suivante :

- Une épargne nette à minimum 7% des recettes de gestion,
- Une capacité de désendettement inférieure à 7 années
- Un fonds de roulement supérieur ou égal à 2 mois de dépenses réelles de fonctionnement (niveau plancher observé en rétrospective), permettant ainsi à la CC de conserver des marges de manœuvre en trésorerie

Ratios cibles	2025	2026	2027	2028	2029
Caf nette	1 640 227	1 684 544	1 711 440	1 738 399	1 784 525
CAF NETTE/RECETTES DE GESTION	13,7%	13,9%	13,9%	13,9%	14,2%
CAPACITE DE DESENDETTEMENT	1,2	1,0	0,8	0,6	0,5
Fonds de roulement	2 832 864	2 966 844	3 127 720	3 315 555	3 549 515
FONDS DE ROULEMENT/DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT (en mois)	3,4	3,5	3,6	3,8	4,0

En synthèse, à horizon 2029, la trajectoire définie ne nécessite pas un niveau de marges de manœuvre supplémentaires pour atteindre les ratios fixés.

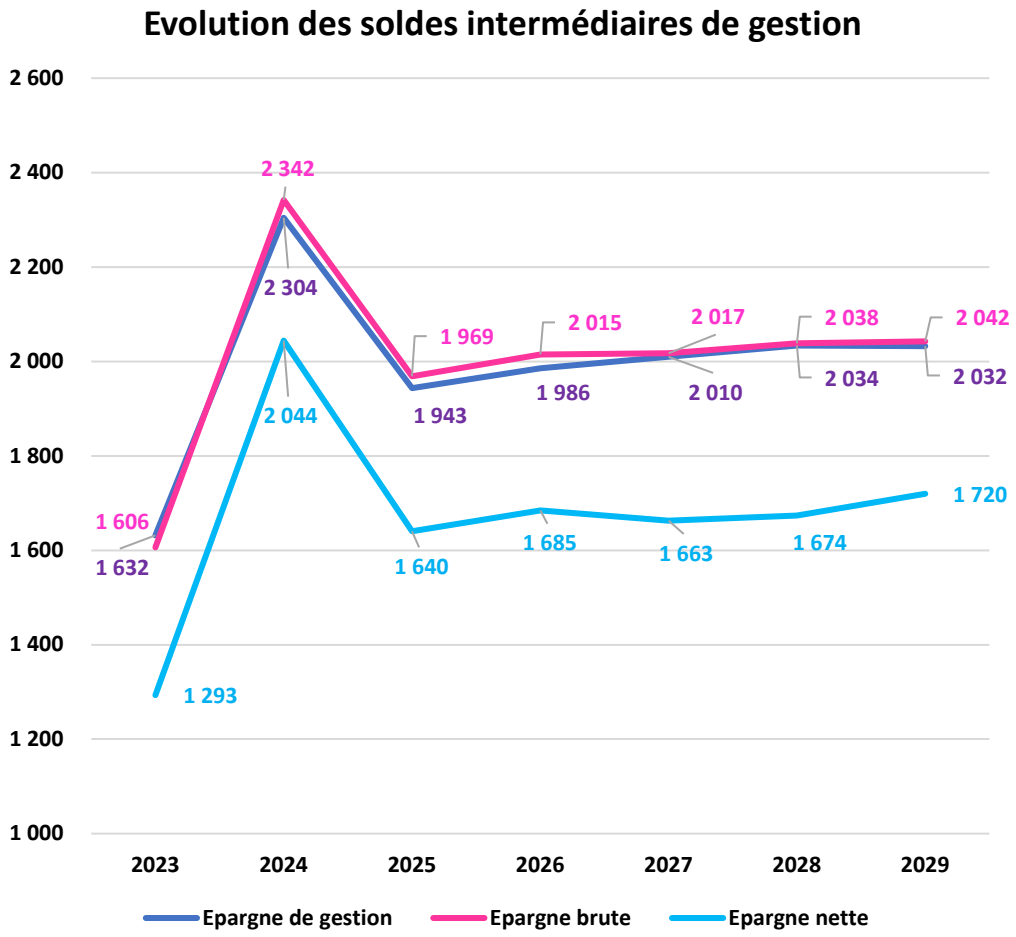
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Scénario 2 – PPI

Des ratios cibles atteints au moyen de marges de manœuvre supplémentaires en emprunt

Une épargne de gestion dynamique, dans la lignée du scénario Fil de l'eau. Toutefois, l'emprunt générant de l'annuité, la CAF nette s'en voit amoindrie.

En parallèle, des réserves qui se maintiennent permettant à la CC de disposer d'une certaine autonomie dans le financement de ses dépenses d'investissement (recours à l'emprunt limité). En 2029, le niveau est toutefois inférieur à celui de 2024.

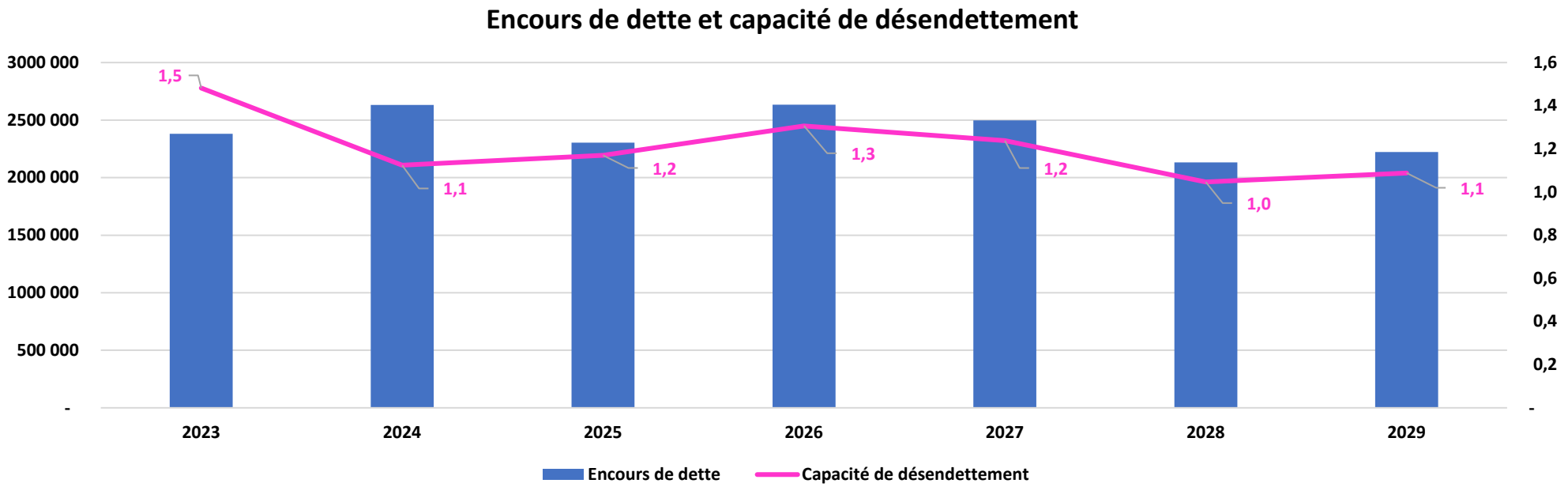


	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Résultat de clôture	3 125 160	2 743 201	2 184 943	1 698 445	1 724 392	1 767 606	1 770 089

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Scénario 2 – PPI

Une capacité de désendettement préservée



Les emprunts suivants sont projetés :

	2025	2026	2027	2028	2029
Emprunt	0	659 780	219 369	0	411 678

En somme, 1 291k€ d'emprunts sont projetés sur la période. La capacité de désendettement reste par ailleurs largement en-deçà du seuil de prudence fixé à 7 années sur la période projetée.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Scénario 2 – PPI

Ratios cibles et hypothèses d'ajustement

Afin d'approcher les conditions de soutenabilité de ce dernier scénario, nous introduisons dans la simulation des ratios cibles à atteindre. Ces ratios se résument de la façon suivante :

- Une épargne nette à minimum 7% des recettes de gestion,
- Une capacité de désendettement inférieure à 7 années
- Un fonds de roulement supérieur ou égal à 2 mois de dépenses réelles de fonctionnement (niveau plancher observé en rétrospective), permettant ainsi à la CC de conserver des marges de manœuvre en trésorerie

Ratios cibles	2025	2026	2027	2028	2029
Caf nette	1 640 227	1 684 544	1 662 893	1 673 710	1 719 835
CAF NETTE/RECETTES DE GESTION	13,7%	13,9%	13,5%	13,4%	13,6%
CAPACITE DE DESENDETTEMENT	1,2	1,3	1,2	1,0	1,1
Fonds de roulement	2 184 943	1 698 445	1 724 392	1 767 606	1 770 089
FONDS DE ROULEMENT/DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT (en mois)	2,6	2,0	2,0	2,0	2,0

Dans le présent cas, les conditions fixées sont atteintes sur la période sous réserve de l'ajustement en emprunt (1 291k€ sur la période)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Scénario 2 – PPI

Ratios cibles et hypothèses d'ajustement

Afin d'approcher les conditions de soutenabilité de ce dernier scénario, nous introduisons dans la simulation des ratios cibles à atteindre. Ces ratios se résument de la façon suivante :

- Une épargne nette à minimum 7% des recettes de gestion,
- Une capacité de désendettement inférieure à 7 années
- Un fonds de roulement supérieur ou égal à 2 mois de dépenses réelles de fonctionnement (niveau plancher observé en rétrospective), permettant ainsi à la CC de conserver des marges de manœuvre en trésorerie

Ratios cibles	2025	2026	2027	2028	2029
Caf nette	1 640 227	1 684 544	1 662 893	1 673 710	1 719 835
CAF NETTE/RECETTES DE GESTION	13,7%	13,9%	13,5%	13,4%	13,6%
CAPACITE DE DESENDETTEMENT	1,2	1,3	1,2	1,0	1,1
Fonds de roulement	2 184 943	1 698 445	1 724 392	1 767 606	1 770 089
FONDS DE ROULEMENT/DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT (en mois)	2,6	2,0	2,0	2,0	2,0

Dans le présent cas, les conditions fixées sont atteintes sur la période sous réserve de l'ajustement en emprunt (1 291k€ sur la période)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Synthèse

Principaux éléments de prospective

BUDGET GENERAL				
	Fil de l'eau initial	Fil de l'eau actualisé	PPI initial	PPI actualisé
Dépenses d'investissement (en k€)	9 272 543 €	12 643 320 €	20 516 787 €	20 856 131 €
Recette d'investissement (en k€)	3 884 896 €	4 890 500 €	8 586 833 €	10 210 985 €
CAF nette fin de période	1 427 871 €	1 784 525 €	1 111 718 €	1 719 835 €
CAF nette/recettes de gestion fin de période	12%	14%	9%	14%
Marges de manœuvre supplémentaires fin de période	0 €	0 €	0 €	0 €
Encours de dette fin de période	1 228 440 €	1 015 740 €	6 518 095 €	2 222 375 €
Capacité de désendettement fin de période	0,7	0,5	4,2	1,1
Résultat de clôture fin de période	3 415 222 €	3 549 515 €	1 799 883 €	1 770 089 €
Fonds de roulement / dépenses de gestion (en mois) fin de période	3,9	4,0	2	2,0
Emprunts projetés en prospective	0 €	0 €	5 611 789 €	1 290 827 €

En synthèse, le budget général présente une situation financière structurellement correcte comme en témoigne le scénario fil de l'eau. Cela est notamment lié au passage en FPU.

Cette situation saine permet à la CC de financer sa PPI sur la période avec un recours limité à l'emprunt, respectant par ailleurs les ratios prudentiels proposés.

En comparaison avec les projections de l'année dernière :

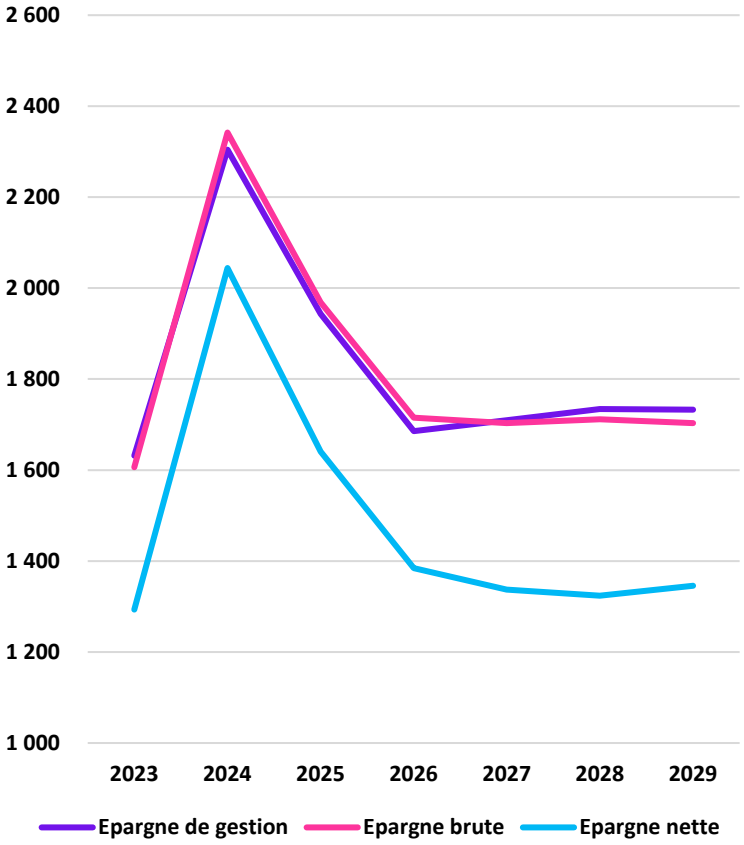
- ✓ Au fil de l'eau, des résultats globalement similaires du fait d'une trajectoire en fonctionnement comparable
- ✓ En PPI, des emprunts projetés moins importants du fait d'une baisse importante des dépenses d'investissement couplée à une hausse de la CAF nette.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Scénario 3 – PPI avec participation DMA – 300k€

Des ratios cibles atteints au moyen de marges de manœuvre supplémentaires en emprunt

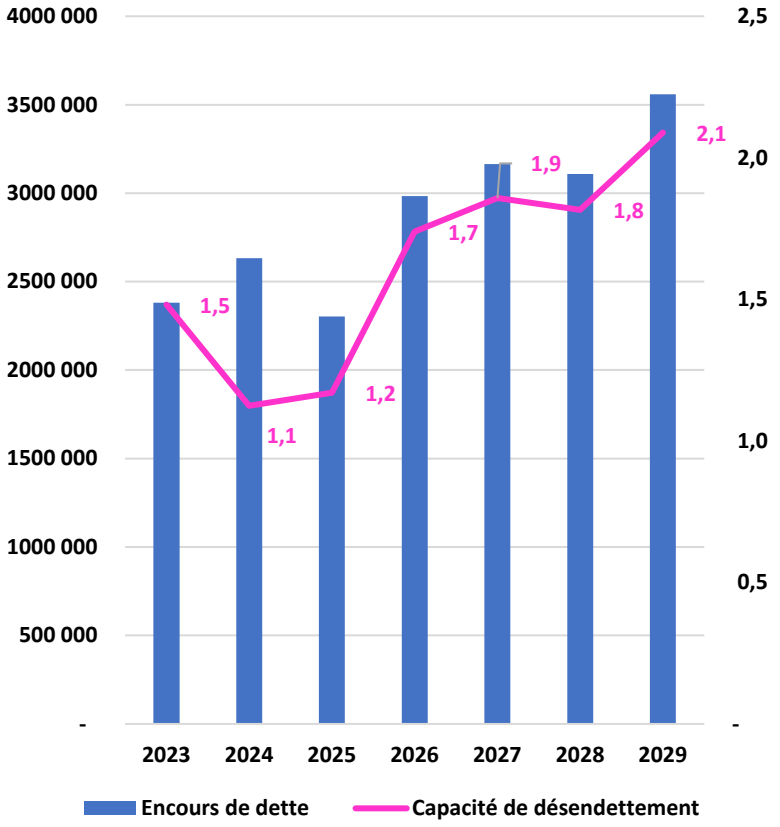
Evolution des soldes intermédiaires de gestion



La participation au budget DMA à hauteur de 300k€/an conduit logiquement à amoindrir les SIG présentés. Toutefois, sans besoin de marges de manœuvre complémentaires en fonctionnement, la CAF nette se maintient à un niveau soutenable de 11% des recettes de gestion en 2029 (contre 14% dans le scénario PPI initial).

En parallèle, des réserves qui se maintiennent permettant à la CC de disposer d'une certaine autonomie dans le financement de ses dépenses d'investissement (recours à l'emprunt limité – 2 697k€ contre 1 291k€ dans le scénario PPI initial). En 2029, le niveau est toutefois inférieur à celui de 2024.

Encours de dette et capacité de désendettement



	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Fonds de roulement	3 125 160	2 743 201	2 184 943	1 748 445	1 776 725	1 802 166	1 826 591

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Scénario 3 – PPI avec participation DMA – 300k€

Ratios cibles et hypothèses d'ajustement

Afin d'approcher les conditions de soutenabilité de ce dernier scénario, nous introduisons dans la simulation des ratios cibles à atteindre. Ces ratios se résument de la façon suivante :

- Une épargne nette à minimum 7% des recettes de gestion,
- Une capacité de désendettement inférieure à 7 années
- Un fonds de roulement supérieur ou égal à 2 mois de dépenses réelles de fonctionnement (niveau plancher observé en rétrospective), permettant ainsi à la CC de conserver des marges de manœuvre en trésorerie

Ratios cibles	2025	2026	2027	2028	2029
Caf nette	1 640 227	1 384 544	1 337 139	1 323 815	1 345 502
CAF NETTE/RECETTES DE GESTION	13,7%	11,4%	10,9%	10,6%	10,7%
CAPACITE DE DESENDETTEMENT	1,2	1,7	1,9	1,8	2,1
Fonds de roulement	2 184 943	1 748 445	1 776 725	1 802 166	1 826 591
FONDS DE ROULEMENT/DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT (en mois)	2,6	2,0	2,0	2,0	2,0

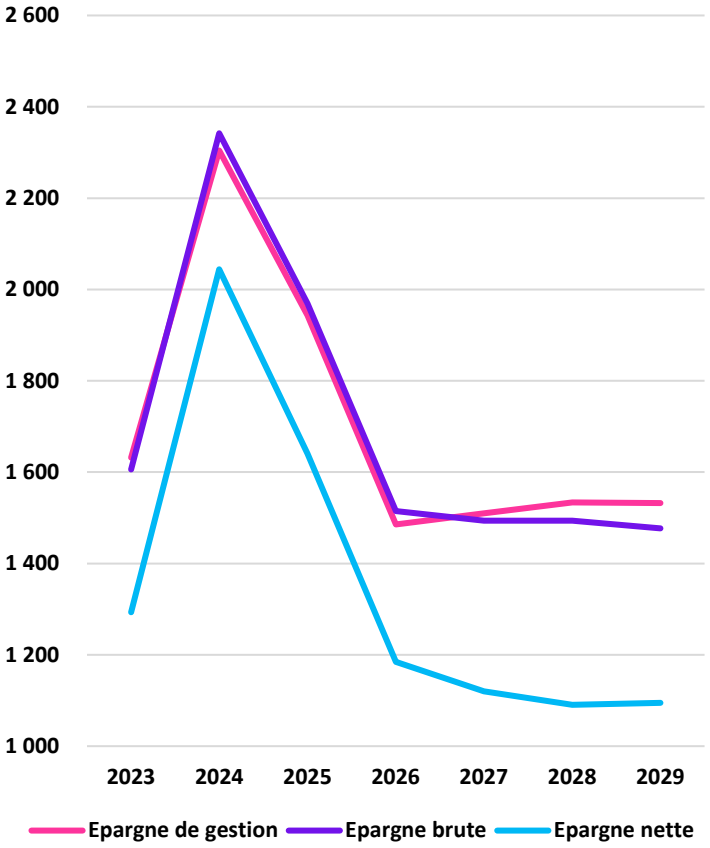
Dans le présent cas, les conditions fixées sont atteintes sur la période sous réserve de l'ajustement en emprunt (2 697k€ contre 1 291k€ dans le scénario PPI initial)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Scénario 4 – PPI avec participation DMA – 500k€

Des ratios cibles atteints au moyen de marges de manœuvre supplémentaires en emprunt

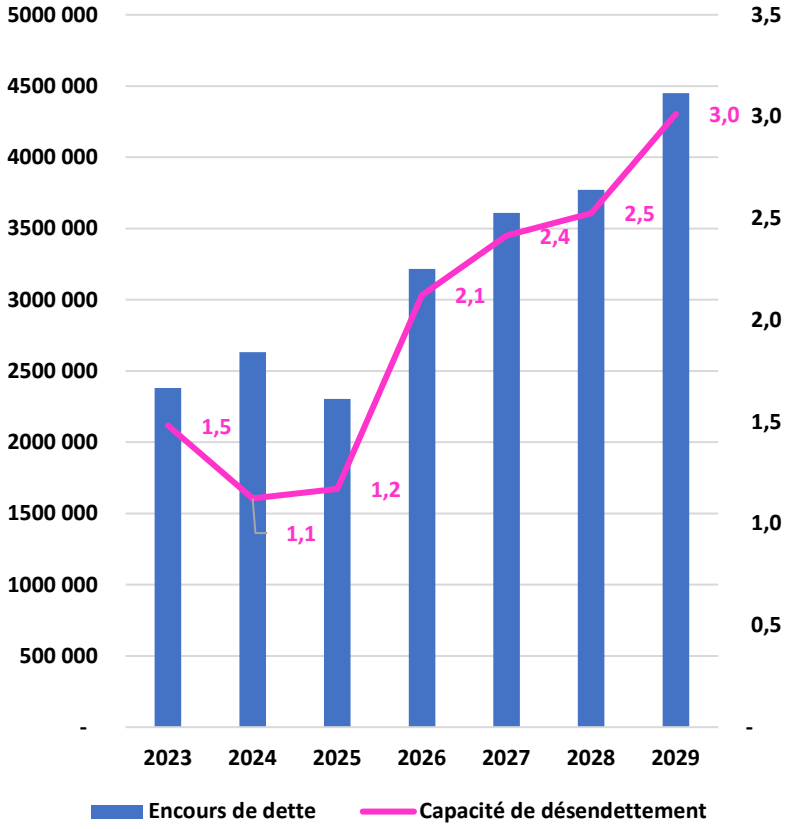
Evolution des soldes intermédiaires de gestion



La participation au budget DMA à hauteur de 500k€/an conduit logiquement à amoindrir les SIG présentés. Toutefois, sans besoin de marges de manœuvre complémentaires en fonctionnement, la CAF nette se maintient à un niveau soutenable de 9% des recettes de gestion en 2029 (contre 14% dans le scénario PPI initial).

En parallèle, des réserves qui se maintiennent permettant à la CC de disposer d'une certaine autonomie dans le financement de ses dépenses d'investissement (recours à l'emprunt limité – 3 636k€ contre 1 291k€ dans le scénario PPI initial). En 2029, le niveau est toutefois inférieur à celui de 2024.

Encours de dette et capacité de désendettement



	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Fonds de roulement	3 125 160	2 743 201	2 184 943	1 781 778	1 811 614	1 838 461	1 864 347

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 24/03/2025

Scénario 4 – PPI avec participation DMA – 500k€

Ratios cibles et hypothèses d'ajustement

Afin d'approcher les conditions de soutenabilité de ce dernier scénario, nous introduisons dans la simulation des ratios cibles à atteindre. Ces ratios se résument de la façon suivante :

- Une épargne nette à minimum 7% des recettes de gestion,
- Une capacité de désendettement inférieure à 7 années
- Un fonds de roulement supérieur ou égal à 2 mois de dépenses réelles de fonctionnement (niveau plancher observé en rétrospective), permettant ainsi à la CC de conserver des marges de manœuvre en trésorerie

Ratios cibles	2025	2026	2027	2028	2029
Caf nette	1 640 227	1 184 544	1 119 970	1 090 552	1 094 972
CAF NETTE/RECETTES DE GESTION	13,7%	9,8%	9,1%	8,7%	8,7%
CAPACITE DE DESENDETTEMENT	1,2	2,1	2,4	2,5	3,0
Fonds de roulement	2 184 943	1 781 778	1 811 614	1 838 461	1 864 347
FONDS DE ROULEMENT/DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT (en mois)	2,6	2,0	2,0	2,0	2,0

Dans le présent cas, les conditions fixées sont atteintes sur la période sous réserve de l'ajustement en emprunt (3 636k€ contre 1 291k€ dans le scénario PPI initial)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

En synthèse

Ratios cibles et hypothèses d'ajustement

- **Les trajectoires relatives aux budgets eau et assainissement bénéficient des mesures de redressement entreprises par la CCPF et de volumes légèrement plus favorables en 2024.**
  - ✓ La revalorisation automatique des tarifs en prospective permet de contenir l'effet ciseaux généré par l'évolution des charges dans la perspective toutefois de volumes stables.
  - ✓ Dans ce cadre, la marge dégagée par les budgets est préservée et peut absorber l'annuité issue du financement de la programmation d'investissement, dans les conditions simulées, qui reste ambitieuse.
  - ✓ Le niveau d'endettement final sur l'assainissement apparait toutefois un peu élevé et des mesures complémentaires pourrait être envisagées d'ici à la fin de période, en fonction du niveau de réalisation, pour atténuer cet impact.
- **La situation financière du budget DMA est fortement contrainte par la forte dynamique naturelle de ses charges, liée à l'inflation et à la TGAP, avec un objectif majeur de réduction des tonnages pour réduire le volume des charges de prestations de service.**
  - ✓ Sur la base de l'hypothèse retenue (la tarification incitative maintient le niveau de recettes apporté par la TEOM), la diminution de l'épargne se poursuit et s'accélère de sorte que des mesures complémentaires apparaissent indispensables pour sortir de l'impasse apparente en fonctionnement.
  - ✓ Dans ce cadre, un apport complémentaire de marges de manœuvre en fonctionnement de 410k€ à horizon 2029 apparait nécessaire pour stabiliser la trajectoire et garantir sa soutenabilité.
  - ✓ Cet apport pourra prendre la forme d'une subvention du budget général, dont la durée est toutefois limitée dans le temps, sur les premières années de mise en œuvre de la tarification incitative.
  - ✓ Un recul sur une ou deux années complètes de mise en œuvre sera nécessaire pour vérifier l'écart entre le réalisé et cette trajectoire et ainsi adapter le cas échéant la stratégie et le financement complémentaire à rechercher.
- **La situation financière du budget général continue d'apparaitre comme étant relativement favorable, avec une marge de manœuvre et des capacités d'investissement qui permettent de financer la PPI**
  - ✓ L'enjeu se situe dans sa capacité à absorber, sur cette trajectoire, l'aide transitoire au budget DMA. Cette capacité est vérifiée dans les deux scénarios explorés et selon les conditions projetées.
  - ✓ La CCPF dispose par ailleurs des moyens de financer pour partie cette contribution au budget DMA en ayant recours à son levier fiscal. A ce titre, notons qu'un point de THRS équivaut à 296k€ € de recettes.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-14-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

KPMG

kpmg.fr

Les informations contenues dans ce document sont d'ordre général et ne sont pas destinées à traiter les particularités d'une personne ou d'une entité. Bien que nous fassions tout notre possible pour fournir des informations exactes et appropriées, nous ne pouvons garantir que ces informations seront toujours exactes à une date ultérieure. Elles ne peuvent ni ne doivent servir de support à des décisions sans validation par les professionnels ad hoc. KPMG ADVISORY est l'un des membres français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). KPMG International et ses entités liées ne proposent pas de services aux clients. Aucun cabinet membre n'a le droit d'engager KPMG International ou les autres cabinets membres vis-à-vis des tiers. KPMG International n'a le droit d'engager aucun cabinet membre.

© 2025 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-15-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents 23
Pouvoirs 7
Absents 0
Suffrages exprimés 30

SÉANCE DU MERCREDI 19 MARS 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Maryvonne BLANC
DCC n° 250319/15
Date de convocation : 12-03-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Claudette MARIET, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Bernard HENRY, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, René BOUCHARD, Philippe DURAND-TERRASSON, Jérôme SAILLET, François CAVALLIER

Absents excusés : Daniel MARIN (pouvoir à B. HENRY), Michèle PERRET (pouvoir à O. LEFEBVRE), M. REZK (pouvoir à F. CAVALLIER, Christian COULON (pouvoir à JY. HUET), Laurence BERNARD (pourvoir à MJ. MANKAÏ), Aurélie COURANT (pouvoir à C. BOUGE), Loïs FAUR (pouvoir à J. SAILLET)

AVANCE DE TRÉSORERIE DU BUDGET PRINCIPAL AU BUDGET ANNEXE DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS

Le Président rappelle que, par délibération du 20 octobre 2015, le conseil communautaire a décidé la création, à compter du 1er janvier 2016, d'un budget annexe « Déchets Ménagers et Assimilés » (DMA) doté de la seule autonomie financière.

Il rappelle que l'autonomie financière a pour conséquence l'individualisation de la trésorerie qui n'est plus commune avec celle du budget principal.

La trésorerie du budget annexe DMA rencontre actuellement des tensions, problématiques temporaires en raison de gros investissements (bennes, colonnes...) à réaliser en peu de temps pour la mise en place de la Redevance Incitative, et ce, en décalage et dans l'attente du versement des subventions correspondantes.

Il est donc nécessaire de consentir une avance de trésorerie du budget principal au budget annexe DMA, d'un montant de 1 000 000€ maximum dans l'attente des subventions.

Le Président précise que cette avance de trésorerie est non budgétaire, qu'elle est sans intérêt et que cette opération permet d'éviter une ligne de trésorerie bancaire forcément coûteuse. Elle est régie par les dispositions de l'article R2221-70 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les fonds ne seront débloqués qu'au fur et à mesure des besoins en trésorerie du budget annexe DMA et cette avance sera remboursable au budget principal dès lors que les subventions seront encaissées.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

ENTENDU cet exposé,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **DÉCIDE** que le budget principal accorde au budget annexe Déchets Ménagers et Assimilés une avance de trésorerie non budgétaire, à taux 0%, d'un montant de 1 000 000€ maximum ;
- **DÉCIDE** que son remboursement interviendra au plus tard le 31 décembre 2025 ;

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-15-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

- **AUTORISE** que cette avance soit remboursée en une ou plusieurs fois selon le versement des subventions ;
- **DONNE** tous pouvoirs au Président pour l'exécution de la présente délibération.

Tourrettes, le 20 mars 2025

Maryvonne BLANC
Secrétaire de séance

Communauté de Communes du Pays de Fayence

René UGO
Président

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-16-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice	30
Présents	23
Pouvoirs	7
Absents	0
Suffrages exprimés	30

SÉANCE DU MERCREDI 19 MARS 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Maryvonne BLANC
Date de convocation : 12-03-2025

DCC n° 250319/16

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Claudette MARIET, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Bernard HENRY, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, René BOUCHARD, Philippe DURAND-TERRASSON, Jérôme SAILLET, François CAVALLIER
Absents excusés : Daniel MARIN (pouvoir à B. HENRY), Michèle PERRET (pouvoir à O. LEFEBVRE), M. REZK (pouvoir à F. CAVALLIER, Christian COULON (pouvoir à JY. HUET), Laurence BERNARD (pourvoir à MJ. MANKAÏ), Aurélie COURANT (pouvoir à C. BOUGE), Loïs FAUR (pouvoir à J. SAILLET)

RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION ENTRE LA COMMUNE DE FAYENCE ET LA CCPF : MISE A DISPOSITION DE CUVES DE CARBURANTS ET REPARTITION DES CHARGES AFFERENTES

La commune de Fayence est propriétaire d'une parcelle cadastrée section E n°1782 d'une contenance de 4 030m². Ce terrain, qui supporte la station d'épuration, a été transféré à la CCPF lors du transfert de la compétence assainissement.
La CCPF y a installé une cuve d'une contenance de 5 000 litres de gasoil pour alimenter ses véhicules.
La commune de Fayence, avec l'accord de la CCPF, y a installé une cuve dédiée au GNR d'une contenance d'environ 2 000 litres, qui a été mutualisée avec la cuve de gasoil pour les véhicules communaux et intercommunaux.

Les pompes de gasoil et GNR sont équipées d'un système d'identification qui permet de relever les consommations de chaque véhicule. Chaque partie a fourni à ses agents les badges d'identification nécessaires pour l'utilisation des cuves. Chaque partie est responsable de sa cuve et de son remplissage ainsi que de son entretien.

Une convention financière pour la mise en place et le fonctionnement de cuves de produits pétroliers a été signée le 21 janvier 2021 entre la commune de Fayence et la CCPF pour une durée de deux ans, renouvelable une fois. Cette convention ayant donc pris fin le 20 janvier 2025, il est proposé au conseil communautaire de la renouveler à compter du 21 janvier 2025. Elle prendra fin à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date d'installation du conseil municipal de Fayence de l'année 2026.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** la convention entre la commune de Fayence et la CCPF pour la mise à disposition de cuves de carburants selon les termes figurant dans la convention annexée à la présente délibération ;
- **AUTORISE** le Président à signer ce document ainsi que toutes pièces s'y rapportant ;
- **DIT** que les crédits sont inscrits au budget 2025 et suivant.

Tourrettes, le 20 mars 2025

Maryvonne BLANC
Secrétaire de séance

Communauté de Communes du Pays de Fayence

René UGO
Président

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-16-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Convention financière entre la Commune de Fayence
Et la Communauté de Communes du Pays de Fayence
Pour la mise en place et le fonctionnement de cuves de produits pétroliers

La présente convention est passée :

Entre :

La Commune de Fayence, dont le siège est situé 2 place de la République – 83440 FAYENCE,
Enregistrée sous le numéro SIRET 218 300 556 00014,
Représentée par son Maire en exercice, Monsieur Bernard HENRY, dûment autorisé en la matière par délibération du conseil municipal n°D_2024_12_082 en date du 10 décembre 2024 ;

D'une part

ET

La Communauté de Communes du Pays de Fayence, dont le siège est situé 1849, RD 19 Nas de Tassy – 83440 TOURRETTES.
Enregistrée sous le numéro SIRET 200 004 802 00019,
Représentée par son Président en exercice Monsieur René UGO, dûment habilité à l'effet des présentes en vertu d'une décision monsieur le Président en date du ..... (n°.....)

D'autre part,

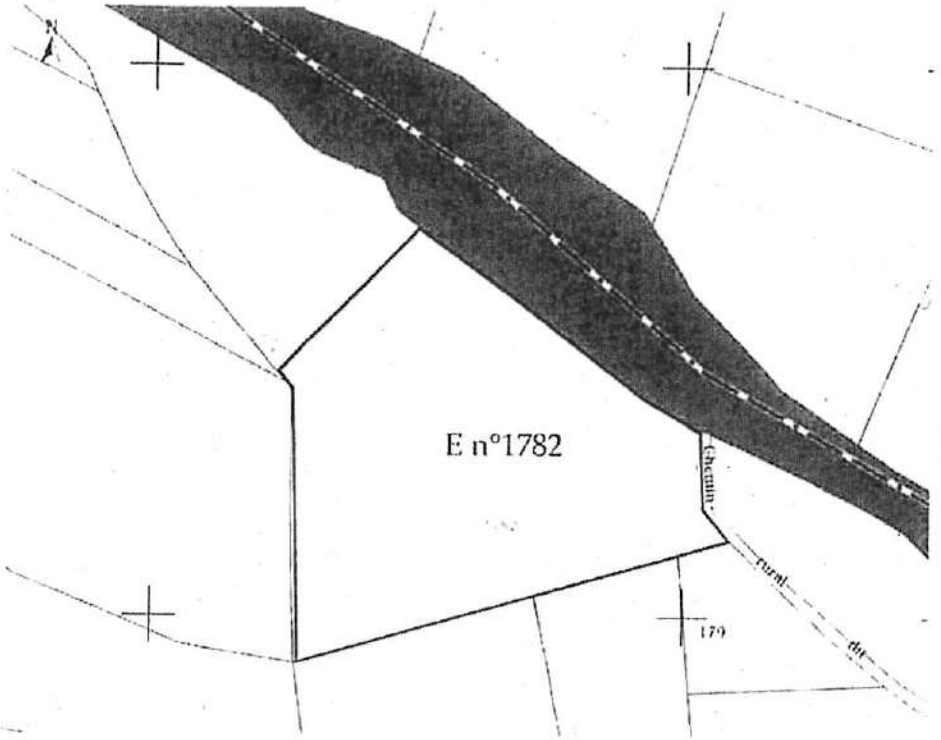
Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention.

La présente convention a pour objet principal de permettre à la Communauté de Communes du Pays de Fayence et à la commune de Fayence de mettre en commun des cuves de stockage de carburant (gasoil et GNR). Les cuves se situent sur un terrain appartenant initialement à la commune de Fayence et mis à disposition de la Communauté de Communes du Pays de Fayence dans le cadre du transfert des compétences de l'eau et de l'assainissement.
Le terrain situé à Fayence est la parcelle E n°1782 d'une contenance de 4 030 m². Cette parcelle est située en zone Ns au PLU.

BH

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-16-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025



Article 2 : Durée de la convention.

La convention entrera en vigueur à compter du 1er janvier 2025 et prendra fin à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date d'installation du Conseil Municipal de l'année 2026.

Article 3 : Fonctionnement de la convention – Réciprocité – Engagement des parties.

La Communauté de Communes du Pays de Fayence a mis en place une cuve de gasoil et reste responsable des travaux effectués pour sa mise en place.
La commune de Fayence a mis en place une cuve de GNR et reste responsable des travaux de sa cuve.

Les parties s'engagent à entretenir la cuve lui appartenant ainsi que le dispositif de calcul de la distribution.
Chacune des collectivités se chargent des relations, des contrats et du règlement avec son ou ses prestataires pour sa cuve (Communauté de Communes du Pays de Fayence : Gasoil / Commune de Fayence : GNR).
Chaque partie s'engage également à fournir les badges nécessaires à l'identification des véhicules à leurs agents.

La Communauté de Communes du Pays de Fayence permettra à la commune de Fayence d'entrer sur le site de la station par un portail dédié aux cuves de stockage 24h/24h. Les agents respecteront les lieux et les consignes de sécurité.
Chaque utilisateur identifiera son véhicule avant de se servir.

Article 4 : Transmission des relevés des consommations.

BH

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-16-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Les relevés seront transmis mensuellement aux parties afin d'avoir une connaissance du niveau et du coût des consommations.

Les parties s'engagent à ne pas utiliser ni conserver les données dont elles auraient connaissance et qui concerneraient l'autre partie.

Article 5 : Facturation des consommations.

La facturation entre les parties se fera à terme échu tous les six mois. Chaque partie émettra un titre de recettes correspondant aux consommations de l'autre partie. Les parties s'engagent à payer le titre de recettes dans un délai de 30 jours à compter réception de la demande.

Article 6 : Médiation - Juridiction

Avant toute action les parties s'engagent à rechercher une solution amiable à leur désaccord éventuellement par le recours à un médiateur.
En cas de différends découlant de la présente ou en relation avec celui-ci, les parties tenteront de bonne foi de trouver une solution amiable.
A cet effet, la partie la plus diligente notifiera à l'autre partie, par lettre RAR, l'objet du litige.
Les parties entreprendront alors des négociations en vue de résoudre à l'amiable leur litige, au besoin avec l'aide d'un tiers qu'elles désigneront d'un commun accord.
Une telle solution amiable, si elle aboutit, prendra la forme d'un avenant à la présente convention.
La tentative de règlement amiable sera considérée comme échouée si aucun accord n'est intervenu au plus tard 90 jours après la réception de la lettre RAR notifiant l'objet du litige.
Les parties à la présente convention, peuvent décider, d'un commun accord, de proroger la durée des négociations au-delà du délai de 90 jours.

Le Tribunal Administratif de Toulon est seul compétent pour connaître des litiges qui pourraient s'élever entre les parties relevant de l'interprétation, de l'application ou de l'exécution de la présente convention.

Fait en 2 exemplaires originaux

Fait à Fayence, le

Pour la Communauté de Communes du Pays de Fayence

Le Président de la Communauté de Communes du Pays de Fayence

René UGO

Pour la Commune de Fayence

Le Maire de Fayence

Bernard HENRY

BH

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-16-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Envoyé en préfecture le 12/12/2024
Reçu en préfecture le 12/12/2024
Publié le 12/12/2024
ID : 083-218300556-20241210-D_2024_12_082-DE
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-218300556-20250319-250319-16-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

DÉPARTEMENT
DU VAR

RÉPUBLIQUE FRANCAISE

ARRONDISSEMENT
DE DRAGUIGNAN

COMMUNE DE FAYENCE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

D_2024_12_082

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE : 29
Conseillers présents : 24
Conseillers représentés : 3
Conseillers absents : 2
Conseillers votants : 27

SEANCE DU 10 DECEMBRE 2024

OBJET. Renouvellement de la convention entre la Commune de Fayence et la Communauté de Communes du Pays de Fayence - Mise à disposition de cuves de carburants et répartitions des charges afférentes - Approbation et habilitation de signature.

Le Conseil Municipal dûment convoqué le 3 décembre 2024 par Bernard HENRY, Maire, s'est réuni en séance ordinaire au lieu habituel de ses séances sous la Présidence de Monsieur le Maire, Bernard HENRY.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Bernard HENRY
Mme Ophélie LEFEBVRE
M. Alain BOURDERAU
Mme Christine CANALES
M. Philippe FENOCCHIO
M. Patrice DUMESNY
M. Alain GOUZON
M. Daniel TAMBRUN
M. Patrick BASSAND
M. Gilbert STALENQ
Mme Joëlle GIRAUDO
M. Max ANRIGO
M. Pascal VACHEZ
Mme Alice MENDES
Mme Joëlle MORAGUES
Mme Céline GONZALEZ
Mme Jessica LECHARDEUR
M. Daniel MARIN
M. Jean-Michel AMAYENC
M. Didier XUEREF
M. Marco ORFEO
M. Patrick GIRAUDO
Mme Danielle ADER
Mme Elisabeth BERTRAND

ÉTAIENT REPRÉSENTÉS :

Mme Sylvie VILLAFANE a donné procuration à Mme Christine CANALES
Mme Régine LAVERGNE a donné procuration à M. Marco ORFEO
M. Théo FENOCCHIO a donné procuration à M. Philippe FENOCCHIO

ÉTAIT EXCUSÉ :

Mme Michèle PERRET
Mme Catherine VERLAGUET

Envoyé en préfecture le 12/12/2024
Reçu en préfecture le 12/12/2024
Publié le 12/12/2024
ID : 083-218300556-20241210-D_2024-12_082-DE
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-218300556-20250319-250319-16-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

SECRÉTAIRE DE SEANCE :

En application de l'article L2121-15 du code général des collectivités territoriales M. Philippe FENOCCHIO a été désigné secrétaire de séance.

Envoyé en préfecture le 12/12/2024
Reçu en préfecture le 12/12/2024
Publié le 12/12/2024
ID : 083-218300556-20241210-D_2024_12_082-DE
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-218300556-20250319-250319-16-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Rapporteur Alain GOUZON.

Pour rappel, la commune est propriétaire d'une parcelle cadastrée section E n° 1782 d'une contenance de 4 030 m².

Ce terrain supporte la station d'épuration. Ainsi, le terrain a été transféré à la Communauté de Communes du Pays de Fayence depuis le transfert de la compétence assainissement.

La Communauté de Communes du Pays de Fayence a mis en place une cuve d'une contenance de 5 000 litres de gasoil pour alimenter ses véhicules.

Vu la délibération en date du 15 décembre 2020 (n°DCM/2020-12-115) relatif à la mise en place d'une convention de mise en place de cuves de carburants et répartitions des charges afférentes entre la Commune de Fayence et la Communauté de Communes du Pays de Fayence.

La commune et la Communauté de Communes du Pays de Fayence disposent toutes deux de véhicules qui peuvent fonctionner au GNR.

La commune de Fayence, avec l'accord de la Communauté de Communes du Pays de Fayence, a installé une cuve dédiée au GNR sur ce terrain, d'une contenance d'environ 2 500 litres, qui a été mutualisée avec la cuve en gasoil pour les véhicules de la commune et de la Communauté de Communes du Pays de Fayence.

Les pompes gasoil et GNR sont équipées d'un système d'identification qui permet de relever les consommations de chaque véhicule. Chaque partie a fourni à ses agents les badges d'identification nécessaires pour l'utilisation des cuves.

Chaque partie est responsable de sa cuve et de son entretien et gère son remplissage en quantité suffisante.

Une convention financière pour la mise en place et le fonctionnement de cuves de produits pétroliers a été signée le 21 janvier 2021 entre la Commune et la Communauté de Commune du Pays de Fayence pour une durée de deux ans, renouvelable une fois qui prendra fin le 20 janvier 2025.

Cette convention permet de déterminer les modalités de remboursement des consommations de l'autre partie, à savoir une fois par semestre à terme échu.

En conséquence, après avoir pris connaissance des informations fournies par Monsieur Alain GOUZON, il vous est proposé de renouveler la convention financière pour la mise en place et le fonctionnement de cuves de produits pétroliers entre la Commune et la

Envoyé en préfecture le 12/12/2024
Reçu en préfecture le 12/12/2024
Publié le 12/12/2024
ID : 083-218300556-20241210-D_2024-12_082-DE
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200054602-20250319-250319-16-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Communauté de Commune du Pays de Fayence à compter du 1er janvier 2025 et de préciser qu'elle prendra fin à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date d'installation du Conseil Municipal de l'année 2026.

Le conseil municipal, vu l'avis de la commission des finances, de l'économie et du commerce en date du 3 décembre 2024, et après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de ses membres présents ou représentés :

- D'approuver le partenariat entre la commune de Fayence et la Communauté de Communes du Pays de Fayence pour la mutualisation des cuves de stockage des produits pétroliers,
- D'approuver la convention financière jointe en annexe entre la commune de Fayence et la Communauté de Communes du Pays de Fayence,
- D'autoriser monsieur le Maire à signer ladite convention,
- De dire que les crédits budgétaires afférents aux consommations de carburants sont prévus aux budgets 2025 et suivants.

Ainsi fait et délibéré les jour mois et an susdits.

Pour extrait conforme,

Le Secrétaire de séance

M. Philippe FENOCCHIO

Le Maire

Bernard HENRY

Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication :

- *d'un recours gracieux adressé à Monsieur le Maire – Mairie de Fayence, 2 place de la République, 83440 Fayence. Le silence gardé par l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite. Après un recours gracieux, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet implicite ou explicite dudit recours gracieux.*
- *d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulon territorialement compétent. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique - Télérecours Citoyen – accessible sur le site internet : www.telerecours.fr.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-17-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 23
Pouvoirs..... 7
Absents..... 0
Suffrages exprimés 30

DCC n° 250319/17

SÉANCE DU MERCREDI 19 MARS 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Maryvonne BLANC
Date de convocation : 12-03-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Claudette MARIET, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Bernard HENRY, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, René BOUCHARD, Philippe DURAND-TERRASSON, Jérôme SAILLET, François CAVALLIER
Absents excusés : Daniel MARIN (pouvoir à B. HENRY), Michèle PERRET (pouvoir à O. LEFEBVRE), M. REZK (pouvoir à F. CAVALLIER, Christian COULON (pouvoir à JY. HUET), Laurence BERNARD (pourvoir à MJ. MANKAÏ), Aurélie COURANT (pouvoir à C. BOUGE), Loïs FAUR (pouvoir à J. SAILLET)

ADOPTION ET SIGNATURE DE LA CHARTE VAROISE DE FACILITATION DE L'ACCÈS DES TPE-PME À LA COMMANDE PUBLIQUE

Le 27 septembre 2024 a eu lieu en Préfecture la signature d'une charte afin de faciliter l'accès des TPE-PME à la commande publique varoise.

Cette charte est le fruit d'un travail collaboratif entre les agents des services de la commande publique de diverses collectivités varoises, les entreprises du BTP et le maître d'oeuvre, réunis au sein de l'Office du BTP du Var.

Les services de l'Etat ont également contribué à sa rédaction en rappelant, par exemple, l'importance des clauses sociales dans les marchés, des conditions de sécurité et santé des travailleurs et de la lutte contre les offres anormalement basses.

Cette charte constitue un recueil de bonnes pratiques destiné aux acheteurs publics pour faciliter l'accès des TPE-PME aux marchés publics et préserver ainsi leur équilibre financier tout en favorisant les achats performants et responsables.

Considérant l'importance des petites et moyennes entreprises et des très petites entreprises dans son tissu économique local ; la CCPF visait déjà, au travers de sa politique achat et son guide interne des achats, à soutenir l'activité économique en facilitant leur accès à ses marchés publics (allotissement, ouverture aux variantes, adaptation des clauses financières afin de tenir compte de l'évolutivité des prix, raccourcissement des délais de paiement).

Afin de s'engager plus encore dans cette démarche et compléter sa politique d'achat ; la CCPF souhaite adopter cette nouvelle charte.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** la charte varoise de facilitation de l'accès des TPE-PME à la commande publique jointe à la présente délibération,
- **AUTORISE** le Président à signer ce document ainsi que toutes annexes s'y rapportant.

Tourrettes, le 20 mars 2025

Maryvonne BLANC
Secrétaire de séance

Communauté de Communes du Pays de Fayence

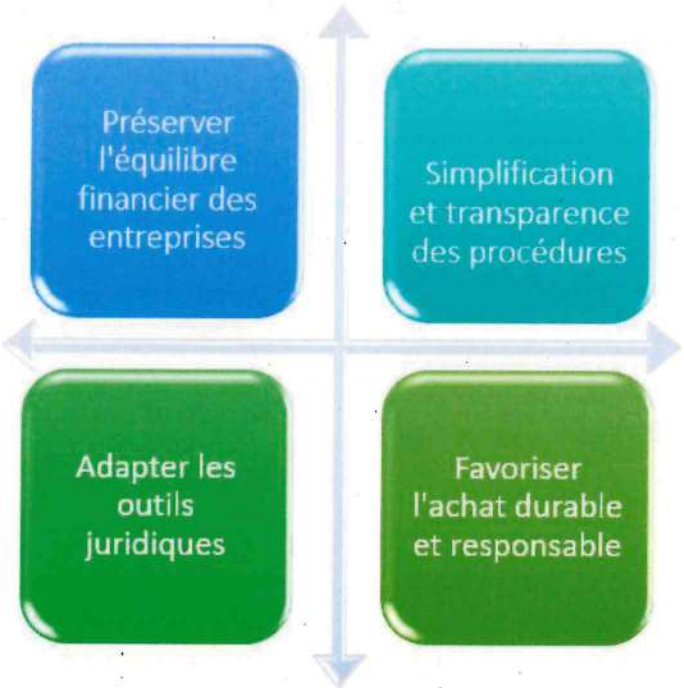
René UGO
Président

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-17-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

PRÉFET
DU VAR
Liberté
Égalité
Fraternité

CHARTE VAROISE DE FACILITATION DE L'ACCÈS DES TPE - PME À LA COMMANDE PUBLIQUE



CAPEB
L'Artisanat du Bâtiment
VAR

BTP 83
FÉDÉRATION DU BTP DU VAR

OBTP 83
Architectes Entrepreneurs

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-17-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

PRÉAMBULE

Cette Charte est née d'un groupe de travail regroupant les représentants de plusieurs acteurs varois de l'achat public, de la maîtrise d'œuvre et d'entreprises adhérentes à la Fédération du BTP, réunis au sein de l'Office du BTP du Var, organisme créé en 1969, par le syndicat des Architectes du Var et la Fédération du Bâtiment et des Travaux Publics du Var. Les entreprises de la Confédération des Artisans et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB) du Var, organisation professionnelle créée en 1946, y ont également contribué.

Elle vient remplacer et actualiser la Charte TPE-PME signée le 19 mars 2018. Elle entérine les avancées constatées depuis et constitue le socle des actions à venir, en fixant des pistes d'approfondissement et de progrès.

A la lumière des avancées nationales proposées dans le guide pratique pour faciliter l'accès des TPE-PME à la commande publique publiée par l'OECP (Observatoire Economique de la Commande Publique) en 2019, les acteurs de la commande publique du Var ont souhaité s'inscrire dans cette démarche en mutualisant les bonnes pratiques en matière d'achats, en tenant compte du tissu économique varois.

Les échanges au sein du groupe de travail ont permis de rappeler les fondamentaux et de proposer une nouvelle Charte. Il est nécessaire de prendre en compte les événements internationaux qui ont bouleversé le paysage économique et les relations contractuelles des acteurs de la commande publique.

L'achat public doit également devenir un levier majeur des transitions environnementales, sociales et économiques du territoire.

L'Acheteur public est aujourd'hui positionné et attendu sur des secteurs multiples : l'économie, l'environnement ou encore l'insertion.

Face à ces enjeux, un travail collectif et fédérateur est nécessaire pour atteindre les objectifs et les attentes de chacun des signataires.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-17-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

1. FACILITER L'ACCÈS DES TPE - PME À LA COMMANDE PUBLIQUE

1.1. Choisir un mode de dévolution du marché adapté aux TPE-PME

Il est tout d'abord nécessaire de rappeler rapidement les critères de définition des TPE-PME, issus de la réglementation européenne et repris par le code de la commande publique :

- Effectif de moins de 250 personnes,
- Chiffre d'affaires inférieur à 50 M€ ou total de bilan annuel inférieur à 43 M€,
- Autonomie : parts ou droits de vote détenus par une autre entreprise inférieurs à 25%.

Il est rappelé que plus de 90 % des entreprises du BTP dans le Var sont des TPE de 10 personnes ou moins. C'est prioritairement à ces entreprises que s'adressent les dispositions de la présente charte.

L'acheteur définit ainsi son besoin en adaptant l'allotissement aux contraintes, à la taille et au degré de spécialisation des entreprises ; l'allotissement étant le principe en présence de prestations distinctes.

Pour cela, il peut mettre en œuvre la pratique du sourcing afin de consolider sa connaissance du secteur économique et ainsi éviter le groupement de prestations qui peuvent être réalisées par des corps de métier distincts.

Il peut toutefois conclure un marché global s'il considère qu'il n'est pas en mesure d'assurer par lui-même les missions d'organisation, de pilotage et de coordination, ou si la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence, ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations. Dans ce cas, il motive ce choix en droit et en fait, dans les documents de la consultation.

Pour les acheteurs dont la compétence est intercommunale, selon l'importance des besoins à satisfaire, privilégier (en plus de l'allotissement technique lorsqu'il est requis) l'allotissement géographique. Par exemple, selon leur importance, par commune ou groupement de communes.

1.2. Outils favorisant l'accès à la commande publique des TPE-PME

Une fois défini le montant d'une opération de travaux, l'acheteur dispose d'outils réglementaires pour favoriser l'accès des TPE-PME à ses marchés :

- Les marchés de travaux « ASAP » (c'est-à-dire des marchés informels que l'on peut passer rapidement, dont la valeur est inférieure à 100 000 € HT sans publicité ni mise en concurrence (disposition transitoire jusqu'au 31 décembre 2024) ;
- Lots « ASAP » portant sur des travaux dont le montant est inférieur à 100 000 € HT : le montant cumulé de ces lots ne doit cependant pas dépasser 20 % de la valeur totale estimée de tous les lots (disposition transitoire jusqu'au 31 décembre 2024) ;
- Opération de moins de 40 000 euros HT ou lots d'une même opération de moins de 40 000 euros HT et ne dépassant pas 20% de la valeur totale estimée de tous les lots.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-17-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Dans ce cadre, l'acheteur veille seulement à choisir une offre pertinente, à faire une bonne utilisation des deniers publics et à ne pas contracter systématiquement avec un même opérateur économique lorsqu'il existe une pluralité d'offres susceptibles de répondre au besoin.

Les acheteurs signataires de la Charte peuvent mettre en œuvre ces outils tout en étant conscients que les contrats générés par ces derniers font l'objet de contrôles par les instances administratives portant notamment sur la méthode de choix du titulaire et la traçabilité des modes de dévolution des marchés.

En tout état de cause, et quel que soit le montant de l'achat, les acheteurs s'engagent à respecter les principes fondamentaux de la commande publique : liberté d'accès (aucune entreprise n'a été discriminée), égalité de traitement des candidats (tous les candidats ont été jugés sur les mêmes critères) et transparence des procédures (il faut pouvoir tracer et diffuser les motifs du choix d'un attributaire).

1.3. Outils permettant de laisser les entreprises libres de démontrer leur savoir-faire et leur capacité :

1.3.1. *Les variantes*

Les variantes, notamment à l'initiative des soumissionnaires, sont encouragées afin de permettre aux entreprises de faire valoir leur savoir-faire et leur capacité d'innovation. Les acheteurs veillent à ne pas nécessairement définir la variante (ses éléments techniques notamment) et à ne pas forcément imposer l'obligation de répondre en sus à l'offre de base, sauf si c'est justifié. Dans l'hypothèse de l'ouverture aux variantes, les entreprises trouveront l'information dans l'avis de marché et dans le règlement de la consultation.

En pratique, l'ouverture aux variantes peut être favorisée lorsque les entreprises sont en mesure de proposer des solutions plus pertinentes, efficaces ou efficientes que celles prévues dans les cahiers des charges.

Dans ce cas, les critères de sélection et d'attribution du marché doivent s'appliquer aux offres de base comme aux variantes afin de permettre d'aboutir à l'offre la plus avantageuse.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-17-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

1.3.2. *La définition fonctionnelle des besoins : outil d'ouverture aux solutions techniques*

Les acheteurs peuvent utiliser des cahiers des charges fonctionnels plutôt que des cahiers des charges sur spécifications, afin que les entreprises puissent exprimer leur savoir-faire en déposant des offres au rapport qualité-prix totalement adapté à leur capacité et technicité propre.

Les acheteurs sont ainsi incités à utiliser plus régulièrement une définition fonctionnelle des besoins, sans définir précisément les moyens techniques à mettre en œuvre mais en fixant les résultats et les performances à atteindre.

1.3.3. *La définition fonctionnelle des besoins : l'acceptation des équivalences*

Les spécifications techniques du marché rédigé par les acheteurs ne mentionnent pas un mode ou procédé de fabrication particulier, une provenance ou une origine déterminée. Elles ne font pas non plus référence à une marque ou à un brevet, dès lors qu'une telle mention est susceptible de favoriser ou d'éliminer certaines entreprises ou certains produits.

Si, exceptionnellement, l'acheteur estime être contraint de mentionner un type, une marque ou un brevet, ces références seront accompagnées de la mention « ou équivalent ».

Dans tous les cas, les réponses avec équivalences justifiées sont considérées comme régulières afin notamment de promouvoir le développement de solutions innovantes.

1.4. Clarté des documents de la consultation et proportionnalité des exigences

Les acheteurs s'engagent à simplifier les dossiers de consultation (publicités, règlement de consultation, clauses administratives et techniques...).

Ils s'assurent de la proportionnalité de ces exigences en termes de candidature à l'objet et l'importance du marché.

Ils précisent dans les documents de la consultation que la preuve de la qualification de l'entreprise peut être apportée par la production d'un certificat de qualification : Qualibat, Qualifelec ou OPQIBI (Organisme de Qualification de l'Ingénierie), ou tout autre certificat ou preuve équivalente. Si une qualification est nécessaire, son niveau est adapté à celui des travaux et des prestations à réaliser.

Si des niveaux minimaux de capacité sont exigés, ils doivent être proportionnés et liés à l'objet du marché. En particulier pour ne pas exclure de la consultation les entreprises de création récente (qui ne disposeraient pas de références), l'absence de références relatives à l'exécution de marchés de même nature ne peut justifier l'élimination automatique d'un candidat sans examen de ses capacités professionnelles, techniques et financières.

En outre, l'arrêté du 22 mars 2019 fixe la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics de manière exhaustive et limitative, pour les marchés publics autres que de défense ou de sécurité.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-17-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Pour simplifier les démarches administratives des entreprises soumissionnaires, les acheteurs s'engagent à ne demander que les documents strictement nécessaires (pas de demande des documents transmis au service acheteur lors d'une précédente consultation et qui demeurent encore valables conformément à l'article R.2143-14 du code de la commande publique, utilisation des espaces de stockage numérique à accès gratuit auxquels les entreprises soumissionnaires auraient recours pour leur dossier de candidature conformément à l'article R.2143-13).

1.5. Fixer des délais de publication et de réponses réalistes

Les acheteurs fixent les délais de réception des candidatures et des offres en tenant compte de la complexité du marché, du temps nécessaire aux entreprises pour préparer leur candidature et leur offre, et de la période de publication.

Autant que possible, ils adaptent les délais de réponse et majorent les délais minimaux prévus par le code de la commande publique, afin que le plus grand nombre d'entreprises puisse élaborer et déposer une offre.

Les acheteurs veilleront ainsi à anticiper les procédures pour ne pas être contraints de retenir systématiquement les délais minimaux.

La période de publication est choisie pour une diffusion élargie, en évitant par exemple de publier fin juillet et au mois d'août. Les organisations professionnelles s'engagent à être des relais de diffusion des publicités lorsqu'elles sont sollicitées.

Les entreprises veillent à étudier et formuler leurs offres dans un délai leur permettant de déposer des dossiers assurant leur prise en charge par les plateformes dématérialisées.

1.6. Demander la production des pièces manquantes au lieu de rejeter une candidature et régulariser les offres lorsque c'est possible

Lorsqu'une candidature est incomplète, sauf contrainte de délai ou d'urgence, les acheteurs privilégient la possibilité à tous les candidats concernés de compléter leur dossier, dans un délai approprié et identique pour tous.

Lorsqu'une offre est irrégulière, les acheteurs useront autant que possible de la faculté de la faire régulariser, à condition que l'offre soit régularisable et ne conduise pas à une modification substantielle de l'offre initiale.

Il est à ce titre rappelé que les offres anormalement basses ne sont pas régularisables.

1.7. Un recours étudié aux centrales d'achat

Les acheteurs recourront aux centrales d'achat avec discernement.

Bien que cette possibilité reste à la discrétion des acheteurs, il peut être identifié des indicateurs utiles afin de déterminer les hypothèses où le recours à une centrale d'achat peut être intéressant pour l'acheteur, notamment en cas de :

- Nécessité d'un achat rapide ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-17-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

- Achat standardisé ;
- Difficulté à trouver des fournisseurs.

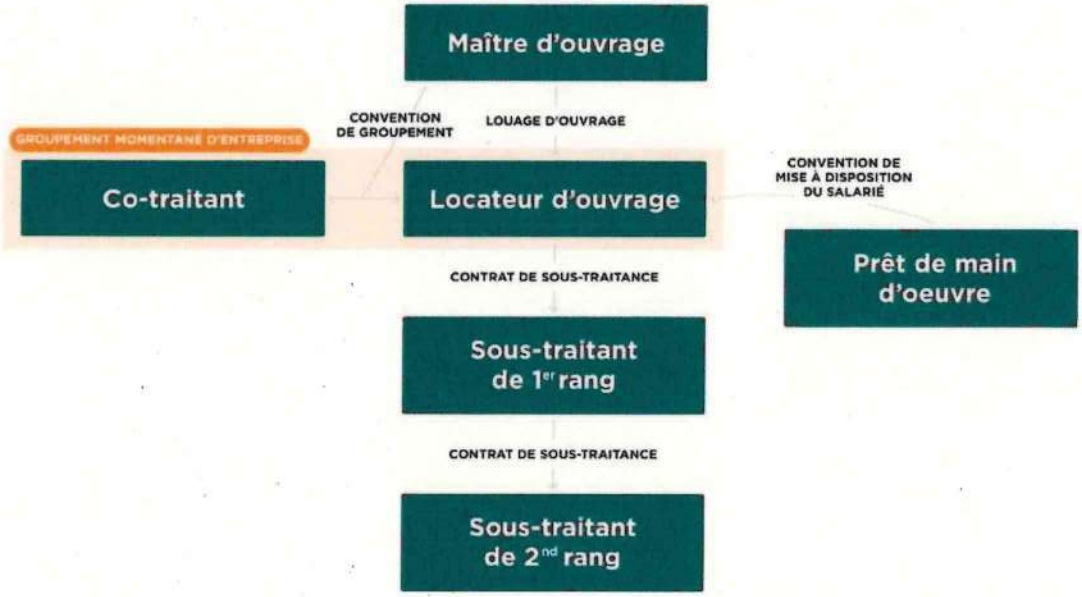
Les entreprises peuvent également et utilement s'intéresser aux consultations lancées par les centrales d'achat. Les acheteurs peuvent inciter les centrales d'achat à mettre en place des actions de communication relative à leur programmation des procédures de consultation.

Relevant d'une réelle stratégie d'achat déclinée en fonction des enjeux propres à chaque acheteur, l'externalisation des achats auprès des centrales d'achat peut faire l'objet d'études d'opportunité. Ces études, conduites selon le mode opératoire retenu par chaque acheteur, doivent permettre un recours éclairé aux centrales d'achats (notion de gains achats déclinés sous le prisme de la performance économique, environnementale et/ou sociale, organisationnelle, logistique, technique et/ou technologique, de délais...).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-17-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

2. PRÉSERVER L'ÉQUILIBRE FINANCIER DES ENTREPRISES

2.1. Encadrer la sous-traitance et la co-traitance



Pour lutter contre la fraude sociale, l'acheteur peut demander la communication du contrat de sous-traitance, notamment en cas de sous-traitance en cascade ; ceci afin de connaître les engagements de l'entreprise principale et du sous-traitant. Si l'acheteur ne peut pas intervenir dans des relations privées, demander plus régulièrement la communication des contrats de sous-traitance pourra participer à l'amélioration des conditions de recours à des entreprises sous-traitantes.

En outre :

- En cas de marchés conclus en lots séparés, le titulaire du marché peut recourir à un ou plusieurs sous-traitants de premier rang pour l'exécution d'une partie de son marché. Il est demandé aux entreprises d'éviter de multiplier les niveaux inférieurs de sous-traitance.
- En cas de marché global, chaque sous-traitant déclaré par le titulaire du marché a le droit de recourir à un ou plusieurs sous-traitants de deuxième rang (ces sous-traitants ne peuvent intervenir que s'ils sont acceptés par le maître d'ouvrage).
- Les sous-traitants bénéficient des garanties de paiement prévus par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Les acheteurs peuvent rappeler dans le dossier de consultation et les pièces contractuelles que, conformément à l'article R2171-23 du code de la commande publique, si le titulaire d'un marché global n'est pas une PME ou un artisan, la part minimale qu'il s'engage à confier, directement ou indirectement, à des PME ou à des artisans, est fixée à 10% du montant prévisionnel du marché, sauf lorsque la structure économique du secteur concerné ne le permet pas.

Les acheteurs et les organisations professionnelles s'engagent à communiquer sur le fait que les groupements momentanés d'entreprises (GME) permettent aux entreprises les plus modestes de répondre aux marchés publics, et à privilégier ainsi la cotraitance à la sous-traitance.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-17-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

2.2. Encourager une concurrence loyale entre les entreprises

Afin de garantir l'égalité de traitement entre les candidats, les acheteurs transmettent les informations les plus détaillées possibles sur l'exécution des marchés passés et sur les contraintes d'exécution. Ils insèrent dans les documents de la consultation des clauses demandant, si nécessaire, une visite préalable du site sur lequel les travaux seront réalisés afin de permettre aux entreprises de se familiariser avec l'environnement du chantier, et non afin de valider les quantités ou les métrés établis par le Maître d'ouvrage ou son délégataire.

Les entreprises s'engagent à fournir aux acheteurs l'entièreté des documents qu'elles remettent en langue française, et ce dès le stade de l'offre, ce qui inclut la documentation technique, au besoin traduite.

Lorsque cela est nécessaire, eu égard à l'objet du marché, les acheteurs demandent également la fourniture, en phase de sélection des candidatures ou des offres, les attestations relatives aux travaux en hauteur, aux travaux sur matériaux contenant de l'amiante, aux équipements de travail, à la formation des salariés sur l'amiante, à la formation à la conduite d'engins de chantier, à l'habilitation électrique etc.

2.3. Éliminer les offres anormalement basses (OAB)

La lutte contre les offres anormalement basses est une obligation (cf. art. L.2152-5 et L.2152-6 du code de la commande publique). Les OAB font en effet peser un risque pour les acheteurs quant à l'exécution du marché (défaillance, avenants, surcoûts,...) et constitue une concurrence déloyale qui porte notamment préjudice aux TPE-PME. Les OAB sont par ailleurs un indice de fraude sociale.

Les acheteurs utilisent régulièrement un système de détection et d'élimination des offres anormalement basses adaptées au secteur d'achat considéré. Ce système peut être constitué d'une phase d'alerte comportant :

- Un seuil en deçà duquel l'acheteur exige des justifications auprès des candidats pour un examen attentif et approfondi ;
- la prise en compte d'un faisceau d'indices en rapport avec le secteur d'achat concerné (estimation, aspect sociaux et environnementaux...).

Dans ce cadre, chaque acheteur reste libre d'adapter ou de définir sa ou ses propres méthodes.

Il existe néanmoins un guide méthodologique édité par le MINEFI (https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/conseil_acheteurs/fiches-techniques/mise-en-oeuvre-procedure/offre-anormalement-basse-2019.pdf) et une méthode dite « de la double moyenne » visant à détecter une possible OAB (CAA de Nantes, 01/12/2015 2015, req. n°13NT03408) consistant à :

- Étape 1 : Calculer la moyenne des offres (M1)
- Étape 2 : Les offres se situant 20 % au-dessus de cette moyenne sont identifiées et exclues du calcul suivant
- Étape 3 : Calculer une nouvelle moyenne (M2)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-17-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

- Étape 4 : Sont suspectées d'être anormalement basses les offres inférieures à 0,9 x M2

Cette formule couplée à l'utilisation de celle concernant la méthode de notation de prix permet à l'acheteur de garantir transparence et équité dans le processus de détection des OAB suspectées.

La suspicion d'une offre anormalement basse ne constitue pas une exclusion automatique du processus d'analyse des offres. Le pouvoir adjudicateur est tenu d'interroger les entreprises, dont les offres sont suspectées d'être anormalement basses, afin d'obtenir des précisions et des justifications (article L. 2152-6 du Code de la Commande Publique). Après cette procédure contradictoire, si les justifications avancées par le soumissionnaire ne permettent pas de caractériser l'offre comme économiquement viable, l'acheteur est tenu de la rejeter par décision motivée.

Les entreprises, y compris en sous-traitance, veillent à établir des offres en rapport avec la définition des besoins et à produire des justificatifs probants permettant aux acheteurs d'apprécier la viabilité économique des offres, contribuant ainsi à une concurrence loyale entre les entreprises.

2.4. Être vigilant dans la pondération des critères

Les acheteurs veillent à attribuer le marché à l'offre économiquement la plus avantageuse. Pour cela, ils se fondent sur une pluralité de critères non discriminatoires, opérants, en lien et proportionnels à l'objet du marché qui garantissent une véritable concurrence. Ils veillent à accorder au critère prix la juste pondération de sorte que l'ensemble des uns ou des autres critères permettent d'aboutir à la performance globale des offres au regard de leurs besoins.

Afin d'anticiper l'échéance du 21/08/2026 supprimant la faculté du critère unique du prix et prévoyant au moins un critère environnemental, les acheteurs étudient la possibilité de prévoir un critère responsable (de type environnemental ou social) en veillant à ne pas restreindre la concurrence et en tenant compte de la maturité du segment d'achat. Lorsqu'un tel critère est prévu, les acheteurs veillent à ce que celui-ci ne renvoie pas à la politique générale de l'entreprise et à lui accorder la pondération appropriée.

2.5. Communiquer au candidat évincé les motifs du rejet de sa candidature ou de son offre

En procédure adaptée comme en procédure formalisée, les acheteurs informent tous les candidats du rejet de leur candidature ou de leur offre. Ils communiquent à tous ceux qui en font la demande le rapport d'analyse des offres (en masquant les éléments relevant du secret des affaires), afin que ces derniers bénéficient d'un retour d'expérience pour améliorer de futures réponses.

Les entreprises indiquent lorsqu'elles n'ont pas répondu à une consultation après avoir téléchargé un dossier, et si elles sont interrogées, les raisons ayant motivé leur choix de ne pas répondre.

2.6. Octroyer une avance

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-17-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Les entreprises encouragent la contractualisation des avances, quel que soit le montant initial du marché.

Les acheteurs publics sont incités à développer le versement d'avances pour les marchés inférieurs aux seuils réglementaires et/ ou à des taux supérieurs à ceux réglementairement prévus.

A défaut d'avance, les maîtres d'ouvrages pourront accepter les demandes justifiées de délégations de paiement.

Si le risque de défaut d'exécution du marché est faible, lorsque la garantie à première demande n'est pas obligatoire, aucune garantie à première demande ou caution personnelle et solidaire ne sera exigée en contrepartie.

Les acheteurs restent libres d'adapter les marchés dans les conditions fixées par les C.C.A.G. (Cahier des Clauses Administratives Générales), le code de la commande publique mais également leurs contraintes internes et les S.P.A.S.E.R. (Schéma de Promotion des Achats Socialement et Economiquement Responsables).

2.7. Prévoir l'évolutivité des prix

Les maîtres d'ouvrages prennent en compte l'instabilité ou la volatilité des prix, notamment en période de crise comme cela a été rappelé en préambule.

En actualisant les prix : l'actualisation s'impose si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations qui sont fixées par le calendrier contractuel d'exécution. L'index est choisi par rapport au corps d'état de chaque entreprise.

En révisant les prix : les marchés de travaux d'une durée d'exécution supérieure à trois mois comportent une clause de révision de prix. Une formule de révision, de préférence sans partie fixe ni clause butoir pour les travaux courants, est alors prévue dans les documents contractuels du marché. L'index de référence est choisi par rapport au corps d'état de chaque entreprise.

2.8. Adapter les conditions financières

Si le titulaire est confronté à des pertes anormales provoquées par des circonstances imprévisibles, les acheteurs s'engagent à étudier les demandes d'indemnisation financière dans les conditions fixées par le code de la commande publique et par l'avis du Conseil d'Etat en date du 15 septembre 2022. Les acheteurs leur apportent une réponse dans un délai raisonnable.

Les entreprises s'engagent à produire les justificatifs requis dès leur première demande et à les compléter si nécessaire et si l'acheteur le demande. Ces justificatifs devront être suffisamment argumentés et précis afin de permettre à l'acheteur d'étudier correctement la demande et de sécuriser juridiquement le versement éventuel d'une indemnisation.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-17-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Quelle que soit la procédure de passation du marché, les acheteurs s'engagent à respecter le délai global de paiement de 30 jours, à compter de la réception par le maître d'œuvre de la demande de paiement de l'entreprise en cas de situation de travaux. Le décompte général et définitif sera notifié au titulaire dans un délai de 30 jours.

Les situations, qui sont des acomptes versés au vu de l'avancement constaté des travaux, sont payées avant la réception des ouvrages (à 100 % si une caution personnelle et solidaire ou une garantie à première demande a été présentée par l'entreprise en remplacement de la retenue de garantie). La périodicité du versement des acomptes peut être ramenée à un mois lorsque le titulaire du marché est une TPE/PME ou un artisan.

Hormis le cas de la retenue de garantie, les acheteurs évitent d'insérer dans leurs pièces écrites des clauses ayant pour effet un blocage des paiements à un pourcentage inférieur.

2.9. Minimiser la pression financière sur les entreprises

Chaque fois que le délai de paiement prévu dans les pièces contractuelles du marché est dépassé, les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont réglés dans un délai de 30 jours à compter du jour suivant la mise en paiement du principal.

Les pièces contractuelles du marché peuvent prévoir une retenue de garantie. Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie. Dans ce cas, les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés dans le délai global de paiement de 30 jours, au titulaire du marché, dès réception de la caution par l'acheteur.

La retenue de garantie est remboursée dans un délai de 30 jours maximum à compter de la date d'expiration du délai de garantie ou la caution est libérée automatiquement à la fin de ce délai. A cet effet, les titulaires s'engagent à tout mettre en œuvre pendant le délai de garantie pour lever les réserves de réception, le plus rapidement possible et en collaboration avec les services de l'acheteur.

Les acheteurs privilégient l'application de pénalités en cas de non remise des documents exigés dans les pièces du marché et, si possible, en cas de mauvaise exécution (ou d'inexécution) des travaux impactant de manière marginale une situation plutôt que de rejeter systématiquement l'ensemble de cette situation.

3. FAVORISER LES ACHATS PERFORMANTS ET RESPONSABLES

3.1. Développer la prise en compte des aspects sociaux

Les signataires veillent à développer les clauses sociales dans tous les marchés publics pour lesquels elles sont pertinentes. Dans ce cadre, les acheteurs tiennent compte, le cas échéant, de l'effort déjà réalisé par les entreprises lorsque la globalisation d'opérations est possible, notamment en matière d'heures d'insertion.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-17-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Pour rappel, le contexte législatif et réglementaire a beaucoup évolué, notamment dans les marchés publics avec, pour l'année 2021, la publication de 6 cahiers des charges d'administration générale.

Cette situation a permis de sanctuariser dans les pièces de marchés la présence de clauses sociales d'insertion. Elle rappelle que parmi les différentes lois, celle du 31 juillet 2014 relative à l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) permettant d'inscrire dans le code de la commande publique, l'obligation faite aux collectivités d'adopter un SPASER (Schéma de Promotion des Achats Socialement et Écologiquement Responsable) depuis le 1er janvier 2023 pour tout volume d'achats supérieur à 50 millions d'euros.

Parallèlement, le plan national des achats durables sur les années 2022-2025 fixe des objectifs de commande publique sur les considérations environnementales (objectif de 100 % en 2025) **et des considérations sociales (objectif de 30 % d'ici 2025).**

A ce titre, le Ministère des Finances s'est emparé des clauses en créant un guide sur les aspects sociaux de la commande publique, donnant aux acheteurs publics toutes les informations nécessaires pour développer les achats durables en s'appuyant notamment sur les facilitateurs des clauses sociales d'insertion (le guide sur les aspects sociaux de la commande publique (version 2023) sous le lien suivant : https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/oecp/aspects-sociaux/Guide-aspects%20sociaux_vf.pdf?v=1700649144
en évoquant les possibilités juridiques pour intégrer les considérations sociales d'insertion et permettre à l'acheteur et à l'autorité concédante à déterminer le moyen juridique le plus approprié :

LEVIER JURIDIQUE	AVANTAGE	COMMENTAIRE
Clause sociale d'insertion : condition d'exécution d'un contrat (L. 2112-2 à L. 2112-4 ; L.3114-2 du CCP)	Permet d'imposer aux entreprises attributaires de réaliser une action d'insertion professionnelle de publics éloignés de l'emploi. Voir les clauses CCAG. L'allotissement permet de faciliter l'accès des contrats aux petites structures, dont les structures de l'ESS et de moduler la mobilisation de la clause sur tout ou partie des lots composant le contrat.	Implique : - un sourcing approprié - une connaissance des acteurs sur son territoire (bassin d'emploi...) - d'être appuyé par une personne ressource (facilitateurs, service de l'emploi, réseaux...) - des moyens de contrôle
Critère d'attribution relatif à la performance en matière d'insertion professionnelle des publics en difficultés (L. 2112-2 à L. 2112-4 et L. 2152-7 à L. 2152-8 du CCP)	Incite les entreprises soumissionnaires à présenter des offres plus performantes en matière d'insertion professionnelle. **Il est préconisé de mobiliser un critère de notation conjointement à une clause d'exécution, afin d'accentuer la dimension qualitative de la clause sociale d'insertion.** L'acheteur conserve la possibilité d'utiliser un critère de notation indépendamment d'une clause (pour les marchés d'insertion et de qualification notamment).	Implique : - une pondération proportionnée pour ne pas être discriminatoire, mais suffisamment importante pour être significative (exemple 10% de la note globale[41]) - de préciser dans le règlement de la consultation les éléments qui seront pris en compte pour l'appréciation des offres sur la base de critères (ou de sous-critères) objectifs, précis et liés au marché ou à ses conditions d'exécution. Une grille d'indicateurs de performance en matière d'insertion professionnelle peut être utilisée à cet effet - de contrôler le respect des engagements qualitatifs pris et de prévoir des pénalités en cas de non-respect de ces engagements.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-17-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

LEVIER JURIDIQUE	AVANTAGE	COMMENTAIRE
Réservation à des structures du secteur handicap (EA, ESAT) (L. 2113-12, L. 2313-6 et L. 3113-1 CCP)	Soutenir l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap et travaillant en établissements et services d'aides par le travail (ESAT) ou en Entreprises adaptées (EA) et de structures équivalentes du secteur du handicap	L'acheteur **peut** réserver un marché ou un lot : - uniquement aux structures du handicap ; - uniquement aux SIAE ; - à la fois aux SIAE et aux structure du handicap (article L.2113-14); - uniquement aux entreprises implantées en établissement pénitentiaire - uniquement aux entreprises de l'ESS L'acheteur **ne peut** pas réserver un marché à la fois : - aux entreprises implantées en établissement pénitentiaire et aux SIAE/EA/ESAT, EESS, sauf si ces structures satisfont les conditions propres aux marchés réservés détenus. -aux SIAE/EA/ESAT et aux EESS (qui ne sont pas des SIAE ou des EA et ESAT). La durée d'un marché réservé aux EESS ne peut être supérieure à trois ans. Un sourcing est recommandé pour avoir une bonne connaissance des capacités et de l'offre proposée par ces structures. (réservé EESS : voir partie 1)
Réservation à des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) (L. 2113-13 et L. 3113-2 du CCP)	Soutenir l'activité des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE ou structures équivalentes) et concourir à l'insertion professionnelle des personnes défavorisées.	
Réservation à des entreprises de l'économie sociale et solidaire (EESS) (L. 2113-15, L. 2113-16 et III de l'annexe 3 du CCP)	Permet de réserver certains marchés ou lots d'un marché de services de santé, sociaux ou culturels (listés en annexe au code de la commande publique) aux entreprises de l'ESS (ou équivalentes) lorsqu'elles ont pour objectif d'assumer une mission de service public liée à la prestation des services listés.	
Réservation à des opérateurs économiques implantées en établissement pénitentiaire et employant des personnes détenues (L. 2113-13-1 et L. 3113-2-1)	Soutenir la réinsertion des personnes détenues	

Achat d'un service d'insertion et de qualification professionnelle (objet du marché) (L. 2123-1, R. 2123-1 et annexe 3 du CCP)	Permet de commander en procédure adaptée un marché de services sociaux sous forme par exemple de prestation d'insertion et de qualification professionnelle. La réalisation de travaux, services ou fournitures sert de support à l'action d'insertion socio-professionnelle.	L'acheteur public est autorisé à passer le marché en procédure adaptée, c'est-à-dire à déterminer librement les modalités de publicité et de mise en concurrence adéquates quelle que soit la valeur estimée du besoin. Il peut prévoir un critère de notation relatif à la performance en matière d'insertion professionnelle des publics en difficulté pour départager les structures.
Promotion des variantes (R. 2151-8 à R. 2151-11 du CCP)	Les variantes permettent aux entreprises de faire valoir leur savoir-faire et leur capacité d'innovation et aux administrations d'optimiser la réponse à leurs besoins par des procédés alternatifs plus performants, qui n'ont pas nécessairement été envisagés au départ.	Sur ce sujet, deux guides peuvent être consultés : • le guide des achats innovants - OECP 2019 • le guide « Oser les variantes dans les marchés publics », DAE 2020

3.2. Intensifier la lutte contre le travail dissimulé et préserver la sécurité sur les chantiers

Les signataires veillent à activer les moyens à la disposition des maîtres d'ouvrages pour identifier et lutter contre les pratiques de travail dissimulé notamment par :
- des demandes d'informations sur la structure des prix ;
- le traitement des offres anormalement basses (cf. supra) ;
- des clauses de pénalités en cas de non-respect du droit du travail.

Dans le secteur du BTP, les signataires s'engagent à promouvoir la mise en œuvre du dispositif de la Carte d'identification professionnelle des salariés.

Ils s'engagent à :

• Maintenir la vigilance quant au respect par les entreprises non-résidentes de leurs obligations :
- vigilance et diligence quant à l'obligation de déclaration préalable de détachement et de désignation d'un représentant en France ;
- déclaration par le maître d'ouvrage ou le donneur d'ordre des accidents du travail subis par les salariés détachés par des entreprises non résidentes ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-17-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

- respect de la réglementation nationale applicable aux entreprises non résidentes notamment quant à la rémunération et au temps de travail des salariés ;
- application de l'obligation pour le donneur d'ordre de se faire remettre par l'entreprise non-résidente les documents attestant de la régularité de sa situation dans son pays de domiciliation (en matière de protection sociale notamment).

• Veiller au respect des règles relatives à la santé et à la sécurité en fonction de la nature des marchés de travaux et des prestations à réaliser :

- élaboration et mise en œuvre de plans de prévention des risques ou, sur les chantiers de BTP, du plan général de coordination (PGC) et de plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) ; veiller à attribuer au coordonnateur sécurité et protection de la santé (SPS) les moyens et l'autorité nécessaires à l'exercice de sa mission tant en phase de conception qu'en phase d'exécution
- rédaction de protocoles de sécurité.

• Envisager la possibilité de regrouper, pour certaines opérations, dans un seul lot, les dispositifs communs nécessaires aux installations de chantier en matière d'hygiène (en particulier la base vie), de sécurité (en particulier le ou les échafaudages) et de conditions de travail (en particulier les moyens de levage et de manutention) conformes à la réglementation en vigueur.

• Développer les signalements d'offres financières basses, le cas échéant par l'intermédiaire des organisations professionnelles, afin d'orienter les contrôles en matière de travail illégal.

3.3. Favoriser et développer l'innovation

Pour bénéficier au mieux des connaissances techniques des entreprises et adapter leurs dossiers de consultation à la réalité du tissu économique, les acheteurs pratiquent ou développent le « sourcing », dans un cadre assurant le respect de la déontologie et de la transparence. Ils s'engagent à faire un usage éclairé des informations communiquées lors du sourcing à condition que leur utilisation n'ait pas pour effet de fausser la concurrence ou de méconnaître les grands principes de la commande publique. Les entreprises s'engagent à y répondre.

Les acheteurs peuvent également recourir au dispositif de l'achat innovant permettant de passer, sans publicité ni mise en concurrence préalables, des marchés de travaux, fournitures ou services innovants dans les conditions prévues par le code de la commande publique (article R2122-9-1 du code de la commande publique).

Pour caractériser l'achat innovant, les acheteurs se fondent sur les dispositions du second alinéa de l'article L. 2172-3 du code de la commande publique et sur le faisceau d'indices élaboré par l'Observatoire Economique de la Commande Publique.

3.4. Accompagner les efforts d'intégration des considérations environnementales dans les marchés publics

Afin d'accompagner au mieux la transition écologique du territoire, les acheteurs s'assurent que la prise en compte des considérations environnementales dans les marchés publics (conditions d'exécution, critères d'attribution) ne crée pas une distorsion de la

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-17-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

concurrence. Ils veillent à ce que les entreprises puissent faire valoir leurs savoir-faire en la matière et les actions mises en places dans leurs structures (traitement des déchets, circuits courts, etc.) dans leurs réponses aux consultations.

4. DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES AUX MAÎTRES D'OEUVRE

Les maîtres d'œuvre étant des acteurs importants de l'exécution des marchés concernés par la charte et faisant eux-mêmes partie du tissu économique local en tant que TPE - PME, les dispositions suivantes ont été élaborées spécifiquement pour améliorer leurs relations avec les acheteurs et les entreprises :

- Lorsqu'un chiffre d'affaires minimum est demandé, les acheteurs privilégient un calcul effectué préférentiellement sur la base suivante : Honoraires du mandataire pour l'opération / Nombre d'années prévues pour la durée de l'opération + 1 année (incluant la Garantie de Parfait Achèvement) ;
- Ils évitent le terme de référence similaire et le remplacent par le terme de « complexité équivalente ou de même importance » ;
- Ils portent de préférence l'obsolescence des références des bâtiments construits par l'architecte à la durée de leur assurance décennale, qui est un critère objectif ;
- Ils informent le mandataire de l'équipe de la décision de sélection ou d'attribution et de l'identité de l'équipe retenue.

*****

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-17-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

À Toulon, le 27 septembre 2024

En présence des représentants des associations représentatives des maires, des établissements publics de coopération intercommunale, du Département, de la région PACA, des bailleurs sociaux et des aménageurs publics du département du Var.

Le préfet du Var, Philippe MAHÉ		L'association des Maires du Var, Blandine MONIER
Le président de l'office du BTP du Var, Cédric GHIGOU	Le président de la Fédération du BTP du Var, Fabien PIERSANTI	Le président de la CAPEB 83, Thierry BION
La région Provence Alpes Côte d'Azur représentée par Hervé STASSINOS	Le président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée représenté par Hervé STASSINOS	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 23
Pouvoirs..... 7
Absents..... 0
Suffrages exprimés 30

SÉANCE DU MERCREDI 19 MARS 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Maryvonne BLANC
Date de convocation : 12-03-2025

DCC n° 250319/18

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Claudette MARIET, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Bernard HENRY, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, René BOUCHARD, Philippe DURAND-TERRASSON, Jérôme SAILLET, François CAVALLIER

Absents excusés : Daniel MARIN (pouvoir à B. HENRY), Michèle PERRET (pouvoir à O. LEFEBVRE), M. REZK (pouvoir à F. CAVALLIER, Christian COULON (pouvoir à JY. HUET), Laurence BERNARD (pourvoir à MJ. MANKAÏ), Aurélie COURANT (pouvoir à C. BOUGE), Loïs FAUR (pouvoir à J. SAILLET)

CONVENTION D'OCCUPATION PRÉCAIRE ET RÉVOCABLE DU DOMAINE PUBLIC HYDROÉLECTRIQUE EN FAVEUR DES SOCIÉTÉS BPR « MACAO PLAGE » ET « CHEZ PIERRE »

Electricité de France exploite les chutes hydroélectriques de Saint-Cassien et Tanneron-Le-Tignet, en qualité de concessionnaire de l'Etat. Cet aménagement a été conçu pour la satisfaction du service public incombant au concessionnaire, c'est-à-dire la production d'énergie électrique.

La présence d'activités sur le domaine concédé à Electricité de France doit faire l'objet d'autorisations précaires et révocables d'occupation des berges ou d'utilisation de la retenue.

Depuis sa création, le lac de Saint-Cassien attire de nombreuses activités touristiques et sportives. Dans un souci de préservation du site, la CCPF et Electricité de France ont décidé de collaborer pour assurer une gestion des berges harmonieuse mais aussi pour organiser et contrôler les activités touristiques, nautiques sportifs, ou de loisirs.

Les modalités de cette collaboration sont fixées dans une convention intervenue entre la CCPF et Electricité de France en date du 16 mars 2020, approuvée par la délibération n°191220/25 en date du 20 décembre 2019. Par une délibération du 11 décembre 2024 n°241211/22, le conseil communautaire a approuvé l'avenant permettant de prolonger la durée de la convention cadre afin que son échéance coïncide avec celle des prochaines conventions d'occupation temporaire.

Par cession en date du 14 juillet 1999, Monsieur Philippe PICO dirigeant de « Chez Pierre », s'est vu céder les droits restants à courir au titre du contrat de concession qui avait été consenti à Madame Anne-Marie PICO pour l'exploitation d'un établissement sur le domaine public communal situé en bordure du lac de Saint-Cassien.

Par acte notarial en date du 28 décembre 2020, Monsieur Anthony PICO, dirigeant de la SAS « BPR (Macao Plage) », a racheté le fonds de commerce du restaurant dénommé « Les Arbousiers » situé en amont des berges ainsi que le droit restant à courir au titre du contrat de concession qui avait été consenti au gérant dudit restaurant sur le domaine public communal de la commune de Tanneron.

Ces deux concessionnaires ont souhaité exploiter les berges se situant dans le prolongement de leurs restaurants. Afin de régulariser la situation de ces deux concessionnaires et par égalité de traitements avec les autres exploitants du Lac de Saint-Cassien, de nouvelles autorisations ont été accordées et encadrées par des conventions d'occupation précaire et révocable du domaine public hydroélectrique dont les projets sont présentés en annexes et que le Président propose à l'assemblée d'approuver.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

ENTENDU cet **exposé,**

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** les conventions d'occupation précaire et révocable du domaine public hydroélectrique en faveur de la société BPR (Macao Plage) et de la société Chez Pierre, ci-annexées ;
- **AUTORISE** le Président à signer ces conventions et tous documents s'y rapportant.

Tourrettes, le 20 mars 2025

Maryvonne BLANC
Secrétaire de séance

René UGO
Président

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

AMENAGEMENT DE SAINT CASSIEN

CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE ET REVOCABLE DU DOMAINE PUBLIC HYDROELECTRIQUE (COT)

ENTRE :

ELECTRICITE DE FRANCE, Société Anonyme au capital de 2 084 365 041 euros, dont le siège social est situé à PARIS (8ème), 22-30 avenue de Wagram, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n° 552 081 317, et représentée par Madame Pascale SOUBEIRAN dûment habilitée à cet effet en sa qualité de Directrice du GEH AZUR ECRINS, faisant élection de domicile à NICE (06200), 21 Avenue Simone Veil – Immeuble THE CROWN –Bâtiment B,

Désignée ci-après0 « EDF » ou « le concessionnaire »,

D'UNE PREMIERE PART,

La Communauté de Communes du pays de Fayence, sise Mas de Tassy – 1849 RD 19 - CS 80106 - 83440 TOURRETTES et représentée par son Président, Monsieur René UGO, dûment habilité par la délibération n°XXX du XXX (ANNEXE N°1),

Désignée ci-après par « La Communauté de Communes du pays de Fayence » ou « CCPF »,

D'UNE DEUXIEME PART,

« CHEZ PIERRE », affaire personnelle commerçant au capital de X euros, dont le siège social est situé à TANNERON (83 440), CD 37 Lac de Saint-Cassien, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de DRAGUIGNAN sous le n°A 338 162 738, et représentée par Monsieur PICO Philippe dûment habilité à cet effet en sa qualité de dirigeant (ANNEXE N°2), faisant élection de domicile à l'adresse susvisée,

Désignés ci-après par le terme « l'exploitant »,

D'UNE TROISIEME PART.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Il est exposé et convenu ce qui suit :

EXPOSE DES MOTIFS

Electricité de France exploite les chutes hydroélectriques de Saint-Cassien et Tanneron-Le-Tignet, en qualité de concessionnaire, conformément au cahier des charges de la concession approuvé par décret en date du 29 septembre 1964.

Cet aménagement a été conçu pour la satisfaction du Service Public incombant au concessionnaire, c'est-à-dire la production d'énergie électrique en vue d'une fourniture aux usagers. C'est dans ce cadre que sont exploités les ouvrages des chutes de Saint-Cassien et Tanneron-Le-Tignet et par conséquent aucune obligation ou attribution n'incombe à Electricité de France en dehors de cette mission.

S'agissant d'un site à préserver, le développement des activités touristiques, sportives ou de loisirs doit être examiné en conciliant fréquentation et protection de l'environnement.

La présence d'activités sur le domaine concédé à Electricité de France doit faire l'objet d'autorisations précaires et révocables d'occupation des berges ou d'utilisation de la retenue.

Depuis sa création, le lac de Saint Cassien attire de nombreuses activités touristiques et sportives. Dans un souci de préservation du site, la Communauté de Communes du Pays de Fayence et Electricité de France ont décidé de collaborer pour assurer une gestion des berges harmonieuse mais aussi pour organiser et contrôler les activités touristiques, nautiques sportifs, ou de loisirs.

Les modalités de cette collaboration sont fixées dans une convention intervenue entre la Communauté de Communes du Pays de Fayence, Electricité de France et l'Etat en date du 16 mars 2020 (ANNEXE N°3) qui a été suivie par un avenant en date du 20 janvier 2025 (ANNEXE N°4).
Aujourd'hui, compte-tenu de l'évolution du contexte économique et des règles juridiques en matière d'occupation du domaine public, notamment celles édictées par l'ordonnance 2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques, il est nécessaire de réviser les modalités de mise à disposition des berges sur la retenue de Saint Cassien. Cette révision doit s'opérer dans un cadre juridique adapté et cohérent avec les prérogatives offertes par le contrat de concession et les textes relatifs à l'hydroélectricité.

Par une convention en date du 5 septembre 2014 (ANNEXE N°5), la Communauté de Communes du Pays de Fayence et Electricité de France avaient consenti à Monsieur Philippe PICO, dirigeant de l'affaire personnelle commerçant « CHEZ PIERRE », un droit d'occupation sur le domaine public hydroélectrique.
En effet, le Restaurant « CHEZ PIERRE » situé sur les parcelles cadastrées section L n°181 et n°182 et section AE n°121 a pu bénéficier d'une telle autorisation car ledit établissement est implanté en continuité immédiate des parcelles cadastrées section AE n°139 et section L n°1, faisant partie du domaine public hydroélectrique ; en sorte que nul autre exploitant ne serait en mesure d'y exercer une autre activité en lieu et place de celle-ci.
Cette convention d'occupation du domaine public hydroélectrique était régie par une ancienne convention-cadre entre ELECTRICITE DE FRANCE et la Communauté de Communes du Pays de Fayence, datée du 26 février 2014.

Aujourd'hui, compte-tenu de l'évolution du contexte économique et des règles juridiques en matière d'occupation du domaine public, notamment celles édictées par l'ordonnance 2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques, il est nécessaire de réviser les modalités de mise à disposition des berges sur la retenue de Saint Cassien. Cette révision doit s'opérer dans un

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

cadre juridique adapté et cohérent avec les prérogatives offertes par le contrat de concession et les textes relatifs à l'hydroélectricité.

Par conséquent, et par courrier contre-signé par ELECTRICITE DE France et par Monsieur PICO en date du XXX (ANNEXE N°6), il a été décidé que la convention d'occupation du domaine public hydroélectrique en date du 5 septembre 2014 (ANNEXE N°5) serait résiliée à compter de l'entrée en vigueur de la présente.

Conformément à l'article L.2122-1-3, 4° qui dispose que l'organisation d'une procédure de sélection préalable n'est pas requise « lorsque les caractéristiques particulières de la dépendance, notamment géographiques, physiques, techniques ou fonctionnelles, ses conditions particulières d'occupation ou d'utilisation, ou les spécificités de son affectation le justifient au regard de l'exercice de l'activité économique projetée » et eu égard à la situation particulière susvisée du Restaurant « CHEZ PIERRE », la présente convention est accordée sans qu'il soit nécessaire de procéder à des mesures de sélection préalable.

Précision étant ici faite que les considérations de droit et de faire ayant conduit EDF à ne pas mettre en œuvre ladite procédure feront l'objet d'une publication sur le site UNE RIVIERE, UN TERRITOIRE concomitante à la signature de la présente convention.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

En suite de quoi les parties ont convenu et réciproquement accepté ce qui suit :

ARTICLE 1 – DECLARATION PREALABLE DU BENEFICIAIRE

L'exploitant déclare avoir pris connaissance qu'Electricité de France et la Communauté de Communes du Pays de Fayence ont défini leurs prérogatives respectives en matière de gestion des berges mais aussi d'organisation et de contrôle des activités touristiques, nautiques, sportives, ou de loisirs, sur le domaine public hydroélectrique du lac de Saint-Cassien (ANNEXE N°3 et ANNEXE N°4).

L'exploitant prend acte de la loi du 16 octobre 1919 modifiée sur l'hydroélectricité, de ses décrets d'applications et du cahier des charges particulier de la concession de la chute de Saint Cassien approuvé par décret du 24 septembre 1973. Ces textes fixent les prérogatives et les prescriptions relatives à la gestion du domaine public hydroélectrique.
Ils disposent que seul Electricité de France est habilitée à consentir une COT.

ARTICLE 2 – OBJET

Electricité de France accorde à l'exploitant, l'autorisation d'occuper le domaine public hydroélectrique, dans le but exclusif d'y :

- Exercer la pratique d'activités touristiques, nautiques, de loisirs et sportives, dans le cadre d'une exploitation principale de location d'embarcations légères (voiliers et barques / bateaux à pédales / canoës et kayaks / planches à voile et paddles / autres engins nautiques de taille limitée), à l'exclusion de toute embarcation à moteur.

En complément, il est précisé que l'exploitant pourra pratiquer la vente de denrées alimentaires, de boissons, de souvenirs et autres activités de même nature sous réserves qu'elles soient annexes à l'activité principale. Pour ce faire, l'exploitant devra se doter de poubelles à tri sélectif.
Cependant, l'installation de terrasse ne sera pas autorisée.

La présente ne porte que sur l'objet ci-dessus strictement défini, dans la limite des installations et embarcations précisées dans la note descriptive jointe en annexe (ANNEXE N°7), tout autre équipement ou toute autre activité ne pourraient être réalisé que par accord complémentaire des parties, voire par une autre procédure d'appel d'offre.

ARTICLE 3 – TERRAIN(S) DU DOMAINE PUBLIC HYDROELECTRIQUE OCCUPE(S)

Le droit d'occupation du domaine public hydroélectrique concédé à ELECTRICITE DE FRANCE s'exercera sur la parcelle dont les références cadastrales sont reportées ci-dessous :

Commune	Lieudit	Section	Numéro
TANNERON	CANTORRAYNE	AE	139
TANNERON	MARECARE NORD	L	1

Pour plus de détails, les comparants déclarent s'en référer au plan parcellaire (ANNEXE N°8).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

ARTICLE 4 – DESCRIPTION DES INSTALLATIONS DU BENEFICIAIRE

La présente convention porte sur l'implantation et la gestion d'équipements limités aux activités nautiques, touristiques, sportives ou de loisirs conformément à l'article 4 de la convention du 16 mars 2020 précisant que les aménagements doivent satisfaire à la réglementation existante en matière d'environnement et d'urbanisme en vigueur au moment de leur installation.

En suite de quoi, les équipements et installations légères que le Candidat retenu est autorisé à implanter pour exercer son activité sont listés dans la note descriptive des installations (ANNEXE N°7).

L'exploitant sera seul responsable et à ses frais, du fonctionnement, de l'entretien, la surveillance, le remplacement et de la réparation de ses installations ou de ses aménagements. Electricité de France imposera, s'il y a lieu, ou fera exécuter aux frais de l'exploitant, les travaux nécessaires afin que cette condition soit remplie.

ARTICLE 5 – LEGISLATION APPLICABLE

Les terrains sur lesquels l'occupation est consentie faisant partie du domaine public hydroélectrique, l'autorisation accordée ne saurait en aucun cas relever de la législation de droit commun.

Les dépendances immobilières mises à disposition sont imprescriptibles comme constituant le domaine public hydroélectrique de l'ETAT. En conséquence, l'exploitant reconnaît que la présente convention d'occupation est accordée à titre précaire et révocable, et qu'elle n'est constitutive d'aucun droit réel sur les installations et aménagements réalisés par l'exploitant.

Du fait de la nature juridique du domaine mis à la disposition de l'exploitant, de la précarité de l'autorisation et de l'absence de loyer, il ne saurait en aucun cas être admis une référence à la législation sur les baux commerciaux ou les baux ruraux ou ceux assimilés.

ARTICLE 6 – RESPECT DE LA LEGISLATION ET DE LA REGLEMENTATION

La pratique de la navigation relève de l'autorité du Préfet et non d'Electricité de France. Les activités organisées sur le lac de Saint Cassien devront respecter des arrêtés préfectoraux en vigueur et à venir règlementant la navigation de plaisance, les activités sportives et touristiques sur la retenue (ANNEXE N°9) qui s'impose à tout usager.

L'autorisation accordée à l'exploitant reste soumise aux dispositions légales ou réglementaires en vigueur ou à intervenir notamment en matière de police de l'eau, de sécurité personnes, de protection de l'environnement, de salubrité, d'urbanisme ou de police de la pêche.

L'exploitant déclare être parfaitement informé que la présente convention ne le dispense nullement d'obtenir les autorisations nécessaires pour l'exercice de ses activités ainsi que pour l'implantation d'éventuels aménagements associés à leur pratique. Lesdites autorisations devront être communiquées à la Communauté de Communes du Pays de Fayence dans le cadre de la procédure de pré-instruction des dossiers.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Tout retrait ou non renouvellement desdites autorisations ou non-respect de la législation et de la réglementation en vigueur provoquerait immédiatement la résolution de la convention, de plein droit et sans indemnité.

ARTICLE 7 – NON EXCLUSIVITE D'USAGE DES BERGES ET DE LA RETENUE

La présente convention n'assure à l'exploitant aucune exclusivité d'usage des berges et de la retenue.

L'autorisation est consentie sous réserve du respect des droits des tiers et notamment des bénéficiaires d'arrêtés municipaux ou préfectoraux, de servitudes administratives ou résultant du code forestier mais aussi des titulaires du droit de pêche et de chasse. Il est notamment rappelé que le droit de pêche est assorti d'un droit de passage le long des berges.

L'exploitant devra donc respecter la libre circulation tant sur les berges que sur la retenue. Il s'engage à n'édifier aucun dispositif susceptible d'y faire obstacle et plus généralement à ne rien faire qui empêcherait, restreindrait ou gênerait les tiers dans l'exercice de leurs droits.

ARTICLE 8 – TRAVAUX DE REALISATION DES INSTALLATIONS DU BENEFICIAIRE

Les travaux de réalisation des installations visées à l'article 4 seront conduits sous l'entière responsabilité de l'exploitant et à ses frais exclusifs. Ils devront répondre aux normes de sécurité en vigueur, à la note « Obligations d'EDF en matière de construction sur les berges » (ANNEXE N°10) et s'intégrer parfaitement à l'environnement existant. Ils seront exécutés suivant les règles de l'art et les règles d'urbanisme.
Toute modification réalisée sans l'accord préalable d'Electricité de France entrainerait la résolution de plein droit de la présente convention.

L'exploitant déclare avoir parfaite connaissance du fait que le niveau de la retenue peut varier, et que par conséquent, les aménagements qu'il est autorisé à effectuer sont susceptibles d'être émergés ou submergés. Il prend à sa charge les risques signalés et s'engage à tout mettre en œuvre pour que les installations réalisées restent solidaires de leur ancrage en cas de submersion pour éviter tout risque de dérive vers le barrage.

ARTICLE 9 – MODALITES D'OCCUPATION

L'exploitant s'engage à occuper le domaine public hydroélectrique « raisonnablement », et à assurer un entretien régulier des terrains mis à disposition.

Conformément aux engagements pris par Electricité de France pour la protection de l'environnement, l'exploitant s'engage à utiliser les terrains objet de la présente convention dans le respect de la conservation du milieu écologique et à maintenir la diversité de la flore et des espèces animales. Aucun dépôt de déchets et autres détritus ne sera toléré sur la zone mise à disposition.

L'exploitant reconnaît que l'exploitation par Electricité de France de la chute hydroélectrique de Saint-Cassien ne saurait être gênée en quoi que ce soit du fait de la présente convention. Il s'engage à ne procéder à aucun acte pouvant nuire directement ou indirectement à l'exploitation hydroélectrique ni à la conservation des terrains et aménagements de ces chutes.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

L'exploitant s'engage à laisser au concessionnaire, à ses préposés, la libre circulation sur les biens ainsi mis à disposition pour les besoins de l'exploitation hydroélectrique ou pour s'assurer du bon état des terrains occupés.

Electricité de France, pourra à tout moment imposer à l'exploitant l'obligation d'effectuer, aux frais de ce dernier, tous travaux d'entretien ou de réparation qui s'avéreraient nécessaires à la bonne conservation des immeubles mis à disposition dès lors que ces travaux seraient motivés par l'activité ou les équipements de l'exploitant. L'exécution de ces travaux, quels qu'en soient le coût et la durée, ne sera pas indemnisée.

A l'expiration de la présente autorisation et quelle qu'en soit la cause (terme, résiliation), l'exploitant remettra en parfait état les terrains occupés en assurant l'enlèvement de ses installations. En cas de non-obtempération dans un délai de deux mois, Electricité de France aura la faculté de faire réaliser cette remise en état aux frais de l'exploitant. Electricité de France bénéficiera gratuitement et de plein droit des embellissements et améliorations non individualisables ou réalisées à demeure (ex : plantations, accès à l'eau).

L'exploitant signalera à Electricité de France, dès qu'il l'aura constaté, tout empiétement, toute occupation, usurpation et dégradation commis par des tiers connus ou inconnus et portant atteinte à l'aspect et à la conservation de l'immeuble mis à disposition.

Il devra également veiller à la conservation des bornes existantes sur les terrains et à pourvoir au remplacement des bornes disparues, déplacées ou détériorées.

ARTICLE 10 - ETAT DES LIEUX

Un état des lieux annuel de la retenue et de ses berges ainsi que des occupations recensées sur les dépendances immobilières concédées mises à disposition sera réalisé en présence des représentants de la Communauté de Communes, d'Electricité de France et de l'Exploitant des berges.

ARTICLE 11 – SECURITE DES PERSONNES

L'exploitant prendra toutes les mesures nécessaires afin d'assurer, sur la zone occupée par lui, la sécurité des personnes et des biens au regard des risques liés à la présence des ouvrages hydroélectriques, en tenant compte tout particulièrement des risques mentionnés dans le document intitulé « Exposition des tiers aux risques/Document sécurité tiers » et annexé à la présente convention (ANNEXE N°11), faisant partie intégrante de la présente convention. L'exploitant déclare notamment être parfaitement informé des dangers que présente la retenue, et notamment des risques liés aux variations du niveau de la retenue.

L'exploitant devra notamment mettre en place, concernant les activités qu'il organise, un dispositif : de surveillance des personnes et des équipements correspondants.

L'exploitant s'oblige à porter à la connaissance des usagers des activités qu'il organise toute information liée à l'existence au fonctionnement des ouvrages hydroélectriques ainsi qu'à la coexistence de ses activités avec les autres activités et équipements autorisés sur la retenue.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

L'exploitant fera son affaire personnelle, hors de toute intervention et responsabilité d'Electricité de France, des risques qui découlent de ces informations pour ses activités objets de la présente convention.

L'exploitant mettra en œuvre, à ses frais et sous sa responsabilité, et entretiendra les supports d'information liés à la sécurité de son activité.

L'exploitant informera les usagers de ses installations et des activités qu'il organise des dangers de tous type qu'ils sont susceptibles de provoquer par leur imprudence, négligence, inattention même si ces dangers résultent du seul exercice de l'activité et de la seule utilisation de l'équipement ici visé.

L'exploitant devra informer Electricité de France de toute situation dangereuse connue de lui et susceptible de porter atteinte à son intégrité physique, à celle de ses ayants-droit ou d'une façon plus générale, des tiers.

ARTICLE 12 – ENGAGEMENTS POUR LA BIODIVERSITE

Le concessionnaire est engagé depuis de nombreuses années dans une démarche de gestion durable et respectueuse de la biodiversité de son foncier. L'entreprise s'astreint à intégrer les enjeux spécifiques aux milieux naturels et aux espèces animales et végétales présentes et étend désormais cette prise en compte de la biodiversité aux Bénéficiaires de conventions portant sur son foncier.

Ainsi, le Bénéficiaire devra, au-delà des exigences légales et réglementaires auxquelles il est déjà tenu :

- s'informer sur les éventuelles zones protégées ou inventoriées, au titre du code de l'environnement, applicables au périmètre de la dépendance mise à disposition (exemples : zones Natura 2000/ ZNIEFF/ zones humides, ….)
- ne pas utiliser de produits chimiques (herbicides, pesticides, fongicides, fertilisants,…) pour l'entretien des parcelles, sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certaines espèces invasives (types Ambroisie, Renouée du Japon, etc.) ;
- favoriser la réalisation des travaux susceptibles d'affecter la biodiversité (gyrobroyage, fauche, taille des haies…) en dehors des périodes de nidification ;
- favoriser l'emploi du végétal local et, en tout état de cause, ne pas planter d'espèces exotiques ;
- soumettre préalablement au concessionnaire tout projet de construction ou plantation/végétalisation ;
- de façon générale, maintenir en bon état d'entretien, de propreté et d'esthétique les biens mis à disposition, les constructions et installations futures, ainsi que les abords, clôtures et portail d'accès.

En cas de constat par EDF du non-respect par le Bénéficiaire de ses engagements et après une mise en demeure du Bénéficiaire par EDF, par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans suite, EDF pourra être amenée à résilier la convention pour non-respect de ses obligations par le Bénéficiaire dans les conditions prévues à l'article « Suspension ou résiliation » de la Convention.
Lorsque que la convention porte sur du foncier situé en zone Natura 2000, le Bénéficiaire peut également s'engager dans le cadre d'une charte ou d'un contrat Natura 2000, et dans ce dernier cas, bénéficier des contreparties financières associées (MAET ou aides non agricoles).
A ce titre, le bénéficiaire devra se rapprocher des correspondants Natura 2000 nommés par arrêtés préfectoraux et dont les coordonnées sont disponibles sur le site de la préfecture.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

ARTICLE 13 - RESPONSABILITE

L'exploitant s'engage expressément à n'exercer aucune action contre le concessionnaire, ses agents ou ses préposés, et à les garantir contre tout recours exercé contre eux à quelque titre que ce soit par des tiers, en cas de dommages de toute nature imputables à la présente occupation.

L'exploitant fera son affaire de toutes les demandes d'indemnités qui pourraient leur être présentées en raison des dommages et accidents mentionnés ci-dessus.

Le présent article ne s'applique pas en cas de faute lourde du concessionnaire.

ARTICLE 14 – ASSURANCE

En application de la présente convention, l'exploitant s'engage à souscrire une assurance garantissant sa responsabilité en cas de dommages corporels, matériels ou immatériels que pourraient subir les tiers, le concessionnaire ou son personnel sur le périmètre de la zone mise à disposition par le concessionnaire (ANNEXE N°8) ceci quels que soient l'état et le fonctionnement en toutes circonstances des biens mis à disposition.

Conformément aux principes de responsabilité définis dans la présente convention, cette assurance comportera une clause de non recours contre le concessionnaire et son personnel et les garantira à la suite de toute action exercée directement à leur encontre en raison de dommages imputables aux installations mentionnées dans la présente et causés par leur utilisation.

L'exploitant annexera à la présente, une copie de son contrat d'assurance à jour ou une attestation d'assurance valide (ANNEXE N°12).

ARTICLE 15 – REDEVANCE

La présente autorisation est consentie moyennant le versement par l'exploitant d'une redevance annuelle. Ce montant sera versé à la Communauté de Communes du Pays de Fayence au titre de l'occupation du domaine public conformément aux prérogatives de la convention du 16 mars 2020 (ANNEXE N°3) modifiée par l'avenant en date du 20 janvier 2025 (ANNEXE N°4).

La redevance annuelle liée à l'occupation et à l'exercice de l'activité sur le domaine public hydroélectrique s'élèvera à la somme de trois mille cinq cent euros toutes taxes comprises (en chiffres 3 500€ TTC).

Le montant de la redevance sera révisé chaque année par une augmentation de 2% avec l'année précédente.

Les redevances seront réglées par l'exploitant à la Communauté de Communes du Pays de Fayence, dès réception du titre de paiement correspondant, émis le 30 septembre de l'année en cours.

ARTICLE 16 – PENALITES APPLIQUEES A L'EXPLOITANT EN CAS DE DERIVE D'USAGE OU DE MANQUEMENT A SES OBLIGATIONS

Sans préjudice des sanctions prévues par la présente convention en son article 18 et sauf en cas de force majeure, la CCPF se réserve le droit d'appliquer à l'exploitant des pénalités en cas de dérives d'usage et selon les conditions et modalités suivantes.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

En cas de manquement à l'une des obligations prévues par la présente convention, la CCPF procèdera à une mise en demeure de l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception. Ladite mise en demeure précisera le manquement constaté, imposera à l'exploitant de faire cesser ledit manquement ou à réparer les conséquences dudit manquement dans un délai d'un mois à compter de la réception de ladite lettre ainsi qu'à présenter des observations écrites.

Si, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la lettre recommandée, il est constaté que le manquement perdure, la CCPF adressera une seconde lettre recommandée avec accusé de réception à l'exploitant afin de l'informer de la mise en application des pénalités telles que décrites ci-après.

Lesdites pénalités sont fixées à mille euros (1 000 €) par jour calendaire à compter de la réception de la seconde lettre recommandée et jusqu'à la fourniture par l'exploitant de la preuve – par tout moyen à sa convenance - de la cessation de la dérive ou du manquement ayant fait l'objet de la mise en demeure.

Les sanctions se verront appliquées à toutes actions dérivantes de celles annoncées et autorisées, notamment l'exercice d'activités autres que celles mentionnées à l'article 2 de la présente convention et sans accord préalable de la CCPF, à toutes actions non conformes aux obligations contractuelles de l'exploitant ainsi qu'à tout manquement aux obligations d'entretien des espaces occupés et des équipements utilisés dans le cadre des activités, de sécurité, d'environnement ou tout autre type de dérives d'usage.

ARTICLE 17 – DUREE ET ENTREE EN VIGUEUR

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature et s'achèvera concomitamment à l'achèvement de la concession intercommunale, soit le 09 février 2036.

Elle est conclue à titre personnel, précaire et révocable, et expire de plein droit à la date susvisée.

L'exploitant sera tenu, chaque année, d'exploiter les terrains mis à disposition durant la période estivale, a minima du 1er juin au 31 septembre.

Précision étant ici faite que l'entrée en vigueur de la présente convention entraîne la résiliation de la convention en date du 5 septembre 2014 (ANNEXE N°5).

ARTICLE 18 – SUSPENSION OU RESILIATION

Electricité de France se réserve la faculté de suspendre ou de résilier la présente convention, à tout moment, sans préavis ni indemnité au profit de l'exploitant, dans les cas suivants :

- non respect par l'exploitant de l'une des obligations mises à sa charge par la présente convention ;
- pour des raisons de sécurité, des motifs tirés de l'exploitation par Electricité de France des ouvrages hydroélectriques ou des nécessités du Service Public dont elle a la charge, motifs dont elle sera seule juge.

La suspension, l'interruption ou la résiliation de la présente convention interviendra dès réception par l'exploitant de la lettre recommandée avec accusé de réception qu'Electricité de France lui aura adressée.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

En dehors des cas précités, les parties pourront dénoncer la présente unilatéralement, sans indemnité, et sans devoir en justifier les motifs, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de deux mois.

ARTICLE 19 – TRANSMISSIBILITE

La présente étant personnelle à l'exploitant, il ne pourra céder à un tiers les droits qui lui sont consentis par la présente mise à disposition. Dans le cas d'un transfert ou d'une cession d'activité de l'exploitant, sa reprise par un tiers devra nécessairement faire l'objet d'une nouvelle procédure d'appel d'offre.

ARTICLE 20 - AFFICHAGE ET PUBLICITE DE L'AUTORISATION

Un avis d'attribution de la présente sera affiché par l'exploitant, à ses frais exclusifs, sur les lieux de l'occupation et ce de façon à être normalement visible.

L'affichage doit être réalisé immédiatement après l'obtention de l'autorisation d'occupation et pendant un délai de deux mois.

ARTICLE 21 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS POUR LES TIERS

La présente occupation du domaine public hydroélectrique pourra être contestée devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité et d'affichage visé à l'article 19.

ARTICLE 22 - LITIGES

Tout différent dans l'exécution ou l'interprétation de la présente sera soumis à l'autorité du Préfet pour tentative de conciliation, avant de le porter devant la juridiction administrative compétente.

ARTICLE 23 - IMPOTS, TAXES ET AUTRES REDEVANCES

L'exploitant s'acquittera de tous impôts, taxes et redevances pouvant être dus à l'Etat ou toute autre collectivité territoriale du fait de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 24 - ANNEXES

Les pièces suivantes font partie intégrante de la présente convention et lui demeureront annexées :

- ANNEXE N°1 : Délibération du conseil intercommunal de la Communauté de Communes du Pays de Fayence habilitant Monsieur le Président à intervenir dans la présente convention
- ANNEXE N°2 : Extrait Kbis « CHEZ PIERRE »
- ANNEXE N°3 : Convention du 16 mars 2020 par laquelle ELECTRICITE DE FRANCE et la CCPF ont défini leurs prérogatives respectives en matière de gestion des berges, mais aussi d'organisation et de contrôle des activités touristiques, nautiques sportives ou de loisirs sur le plan d'eau de Saint-Cassien.
- ANNEXE N°4 : Avenant n°1 du 20 janvier 2025 à la convention du 16 mars 2020

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

- ANNEXE N°5 : Convention d'occupation du domaine public hydroélectrique en date du 5 septembre 2014 entre la Communauté de Communes du Pays de Fayence, Electricité de France et « CHEZ PIERRE »
- ANNEXE N°6 : Courrier de résiliation de la COT susvisée en date du XXX
- ANNEXE N°7 : Note descriptive des installations, équipements et installations du candidat retenu
- ANNEXE N°8 : Plan parcellaire
- ANNEXE N°9 : Arrêtés préfectoraux
- ANNEXE N°10 : Note « Obligations d'EDF en matière de construction sur les Berges
- ANNEXE N°11 : Document sécurité tiers
- ANNEXE N°12 : Copie du contrat d'assurance à jour ou une attestation d'assurance valide

Fait en un exemplaire numérique unique,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

AMENAGEMENT DE SAINT CASSIEN

CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE ET REVOCABLE DU DOMAINE PUBLIC HYDROELECTRIQUE (AOT)

ENTRE :

ELECTRICITE DE FRANCE, Société Anonyme au capital de 2 084 365 041 euros, dont le siège social est situé à PARIS (8ème), 22-30 avenue de Wagram, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n° 552 081 317, et représentée par Madame Pascale SOUBEIRAN dûment habilitée à cet effet en sa qualité de Directrice du GEH AZUR ECRINS, faisant élection de domicile à NICE (06200), 21 Avenue Simone Veil – Immeuble THE CROWN – Bâtiment B,

Désignée ci-après0 « EDF » ou « le concessionnaire »,

D'UNE PREMIERE PART,

La Communauté de Communes du pays de Fayence, sise Mas de Tassy – 1849 RD 19 - CS 80106 - 83440 TOURRETTES et représentée par son Président, Monsieur René UGO, dûment habilité par la délibération n°XXX du XXX (ANNEXE N°1),

Désignée ci-après par « La Communauté de Communes du pays de Fayence » ou « CCPF »,

D'UNE DEUXIEME PART,

« BPR » (MACAO PLAGE), Société par Actions Simplifiées au capital de 1 000 euros, dont le siège social est situé à TANNERON (83 440), Lac de Saint-Cassien, CD 37 Route Départementale 562, Lieudit « Marecare », immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de DRAGUIGNAN sous le n° 885 014 936 00011, représentée par Monsieur Anthony PICO, dûment habilité à cet effet en sa qualité de Président de ladite société (ANNEXE N°2), et faisant élection de domicile à l'adresse précitée ;

Désignée ci-après par le terme « le Bénéficiaire »

D'UNE TROISIEME PART,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Il est exposé et convenu ce qui suit :

EXPOSE DES MOTIFS

Electricité de France exploite les chutes hydroélectriques de Saint-Cassien et Tanneron-Le-Tignet, en qualité de concessionnaire, conformément au cahier des charges de la concession approuvé par décret en date du 29 septembre 1964.

Cet aménagement a été conçu pour la satisfaction du Service Public incombant au concessionnaire, c'est-à-dire la production d'énergie électrique en vue d'une fourniture aux usagers. C'est dans ce cadre que sont exploités les ouvrages des chutes de Saint-Cassien et Tanneron-Le-Tignet et par conséquent aucune obligation ou attribution n'incombe à Electricité de France en dehors de cette mission.

S'agissant d'un site à préserver, le développement des activités touristiques, sportives ou de loisirs doit être examiné en conciliant fréquentation et protection de l'environnement.

La présence d'activités sur le domaine concédé à Electricité de France doit faire l'objet d'autorisations précaires et révocables d'occupation des berges ou d'utilisation de la retenue.

Depuis sa création, le lac de Saint Cassien attire de nombreuses activités touristiques et sportives. Dans un souci de préservation du site, la Communauté de Communes du Pays de Fayence et Electricité de France ont décidé de collaborer pour assurer une gestion des berges harmonieuse mais aussi pour organiser et contrôler les activités touristiques, nautiques sportifs, ou de loisirs.

Les modalités de cette collaboration sont fixées dans une convention intervenue entre la Communauté de Communes du Pays de Fayence, Electricité de France et l'Etat en date du 16 mars 2020 (ANNEXE N°3) qui a été suivie par un avenant en date du 20 janvier 2025 (ANNEXE N°4).
Aujourd'hui, compte-tenu de l'évolution du contexte économique et des règles juridiques en matière d'occupation du domaine public, notamment celles édictées par l'ordonnance 2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques, il est nécessaire de réviser les modalités de mise à disposition des berges sur la retenue de Saint Cassien. Cette révision doit s'opérer dans un cadre juridique adapté et cohérent avec les prérogatives offertes par le contrat de concession et les textes relatifs à l'hydroélectricité.

Par un acte en date du 28 décembre 2020 (ANNEXE N°5), Monsieur Anthony PICO, dirigeant de la SAS « BPR (MACAO PLAGE) », a racheté le fonds de commerce du restaurant dénommé « Les Arbousiers » situé en amont des berges ainsi que le droit restant à courir au titre du contrat de concession qui avait été consenti au gérant dudit restaurant sur le domaine public communal de la Commune de TANNERON.
Dans ce contexte, Monsieur Anthony PICO a sollicité de la part de la CCPF et EDF, qui l'ont accepté, l'autorisation d'exploiter les berges se situant dans le prolongement dudit restaurant.

Conformément à l'article L.2122-1-3, 4° qui dispose que l'organisation d'une procédure de sélection préalable n'est pas requise « lorsque les caractéristiques particulières de la dépendance, notamment géographiques, physiques, techniques ou fonctionnelles, ses conditions particulières d'occupation ou d'utilisation, ou les spécificités de son affectation le justifient au regard de l'exercice de l'activité économique projetée » et eu égard à la situation particulière susvisée du Restaurant « Le Lac », la présente convention est accordée sans qu'il soit nécessaire de procéder à des mesures de sélection préalable.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Précision étant ici faite que les considérations de droit et de faire ayant conduit EDF à ne pas mettre en œuvre ladite procédure feront l'objet d'une publication sur le site UNE RIVIERE, UN TERRITOIRE concomitante à la signature de la présente convention.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

En suite de quoi les parties ont convenu et réciproquement accepté ce qui suit :

ARTICLE 1 – DECLARATION PREALABLE DU BENEFICIAIRE

Par le dépôt de son dossier, l'exploitant déclare avoir pris connaissance qu'Electricité de France et la Communauté de Communes du Pays de Fayence ont défini leurs prérogatives respectives en matière de gestion des berges mais aussi d'organisation et de contrôle des activités touristiques, nautiques, sportives, ou de loisirs, sur le domaine public hydroélectrique du lac de Saint-Cassien.

L'exploitant prend acte de la loi du 16 octobre 1919 modifiée sur l'hydroélectricité, de ses décrets d'applications et du cahier des charges particulier de la concession de la chute de Saint Cassien approuvé par décret du 24 septembre 1973. Ces textes fixent les prérogatives et les prescriptions relatives à la gestion du domaine public hydroélectrique. Ils disposent que seul Electricité de France est habilitée à consentir une COT, ce sous réserve de son approbation préalable par l'Etat.

ARTICLE 2 – OBJET

Electricité de France accorde à l'exploitant, l'autorisation d'occuper le domaine public hydroélectrique, dans le but exclusif d'y :

- Exercer la pratique d'activités touristiques, nautiques, de loisirs et sportives, dans le cadre d'une exploitation principale de location d'embarcations légères (voiliers et barques / bateaux à pédales / canoës et kayaks / planches à voile et paddles / autres engins nautiques de taille limitée), à l'exclusion de toute embarcation à moteur.

En complément, il est précisé que l'exploitant pourra pratiquer la vente de denrées alimentaires, de boissons, de souvenirs et autres activités de même nature sous réserves qu'elles soient annexes à l'activité principale. Pour ce faire, l'exploitant devra se doter de poubelles à tri sélectif. Cependant, l'installation de terrasse ne sera pas autorisée.

La présente ne porte que sur l'objet ci-dessus strictement défini, dans la limite des installations et embarcations précisées dans la note descriptive jointe en annexe (ANNEXE N°6), tout autre équipement ou toute autre activité ne pourraient être réalisé que par accord complémentaire des parties, voire par une autre procédure d'appel d'offre.

ARTICLE 3 – TERRAIN DU DOMAINE PUBLIC HYDROELECTRIQUE OCCUPE

Le droit d'occupation du domaine public hydroélectrique concédé à ELECTRICITE DE FRANCE s'exercera sur la parcelle dont les références cadastrales sont reportées ci-dessous :

Commune	Lieudit	Section	Numéro
TANNERON (83)	MARECARE SUD	L	1

Pour plus de détails, les comparants déclarent s'en référer au plan parcellaire (ANNEXE N°7).

ARTICLE 4 – DESCRIPTION DES INSTALLATIONS DU BENEFICIAIRE

La présente convention porte sur l'implantation et la gestion d'équipements limités aux activités nautiques, touristiques, sportives ou de loisirs conformément à l'article 4 de la convention du 16

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

mars 2020 précisant que les aménagements doivent satisfaire à la réglementation existante en matière d'environnement et d'urbanisme en vigueur au moment de leur installation.

En suite de quoi, les équipements et installations légères que le Candidat retenu est autorisé à implanter pour exercer son activité sont listés dans la note descriptive des installations (ANNEXE N°6).

L'exploitant sera seul responsable et à ses frais, du fonctionnement, de l'entretien, la surveillance, le remplacement et de la réparation de ses installations ou de ses aménagements. ELECTRICITE DE FRANCE imposera, s'il y a lieu, ou fera exécuter aux frais de l'exploitant, les travaux nécessaires afin que cette condition soit remplie.

La présente autorisation ne saurait être interprétée comme permettant l'installation d'autres aménagements et équipements, en sorte que toute autre installation comme celle d'une terrasse est strictement interdite.

ARTICLE 5 – LEGISLATION APPLICABLE

Les terrains sur lesquels l'occupation est consentie faisant partie du domaine public hydroélectrique, l'autorisation accordée ne saurait en aucun cas relever de la législation de droit commun.

Les dépendances immobilières mises à disposition sont imprescriptibles comme constituant le domaine public hydroélectrique de l'ETAT. En conséquence, l'exploitant reconnaît que la présente convention d'occupation est accordée à titre précaire et révocable, et qu'elle n'est constitutive d'aucun droit réel sur les installations et aménagements réalisés par l'exploitant.

Du fait de la nature juridique du domaine mis à la disposition de l'exploitant, de la précarité de l'autorisation et de l'absence de loyer, il ne saurait en aucun cas être admis une référence à la législation sur les baux commerciaux ou les baux ruraux ou ceux assimilés.

ARTICLE 6 – RESPECT DE LA LEGISLATION ET DE LA REGLEMENTATION

La pratique de la navigation relève de l'autorité du Préfet et non d'Electricité de France. Les activités organisées sur le lac de Saint Cassien devront respecter des arrêtés préfectoraux en vigueur et à venir règlementant la navigation de plaisance, les activités sportives et touristiques sur la retenue (ANNEXE N°8) qui s'impose à tout usager.

L'autorisation accordée à l'exploitant reste soumise aux dispositions légales ou réglementaires en vigueur ou à intervenir notamment en matière de police de l'eau, de sécurité personnes, de protection de l'environnement, de salubrité, d'urbanisme ou de police de la pêche.

L'exploitant déclare être parfaitement informé que la présente convention ne le dispense nullement d'obtenir les autorisations nécessaires pour l'exercice de ses activités ainsi que pour l'implantation d'éventuels aménagements associés à leur pratique. Lesdites autorisations devront être communiquées à la Communauté de Communes du Pays de Fayence.

Tout retrait ou non renouvellement desdites autorisations ou non-respect de la législation et de la réglementation en vigueur provoquerait immédiatement la résolution de la convention, de plein droit et sans indemnité.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

ARTICLE 7 – NON EXCLUSIVITE D'USAGE DES BERGES ET DE LA RETENUE

La présente convention n'assure à l'exploitant aucune exclusivité d'usage des berges et de la retenue.

L'autorisation est consentie sous réserve du respect des droits des tiers et notamment des bénéficiaires d'arrêtés municipaux ou préfectoraux, de servitudes administratives ou résultant du code forestier mais aussi des titulaires du droit de pêche et de chasse. Il est notamment rappelé que le droit de pêche est assorti d'un droit de passage le long des berges.

L'exploitant devra donc respecter la libre circulation tant sur les berges que sur la retenue. Il s'engage à n'édifier aucun dispositif susceptible d'y faire obstacle et plus généralement à ne rien faire qui empêcherait, restreindrait ou gênerait les tiers dans l'exercice de leurs droits.

ARTICLE 8 – TRAVAUX DE REALISATION DES INSTALLATIONS DU BENEFICIAIRE

Les travaux de réalisation des installations visées à l'article 4 seront conduits sous l'entière responsabilité de l'exploitant et à ses frais exclusifs. Ils devront répondre aux normes de sécurité en vigueur, à la note « Obligations d'EDF en matière de construction sur les berges » (ANNEXE N°9) et s'intégrer parfaitement à l'environnement existant.
Ils seront exécutés suivant les règles de l'art et au règlement d'urbanisme.
Toute modification réalisée sans l'accord préalable d'ELECTRICITE DE FRANCE entrainerait la résolution de plein droit de la présente convention.

L'exploitant déclare avoir parfaite connaissance du fait que le niveau de la retenue peut varier, et que par conséquent, les aménagements qu'il est autorisé à effectuer sont susceptibles d'être émergés ou submergés. Il prend à sa charge les risques signalés et s'engage à tout mettre en œuvre pour que les installations réalisées restent solidaires de leur ancrage en cas de submersion pour éviter tout risque de dérive vers le barrage.

ARTICLE 9 – MODALITES D'OCCUPATION

L'exploitant s'engage à occuper le domaine public hydroélectrique « raisonnablement », et à assurer un entretien régulier des terrains mis à disposition.

Conformément aux engagements pris par Electricité de France pour la protection de l'environnement, l'exploitant s'engage à utiliser les terrains objet de la présente convention dans le respect de la conservation du milieu écologique et à maintenir la diversité de la flore et des espèces animales. Aucun dépôt de déchets et autres détritus ne sera toléré sur la zone mise à disposition.

L'exploitant reconnaît que l'exploitation par Electricité de France de la chute hydroélectrique de Saint-Cassien ne saurait être gênée en quoi que ce soit du fait de la présente convention. Il s'engage à ne procéder à aucun acte pouvant nuire directement ou indirectement à l'exploitation hydroélectrique ni à la conservation des terrains et aménagements de ces chutes.

L'exploitant s'engage à laisser au concessionnaire, à ses préposés, la libre circulation sur les biens ainsi mis à disposition pour les besoins de l'exploitation hydroélectrique ou pour s'assurer du bon état des terrains occupés.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Electricité de France, pourra à tout moment imposer à l'exploitant l'obligation d'effectuer, aux frais de ce dernier, tous travaux d'entretien ou de réparation qui s'avéreraient nécessaires à la bonne conservation des immeubles mis à disposition dès lors que ces travaux seraient motivés par l'activité ou les équipements de l'exploitant. L'exécution de ces travaux, quels qu'en soient le coût et la durée, ne sera pas indemnisée.

A l'expiration de la présente autorisation et quelle qu'en soit la cause (terme, résiliation), l'exploitant remettra en parfait état les terrains occupés en assurant l'enlèvement de ses installations. En cas de non-obtempération dans un délai de deux mois, Electricité de France aura la faculté de faire réaliser cette remise en état aux frais de l'exploitant. Electricité de France bénéficiera gratuitement et de plein droit des embellissements et améliorations non individualisables ou réalisées à demeure (ex : plantations, accès à l'eau).

L'exploitant signalera à Electricité de France, dès qu'il l'aura constaté, tout empiétement, toute occupation, usurpation et dégradation commis par des tiers connus ou inconnus et portant atteinte à l'aspect et à la conservation de l'immeuble mis à disposition.

Il devra également veiller à la conservation des bornes existantes sur les terrains et à pourvoir au remplacement des bornes disparues, déplacées ou détériorées.

ARTICLE 10 - ETAT DES LIEUX

Un état des lieux annuel de la retenue et de ses berges ainsi que des occupations recensées sur les dépendances immobilières concédées mises à disposition sera réalisé en présence des représentants de la Communauté de Communes, d'Electricité de France et de l'Exploitant des berges.

ARTICLE 11 – SECURITE DES PERSONNES

L'exploitant prendra toutes les mesures nécessaires afin d'assurer, sur la zone occupée par lui, la sécurité des personnes et des biens au regard des risques liés à la présence des ouvrages hydroélectriques, en tenant compte tout particulièrement des risques mentionnés dans le document intitulé « Exposition des tiers aux risques/Document sécurité tiers » et annexé à la présente convention (ANNEXE N°10), faisant partie intégrante de la présente convention. L'exploitant déclare notamment être parfaitement informé des dangers que présente la retenue, et notamment des risques liés aux variations du niveau de la retenue.

L'exploitant devra notamment mettre en place, concernant les activités qu'il organise, un dispositif : de surveillance des personnes et des équipements correspondants.

L'exploitant s'oblige à porter à la connaissance des usagers des activités qu'il organise toute information liée à l'existence au fonctionnement des ouvrages hydroélectriques ainsi qu'à la coexistence de ses activités avec les autres activités et équipements autorisés sur la retenue.

L'exploitant fera son affaire personnelle, hors de toute intervention et responsabilité d'Electricité de France, des risques qui découlent de ces informations pour ses activités objets de la présente convention.

L'exploitant mettra en œuvre, à ses frais et sous sa responsabilité, et entretiendra les supports d'information liés à la sécurité de son activité.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

L'exploitant informera les usagers de ses installations et des activités qu'il organise des dangers de tous type qu'ils sont susceptibles de provoquer par leur imprudence, négligence, inattention même si ces dangers résultent du seul exercice de l'activité et de la seule utilisation de l'équipement ici visé.

L'exploitant devra informer Electricité de France de toute situation dangereuse connue de lui et susceptible de porter atteinte à son intégrité physique, à celle de ses ayants-droit ou d'une façon plus générale, des tiers.

ARTICLE 12 - ENGAGEMENTS POUR LA BIODIVERSITE

Le concessionnaire est engagé depuis de nombreuses années dans une démarche de gestion durable et respectueuse de la biodiversité de son foncier. L'entreprise s'astreint à intégrer les enjeux spécifiques aux milieux naturels et aux espèces animales et végétales présentes et étend désormais cette prise en compte de la biodiversité aux Bénéficiaires de conventions portant sur son foncier.

Ainsi, le Bénéficiaire devra, au-delà des exigences légales et réglementaires auxquelles il est déjà tenu :

- s'informer sur les éventuelles zones protégées ou inventoriées, au titre du code de l'environnement, applicables au périmètre de la dépendance mise à disposition (exemples : zones Natura 2000/ ZNIEFF/ zones humides, ….)
- ne pas utiliser de produits chimiques (herbicides, pesticides, fongicides, fertilisants,…) pour l'entretien des parcelles, sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certaines espèces invasives (types Ambroisie, Renouée du Japon, etc.) ;
- favoriser la réalisation des travaux susceptibles d'affecter la biodiversité (gyrobroyage, fauche, taille des haies…) en dehors des périodes de nidification ;
- favoriser l'emploi du végétal local et, en tout état de cause, ne pas planter d'espèces exotiques ;
- soumettre préalablement au concessionnaire tout projet de construction ou plantation/végétalisation ;
- de façon générale, maintenir en bon état d'entretien, de propreté et d'esthétique les biens mis à disposition, les constructions et installations futures, ainsi que les abords, clôtures et portail d'accès.

En cas de constat par EDF du non-respect par le Bénéficiaire de ses engagements et après une mise en demeure du Bénéficiaire par EDF, par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans suite, EDF pourra être amenée à résilier la convention pour non-respect de ses obligations par le Bénéficiaire dans les conditions prévues à l'article « Suspension ou résiliation » de la Convention.
Lorsque que la convention porte sur du foncier situé en zone Natura 2000, le Bénéficiaire peut également s'engager dans le cadre d'une charte ou d'un contrat Natura 2000, et dans ce dernier cas, bénéficier des contreparties financières associées (MAET ou aides non agricoles). A ce titre, le bénéficiaire devra se rapprocher des correspondants Natura 2000 nommés par arrêtés préfectoraux et dont les coordonnées sont disponibles sur le site de la préfecture.

ARTICLE 13 - RESPONSABILITE

L'exploitant s'engage expressément à n'exercer aucune action contre le concessionnaire, ses agents ou ses préposés, et à les garantir contre tout recours exercé contre eux à quelque titre que ce soit par des tiers, en cas de dommages de toute nature imputables à la présente occupation.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

L'exploitant fera son affaire de toutes les demandes d'indemnités qui pourraient leur être présentées en raison des dommages et accidents mentionnés ci-dessus.

Le présent article ne s'applique pas en cas de faute lourde du concessionnaire.

ARTICLE 15 – ASSURANCE

En application de la présente convention, l'exploitant s'engage à souscrire une assurance garantissant sa responsabilité en cas de dommages corporels, matériels ou immatériels que pourraient subir les tiers, le concessionnaire ou son personnel sur le périmètre de la zone mise à disposition par le concessionnaire (ANNEXE N°7) ceci quels que soient l'état et le fonctionnement en toutes circonstances des biens mis à disposition.

Conformément aux principes de responsabilité définis dans la présente convention, cette assurance comportera une clause de non recours contre le concessionnaire et son personnel et les garantira à la suite de toute action exercée directement à leur encontre en raison de dommages imputables aux installations mentionnées dans la présente et causés par leur utilisation.

L'exploitant annexera à la présente, une copie de son contrat d'assurance à jour ou une attestation d'assurance valide (ANNEXE N°11).

ARTICLE 16 – REDEVANCE

Article 16.1 – Montant de la redevance

La présente autorisation est consentie moyennant le versement par l'exploitant d'une redevance annuelle. Ce montant sera versé à la Communauté de Communes du Pays de Fayence au titre de l'occupation du domaine public conformément aux prérogatives de la convention du 16 mars 2020 (ANNEXE N°3).

La redevance annuelle liée à l'occupation et à l'exercice de l'activité sur le domaine public hydroélectrique s'élèvera à la somme de trois mille cinq cent euros toutes taxes comprises (en chiffres 3 500€ TTC) pour l'année 2023, considérée comme la première année d'occupation par le bénéficiaire.

Le montant de la redevance sera révisé chaque année par une augmentation de 2% avec l'année précédente.

Les redevances seront réglées par l'exploitant à la Communauté de Communes du Pays de Fayence, dès réception du titre de paiement correspondant, émis le 30 septembre de l'année en cours.

Article 16.2 – Rétroactivité de l'application de la redevance

La présente autorisation venant encadrer une occupation préexistante de la part de l'exploitant, les Parties conviennent du fait que la redevance s'appliquera à compter du 1er janvier 2023, date à laquelle l'exploitation par le bénéficiaire avait déjà lieu.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Par conséquent, la première année d'application de la redevance doit être considérée comme l'année 2023.

Ainsi, la redevance annuelle s'élève à la somme de :

- trois mille cinq cent euros toutes taxes comprises (en chiffres 3 500€ TTC) pour 2023 ;
- trois mille cinq cent soixante dix euros toutes taxes comprises (en chiffres 3 570€ TTC) pour 2024 ;
- trois mille six cent quarante et un euros et quarante centimes toutes taxes comprises (en chiffres 3 641€40 TTC) pour 2025.

ARTICLE 17 – PENALITES APPLIQUEES A L'EXPLOITANT EN CAS DE DERIVE D'USAGE OU DE MANQUEMENT A SES OBLIGATIONS

Sans préjudice des sanctions prévues par la présente convention en son article 18 et sauf en cas de force majeure, la CCPF se réserve le droit d'appliquer à l'exploitant des pénalités en cas de dérives d'usage et selon les conditions et modalités suivantes.

En cas de manquement à l'une des obligations prévues par la présente convention, la CCPF procèdera à une mise en demeure de l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception. Ladite mise en demeure précisera le manquement constaté, imposera à l'exploitant de faire cesser ledit manquement ou à réparer les conséquences dudit manquement dans un délai d'un mois à compter de la réception de ladite lettre ainsi qu'à présenter des observations écrites.

Si, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la lettre recommandée, il est constaté que le manquement perdure, la CCPF adressera une seconde lettre recommandée avec accusé de réception à l'exploitant afin de l'informer de la mise en application des pénalités telles que décrites ci-après.

Lesdites pénalités sont fixées à mille euros (1 000 €) par jour calendaire à compter de la réception de la seconde lettre recommandée et jusqu'à la fourniture par l'exploitant de la preuve – par tout moyen à sa convenance - de la cessation de la dérive ou du manquement ayant fait l'objet de la mise en demeure.

Les sanctions se verront appliquées à toutes actions dérivantes de celles annoncées et autorisées, notamment l'exercice d'activités autres que celles mentionnées à l'article 2 de la présente convention et sans accord préalable de la CCPF, à toutes actions non conformes aux obligations contractuelles de l'exploitant ainsi qu'à tout manquement aux obligations d'entretien des espaces occupés et des équipements utilisés dans le cadre des activités, de sécurité, d'environnement ou tout autre type de dérives d'usage.

ARTICLE 18 – DUREE ET ENTREE EN VIGUEUR

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature et s'achèvera concomitamment à l'achèvement de la concession intercommunale, soit le 09 février 2036.

Elle est conclue à titre personnel, précaire et révocable, et expire de plein droit à la date susvisée.

L'exploitant sera tenu, chaque année, d'exploiter les terrains mis à disposition durant la période estivale, a minima du 1er juin au 31 septembre.

ARTICLE 19 – SUSPENSION OU RESILIATION

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Electricité de France se réserve la faculté de suspendre ou de résilier la présente convention, à tout moment, sans préavis ni indemnité au profit de l'exploitant, dans les cas suivants :

- non respect par l'exploitant de l'une des obligations mises à sa charge par la présente convention ;
- pour des raisons de sécurité, des motifs tirés de l'exploitation par Electricité de France des ouvrages hydroélectriques ou des nécessités du Service Public dont elle a la charge, motifs dont elle sera seule juge.

La suspension, l'interruption ou la résiliation de la présente convention interviendra dès réception par l'exploitant de la lettre recommandée avec accusé de réception qu'Electricité de France lui aura adressée.

En dehors des cas précités, les parties pourront dénoncer la présente unilatéralement, sans indemnité, et sans devoir en justifier les motifs, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de deux mois.

ARTICLE 20 – TRANSMISSIBILITE

La présente étant personnelle à l'exploitant, il ne pourra céder à un tiers les droits qui lui sont consentis par la présente mise à disposition. Dans le cas d'un transfert ou d'une cession d'activité de l'exploitant, sa reprise par un tiers devra nécessairement faire l'objet d'une nouvelle procédure d'appel d'offre.

ARTICLE 21 - AFFICHAGE ET PUBLICITE DE L'AUTORISATION

Un avis d'attribution de la présente sera affiché par l'exploitant, à ses frais exclusifs, sur les lieux de l'occupation et ce de façon à être normalement visible.

L'affichage doit être réalisé immédiatement après l'obtention de l'autorisation d'occupation et pendant un délai de deux mois.

ARTICLE 22 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS POUR LES TIERS

La présente occupation du domaine public hydroélectrique pourra être contestée devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité et d'affichage visé à l'article 21.

ARTICLE 23 - LITIGES

Tout différent dans l'exécution ou l'interprétation de la présente sera soumis à l'autorité du Préfet pour tentative de conciliation, avant de le porter devant la juridiction administrative compétente.

ARTICLE 24 - IMPOTS, TAXES ET AUTRES REDEVANCES

L'exploitant s'acquittera de tous impôts, taxes et redevances pouvant être dus à l'Etat ou toute autre collectivité territoriale du fait de l'exécution de la présente convention.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-18-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

ARTICLE 24 - ANNEXES

Les pièces suivantes font partie intégrante de la présente convention et lui demeureront annexées :

- ANNEXE N°1 : Délibération du conseil intercommunal de la Communauté de Communes du Pays de Fayence habilitant Monsieur le Président à signer la présente convention ;
- ANNEXE N°2 : Extrait Kbis de BPR (MACAO PLAGE) ;
- ANNEXE N°3 : Convention du 16 mars 2020 par laquelle ELECTRICITE DE FRANCE et la CCPF ont défini leurs prérogatives respectives en matière de gestion des berges, mais aussi d'organisation et de contrôle des activités touristiques, nautiques sportives ou de loisirs sur le plan d'eau de Saint-Cassien ;
- ANNEXE N°4 : Avenant n°1 du 20 janvier 2025 à la convention du 16 mars 2020 ;
- ANNEXE N°5 : Attestation notariale constatant la cession de fonds de commerce au profit de BPR (MACAO PLAGE) ;
- ANNEXE N°6 : Note descriptive des installations ;
- ANNEXE N°7 : Plan parcellaire ;
- ANNEXE N°8 : Arrêtés préfectoraux ;
- ANNEXE N°9 : Note « Obligations d'EDF en matière de construction sur les Berges ;
- ANNEXE N°10 : Document sécurité tiers ;
- ANNEXE N°11 : Copie du contrat d'assurance à jour ou attestation d'assurance valide.

Fait en un exemplaire numérique,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice	30
Présents	23
Pouvoirs	7
Absents	0
Suffrages exprimés	30

SÉANCE DU MERCREDI 19 MARS 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Maryvonne BLANC
DCC n° 250319/19
Date de convocation : 12-03-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Claudette MARIET, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Bernard HENRY, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, René BOUCHARD, Philippe DURAND-TERRASSON, Jérôme SAILLET, François CAVALLIER

Absents excusés : Daniel MARIN (pouvoir à B. HENRY), Michèle PERRET (pouvoir à O. LEFEBVRE), M. REZK (pouvoir à F. CAVALLIER, Christian COULON (pouvoir à JY. HUET), Laurence BERNARD (pourvoir à MJ. MANKAÏ), Aurélie COURANT (pouvoir à C. BOUGE), Loïs FAUR (pouvoir à J. SAILLET)

CONVENTION DE SUPERPOSITION D'AFFECTATIONS AU BENEFICE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE SUR UNE DEPENDANCE DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL DE MONTAUROUX

Dans le cadre sa compétence « Création, aménagement et gestion de parcs de stationnement et de pôles de mobilités. », la Communauté de Communes du Pays de Fayence (CCPF) a engagé, en 2020, la construction d'un pôle multimodal destiné à faciliter les déplacements et l'interconnexion des différents modes de transport.

Ce projet a été implanté sur une parcelle appartenant à la commune de Montauroux, cadastrée section G n° 2497, située dans le quartier de la Colle Noire.

Afin de permettre la réalisation de cet aménagement structurant, la Commune de Montauroux a délivré un permis d'aménager en date du 19 décembre 2019, suivi d'une déclaration d'ouverture de chantier le 10 juin 2020. Après plusieurs mois de travaux, le pôle multimodal a été achevé et mis en service le 25 mai 2021.

Dans une logique de développement et d'amélioration continue des infrastructures, un projet complémentaire a été initié afin de renforcer l'accessibilité et les équipements disponibles sur le site. À cet effet, une déclaration préalable a été déposée et accordée par la Commune de Montauroux le 4 avril 2024 pour la réalisation d'un abri à vélos, répondant aux besoins croissants des usagers et encourageant les mobilités alternatives.

Toutefois, la situation entre la Commune et la CCPF nécessite d'être formalisée afin de garantir une gestion conforme aux règles d'occupation du domaine public. La présente convention, annexée à la délibération, vise ainsi à régulariser la situation administrative des équipements existants et à permettre la mise en œuvre des aménagements futurs.

Elle porte sur les surfaces concernées, telles que figurant sur les plans joints en annexe (annexes n°1, 2 et 3), et relevant du domaine public communal. Ces surfaces constituent une partie de la parcelle cadastrale section G n° 2497, située en zone UEP du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Montauroux. Elle a pour objet de déterminer les conditions de coexistence sur le périmètre défini, de plusieurs affectations. Il est proposé que les aménagements suivants soient répartis entre les affectataires de la convention de la manière suivantes :

- Travaux relevant de la maitrise d'ouvrage de la CCPF :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

- Un pôle multimodal constitué par un aménagement de voiries et réseaux, parkings et aménagements paysagers ;
- Un aménagement de toilettes publiques et un abri vélos ouvert ;
- Un bassin de rétention d'eau pluviale ;

- Travaux relevant de la maitrise d'ouvrage de la commune de MONTAUROUX :
  - Socles et compteurs électriques dédiés à deux (2) bornes de recharges IRVE installées par la société AGILAUTO et destinées aux seuls abonnés AGILAUTO, et ce, dans le cadre d'une AOT (en cours) que la Commune a accordée à ladite société ;
  - Le cas échéant, travaux de réseaux ou autres travaux, qui seraient nécessaires pour l'exploitation des deux bornes de recharges IRVE destinés au public, en délégation avec « Territoire d'Energie 83 » ;
  - Installation d'ombrières supports de panneaux photovoltaïques sur une superficie d'environ 1 750 m2, et équipements annexes (coffrets électriques) telle que figurant sur le plan en annexe 4, et ce, dans le cadre de la convention d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public et ses éventuels avenants entre la Commune et la société SOLEIL DU SUD ;
    Soit trois (3) ombrières couvrant 1262 m² soit 50% de la surface (58 places couvertes).
    La société Soleil du Sud pourrait également réaliser une 4ème ombrière de 450 m², portant l'ombrage solaire à 1750m² (si l'extension de 915m² de 32 places supplémentaires est réalisée tel que prévu au projet initial) ;
  - Eventuellement, un dispositif de vidéoprotection (après procédure règlementaire de déclaration en préfecture).

La présente convention ne donnera lieu à aucune indemnisation par la CCPF au profit de la commune.

La convention prend effet à la date de signature du dernier signataire.

La superposition d'affectations définie par la convention annexée se poursuivra tant que les affectations répondront aux besoins de la CCPF tels que définis en son article 1.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

VU le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment ses articles L 2122-1 et suivants et L 2123-7 et 8, R 2122-1 à 7, R 2123-15 à 17, et R 2125-1 à R 2125-5 ;

VU le code de l'Urbanisme ;

VU l'article L. 171-4 du code de la construction et de l'habitation ;

VU l'article 40 de la Loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables ;

VU le Décret n° 2024-1023 du 13 novembre 2024 portant application de l'article 40 de la loi n° 2023- 175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables ;

VU le Décret no 2023-1208 du 18 décembre 2023 ;

VU le permis d'aménagement délivré à la Communauté de Communes le 19/12/2019 ;

VU l'attestation de mise à disposition du Maire de Montauroux d'une partie de la parcelle section G n°2022 du 2 juillet 2018 ;

VU les statuts en vigueur de la Communauté de Communes du Pays de Fayence, et la compétence optionnelle n° 322.7 et notamment celle relative à la « Création, aménagement et gestion de parcs de stationnement et de pôles de mobilités. » ;

VU l'AOT accordée en date du 20/06/2023 par la commune de MONTAUROUX à la société AGILAUTO en vue notamment de l'installation et l'exploitation de deux bornes de recharges électriques IRVE sur le site du pôle multimodal ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

VU la délibération de la commune de Montauroux n°2025-001 en date du 22 janvier 2025 approuvant la convention et autorisant le Maire de Montauroux à signer ladite convention ;

ENTENDU CET EXPOSÉ,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** les termes de la convention de superposition d'affectation entre le CCPF et la commune de Montauroux ;
- **AUTORISE** le Président à signer ladite convention et tous documents s'y rapportant.

Tourrettes, le 20 mars 2025

Maryvonne BLANC
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 24/03/2025

CONVENTION DE SUPERPOSITION D'AFFECTATIONS au bénéfice de la Communauté de Communes du Pays de Fayence sur une dépendance du domaine public communal de MONTAUROUX

Table des matières

PRÉAMBULE 3
ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION 4
ARTICLE 2: PERIMETRE DE LA CONVENTION 4
ARTICLE 3 : AMENAGEMENTS EXISTANTS ET PROJETES 5
3.1 SITUATION ACTUELLE 5
3.2 TRAVAUX AUTORISES 5
3.2.1 Travaux relevant de la maitrise d'ouvrage de la Communauté de Communes 5
3.2.2 Travaux relevant de la maitrise d'ouvrage de la Commune 5
3.2.3 : concomitance de travaux : 6
ARTICLE 4: MODALITES D'ACCES 6
ARTICLE 5 : ECHANGE D'INFORMATIONS 6
ARTICLE 6 : PRINCIPES DE REPARTITION ET DE GESTION 7
ARTICLE 7 : EXPLOITATION 7
7.1 Entretien 7
7.2 Autorisation d'occupation temporaire du domaine public (AOT) 7
7.3 Conditions particulières 8
7.4 raccordements aux réseaux 8
7.5 impôts et taxes 8
ARTICLE 8 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES 8
ARTICLE 9 : INDEMNISATION 8
ARTICLE 10 : DATE D'EFFET ET DUREE 9
ARTICLE 11 : SORT DES OUVRAGES ET LIBERATION DES LIEUX 9
ARTICLE 12 : AVENANTS 9
ARTICLE 13 : RESILIATION 9
13.1 Résiliation d'un commun accord 9
13.2. Résiliation de la convention à l'initiative de la Communauté de Communes 9
13.3 Résiliation de la Convention pour motif d'intérêt général 9
13.4 Résiliation de la Convention pour faute 10
ARTICLE 14 : REGLEMENT DES LITIGES 10

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Entre
La Commune de MONTAUROUX, ayant son siège place du clos, 83 440 MONTAUROUX, identifiée sous le n° SIRET 218 300 812 00011, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Yves HUET, autorisé aux fins des présentes par délibération n° ……du Conseil de Municipal en date du ……,
ci-après dénommée « la Commune »,

et

La Communauté de Communes du Pays de Fayence, ayant son siège……, représentée par son Président, M René UGO, identifiée sous le n° SIRET 200 004 802 00019, autorisé aux fins des présentes par délibération du Conseil de Municipal n°…… en date du ……,
ci-après dénommée « la Communauté de Communes »,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, et notamment ses articles L 2122-1 et suivants et L 2123-7 et 8, R 2122-1 à R 2122-4, R2122-5, R 2122-6 et 7, R 2123-15 à 17, R 2124-56 et R 2125-1 à R 2125-5.
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L2212-2 et L2212-3,
Vu le code de l'environnement, notamment ses articles R414-19 et 21,
Vu le Code de l'Urbanisme,
Vu la Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021,
Vu l'article L. 111-19-1 du code de l'urbanisme,
Vu l'article L. 171-4 du code de la construction et de l'habitation,
Vu l'article 40 de la Loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables,
Vu le Décret n° 2024-1023 du 13 novembre 2024 portant application de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables,
Vu le Décret no 2023-1208 du 18 décembre 2023,
Vu le plan local d'urbanisme (PLU) en vigueur de la Commune,
Vu le permis d'aménagement délivré à la Communauté de Communes le 19/12/2019 ;
Vu les statuts en vigueur de la Communauté de Communes du Pays de Fayence,
Vu la compétence optionnelle n° 322.7 et notamment celle relative à la « Création, aménagement et gestion de parcs de stationnement et de pôles de mobilités. »
Vu la convention d'autorisation d'occupation temporaire (AOT) en date du 08/09/2023 suite à procédure règlementaire, entre la Commune de MONTAUROUX et la société SOLEIL DU SUD en vue de l'installation sur le territoire communal de panneaux photovoltaïques sur toitures de bâtiments publics et ombrieres,
Vu l'AOT accordée en date du 20/06/2023 par la commune de MONTAUROUX à la société AGILAUTO en vue notamment de l'installation et l'exploitation de deux bornes de recharges électriques IRVE sur le site du pôle multimodal ;

Considérant que la Commune de MONTAUROUX a transféré la compétence « Réseau de prise de charge électrique » à Territoire d'Energie 83 par délibération du Conseil municipal n° 2017-090 en date du 22 septembre 2017,
Considérant que le Territoire d'Energie 83 peut créer, pour le compte des communes adhérentes qui ont transféré leur compétence, des infrastructures de charge nécessaires

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

à l'usage des véhicules électriques hybrides rechargeables et mettre en place un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation de ces infrastructures.

Considérant qu'un immeuble dépendant du domaine public en raison de son affectation à un service public ou à l'usage du public peut, quelle que soit la personne publique propriétaire, faire l'objet d'une ou de plusieurs affectations supplémentaires relevant de la domanialité publique dans la mesure où celles-ci sont compatibles avec ladite affectation.
Considérant que la superposition d'affectations donne lieu à l'établissement d'une convention pour régler les modalités techniques et financières de gestion de cet immeuble, en fonction de la nouvelle affectation.
Considérant que lorsque la convention de superposition d'affectations porte sur un immeuble dépendant du domaine public d'une collectivité territoriale, d'un groupement de collectivités territoriales ou de l'un de leurs établissements publics, elle est conclue, après délibération de l'organe délibérant, par son organe exécutif.
Considérant que la superposition d'affectations donne lieu à indemnisation à raison des dépenses ou de la privation de revenus qui peuvent en résulter pour la personne publique propriétaire ou pour le gestionnaire auquel l'immeuble du domaine public a été confié en gestion ou concédé.

Il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

L'article L.2123-7 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques dispose que : « *Un immeuble dépendant du domaine public en raison de son affectation à un service public ou à l'usage du public peut, quelle que soit la personne publique propriétaire, faire l'objet d'une ou de plusieurs affectations supplémentaires relevant de la domanialité publique dans la mesure où celles-ci sont compatibles avec ladite affectation. La superposition d'affectations donne lieu à l'établissement d'une convention pour régler les modalités techniques et financières de gestion de cet immeuble, en fonction de la nouvelle affectation* ».

La Communauté de Communes a construit au cours de l'année 2020 un pôle multimodal (parking de co-voiturage) sur une parcelle appartenant à la Commune à savoir la parcelle cadastrée section G n° 2497 sise quartier la colle noire à MONTAUROUX, sans formalisation juridique préalable à ladite installation.

Un permis d'aménager (PA) a été accordé en date du 19/12/2019. La déclaration d'ouverture de chantier est datée du 10/06/2020.
Une déclaration préalable (DP) a été accordée le 04/04/24 pour un abri vélos.

Les travaux d'aménagement du pôle multimodal se sont achevés en date du 25 mai 2021.
Les travaux comprenaient les opérations suivantes :

- Voiries et réseaux divers
- Amenagement paysager
- Installation de deux bornes de recharge de véhicules électriques (IRVE)
- Bassin de rétention d'eau pluviale
- Installation de toilettes publiques et d'un abri vélos ouvert

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

La Communauté de Communes est intervenue, en l'espèce, dans le cadre de ses compétences facultatives (pôle multimodal) et hors du champ de ses compétences (installation de bornes de recharges électriques (IRVE)).

Par ailleurs, la Commune souhaite, dans le cadre d'un avenant à une autorisation d'occupation temporaire (AOT) avec la société SOLEIL DU SUD, engager sur ce site, propriété communale, une opération d'installation d'ombrieres photovoltaïques afin d'optimiser sur le territoire de la commune les énergies renouvelables et également respecter la règlementation relative à l'obligation de créer des équipements de production d'énergies renouvelables sur ombrieres sur les parkings publics (L. 111-19-1 du code de l'urbanisme).

La présente convention de superposition d'affectations entend également régulariser ladite situation au regard des équipements existants.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention (ci-après « *la Convention* »), il est convenu que l'emprise dont la désignation suit, et appartenant au domaine public communal (Commune de MONTAUROUX), fait l'objet d'une superposition d'affectations au profit de la Communauté de Communes du pays de fayence conformément aux dispositions de l'article L. 2123-7 du Code général de la propriété des personnes publiques.

La Convention vaut autorisation pour la Communauté de Communes du pays de fayence et la Commune de MONTAUROUX de réaliser les travaux sous leur maitrise d'ouvrage respective, dans les espaces décrits à l'article 2 et repris sur le plan en annexes n°1, 2, 3 et 4.

Elle vaut de plus pour la Communauté de Communes du pays de fayence autorisation d'occuper les biens pour la part des aménagements, équipements et ouvrages qui la concerne, en conformité avec ses compétences relevant de son statut. Elle détermine également les conditions d'exploitation des différents aménagements, installations et ouvrages se trouvant dans son périmètre.

La Convention permet d'asseoir la coexistence sur un même site entre plusieurs affectations publiques.

ARTICLE 2: PERIMETRE DE LA CONVENTION

La dépendance du domaine public communal faisant l'objet de la superposition d'affectation est présentée en annexe 2.

La superposition d'affectations porte sur les surfaces figurant sur les plans joints en annexe (annexes n°1, 2 et 3), relevant du domaine public communal constituant une partie de la parcelle cadastrale section G n° 2497 (zone UEP du PLU de la Commune) de la Commune de MONTAUROUX.

La surface au sol de cette emprise est d'environ 8 621 m2.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

ARTICLE 3 : AMENAGEMENTS EXISTANTS ET PROJETES

3.1 SITUATION ACTUELLE

L'emprise objet des présentes est actuellement occupée par :

- Un pôle multimodal constitué par un aménagement de voiries et réseaux, parkings et aménagements paysagers
- Un aménagement de toilettes publiques et d'un abri vélos ouvert
- Un bassin de rétention d'eau pluviale
- Quatre bornes de recharges IRVE (deux (2) destinées aux publics, deux (2) destinées aux seuls abonnés AGILAUTO – dans le cadre d'une AOT avec la société AGILAUTO)

Ces aménagements ont été réalisés par anticipation de la présente convention sous la maitrise d'ouvrage de la Communauté de Communes, sur la propriété communale.

3.2 TRAVAUX AUTORISES

L'emprise objet des présentes fera l'objet des aménagements suivants répartis entre les affectataires de la façon suivante.
Chaque maître d'ouvrage s'engage à réaliser à ses frais, risques et périls les travaux décrits ci-dessous qui relèvent de sa maitrise d'ouvrage et fera son affaire personnelle de toutes les autorisations administratives afférentes.
La Communauté de Communes est expressément autorisée à solliciter ces autorisations auprès des autorités et services compétents.
Eu égard à l'imbrication de leurs installations respectives, la Commune et la Communauté de Communes pourront procéder à leurs études respectives et à la réalisation de leurs travaux en étroite concertation entre elles.

Les parties conviennent que le périmètre des affectations correspond aux biens pour la part des aménagements, équipements et ouvrages qui la concerne, en conformité avec leurs compétences respectives relevant de leur statut.

3.2.1 Travaux relevant de la maitrise d'ouvrage de la Communauté de Communes

- Un pôle multimodal constitué par un aménagement de voiries et réseaux, parkings et aménagements paysagers ;
- Un aménagement de toilettes publiques et un abri vélos ouvert ;
- Un bassin de rétention d'eau pluviale ;

3.2.2 Travaux relevant de la maitrise d'ouvrage de la Commune

- Socles et compteurs électriques dédiés à deux (2) bornes de recharges IRVE installées par la société AGILAUTO et destinées aux seuls abonnés AGILAUTO, et ce, dans le cadre d'une AOT (en cours) que la Commune a accordée à ladite société ;
- Le cas échéant, travaux de réseaux ou autres travaux, qui seraient nécessaires pour l'exploitation des deux bornes de recharges IRVE destinés au public, en délégation avec « Territoire d'Energie 83 ».

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

- Installation d'ombrières supports de panneaux photovoltaïques sur une superficie d'environ 1 750 m2, et équipements annexes (coffrets électriques) telle que figurant sur le plan en annexe 4, et ce, dans le cadre de la convention d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public et ses éventuelles avenants entre la Commune et la société SOLEIL DU SUD ;
  Soit trois (3) ombrières couvrant 1262 m² soit 50% de la surface (58 places couvertes).
  La société Soleil du Sud pourrait également réaliser une 4ème ombrière de 450 m², portant l'ombrage solaire à 1750m² (si l'extension de 915m² de 32 places supplémentaires est réalisée tel que prévu au projet initial) ;

- Eventuellement, un dispositif de vidéoprotection (après procédure règlementaire de déclaration en préfecture).

Dans le cadre de ces travaux, la Commune et la Communauté de communes s'engagent à ce titre lors de la réalisation de son programme de travaux autorisé, et plus généralement pendant toute la durée de la Convention, notamment à:

- Ne pas compromettre la solidité, la pérennité ou le bon fonctionnement des ouvrages existants ayant vocation à perdurer pendant toute la durée de la présente convention ;
- Assumer la responsabilité des dommages de toute nature qui pourraient être occasionnés par tous travaux ou interventions de quelque nature que ce soit sous sa maîtrise d'ouvrage.

3.2.3 : concomitance de travaux :

En cas de concomitance de travaux par les parties sur les emprises identifiées en annexes 1, 2 et 3 de la présente convention, les parties conviennent de rechercher l'aménagement de planning le plus efficient notamment au regard des enjeux financiers et de sécurité publique.

ARTICLE 4: MODALITES D'ACCES

La Commune s'engage à laisser libre accès aux agents de la Communauté de communes et à ses préposés sur l'ensemble des emprises identifiées dans les annexes 1, 2 et 3 de la présente convention.

ARTICLE 5 : ECHANGE D'INFORMATIONS

La Communauté de Communes transmettra à la Commune ses programmes de travaux pluriannuels et prendra contact préalablement à la réalisation des travaux prévus, avec les services de gestion domaniale et services techniques de la Commune afin de s'assurer de leur faisabilité.
La Communauté de communes s'engage à rendre compte à la Commune de l'évolution de l'état des ouvrages et de tous les travaux effectués au cours de l'année quelque en soit la nature, hors entretien courant.
A cet effet, la communauté de communes adressera un plan de récolement des travaux réalisés, hors entretien courant, à la Commune.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

ARTICLE 6 : PRINCIPES DE REPARTITION ET DE GESTION

Après achèvement des travaux d'aménagements définis ci-avant, les parties devront établir un procès-verbal contradictoire de leurs aménagements respectifs afin de lister les espaces, meubles et immeubles dont elles sont affectataires. Ledit procès-verbal, ainsi que les plans définitifs des aménagements, comprenant un plan en coupe détaillant l'agencement des ouvrages seront annexés à la Convention par voie d'avenant.

Il est dès à présent convenu, au regard des compétences dévolues à la Commune de MONTAUROUX que les *quatre (4) bornes de recharges IRVE (deux (2) destinées aux publics, deux (2) destinées aux seuls abonnés AGILAUTO – dans le cadre d'une AOT avec la société AGILAUTO),* lui sont affectés. Nonobstant la réalisation de ces équipements par la Communauté de communes, la Commune de MONTAUROUX pourra désormais les exploiter et assumera ses obligations d'entretien et de maintenance. .

ARTICLE 7 : EXPLOITATION

Les Parties sont tenues de se conformer aux lois et règlements en vigueur, notamment ceux concernant les différentes réglementations de police applicables, la circulation et le stationnement des véhicules, l'urbanisme et la construction, les installations classées pour la protection de l'environnement, la sécurité et la santé des travailleurs.

7.1 Entretien

Les Parties jouissent des espaces, meubles et immeubles relevant de leur responsabilité comme identifiés par la présente convention et constatés dans le procès-verbal mentionné à l'article 6, dans des conditions qui en garantissent la bonne conservation. Elles les entretiennent à leur frais, risques et périls. Chaque Partie prendra à sa charge, chacune pour ce qui la concerne, les espaces, meubles et immeubles relevant de sa gestion exclusive :

- Les travaux d'entretien ou de renouvellement et toutes les réparations, quelles qu'en soient la nature et l'importance, y compris les grosses réparations prévues à l'article 606 du code civil, quel que soit l'état de vétusté ;
- Tous les travaux qui pourraient être ordonnés par l'administration ou imposés par la réglementation en vigueur ;
- Tous les travaux de mise en conformité ou toutes modifications qui seraient imposés par de nouvelles exigences prescrites par l'évolution des normes légales ou réglementaires.

7.2 Autorisation d'occupation temporaire du domaine public (AOT)

A l'intérieur du périmètre de la présente convention tel que défini à l'article 2, les Parties sont convenues que :
- la Commune pourra délivrer librement les autorisations d'occupation, et en percevoir les redevances ou taxes afférentes.
A ce titre, la Commune disposera de la possibilité d'autoriser l'implantation d'ombrières avec panneaux photovoltaïques.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

7.3 Conditions particulières

Chacune des Parties supporte l'ensemble des charges afférentes aux espaces, meubles et immeubles dont elles sont affectataires.

7.4 raccordements aux réseaux

Les dépenses de raccordement aux réseaux afférentes aux espaces, meubles et immeubles dont elles sont affectataires sont acquittées directement par chacune des Parties, auprès des administrations ou organismes concernés.

7.5 impôts et taxes

Chacune des Parties doit acquitter, dans les délais légaux, les impôts et taxes de toute nature dus pendant la durée de la présente convention, au titre de l'occupation des espaces, meubles et immeubles dont elles sont affectataires.
Chacune des Parties devra souscrire toutes les déclarations nécessaires à l'accomplissement de toutes les obligations fiscales lui incombant et sous sa propre responsabilité.
Il est précisé que la taxe foncière et la taxe d'enlèvement des ordures ménagères sont dues et acquittées auprès de l'administration fiscale par la commune en sa qualité de propriétaire de l'emprise objet de la Convention.

ARTICLE 8 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Chaque Partie répondra des dommages causés à l'autre Partie ou à son personnel, aux tiers et aux usagers lorsque sa responsabilité civile est engagée, notamment :

- Du fait des travaux réalisés par elle ;
- Après achèvement des travaux, du fait de malfaçons ;
- Du fait des activités qu'elle exerce sur le site y compris en cas de dysfonctionnement ou d'absence de fonctionnement ;
- Du fait de ses proposés ou collaborateurs ;
- Du fait des biens qui lui appartiennent ou qui lui sont confiés.

Chacune des Parties fait son affaire personnelle des assurances éventuelles à souscrire, mais devra souscrire les assurances légalement obligatoires qui lui incombent au regard des présentes.

ARTICLE 9 : INDEMNISATION

Pour la Commune, propriétaire du foncier objet de la Convention de superposition d'affectations, il est acté que celle-ci n'engendre ni privation de revenus, ni dépenses telles que précisées à l'article L. 2123-8 du Code général de la propriété des personnes publiques.
Par conséquent, la présente superposition d'affectations ne donnera lieu à aucune indemnisation par la Communauté de Communes au profit de la commune à ce titre.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

ARTICLE 10 : DATE D'EFFET ET DUREE

La Convention prend effet à la date de signature du dernier signataire.
La superposition d'affectations définie par la Convention se poursuivra tant que les affectations répondront aux besoins de la Communauté de Communes tels que définis à l'article 1er des présentes.

ARTICLE 11 : SORT DES OUVRAGES ET LIBERATION DES LIEUX

A l'expiration des présentes, la Communauté de Communes libèrera les lieux occupés et les restituera entièrement libérés de tous objets mobiliers et de toutes occupations de son chef. La Communauté de communes restituera les lieux en parfait état d'entretien.

ARTICLE 12 : AVENANTS

Toute modification de la présente convention ne pourra intervenir que par la voie d'un avenant dont la conclusion sera soumise au principe du parallélisme des formes.

ARTICLE 13 : RESILIATION

13.1 Résiliation d'un commun accord

Les Parties peuvent convenir d'un commun accord de mettre fin à la présente convention. La remise en état du périmètre s'effectue dans les conditions de l'article 11 de la présente convention.
Dans ce cas, les Parties se rapprocheront pour convenir des éventuelles modalités d'indemnisation de l'une ou de l'autre partie qui subirait un préjudice du fait de la résiliation et notamment pour la Communauté de Communes une indemnisation des ouvrages construits ou aménagés à hauteur des investissements non amortis à la date du transfert de propriété.

13.2. Résiliation de la convention à l'initiative de la Communauté de Communes

S'il n'entend plus poursuivre l'affectation supplémentaire, la Communauté de Communes peut, à tout moment, demander la résiliation de la présente convention en adressant une lettre recommandée avec avis de réception à la Commune. La résiliation prendra effet à l'issue d'un délai de six (6) mois à compter de la date de réception par la Commune de la lettre recommandée. En ce cas, seule demeure l'affectation initiale après intervention d'un acte de déclassement constatant la désaffectation de fait. Cette résiliation ne donne lieu à aucune indemnisation au profit du Propriétaire. Le cas échéant, la remise en état du périmètre s'effectue dans les conditions de l'article 11 de la présente convention.

13.3 Résiliation de la Convention pour motif d'intérêt général

La Commune de MONTAUROUX se réserve le droit de résilier la Convention à toute époque, en totalité ou en partie, dans le cas où cette résiliation s'imposerait pour un motif d'intérêt général, à la condition d'en aviser la Communauté de Communes deux ans (2 ans) au moins à l'avance par lettre recommandée avec avis de réception. Cette

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

résiliation se justifiera si un changement d'affectation rendait impossible la poursuite de la présente convention ou si les affectations relevant de la compétence de la Communauté de Communes venaient à devenir incompatibles avec de nouveaux besoins liée au développement de la mobilité sur la Commune.
La Commune s'engage, dans cette hypothèse, à verser à la Communauté de Communes une indemnité, à ce titre, du montant des investissements qu'elle aura réalisés au titre de la Convention et non amortis à la date de l'interruption de la Convention.

13.4 Résiliation de la Convention pour faute

Par ailleurs, en cas d'inexécution ou d'inobservation par la Communauté de communes d'une quelconque de ses obligations, la Commune pourra résilier la présente convention, à la suite d'une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, restée en tout ou partie sans effet pendant un délai de 24 mois et ce, sans préjudice des poursuites contentieuses qui pourront être diligentées à son encontre.

ARTICLE 14 : REGLEMENT DES LITIGES

Les parties conviennent de mettre en œuvre tous les moyens dont elles disposent pour résoudre de façon amiable tout litige qui pourrait survenir dans l'application de la présente convention et s'engagent au préalable à soumettre le litige à un médiateur professionnel présentant des garanties d'indépendance, de neutralité et d'impartialité que les parties nommeront d'un commun accord. Elles se répartiront équitablement les coûts d'intervention du médiateur et s'engagent à un entretien individuel et une réunion au moins avec le médiateur en vue de rechercher avec son concours la solution la plus adaptée à la résolution du différent. Si, toutefois, ils n'y parvenaient pas, le différent serait soumis au Tribunal Administratif de TOULON.

La Convention est établie en deux (2) exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

A MONTAUROUX, le ……

Pour la Commune de MONTAUROUX

M le Maire
M Jean-Yves HUET

A TOURRETTES, le ……

Pour la Communauté de Communes du Pays de Fayence
M le Président
M René UGO

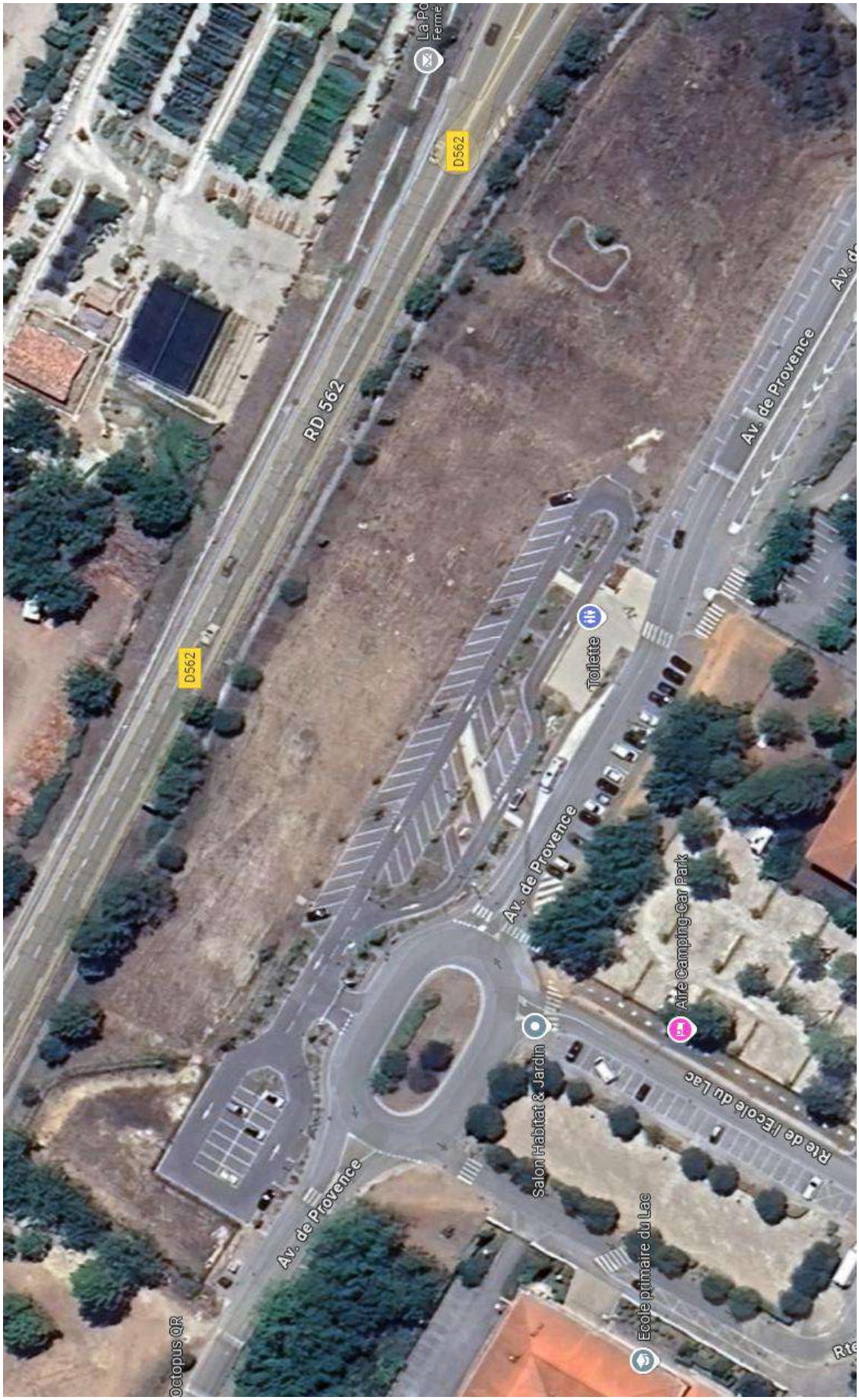
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

ANNEXES

Annexe 1 : Plan de situation et parcellaire
Annexe 2 : plan de recollement des réseaux 1
Annexe 3 : plan de recollement des réseaux 2
Annexe 4 : dossier et plan projet d'ombrieres photovoltaïques

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

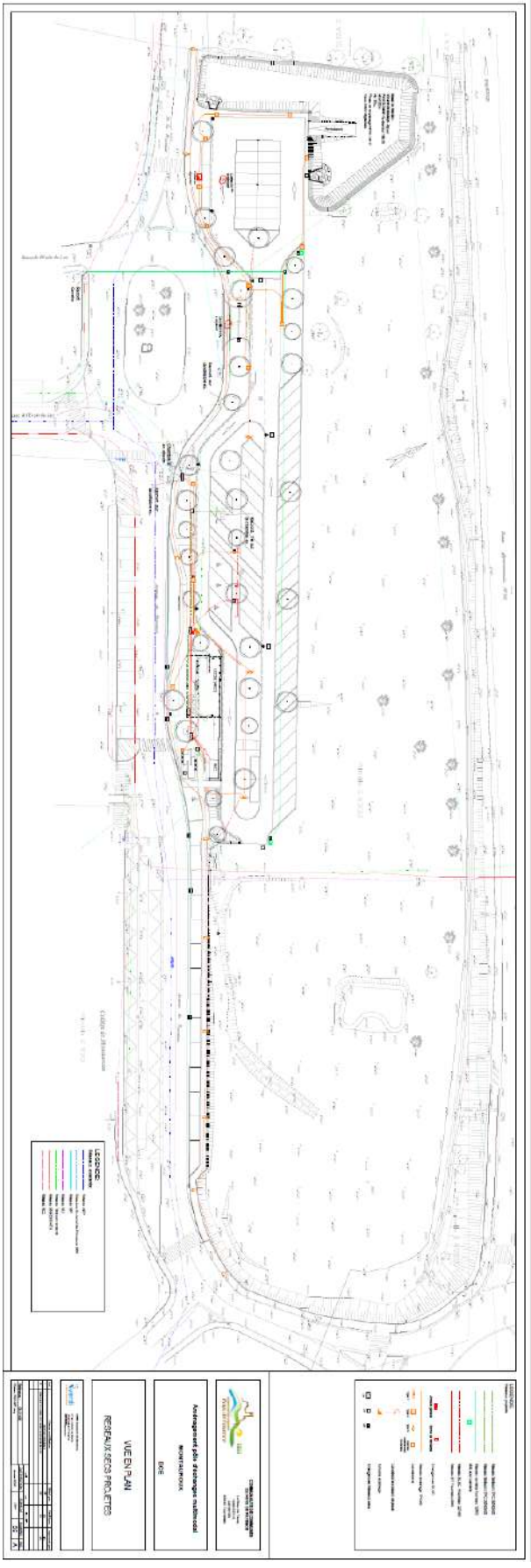
ANNEXE 1 – PLAN DE SITUATION ET PARCELLAIRE



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

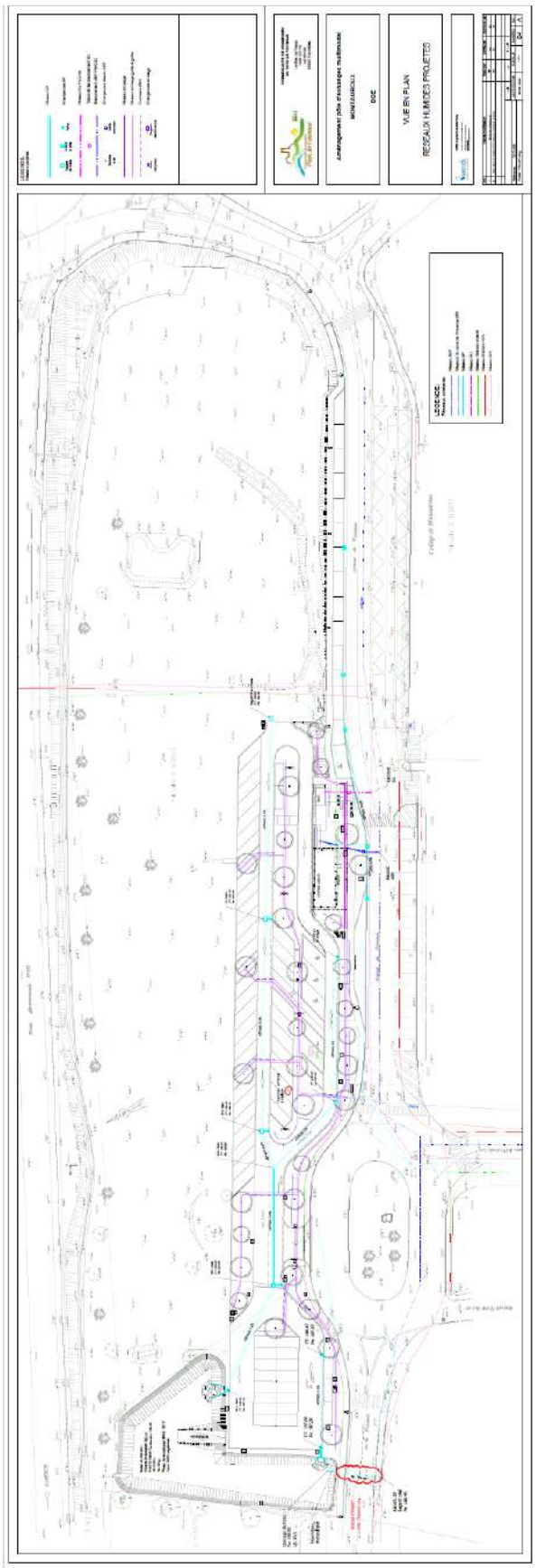
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

ANNEXE 2 : PLAN DE RECOLLEMENT RESEAUX 1



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

ANNEXE 3 : PLAN DE RECOLLEMENT RESEAUX 2



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

ANNEXE 4 : DOSSIER ET PLAN PROJET D'OMBRIERES PHOTOVOLTAIQUES

Soleil du Sud prend en charge les travaux (frais d'architecte, étude de sol, fondations, structure et habillage).

En effet, nous proposons réaliser un habillage des ombrières (lames de bois ou aluminium) pour intégrer les structures dans l'environnement :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-20-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 23
Pouvoirs..... 7
Absents..... 0
Suffrages exprimés 30

DCC n° 250319/20

SÉANCE DU MERCREDI 19 MARS 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Maryvonne BLANC
Date de convocation : 12-03-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Claudette MARIET, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Bernard HENRY, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, René BOUCHARD, Philippe DURAND-TERRASSON, Jérôme SAILLET, François CAVALLIER

Absents excusés : Daniel MARIN (pouvoir à B. HENRY), Michèle PERRET (pouvoir à O. LEFEBVRE), M. REZK (pouvoir à F. CAVALLIER, Christian COULON (pouvoir à JY. HUET), Laurence BERNARD (pourvoir à MJ. MANKAÏ), Aurélie COURANT (pouvoir à C. BOUGE), Loïs FAUR (pouvoir à J. SAILLET)

AUTORISATION DE SIGNER L'AVENANT N°1 A L'ACCORD-CADRE A BON DE COMMANDE N°2023ACCESRI PORTANT SUR LE LOT N°1 :

FOURNITURE, POSE ET MISE EN SERVICE DE CONTROLES D'ACCES POUR LE MATERIEL DE PRE-COLLECTE EN APPORT VOLONTAIRE DE LA CCPF EN VUE DE LA MISE EN PLACE DE LA REDEVANCE INCITATIVE

Date de la notification : le 21/07/2023
Durée de l'accord-cadre : : Le présent accord-cadre commence à la date de l'accusé de réception de sa notification pour une durée ferme de 24 mois. La durée maximale de l'accord-cadre est de 24 mois.
Montants initiaux de l'accord-cadre :

Le montant minimum de commandes pour la durée de l'accord-cadre est de 192 600.00 HT.

Le montant maximum de commande pour la durée de l'accord-cadre est de 346 500.00 HT.

Titulaire :

INCITAT
29 avenue de Bayonne
64600 ANGLET
Tél : 09 50 58 01 92
SIRET : 521 681 320 00052

Objet de l' avenant :
Le présent avenant a pour objet l'augmentation du montant maximum de commande afin de prendre en compte les abonnements au titre de l'année 2025.
Toutes les conditions d'exécution de l'accord-cadre demeurent inchangées.

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public.
Montant de l'avenant :

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : 7 150.00 €
- Montant TTC : 8580.00 €
- **% d'écart introduit par l'avenant : 2.06%**

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-20-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Nouveau montant maximum :

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : 353 650.00 €
- Montant TTC : 424 380.00 €

Sur fondement de l'article L. 1414-4 du CGCT qui précise que « *tout projet d'avenant à un marché public entraînant une augmentation du montant global supérieure à 5 % est soumis pour avis à la commission d'appel d'offres* », l'incidence financière de l'avenant étant de 2.06%, il n'a pas été soumis préalablement à la Commission d'Appel d'Offres.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

ENTENDU cet exposé,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ (3 ABSENTATIONS M. ORFEO – J. SAILLET – L. FAUR) :

- **ENTÉRINE** l'avenant n°1 à l'accord-cadre à bon de commande N°2023ACCESRI portant sur le lot n°1 : fourniture, pose et mise en service de contrôle d'accès pour le matériel de pré-collecte en apport volontaire de la CCPF en vue de la mise en place de la redevance incitative attribué à la société INCITAT pour un montant de 7 150€ HT ;
- **AUTORISE** le Président à signer ledit avenant ainsi que tout document s'y rapportant.

Tourrettes, le 20 mars 2025

Maryvonne BLANC
Secrétaire de séance

Communauté de Communes du Pays de Fayence

René UGO
Président

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-20-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS **EXE10**

AVENANT N° 1 – PROLONGATION DUREE DE L ACCORD-CADRE

Le formulaire EXE10 est un modèle d'avenant, qui peut être utilisé par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice, dans le cadre de l'exécution d'un marché public.

A - Identification du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans les documents constitutifs du marché public.)

COMMUNAUTES DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE
Mas de Tassy
1849 RD19
83 440 TOURRETTES
Tel : 04 94 76 02 03

B - Identification du titulaire du marché public

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du titulaire individuel ou de chaque membre du groupement titulaire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de groupement d'entreprises titulaire, identifier le mandataire du groupement.]

INCITAT
29 avenue de Bayonne
64600 ANGLET
Tél : 09 50 58 01 92
SIRET : 521 681 320 00052

C - Objet du marché public

☐ Objet du marché public:
(Reprendre le contenu de la mention figurant dans les documents constitutifs du marché public. En cas d'allotissement, préciser également l'objet et la dénomination du lot concerné.)

ACCORD-CADRE A BON DE COMMANDE N°2023ACCESRI PORTANT SUR LA FOURNITURE DE CONTRÔLES D'ACCES ET D'ABRI-BACS AVEC PREDISPOSITION AU CONTROLE D'ACCES-
Lot n°1 : Fourniture, pose et mise en service de contrôles d'accès pour le matériel de pré-collecte en apport volontaire de la Communauté de communes en vue de la mise en place de la redevance incitative

☐ Date de la notification du marché public : le 21/07/2023

☐ Durée d'exécution du marché public : Le présent accord-cadre commence à la date de l'accusé de réception de sa notification pour une durée ferme de 24 mois. La durée maximale de l'accord-cadre est de 24 mois.

Montants initiaux du marché public :

Le montant minimum de commandes pour la durée de l'accord-cadre est de 192 600.00 HT.
Le montant maximum de commande pour la durée de l'accord-cadre est de 346 500.00 HT.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-20-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-20-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

D - Objet de l'avenant

☐ Modifications introduites par le présent avenant :

Le présent avenant a pour objet l'augmentation du montant maximum de commandes rendu nécessaire par….

☐ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :
(Cocher la case correspondante.)

☐ Non ☒ Oui

Montant de l'avenant :

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : 7 150.00 €
- Montant TTC : 8580.00 €
- % d'écart introduit par l'avenant : 2.06%

Nouveau montant maximum :

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : 353 650.00 €
- Montant TTC : 424 380.00 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-20-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

E - Signature du titulaire du marché public

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice

Pour l'Etat et ses établissements :
(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : …… , le ……

Signature
(représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-20-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ……, le ……..

Signature du titulaire,

En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

Date de mise à jour : 01/04/2019.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 23
Pouvoirs..... 7
Absents..... 0
Suffrages exprimés 30

DCC n° 250319/21

SÉANCE DU MERCREDI 19 MARS 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Maryvonne BLANC
Date de convocation : 12-03-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Claudette MARIET, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Bernard HENRY, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, René BOUCHARD, Philippe DURAND-TERRASSON, Jérôme SAILLET, François CAVALLIER

Absents excusés : Daniel MARIN (pouvoir à B. HENRY), Michèle PERRET (pouvoir à O. LEFEBVRE), M. REZK (pouvoir à F. CAVALLIER, Christian COULON (pouvoir à JY. HUET), Laurence BERNARD (pourvoir à MJ. MANKAÏ), Aurélie COURANT (pouvoir à C. BOUGE), Loïs FAUR (pouvoir à J. SAILLET)

SIGNATURE DU CONTRAT-TYPE POUR LA COLLECTE SELECTIVE AVEC CITEO POUR LA PERIODE 2025-2029

En application de la responsabilité élargie des producteurs, la gestion des déchets d'emballages ménagers qui proviennent de produits commercialisés dans des emballages, en vue de leur consommation ou utilisation par les ménages doit être assurée par les producteurs, importateurs, ou toute personne responsable de la première mise sur le marché de ces produits.

Les producteurs, importateurs ou personnes responsables de la première mise sur le marché de produits commercialisés dans des emballages peuvent transférer leurs obligations en matière de prévention et de gestion des déchets d'emballages ménagers à un éco-organisme titulaire d'un agrément à cette fin. Ce dernier perçoit des contributions de ses adhérents qui lui permettent notamment de financer les collectivités territoriales qui assurent la collecte et le traitement des déchets d'emballages ménagers.

Dans le cadre de l'agrément dont bénéficie CITEO pour l'année 2024 (filière des emballages ménagers), un contrat pour l'action et la performance, dit « CAP » portant barème de soutien aux collectivités, a été proposé à toute collectivité territoriale compétente en matière de collecte et/ou de traitement des déchets ménagers.

Le terme actuel du CAP a été fixé au 31 décembre 2024, date à laquelle devait expirer l'agrément de CITEO pour l'année 2024. Par un arrêté du 27 décembre 2024 l'agrément de CITEO a été renouvelé jusqu'au 31 décembre 2029.

Par ailleurs, le cahier des charges issu de l'arrêté modificatif du 7 décembre 2023 prévoit l'obligation pour les éco-organismes de la filière de proposer, sous l'égide d'un organisme coordonnateur, un projet de contrat-type au titre de la coordination de la filière. Ce nouveau contrat porte barème de soutien à la suite du contrat CAP proposé précédemment.

Ce contrat-type, couvrant la période 2025-2029, est désormais mis à la disposition des collectivités pour signature.

Considérant que la communauté de communes du Pays de Fayence avait conclu un CAP avec CITEO, il est proposé d'autoriser le Président à signer le nouveau contrat proposé par CITEO, le contrat-type pour la collecte sélective, pour continuer de bénéficier du barème de soutien aux collectivités.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

VU le Code de l'environnement (notamment les articles L.541-10 et suivants et R.543- 53 à R.543-65),

VU l'arrêté du 23 décembre 2024 portant agrément d'un éco-organisme de la filière à responsabilité élargie du producteur d'emballages, d'imprimés papiers et de papiers à usage graphique dont les détenteurs finaux produisent des déchets ménagers et assimilés en application de l'article L.541-10 du code de l'environnement.

ENTENDU cet exposé,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ (3 ABSENTATIONS M. ORFEO – J. SAILLET – L. FAUR) :

- **APPROUVE** le contrat-type pour la collecte sélective proposé par CITEO pour la période 20225-2029 en annexe ;
- **AUTORISE** le Président à signer ce contrat et tout document y afférent.

Tourrettes, le 20 mars 2025

Maryvonne BLANC
Secrétaire de séance

René UGO
Président

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Donnons ensemble une nouvelle vie à nos produits.
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Contrat type pour la collecte sélective

COLLECTIVITES

Emballages ménagers, imprimés papiers et papiers à usages graphiques

Issu des travaux OCAPEM de décembre 2024

CITEO / ADELPHE

2025 – 2029

SPECIMEN

Entre

[Dénomination de l'Eco-organisme]

[Forme sociale] au capital de [montant] EUR, immatriculée sous le n°[...] au RCS de [ville] ayant son siège social au [adresse complète],

Représentée par [Civilité prénom et Nom], Directeur[rice] régional[e], dûment habilité[e] à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « L'Eco-organisme »,

D'une part,

Et

[Nom de la Collectivité]

dont le siège social est situé [...], enregistré au répertoire SIREN sous le n° [Numéro SIREN], représenté[e] par [...], en sa qualité de [...], dûment habilité[e] à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée la « Collectivité »,

D'autre part,

Ci-après dénommées collectivement « Les Parties », et individuellement « la Partie »,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Sommaire

PREAMBULE 4
Article 1 – Objet 5
Article 2 – Définitions 5
Article 3 – Informations relative à la coexistence des éco-organismes 5
3.1 Interdiction des doubles financements 5
3.2 Principe d'Equilibrage 6
Article 4 – Obligations de déclaration et soutiens 6
4.1 Déclarations générales au titre du Contrat 6
4.2 Soutiens et Déclarations spécifiques par soutiens 6
4.2.1 Soutiens 6
4.2.2 Déclarations conditionnant les soutiens 7
4.2.3 Versement des soutiens 8
Article 5 – Reprise 8
5.1 Présentation générale 8
5.1.1 Déchets d'emballages ménagers 8
5.1.2 Déchets Papiers graphiques 9
5.2 Options de Reprise 10
5.2.1 Option de reprise Filière 10
5.2.2 Option de Reprise Fédérations 11
5.2.3 Option de Reprise Individuelle 11
5.3 Option de Reprise Titulaire 12
5.3.1 Solution transitoire, monoflux, Flux développement 12
5.3.2 Modalités de la reprise et du traitement des refus de tri issus des centres de tri 14
5.4 Standards expérimentaux 14
5.5 Caractérisation de la qualité des Flux repris 15
Article 6 - Traçabilité et Contrôles 15
6.1 Obligations de la Collectivité en matière de Traçabilité 15
6.2 Contrôles externes 16
6.3 Conséquences des contrôles et vérifications 16
6.3.1 Gestion des non-conformités 16
6.3.2 Régularisation des soutiens financiers 17
6.3.3 Plan d'actions 17

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Article 7 – Mesures d'accompagnement 17
7.1 Principes généraux 17
7.2 Actions spécifiques à la collecte Hors Foyer pris en charge par le SPPGD ou le service propreté des collectivités territoriales 18
7.3 Caractérisation du contenu de la collecte 18
Article 8 - Confidentialité, transmission et utilisation des données 19
8.1 Principe 19
8.2 Exceptions 20
8.2.1. Données de Performance de la Collectivité 20
8.2.2. Transmission de données à l'ADEME 20
8.2.3. Exceptions génériques 21
Article 9 - Dématérialisation des relations contractuelles 21
Article 10 - Modalités de contractualisation 21
Article 11 - Modification du Contrat 22
11.1 – Modification du contrat type unique de collecte sélective 22
11.1.1 – Modification faisant suite à une modification du Cahier des charges 22
11.1.2 – Autres modifications du Contrat 23
11.2 – Modifications spécifiques à la Collectivité 23
11.2.1 – Modifications statutaires 23
11.2.2 – Autres modifications 24
Article 12 – Prise d'effet et terme du Contrat 24
12.1 Prise d'effet du Contrat 24
12.2 Terme du Contrat 25
12.3 Résiliation 25
12.3.1 Cas de résiliation au choix de la Collectivité 25
12.3.2. Résiliation pour manquement 26
12.3.3 Résiliation faisant suite à une modification du contrat type unique de collecte sélective .. 26
12.4 Caducité du Contrat 27
12.4.1 Retrait ou non-renouvellement de l'agrément de l'Eco-organisme 27
12.4.2 Modifications statutaires de la Collectivité 27
12.5 Conséquences du terme du Contrat 28
Article 13 - Divers 28
13.1 – Documents contractuels 28
13.2 – Cession de Contrat 28
13.3- Assurance et responsabilité 28
13.4 – Force majeure et circonstances exceptionnelles 29

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

13.5 – Utilisation du logotype de l'Eco-organisme 30
13.6 – Données à caractère personnel 30
Article 14 – Règlement des différends 30
Annexes Communes 32
Annexe 1. Glossaire 32
Annexes Différenciantes 40
Annexe 2. Modalités de déclaration et de versement des soutiens 40
Annexe 2bis. Mandat d'autofacturation 49
Annexe 3. Conditions de la Reprise Titulaire en métropole 51
Annexe 4. Accompagnement spécifique de CITEO / ADELPHE 65

PREAMBULE

L'Eco-organisme a été agréé, par arrêté interministériel pour permettre à ses adhérents metteurs en marché de s'acquitter de leurs obligations légales et réglementaires en matière de déchets issus des emballages ménagers et d'imprimés papiers et papiers à usage graphiques.

La Collectivité est compétente en matière de collecte et/ou de traitement des déchets d'emballages ménagers et de papiers graphiques. Elle contracte en son nom propre ou le cas échéant, pour ses membres.

Elle met en place et développe, pour les besoins du service public, sur tout ou partie de son territoire, la Collecte sélective et le tri des déchets d'emballages ménagers en vue de leur Recyclage.

La Collectivité contractualise, soit en son nom propre, soit, le cas échéant, en tant que structure intercommunale compétente, pour le compte de ses membres.

La Collectivité et l'Eco-organisme s'engagent à collaborer en s'inscrivant dans une démarche de qualité, de progrès et de maîtrise des coûts au bénéfice de l'atteinte des enjeux communs de la Filière REP EMPG

L'Eco-organisme et la Collectivité souscrivent ce contrat type unique pour la collecte sélective afin de mettre en œuvre les missions, définir les conditions et atteindre les objectifs des éco-organismes de la Filière des emballages ménagers et papiers graphiques (REP EMPG), notamment l'accompagnement technique et financier.

Le présent Contrat a été établi en concertation avec les représentants des collectivités territoriales, tels qu'ils sont représentés au sein de la commission des Filières REP EMPG concernées.

Il a été exposé ce qui suit :

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Article 1 – Objet

Le présent Contrat a pour objet de définir les relations entre l'Eco-organisme et la Collectivité dans le cadre de la mise en œuvre de la REP EMPG , conformément à l'article 5.2.1.1 du Cahier des charges.

Le Contrat fixe d'une part les modalités du soutien technique et financier apporté par l'Eco-organisme en vue d'aider la Collectivité à contribuer à l'atteinte des objectifs et d'autre part les modalités de pourvoi assuré par l'Eco-organisme pour la gestion des Flux développement et des refus de tri issus des centres de tri dans le respect du principe de libre administration des collectivités territoriales.

Le Contrat porte sur l'ensemble des Matériaux d'emballages ménagers (acier, aluminium, papiers cartons, plastiques et verre) et les imprimés papiers et papiers à usage graphique.

Il présente l'unique lien contractuel entre l'Eco-organisme et la Collectivité pour le paiement des soutiens financiers au titre du Barème aval visé au 5.2.4 du Cahier des charges.

Tout(s) contrat(s) antérieur(s) entre les Parties ayant un objet similaire et leurs avenants sont résiliés de plein droit à la prise d'effet du présent Contrat. Le présent Contrat prévaut sur ces contrats et avenants antérieurs.

Article 2 – Définitions

Pour l'application du Contrat, les termes correspondant aux notions définies par la législation, en particulier celles visées aux articles L. 541-1-1 et R. 543-43 et suivants, et R. 543-207 du code de l'environnement (définition d'emballages, d'emballages ménagers, papiers graphiques), ont le sens que leur donnent ces dispositions.

Les termes utilisés dans le présent Contrat sont définis dans le Glossaire (Annexe 1).

Article 3 – Informations relative à la coexistence des éco-organismes

3.1 Interdiction des doubles financements

La Collectivité ne peut percevoir deux fois des soutiens de la Filière REP EMPG pour un même Périmètre et une même période. En ce sens, la Collectivité ne peut bénéficier du soutien et de l'accompagnement que d'un seul Eco-organisme de la Filière REP EMPG au titre du présent Contrat, pour le Périmètre contractuel et la durée du Contrat.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

3.2 Principe d'Équilibrage

La Collectivité est informée qu'il existe plusieurs éco-organismes agréés pour la Filière REP EMPG, et qu'elle peut décider de signer le contrat type unique de collecte sélective avec un autre éco-organisme à l'issue du terme du présent Contrat dans les conditions prévues à l'article 12.3.3.1 (*Résiliation en cas de modification des Documents de l'OCAPEM*).

La Collectivité est néanmoins informée dans ce cadre :

- Que le contrat type unique de collecte sélective est commun aux différents éco-organismes, et que les dispositifs de soutiens et de reprise prévus par le Cahier des charges sont identiques ;
- Que le changement d'éco-organismes induit une concertation entre les éco-organismes afin d'assurer un Équilibrage financier.

Article 4 – Obligations de déclaration et soutiens

4.1 Déclarations générales au titre du Contrat

- **Descriptif de collecte**

La Collectivité déclare au moment de prise d'effet du contrat et met à jour en cas de modification :
- Le nombre d'habitants ;
- La fréquence de collecte
- Les modes de collecte (type d'équipement : PAP, PAV)
- Les schémas de collecte (type de séparation : multi Flux ; fibreux / non fibreux…)

La déclaration est remplie par la Collectivité conformément au format défini par l'Eco-organisme.

- **Périmètre**

La Collectivité fournit toute pièce ou document permettant de définir son Périmètre contractuel :
- Territoire de la Collectivité ou des collectivités inclus dans le Contrat,
- Population contractuelle (actualisée annuellement).

4.2 Soutiens et Déclarations spécifiques par soutiens

4.2.1 Soutiens

Les soutiens financiers figurent dans le Document de l'OCAPEM librement consultable sur le site internet de l'Eco-organisme qui informe la Collectivité des éventuelles évolutions du document.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

4.2.2 Déclarations conditionnant les soutiens

Pour bénéficier des soutiens, la Collectivité doit déclarer via le portail déclaratif de l'Eco-organisme selon les délais propres à chacun les données et informations suivantes :

Au titre des soutiens au Recyclage et à la Valorisation	• Les Tonnes Recyclées par Matériau conformément aux Standards par Matériau. Cette déclaration est commune aux emballages ménagers et aux papiers graphiques ; • Les tonnes d'Ordures ménagères collectées hors Collecte sélective et leur répartition par mode de traitement (Compostage, Méthanisation, incinération, CSDU) La déclaration complète des informations de l'année N doit être transmise au plus tard au 30 juin de l'année N+1 La Collectivité s'engage à reporter, dans ses contrats avec ses partenaires (centres de tri, Repreneurs, unités de traitement), les exigences de fourniture d'information et de Traçabilité lui permettant de réaliser l'ensemble des déclarations, selon les modalités du Contrat et les outils mis à disposition (notamment via le Certificat de Recyclage). • Les informations nécessaires aux calculs des autres soutiens à la Valorisation demandés à la collectivité et/ou à son unité de traitement par chaque Eco-organisme, conformément au Barème aval prévu à l'article 5.2.4 du Cahier des charges (Soutiens au fonctionnement : Barème aval).
Au titre du soutien à l'action de sensibilisation auprès des citoyens	Les informations nécessaires au soutien à la communication, conformément au Barème aval : • ***Les informations nécessaires au soutien aux Ambassadeurs du tri (ADT)*** o Une liste nominative des ADT employés au cours de l'année, avec à minima leur adresse mail, fonction, date de sortie ainsi que n° SIREN et nom de l'entité employeur si différents de l'entité signataire du présent Contrat o Le temps de travail minimum (60 jours) consacré aux missions ADT conformément à la définition figurant à l'Annexe 1 *(Glossaire)* o La description de leurs missions principales.
Au titre du soutien à la connaissance des coûts)	• Déclaration à l'Eco-organisme selon les formes et les délais exigés par celui-ci des données relatives aux coûts des différentes étapes en lien avec la Collecte sélective, au traitement et des recettes Matériaux ; • Déclaration annuelle des coûts au titre de l'année N portant sur les données de l'année N-1. Elle doit concerner la totalité du Périmètre contractuel. Les syndicats de traitement peuvent toutefois faire une déclaration partielle sous réserve que cette déclaration partielle concerne au moins 50 % du Périmètre contractuel ; Ces deux déclarations doivent donner lieu à une validation des données déclarées par l'Eco-organisme.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

4.2.3 Versement des soutiens

Les modalités de versement des soutiens sont prévues à l'Annexe 2 (*Modalités de déclaration et de versement des soutiens*).

Article 5 – Reprise

5.1 Présentation générale

5.1.1 Déchets d'emballages ménagers

1. Conformément à l'article 6.2 du Cahier des charges, la Collectivité territoriale choisit, l'une des trois options de reprise et de Recyclage présentant un niveau d'engagement et de contraintes variables suivantes :

- « **Reprise Filières** » : proposée par l'Eco-organisme conformément au Cahier des charges et mise en œuvre par les Filières Matériau ;
- « **Reprise Fédérations** » : proposée par les Fédérations conformément au Cahier des charges et mise en œuvre par leurs adhérents labelisés ;
- « **Reprise Individuelle** » : organisée directement par la Collectivité et mise en œuvre par le ou les Repreneur(s) Contractuel(s) qu'elle a choisi(s).

La Collectivité a la possibilité de changer d'option de reprise dans les conditions prévues par son Contrat de reprise.

2. Ne sont pas concernés par ces options de reprise les Flux suivants qui donnent lieu à la « **Reprise Titulaire** » (c'est-à-dire dont la reprise et le Recyclage sont organisés par l'Eco-organisme) :

- Les Flux correspondants au Standard Matériau Flux développement et les Flux correspondants au Standard Matériau plastique transitoire (art. 6.3 à 6.5 du Cahier des charges) ;
- Les Flux du Standard Matériau plastique simplifié (art. 6.4 du Cahier des charges).

Les Flux qui donnent lieu à un accompagnement de l'Eco-organisme concernant les refus de tri sont également exclus des options de reprise (article 6.6 du Cahier des charges).

3. Les principes qui suivent sont applicables à tous les types de reprise (Filières, Fédérations, individuelles et titulaire) :

- La Collectivité ne peut choisir qu'une (1) option de reprise par Standard ;
- La Collectivité doit s'engager via un Contrat de reprise, qui est accessoire au présent Contrat, et qui lui sera transmis pour signature par la Filière Matériau ou son Repreneur agréé, la Fédération ou son adhérent labélisé, un Repreneur en option de reprise individuelle ou l'Eco-organisme en fonction de la reprise choisie.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

- Le prix des tonnes reprises est garanti pour les tonnes conformes aux Standards concernés. Les tonnes reprises sont réputées conformes aux Standards concernés (hors gestion des refus de tri).
- La reprise et les opérateurs de Recyclage doivent respecter la règlementation et les normes nationales et européenne, ou dans des conditions équivalentes en cas de Recyclage hors de l'Union européenne.

4. En cas de Reprise Filières, Fédérations ou Individuelles, les règles suivantes s'appliquent :

- **Déclaration du choix de l'Option** :

La Collectivité déclare à l'Eco-organisme ses choix initiaux d'option de reprise ainsi que les informations relatives aux Contrats de reprise qu'elle conclut (nom du Repreneur Contractuel, dates de début et d'échéance, Matériau et Standard concernés, pour chacun des Contrats de reprise), dans les trois (3) mois qui suivent la prise d'effet du Contrat.

La Collectivité doit déclarer chaque année ses options de reprise.

La Collectivité déclare à l'Eco-organisme tout changement d'option de reprise et/ou de Repreneur(s) Contractuel(s), au plus tard lors de la remise de la Déclaration d'activité du trimestre (ou du semestre) correspondant et au plus tard le 31 décembre de l'année concernée.

Il est possible de maintenir le Contrat de reprise en cas de changement d'éco-organisme conformément à l'article 12.3.1 (*Cas de Résiliation au choix de la Collectivité*), sous réserve que les conditions du Contrat de reprise le permettent.

- **Déclaration des données liées à la reprise** :

Dans le cadre de la reprise, la Collectivité s'engage à exiger dans son contrat avec les autres partenaires contractuels (centres de tri, Repreneurs, unités de traitement), le respect des obligations déclaratives suivantes :

- Le centre de tri et l'unité de traitement multi-clients identifient les tonnages à faire enlever pour le compte de la Collectivité de manière transparente et sur le Périmètre ménager, selon les termes de son contrat, par le Repreneur Contractuel dans le cadre de l'option de reprise précisée ;
- La transmission des Certificats de Recyclage et les modalités de déclaration dématérialisée des Repreneurs via les plateformes de déclaration mises à leur disposition par l'Eco-organisme dans le respect des délais précisés dans les contrats de reprise.

5.1.2 Déchets Papiers graphiques

Revigraph et ses repreneurs agréés ainsi que les Fédérations et leurs adhérents labelisés proposeront un Contrat de reprise d'ici la fin du premier trimestre 2025. L'Eco-organisme informera la Collectivité lorsque la reprise de ces Flux sera opérationnelle.

Une reprise individuelle sera également une option pour la Collectivité.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

La déclaration des données liées à la reprise des Papiers Graphiques s'effectue dans les mêmes conditions que pour les déchets d'Emballages Ménagers.

5.2 Options de Reprise

5.2.1 Option de reprise Filière

Description :

Pour chaque Matériau, l'Eco-organisme conclut des conventions avec les Filières Matériaux, lui permettant de garantir à la Collectivité, une reprise, en toutes circonstances, des déchets d'emballages ménagers conformes aux Standards de Recyclage selon un prix de reprise unique, public, positif ou nul au départ du centre de tri ou de l'unité de traitement ou de la plateforme de regroupement pour le verre sur l'ensemble du territoire.

Mise en œuvre :

L'option « Reprise Filières » est proposée par l'Eco-organisme et mise en œuvre par les Filières Matériaux. Dans le cadre de cette option, les Filières Matériaux s'engagent, selon les Matériaux, à reprendre et à recycler directement ou via des Repreneurs qu'elles désignent à la Collectivité la totalité des tonnes de Déchets d'Emballages Ménagers triés conformément aux Standards par Matériau à un prix au moins égal à zéro départ centre de tri ou unité de traitement.

Prix de reprise et qualité des Matériaux :

La Collectivité qui choisit l'option Reprise Filières bénéficie par l'Eco-organisme des mêmes conditions de reprise, inscrites dans le contrat type de collecte sélective et en particulier d'un prix unique et public sur tout le territoire, quelles que soient sa taille et sa situation géographique. La Filière Matériau assure que ses Repreneurs agréés appliquent le Principe de solidarité pour que le prix de reprise respecte ces modalités.

Le prix de reprise proposé à la Collectivité porte sur les Déchets d'Emballages Ménagers conformes aux Standards de Recyclage.

Durée du Contrat de reprise :

Le Contrat de reprise étant lié à l'engagement des Filières Matériaux pris pour la durée de l'agrément de l'Eco-organisme, la durée de ce contrat est identique à la durée de l'agrément de l'Eco-organisme.

La Collectivité qui a choisi l'option Reprise Filières s'engage pour une durée de trois ans minimum ou, si elle est inférieure, pour la durée restante de l'agrément.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

5.2.2 Option de Reprise Fédérations

Description :

L'Eco-organisme conclut des conventions avec des Fédérations professionnelles représentant des acteurs en charge de la reprise et du Recyclage des Déchets d'Emballages Ménagers garantissant à la Collectivité une reprise de ces déchets sur l'ensemble du territoire.

Mise en œuvre :

L'option reprise Fédérations est offerte par les Fédérations et leurs Adhérents Labellisés (Repreneurs), signataires d'un contrat de labellisation avec une Fédération.

Prix de reprise et qualité des Matériaux :

L'adhérent Labellisé ou les adhérents labellisés (Repreneur) intervenant dans le cadre de l'option reprise Fédérations s'engage à reprendre et à recycler, à toute collectivité avec qui il passe un contrat, l'ensemble des Déchets d'Emballages Ménagers triés conformément aux Standards de Recyclage.

Le prix de reprise des Matériaux est déterminé librement entre la Collectivité et l'adhérent labellisé.

La Fédération s'engage à ce que le prix de reprise proposé par ses adhérents labellisés pour chacun des Matériaux, sur tout le territoire national, soit au minimum égal à 0€ (zéro euro) départ centre de tri/surtri, ou unité de traitement ou centre de regroupement.

Durée du Contrat de reprise :

La durée des Contrats de reprise est déterminée librement par la Collectivité et l'adhérent labellisé (Repreneur). Le Contrat de reprise étant lié à l'engagement des Fédérations pris pour la durée de l'agrément de l'Eco-organisme, la durée de ce contrat ne peut être supérieure à la durée de l'agrément de l'Eco-organisme.

5.2.3 Option de Reprise Individuelle

Description :

La Collectivité sélectionne elle-même son Repreneur et passe directement avec lui les accords nécessaires.

Mise en œuvre :

L'option reprise Individuelle est directement organisée par la Collectivité et offerte par le(s) Repreneur(s) choisi(s) par la Collectivité.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Prix de reprise et Qualité des Matériaux

Le contrat et le prix de reprise des Matériaux sont librement négociés entre la Collectivité et le Repreneur.

La qualité et le type de conditionnement des Matériaux triés peuvent être précisés par des prescriptions techniques particulières librement négociées entre la Collectivité et le Repreneur.

Durée du Contrat de reprise :
La durée des Contrats de reprise est déterminée librement par la Collectivité et le Repreneur.

Contenu du Contrat de reprise :

La Collectivité qui choisit cette option signe avec le Repreneur Contractuel de son choix un Contrat de reprise librement négocié.

La Collectivité s'assure que le Contrat de reprise reprend les principes et obligations suivants, exigés par l'Eco-organisme pour le paiement des soutiens et/ou le contrôle des déclarations :

- Respect des obligations de Traçabilité et de déclaration, via notamment la plateforme de déclaration mise à la disposition des Repreneurs, dans des délais compatibles avec les exigences du présent Contrat ;
- Acceptation par ses Repreneurs et/ou ses Destinataires finaux (recycleurs) et de leurs intermédiaires éventuels des contrôles de l'Eco-organisme ;
- Obligation par ses Repreneurs et/ou ses Destinataires finaux (recycleurs) de pouvoir justifier de la qualité des Flux repris en cas de contrôle ;
- Dans l'hypothèse où le Repreneur effectue des opérations de Recyclage hors Union européenne, obligation de respecter le référentiel de contrôle aval en vigueur utilisé par les éco-organismes pour contrôler que les opérations de Recyclage en dehors de l'Union européenne se sont déroulées conformément à ce principe. Le référentiel de contrôle en vigueur est librement consultable sur le site internet de l'Eco-organisme qui informe la Collectivité des éventuelles évolutions du référentiel.

5.3 Option de Reprise Titulaire

5.3.1 Solution transitoire, monoflux, Flux développement

La « **Reprise Titulaire** » est mise en œuvre par l'Eco-organisme, conformément au Cahier des charges (art. 6.3, 6.4, 6.5), pour les Flux suivants :

Standard Flux développement	L'Eco-organisme organise la reprise des déchets d'emballages ménagers plastiques conformes au Standard Flux développement auprès de toute collectivité en garantissant à cette dernière une reprise en toutes circonstances et sans frais. Il organise également le Recyclage des déchets ainsi repris.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Standard Matériau plastique simplifié	L'Eco-organisme organise la reprise des déchets d'emballages ménagers plastiques conformes au Standard Matériau plastique simplifié auprès de toute collectivité, en garantissant à cette dernière une reprise en toutes circonstances et sans frais. Il organise également le Recyclage des déchets ainsi repris. Le coût correspondant à la prise en charge par l'Eco-organisme de ces tonnages vient pour partie en déduction du soutien à la tonne versée à la Collectivité par l'Eco-organisme ; cette déduction est inférieure à 15 % du montant de ce soutien.
Modèles transitoires	Afin de finaliser la mise en œuvre de l'Extension des consignes de tri, l'Eco-organisme propose aux collectivités, d'organiser de manière transitoire la reprise des déchets d'emballages ménagers plastiques conformes aux Standards du modèle transitoire de tri, à l'exception du Flux PET clair. L'Eco-organisme organise dans ce cas la reprise en toutes circonstances et sans frais auprès de la Collectivité de ces déchets d'emballages pour toute la durée durant laquelle la Collectivité produit les Standards du modèle transitoire de tri des plastiques. Il organise également le Recyclage des déchets ainsi repris. Cette option de reprise est ouverte à toute collectivité respectant les conditions ci-après : - la Collectivité est engagée dans une démarche d'Extension des consignes de tri sur son territoire ; - la Collectivité est engagée dans un projet de centre de tri visant la production de Flux suivant un modèle de tri à deux Standards plastique (avec Flux développement) avant le 1er janvier 2026 ; - la capacité du centre de tri préexistant de la Collectivité lui permet de produire les Flux du modèle transitoire de tri des plastiques.

SPECIMEN

La Reprise Titulaire est mise en œuvre pour les Flux susvisés par l'Eco-organisme auprès de la Collectivité en qualité de Repreneur Contractuel.

Dans le cadre de la reprise Titulaire, la Collectivité bénéficie de la part de l'Eco-organisme des mêmes conditions de reprise, et en particulier d'un prix unique sur tout le territoire, quelles que soient sa taille et sa situation géographique.

La signature du contrat « Reprise Titulaire » garantit à la Collectivité la reprise et le Recyclage au prix minimum de 0€ /Tonne (zéro euro par tonne) départ centre de tri.

L'Eco-organisme déclare à la Collectivité les tonnes qui donnent lieu à la reprise Titulaire.

Le Contrat de reprise Titulaire constitue un accessoire du présent Contrat et lui est annexé. En cas de changement d'Eco-organisme le Contrat de reprise Titulaire est caduque de plein droit.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

5.3.2 Modalités de la reprise et du traitement des refus de tri issus des centres de tri

Conformément à l'article 6.6 du Cahier des charges, la Collectivité peut faire la demande de bénéficier dans le cadre du présent Contrat de la reprise des refus de tri des déchets EMPG issus de ses centres de tri dès lors que :

- La Collectivité est en Extension des Consignes de Tri (ECT) ;
- La Collectivité est cliente d'un centre de tri performant, au sens de l'arrêté du 20 février 2023, et produisant -ou engagé à produire avant le 01 janvier 2026 du Flux développement / monoFlux.

Lorsque la Collectivité en fait la demande auprès de l'Eco-organisme, et dès lors que ces conditions sont remplies, l'Eco-organisme organise la reprise, c'est-à-dire le transport et le traitement, des refus pour la Collectivité à sa demande. L'Eco-organisme finance la totalité des coûts de reprise.

Lorsque la Collectivité souhaite bénéficier de cette option de reprise, les soutiens financiers versés dans le cadre du Barème aval font l'objet d'une réfaction correspondant aux coûts induits pour l'Eco-organisme s'agissant de la gestion des déchets autres que les déchets EMPG qui sont présents dans les refus de tri (tel que précisé dans l'article 6.6 du Cahier des charges).

Cette réfaction est calculée à partir des tonnes dont les coûts de gestion sont à la charge de la Collectivité comme suit :

> ***Tonnes dont les coûts font l'objet d'une réfaction à la CL = tonnes de refus pris en charge par l'Eco-organisme – tonnes de déchets EMPG***

Les tonnes des déchets EMPG présents dans les refus sont calculées à partir d'une étude de caractérisation nationale réalisée par les éco-organismes en lien avec l'ADEME.

En cas de révision de ces tonnes de déchets EMPG présents dans les refus, l'information dès que validée par l'ADEME est notifiée à la Collectivité sous deux mois par les Eco-organismes. La révision prend effet à la date de notification à la Collectivité.

Si la collectivité est bénéficiaire de la reprise des refus de tri par l'Eco-organisme au titre de la présente clause, elle ne peut bénéficier du Soutien financier à la Valorisation énergétique des emballages dans les refus de tri issus des centres de tri.

5.4 Standards expérimentaux

Conformément au Cahier des charges (articles 6.1.1.4 et 9.2.1), l'Eco-organisme peut proposer à la Collectivité des Standards expérimentaux. Dans ce cas, la Collectivité signe une convention spécifique avec l'Eco-organisme pour définir les modalités de mise en œuvre de cette expérimentation. Cette convention définit notamment :

- le Standard expérimental ;
- le soutien éventuellement différencié qui lui est associé ;
- les éventuelles garanties de reprise et de Recyclage proposées, par catégories et sous catégories de déchets.
- Les exigences de Traçabilité et de contrôle qui sont les mêmes que pour les autres Standards.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

5.5 Caractérisation de la qualité des Flux repris

Afin de s'assurer de la qualité des Flux triés et repris par l'ensemble des opérateurs, l'Eco-organisme procède ou fait procéder à des caractérisations de la qualité de ces différents Flux. Ces caractérisations doivent permettre d'analyser le respect des prescriptions des Standards et les éventuels écarts. La Collectivité s'engage à reporter dans son contrat avec ses partenaires la possibilité d'intervention de l'Eco-organisme pour réaliser ces caractérisations.

Les résultats par Flux font l'objet d'une communication auprès de la Collectivité et des opérateurs concernés par ce Flux, dans un délai de trois mois.

Les résultats consolidés sur une année font l'objet d'un rapport annuel publié avant fin avril N+1.

Ces caractérisations devront permettre par ailleurs d'évaluer la part des bouteilles plastiques de boissons dans les tonnages triés permettant le suivi de l'atteinte de l'objectif de collecte pour Recyclage.

Article 6 - Traçabilité et Contrôles

6.1 Obligations de la Collectivité en matière de Traçabilité

La Collectivité s'engage à déclarer les tonnes par Standard à chaque étape de la chaîne de Recyclage, depuis la collecte jusqu'au recycleur-utilisateur final. Cette déclaration inclut notamment les points d'enlèvement, les repreneurs et les intermédiaires éventuels.

La Collectivité doit garantir la Traçabilité des Flux, indépendamment de l'option de reprise choisie, à l'exception des Flux dont la reprise et le Recyclage sont organisés par l'Eco-organisme.

La Collectivité veille à ce que ses Repreneurs Contractuels respectent les obligations suivantes :

- Assurer la Traçabilité des tonnes conformes aux Standards jusqu'au recycleur-utilisateur final, via une déclaration sur la plateforme dématérialisée de l'Eco-organisme, qui fait office de Certificat de Recyclage dématérialisé ;
- Garantir que les tonnes respectent les Standards de qualité, et pouvoir en apporter la preuve lors d'un contrôle de l'Eco-organisme ;
- Fournir des preuves que tout traitement effectué en dehors de l'Union Européenne, le cas échéant, s'est déroulé dans des conditions équivalentes aux exigences légales applicables en vertu du Règlement 1013/2006 du 14 juin 2006 concernant les transferts des déchets et du règlement 2024/1157 du 11 avril 2024 relatif aux transferts de déchets.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

6.2 Contrôles externes

L'Eco-organisme peut réaliser ou faire réaliser par ses prestataires tous les contrôles nécessaires, sur place ou sur pièces, à tout point de la chaîne de Recyclage, depuis l'opérateur de tri ou de traitement jusqu'aux recycleurs-utilisateurs finaux de la matière.

Ces contrôles peuvent concerner des tonnages pour lesquels l'Eco-organisme aura déjà versé des soutiens.

Les contrôles de l'Eco-organisme couvrent au minimum les aspects suivants :

- La vérification auprès des acteurs intervenant en aval du centre de tri jusqu'au Recyclage final de l'exactitude des tonnages déclarés, repris et recyclés, par échantillonnage de lots déclarés comme repris et établissement de la Traçabilité de ces lots jusqu'au recycleur-utilisateur final.
- La vérification que les tonnages exportés en dehors de l'Union Européenne sont recyclés dans des conditions pour l'essentiel équivalentes aux exigences légales applicables en vertu de la directive 94/62/CE modifiée ;
- La vérification du respect des dispositions prévues sur les Standards de Recyclage.

La Collectivité s'engage à prendre connaissance, respecter et faire respecter le référentiel de contrôle qui décrit précisément l'organisation des contrôles. Le référentiel de contrôle en vigueur est librement consultable sur le site internet de l'Eco-organisme. L'Eco-organisme informe la Collectivité des éventuelles évolutions du référentiel.

6.3 Conséquences des contrôles et vérifications

6.3.1 Gestion des non-conformités

Si les contrôles révèlent des incohérences dans les données déclarées par la Collectivité et ses Repreneurs, ou tout autre non-conformité (défaut de Traçabilité, absence ou irrégularité des éléments justificatifs requis, non-respect des Standards, non-respect des conditions de Recyclage hors Union Européenne, données non valides…), l'Eco-organisme en informe la Collectivité par écrit (courrier ou courriel) et, le cas échéant, son ou se(s) Repreneur(s). Elle se réserve la possibilité, en parallèle, d'ajuster à titre conservatoire le montant des soutiens et des acomptes correspondant aux tonnes litigieuses.

La Collectivité et/ou le(s) Repreneur(s) ont alors 45 jours calendaires à compter de la réception par la Collectivité de l'information susvisée pour transmettre des observations et notamment pour apporter toutes explications utiles et/ou tous justificatifs ou éléments probants.

Au besoin, une concertation pourra être organisée entre l'Eco-organisme, la Collectivité et/ou le(s) Repreneur(s), aux fins notamment d'identifier les causes de la non-conformité et les solutions pour y remédier.

A l'issue de la procédure contradictoire prévue ci-avant, si l'Eco-organisme conclut, au regard des pièces du dossier, à un ou plusieurs manquements de la Collectivité, l'Eco-organisme pourra régulariser en conséquence, à titre définitif, les soutiens versés ou à verser.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

6.3.2 Régularisation des soutiens financiers

Un arrêté des comptes sera alors établi par l'Eco-organisme afin qu'aucune tonne litigieuse ne fasse l'objet d'un soutien. Dans l'hypothèse où les tonnes litigieuses auraient déjà été prises en compte pour le calcul des soutiens, l'Eco-organisme constatera l'existence d'un trop-perçu à récupérer selon les modalités propres à l'Eco-organisme prévues en Annexe 2 (*Modalités de déclaration et de versement des soutiens*).

6.3.3 Plan d'actions

Dans le cadre de la concertation prévue à l'article 6.3.1 (*Gestion des non-conformités*), et notamment dans l'hypothèse où les contrôles mettent en évidence un écart important et répété de la qualité des déchets d'emballages ménagers triés par rapport aux Standards, un plan d'actions pourra être élaboré conjointement par l'Eco-organisme, la Collectivité, ses Repreneur(s) et/ou prestataire(s) afin de remédier aux non-conformités, à charge pour la Collectivité de s'assurer de sa mise en œuvre.

La validation et la mise en œuvre du plan d'actions sont sans incidence sur le droit pour l'Eco-organisme de régulariser les soutiens versés ou à verser dans les conditions prévues à l'article 6.3.1 (*Gestion des non-conformités*).

Article 7 – Mesures d'accompagnement

7.1 Principes généraux

Dans le cadre des mesures d'accompagnement prévues au Cahier des charges, l'Eco-organisme soutient la Collectivité et le cas échéant leurs opérateurs pour l'amélioration de la Performance de collecte et de Recyclage et de maîtrise des coûts tout en veillant au respect du principe de proximité.

Ces mesures d'accompagnement peuvent concerner tout dispositif ou toute action de nature à assurer la hausse des tonnes de la collecte séparée ou du tri. Elles font l'objet d'appels à projet. Les coûts humains et les dépenses de communication associées sont également éligibles y compris ceux à l'investissement.

Dans ce cadre, l'Eco-organisme signe le cas échéant avec la Collectivité un contrat spécifique accessoire au présent Contrat auquel cas des conditions spécifiques de résiliation du contrat type de collecte sélective sont applicables conformément au 14.3.1.3.

Ces mesures s'inscrivent en cohérence avec la planification régionale (plans régionaux de prévention et de gestion des déchets).

Ces mesures viseront notamment les actions suivantes :

- optimiser les dispositifs de collecte et de tri des déchets concernés selon des critères techniques, économiques, sociaux et environnementaux avec notamment des investissements relatifs à l'amélioration de la Performance de collecte, du taux de captage, du contrôle qualité des balles produites ou reçues ;
- accompagner le passage au multi-Matériaux ;
- expérimenter la collecte séparée des cartons ;

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

- accompagner la Collectivité déjà en Extension des consignes de tri et qui produisent un Standard Matériau plastique sans Flux développement vers un Standard Matériau plastique avec Flux développement ; le montant alloué par l'Eco organisme couvre l'ensemble des couts supportés par la Collectivité ;
- accompagner l'évolution des schémas de collecte en cohérence avec les recommandations de l'ADEME sur les modalités de collecte ;
- accompagner les investissements pour mettre en place un dispositif de fiscalité incitative ;
- réaliser une communication ciblée sur la base d'un plan de communication et distincte des actions de communication déjà soutenues au titre du soutien à la communication et aux ambassadeurs de tri.

7.2 Actions spécifiques à la collecte Hors Foyer pris en charge par le SPPGD ou le service propreté des collectivités territoriales

L'Eco-organisme proposera, principalement au travers d'appels à projets, des mesures d'accompagnement visant à préparer à la généralisation de la collecte séparée pour Recyclage des déchets d'emballages des produits consommés hors foyer, collectés par le SPPGD ou par le service propreté des collectivités territoriales.

Il s'agira en particulier d'un soutien aux dépenses d'investissement nécessaires pour équiper les zones principalement concernées des collectivités en dispositifs de collecte adaptés. Les coûts humains et les dépenses de communication associées sont également éligibles.

- Dans ce cadre, l'Eco-organisme signe le cas échéant avec la Collectivité un contrat spécifique accessoire au présent Contrat type de collecte sélective, auquel cas des conditions spécifiques de résiliation du contrat type de collecte sélective sont applicables conformément au 14.3.1.3.

L'Eco-organisme mettra en place un suivi de la Performance de la collecte des déchets d'emballages ménagers issus de la consommation hors foyer SPPGD.

7.3 Caractérisation du contenu de la collecte

En vue de la détermination de Performances de collecte individualisées par collectivité et en application du 5.2.5.3 du Cahier des charges d'agrément, l'Eco-organisme assurera la caractérisation du contenu des Ordures ménagères résiduelles des collectivités territoriales. Il renouvelle cette caractérisation annuellement. Toutefois, il peut proposer de réduire la fréquence de cette caractérisation pour les collectivités les plus performantes.

Deux options sont offertes à la Collectivité :

Option 1 Caractérisation par la Collectivité	La Collectivité indique, pour chaque année avant le 31 mars, si elle souhaite réaliser la mesure de caractérisation de la collecte des Ordures ménagères, et le cas échéant : o Elle apporte la preuve du respect en tous points de la Méthodologie de la campagne de caractérisations des emballages et papiers dans les Ordures ménagères

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

	(élaborée avec l'ADEME) ou par celle du Modecom 2024 (ou ultérieurs) ; o Elle bénéficie des soutiens prévus par l'Eco-organisme au titre de la caractérisation.
Option 2 Caractérisation par l'Eco-organisme	A défaut de souscription de l'option 1 ou de respect des conditions afférentes, l'Eco-organisme prend toutes les mesures nécessaires pour réaliser les mesures de caractérisation de la collecte des Ordures ménagères, et collabore avec la Collectivité à cette réalisation tant dans l'élaboration du plan d'échantillonnage que dans l'organisation logistique. A ce titre, la Collectivité est informée quinze (15) jours calendaires minimum avant la réalisation de la caractérisation et l'entrée dans ses installations, et ne peut annuler la caractérisation au-delà de sept (7) jours calendaires avant la date fixée. A défaut, l'Eco-organisme se réserve le droit d'appliquer une sanction pécuniaire visant à couvrir le préjudice subi.

L'Eco-organisme et l'ADEME définissent la Méthodologie, cette Méthodologie s'applique à l'ensemble de la Filière REP EMPG. Les données résultant de ces caractérisations sont transmises à l'ADEME dans un format aisément réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé.

La Collectivité reçoit les données brutes et fiabilisées issues des caractérisations effectuées sur son territoire.

Article 8 - Confidentialité, transmission et utilisation des données

8.1 Principe

Les données et informations individuelles de la Collectivité, qui auront été transmises à l'Eco-organisme par la Collectivité et/ou ses Repreneurs Contractuels pour l'application du présent Contrat, et expressément identifiées comme confidentielles sont considérées comme des informations confidentielles au titre du présent Contrat (ci-après « Informations confidentielles »).

L'Eco-organisme s'engage à les traiter comme telles et à ne pas les utiliser à des fins autres que l'exécution de ses missions au titre du Cahier des charges.

La Collectivité reste libre de les exploiter à sa convenance et de lever cette confidentialité pour permettre la publication de tout ou partie de ses données et informations individuelles.

Tant que la confidentialité n'est pas levée par la Collectivité, l'Eco-organisme s'engage à ne pas communiquer à des tiers des données et informations individuelles de la Collectivité autrement que sous une forme agrégée.

L'Eco-organisme s'engage en outre à garantir la confidentialité des données commerciales qu'il reçoit des Repreneurs.

La présente clause survit au terme contractuel, quelle qu'en soit la cause, pendant cinq ans.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

8.2 Exceptions

L'Eco-organisme peut néanmoins librement utiliser, diffuser et/ou publier ces données sous une forme agrégée, notamment pour communiquer dans le cadre d'informations régionales ou nationales. On entend par données sous une forme agrégée des données portant sur des indicateurs nationaux, régionaux ou départementaux et ne permettant pas d'identifier les données individuelles de la Collectivité.

8.2.1. Données de Performance de la Collectivité

Par dérogation aux stipulations de l'article 8.1 (*Principe*), et conformément aux dispositions du Cahier des charges, l'Eco-organisme peut rendre publiques, pour chaque Matériau, les quantités de Déchets d'emballages ménagers et les papiers graphiques recyclées et soutenues, en kg par habitant et par an.

8.2.2. Transmission de données à l'ADEME

Par dérogation aux stipulations de l'article 8.1 (*Principe*), et conformément aux dispositions du code de l'environnement et du Cahier des charges, l'Eco-organisme communiquera à l'ADEME les données et informations prévues par l'arrêté ministériel pris pour l'application des articles L. 541-10-13, L. 541-10-14 et L. 541-10-16 du code de l'environnement, et ce conformément aux stipulations dudit arrêté.

Dans ce cadre, l'Eco-organisme peut transmettre à l'ADEME, dans le respect du secret industriel et commercial, les données et informations utiles à l'exercice des missions de cette dernière. Ces données et informations incluent notamment les données suivantes :

- données d'identification (nom de la Collectivité, coordonnées du siège, population, Périmètre contractuel dont nombre de communes) ;
- données de prise d'effet et d'échéance contractuelle : dates de signature, de prise d'effet et d'échéance du présent Contrat ;
- données issues des déclarations d'activité (Tonnes Recyclées, suivis des unités d'incinération, etc.) ;
- montants des soutiens versés par l'Eco-organisme à la Collectivité au titre du Barème aval ;
- données relatives à l'organisation du service de Collecte sélective et de tri (Flux de Collecte sélective en population desservie en Porte à porte ; Flux de Collecte sélective en apport volontaire ; type et couleur des containers recevant les Flux d'emballages légers de la Collectivité en Porte à porte et en apport volontaire ; fréquence des collectes en Porte à porte ; type de véhicule pour assurer la collecte) ;
- option de reprise choisie par la Collectivité pour chaque Standard par Matériau.

La transmission de ces données est subordonnée au respect, par l'ADEME, de la confidentialité des données et informations transmises.

La liste susvisée des données et informations pouvant être transmises à l'ADEME n'est pas exhaustive et peut être complétée à la demande de l'ADEME.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

8.2.3. Exceptions génériques

Ne sont en tout état de cause pas considérées comme Informations Confidentielles toutes les informations échangées entre les Parties en vue de et pour l'exécution du Contrat pour lesquelles l'une ou l'autre des Parties peut apporter la preuve de l'un ou plusieurs des cas listés ci-après :

- elles sont tombées dans le domaine public préalablement à leur divulgation ou après celle-ci, mais dans ce cas, en l'absence de toute faute de sa part ;
- elles lui sont déjà connues avant leur obtention en provenance de la Partie Emettrice ;
- elles ont été reçues d'un tiers de manière licite et qu'elles ne sont pas couvertes par une obligation de confidentialité ;
- leur confidentialité a été levée par les Parties ;
- elles sont le résultat de travaux et/ou d'une élaboration et/ou d'un développement internes entrepris indépendamment de bonne foi par le personnel de la Partie Réceptrice n'ayant pas eu accès à ces informations confidentielles ;
- leur utilisation et leur divulgation ont été autorisées par écrit par la Partie Émettrice ;
- la loi, la réglementation applicable, ou une autorité administrative ou judiciaire obligerait à divulguer, y compris sous forme de mise à disposition du public. Dans le cas où la divulgation ne serait pas imposée par un texte à portée générale (loi ou règlement), la Partie réceptrice s'engage à informer la Partie émettrice de la divulgation concernée.

Les stipulations du présent article priment le cas échéant sur celles des articles 8.2.1 (*Données de Performance de la Collectivité*) et 8.2.2 (*Transmission de données à l'ADEME*) ci-avant.

SPECIMEN

Article 9 - Dématérialisation des relations contractuelles

L'Eco-organisme privilégie les procédures dématérialisées dans sa relation avec la Collectivité et ses partenaires.

Cette dématérialisation s'applique :

- A la contractualisation (contrat et avenants) ;
- A la mise à jour des données techniques et financières ;
- Aux déclarations des tonnages, et autres données sur la communication ou les coûts ;
- Au bilan annuel des tonnages et soutiens versés ;
- A la part des tonnages effectivement recyclés par destination géographique des recycleurs-utilisateurs finaux ;
- Aux factures ;
- Aux supports de communication de l'Eco-organisme.

Article 10 - Modalités de contractualisation

Le Contrat est signé au moyen d'un outil électronique approuvé par les Parties, par le représentant légal de la Collectivité et de l'Eco-organisme, dûment habilité à signer le Contrat.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Les Parties s'engagent à recourir à un procédé fiable d'identification présentant un niveau de sécurité satisfaisant.

Les Parties s'assurent de la véracité et de la conformité des informations inscrites au Contrat.

Chaque Partie est seule et pleinement responsable :

- De l'utilisation régulière et sécurisée des accès à l'outil électronique dont elle dispose ;

De la vérification de la conformité des informations inscrites au Contrat avant la signature.

Article 11 - Modification du Contrat

11.1 – Modification du contrat type unique de collecte sélective

11.1.1 – Modification faisant suite à une modification du Cahier des charges

11.1.1.1. Modification des Documents de l'OCAPEM

En cas de modification des Documents de l'OCAPEM résultant d'une modification du Cahier des charges, la Collectivité est informée et peut consulter librement la nouvelle version sur le site internet de l'Eco-organisme.

Cette modification s'applique à la date prévue par l'arrêté modificatif, ou, à défaut, au 1er janvier de l'année suivant sa publication.

En cas de refus de la Collectivité d'appliquer la modification, celle-ci pourra résilier le Contrat dans les conditions prévues à l'article 12.3.3.1 (*Résiliation en cas de modification des Documents de l'OCAPEM*) du présent Contrat.

11.1.1.2. Modification des autres dispositions du Cahier des charges

En cas de modification du Cahier des charges ayant un impact sur le présent Contrat, ce dernier est modifié en conséquence. Ces nouvelles modalités contractuelles s'appliquent à la date prévue par l'arrêté modificatif ou, à défaut, au 1er janvier de l'année suivant sa publication.

Ces modifications contractuelles font l'objet d'un avenant dématérialisé.

Si la Collectivité refuse tout ou partie des modifications proposées, elle doit en informer l'Eco-organisme, via l'espace dédié en ligne, dans un délai de deux mois à compter de la réception de l'avenant dématérialisé. Le Contrat peut alors être résilié par l'une ou l'autre des Parties, avec effet à la date d'entrée en vigueur de l'avenant dématérialisé.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

11.1.2 – Autres modifications du Contrat

Le présent Contrat peut être modifié après concertation entre l'Eco-organisme et les représentants des collectivités territoriales telles que représentées en formation emballages ménagers de la commission des Filières REP et après avis conjoint des ministères en charge de l'environnement, de l'économie, de l'industrie, de l'agriculture et des collectivités territoriales.

Ces modifications contractuelles font l'objet d'un avenant dématérialisé précisant la date de son entrée en vigueur.

Si la Collectivité refuse tout ou partie des modifications proposées, le Contrat pourra être résilié dans les conditions prévues à l'article 12.3.3.3 (*Résiliation en cas de modification des autres dispositions du contrat type unique de collecte sélective*) du présent Contrat.

11.2 – Modifications spécifiques à la Collectivité

11.2.1 – Modifications statutaires

Les modifications statutaires sont les modifications concernant :

- le nom de la Collectivité ;
- la structure juridique de la Collectivité ;
- le Périmètre de la Collectivité ;
- la compétence de la Collectivité en matière de collecte et/ou traitement des déchets ménagers.

a) Information de l'Eco-organisme

La Collectivité informe l'Eco-organisme de toute modification statutaire via l'espace dématérialisé dédié, au plus tard le 31 décembre de l'année de prise d'effet de la modification statutaire. La Collectivité transmet, dans le même délai, la copie du ou des acte(s) modificatif(s) (arrêté(s) préfectoral(ux) et statuts) attestant de la modification.

b) Prise d'effet aux fins du présent Contrat

Changement de nom, de structure juridique

Si l'Eco-organisme est informé avant le 31 décembre de l'année de prise d'effet de la modification statutaire, celle-ci est prise en compte, aux fins du présent Contrat :

- au 1er janvier de la même année si la modification prend effet un 1er janvier ;
- le premier jour du trimestre civil suivant la prise d'effet de la modification, dans les autres cas.

Si l'Eco-organisme est informé après le 31 décembre de l'année de prise d'effet de la modification statutaire, celle-ci est prise en compte, aux fins du présent Contrat, au 1er janvier de l'année au cours de laquelle la Collectivité en a informé l'Eco-organisme.

Changement de Périmètre et/ou de compétence

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Si l'Eco-organisme est informé avant le 31 décembre de l'année de prise d'effet du changement de Périmètre, celui-ci est pris en compte, aux fins du présent Contrat, au 1er janvier :

- de la même année si le changement prend effet un 1er janvier ;
- de l'année suivante, dans les autres cas.

Si l'Eco-organisme est informé après le 31 décembre de l'année de prise d'effet du changement de Périmètre, celui-ci est pris en compte, aux fins du présent Contrat, au 1er janvier de l'année au cours de laquelle la Collectivité en a informé l'Eco-organisme.

Modification emportant la caducité de plein droit du présent Contrat

Si la modification emporte la caducité de plein droit du présent Contrat, celui-ci prend fin dans les conditions prévues à l'article 12.4.2 (*Modification statutaire de la Collectivité*).

c) Réception et actualisation

L'Eco-organisme accuse réception des modifications statutaires déclarées conformément au présent article en actualisant les données de la Collectivité sur l'espace dématérialisé dédié et en précisant la date de prise en compte de la modification aux fins du présent Contrat.

11.2.2 – Autres modifications

Toute autre modification des données spécifiques à la Collectivité (mode de traitement, option de reprise, nom du Repreneur, centre de tri, etc.) doit être déclarée sur l'espace dématérialisé dédié au plus tard le 31 décembre de l'année de prise d'effet de cette modification.

La modification ainsi déclarée est prise en compte, aux fins du présent Contrat, à compter du premier jour du trimestre civil au cours duquel intervient la modification.

L'Eco-organisme en accuse réception en actualisant les données de la Collectivité sur l'espace dématérialisé dédié et en précisant la date de prise en compte de cette modification aux fins du présent Contrat.

SPECIMEN

Article 12 – Prise d'effet et terme du Contrat

12.1 Prise d'effet du Contrat

Pour la période de janvier à décembre 2025, le Contrat prend effet de manière rétroactive au 1er janvier 2025 sous réserve d'une délibération avant le 30 avril 2025.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Cas spécifiques :

- Dans le cas de fusion ou scission de collectivités, la nouvelle collectivité doit délibérer avant le 30 juin N pour une prise d'effet rétroactive au 1er janvier N. A défaut, la prise d'effet est reportée au 1er janvier de l'année suivante.

- Dans le cas de changement d'Eco-organisme, le Contrat prend effet :
  - Au 1er janvier en N+1 si la Collectivité notifie ce changement avant le 30 septembre de l'année N.
  - Au 1er janvier en N+2 si la Collectivité notifie ce changement après le 30 septembre de l'année N.

En outre, dans le cas où la Collectivité était précédemment sous contrat avec un autre éco-organisme, pour tout ou partie du Périmètre contractuel, cette notification doit être accompagnée des éléments suivants :

- preuve de la résiliation du précédent contrat et de la date de prise d'effet de cette résiliation (copie du courrier) ;
- preuve du Périmètre couvert par le précédent contrat (copie de la déclaration de Périmètre) ;
- le dernier bilan annuel disponible des tonnes par Matériau réel et /ou prévisionnel ; et
- La délibération de signature avec le nouvel Eco-organisme.

12.2 Terme du Contrat

Le terme du Contrat est fixé au 31 décembre 2029.

Les Parties pourront annuellement le dénoncer dans les conditions prévues à l'article *14.3. (Résiliation)*.

Par exception, lorsqu'elle a conclu avec l'Eco-organisme le Contrat de reprise des Standards des modèles de tri transitoires des plastiques, la Collectivité s'engage à demeurer co-contractante de l'Eco-organisme dans le cadre du présent Contrat jusqu'au terme prévu dans le Contrat de reprise précité.

12.3 Résiliation

12.3.1 Cas de résiliation au choix de la Collectivité

12.3.1.1. Dénonciation

La Collectivité peut dénoncer le contrat type unique de collecte sélective auprès de l'Eco-organisme dans les conditions suivantes :

- en adressant une lettre recommandée avec avis de réception signée par le Président de la Collectivité ou la délibération associée à cette décision,
- au plus tard le 30 septembre, la date de réception faisant foi, pour une résiliation au 31 décembre de la même année.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

12.3.1.2. Exceptions à la faculté de dénonciation

Par exception, pour toute Collectivité qui contractualise avec un Eco-organisme dans le cadre d'une mesure d'accompagnement, le terme du présent Contrat intervient au 31 décembre de l'année au cours de laquelle intervient celui du contrat « mesure d'accompagnement ».

En conséquence, la résiliation (visée à l'article 12.3.1.1 *Dénonciation* du contrat type unique de collecte sélective) ne pourra être effective avant cette date.

Ainsi, en cas de sélection de son projet par l'Eco-organisme, si la Collectivité lauréate de l'appel à projets souhaite que la Collectivité signataire du présent Contrat conserve son droit à la résiliation annuelle, elle a la liberté de refuser de signer le contrat « mesure d'accompagnement ».

Pour rappel, la durée du contrat mesure d'accompagnement est égale à la durée du projet soldé par l'Eco-organisme (le rapport final doit être transmis dans un délai maximum de trois (3) mois après la fin du projet, sauf exception pour les métropoles, six (6) mois maximum, dans la limite maximum de trois (3) ans de durée totale du projet), telle que convenue d'un commun accord dans le cadre du contrat « mesures d'accompagnement » entre la Collectivité et l'Eco-organisme. La durée devra être en lien avec l'envergure des projets dans la limite maximum de trois (3) ans par projet.

12.3.2. Résiliation pour manquement

En cas de manquement grave de l'une des Parties à ses engagements contractuels, le présent Contrat peut être résilié à l'initiative de l'autre Partie, à l'expiration d'un délai d'un mois après envoi à la Partie défaillante d'une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception demeurée sans effet (la date de réception faisant foi).

12.3.3 Résiliation faisant suite à une modification du contrat type unique de collecte sélective

12.3.3.1 Résiliation en cas de modification des Documents de l'OCAPEM

En cas de refus des modifications des Documents de l'OCAPEM, la Collectivité pourra dénoncer le contrat en adressant à l'Eco-organisme une lettre recommandée avec avis de réception signée par le Président de la Collectivité ou la Délibération associée à cette décision.

Le contrat sera résilié à la date d'entrée en vigueur de la modification.

12.3.3.2 Résiliation en cas de modification des autres dispositions du Cahier des charges

En cas de modification du Cahier des charges ayant un impact sur le présent Contrat, le présent Contrat est modifié en conséquence. Ces nouvelles modalités contractuelles s'appliquent à la date prévue par l'arrêté modificatif ou, à défaut, au 1er janvier de l'année suivant sa publication.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Si la Collectivité refuse tout ou partie des modifications proposées, elle doit en informer l'Eco-organisme, via l'espace dédié en ligne, dans un délai de deux mois à compter de la réception de l'avenant dématérialisé. Le Contrat peut alors être résilié par l'une ou l'autre des Parties, avec effet à la date d'entrée en vigueur de l'avenant dématérialisé.

12.3.3.3 Résiliation en cas de modification des autres dispositions du contrat type unique de collecte sélective

Si la Collectivité refuse tout ou partie des modifications proposées, elle doit en informer l'Eco-organisme, via l'espace dédié en ligne, dans un délai de deux mois à compter de la réception de l'avenant dématérialisé. Le Contrat peut alors être résilié par l'une ou l'autre des parties, avec effet à la date d'entrée en vigueur de l'avenant dématérialisé.

12.4 Caducité du Contrat

12.4.1 Retrait ou non-renouvellement de l'agrément de l'Eco-organisme

Le présent Contrat prend fin de plein droit avant son échéance normale en cas de retrait par les autorités compétentes de l'agrément de l'Eco-organisme, sans que la Collectivité puisse réclamer à l'Eco-organisme une quelconque indemnité à ce titre.

Il est précisé qu'en application de l'article L. 541-10-7 et R. 541-123 du code de l'environnement, l'Eco-organisme met en place un dispositif financier visant à assurer la prise en charge, pendant deux mois, des coûts de collecte et de traitement des déchets, qui seraient supportés, en cas de défaillance de l'Eco-organisme, par les personnes auxquelles il apporte une contribution financière.

Dans un tel cas de défaillance, le ministre chargé de l'environnement peut désigner un Eco-organisme agréé pour une autre Filière afin que ce dernier prenne à sa charge ces coûts supportés en disposant des fonds du dispositif financier prévus à cet effet.

12.4.2 Modifications statutaires de la Collectivité

Le présent Contrat prend fin de plein droit dans l'une ou l'autre des hypothèses suivantes :

- en cas de fusion avec création d'une nouvelle entité ou de dissolution de la Collectivité ;
- si la Collectivité n'exerce plus aucune compétence en matière de collecte et traitement des déchets (notamment en cas de transfert de cette compétence à une autre collectivité) ;
- en cas d'adhésion ou d'intégration de la Collectivité à une autre collectivité, lorsque cette collectivité est déjà ou devient titulaire d'un contrat avec l'Eco-organisme (ou avec une autre Société agréée) et lorsque ledit contrat s'étend à l'intégralité du Périmètre contractuel.

Si la modification intervient en cours d'année, le présent Contrat prend fin au 31 décembre de cette année et l'Eco-organisme met en place une période transitoire.

Aucune indemnité ne peut être réclamée par l'une ou l'autre des Parties au titre de la fin anticipée du présent Contrat.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

12.5 Conséquences du terme du Contrat

Cette clause est applicable quelle que soit la cause de terme (résiliation ou caducité) de la fin anticipée du Contrat.

Au terme du Contrat, un solde de tout compte final des sommes restant à couvrir jusqu'au 31 décembre, est dressé par l'Eco-organisme et transmis à la Collectivité.

En cas de trop-perçu constaté, la Collectivité doit rembourser à l'Eco-organisme les sommes indûment reçues. La Collectivité devra procéder au paiement dans les six (6) mois suivants le terme du Contrat.

En cas de résiliation pour changement d'Eco-organisme, le nouvel Eco-organisme versera les soutiens liés aux dépenses engagées à partir du 1er janvier de l'année suivant la résiliation, afin de respecter les principes de non double financement de la REP et d'Équilibrage entre les éco-organismes.

Enfin, dans tous les cas, l'Eco-organisme fournit à la Collectivité le dernier bilan annuel tonnes par Matériau réel et / ou prévisionnel disponible.

Article 13 - Divers

13.1 – Documents contractuels

Les annexes font partie intégrante du présent Contrat. Toutefois, en cas de contradiction entre les annexes et les articles du présent Contrat, les termes des articles du Contrat prévaudront.

13.2 – Cession de Contrat

Le présent Contrat ne peut être cédé ou transféré en tout ou partie par la Collectivité sans l'accord écrit préalable de l'Eco-organisme.

13.3- Assurance et responsabilité

Responsabilité et Garantie

1. Chaque Partie déclare détenir tous les droits, compétences légales ou réglementaires et autorisations nécessaires lui permettant de conclure le Contrat et de le mettre en œuvre.

Le cas échéant, la Collectivité reconnait bénéficier des transferts de compétences nécessaires, des conventionnements, de la délégation ou encore du mandat nécessaire à l'exécution du Contrat de la part de ses collectivités membres.

2. Chaque Partie est responsable de la bonne exécution des obligations qui résultent pour elle du présent Contrat, ainsi que des dommages qu'elle pourrait causer à cette occasion à l'autre Partie et aux tiers, y compris lorsqu'elle recourt à des sous-traitants pour l'exécution du Contrat.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Chaque Partie s'engage dans ses relations avec les tiers auxquels elle recourt pour l'exécution du Contrat à prendre toutes les dispositions pour leur répercuter en miroir ses propres obligations contractuelles vis-à-vis de l'autre Partie.

3. Aucune Partie ne saurait être tenue pour responsable en cas de préjudice résultant des activités de l'autre Partie, ainsi que de la mise en œuvre du Contrat, retard ou de non-réalisation de tout ou partie des obligations aux tords de l'autre Partie.

4. Chaque Partie garantit en conséquence l'autre Partie contre toute action, réclamation, allégation, revendication ou opposition de la part de tout tiers et relative à ses activités.

5. Les Parties s'accordent, dès la conclusion du présent Contrat, pour interpréter les recommandations ou avis qui pourraient être dispensés par l'Eco-organisme pour la mise en œuvre du Contrat, comme insusceptibles en tant que tels d'engager sa responsabilité vis-à-vis de la Collectivité, non-plus que le non-succès des opérations de mise en place des avis et recommandations.

6. La présente clause survit au terme contractuel, quelle qu'en soit la cause, pendant cinq ans.

Assurance

La Collectivité s'engage à disposer de toutes les assurances et garanties nécessaires pour la prémunir contre les risques découlant de l'exécution du Contrat, et notamment d'une police d'assurance souscrite auprès de compagnies d'assurance notoirement solvables couvrant les responsabilités et/ou les dommages de toute nature qui peuvent survenir à l'occasion de la mise en œuvre du Contrat. La Collectivité renonce à recourir contre l'Eco-organisme et ses assureurs, et s'engage à obtenir la même renonciation de ses assureurs.

13.4 – Force majeure et circonstances exceptionnelles

L'inexécution d'une Partie à tout ou partie de ses obligations contractuelles ne sera pas considérée comme un manquement à ses obligations si cette inexécution est due à des circonstances exceptionnelles.

Relèvent des circonstances exceptionnelles :

- La force majeure, au sens de l'article 1218 du Code civil,
- Ainsi que tout évènement, même prévisible et résistible, de nature à déséquilibrer de manière substantielle l'économie du Contrat, c'est-à-dire, à rendre l'exécution de son obligation par la Partie affectée par la circonstance exceptionnelle, soit difficile, en ce qu'elle requiert la mise en place de mesures manifestement déraisonnables, soit manifestement trop onéreuse par rapport à l'économie du présent Contrat, en ce compris, mais sans s'y limiter, les évènements relevant des conditions de mise en œuvre du Cahier des charges de la REP EMPG telle que la coordination entre éco-organismes agréés de la Filière REP EMPG, ou les évolutions brutales du marché dont dépend le présent Contrat.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

La Partie invoquant des circonstances exceptionnelles devra en aviser l'autre Partie par écrit et s'efforcer de réduire les incidences de ces circonstances exceptionnelles sur l'exécution du présent Contrat. L'inexécution contractuelle devra être limitée à la durée des effets des circonstances exceptionnelles sur le contrat.

L'autre Partie peut résilier sans faute, ni préavis, le présent Contrat lorsque l'inexécution contractuelle excède une durée de deux mois. Elle notifie son intention par lettre recommandée avec accusé de réception, précisant la date effective de résiliation. Cette date est postérieure à celle à laquelle expire le délai de deux mois précité.

13.5 – Utilisation du logotype de l'Eco-organisme

Le logotype ainsi que la dénomination de l'Eco-organisme sont des marques propriétés exclusives de celui-ci.

Toute utilisation par les tiers y compris par la Collectivité, notamment, mais sans s'y limiter, à l'occasion de ses actions de communication sur la Collecte sélective et le tri, est subordonnée à l'accord préalable écrit de l'Eco-organisme. Cette utilisation du logotype doit être conforme aux règles stipulées dans la charte graphique de l'Eco-organisme tenue à la disposition de la Collectivité.

Toutefois, les outils de communication mis à disposition de la Collectivité par l'Eco-organisme seront systématiquement logotypés par l'Eco-organisme et ne nécessiteront pas d'autorisation expresse.

13.6 – Données à caractère personnel

Chacune des Parties fait son affaire des obligations lui incombant au titre de la règlementation relative à la protection des données à caractère personnel, en particulier du règlement 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ainsi que toute disposition légale ou réglementaire nationale et européenne et l'ensemble des recommandations, délibérations et autres normes édictées par la Commission Nationale de l'informatique et libertés (« règlementation Informatique et libertés »).

Chacune des Parties garantit l'autre Partie du respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, sans préjudice des obligations qu'elles peuvent avoir l'une à l'égard de l'autre et de leur responsabilité envers les personnes concernées.

Article 14 – Règlement des différends

Tout différend relatif à l'interprétation, la formation, l'exécution ou la résiliation du présent Contrat fera l'objet d'une tentative préalable de règlement amiable entre les Parties, matérialisée par au minimum deux réunions en visio-conférence ou en présentiel, entre les Parties.

En cas de différend en lien avec les soutiens au titre du Barème aval, la conciliation sera portée auprès du Comité de Concertation comprenant les associations représentatives des collectivités territoriales et l'Eco-organisme.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

A défaut de règlement amiable, le différend pourra être porté devant la juridiction compétente du tribunal de Paris.

Pour CITEO / ADELPHE :

.....

Directeur/Directrice Régional(e)

Fait à .....

le : .....

Pour la Collectivité :

.....

.....

Fait à .....

le : .....

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Annexes Communes

Annexe 1. Glossaire

Les termes employés dans le présent contrat et ses annexes correspondent aux définitions données ci-après :

Ambassadeur du tri

Ce soutien est calculé en fonction du nombre de postes d'Ambassadeurs du tri (ADT) sur le territoire de la Collectivité.

Est éligible au soutien à l'ADT (conditions cumulatives) :

- Toute personne employée au moins 60 jours par an (ou équivalent prorata temporis pour une personne embauchée en cours d'année) par la Collectivité (ou à la demande de la Collectivité, par une personne morale avec laquelle la Collectivité aura signé un contrat à cet effet)

- Toute personne qui effectue auprès du grand public des missions de sensibilisation et d'éducation sur la collecte, le tri des déchets d'emballages ménagers et des papiers mais aussi sur la prévention et réduction des déchets, le réemploi, le tri sur l'espace public, les déchets abandonnées d'emballages et de papier.

Le cas échéant le prorata précédemment évoqué est appliqué au soutien.

Les missions de l'Ambassadeur du Tri devront nécessairement inclure au moins l'une des actions suivantes : animations scolaire, animations publiques, contrôle de la qualité, opération de porte-à-porte dans les zones à faible performance de recyclage à l'échelle de la Collectivité.

Annexe

Une annexe du présent contrat.

Article

Un article du présent contrat.

Barème aval

Barème des soutiens bénéficiant aux collectivités territoriales, défini par le Cahier des charges d'agrément de la Filière REP EMPG.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Cahier des charges

Document publié par arrêté interministériel fixant les missions et obligations des éco-organismes de la filière des déchets d'emballages ménagers pour la période 2024-2029.

Certificat de recyclage

Ensemble des informations transmises par les Repreneurs Contractuels et/ou les Filières à L'Eco-organisme (via la plateforme dématérialisée mise à leur disposition ou, en cas d'indisponibilité, des outils informatiques de déclaration, en version papier, conformément au modèle Document de l'OCAPEM « *Certificat de recyclage* ») attestant du recyclage effectif des matériaux.

Le Certificat de recyclage est exigé quelle que soit l'option de reprise choisie par la Collectivité.

Le Certificat de recyclage sert :

- De justificatif au versement à la Collectivité des soutiens au recyclage (Scs, Spr et Srm), dans la limite des tonnes éligibles à ces soutiens ;
- De base aux contrôles diligentés par L'Eco-organisme afin de s'assurer de la réalité du recyclage effectif des matériaux ;
- À l'établissement du décompte trimestriel des tonnages effectivement recyclés, transmis annuellement par L'Eco-organisme à la Collectivité.

Certificat de tri

Ensemble des informations transmises par les Repreneurs Contractuels et/ou les Filières à L'Eco-organisme (via la plateforme dématérialisée mise à leur disposition ou, en cas d'indisponibilité, des outils informatiques de déclaration, en version papier) attestant du tri complémentaire des Standards à trier.

Ces informations comprennent, pour chaque Standard à trier :

- Le nom et l'adresse de l'opérateur effectuant le tri complémentaire ;
- Le bilan des tonnages entrants et sortants ;
- Le nom et l'adresse de chacun des recycleurs-utilisateurs finaux des différentes matières triées.

Coefficient de majoration à la performance de recyclage (Cmp)

Coefficient pris en compte pour calculer le soutien à la performance de recyclage (Spr). Ce coefficient est variable selon un indicateur unique de performance : le taux moyen de recyclage (TMR).

Collecte de proximité

Mode d'organisation de la collecte sélective dans lequel les contenants sont partagés, présents en permanence sur l'espace public, à proximité des consommateurs et adaptés aux contraintes urbanistiques.

Les contenants sont le plus souvent de grand volume pour favoriser la massification des déchets et rationaliser la collecte. Ils peuvent aussi être installés sur l'espace privé en pied d'immeuble, et également dans certains espaces de services très fréquentés (ex : parking de grandes surfaces, déchèteries).

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

A l'échelle de la collectivité, ce mode de collecte se caractérise par un réseau de points de collecte en nombre suffisant, visibles, pratiques d'accès, et bien répartis sur le territoire.

Collecte sélective / séparée

Mode de collecte des déchets d'emballages ménagers et de papiers graphiques préalablement séparés par les citoyens, à leur domicile, pour permettre leur tri et leur recyclage. La récupération des métaux sur mâchefers et compost ou une collecte de DEM en déchèterie ne caractérisent pas une Collecte sélective.

Collectivité

La commune, l'établissement public de coopération intercommunale ou le syndicat ayant la compétence collecte et/ou traitement des déchets ménagers et signataire du présent contrat avec l'Eco-organisme.

Contrat de reprise

Contrat régissant les relations entre la Collectivité et son Repreneur Contractuel concernant la reprise d'un ou plusieurs matériau(x) conforme(s) aux Standards de recyclage. Il fixe notamment pour une durée convenue les exigences de qualité du ou des Matériau(x) repris, leur prix de cession et organise la traçabilité jusqu'au Destinataire final (Recycleur). En option reprise Filières et en option reprise Fédérations, le contrat de reprise est conforme à un contrat type négocié par l'Eco-organisme avec, respectivement, les Filières et les Fédérations.

Déchets d'emballages ménagers et de papiers graphiques ou Déchets EMPG

Déchets résultant de l'abandon des emballages servant à commercialiser les produits consommés ou utilisés par les ménages, ainsi que les imprimés papiers (à l'exception des livres) et les papiers à usage graphique abandonnés par des utilisateurs finaux et entrant dans le périmètre contributif des éco-organisme de la filière Emballages Ménagers et Papiers Graphiques.

Déchèterie

Espace aménagé, gardienné, clôturé où le public peut apporter ses déchets encombrants et éventuellement d'autres déchets triés en les répartissant dans des contenants distincts en vue de valoriser et traiter (ou stocker) au mieux les matériaux qui les constituent.

Destinataire final (recycleur)

- Acier : aciériste ou préparateur (broyeur…).
- Aluminium : affineur ou préparateur (broyeur…).
- Papier-Carton : papetier.
- Plastiques : régénérateur apte à produire une matière première secondaire (paillettes ou granules) pouvant être utilisée dans un processus de production en substitution à de la matière vierge, sans générer de déchets.
- Verre : traiteur apte à produire du calcin utilisable en substitution de matières vierges.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Document(s) de l'OCAPEM

Documents élaborés par les éco-organismes de manière concertée au sein de l'OCAPEM, en concertation le cas échéant, avec les représentants des collectivités territoriales et approuvés par le Ministère en charge des filières REP, librement consultables sur les sites internet des éco-organismes.

Ces documents font partie du contrat type unique pour la collecte sélective.

Il s'agit des documents suivants :

- « Barème Aval »,
- « Certificat de Recyclage »,
- « Standards de Recyclage »,
- « Référentiel de contrôle aval de la filière REP des emballages ménagers, imprimés papiers et papiers à usage graphique »

Ils sont modifiés par l'OCAPEM en cas d'évolution du Cahier des charges. Toute modification fait l'objet d'une information aux collectivités co-signataires.

Données démographiques

Ensemble des données issues de l'INSEE et de l'IEDOM (pour l'outre-mer) pris en compte pour calculer la population contractuelle et l'Indice d'Activité Touristique de la Collectivité, à savoir notamment : la population municipale (sans double compte), le nombre de chambres en hôtellerie classée et non classée, le nombre d'emplacements en terrain de camping, le nombre de résidences secondaires et/ou logements occasionnels.

Les données démographiques prises en compte en année N sont les données démographiques issues de l'INSEE entrant en vigueur l'année N-1 lié au recensement de l'année N-4.

En cas de disparition de l'une quelconque des données démographiques prises en compte pour l'exécution du contrat, L'Eco-organisme utilisera les dernières valeurs connues de l'indicateur.

Eco-organisme

Société agréée par les pouvoirs publics pour la période 2024-2029 en application de l'article R. 543-58 du code de l'environnement, en vue de la prise en charge, pour le compte de ses clients, de leurs déchets d'emballages ménagers et imprimés et papiers graphiques conformément au Cahier des charges, et signataire du contrat type unique de collecte sélective.

Équilibrage

Mécanisme d'équilibrage financier mis en place conformément aux dispositions du Cahier des charges aux fins d'assurer une juste répartition des recettes et des dépenses des éco-organismes.

Extension des consignes de tri (ECT)

Extension des consignes de tri à tous les déchets d'emballages ménagers en plastique.

Fédération(s)

Organisations professionnelles représentatives au sens défini par la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 (décret d'application no 2015-654 du 10 juin 2015) et répondant aux critères de l'article L. 2151-1 du code du travail, c'est-à-dire notamment avec une ancienneté minimale de deux ans dans le champ professionnel et géographique couvrant le niveau de négociation, une transparence financière, une « audience » évaluée à partir du nombre d'entreprises adhérentes.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Filière(s) Matériau

Organisme représentant, dans le cadre des responsabilités relatives à la mise en place de la REP, le secteur de l'emballage d'un matériau considéré et regroupant les associations professionnelles et/ou les producteurs du matériau et des emballages fabriqués à partir de celui-ci.

Cet organisme assure généralement la responsabilité du secteur au regard de la garantie de reprise et du recyclage effectif des Déchets d'Emballages Ménagers et Papiers Graphiques collectés et triés de ce même matériau.

Flux

Fraction du gisement des déchets, séparée (i) par le producteur de déchets à son domicile ou lors du dépôt au point de collecte ou (ii) par le centre de tri. Le flux peut contenir un ou plusieurs types de matières.

Gisement Contractuel

Le gisement contractuel ou gisement de référence est le rapport entre le gisement d'emballages ménagers et de papiers graphiques contribuant à la filière et la population contractuelle. Il est établi annuellement par les pouvoirs publics.

Matériau

Matériau constitutif de la base de l'emballage ménager ou de l'imprimé/papier graphique, où il est majoritairement présent en poids. Les cinq matériaux couverts par le contrat type proposé par L'Eco-organisme aux Collectivités sont l'acier, l'aluminium, le papier-carton, le plastique, le verre, les imprimés graphiques et les papiers à usage graphique.

Les déchets d'emballages ménagers associant plusieurs matériaux sont rattachés au matériau constituant le composant majoritaire en poids.

Méthodologie

Méthodologie de la campagne de caractérisations des emballages et papiers dans les OMR définie par les éco-organismes en lien avec l'ADEME et permettant de répondre à la disposition 5.2.5.3 du Cahier des charges. La méthodologie figure dans le Document de l'OCAPEM librement consultable sur le site internet de l'Eco-organisme qui informe la Collectivité des éventuelles évolutions du document.

Ordures ménagères (OM)

Ensemble des déchets des ménages restant dans la poubelle habituelle et collectés dans le cadre des circuits municipaux après Collecte sélective. Les OM comprennent les emballages et papiers graphiques non triés par les ménages et les emballages hors consigne de tri. Les déchets portés en déchèterie ne sont pas compris dans les OM.

Performance

La performance de recyclage d'un Matériau est le rapport, pour une même période, entre les Tonnes Recyclées de ce matériau et la population contractuelle (kg/hab/an).

Périmètre (contractuel)

Liste des communes relevant du périmètre de la Collectivité et couvertes par le présent contrat.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

PCC : Papier-carton complexé issu de la Collecte séparée (cf. Standards de recyclage).

PCNC : Papier-carton non complexé issu de la collecte séparée et/ou de la collecte en déchèterie (cf. Standards de recyclage).

Population contractuelle : Somme des Populations municipales du Périmètre Contractuel.

La Population contractuelle prise en compte en année N est la Population municipale INSEE entrant en vigueur l'année N-1 lié au recensement de l'année N-4 .

Population municipale (source INSEE)

La Population municipale comprend les personnes ayant leur résidence habituelle (au sens du décret) sur le territoire de la commune, dans un logement ou une communauté, les personnes détenues dans les établissements pénitentiaires de la commune, les personnes sans abri recensées sur le territoire de la commune et les personnes résidant habituellement dans une habitation mobile recensée sur le territoire de la commune.

La Population municipale d'un ensemble de communes est égale à la somme des Populations municipales des communes qui le composent.

Le concept de Population municipale correspond à la notion de population utilisée usuellement en statistique. Elle ne comporte pas de doubles comptes : chaque personne vivant en France est comptée une fois et une seule.

Porte à porte

Mode d'organisation de la collecte dans lequel le contenant est individuel pour un ménage ou un immeuble. Le contenant est mis à disposition dans l'espace privatif et disposé par les usagers, les jours de collecte, sur l'espace public pour en permettre la collecte par la Collectivité dans le cadre du SPGD (Service public de gestion des déchets). En porte à porte, les contenants les plus répandus sont les bacs roulants et les sacs.

Principe de solidarité

Le principe de solidarité se définit par les deux composantes suivantes :

- obligation de reprise, en tout point du territoire national et selon des modalités contractuelles identiques, des déchets d'emballages ménagers conformes aux Standards de recyclage ;

- prix de reprise unique, positif ou nul, départ centre de tri, sur l'ensemble du territoire national pour les déchets d'emballages ménagers conformes aux Standards de recyclage.

Recyclage

Toute opération de valorisation matière par laquelle les déchets sont retraités en produits, matières ou substances aux fins de leur fonction initiale ou à d'autres fins.

Repreneur Contractuel ou Repreneur

Titulaire du Contrat de reprise conclu avec la Collectivité pour un ou plusieurs Standards de recyclage. Quelle que soit l'option de reprise, le Repreneur Contractuel est déclaré à L'Eco-organisme.

En option Reprise Filières, le Repreneur est désigné par la Filière Matériau. Ce peut également être la Filière Matériau elle-même.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

En option Reprise Fédérations, le Repreneur est un Adhérent labellisé, c'est-à-dire une société, adhérente d'une Fédération ayant signé un contrat de labellisation l'habilitant à postuler dans cette option de reprise.

En cas de Reprise Titulaire, le Repreneur est l'Eco-organisme.

REP

Responsabilité élargie du producteur telle que régie par l'article L. 541-10 du code de l'environnement.

SPPGD :

Service public de la prévention et de la gestion des déchets.

Standard(s) de recyclage ou Standard(s)

Les caractéristiques générales de la composition (nombre de flux, humidité et impuretés) et du conditionnement (vrac, balles ou paquets) des déchets d'emballages ménagers et papiers graphiques collectés et triés par matériau.

Les Standards de Recyclage sont indiqués dans un Document OCAPEM librement consultable sur le site internet de l'Eco-organisme qui informe la Collectivité des éventuelles évolutions des Standards.

Tri- Mécano-biologique (TMB) (source Ademe)

Mode de traitement des ordures ménagères résiduelles qui associe un tri des déchets en fonction de leur nature, avec un traitement biologique tel que le compostage ou la méthanisation de la fraction fermentescible.

Tonnes

Tonnages d'emballages ménagers résiduels (TRmat) : Tonnages d'emballages restant dans les OM, ces tonnages sont calculés par différence entre les Tonnes Recyclées (de Collecte sélective et de métaux récupérés sur unité de traitement des OM) et le Gisement contractuel.

Tonne(s) Recyclée(s) : Tonnes de déchets d'emballages ménagers et papiers graphiques triées conformément aux Standards de recyclage, livrées au Repreneur Contractuel et recyclées. Ces tonnes, déclarées par les Collectivités sont constatées sur la foi des justificatifs délivrés par les Collectivités et leurs Repreneurs (Déclaration d'activité et Certificats de recyclage).

Parmi les Tonnes Recyclées, on distingue :

- les Tonnes Recyclées de Collecte sélective, seules éligibles au Scs pour la part emballages ménagers;
- les Tonnes Recyclées de métaux récupérés sur unités de traitement des OM.

Les Tonnes Recyclées de Collecte sélective sont soutenues dans la limite des seuils précisés dans le Document de l'OCAPEM « Barème aval ».

Traçabilité

Information permettant le suivi des tonnes éligibles aux soutiens jusqu'au Destinataire final (Recycleur). La traçabilité est une condition du versement des soutiens listés dans le barème aval.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Valorisation

Transformation des déchets d'emballages ménagers selon différents procédés respectant la réglementation et les normes en vigueur, dont les principaux sont :

- Recyclage : voir ce mot.
- Conversion énergétique (ou incinération avec récupération d'énergie) : récupération de vapeur et/ou d'électricité à partir de la combustion des déchets d'emballages dans un incinérateur respectueux des normes en vigueur. Les termes « valorisation énergétique » ne peuvent être utilisés que pour les incinérateurs répondant aux conditions fixées par la réglementation (arrêté du 20 septembre 2002 en vigueur).
- Compostage : transformation de la partie fermentescible des déchets d'emballages ménagers aboutissant à la fabrication d'un amendement organique.
- Préparation des refus issus des centres de tri pour utilisation sous forme de combustible solide de récupération (CSR) au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement.
- Méthanisation : transformation de la partie fermentescible des déchets d'emballages ménagers produisant un amendement organique (digestat) et un gaz combustible (biogaz).
- Tri-Mécano-Biologique : voir ce mot.

Le terme valorisation matière inclut le recyclage et le compostage.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

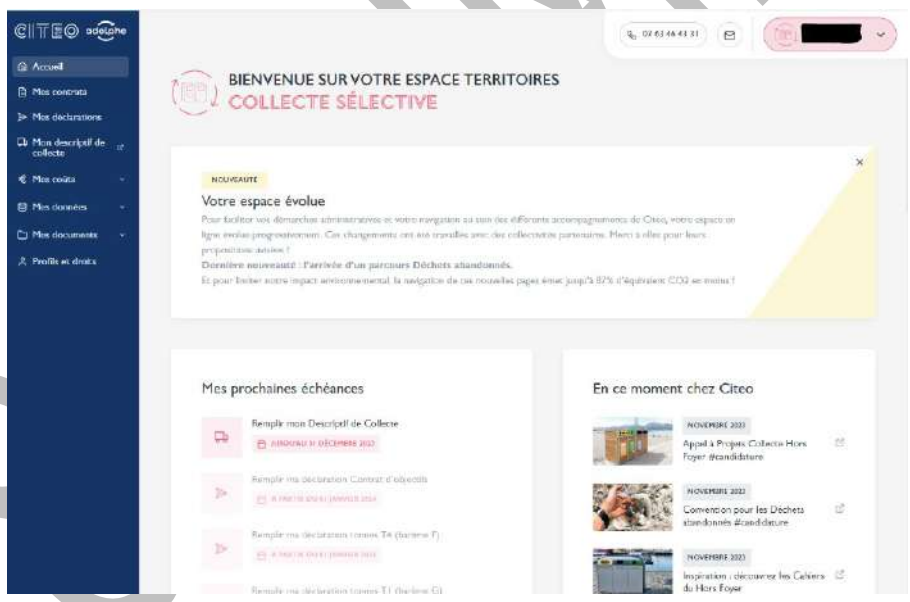
Annexes Différenciantes

Annexe 2. Modalités de déclaration et de versement des soutiens

L'ensemble des procédures administratives entre la collectivité et CITEO / ADELPHE se fait via un espace digital personnalisé et sécurisé, l'Espace Territoires. Cet espace Territoires est en amélioration continue pour faciliter les démarches des utilisateurs.

Après la refonte du parcours de déclaration des couts en 2024 et l'amélioration globale de l'ergonomie de cet espace déclaratif, pour 2025 CITEO / ADELPHE propose un nouveau parcours de contractualisation avec la signature facilitée, un nouveau parcours de déclaration des tonnes et un nouveau parcours de déclaration des partenaires de la reprise.

Pour l'ensemble de ces évolutions de fonctionnalités ou d'ergonomie, les collectivités sont désormais systématiquement sollicitées en phase de conception, en test ou en évaluation « à chaud » des nouveautés *via* le Club utilisateurs collectivités locales.



Article 1- Modalités déclaratives

1.1 Au titre des soutiens au recyclage et à la valorisation : Déclaration trimestrielle d'activité

La Déclaration trimestrielle d'activité vise à transmettre les tonnages livrés aux repreneurs permettant de calculer les soutiens éligibles conformément au barème en vigueur.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

- **Données à déclarer**

La Déclaration trimestrielle d'activité est remplie par la Collectivité conformément au format défini dans l'Espace Territoires. Elle comprend notamment :

1) les Tonnes Recyclées par Standards de matériau Emballages et Papiers Graphiques, par centre de tri et par repreneur, ;
2) les tonnes d'ordures ménagères collectées hors Collecte sélective et leur répartition par mode de traitement (compostage, méthanisation, incinération, CSDU) ;

Il appartient à la Collectivité d'exiger, dans son contrat avec ses autres partenaires contractuels (centres de tri, Repreneurs, unités de traitement), les éléments permettant de renseigner la Déclaration trimestrielle d'activité, selon les modalités de déclaration décrites au présent Contrat.

De plus, il lui appartient de faire respecter les modalités de déclaration dématérialisée des Repreneurs et unités de traitement via les plateformes de déclaration mises à leur disposition par CITEO / ADELPHE.

Pour affecter les Tonnes Recyclées à un exercice, la date de réception par le Repreneur Contractuel fait foi. Toutefois, si le centre de tri de la Collectivité effectue une demande d'enlèvement entre le 15 décembre et le 31 décembre d'une année N et que le Repreneur Contractuel est dans l'impossibilité logistique d'assurer cet enlèvement avant le 31 décembre de cette même année N, la date de demande d'enlèvement peut être retenue pour le calcul des soutiens.

- **Modalités de déclaration**

La Collectivité déclare ses données selon une périodicité trimestrielle. Cette périodicité permet de faciliter et d'optimiser les analyses et échanges en rendez-vous individuel et/ou d'informer le plus en amont possible la Collectivité de tout écart constaté avec les données Repreneurs.

La Déclaration trimestrielle d'activité est à transmettre au plus tard huit (8) semaines après la fin du trimestre concerné, via l'Espace Territoires et conformément au calendrier détaillé en 2.1.6 (*Calendrier des déclarations*) de la présente Annexe.

Le respect de ces dates de déclaration conditionne le versement des acomptes des emballages ménagers.

A réception sur l'Espace Territoires des données déclarées par ses Repreneurs (dans les conditions précisées à l'article 5 *Reprise*), la Collectivité s'assure de leur cohérence avec les données qu'elle a déclarées. En cas d'incohérence, la Collectivité a jusqu'au 30 juin de l'année N+1 pour modifier et/ou faire modifier et justifier les données déclarées.

Concernant les emballages ménagers, seuls les tonnages déclarés et justifiés au 30 juin de l'année N+1 ouvrent droit aux soutiens.

Concernant les papiers graphiques, les tonnages déclarés et justifiés au 30 juin de l'année N-1 ouvre droit aux soutiens en année N.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

1.2 Au titre du Soutien à l'action de sensibilisation : Déclaration annuelle de sensibilisation

- **Données à déclarer**

La Déclaration annuelle de sensibilisation est remplie par la Collectivité conformément au format défini dans l'Espace Territoires. Elle comprend notamment :

- une liste nominative des Ambassadeurs du tri employés au cours de l'année, le temps de travail minimum consacré à ces missions ADT et la description des missions principales ;
- une description synthétique des actions de sensibilisation menées durant l'année.

- **Modalités de déclaration**

Pour bénéficier de ce soutien pour l'année N, la Collectivité doit renseigner la Déclaration annuelle de sensibilisation, au plus tard le 1er mars de l'année N+1, via l'Espace Territoires.

1.3 Au titre du Soutien à la connaissance des coûts : Déclaration annuelle des coûts (facultative)

Ce soutien est versé si la Collectivité s'engage, sur une base volontaire, à remplir la Déclaration annuelle des coûts.

- **Données à déclarer**

La Déclaration annuelle des coûts est remplie par la Collectivité conformément au format défini dans l'Espace Territoires. Elle comprend :

- les coûts liés à la Collecte sélective et au traitement ;
- les recettes matériaux.

La Déclaration annuelle des coûts au titre de l'année N porte sur les données N-1. Elle doit concerner la totalité du Périmètre contractuel. Les syndicats de traitement peuvent toutefois faire une déclaration partielle sous réserve que cette déclaration partielle concerne au moins 50 % du Périmètre contractuel.

- **Modalités de déclaration**

Pour bénéficier de ce soutien pour l'année N, la Collectivité doit transmettre la Déclaration annuelle des coûts entre le 1er mars et le 30 septembre de l'année N, via l'Espace Territoires.

La validation par CITEO / ADELPHE de la fiabilité des données déclarées conditionne le versement du soutien.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

1.4 Le descriptif de collecte

La Collectivité décrit son dispositif de collecte tel qu'il est mis en place à la date de prise d'effet du contrat.

- **Données à déclarer**

Le descriptif de collecte est rempli par la Collectivité conformément au format défini dans l'Espace Territoires. Il comprend notamment des renseignements sur :

- les modes et schémas de collecte des emballages ménagers ;
- la population desservie ;
- la fréquence de collecte.

- **Modalités de déclaration**

En cas de nouveau contrat avec l'EO ou en cas de modification significative de son schéma de collecte en cours de Contrat, la Collectivité met à disposition et valide son descriptif de collecte complet et actualisé au plus tard le 31 décembre de l'année de prise d'effet du nouveau contrat ou de la modification significative.

Par modification significative sont compris :

- les changements de mode de collecte, de schéma de collecte, de type de contenants et de fréquence de collecte impactant plus de 10 % de la Population contractuelle ou plus de 50 000 habitants ;

- lorsque la Collectivité est composée de membres compétents en matière de collecte, les modifications affectant la liste de ces derniers (ex. : fusion de membres, dissolution d'un membre, création d'un nouvel établissement public de coopération intercommunale, etc.).

- **Exploitation des données**

L'utilisation par CITEO / ADELPHE des données issues du descriptif de collecte de la Collectivité se fait conformément à l'article 8 (*Confidentialité, transmission et utilisation des données*).

CITEO / ADELPHE effectue la mise à jour des données présentes sur l'application « Guide du tri » en lien avec le descriptif de collecte.

La Collectivité, y compris en se portant fort pour ses membres, jusqu'aux communes le cas échéant, autorise CITEO / ADELPHE à rendre public, en particulier sur l'application « *Guide du tri* », son statut vis-à-vis de l'extension des consignes de tri. CITEO / ADELPHE peut détailler ce statut, commune par commune, voire partie de commune par partie de commune si nécessaire.

En tant que de besoin, il est précisé que les Parties peuvent décider, d'un commun accord, de verser d'autres données sur l'application « Guide du tri ». Il en va notamment ainsi des coordonnées des points d'apport volontaire qui ont été, ou seront, communiquées par la Collectivité à CITEO / ADELPHE. Les

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

conditions d'utilisation de l'application, en ce compris le régime applicable aux données communiquées par la Collectivité, sont disponibles sur l'Espace Territoires.

La Collectivité est libre d'exploiter à sa convenance les documents d'analyse restitués par CITEO / ADELPHE.

1.5 Le Soutien à la valorisation énergétique des emballages dans les refus issus des centres de tri (Sve Refus)

Le principe du soutien Sve Refus est explicité dans le Document OCAPEM Barème aval, ainsi que sa formule de calcul :

Sve Refus (€) = Tonnes de DEM dans les refus éligibles x 75 €

Par la présente, CITEO / ADELPHE précise le mode de calcul des Tonnes de DEM dans les refus éligibles au soutien :

Les tonnes de DEM dans les refus éligibles au soutien sont reconstituées non pas à partir des tonnes de refus mais à partir des tonnes de collecte sélective soutenues respectant les standards et reprises par les repreneurs en vue du recyclage tels que :

Tonnes de DEM dans les refus éligibles = α x Tonnes soutenues

Pour chaque standard, un taux α est calculé à partir de la modélisation d'un centre de tri réalisé par l'ADEME, de 15.000 T, traitant un flux d'emballages ménagers et de papiers graphiques en mélange.

α = Tonnes collectées * (1 – taux de captage) / Tonnes soutenues

Valeurs de **α** par matériau :

Matériaux valorisables énergétiquement	Valeurs de α*
Aluminium	24%
PCNC	4%
PCC	13%
Plastiques (pour les collectivités outre-mer sans extension des consignes de tri)	22%
Plastiques (pour les collectivités en extension des consignes de tri)	35%

** Source : base étude centres de tri ADEME. Les valeurs de α pourront être revues par le comité de concertation de la reprise et du recyclage en fonction de l'évolution des standards par matériau.*

Les autres matériaux (acier, verre) ne sont pas valorisables énergétiquement et ne sont donc pas éligibles à ce soutien.

Les tonnes de PCM (qui ne font pas l'objet d'une étape de tri avant d'être reprises par le repreneur contractuel) ne font pas l'objet de ce soutien.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Les tonnes éligibles sont plafonnées au gisement résiduel tel que défini ci-après :

Par convention, le gisement résiduel est calculé, pour chaque matériau éligible au soutien, par différence entre le Gisement contractuel et les tonnes recyclées de collecte sélective et le cas échéant, les tonnes recyclées d'aluminium issus d'unité de traitement des OM (aluminium issu de mâchefers, compost, méthanisation ou TMB) et le cas échéant les tonnes de PCNC compostées pour les DOM.

Gisement résiduel = Gisement contractuel / 1000 x Population contractuelle - Tonnes recyclées

Où :

Gisement contractuel (en kg/hab/an) est défini au 1.1.d (ii)

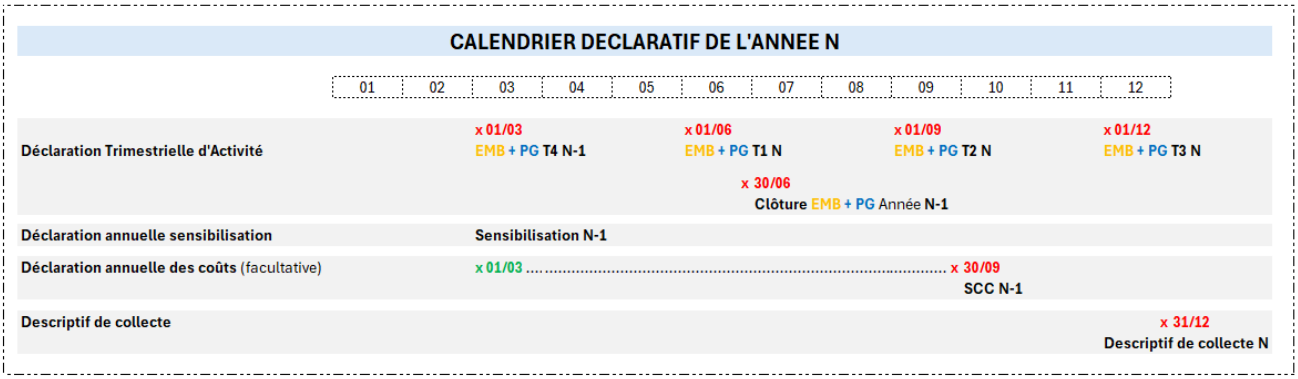
Tonnes recyclées = tonnes éligibles au Scs (ainsi qu'au Srm pour l'aluminium et Svo pour le PC compostés DOM)

- **Données à déclarer et modalités de déclarations**

Le calcul du SVE Omr est réalisé à partir des tonnes de refus inscrites dans les déclarations trimestrielles d'activités et selon les modalités décrites en 2.1.1 de la présente annexe.

1.6 Calendrier des déclarations

Le schéma ci-dessous reprend le calendrier des déclarations trimestrielles d'activité, annuelle de sensibilisation, annuelle des coûts (facultative), descriptif de collecte, décrites aux articles 2.1.1 (*Au titre des soutiens au recyclage et à la valorisation : Déclaration trimestrielle d'activité*) à 2.1.5 (*Le Soutien à la valorisation énergétique des emballages dans les refus issus des centres de tri (Sve Refus*) de la présente Annexe.



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Article 2- Modalités de paiement

2.1 Précisions préalables

a) Pièces et Informations nécessaires au versement des soutiens

Pour bénéficier des soutiens, la Collectivité fournit les pièces et informations suivantes :

- IBAN (RIB aux normes SEPA) mis à jour sur l'Espace Territoires, ainsi que le PDF validé par sa trésorerie ;
- descriptif de collecte de la Collectivité, selon les modalités précisées au point 2.1.4 (*Le descriptif de collecte*) de la présente Annexe ;
- choix d'options de reprise et de Repreneurs pour chaque Standard par Matériau, selon les modalités et dans les délais précisés dans l'article 5 (*Reprise*).

Par ailleurs, le versement des soutiens (hors acomptes tels que précisés ci-après) nécessite préalablement :

- au titre d'une année d'exécution, que le solde annuel des soutiens de l'année précédente ait été effectué dans les conditions définies au point 2.3.3 (*Solde annuel*) de la présente annexe. Dans l'hypothèse où le versement du solde du compte annuel serait retardé en raison d'une contestation portant sur le montant d'un soutien, CITEO / ADELPHE peut proposer à la Collectivité le versement d'un acompte supplémentaire calculé sans prise en compte du point litigieux.
- que les rapports financiers entre les parties au titre du contrat précédent aient été soldés (réception de l'ensemble des justificatifs, établissement d'un solde de tout compte du contrat précédent et, en fonction des cas, versement du solde par CITEO / ADELPHE ou remboursement du trop-perçu par la Collectivité).

b) Conditions des soutiens

Le respect par la Collectivité de ses obligations au titre du présent Contrat, notamment en matière de reprise, traçabilité et déclaration, conditionne l'éligibilité aux soutiens et le calcul de leur montant.

Par ailleurs, le versement des soutiens est subordonné à la réalisation de l'Equilibrage entre les titulaires de l'agrément selon les modalités et délais fixés au Cahier des charges. En conséquence, CITEO / ADELPHE se réserve le droit de reporter tout ou partie de leur versement en cas de difficultés liées à l'Equilibrage.

c) Paiement par compensation (au sens du code civil)

Les Parties conviennent que leurs dettes certaines, liquides et exigibles réciproques, résultant de tout contrat conclu entre elles, pourront s'éteindre par compensation, à concurrence de leurs quotités respectives, sur décision de l'une ou l'autre des Parties.

En application de ce principe, CITEO / ADELPHE est autorisée à régulariser des trop-perçus qui auraient été versés à la Collectivité par compensation avec les sommes qui sont ou seront dues à la Collectivité, quels que soient les contrats concernés, pourvu qu'ils aient été conclus entre les Parties.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

La compensation intervient de manière privilégiée entre créances issues de contrats conclus dans le cadre d'une même période d'agrément emballages ménagers et papiers graphiques. Dans le cas de contrats conclus sur deux périodes distinctes, CITEO / ADELPHE s'assure avant de proposer une compensation que cette dernière ne se heurte de ce fait à aucune difficulté juridique ou comptable.

CITEO / ADELPHE adresse avant toute mise en œuvre d'une compensation une notification précisant à la Collectivité les différentes créances concernées et le montant de la compensation envisagée. La Collectivité dispose de trente (30) jours pour accepter la compensation ou s'y opposer. L'opposition ne peut intervenir que pour une raison tenant à une erreur dans les montants notifiés. Le silence gardé à l'expiration du délai de trente (30) jours vaut acceptation.

2.2 Acomptes

1. CITEO / ADELPHE verse aux Collectivités à compétence « collecte » ou « collecte et traitement » deux acomptes semestriels au titre des différents soutiens du barème aval Emballages Ménagers (hors Scc).

Le montant de chaque acompte est calculé par CITEO / ADELPHE sur la base du budget prévisionnel annuel (hors Scc) au barème aval Emballages Ménagers pour l'année de l'acompte considéré.

Le montant de l'acompte semestriel (S1) de l'année N correspond à : 50 % * budget annuel prévisionnel.

Le montant de l'acompte semestriel (S2) de l'année N correspond à : 30 % * budget annuel prévisionnel.

Le montant cumulé des acomptes ne peut excéder 80 % du dernier budget annuel révisé.

Le montant des acomptes peut être révisé en cours d'année par CITEO / ADELPHE si la livraison au(x) Repreneur(s) Contractuel(s) de tonnes triées venait à être modifiée ou interrompue, notamment en cas d'événement exceptionnel (grève, incendie…), d'interruption ou d'incident de la collecte ou de l'exploitation d'un centre de tri ou d'une unité de traitement des ordures ménagères.

2. CITEO / ADELPHE verse aux syndicats de traitement des acomptes trimestriels :

- Le montant de l'acompte trimestriel (T1) de l'année N correspond à : 30 % * budget annuel prévisionnel.

- Le montant de l'acompte trimestriel (T2) de l'année N correspond à : 20 % * budget annuel prévisionnel.

- Le montant de l'acompte trimestriel (T3) de l'année N correspond à : 20 % * budget annuel prévisionnel.

- Le montant de l'acompte trimestriel (T4) de l'année N correspond à : 10% * budget annuel prévisionnel

Les conditions de cumul des montants et de révision en cours sont identiques à celles indiquées au point 1.

2.3 Solde annuel

Dès renseignement dans les délais requis à l'article 2.1.1 (*Au titre des soutiens au recyclage et à la valorisation : Déclaration trimestrielle d'activité*) de la totalité des Déclarations trimestrielles d'activité de l'année N et des justificatifs correspondants, de la Déclaration annuelle de sensibilisation et, le cas échéant, de la Déclaration annuelle des coûts, et après validation par CITEO / ADELPHE des données

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

déclarées, CITEO / ADELPHE procède, en année N+1, au calcul du solde annuel des soutiens Emballages Ménagers de l'année N.

Dès renseignement dans les délais requis à l'article 2.1.1 (*Au titre des soutiens au recyclage et à la valorisation : Déclaration trimestrielle d'activité*) de la totalité des Déclarations trimestrielles d'activité de l'année N-1 et des justificatifs correspondants, et publication officielle du taux d'acquittement par l'ADEME, CITEO / ADELPHE procède, en année N, au calcul du solde annuel des soutiens Papiers Graphiques de l'année N.

Que ce soit pour le solde Emballages Ménagers ou pour le solde Papiers Graphiques, CITEO / ADELPHE met à disposition de la Collectivité, par voie dématérialisée, une facture pro forma précisant les montants dus au titre de l'ensemble des soutiens du barème aval, ainsi que le montant total des acomptes versés dans le seul cas du solde Emballages Ménagers.

La Collectivité dispose d'un délai d'un mois à compter de la mise à disposition de cette facture pro forma, pour la valider ou la refuser sur l'Espace Territoires.

En l'absence de refus dans le délai d'un mois susvisé, CITEO / ADELPHE émet, conformément au mandat d'autofacturation qui lui est accordé par la Collectivité (Annexe 2bis), une facture définitive qu'elle met à disposition sur l'Espace Territoires.

Si le calcul du solde annuel des soutiens Emballages Ménagers fait ressortir, après déduction des acomptes, un trop-perçu par la Collectivité, CITEO / ADELPHE émet une facture à cette fin.

Dans tous les cas, la Collectivité a 15 jours maximum à compter de la réception de la facture définitive pour l'accepter ou la refuser.

En l'absence de refus de cette facture définitive dans le délai de 15 jours susvisé, CITEO / ADELPHE verse à la Collectivité le solde annuel des soutiens, déduction faite des acomptes déjà versés au titre de l'année N. En cas de trop-perçu, le remboursement du trop-perçu peut se faire par imputation sur les versements de l'année N+1 si cette imputation est possible et si le présent Contrat demeure en vigueur pour l'année N+1. A défaut, la Collectivité rembourse à CITEO / ADELPHE le trop-perçu dans un délai de 45 jours à compter de l'émission de la facture définitive.

2.4 Modalités de versement

Les soutiens et acomptes au titre du barème aval sont versés par virement sur le compte bancaire de la Collectivité, qui tient CITEO / ADELPHE informée de toute évolution de ses données bancaires et transmet les justificatifs nécessaires via l'Espace Territoires.

Les soutiens et acomptes sont versés à 45 jours fin de mois date d'émission de la facture définitive émise par CITEO / ADELPHE en application du mandat d'autofacturation.

Les soutiens de CITEO / ADELPHE ne sont pas assujettis à TVA, conformément à l'instruction fiscale 3 A-05-06 n° 50 du 20 mars 2006.

Les soutiens sont versés à la Collectivité, qui est le destinataire de droit commun des paiements.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Annexe 2bis. Mandat d'autofacturation

(Régi par l'article 289 I-2 du CGI et l'article 242 nonies I de l'Annexe 2 du CGI)

Afin de faciliter la gestion du règlement des soutiens financiers de CITEO / ADELPHE, les Parties ont décidé de recourir à l'autofacturation. Cette modalité allège le travail administratif de la Collectivité et augmente la rapidité de versement des soutiens financiers de CITEO / ADELPHE.

Article 1 – Objet

La Collectivité donne à titre gratuit à CITEO / ADELPHE, qui l'accepte, mandat exprès d'émettre, au nom et en son compte, toutes les factures relatives au paiement des seuls soutiens dus par CITEO / ADELPHE à la Collectivité au titre du contrat de partenariat pour la gestion des déchets d'emballages ménagers et papiers graphiques (ci-après le « Contrat »).

Article 2 – Engagement de CITEO / ADELPHE

CITEO / ADELPHE s'engage envers la Collectivité à établir les factures à bonne date, sous réserve de l'obtention préalable des documents justificatifs exigés pour leur versement et de leur validation, et suivant les règles de déclaration et modalités de versement décrites au Contrat.

CITEO / ADELPHE s'engage à tout mettre en œuvre pour que les factures établies présentent les mêmes formes que si elles avaient été émises par la Collectivité elle-même et dans le respect des normes législatives et réglementaires en vigueur, notamment celles relatives aux mentions obligatoires à porter sur les factures. Ainsi, CITEO / ADELPHE procède aux modifications et aux adaptations nécessitées par l'évolution des dites normes.

Conformément à la recommandation faite par la documentation administrative BOI 3 CA n°136 du 7 août 2003, CITEO / ADELPHE porte sur chacune des factures émises dans le cadre du présent mandat la mention « Facture établie par CITEO / ADELPHE au nom et pour le compte de [...] ».

CITEO / ADELPHE transmet, à la demande de la Collectivité, un état récapitulant les sommes facturées.

Enfin, CITEO / ADELPHE ne peut émettre ni délivrer de factures rectificatives pour le compte de la Collectivité, sauf sur instructions expresses et écrites de ce dernier.

Article 3 – Conditions de la facturation

L'acceptation par la Collectivité de chaque facture éditée devient sans objet en vertu du présent mandat.

Toutefois, afin d'éviter les désaccords et erreurs de facturation, CITEO / ADELPHE procède, avant l'établissement de toute facture (à l'exception des factures relatives aux acomptes), à l'émission d'une facture pro-forma, document sans valeur contractuelle qui est adressé à la Collectivité.

À défaut de commentaires de la part de la Collectivité dans un délai d'un (1) mois suivant envoi de la facture pro-forma, CITEO / ADELPHE émet la facture définitive, dont elle conserve l'original et adresse le double à la Collectivité. Si le double de la facture ne parvenait pas à la Collectivité, il appartiendrait à celle-ci de le réclamer immédiatement.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

À compter de la réception de la facture définitive, la Collectivité dispose d'un délai de quinze (15) jours pour contester toute information, de quelle que nature que ce soit, contenue dans la facture.

Les factures sont notifiées par voie dématérialisée à CITEO / ADELPHE.

Article 4 – Responsabilité

La Collectivité conserve l'entière responsabilité de ses obligations légales et fiscales, notamment en matière de facturation le cas échéant. À ce titre, la Collectivité ne peut arguer de la défaillance ou du retard de CITEO / ADELPHE dans l'établissement des factures pour se soustraire à ses obligations légales et fiscales.

La Collectivité reste également responsable des mentions relatives à son identification et, à ce titre, s'engage à informer CITEO / ADELPHE de toute modification de ces mentions.

Article 5 - Durée / Résiliation

Le présent contrat de mandat prend effet à la date de prise d'effet du Contrat.

Il prend fin automatiquement à l'expiration du Contrat ou avant son terme en cas de résiliation de cette dernière, pour quelque cause que ce soit, dans l'un des cas prévus au Contrat.

Toutefois, conformément à l'article 2004 du code civil, la Collectivité peut révoquer le présent mandat à tout moment, sans motif particulier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à CITEO / ADELPHE.

La révocation prend effet à réception de cette lettre recommandée à la date indiquée sur celle-ci. Il est expressément entendu entre les Parties que, dans une telle hypothèse, celles-ci se rencontrent pour discuter de bonne foi des conditions et modalités de la poursuite de la Collectivité.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Annexe 3. Conditions de la Reprise Titulaire en métropole Flux développement et modèle de tri simplifié plastique

ARTICLE 1 – OBJET ET MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION 52
1.1 – Objet 52
1.2 – Responsabilité 53
1.3 – Substitution 53
ARTICLE 2 – REPRISE ET RECYCLAGE 53
2.1 - Reprise 53
2.2 - Recyclage 54
ARTICLE 3 – TRACABILITE 54
3.1 – Engagements en matière de traçabilité 54
3.2 – Certificats de recyclage 55
3.3 – Cas des prestataires multi-clients de la Collectivité 56
3.4 – Transmission de données aux autorités publiques 56
ARTICLE 4 – CONDITIONS FINANCIERES 56
ARTICLE 5 – LIEUX ET CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION ET D'ENLEVEMENT DES DEM 56
5.1 – Notification à CITEO / ADELPHE des informations relatives au(x) centre(s) de tri 56
5.2 – Conditionnement des DEM 57
5.3 – Stockage 57
5.4 – Déclenchement d'une demande d'enlèvement 57
5.5 – Chargement des balles 57
ARTICLE 6 – CONTROLE DE LA QUALITE ET GESTION DES NON-CONFORMITES 58
6.1 – Contrôle des opérations de tri 58
6.2 – Non-conformité de la qualité des DEM triées 58
6.3 – Insuffisance de chargement des camions 59
ARTICLE 7 – TRANSFERT DE PROPRIETE DES DEM ET ASSURANCES 60
ARTICLE 8 – PRINCIPE DE PROXIMITE 60
ARTICLE 9 – EFFET DES PRESENTES CONDITIONS 60
9.1 – Prise d'effet 60
9.2 – Echéance 60
9.3 – Suspension et résiliation pour manquement 60
ARTICLE 10 – MODIFICATIONS 61
ARTICLE 11 – FORCE MAJEURE ET CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES 61
ARTICLE 12 – REGLEMENT DES DIFFERENDS 61

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

ARTICLE 13 – DIVERS..... 61
ARTICLE 14 – COMMUNICATION..... 61
Annexe 0 – Demande de démarrage anticipé de la Reprise Titulaire..... 62
Annexe 1 - Protocole de caractérisation des emballages en plastiques en centre de tri 63

ARTICLE 1 – OBJET ET MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION

1.1 – Objet

Le présent document précise, en conformité avec les dispositions réglementaires applicables, les conditions et modalités de la Reprise Titulaire entre les Parties s'agissant des standards suivants :

Désignation	Caractéristiques de conformité
Standard « *flux développement* »	Composé de déchets d'emballages ménagers en plastique, issus de la collecte séparée, triés selon les deux flux détaillés ci-après, quelle que soit leur taille, vidés de leur contenu, conditionnés sous forme de balles : • Flux souple de films : déchets d'emballages ménagers souples présentant une teneur minimale de 90% de films et sacs majoritairement en polyoléfines (base PE et PP), et une teneur maximale d'emballages rigides en PE ou PP de 3% ; • Flux de plastique rigides : déchets d'emballages ménagers rigides en mélange présentant une teneur minimale de 90% d'emballages rigides et composé de : ➢ PET foncé et opaque : bouteilles, flacons, pots et barquettes monocouche, ➢ PET clair : barquettes monocouche, ➢ PS : pots et barquettes monocouche, ➢ Barquettes multi-couches, emballages rigides complexes en plastiques. Par dérogation aux dispositions précitées, les collectivités dont le centre de tri est en fonctionnement ou dont le projet de centre de tri est engagé avant le 1er mars 2022 peuvent trier le standard flux développement en plus de deux flux. Hors le cas où le centre de tri de la Collectivité est également prestataire de CITEO / ADELPHE pour le surtri du flux développement, le flux de plastique rigides en mélange pourra également contenir certaines quantités d'emballages suivants : - PET clair : bouteilles et flacons en PET clair ; - PEHD et PP : déchets d'emballages ménagers rigides en PEHD, PP.

Standard du modèle de tri simplifié des plastiques	Trié en deux flux, quelle que soit la taille des déchets, vidés de leur contenu, conditionnés sous forme de balles :

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

	• Flux souple de films : déchets d'emballages ménagers souples présentant une teneur minimale de 90% de films et sacs majoritairement en polyoléfines (base PE et PP), et une teneur maximale d'emballages rigides en PE ou PP de 3% ; • Flux rigides à trier : déchets d'emballages ménagers rigides tous types de plastiques confondus (PET clair, foncé, PEHD, PP, PS, PVC, complexes) présentant une teneur minimale de 95% d'emballages plastiques rigides, avec une tolérance à 90%.

Annexé au CAP, il en fait partie intégrante. Il a en conséquence valeur contractuelle.

1.2 – Responsabilité

Chaque Partie est uniquement et personnellement responsable vis-à-vis de l'autre Partie de la bonne exécution des obligations mises à sa charge, y compris lorsque ladite exécution fait intervenir un tiers.

En particulier, la Collectivité demeure responsable vis-à-vis de CITEO / ADELPHE de la qualité des opérations de tri, permettant d'atteindre le niveau du Standard, y compris lorsque la compétence « tri » a été transféré à une personne publique tierce.

1.3 – Substitution

Afin de faciliter les opérations de la Reprise Titulaire, la personne morale à laquelle la Collectivité a confié l'exploitation du centre de tri visé en article 5 (*Lieux et conditions de mise à disposition et d'enlèvement des DEM*) est substituée à la Collectivité, tant en ce qui concerne les obligations que les sanctions attachées.

CITEO / ADELPHE et la Collectivité préciseront en tant que de besoin, et d'un commun accord, préalable à la prise d'effet de la substitution, les modalités de la substitution.

En tout état de cause, la Collectivité et la personne morale qui lui serait substituée sont solidairement tenues de l'exécution des obligations résultant du présent document et des conséquences dommageables de toute inexécution. CITEO / ADELPHE pourra rechercher la Collectivité en cas de difficultés d'exécution rencontrées auprès de la personne morale qui lui serait substituée.

ARTICLE 2 – REPRISE ET RECYCLAGE

2.1 - Reprise

CITEO / ADELPHE s'engage à reprendre l'intégralité des déchets d'emballages ménagers en plastique collectés et triés par la Collectivité conformément au standard désigné en application de l'article 5.1 (*Notification à CITEO / ADELPHE des informations relatives au(x) centre(s) de tri*) (ci-après les « *DEM* » et le « *Standard* »).

Dans le cas où l'installation de tri est en capacité de procéder au surtri des DEM sans production physique du Standard (ci-après le « tri/surtri »), les Parties peuvent décider de ne pas exiger cette dernière. Elles arrêtent d'un commun accord, et dans le respect des exigences de déclaration et de traçabilité prévues au Contrat-Type unique collecte sélective version 2022 (CAP) et à l'article 3 ci-après, les modalités techniques et financières du tri/surtri.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

La Collectivité s'engage corrélativement à réserver à CITEO / ADELPHE l'intégralité de ces tonnes pendant toute la durée des présentes conditions, telle qu'elle résulte de l'article 10 (*Effet des présentes conditions*) ci-après.

CITEO / ADELPHE organise par ailleurs, sous sa responsabilité, le recyclage des tonnes reprises ou, à défaut, en raison notamment des techniques disponibles, leur traitement dans le respect de la hiérarchie des modes de traitement.

2.2 - Recyclage

CITEO / ADELPHE veille dans la mesure du possible à privilégier un recyclage de proximité des DEM et à optimiser les distances de transport pour procéder à ce recyclage en tenant compte de l'opportunité technique, économique et environnementale.

Dans le cas d'un recyclage hors du territoire de l'Union européenne, CITEO / ADELPHE procède ou fait procéder à ce recyclage dans des conditions équivalentes aux exigences légales applicables au titre de l'article 6 "Valorisation et recyclage" de la directive 94/62/CE modifiée.

ARTICLE 3 – TRACABILITE

3.1 – Engagements en matière de traçabilité

CITEO / ADELPHE assure, dans le cadre des dispositions en vigueur, la traçabilité des tonnes reprises de DEM et effectivement recyclées. CITEO / ADELPHE veille au respect par ses repreneurs de la traçabilité et du recyclage effectif de ces tonnes, via notamment la transmission dématérialisée des Certificats de recyclage,

A cette fin, CITEO / ADELPHE s'engage à :

- saisir ou importer, ou faire saisir et importer par ses prestataires, les données de la reprise et du recyclage des DEM conformes au Standard, dans la plateforme informatique dématérialisée mise en place à cet effet.

  La validation définitive des données intervient, s'agissant des données de la reprise, dans un délai de six (6) semaines maximum à la fin du trimestre T et au plus tard le 15 juin de l'année suivante ; s'agissant des données du recyclage, cette validation intervient avant le 31 juillet de l'année N+1.

  La plateforme informatique dématérialisée est connectée avec l'Espace extranet de la Collectivité afin que celle-ci puisse accéder plus facilement aux données de tonnages repris et qu'elles puissent établir dans les délais impartis ses Déclarations d'Activité (déclaration de ses Tonnes Reprise) ;

- effectuer ou faire effectuer un surtri compatible avec les exigences des recycleurs tout en étant garant du respect des exigences de traçabilité depuis cette étape de surtri jusqu'au recycleur final ;

- contrôler l'étiquetage des balles lorsque cet étiquetage est en place ;

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

- mentionner explicitement que les lots repris sont issus du dispositif français de collecte sélective des déchets d'emballages ménagers sur tous les documents utilisés lors de chaque livraison (bordereaux d'enlèvement, documents de transport, factures, etc.) depuis la reprise jusqu'au recyclage des DEM ;

- transférer à ses éventuels intermédiaires l'obligation de mentionner que les lots repris sont issus du dispositif français de collecte sélective des déchets d'emballages ménagers afin de garantir l'information du recycleur final sur l'origine des matériaux qu'ils achètent ;

- assurer un suivi à tout moment des matériaux collectés et triés depuis leur départ du centre de tri de la Collectivité jusqu'à leur lieu final de recyclage ;

- faire procéder, par un bureau d'études retenu à cette fin, à toute vérification des moyens et circuits de recyclage, à tout niveau de la chaine du recyclage, entre le centre de tri, le centre de surtri, l'unité de traitement et l'usine du recycleur final. En cas d'export des déchets hors de l'Union européenne, il sera fait usage du référentiel de contrôle en vigueur, tel qu'établi par CITEO / ADELPHE en application des dispositions de l'article VI.1.d (*Traçabilité et contrôle des opérations de recyclage*) du cahier des charges d'agrément de la filière des emballages ménagers ;

- conserver tous les éléments de preuves du recyclage effectif des DEM repris pendant une durée minimale de trois ans ;

- transmettre à la Collectivité, avant le 30 septembre de chaque année N+1, un bilan de la reprise et du recyclage assurés durant l'année N, précisant les tonnages repris par centre de tri et surtriés par centre de surtri (nom et adresse) en année N, les tonnages repris effectivement recyclés en année N ainsi que l'identité des recycleurs auxquels CITEO / ADELPHE a eu recours pour l'ensemble des tonnes dont il assure la gestion dans le cadre de ses activités agréées (nom et adresse) ;

- mettre à disposition les données nécessaires au comité de la reprise et du recyclage.

Les obligations de CITEO / ADELPHE en matière de traçabilité sont sans préjudice de celles qui résultent pour la Collectivité du Contrat-type unique pour la collecte sélective, en ce compris le ou les futurs contrats-types de soutien qui succéderaient au Contrat-type unique pour la collecte sélective.

3.2 – Certificats de recyclage

La validation électronique par l'équipe Contrôle de la reprise de CITEO / ADELPHE des données saisies ou importées dans la plate-forme dématérialisée vaut Certificat de recyclage à destination de la Collectivité et dispense de l'envoi d'un exemplaire papier de ces Certificats de recyclage.

Les informations à fournir par CITEO / ADELPHE pour établir la traçabilité et attester du recyclage sont, au minimum, les suivantes :

- Nom de la Collectivité
- Identité du repreneur
- Flux du Standard
- Dénomination du produit livré
- Date de réception
- Poids accepté
- Point d'enlèvement

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

- Centre de surtri le cas échéant
- Identité du recycleur final

Ces informations serviront :

- de base aux contrôles diligentés
- à établir une attestation de recyclage à destination de la Collectivité telle que prévue à l'article VI.1.d du cahier des charges d'agrément de la filière des emballages ménagers.
-

3.3 – Cas des prestataires multi-clients de la Collectivité

La Collectivité s'engage à exiger de ses prestataires multi-clients qu'ils transmettent à CITEO / ADELPHE, à chaque création de demande d'enlèvement de lots, les tonnages triés qui lui sont spécifiques.

Dans le cas où le centre de tri de la Collectivité est également prestataire de CITEO / ADELPHE pour le surtri de tonnes reprises par CITEO / ADELPHE, un formulaire spécifique est mis à la disposition de son prestataire afin qu'il déclare la répartition par collectivité. La Collectivité doit retranscrire ces exigences de déclaration dans les contrats avec ses prestataires.

3.4 – Transmission de données aux autorités publiques

CITEO / ADELPHE est autorisée à transmettre aux autorités publiques, en particulier les ministères signataires de son agrément et l'ADEME, toute donnée relative à la Reprise Titulaire qui serait exigée en application des lois et règlements en vigueur, en particulier l'arrêté du 20 décembre 2017 relatif à la procédure d'enregistrement et de déclaration des données de la filière des déchets d'emballages ménagers, et de la filière des papiers graphiques.

ARTICLE 4 – CONDITIONS FINANCIERES

En application du principe de solidarité tel que défini dans le Cahier des charges, CITEO / ADELPHE intervient au titre de la Reprise Titulaire selon des conditions financières identiques pour l'ensemble des collectivités qu'elle dessert :

- Reprise sans frais pour la Collectivité ;

Les manquements de l'une ou l'autre des Parties peuvent néanmoins donner lieu à l'application des pénalités prévues contractuellement.

ARTICLE 5 – LIEUX ET CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION ET D'ENLEVEMENT DES DEM

5.1 – Notification à CITEO / ADELPHE des informations relatives au(x) centre(s) de tri

La Collectivité notifie à CITEO / ADELPHE, au plus tard à la date de conclusion du Contrat-type unique pour la collecte sélective, les informations suivantes relatives au(x) centre(s) de tri :

- nom centre de tri ;
- code centre de tri ;
- Standard produit ;
- adresse point d'enlèvement ;

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

- coordonnées du contact « *centre de tri* ».

En cas de changement ultérieur de centre(s) de tri, la Collectivité s'engage à en informer CITEO / ADELPHE préalablement. Le centre de tri nouvellement choisi doit avoir fait l'objet d'une vérification par CITEO / ADELPHE de sa capacité à produire le Standard. A défaut, la Collectivité se place en situation de manquement grave, de nature à motiver la suspension des présentes conditions.

Le changement interviendra par simple échange de courriers, sans qu'il n'y ait lieu à avenant.

Dans le cas où le centre de tri de la Collectivité est également prestataire de CITEO / ADELPHE pour le surtri du Standard flux développement, le flux développement sera composé uniquement des flux suivants :

- PET foncé : bouteilles, flacons, pots et barquettes monocouche ;
- PET opaque : bouteilles, flacons, pots et barquettes monocouche ;
- PET clair : barquettes monocouche ;
- PS : pots et barquettes monocouche ;
- Barquettes multicouches, emballages rigides complexes en plastique (à compter du 1er janvier 2021).

5.2 – Conditionnement des DEM

Les DEM produits sont conditionnés en balles de dimensions suivantes : minimum 0,7 m x 0,7 m x 1,0 m et maximum de 1,2 m x 1,2 m x 1,3 m. Les balles sont étiquetées. L'étiquette doit présenter à minima les informations suivantes : le nom du centre de tri producteur, la qualité produite et la date de mise en balle.

Afin d'assurer le bon maintien du chargement, les balles doivent être de dimensions régulières. Celles-ci doivent disposer d'une densité permettant un délitage optimal.

5.3 – Stockage

Les enlèvements sont réalisés par camion complet et par flux. La Collectivité s'assure que son centre de tri dispose d'une capacité de stockage suffisante à cette fin.

La fréquence des enlèvements est adaptée à la production du centre de tri et aux contraintes logistiques.

5.4 – Déclenchement d'une demande d'enlèvement

La Collectivité ou son centre de tri prépare l'expédition des DEM. Les demandes d'enlèvement sont réalisées via un outil informatique mis à disposition par CITEO / ADELPHE.

5.5 – Chargement des balles

La Collectivité est responsable du chargement des semi-remorques de type Tautliner qui lui seront expédiés aux fins d'enlèvement. La collectivité charge *a minima* dix-sept (17) tonnes de DEM par camion. Les chargements de quantités inférieures sont sanctionnés dans les conditions spécifiées à l'article 6 (*Contrôle de la qualité et gestion des conformités*).

Pendant ces opérations, le transporteur affrété par CITEO / ADELPHE fournit toutes les indications utiles en vue d'une répartition équilibrée de la marchandise propre à assurer la stabilité du véhicule et le respect de la charge maximale par essieu. Le transporteur procède, avant le départ, à la reconnaissance du chargement. En cas de défectuosité apparente de nature à porter atteinte à la conservation du chargement, le transporteur formule des réserves motivées inscrites sur le document de transport. Si celles-ci ne sont pas acceptées, il peut refuser la prise en charge de la marchandise.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Le transfert de responsabilité sur les DEM repris s'effectue à l'enlèvement des lots.

Les stipulations susvisées relatives au chargement des balles sont inapplicables lorsque le centre de tri de la Collectivité est également prestataire de CITEO / ADELPHE pour le surtri du Standard flux développement. Le transfert de responsabilité sur les DEM repris s'effectue alors une fois qu'est produit :

- un des flux tels que visés à l'article 5 ; et/ou
- un flux composé uniquement de tout ou partie de ces flux.

ARTICLE 6 – CONTROLE DE LA QUALITE ET GESTION DES NON-CONFORMITES

6.1 – Contrôle des opérations de tri

La Collectivité mettra en œuvre des procédures d'autocontrôle sur son centre de tri permettant de vérifier :

- la traçabilité des matières triées (correspondance entre les tonnes entrantes et les matières triées), suivi de la répartition des matières triés en fonction des collectivités clientes du centre de tri concerné suivant la norme NFX30 437 ;
- la qualité des DEM triés (conformité au Standard).

La Collectivité s'assure que les matières triées ne présentent pas de caractéristiques de dangerosité au sens du règlement 1357/2014 de la Commission du 18/12/14 remplaçant l'annexe III de la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux déchets et abrogeant certaines directives.

Exceptionnellement, la limite d'acceptabilité des substances présentant un danger de toxicité sera fixée à 0,02% par catégorie de danger de toxicité.

Des contrôles de la qualité des matières triées réceptionnées en centre de surtri ou sur l'unité de recyclage pour le cas du Flux souple de films seront également organisés par CITEO / ADELPHE ou par un prestataire extérieur intervenant pour le compte de CITEO / ADELPHE.

Lors de ces contrôles, CITEO / ADELPHE, ou le cas échéant le prestataire extérieur, se réfèrent au Protocole de caractérisation des emballages en plastiques en centre de tri et ses annexes (Annexe 1).

En cas de non-conformité au Standard, la Collectivité devra pourvoir, à ses frais, à la reprise du lot concerné, à son tri et à son retour au destinataire ou, à défaut, accepter de payer une décote de prix de traitement à la tonne.

En outre, conformément à l'article VI.6.d (*Caractérisation de la qualité des flux repris*) du Cahier des charges, les résultats des contrôles par flux font l'objet d'une communication auprès des collectivités et des opérateurs concernés par ce flux, dans un délai de trois mois à compter de la caractérisation de la qualité de ces flux.

6.2 – Non-conformité de la qualité des DEM triées

En cas d'impossibilité de la Collectivité de satisfaire aux qualités des matières triées stipulées dans le Standard, la Collectivité devra :

- soit reprendre le lot défectueux dans les deux (2) semaines à compter de la réception de la non-conformité, à ses frais, pour le trier, puis le renvoyer au destinataire dans les conditions

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

prévues à l'article 5 (*Lieux et conditions de mise à disposition et d'enlèvement des DEM*). Les frais à la charge de la Collectivité comptent, au titre du coût du déchargement et rechargement du lot payable, une pénalité de deux cents (200) € HT ;

- soit indemniser CITEO / ADELPHE du surcoût qu'elle aura subi du fait de la non-conformité, si l'exploitant du site de destination du lot accepte qu'il lui soit livré non-conforme et de le surtrier ou recycler, moyennant un surcoût. L'indemnité correspondra au surcoût supporté par CITEO / ADELPHE auprès de l'exploitant concerné.

Par exception au premier cas précité, un lot défectueux peut être envoyé en traitement sur décision commune des Parties. Dans ce cas, la Collectivité prend en charge l'intégralité des frais de traitement et indemnisera CITEO / ADELPHE du dommage en résultant (pénalités imposées par le site destinataire, etc).

En cas de non-conformité constatée par CITEO / ADELPHE, CITEO / ADELPHE en informe par courriel la Collectivité sous dix (10) jours ouvrés à compter de la réception sur le site de surtri. Le délai le cas échéant nécessaire au stockage des déchets concernés hors du site de surtri, en ce compris les délais d'acheminement, n'est pas décompté du délai précité de dix (10) jours ouvrés.

Si la Collectivité souhaite réaliser un contrôle du ou des lots incriminés, elle doit en informer CITEO / ADELPHE par écrit dans les deux (2) jours ouvrés à compter de la date de réception du courriel de CITEO / ADELPHE l'informant de la non-conformité, et réaliser ou faire réaliser ce contrôle dans les cinq (5) jours ouvrés à compter de la date de réception du courriel de CITEO / ADELPHE l'informant de la non-conformité.

A défaut de respect de l'un ou l'autre des délais susvisés, la Collectivité est réputée avoir accepté les résultats du contrôle réalisé par CITEO / ADELPHE.

En tout état de cause et le cas échéant après mise en œuvre de la procédure contradictoire précitée, CITEO / ADELPHE informe la Collectivité des réfactions de tonnes auxquelles CITEO / ADELPHE procède au vu de la déclaration sur l'outil de déclaration dématérialisé. CITEO / ADELPHE joint le cas échéant la facture correspondant aux sommes à la charge de la Collectivité en application du présent article, du fait de la non-conformité.

Par ailleurs, en cas de non-conformité significative et/ou récurrente, les Parties conviennent d'échanger afin de déterminer la cause de la non-conformité et les mesures palliatives à mettre en œuvre.

6.3 – Insuffisance de chargement des camions

La Collectivité devra charger *a minima* dix-sept (17) tonnes par camion.

Chaque camion expédié avec une charge inférieure à dix-sept (17) tonnes donnera lieu au paiement d'une pénalité de cent (100) euros par tonne manquante pour les chargements inadéquats au profit de CITEO / ADELPHE.

Par ailleurs, dans le cas où la Collectivité annule un enlèvement moins de deux (2) jours calendaires avant la date prévue, CITEO / ADELPHE pourra appliquer une pénalité correspondant au coût du transport y afférent qu'elle aura assumé.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

ARTICLE 7 – TRANSFERT DE PROPRIETE DES DEM ET ASSURANCES

CITEO / ADELPHE devient propriétaire des lots de DEM au moment de leur enlèvement, c'est-à-dire lorsque CITEO / ADELPHE, par le biais du transporteur qu'elle aura missionné, en aura pris possession. Chacune des Parties s'engage à souscrire et à maintenir durant toute la durée de la Reprise Titulaire.

Chaque Partie s'engage à fournir à l'autre Partie, en cas de besoin, une attestation d'assurances dommages et responsabilité civile professionnelle. La Collectivité peut également être amenée à fournir l'attestation d'assurance dommages et responsabilité civile professionnelle de son prestataire de tri.

ARTICLE 8 – PRINCIPE DE PROXIMITE

Conformément au Cahier des charges, CITEO / ADELPHE mène une concertation avec les parties prenantes au sein du comité du recyclage pour proposer la prise en compte opérationnelle du principe de proximité tel que défini à l'article L. 541-1 du code de l'environnement pour chacun des matériaux. Ces propositions doivent permettre de définir les conditions de conformité au principe de proximité et les possibilités d'incitation associées en veillant au strict respect des règles du droit de la concurrence.

Ces propositions sont soumises à l'accord des ministères signataires de l'agrément de CITEO / ADELPHE après avis de la formation de filière des emballages ménagers de la commission des filières REP. Lorsque ces propositions seront arrêtées, les Parties se rencontreront pour adapter si nécessaire les stipulations des présentes conditions.

ARTICLE 9 – EFFET DES PRESENTES CONDITIONS

9.1 – Prise d'effet

Les présentes conditions prennent effet à la date de signature du Contrat-type unique pour la collecte sélective par l'ensemble des Parties.

La reprise est assurée en ce qui concerne les DEM triés à compter de la notification visée à l'article 5.1 (*Notification à CITEO / ADELPHE des informations relatives au(x) centre(s) de tri*), et au plus tôt le 1er janvier 2025.

Dans le cas où la Collectivité et CITEO / ADELPHE auraient convenu d'un démarrage anticipé de la Reprise Titulaire (Annexe 0), et sous réserve de la signature du Contrat-type unique pour la collecte sélective par l'ensemble des Parties, les présentes conditions prennent effet à la date du démarrage anticipé.

9.2 – Échéance

Les présentes conditions arrivent à échéance concomitamment au terme du Contrat-type unique pour la collecte sélective, pour quelle que cause que ce soit. Les Parties peuvent néanmoins prolonger leur application afin d'assurer les opérations de reprise jusqu'à la mise en place des éventuelles nouvelles modalités de gestion.

9.3 – Suspension et résiliation pour manquement

En cas de manquement grave et/ou répété de l'une des Parties à ses engagements contractuels, l'autre Partie peut décider de suspendre l'effet des présentes conditions jusqu'à l'arrêt ou la palliation du manquement. La suspension intervient sans faute pour la Partie qui la décide. La suspension peut

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

débuter une (1) semaine après envoi à la Partie défaillante d'une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception demeurée sans effet (la date de réception faisant foi).

Le manquement grave et/ou répété de l'une des Parties à ses engagements contractuels est également susceptible de constituer une cause de résiliation pour faute du Contrat-type unique pour la collecte sélective, décidée dans les conditions prévues par ce dernier.

ARTICLE 10 – MODIFICATIONS

Les présentes conditions sont modifiées selon les termes du Contrat-type unique pour la collecte sélective, sous réserve des dérogations suivantes :

1°/ La concertation préalable est menée au sein comité du recyclage, tel que prévu dans le Cahier des Charges REP EM/PG ;

2°/ Le délai d'opposition est d'un mois.

ARTICLE 11 – FORCE MAJEURE ET CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES

Les conditions applicables en cas de force majeure et de circonstances exceptionnelles sont celles visées dans le Contrat-type unique pour la collecte sélective.

ARTICLE 12 – REGLEMENT DES DIFFERENDS

Les conditions applicables au règlement des différends sont celles visées dans le Contrat-type unique pour la collecte sélective.

ARTICLE 13 – DIVERS

Les documents suivants sont annexés aux présentes conditions, par ordre décroissant d'importance :

- **Annexe 0, si applicable :** Demande de démarrage anticipé de la Reprise Titulaire, signé par l'exécutif de la Collectivité, ou la personne dûment habilitée par ce dernier ;

- **Annexe 1 :** Protocole de caractérisation des emballages en plastiques en centre de tri

Les annexes précitées font partie intégrante des conditions de la Reprise Titulaire. Les contradictions entre les présentes conditions et les annexes sont réglées par priorité des conditions ; celles entre les annexes, par l'ordre de priorité précité.

ARTICLE 14 – COMMUNICATION

Les conditions applicables en matière de communication sont celles fixées dans le Contrat-type unique pour la collecte sélective.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Annexe 0 – Demande de démarrage anticipé de la Reprise Titulaire

Demande de démarrage anticipé de la Reprise Titulaire

[Collectivité] (ci-après la « *Collectivité* ») s'est rapproché[e] de CITEO / ADELPHE afin de conclure avec elle un Contrat-type unique pour la collecte sélective.

Le Contrat-type unique pour la collecte sélective lui permet notamment de bénéficier, auprès de CITEO / ADELPHE, de la « Reprise Titulaire ». La Reprise Titulaire garantit la reprise en toute circonstance et sans frais des déchets conformes au standard « flux développement » et au standard du modèle de tri simplifié des plastiques.

Les conditions de la Reprise Titulaire sont précisées en annexe du Contrat-type unique pour la collecte sélective. CITEO / ADELPHE n'est en principe engagée vis-à-vis de chaque collectivité, au titre de la Reprise Titulaire, qu'après conclusion du Contrat-type unique pour la collecte sélective, qui vaut également conclusion de ses annexes.

Toutefois, en l'espèce, il n'est pas opérationnellement envisageable de stocker les tonnes triées selon le modèle de tri retenu jusqu'à la prochaine séance du conseil délibérant, au cours de laquelle le Contrat-type unique pour la collecte sélective sera soumis à approbation, en vue d'une signature par l'autorité exécutive.

Aussi, à titre exceptionnel, je, soussigné [prénom, nom], agissant en qualité de [qualité] :

- autorise CITEO / ADELPHE à procéder à la mise en œuvre de la Reprise Titulaire à l'endroit de l'ensemble des tonnes triées, en précisant les informations indiquées dans l'article 5.1 (*Notification à CITEO / ADELPHE des informations relatives au(x) centre(s) de tri*), soit :

  - nom centre de tri;
  - code centre de tri ;
  - Standard produit (standard tri simplifié plastique et/ou standard flux développement);
  - adresse point d'enlèvement ;
  - coordonnées du contact « centre de tri ».

- déclare avoir reçu le Contrat-type unique pour la collecte sélective, y compris ses annexes, et pris connaissance des conditions qu'il fixe à la Reprise Titulaire assurée par CITEO / ADELPHE ;

- m'engage à effectuer toute diligence nécessaire pour que le Contrat-type unique pour la collecte sélective soit signé au nom de la Collectivité à l'issue du prochain conseil délibérant ;

- déclare avoir été informé par CITEO / ADELPHE que la mise en œuvre de la Reprise Titulaire pourrait être suspendue sans faute en l'absence de signature du Contrat-type unique pour la collecte sélective à l'échéance prévue à l'alinéa précédent.

Est joint à la présente les conditions-types établies par CITEO / ADELPHE pour la reprise « Titulaires » des standards concernés des modèles de tri simplifié plastique et à 2 standards plastiques (avec flux développement).

Fait à [...], le [...],

[Prénom, NOM], [Qualité], [Signature]

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Annexe 1 - Protocole de caractérisation des emballages en plastiques en centre de tri

Contrôle de la qualité

Un contrôle de balle peut être effectué sur tous les lots produits par les centres de tri. Le contrôleur prélève au hasard une des balles du lot. Si une balle est atypique quant à sa composition apparente, elle ne doit pas faire l'objet de prélèvement. Sa(leurs) présence(s) sont signalée(s) dans le formulaire de contrôle qualité.

La balle prélevée est ensuite caractérisée pour déterminer le poids de chaque catégorie d'emballages qui la composent. Le poids minimum à respecter pour une caractérisation de flux rigide à trier est de 30kg. Les photos des catégories de refus sont jointes au rapport.

La grille de caractérisation des flux rigides à trier utilisée est la suivante pour le flux de rigides à trier issu du modèle de tri simplifié plastique :

Catégorie	**Matière**
PET Clair	PET Clair BF
PE / PP	PE / PP Bouteilles
	PE / PP Barquettes
PET BF Coloré	PET BF Coloré
PET Opaque	Coloré
	Blanc
PET barquettes clair	Mono
	Multi
PS	PS
	XPS/PSE
PET BF clair	PET BF clair
Refus	Emballages souples complexes
	ACIER/ALU
	ELA
	Fibreux
	Textiles
	Autres refus (objets plastiques, souillés, imbriqués "naturels", déchets dangereux)
Autres	PET BF Clair sleevées
	Fines
	Emballages noirs
	Barquettes complexes colorées

S'agissant du standard flux développement, la grille de caractérisation à utiliser est la suivante.

Catégorie	**Matière**
PET Clair	PET Clair BF
PET BF Coloré	PET BF Coloré
PET Opaque	Coloré
	Blanc
PET barquettes clair	Mono
	Multi
PS	PS
	XPS/PSE

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

PEPP	PEPP
PET BF clair	PET BF clair
Refus	Emballages souples complexes
	ACIER/ALU
	ELA
	Fibreux
	Textiles
	Autres refus (objets plastiques, souillés, imbriqués "naturels", déchets dangereux)
Autres	PET BF Clair sleevées
	Fines
	Emballages noirs
	Barquettes complexes colorées

Le poids minimum à respecter pour une caractérisation de flux rigide à trier est de 30kg. Les photos des catégories de refus sont jointes au rapport.

Catégories		Sous-catégories (matières)	Détails
Films et emballages souples plastiques	PE		Transparent
			Coloré/imprimé
	Films craquants non métallisés	PP	
		Complexes	
	Films Métallisés		
	Films non valorisables : biodégradables, PET		
Emballages rigides plastiques : barquettes, pots, tubes	PE/PP		
	Autres plastiques : PS, PET, PVC		
Fibreux : cartons, papiers, briques			
Alu/Acier			
Filets			
Masques			
Imbriqués			
Autres matériaux : verre, textiles, autres objets			
Fines			

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Annexe 4. Accompagnement spécifique de CITEO / ADELPHE

Dans un contexte d'une difficulté croissante, face à l'augmentation des contraintes budgétaires et des obligations réglementaires en lien avec la REP emballages ménagers et papiers graphiques, les collectivités et CITEO / ADELPHE doivent faire face à de nombreux défis. Pour la filière des emballages ménagers et des papiers, les prochaines années sont porteuses d'enjeux importants qui tous doivent concourir à améliorer la performance du "bac jaune" et à renforcer l'image et l'attractivité des territoires :

- atteindre les ambitieux objectifs européens de collecte et de recyclage pour chaque matériau d'emballages
- assurer la continuité du geste de tri partout, tout le temps
- lutter contre les déchets abandonnés et préserver la biodiversité
- faciliter la montée en puissance du réemploi dans les territoires.

CITEO / ADELPHE est aux côtés des collectivités depuis 30 ans comme votre partenaire de proximité, expert efficace, fiable et à votre écoute pour répondre à ces défis politiques et techniques.

CITEO / ADELPHE participe ainsi au déploiement d'une économie 100% circulaire des emballages et papiers dans les territoires grâce à la mobilisation de l'ensemble des acteurs de la chaine : collectivités locales, metteurs sur le marché opérateurs de collecte et de tri, recycleurs et consommateurs-citoyens.

Dans le cadre de son contrat, CITEO / ADELPHE vous propose en tant que collectivité partenaire un accompagnement basé sur 5 engagements :

• La proximité :

5 directions régionales et plus de 60 collaborateurs ont été déployés au plus près des territoires pour garantir aux collectivités locales réactivité et intégration des enjeux locaux pour un accompagnement sur mesure. Les équipes se renforcent pour vous accompagner sur les nouveaux enjeux du hors foyer, des déchets abandonnés, du réemploi et plus globalement des changements de comportements.

Vous disposez d'au moins 4 interlocuteurs dédiés sur les sujets techniques (RO), de communication (RET), de centres de tri (Responsable Tri) et administratifs (CCCL) qui sont disponibles pour un accompagnement individualisé et adapté aux enjeux spécifiques de votre territoire, et pour répondre à vos questions au quotidien sur chaque aspect de notre relation.

• L'expertise pour le financement de vos projets de transformation :

CITEO / ADELPHE base son approche sur sa capacité à dresser un diagnostic personnalisé de votre territoire en matière de performance environnementale et financière, notamment en le comparant à un territoire qui lui ressemble. Sur cette base, CITEO / ADELPHE vous accompagne dans l'identification de vos leviers de performance et la mise en œuvre de vos projets d'amélioration et de transformation sur la collecte, le tri hors foyer et les centres de tri.
Dans ce cadre, vous pouvez vous appuyer sur les équipes locales de CITEO / ADELPHE épaulées par des équipes d'experts nationaux : ingénieurs matériaux, spécialistes de la collecte et du recyclage, professionnels de la sensibilisation du grand public etc.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Au-delà de la conduite des opérations courantes en matière de collecte sélective et de tri, vous pouvez candidater aux Appels à projets de CITEO / ADELPHE. Forts de 5 années d'expérience en la matière et de l'accompagnement personnalisé des experts CITEO / ADELPHE, ces Appels à projets annuels vous permettent d'accélérer vos performances et de financer des projets d'ampleur sur votre territoire.

Pour vous aider à prendre en main ces projets, CITEO / ADELPHE a élaboré de nombreux outils et supports techniques mis à votre disposition dans le cadre de notre contrat : des guides méthodologiques, des cahiers de tendances et de préconisations, une carte interactive de partage de bonnes pratiques pour nourrir votre conduite de projets solution Trions+ et l'appli Guide du tri pour mobiliser les habitants autour du geste de tri etc. etc...).

Dans le cadre de l'élargissement des missions des ambassadeurs du tri aux 3R, CITEO / ADELPHE proposera dès 2025 une offre renouvelée pour accompagner ces acteurs de proximité indispensables à l'ancrage du geste de tri et de l'atteinte des objectifs de la filière.

CITEO / ADELPHE initie et soutient également des programmes de recherche et développement pour travailler sur des solutions innovantes au service des collectivités et des opérateurs de collecte et traitement. Anticiper et avoir un temps d'avance, en termes de technologies, d'usages et de pratiques, d'écoconception et de solutions de collecte, tri et recyclage nous permet de vous proposer des solutions innovantes, notamment dans le cadre de nos Appels à projets dédiés.

Enfin, CITEO / ADELPHE a à cœur de restituer les données collectées auprès des collectivités tout au long de la vie du contrat via des supports pédagogiques intégrant analyse et valeur ajoutée au titre de notre mission d'intérêt général : outils de datavisualisation en ligne sur l'espace Territoires, publications type Atlas de la collecte, cahiers thématiques avec recommandations techniques, comparaisons par régions ou milieux.

Vous bénéficiez d'outils et de services qui vous permettent de piloter votre dispositif de collecte et de valoriser vos engagements en la matière.

- La fiabilité :

Les capacités techniques, organisationnelles et financières de CITEO / ADELPHE nous permettent de vous garantir :

- la fiabilité des déclarations et des contributions des metteurs sur le marché pour garantir le financement du dispositif et des soutiens financiers à la hauteur de vos enjeux ;
- la traçabilité des tonnes triées et déclarées par les collectivités territoriales, jusqu'à leur recyclage effectif ;
- une organisation fondée sur des règles de gestion et des procédures de contrôles fiables et équitables, qui couvrent tous les pans de ses activités liées à l'agrément ;
- une gestion financière saine et transparente qui vous assure un paiement dans les délais ;
- un accompagnement dans les déclarations qui vous sont demandées et une restitution didactique de ces données.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Vous pouvez compter sur CITEO / ADELPHE pour transmettre dans les temps les soutiens financiers issus de la collecte sélective et tout autre document administratif nécessaire à la bonne gestion de vos services déchets et propreté.

- ## La mise en réseau :

Pour partager les bonnes pratiques entre pairs permettant d'accélérer les transformations et de faire émerger des synergies territoriales, CITEO / ADELPHE vous propose une mise en réseau avec d'autres collectivités et avec l'ensemble des acteurs locaux de vos territoires.

CITEO / ADELPHE vous propose au moins un rendez-vous avec vos pairs, les Rendez-vous du tri, chaque année. Vous disposez aussi de la possibilité de participer, en fonction de vos enjeux, à des webinars et des ateliers collaboratifs sur des thématiques spécifiques (qualité du tri, zones touristiques, plan de lutte contre les déchets abandonnés etc), à des réunions avec des collectivités aux caractéristiques proches des vôtres (collectivités urbaines, syndicats de traitements etc) et à des visites de sites.

- ## A votre écoute :

Dans une logique de simplification et de facilitation de vos usages, en plus de la proximité de nos équipes terrain, CITEO / ADELPHE adapte ses outils et services et fait évoluer ses supports d'accompagnement en continu.
CITEO / ADELPHE est à votre écoute pour répondre au mieux à vos pratiques du quotidien :

- Chaque nouveau service ou outil est conçu et testé au préalable grâce à un panel de collectivités locales pour répondre aux mieux à vos besoins et usages.
- Un baromètre de satisfaction est adressé à l'ensemble des interlocuteurs de CITEO / ADELPHE dans les collectivités partenaires. Ce dispositif permet en continu d'être au plus près de vos attentes et difficultés.
- En complément, lors de votre navigation et de vos interactions sur l'espace Territoires de CITEO / ADELPHE, vous pouvez évaluer en direct les fonctionnalités de cette interface et permettre son adaptation pour mieux faciliter vos démarches.

Enfin, CITEO / ADELPHE mène une démarche de simplification systématique de vos démarches de collectivité partenaire, pour chaque aspect de la vie de votre contrat : contractualisation, déclarations, suivi technique et financier, versements des soutiens.

CITEO / ADELPHE vous accompagne en restant au plus près de vos besoins et de vos pratiques pour mettre en place ensemble le dispositif de collecte et de tri performant qui vous ressemble.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Décembre 2024

Annexe 1 – GLOSSAIRE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Les termes employés dans le présent contrat et ses annexes correspondent aux définitions données ci-après :

Ambassadeur du tri

Ce soutien est calculé en fonction du nombre de postes d'Ambassadeurs du tri (ADT) sur le territoire de la Collectivité.

Est éligible au soutien à l'ADT (conditions cumulatives) :

- Toute personne employée au moins 60 jours par an (ou équivalent prorata temporis pour une personne embauchée en cours d'année) par la Collectivité (ou à la demande de la Collectivité, par une personne morale avec laquelle la Collectivité aura signé un contrat à cet effet)

- Toute personne qui effectue auprès du grand public des missions de sensibilisation et d'éducation sur la collecte, le tri des déchets d'emballages ménagers et des papiers mais aussi sur la prévention et réduction des déchets, le réemploi, le tri sur l'espace public, les déchets abandonnées d'emballages et de papier.

Le cas échéant le prorata précédemment évoqué est appliqué au soutien.

Les missions de l'Ambassadeur du Tri devront nécessairement inclure au moins l'une des actions suivantes : animations scolaire, animations publiques, contrôle de la qualité, opération de porte-à-porte dans les zones à faible performance de recyclage à l'échelle de la Collectivité.

Annexe

Une annexe du présent contrat.

Article

Un article du présent contrat.

Barème aval

Barème des soutiens bénéficiant aux collectivités territoriales, défini par le Cahier des charges d'agrément de la Filière REP EMPG.

Cahier des charges

Document publié par arrêté interministériel fixant les missions et obligations des éco-organismes de la filière des déchets d'emballages ménagers pour la période 2018-2022.

Certificat de recyclage

Ensemble des informations transmises par les Repreneurs Contractuels et/ou les Filières à L'Eco-organisme (via la plateforme dématérialisée mise à leur disposition ou, en cas d'indisponibilité, des outils informatiques de déclaration, en version papier, conformément au modèle Document de l'OCAPEM « *Certificat de recyclage* ») attestant du recyclage effectif des matériaux.

Le Certificat de recyclage est exigé quelle que soit l'option de reprise choisie par la Collectivité.

Le Certificat de recyclage sert :

- De justificatif au versement à la Collectivité des soutiens au recyclage (Scs, Spr et Srm), dans la limite des tonnes éligibles à ces soutiens ;
- De base aux contrôles diligentés par L'Eco-organisme afin de s'assurer de la réalité du recyclage effectif des matériaux ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

- À l'établissement du décompte trimestriel des tonnages effectivement recyclés, transmis annuellement par L'Eco-organisme à la Collectivité.

Certificat de tri

Ensemble des informations transmises par les Repreneurs Contractuels et/ou les Filières à L'Eco-organisme (via la plateforme dématérialisée mise à leur disposition ou, en cas d'indisponibilité, des outils informatiques de déclaration, en version papier) attestant du tri complémentaire des Standards à trier.

Ces informations comprennent, pour chaque Standard à trier :

- Le nom et l'adresse de l'opérateur effectuant le tri complémentaire ;
- Le bilan des tonnages entrants et sortants ;
- Le nom et l'adresse de chacun des recycleurs-utilisateurs finaux des différentes matières triées.

Coefficient de majoration à la performance de recyclage (Cmp)

Coefficient pris en compte pour calculer le soutien à la performance de recyclage (Spr). Ce coefficient est variable selon un indicateur unique de performance : le taux moyen de recyclage (TMR).

Collecte de proximité

Mode d'organisation de la collecte sélective dans lequel les contenants sont partagés, présents en permanence sur l'espace public, à proximité des consommateurs et adaptés aux contraintes urbanistiques.

Les contenants sont le plus souvent de grand volume pour favoriser la massification des déchets et rationaliser la collecte. Ils peuvent aussi être installés sur l'espace privé en pied d'immeuble, et également dans certains espaces de services très fréquentés (ex : parking de grandes surfaces, déchèteries).

A l'échelle de la collectivité, ce mode de collecte se caractérise par un réseau de points de collecte en nombre suffisant, visibles, pratiques d'accès, et bien répartis sur le territoire.

Collecte sélective / séparée

Mode de collecte des déchets d'emballages ménagers et de papiers graphiques préalablement séparés par les citoyens, à leur domicile, pour permettre leur tri et leur recyclage. La récupération des métaux sur mâchefers et compost ou une collecte de DEM en déchèterie ne caractérisent pas une Collecte sélective.

Collectivité

La commune, l'établissement public de coopération intercommunale ou le syndicat ayant la compétence collecte et/ou traitement des déchets ménagers et signataire du présent contrat avec l'Eco-organisme.

Contrat de reprise

Contrat régissant les relations entre la Collectivité et son Repreneur Contractuel concernant la reprise d'un ou plusieurs matériau(x) conforme(s) aux Standards de recyclage. Il fixe notamment pour une durée convenue les exigences de qualité du ou des Matériau(x) repris, leur prix de cession et organise la traçabilité jusqu'au Destinataire final (Recycleur). En option reprise Filières et en option reprise Fédérations, le contrat de reprise est conforme à un contrat type négocié par l'Eco-organisme avec, respectivement, les Filières et les Fédérations.

Déchets d'emballages ménagers et de papiers graphiques ou Déchets EMPG

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Déchets résultant de l'abandon des emballages servant à commercialiser les produits consommés ou utilisés par les ménages, ainsi que les imprimés papiers (à l'exception des livres) et les papiers à usage graphique abandonnés par des utilisateurs finaux et entrant dans le périmètre contributif des éco-organisme de la filière Emballages Ménagers et Papiers Graphiques.

Déchèterie

Espace aménagé, gardienné, clôturé où le public peut apporter ses déchets encombrants et éventuellement d'autres déchets triés en les répartissant dans des contenants distincts en vue de valoriser et traiter (ou stocker) au mieux les matériaux qui les constituent.

Destinataire final (recycleur)

- Acier : aciériste ou préparateur (broyeur…).
- Aluminium : affineur ou préparateur (broyeur…).
- Papier-Carton : papetier.
- Plastiques : régénérateur apte à produire une matière première secondaire (paillettes ou granules) pouvant être utilisée dans un processus de production en substitution à de la matière vierge, sans générer de déchets.
- Verre : traiteur apte à produire du calcin utilisable en substitution de matières vierges.

Document(s) de l'OCAPEM

Documents élaborés par les éco-organismes de manière concertée au sein de l'OCAPEM, en concertation le cas échéant, avec les représentants des collectivités territoriales et approuvés par le Ministère en charge des filières REP, librement consultables sur les sites internet des éco-organismes.

Ces documents font partie du contrat type unique pour la collective sélective.

Il s'agit des documents suivants :

- « Barème Aval »,
- « Certificat de Recyclage »,
- « Standards de Recyclage »,
- « Référentiel de contrôle aval de la filière REP des emballages ménagers, imprimés papiers et papiers à usage graphique »

Ils sont modifiés par l'OCAPEM en cas d'évolution du Cahier des charges. Toute modification fait l'objet d'une information aux collectivités co-signataires.

Données démographiques

Ensemble des données issues de l'INSEE et de l'IEDOM (pour l'outre-mer) pris en compte pour calculer la population contractuelle et l'Indice d'Activité Touristique de la Collectivité, à savoir notamment : la population municipale (sans double compte), le nombre de chambres en hôtellerie classée et non classée, le nombre d'emplacements en terrain de camping, le nombre de résidences secondaires et/ou logements occasionnels.

Les données démographiques prises en compte en année N sont les données démographiques issues de l'INSEE entrant en vigueur l'année N-1 lié au recensement de l'année N-4.

En cas de disparition de l'une quelconque des données démographiques prises en compte pour l'exécution du contrat, L'Eco-organisme utilisera les dernières valeurs connues de l'indicateur.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Eco-organisme

Société agréée par les pouvoirs publics pour la période 2024-20XX en application de l'article R. 543-58 du code de l'environnement, en vue de la prise en charge, pour le compte de ses clients, de leurs déchets d'emballages ménagers et imprimés et papiers graphiques conformément au Cahier des charges, et signataire du contrat type unique de collective sélective.

Équilibrage

Mécanisme d'équilibrage financier mis en place conformément aux dispositions du Cahier des charges aux fins d'assurer une juste répartition des recettes et des dépenses des éco-organismes.

Extension des consignes de tri (ECT)

Extension des consignes de tri à tous les déchets d'emballages ménagers en plastique.

Fédération(s)

Organisations professionnelles représentatives au sens défini par la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 (décret d'application no 2015-654 du 10 juin 2015) et répondant aux critères de l'article L. 2151-1 du code du travail, c'est-à-dire notamment avec une ancienneté minimale de deux ans dans le champ professionnel et géographique couvrant le niveau de négociation, une transparence financière, une « audience » évaluée à partir du nombre d'entreprises adhérentes.

Filière(s) Matériau

Organisme représentant, dans le cadre des responsabilités relatives à la mise en place de la REP, le secteur de l'emballage d'un matériau considéré et regroupant les associations professionnelles et/ou les producteurs du matériau et des emballages fabriqués à partir de celui-ci.

Cet organisme assure généralement la responsabilité du secteur au regard de la garantie de reprise et du recyclage effectif des Déchets d'Emballages Ménagers et Papiers Graphiques collectés et triés de ce même matériau.

Flux

Fraction du gisement des déchets, séparée (i) par le producteur de déchets à son domicile ou lors du dépôt au point de collecte ou (ii) par le centre de tri. Le flux peut contenir un ou plusieurs types de matières.

Gisement Contractuel

Le gisement contractuel ou gisement de référence est le rapport entre le gisement d'emballages ménagers et de papiers graphiques contribuant à la filière et la population contractuelle. Il est établi annuellement par les pouvoirs publics.

Matériau

Matériau constitutif de la base de l'emballage ménager ou de l'imprimé/papier graphique, où il est majoritairement présent en poids. Les cinq matériaux couverts par le contrat type proposé par L'Eco-organisme aux Collectivités sont l'acier, l'aluminium, le papier-carton, le plastique, le verre, les imprimés graphiques et les papiers à usage graphique.

Les déchets d'emballages ménagers associant plusieurs matériaux sont rattachés au matériau constituant le composant majoritaire en poids.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Méthodologie

Méthodologie de la campagne de caractérisations des emballages et papiers dans les OMR définie par les éco-organismes en lien avec l'ADEME et permettant de répondre à la disposition 5.2.5.3 du Cahier des charges. La méthodologie figure dans le Document de l'OCAPEM librement consultable sur le site internet de l'Eco-organisme qui informe la Collectivité des éventuelles évolutions du document.

Ordures ménagères (OM)

Ensemble des déchets des ménages restant dans la poubelle habituelle et collectés dans le cadre des circuits municipaux après Collecte sélective. Les OM comprennent les emballages et papiers graphiques non triés par les ménages et les emballages hors consigne de tri. Les déchets portés en déchèterie ne sont pas compris dans les OM.

Performance

La performance de recyclage d'un Matériau est le rapport, pour une même période, entre les Tonnes Recyclées de ce matériau et la population contractuelle (kg/hab/an).

Périmètre (contractuel)

Liste des communes relevant du périmètre de la Collectivité et couvertes par le présent contrat.

PCC : Papier-carton complexé issu de la Collecte séparée (cf. Standards de recyclage).

PCNC : Papier-carton non complexé issu de la collecte séparée et/ou de la collecte en déchèterie (cf. Standards de recyclage).

Population contractuelle : Somme des Populations municipales du Périmètre Contractuel.

La Population contractuelle prise en compte en année N est la Population municipale INSEE entrant en vigueur l'année N-1 lié au recensement de l'année N-4 .

Population municipale (source INSEE)

La Population municipale comprend les personnes ayant leur résidence habituelle (au sens du décret) sur le territoire de la commune, dans un logement ou une communauté, les personnes détenues dans les établissements pénitentiaires de la commune, les personnes sans abri recensées sur le territoire de la commune et les personnes résidant habituellement dans une habitation mobile recensée sur le territoire de la commune.

La Population municipale d'un ensemble de communes est égale à la somme des Populations municipales des communes qui le composent.

Le concept de Population municipale correspond à la notion de population utilisée usuellement en statistique. Elle ne comporte pas de doubles comptes : chaque personne vivant en France est comptée une fois et une seule.

Porte à porte

Mode d'organisation de la collecte dans lequel le contenant est individuel pour un ménage ou un immeuble. Le contenant est mis à disposition dans l'espace privatif et disposé par les usagers, les jours de collecte, sur

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

l'espace public pour en permettre la collecte par la Collectivité dans le cadre du SPGD (Service public de gestion des déchets). En porte à porte, les contenants les plus répandus sont les bacs roulants et les sacs.

Principe de solidarité

Le principe de solidarité se définit par les deux composantes suivantes :

- obligation de reprise, en tout point du territoire national et selon des modalités contractuelles identiques, des déchets d'emballages ménagers conformes aux Standards de recyclage ;

- prix de reprise unique, positif ou nul, départ centre de tri, sur l'ensemble du territoire national pour les déchets d'emballages ménagers conformes aux Standards de recyclage.

Recyclage

Toute opération de valorisation matière par laquelle les déchets sont retraités en produits, matières ou substances aux fins de leur fonction initiale ou à d'autres fins.

Repreneur Contractuel ou Repreneur

Titulaire du Contrat de reprise conclu avec la Collectivité pour un ou plusieurs Standards de recyclage. Quelle que soit l'option de reprise, le Repreneur Contractuel est déclaré à L'Eco-organisme.

En option Reprise Filières, le Repreneur est désigné par la Filière Matériau. Ce peut également être la Filière Matériau elle-même.

En option Reprise Fédérations, le Repreneur est un Adhérent labellisé, c'est-à-dire une société, adhérente d'une Fédération ayant signé un contrat de labellisation l'habilitant à postuler dans cette option de reprise.

En cas de Reprise Titulaire, le Repreneur est l'Eco-organisme.

REP

Responsabilité élargie du producteur telle que régie par l'article L. 541-10 du code de l'environnement.

SPPGD :

Service public de la prévention et de la gestion des déchets.

Standard(s) de recyclage ou Standard(s)

Les caractéristiques générales de la composition (nombre de flux, humidité et impuretés) et du conditionnement (vrac, balles ou paquets) des déchets d'emballages ménagers et papiers graphiques collectés et triés par matériau.

Les Standards de Recyclage sont indiqués dans un Document OCAPEM librement consultable sur le site internet de l'Eco-organisme qui informe la Collectivité des éventuelles évolutions des Standards.

Tri- Mécano-biologique (TMB) (source Ademe)

Mode de traitement des ordures ménagères résiduelles qui associe un tri des déchets en fonction de leur nature, avec un traitement biologique tel que le compostage ou la méthanisation de la fraction fermentescible.

Tonnes

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Tonnages d'emballages ménagers résiduels (TRmat) : Tonnages d'emballages restant dans les OM, ces tonnages sont calculés par différence entre les Tonnes Recyclées (de Collecte sélective et de métaux récupérés sur unité de traitement des OM) et le Gisement contractuel.

Tonne(s) Recyclée(s) : Tonnes de déchets d'emballages ménagers et papiers graphiques triées conformément aux Standards de recyclage, livrées au Repreneur Contractuel et recyclées. Ces tonnes, déclarées par les Collectivités sont constatées sur la foi des justificatifs délivrés par les Collectivités et leurs Repreneurs (Déclaration d'activité et Certificats de recyclage).

Parmi les Tonnes Recyclées, on distingue :

- les Tonnes Recyclées de Collecte sélective, seules éligibles au Scs pour la part emballages ménagers;
- les Tonnes Recyclées de métaux récupérés sur unités de traitement des OM.

Les Tonnes Recyclées de Collecte sélective sont soutenues dans la limite des seuils précisés dans le Document de l'OCAPEM « Barème aval ».

Traçabilité

Information permettant le suivi des tonnes éligibles aux soutiens jusqu'au Destinataire final (Recycleur). La traçabilité est une condition du versement des soutiens listés dans le barème aval.

Valorisation

Transformation des déchets d'emballages ménagers selon différents procédés respectant la réglementation et les normes en vigueur, dont les principaux sont :

- Recyclage : voir ce mot.
- Conversion énergétique (ou incinération avec récupération d'énergie) : récupération de vapeur et/ou d'électricité à partir de la combustion des déchets d'emballages dans un incinérateur respectueux des normes en vigueur. Les termes « valorisation énergétique » ne peuvent être utilisés que pour les incinérateurs répondant aux conditions fixées par la réglementation (arrêté du 20 septembre 2002 en vigueur).
- Compostage : transformation de la partie fermentescible des déchets d'emballages ménagers aboutissant à la fabrication d'un amendement organique.
- Préparation des refus issus des centres de tri pour utilisation sous forme de combustible solide de récupération (CSR) au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement.
- Méthanisation : transformation de la partie fermentescible des déchets d'emballages ménagers produisant un amendement organique (digestat) et un gaz combustible (biogaz).
- Tri-Mécano-Biologique : voir ce mot.

Le terme valorisation matière inclut le recyclage et le compostage.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Décembre 2024

Document OCAPEM - Barème aval

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Pour les emballages

1. Soutiens au recyclage

1.1 Un soutien à la collecte sélective et au tri (Scs)

a) Principe

Ce soutien est le résultat du produit des tonnes éligibles d'un matériau par le tarif unitaire de ce matériau en €/T.

Scs (€) = tonnages recyclés éligibles x tarif unitaire en €/t

b) Tonnes éligibles au Scs

Seules les tonnes de déchets d'emballages ménagers issues de la collecte sélective et triées conformément aux standards par matériau (hors métaux extraits sur mâchefers, compost ou TMB) sont éligibles à ce soutien, sans pouvoir dépasser, pour les tonnes de papier cartons, le pourcentage des emballages papiers cartons recyclés défini au point e).

c) Calcul des soutiens

Les montants des tarifs unitaires pour l'année 2025 sont les suivants :

	Acier	Aluminium	PCNC	PCC	PCM	Plastique*	Verre
Tarif unitaire €/T	73	470	177	352	107	776	8

* En 2025, les collectivités, sauf pour les DOM, qui ne sont pas en extension des consignes de tri élargies à tous les plastiques ne sont pas éligibles aux soutiens financiers au titre du recyclage pour le matériau plastique en application des dispositions de l'Annexe VIII du Cahier des charges.

En cas d'extension des consignes de tri (ECT) sur les plastiques sur un territoire partiel, dans les conditions fixées au IV 1 d du Cahier des charges, le tarif des plastiques avec ECT sera appliqué aux tonnages de plastiques justifiés, au prorata de la population desservie par l'ECT. Ces tarifs unitaires peuvent être revus comme indiqué dans l'article 5.2.1.2 du cahier des charges du 7 décembre 2023. Pour les collectivités des territoires d'Outre-mer concernées par l'application du 4ème alinéa de l'article L. 541-10-2 du code de l'environnement, à compter des tonnes soutenues au titre de l'année 2021, les barèmes des soutiens mentionnés au tableau précédent sont majorés en leur appliquant les facteurs de multiplication suivants :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Coefficients multiplicateurs pour la majoration	Martinique	Guadeloupe	Saint-Martin	Saint-Pierre et Miquelon	Guyane	La Réunion
Majoration pour les emballages légers	2,3	2,2	3,9	3,4	2,1	2,3
Majoration pour les emballages en verre	2,1	2,1	1,9	1,9	2,1	1,9

d) Population contractuelle et gisement de référence

- **Population contractuelle**

Les données ci-après sont actualisées de plein droit par l'éco-organisme aux fins du calcul des soutiens.

Les données démographiques de la Collectivité sont mises à jour annuellement selon les années de référence suivantes :

Année de soutien	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Recensement INSEE	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	XX

- **Gisement de référence**

Le gisement de référence est un gisement conventionnel (en kg/hab/an) commun aux Eco-organismes qui peut être révisé pendant la durée du contrat par les pouvoirs publics pour être au plus près de la réalité.

e) Cas particulier des tonnages de papiers cartons non complexé (PCNC) : plafonnement des tonnes éligibles au Scs

- Plafonnement des tonnes éligibles au Scs en 2024

Les tonnes de papiers cartons éligibles au Scs sont soutenues dans la limite d'un pourcentage du total des emballages papier carton recyclés par la Collectivité sur son périmètre ménager et assimilé (PCNC, PCNC_CO, PCM dans la limite du taux de cartons dans les PCM) et à l'exclusion des collectes dédiées de professionnels (standards commerciaux type 1.04 et 1.05).

Le pourcentage est défini dans le tableau ci-dessous :

Année de soutien	2024
% du total des emballages papier carton	78%

Ce taux est actualisé tous les deux ans sur la base de caractérisations annuelles menées par les éco-organismes, en prenant la moyenne des deux exercices. Ce taux est validé par l'Ademe.

L'entrée en vigueur de la REP EP pourrait faire évoluer ces modalités.

En 2024, le taux retenu était de 78%.

- Détermination de la part des PCNC dans les PCM

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Les tonnes de papiers-cartons mêlés triés et les tonnes de papiers-cartons en mélange à trier qui sont éligibles au Scs sont déterminées sur la base d'une équivalence avec le standard PCNC.

Cette équivalence peut s'appuyer sur des tranches de taux de présence de papiers graphiques, selon les modalités qui seront définies dans le cadre du comité technique du recyclage, sans nécessiter de caractérisations systématiques.

En 2024, le taux retenu était de 47% pour les papiers et 53% pour les cartons. Ce taux est validé par le comité technique du recyclage et peut évoluer durant le contrat. Il est communiqué aux collectivités

1.2 Un soutien à la performance du recyclage (Spr)

a) Principe

Le Spr a pour objet d'inciter les collectivités à améliorer la performance des dispositifs de collecte et de tri des collectivités.

b) Calcul du Spr

Le Spr se calcule comme suit :

$$\mathbf{Spr = Scs_{année\ n} \times Cmp}$$

Où Cmp = coefficient de majoration à la performance de recyclage.

Le Cmp est calculé sur la base d'un indicateur unique de performance, le taux moyen de recyclage (TMR).

- Calcul du taux moyen de recyclage (TMR)

  Le TMR est calculé chaque année comme suit :

$$\mathbf{TMR = \left\{ \frac{Perf\ Métaux}{Gist\ Métaux} + \frac{Perf\ PC}{Gist\ PC} + \frac{Perf\ Plast}{Gist\ Plast} + \frac{Perf\ Verre}{Gist\ Verre} \right\} /4}$$

  Les performances sont le rapport entre les tonnes de déchets issus de la collecte sélective soutenues (y compris les nouveaux plastiques et complétées pour les métaux par les tonnes extraits de mâchefers soutenues et affectées d'un coefficient de 0,5 et par les tonnes non incinérées issues d'une unité de traitement d'un flux d'OMR) et la population (kg/hab/an).

  Chaque quotient est plafonné à 1.

- Valeurs du gisement de référence par matériaux

Tel que définis dans le point sur le gisement de référence.

- Valeurs du Cmp

  Les valeurs du Cmp sont calculées annuellement, en fonction de seuils de TMR décrits ci-dessous :

Année de soutien	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Seuil TMR bas	51 %	52 %	53 %	54 %	55 %	56 %
Seuil TMR intermédiaire	66 %	67 %	68 %	69 %	69 %	71 %
Seuil TMR haut	83 %	85 %	87 %	89 %	89 %	93 %

- Pour un TMR inférieur ou égal au seuil bas (tel que défini dans le tableau ci-dessus), il n'y a pas de majoration à la performance.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

- Pour un TMR compris entre le seuil bas et le seuil intermédiaire (tels que définis dans le tableau ci-dessus): le Cmp augmente linéairement de 0 à 15 %.
- Pour un TMR compris entre le seuil intermédiaire et le seuil haut (tels que définis dans le tableau ci-dessus) : le Cmp augmente linéairement de 15 à 50 %.
- Pour un TMR supérieur ou égal au seuil haut (tel que défini dans le tableau ci-dessus), la majoration à la performance est toujours de 50 %.

1.3 Soutien au recyclage des métaux récupérés hors Collecte sélective (Srm)

Les tonnes recyclées des métaux récupérés sur unités de traitement des OM (mâchefers d'incinération, traitement biologique) sont soutenues dans les conditions suivantes :

Matériau	Acier issu de mâchefers	Aluminium issu de mâchefers	Acier issu de traitement biologique	Aluminium issu de traitement biologique
€/t	12	75	62	400

Srm = ∑ (Tonnes matériau x prix matériau)

Pour une collectivité donnée, les tonnes prises en compte sont calculées au prorata de ses tonnes d'OM entrantes dans une unité de traitement sur la totalité des tonnes entrantes dans l'unité de traitement.

Seules les tonnes répondant à la définition de tonnes recyclées de métaux récupérés sur unité de traitement des OM et conformes au Standard sont éligibles à ce soutien.

Pour les collectivités d'outre-mer, ces soutiens sont majorés en leur appliquant les facteurs de multiplication des emballages légers.

2. Soutiens à d'autres formes de valorisation

2.1 Soutien spécifique à la valorisation organique des papiers cartons pour les collectivités territoriales d'outre-mer (Svo)

a) Conditions d'éligibilité

Seules sont éligibles à ce soutien les collectivités ultra-marines qui font le choix du compostage et/ou de la méthanisation.

Les conditions du soutien sont les suivantes :

- l'unité de traitement respecte la réglementation et les normes en vigueur ;
- le compost produit annuellement par l'unité est réputé vendu ou cédé en totalité et répond à la norme NFU 44051 ou NFU 44095.

b) Calcul du soutien

Le soutien par tonne valorisée est fixé à 80 €, dans la limite du tonnage maximum soutenu.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Le tonnage maximum soutenu est égal au Tonnage Résiduel de papiers cartons d'emballages ménagers présent dans le(s) flux concerné(s), calculé par différence entre le gisement contractuel et les tonnes recyclées de collecte sélective.

Svo = (tonnes valorisées < TR mat) x 80 €

Où:

Tonnes valorisées = tonnes de papiers-cartons d'emballages ménagers présents dans le flux concerné

TR mat = tonnage d'emballages ménagers résiduel du matériau entrant dans l'unité de traitement = (Gt x Pop/1000) - Tonnes recyclées) x Tonnes traitées / T OM

Où :

Gt = gisement contractuel

Pop = population contractuelle de l'année N

Tonnes recyclées = tonnes livrées aux repreneurs et recyclées

Tonnes traitées = tonnages d'ordures ménagères résiduelles entrant dans l'unité de traitement concernée

T OM = somme des tonnages d'OM traités par la Collectivité dans l'ensemble des unités de traitement (compostage, incinération) et enfouis.

2.2 Soutien à la valorisation énergétique des emballages dans les refus issus des centres de tri (Sve Refus)

a) Principe

Les collectivités dont les refus issus des centres de tri de déchets d'emballages ménagers font l'objet d'une préparation pour être considérés comme des combustibles solides de récupération (CSR), ou d'une valorisation énergétique dans des usines d'incinération des ordures ménagères peuvent bénéficier d'un soutien financier lorsque la performance énergétique (Pe) annuelle de l'installation en cause est supérieure à 0,6. La performance énergétique est définie selon les normes réglementaires en vigueur.

Aux fins du calcul de ce soutien, sont prises en compte les tonnes de collecte sélective soutenues dans le cadre du Scs. Par ailleurs, le soutien est plafonné en fonction de la part des déchets d'emballages ménagers valorisables énergétiquement dans les refus et, afin de favoriser le recyclage, des tonnages recyclés des matériaux correspondants.

Les collectivités qui font appel à la reprise titulaire pour la gestion des refus ne sont plus éligibles au SVE refus.

b) Formule de calcul

Ce soutien est le résultat du produit des tonnes éligibles à ce soutien par le soutien unitaire en €/T.

Sve Refus (€) = Tonnes de DEM dans les refus éligibles x 75 €

c) Gisement résiduel

Par convention, le gisement résiduel est calculé, pour chaque matériau éligible au soutien, par différence entre le Gisement contractuel et les tonnes recyclées de collecte sélective et le cas échéant, les tonnes recyclées d'aluminium issus d'unité de traitement des OM (aluminium issu de mâchefers, compost, méthanisation ou TMB) et le cas échéant les tonnes de PCNC compostées pour les DOM.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Gisement résiduel = Gisement contractuel / 1000 x Population contractuelle - Tonnes recyclées

Où :

Gisement contractuel (en kg/hab/an) est défini au 1.1.d (ii)

Tonnes recyclées = tonnes éligibles au Scs (ainsi qu'au Srm pour l'aluminium)

2.3 Soutien à la valorisation énergétique des emballages restant dans les OMR (Sve OMR)

a) Principe

Ce soutien concerne les emballages valorisables énergétiquement restant dans les ordures ménagères résiduelles et valorisés dans des installations de valorisation énergétique (papier-carton, plastique et aluminium) qui n'ont pas transité dans un centre de tri.

Seules sont éligibles à ce soutien les collectivités ayant perçu le soutien à la conversion énergétique (Tce) en 2016. Le montant du soutien à la conversion énergétique 2016 pris en compte est celui figurant dans le liquidatif 2016 de la Collectivité.

Pour une année N donnée, la Collectivité ne pourra bénéficier de ce soutien que si ses OMR (Ordures ménagères résiduelles) sont traitées dans une ou plusieurs installations de valorisation énergétique ayant, pour l'année N, une performance énergétique (Pe) supérieure à 0,6. La performance énergétique est définie selon les normes réglementaires en vigueur.

b) Formule de calcul

Pour chaque année N où au moins une des installations de valorisation énergétique a une Pe supérieure à 0,6, le soutien à la valorisation énergétique de l'année est calculé en multipliant le montant versé à la Collectivité en 2016 au titre du soutien à la conversion énergétique par le coefficient de dégressivité défini pour l'année N dans le tableau ci-dessous.

Année de soutien	2025	2026	2027
Coefficient de dégressivité	20%	10%	0

Le Tce 2016 est reconstitué en euro par habitant, par commune, afin de faciliter la gestion des changements de périmètre (fusion, scission ou extension) entre 2016 et l'année N.

Sve OMR N = (Tce € 2016/hab 2016 x population 2016 au périmètre descommunes N) x % tonnages éligibles N x coefficient dégressivité N

Où :

Tce 2016 € /hab 2016 = Tce 2016 / population contractuelle 2016

La population 2016 prise en compte pour le calcul de ce soutien est calculée sur la base des communes présentes au périmètre de l'année N tel que définie au point 1.1.d) .

% tonnages éligibles N : correspond à la quote-part des tonnages valorisés en année N dans une ou plusieurs unités de traitement dont la Pe est supérieure à 0,6 sur l'ensemble de ses tonnages d'OMR produits en année N par rapport à la quote-part des tonnages valorisés en 2016 dans une ou plusieurs unités de traitement dont la Pe est supérieure à 0,2 sur l'ensemble de ses tonnages d'OMR produits.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

3. Soutien à l'action de sensibilisation auprès des citoyens (Sas)

Ce soutien a pour objet de donner aux collectivités les moyens d'agir pour la sensibilisation des habitants au geste de tri en améliorant et consolidant la participation des habitants au dispositif. Il est constitué de deux soutiens.

Sas = Scom + SAdt

3.1 Un Soutien à la communication (Scom)

a) Conditions d'éligibilité

L'éligibilité au soutien est conditionnée à la réalisation par la Collectivité d'au moins une action de sensibilisation par la communication dans l'année.

b) Calcul du soutien

Le soutien unitaire est fixé à 0,20 € par habitant.

Scom = 0,20 € x population Collectivité année N

La population prise en compte pour le calcul de ce soutien est la population contractuelle année N de la Collectivité telle que définie au point 1.1.d) i).

Pour les collectivités des territoires d'outre-mer, le soutien à la communication est majoré en leur appliquant un facteur multiplicateur de 1,25.

3.2 Un Soutien à l'Ambassadeur du tri (SAdt)

a) Principe

Ce soutien est calculé en fonction du nombre de postes d'Ambassadeurs du tri (ADT) sur le territoire de la Collectivité.

Est éligible au soutien à l'ADT (conditions cumulatives) :

- toute personne employée au moins 60 jours par an (ou équivalent prorata temporis pour une personne embauchée en cours d'année) par la Collectivité (ou à la demande de la Collectivité, par une personne morale avec laquelle la Collectivité aura signé un contrat à cet effet)

- toute personne qui effectue auprès du grand public des missions de sensibilisation et d'éducation sur la collecte, le tri des déchets d'emballages ménagers et des papiers mais aussi sur la prévention et réduction des déchets, le réemploi, le tri sur l'espace public, les déchets abandonnées d'emballages et de papier.

Le cas échéant le prorata précédemment évoqué est appliqué au soutien.

b) Conditions d'éligibilité

L'éligibilité au soutien de chaque ADT est conditionnée à la complétude de la déclaration ADT, tel que décrit ci-dessous et à sa validation par l'EO.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

- une liste nominative des ADT employés au cours de l'année, avec à minima leur adresse mail, fonction, date de sortie ainsi que n° SIREN et nom de l'entité employeur si différents de l'entité signataire du contrat-type unique
- le temps de travail minimum (60 jours) consacré aux missions ADT conformément à la définition du glossaire/article 5.2 ……
- la description de leurs missions principales;

c) Calcul du soutien

SAdt = 10 000€ x nombre de postes ADT

Le nombre de postes d'Ambassadeurs du tri éligibles au soutien est plafonné à un ADT pour 8 000 habitants.

Le plafond est arrondi à l'entier le plus proche.

La population prise en compte pour le calcul de ce soutien est la population contractuelle année N de la Collectivité telle que définie au point 1.1.d) i).

Pour les collectivités des territoires d'outre-mer, le soutien aux ADT est majoré en leur appliquant un facteur multiplicateur de 1,25.

4. Soutien à la connaissance des coûts (Scc)

4.1 Principe

Ce soutien a pour objet d'améliorer la connaissance des coûts pour que la Collectivité puisse mesurer l'efficacité de son dispositif de collecte sélective et optimiser les moyens mis en place.

4.2 Conditions d'éligibilité

L'éligibilité au soutien est conditionnée à la transmission dans les formes et délais exigés par Citeo de la déclaration annuelle des coûts pour l'année concernée, ainsi qu'à la validation par Citeo des données déclarées.

Il est précisé en tant que de besoin que la Collectivité n'est éligible au soutien que si l'ensemble des coûts de collecte sélective sur son périmètre déclaratif de l'année considérée est déclaré.

4.3 Formule de calcul

Ce soutien prend la forme d'une majoration de 3 % du Soutien à la collecte sélective et au tri (Scs).

Scc N = 3% x Scs N

4.4 Cas particulier des collectivités ayant uniquement la compétence traitement sur l'intégralité de leur périmètre

A la majoration forfaitaire prévue au 4.3 s'ajoute un montant forfaitaire de 6 000 € par EPCI à compétence collecte adhérente couverte par la déclaration annuelle des coûts de la Collectivité.

Scc N = 3% x Scs N + montant forfaitaire

Où :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Montant forfaitaire = Montant forfaitaire pour une déclaration en N = nombre de membres de la Collectivité à compétence collecte en N (i) couvertes par la déclaration annuelle des coûts et (ii) dont les coûts donnent lieu à une évaluation spécifique dans la déclaration annuelle x 6 000 €

Par ailleurs, si la Collectivité fait une déclaration partielle de son territoire (couvrant au moins 50 % de sa population), la majoration de 3% est alors calculée au prorata de la population déclarée (population déclarée au titre du Scc / population contractuelle totale de la Collectivité).

Scc N = 3% x Scs N x population déclarée au titre du Scc année N / population contractuelle totale de la Collectivité année N + montant forfaitaire

La population prise en compte pour le calcul de ce soutien est définie selon les modalités prévues au point 1.1.d).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Pour les papiers

5. Soutiens au recyclage des papiers

1.1 Principe

Le soutien des papiers calculé en année civile N se fait sur la base des tonnes déclarées et recyclées en année N-1 et des soutiens unitaires N-1.

Les soutiens versés aux collectivités sont calculés comme suit :

Soutiens = tonnages de papiers recyclés éligible par standard X barème unitaire

1.2 Tonnes éligibles

Le tonnage des papiers recyclés soutenus au titre du recyclage des papiers est égal au produit du tonnage déclaré par standard par le taux de présence conventionnel des papiers graphiques et par le taux d'acquittement.

Tonnage de papiers recyclés soutenus en année N = tonnage déclaré par standard en année N-1 X taux de présence conventionnel des papiers graphiques (TxPG) X taux d'acquittement (TxA)

Avec taux de présence conventionnel des papiers graphiques

Le taux de présence conventionnel des papiers graphiques représente l'estimation conventionnelle de la part moyenne de papiers graphiques contenus dans une tonne en sortie de centre de tri. Il ne s'applique que pour les standards papier-carton en mélange à trier, ou mêlés triés, les autres n'étant composés par définition que de papiers graphiques.

Type de standards éligibles	Taux de présence conventionnel des papiers
Standard bureautique	100%
Standard à désencrer	100%
Standard Papier-carton en mélange triés	100%
Standard Papier-carton en mélange à trier	47%

Les standards papier-carton en mélange à trier et papier-carton mêlés triés se voient par défaut appliquer un taux conventionnel de présence des papiers graphiques de 47 % pour le soutien des tonnes recyclées en 2024, déclarées en 2025. Ce taux sera actualisé au cours du contrat.

Avec taux d'acquittement

Le Taux d'acquittement est le ratio entre les tonnages contribuant et financièrement acquittés au(x) titulaire(s) de l'agrément, d'une part et les tonnages assujettis à la filière REP des papiers graphiques d'autre part.

Ce taux est défini chaque année par l'ADEME, sur la base des données fournies par les éco-organismes.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

c) 1.3 Calcul des soutiens

Les montants des tarifs unitaires pour les différents standards des papiers recyclés sont les suivants, sur la base des tonnes recyclées en N-1 :

	Standard bureautique	Standard à désencrer	Standard papier-carton en mélange à trier Standard papier-carton mêlés triés
Tarif unitaire €/T	123	110	98

6. Soutiens spécifiques aux territoires d'outre-mer

6.1 Majoration des soutiens unitaires

Pour les collectivités des territoires d'Outre-mer concernées par l'application du 4ème alinéa de l'article L. 541-10-2 du code de l'environnement, les barèmes des soutiens mentionnés au tableau précédent sont majorés en leur appliquant les facteurs de multiplication suivants :

Coefficients multiplicateurs pour la majoration	Martinique	Guadeloupe	Saint-Martin	Saint-Pierre et Miquelon	Guyane	La Réunion
Majoration pour les emballages en papier	4.3	4.1	6.7	6.8	4	4.3

6.2 Soutien spécifique à la valorisation organique des imprimés papiers et papiers à usage graphique pour les collectivités territoriales d'outre-mer (Svo)

Conditions d'éligibilité

Seules sont éligibles à ce soutien les collectivités ultra-marines qui font le choix du compostage et/ou de la méthanisation.

Les conditions du soutien sont les suivantes :

- l'unité de traitement respecte la réglementation et les normes en vigueur ;
- le compost produit annuellement par l'unité est réputé vendu ou cédé en totalité et répond à la norme NFU 44051 ou NFU 44095.

Calcul du soutien

Le soutien par tonne valorisée est fixé à 20€ pour les imprimés papiers et papier à usage graphique, dans la limite du tonnage maximum soutenu.

Le tonnage maximum soutenu est égal au Tonnage Résiduel d'imprimés papiers et papiers à usage graphique présent dans le(s) flux concerné(s), calculé par différence entre le gisement contractuel et les tonnes recyclées de collecte sélective.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Svo papier et papier graphique = (tonnes valorisées < TR mat) x 20 €

Où:

Tonnes valorisées = tonnes d'imprimés papiers et papiers graphiques présents dans le flux concerné

TR mat = tonnage d'emballages ménagers résiduel du matériau entrant dans l'unité de traitement = (Gt x Pop/1000) - Tonnes recyclées) x Tonnes traitées / T OM

Où :

Gt = gisement contractuel

Pop = population contractuelle de l'année N

Tonnes recyclées = tonnes livrées papiers graphiques aux repreneurs et recyclées

Tonnes traitées = tonnages d'ordures ménagères résiduelles entrant dans l'unité de traitement concernée

T OM = somme des tonnages d'OM traités par la Collectivité dans l'ensemble des unités de traitement (compostage, incinération) et enfouis.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-22-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 23
Pouvoirs..... 7
Absents..... 0
Suffrages exprimés 30

DCC n° 250319/22

SÉANCE DU MERCREDI 19 MARS 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Maryvonne BLANC
Date de convocation : 12-03-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Claudette MARIET, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Bernard HENRY, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, René BOUCHARD, Philippe DURAND-TERRASSON, Jérôme SAILLET, François CAVALLIER

Absents excusés : Daniel MARIN (pouvoir à B. HENRY), Michèle PERRET (pouvoir à O. LEFEBVRE), M. REZK (pouvoir à F. CAVALLIER, Christian COULON (pouvoir à JY. HUET), Laurence BERNARD (pourvoir à MJ. MANKAÏ), Aurélie COURANT (pouvoir à C. BOUGE), Loïs FAUR (pouvoir à J. SAILLET)

SIGNATURE DU CONTRAT-TYPE POUR LA GESTION DES DECHETS DE PNEUMATIQUES AVEC ALIAPUR POUR LA PERIODE 2025-2029

En décembre 2023, trois éco-organismes ont été agréés par le Ministère de la Transition écologique pour gérer la filière de responsabilité élargie des producteurs (REP) de pneumatiques, conformément au cahier des charges défini par l'arrêté du 27 juin 2023. Leur mission d'intérêt général inclut la collecte, le tri, le traitement, le recyclage et la valorisation des déchets de pneumatiques, conformément à l'article R 543-137 du Code de l'environnement.

Ces éco-organismes ont créé un organisme coordonnateur, le "Comité Coordonnateur pour la Collecte des Pneumatiques", agréé par arrêté interministériel le 2 décembre 2024, après avis favorable de la commission inter-filière des REP en juillet 2024.

Dans ce cadre, la COLLECTIVITÉ a mis en place une collecte séparée des déchets de pneumatiques via des points en déchetteries. Un éco-organisme référent est chargé de l'enlèvement des déchets, de la fourniture gratuite de contenants et d'équipements de protection individuelle, ainsi que de la participation aux coûts de collecte, conformément aux articles R 541-104 et R 543-143 du Code de l'environnement et aux dispositions du cahier des charges.

Ce contrat-type est désormais mis à la disposition des collectivités pour signature.

Considérant que la CCPF avait conclu un CAP avec ALIAPUR, il est proposé d'autoriser le Président à signer le nouveau contrat proposé par ALIAPUR, le contrat-type pour la gestion des déchets pneumatiques, pour continuer de bénéficier du barème de soutien aux collectivités.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

VU le Code de l'environnement (notamment les articles L.541-10 et suivants et R.543- 53 à R.543-65) ;

VU l'arrêté du 27 juin 2023 portant agrément d'un éco-organisme de la filière à responsabilité élargie du producteur (REP) de pneumatiques en application de l'article L.541-10 du code de l'environnement ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-22-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

ENTENDU cet exposé,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ (3 ABSENTATIONS M. ORFEO – J. SAILLET – L. FAUR) :

- **APPROUVE** le contrat-type pour la gestion des déchets des pneumatiques avec ALIAPUR pour la période 2025-2029 en annexe ;
- **AUTORISE** le Président à signer ce contrat et tout document y afférent.

Tourrettes, le 20 mars 2025

Maryvonne BLANC
Secrétaire de séance

Communauté de Communes du Pays de Fayence

René UGO
Président

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-22-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Contrat-type pour la gestion des déchets de pneumatiques auprès des collectivités territoriales

ENTRE :

ALIAPUR, société anonyme, dont le siège social est sis 71 cours Albert Thomas, 69003 Lyon, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Lyon sous le numéro 440 874 139, représentée par son Directeur Général, Monsieur Hervé DOMAS,

FRANCE RECYCLAGE PNEUMATIQUE, société par actions simplifiée, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 950 833 608, ayant son siège social sis 43 B route de Vaugirard — 92190 Meudon, représentée par la société DIPROPNEU (RCS EVRY 950 833 608), elle-même représentée Monsieur Bruno MAZZACURATI, dûment habilité à l'effet des présentes ;

TYVAL, société par actions simplifiée, immatriculée au RCS de Lille Métropole sous le numéro 981 856 388, ayant son siège social sis 2A boulevard Van Gogh — 59650 Villeneuve d'Ascq, représentée par son Directeur général, Monsieur Laurent HOUVENAGHEL,

ci-après désignée par l'«**L'ECO-ORGANISME** », d'une part,

et,.....
Indiquer ici le nom de la collectivité ou de l'EPCI

ci-après désignée la « **COLLECTIVITE** » d'autre part,

L'**ECO-ORGANISME** et la **COLLECTIVITE** sont ci-après désignés individuellement par une « **PARTIE** » et ensemble les « **PARTIES ».**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-22-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Il A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Les trois éco-organismes de la filière pneumatique ont été agréés par arrêté du Ministre de la transition écologique en décembre 2023 en qualité d'éco-organisme de la filière de la responsabilité élargie des producteurs de pneumatiques pour répondre aux exigences et objectifs du cahier des charges annexé à l'arrêté du 27 juin 2023. Ils ont une mission d'intérêt général consistant en la collecte, le tri, le traitement, le recyclage, la valorisation des déchets de pneumatiques, dont le périmètre a été défini à l'article R 543-137 du Code de l'environnement.

Les trois éco organismes agréés ont créé le "*Comité Coordonnateur pour la Collecte des Pneumatique*" et cet organisme coordonnateur de la filière REP des pneumatiques a été agréé par arrêté interministériel le 2 décembre 2024 après avoir reçu un avis favorable de la commission inter-filière des REP le 4 juillet 2024.

La COLLECTIVITE a mis en place une collecte séparée des déchets de pneumatiques usagés à l'aide de points de collecte situés en déchèterie et/ou en point de reprise mobile.

Conformément aux articles R 541-104, R 543-143 du Code de l'environnement et aux articles 3.4, 3.5, 3.6 du cahier des charges ci-dessus mentionné, un ECO-ORGANISME REFERENT assure auprès de la COLLECTIVITE l'enlèvement des déchets de pneumatiques qu'elle détient, met à sa disposition sans frais des contenants et équipements de protection individuelle et contribue à la prise en charge des coûts des opérations de collecte de la COLLECTIVITE dans les conditions visées ci-après.

Le présent document arrête les termes et conditions de l'enlèvement de déchets de pneumatiques détenus par la COLLECTIVITE et, de la mise à disposition de contenant(s) et équipements de protection individuelle par l'ECO ORGANISME REFERENT. Il régit les conditions administratives contractuelles qui encadrent la mise en œuvre des dispositions de prise en charge des déchets de pneumatiques.

CELA EXPOSE, IL A ETE ARRÊTE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE - 1. Définition

Agrément : agrément ministériel accordé à un ECO-ORGANISME par arrêté en date du 27 ou 31 décembre selon les cas du Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires lui conférant le statut d'éco-organisme agréé de la filière de la responsabilité élargie des producteurs de pneumatiques.

Cahier des charges : cahier des charges des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière à responsabilité élargie du producteur des pneumatiques, annexé à l'annexe 1 de l'arrêté du 27 juin 2023 du Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires.

COLLECTIVITE : désigne la personne morale de droit public signataire du présent contrat et tous ses groupements.

Collectivité(s) territoriale(s) : communes et leur groupement composant le territoire administratif d'une collectivité, non partie au Contrat mais susceptibles de conclure ce contrat type si elles en font la demande.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-22-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Contenant : matériel de stockage de la collecte séparée en vue d'un enlèvement par L'ECO-ORGANISME REFERENT.

Contrat : désigne le présent document et ses annexes constituant le contrat type de tous les éco-organismes agréés de la filière de la responsabilité élargie des producteurs de pneumatiques, présentés conjointement par lesdits éco-organismes à leur demande d'agrément conformément à l'article 9.2 du Cahier des charges.

Déchèterie : lieu où les usagers de la COLLECTIVITE déposent leurs déchets occasionnels ménagers et assimilés comme les pneumatiques usagés.

Déchets de pneumatiques : pneumatiques y compris les pneumatiques sur jantes, pneumatiques solidaires d'une virole par conception, à l'exception de ceux qui équipent les équipements électriques et électroniques définis à l'article R 543-172 du Code de l'environnement, les jouets définis à l'article R 543-320 du Code de l'environnement, les articles de sport et de loisirs définis à l'article R 543-330 ainsi que les articles de bricolage et de jardin définis à l'article R 543-340 et à compter du 1er janvier 2025 les pneumatiques pleins.

ECO-ORGANISME REFERENT : désigne l'éco-organisme désigné par l'organisme coordonnateur pour gérer les déchets de pneumatiques de la COLLECTIVITE. L'ECO-ORGANISME REFERENT peut changer en cours de contrat sans que cela n'ait d'incidence sur la continuité de service et les obligations résultant des arrêtés portant agrément des éco-organismes et de l'organisme coordonnateur.

Enlèvement : reprise sans frais des déchets de pneumatiques remis par les ménages et assimilés quel que soit leur état mais non mélangés avec d'autres déchets auprès de la COLLECTIVITE en vue de leur transport vers une installation de traitement des déchets effectué par l'ECO-ORGANISME REFERENT et ses prestataires.

Enlèvement séparé : collecte des déchets de pneumatiques usagés en déchèterie et/ou en point de reprise mobile géré(s) par la COLLECTIVITE et, la remise de pneumatiques usagés collectés parmi les encombrants par les services en charge de la propreté de l'espace public.

Organisme coordonnateur : organisme chargé de coordonner les travaux des trois éco-organismes et plus particulièrement de désigner un éco-organisme afin de remplacer un éco-organisme défaillant avec une collectivité. Cet organisme (CCCP) a été agréé par les pouvoirs publics le 2 décembre 2024.

Point d'enlèvement : lieu où sont stockés des déchets de pneumatiques, quel que soit leur type et leur état, par la collectivité signataire du contrat. Ce point d'enlèvement peut être une déchèterie ou un autre site (type centre technique municipal) et qui bénéficie des services proposés par ledit contrat. Le point d'enlèvement est déclaré par la collectivité au moment de la signature du contrat.

Producteurs : désigne les personnes physiques ou morales visées à l'article R 543-137 IV du Code de l'environnement.

Système d'information : désigne le portail mis à disposition de la COLLECTIVITE par l'ECO-ORGANISME REFERENT. Il permet notamment d'assurer la gestion financière et opérationnelle du Contrat.

Traitement : toute opération de valorisation ou d'élimination, y compris la préparation qui précède la valorisation ou l'élimination.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-22-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

ARTICLE - 2. <u>Objet du contrat</u>

Le présent Contrat a pour objet d'encadrer les relations contractuelles entre l'ECO-ORGANISME REFERENT et la COLLECTIVITE qui détient des déchets de pneumatiques et met fin de plein droit à tout document contractuel antérieur existant entre les parties ayant le même objet.

Le présent Contrat est le seul document contractuel qui lie L'ECO-ORGANISME REFERENT à une COLLECTIVITE pour la mise en œuvre de ses obligations en tant qu'éco-organisme agréé de la filière de la responsabilité élargie des producteurs de pneumatiques. Le présent Contrat remplace et annule tout autre document signé dans le cadre de la collecte et de la valorisation des déchets de pneumatiques. Chacune des parties fera son affaire du respect des clauses du contrat par son ou ses prestataires.

Le présent contrat a pour objet de régir les conditions dans lesquelles :

- L'ECO-ORGANISME REFERENT assure directement ou via ses prestataires l'enlèvement des déchets de pneumatiques auprès de la COLLECTIVITE en vue de pourvoir à leur traitement.

- L'ECO-ORGANISME REFERENT et/ou ses prestataires mettent à disposition sans frais les contenants auprès de la COLLECTIVITE et fournissent les équipements de protection individuelle de ses agents selon les conditions ci-après.

- L'ECO-ORGANISME REFERENT prend en charge l'ensemble des déchets de pneumatiques, quel que soit leur état mais non mélangés avec d'autres déchets, produits lors de catastrophes naturelles ou accidentelles.

- L'ECO-ORGANISME REFERENT prend en charge les déchets de pneumatiques issus d'un dépôt illégal sur le territoire de la COLLECTIVITE.

- L'ECO-ORGANISME REFERENT verse les soutiens financiers tels que prévus en Annexe 3. L'ECO-ORGANISME REFERENT propose gratuitement à la COLLECTIVITE des outils, méthodes et actions destinés à la formation de ses agents en charge de la collecte séparée.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-22-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

ARTICLE - 3. Engagements de l'ECO-ORGANISME REFERENT VIS-A-VIS DE LA COLLECTIVITE

3.1. Mise à disposition sans frais des contenants et équipements de protection individuelle adaptés à l'enlèvement séparé des déchets de pneumatiques

À la demande de la COLLECTIVITE, l'ECO-ORGANISME REFERENT met à sa disposition sans frais des équipements de protection individuelle et un ou des contenants.

1° mise à disposition d'un contenant après un échange entre l'ECO-ORGANISME REFERENT ou son prestataire et la COLLECTIVITE quand le volume enlevé atteint 12 tonnes de déchets de pneumatiques par an sur un même lieu de collecte. Le choix de la taille du contenant reste à la discrétion de l'ECO-ORGANISME REFERENT mais doit être compatible avec l'organisation du point d'enlèvement et permettre une collecte efficace par la COLLECTIVITE.

- 2° quand la collecte ne dépasse pas 12 tonnes par an, l'ECO ORGANISME REFERENT enlève manuellement les déchets de Pneumatiques usagés aux conditions ci-dessous énoncées :Les déchets de pneumatiques sont stockés à l'abri des intempéries (bâche minimum) l'ECO ORGANISME REFERENT pourra sur simple demande prendre en charge la fourniture de la bâche de protection dans la limite maximum d'une par an

- Ils sont accessibles pour un enlèvement avec un véhicule adapté (le volume minimum par enlèvement est de 100 pneus minimum).

L'ECO-ORGANISME REFERENT et la COLLECTIVITE, sous réserve d'un accord des deux parties, peuvent décider de l'aménagement de ce seuil au regard d'un contexte local qui justifierait cet aménagement.

A minima, l'ECO-ORGANISME REFERENT, dans le cadre de son obligation de mise à disposition d'équipements de protection individuelle met à disposition une paire de gants et par an pour chaque agent chargé de la Collecte séparée de la COLLECTIVITE.

Les conditions de cette mise à disposition sans frais de contenants et équipements de protection individuelle figurent en Annexe 1.

La COLLECTIVITE peut demander un enlèvement à partir d'une quantité de 100 pneus. La COLLECTIVITE fait une demande d'enlèvement auprès de l'ECO-ORGANISME REFERENT.

3.2. Conditions de collecte par L'ECO-ORGANISME REFERENT

L'ECO-ORGANISME REFERENT enlève les pneus collectés séparément par la COLLECTIVITE dans un délai maximum de 11 jours ouvrés lorsque la COLLECTIVITE respecte les conditions de collecte figurant en Annexe 2. L'ECO-ORGANISME REFERENT et LA COLLECTIVITE peuvent convenir ensemble de la fréquence et d'une programmation plus fines des enlèvements dans le respect de cette échéance.

L'ECO-ORGANISME REFERENT s'engage à ce que toutes les modalités contractuelles soient appliquées par son prestataire de collecte.

Dans le cas où le prestataire de collecte mandaté par l'ECO-ORGANISME REFERENT ne respecterait pas les engagements énoncés au contrat, et notamment les délais d'enlèvement séparé, l'ECO-ORGANISME REFERENT s'engage à mettre en œuvre tous les moyens pour assurer l'enlèvement demandé au plus tard dans les 7 jours ouvrés après sa saisine.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-22-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

En cas d'impossibilité à réaliser l'enlèvement dans les 7 jours ouvrés, l'ECO-ORGANISME REFERENT fait appel ponctuellement à un autre éco-organisme pour assurer l'enlèvement.

Dans le cas où la COLLECTIVITE ne respecte pas les conditions de la collecte rendant impropres les déchets de pneumatiques à leur traitement, l'opérateur de collecte en informe l'ECO-ORGANISME REFERENT et la COLLECTIVITE. La COLLECTIVITE, le prestataire de service et l'ECO-ORGANISME REFENT s'engagent à trouver une solution (cf. article 9).

3.3. Reprise des déchets de pneumatiques en cas de catastrophes naturelles ou accidentelles

A la demande de la COLLECTIVITE, dans la limite de 5 % des contributions financières annuelles versées par ses adhérents, l'ECO-ORGANISME REFERENT reprend sans frais l'ensemble des déchets de pneumatiques, quel que soit leur état mais non mélangés avec d'autres déchets, qui ont fait l'objet d'une collecte séparée suite à une catastrophe naturelle ou accidentelle pour autant qu'ils n'aient pas été contaminés par des substances chimiques ou radioactives.

3.4. Prise en charge des Déchets de pneumatiques abandonnés

Dans les conditions des articles R 541-113 à R 541-115 du Code de l'environnement, l'ECO-ORGANISME REFERENT prend en charge les opérations de gestion des déchets relatives à la résorption d'un dépôt illégal comportant des déchets de pneumatiques.

La COLLECTIVITE s'engage à faire intervenir l'ECO-ORGANISME REFERENT partie au contrat pour résorber un dépôt illégal de déchet de pneumatiques. Elle contacte l'ECO-ORGANISME REFERENT pour préciser les quantités concernées et la présence d'autres déchets dans le dépôt illégal. En fonction de la situation, l'ECO-ORGANISME REFERENT et la COLLECTIVITE établissent un protocole afin de déterminer les modalités d'enlèvement.

Conformément à l'article R 541-113 du code de l'environnement, une collectivité peut décider de pourvoir elle-même à la résorption du dépôt de déchets. Elle le fait alors en respectant la procédure décrite par cet article. Les parties conviennent toutefois qu'un traitement géré en direct entre la COLLECTIVITE et l'ECO-ORGANISME REFERENT sera plus efficient et moins lourd à mettre en œuvre que la procédure décrite dans cet article et décident de privilégier autant que possible cette solution directe.

3.5. Contribution à la prise en charge des coûts des opérations de collecte

Conformément à l'article 3.4 de l'annexe I du cahier des charges des éco-organismes de la filière à responsabilité élargie producteur des pneumatiques, l'ECO-ORGANISME REFERENT s'engage à verser les soutiens dus à la COLLECTIVITE sur la base du barème de soutien versé en Annexe 3 du présent contrat.

Les modalités de versement des soutiens sont précisées à l'article 3.6 du présent contrat.

3.6. Modalités de versement des soutiens

L'ECO-ORGANISME REFERENT s'engage à liquider et verser annuellement les soutiens financiers dus à la COLLECTIVITE conformément à l'Annexe 3 et aux dispositions du présent article.

Les soutiens financiers qui peuvent être liquidés et versés par l'ECO-ORGANISME REFERENT le sont par période annuelle échue.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-22-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Avant le terme du premier trimestre de l'année N+1, l'ECO-ORGANISME REFERENT met à disposition de la COLLECTIVITE un état des opérations effectuées au cours de l'année N. Cet état comprend les tonnages de pneumatiques enlevés pour le compte de la COLLECTIVITE, ainsi que le calcul et le montant du soutien financier correspondant.

En fonction des éléments figurant sur l'état mentionné ci-dessus, la COLLECTIVITE peut émettre un titre de recettes dès la liquidation afin que les services du Trésor public établissent l'avis de recouvrement.

Les titres de recette sont adressés à l'ECO-ORGANISME REFERENT via le portail *Chorus Pro.*

Les soutiens liquidés sont versés par l'ECO-ORGANISME REFERENT désigné dans un délai de 30 jours calendaires à réception de l'avis de recouvrement et sont conformes à l'état communiqué par l'ECO-ORGANISME.

En cas de désaccord de la COLLECTIVITE sur les éléments de l'état remis par l'ECO-ORGANISME REFERENT, les deux parties procèdent selon les modalités de règlement amiable des litiges prévues à l'article 12 du présent contrat. Jusqu'au règlement du litige, les soutiens ne peuvent être liquidés et payés.

Le paiement des soutiens par l'ECO-ORGANISME REFERENT est effectué sans préjudice de réclamation des trop-perçus dont l'ECO-ORGANISME pourrait avoir connaissance ultérieurement, notamment du fait de contrôles. Les trop-perçus par la COLLECTIVITE sont liquidés par imputation sur les versements de soutiens non échus ou ultérieurs.

Les Parties se conforment à la législation applicable en matière de TVA au moment de son fait générateur, étant précisé à titre informatif qu'en l'état de la législation, les soutiens ne sont pas assujettis à la TVA conformément à l'instruction 3 A-05-06 n° 50 du 20 mars 2006 de la Direction générale des impôts.

Les déclarations et les transmissions de justificatifs sont dématérialisées via le Système d'information mis en place par l'organisme coordonnateur.

3.7. Formation sans frais des agents de la COLLECTIVITE

A la demande de la COLLECTIVITE, l'ECO-ORGANISME REFERENT s'engage à proposer gratuitement des outils destinés à la formation sans frais des agents de la COLLECTIVITE chargés de la collecte séparée.

ARTICLE - 4. Engagements de la COLLECTIVITE vis-à-vis de L'ECO-ORGANISME REFERENT

La COLLECTIVITE s'engage tant pour son nom et pour son compte qu'au nom et pour le compte de ses collectivités membres à prendre les engagements ci-après énoncés.

La COLLECTIVITE s'engage à déclarer les points d'enlèvement et les demandes d'enlèvement à l'aide du système d'information de l'ECO-ORGANISME REFERENT.

La COLLECTIVITE reconnaît et accepte que l'enlèvement soit réalisé par un prestataire de l'ECO-ORGANISME REFERENT. La COLLECTIVITE prend les mesures nécessaires afin que le prestataire de l'ECO-OGANISME REFERENT puisse accéder au point d'enlèvement lorsqu'il vient prendre les pneumatiques. La COLLECTIVITE s'assure que son propre

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-22-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

prestataire donne libre accès au prestataire de l'ECO-ORGANISME REFERENT.

4.1. Garantir les conditions de mise à disposition de la Collecte séparée

Il appartient à la COLLECTIVITE de déclarer une déchèterie et tout autre point d'enlèvement (ateliers techniques par exemple) dans les conditions de l'article 3.2.

La COLLECTIVITE reconnaît être informée des conditions d'enlèvement qu'elle accepte et reconnaît que l'ECO-ORGANISME REFERENT puisse refuser de faire enlever sa collecte séparée si après échange entre les deux parties du présent Contrat et mise en place de mesures correctives elle ne respecte toujours pas les conditions visées en Annexe 2**.**

4.2. Dispositions relatives à la collecte séparée

La COLLECTIVITE s'engage à respecter les conditions de mise à disposition des contenants et/ou la mise en place d'un lieu de stockage approprié afin de protéger des intempéries les déchets de pneumatiques et veille à éviter les incidents susceptibles de perturber l'organisation de l'enlèvement comme :

- L'impossibilité d'accéder au point d'enlèvement,
- La dégradation anormale ou le vol des contenants mis à disposition ou l'utilisation des contenants à d'autres usages que la collecte des déchets de pneumatiques,
- La dégradation des Déchets de pneumatiques et le non-respect des conditions de collecte ci-annexées,
- Une quantité de déchets de pneumatiques inférieure au seuil de collecte de l'ECO-ORGANISME REFERENT précisés à l'annexe 1,
- La présence de tout autre déchet dans les contenants,
- Les contenants ne sont pas la propriété de la COLLECTIVITE ; elle veille à leur utilisation dans de bonnes conditions et devra les restituer en fin de contrat selon les conditions de l'Annexe 1. L'ECO-ORGANISME REFERENT organisera les changements de contenants.

4.3. Dispositions particulières aux déchets de pneumatiques jantés pour les véhicules légers

La COLLECTIVITE met en place un stockage séparé, voire sur un lieu distinct, des pneumatiques jantés. En cas de stockage sur un lieu distinct, la COLLECTIVITE le déclarera à l'ECO-ORGANISME REFERENT.

Si la collecte des pneus jantés se fait sur un lieu distinct, l'opérateur de collecte doit venir collecter dans les mêmes conditions qu'une collecte en déchèterie.

Lors de l'enlèvement du contenant de collecte, les pneus jantés sont enlevés à la main. L'ECO-ORGANISME REFERENT s'engage à ce que son prestataire collecteur prenne tous les déchets disponibles à la collecte (y compris pneus non jantés et autres pneus).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-22-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

4.4. Dispositions particulières aux autres déchets de pneumatiques non issus des ménages (type pneus poids lourd/pneus agraires/tous les pneumatiques en provenance d'un site destiné aux professionnels)

Ces derniers devront être isolés et faire l'objet d'une demande d'enlèvement spécifique auprès de l'ECO-ORGANISME REFERENT. Les conditions de l'enlèvement de ces déchets feront l'objet d'un accord spécifique entre la COLLECTIVITE et l'ECO-ORGANISME REFERENT. Ce type de pneus étant repris auprès de professionnels éligibles à la collecte gratuite par les éco-organismes, il est demandé aux collectivités de ne pas accepter de collecter ce type de déchets de pneumatiques.

En priorité, la COLLECTIVITE oriente ces usagers non ménagers vers les points de reprise professionnels. L'ECO-ORGANISME REFERENT fournira à la COLLECTIVITE une liste des points de reprise de ces pneus sur simple demande.

Audits et contrôles effectués par l'ECO-ORGANISME REFERENT

L'ECO-ORGANISME REFERENT ou son représentant effectueront sur tous les points d'enlèvement de la COLLECTIVITE des contrôles programmés après validation par la COLLECTIVITE.

A leur issue, un rapport sera remis à la COLLECTIVITE sous forme de synthèse récapitulative (fiche de visite) établie de manière contradictoire via le portail de l'ECO-ORGANISME REFERENT. Ce dispositif est susceptible d'évoluer en cours de contrat.

Dans tous les cas, la COLLECTIVITE a l'obligation de permettre l'accès à l'ECO-ORGANISME REFERENT ou son représentant à l'ensemble de ses déchèteries, points d'enlèvement mobiles, installations, documents de gestion et d'activité relatifs à la collecte des déchets de pneumatiques usagés.

Suite à ces contrôles, l'ECO-ORGANISME REFERENT s'engage à transmettre un bilan des contrôles effectués, à charge pour la COLLECTIVITÉ de répondre aux divergences constatées dans ce bilan. La COLLECTIVITÉ peut demander à être entendue par l'ECO-ORGANISME REFERENT, assistée du conseil de son choix.

Lorsque la COLLECTIVITÉ accepte les résultats du contrôle, elle prend les mesures correctives le cas échéant. A défaut de transmission du plan d'actions correctif ou de mise en œuvre des actions correctives prévues par ce plan, l'ECO-ORGANISME REFERENT peut suspendre les enlèvements jusqu'à ce que ledit plan soit remis et exécuté.

ARTICLE - 5. Régime des responsabilités

Les Déchets de pneumatiques issus de la collecte séparée sont sous la seule responsabilité de la COLLECTIVITE jusqu'au chargement dans le véhicule de transport par le prestataire de l'ECO-ORGANISME REFERENT assurant leur enlèvement au point indiqué par la COLLECTIVITE.

Les déchets de pneumatiques sont sous la garde de l'ECO-ORGANISME REFERENT à compter de la signature du bordereau d'enlèvement par la COLLECTIVITE, dès la sortie du lieu d'enlèvement.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-22-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

ARTICLE - 6. Recours à des tiers

La COLLECTIVITE reconnaît et accepte que l'ECO-ORGANISME REFERENT pour l'exécution du Contrat fasse appel à un réseau de prestataires.

En cas de recours à un tiers (par exemple son opérateur de déchèterie), la COLLECTIVITE s'engage à faire respecter les clauses de ce contrat par ses prestataires.

La COLLECTIVITE accepte l'intervention de tiers pour le compte de l'ECO-ORGANISME REFERENT qui s'engage à faire respecter les clauses du présent Contrat par ses prestataires.

ARTICLE - 7. Prise d'effet, durée et validité du Contrat

Le présent contrat prend effet à compter de sa signature jusqu'au 31 décembre 2029. Le contrat ne peut être renouvelé tacitement après son terme.

Le présent contrat peut prendre automatiquement fin avant son terme dans les conditions ci-après mentionnées

- En cas de retrait ou de suspension de l'agrément de l'ECO-ORGANISME REFERENT ou de l'organisme coordonnateur ;
- En cas de défaillance de l'ECO-ORGANISME REFERENT ;
- En cas de transfert de la compétence de collecte des déchets à une autre COLLECTIVITE.

Les conditions de poursuite d'activité sont précisées à l'article 9 dudit contrat.

ARTICLE - 8. Modification du Contrat

Le présent contrat peut être modifié en cas de changement des obligations réglementaires de l'ECO-ORGANISME REFERENT. La COLLECTIVITE sera informée de ces modifications par notification ; elles entreront en vigueur un mois après réception de la notification par la COLLECTIVITE.

ARTICLE - 9. Suspension et résiliation et transfert du contrat

9.1. L'inexécution partielle ou totale par l'une ou l'autre des parties, de l'une de ses obligations contractuelles peut entraîner, conformément à l'article 1229 du Code civil, selon son stade d'exécution, la résiliation ou la résolution du contrat.

Seuls les manquements graves justifiés pour les parties ou les tiers chargés de l'exécution des prestations, dans le sens de l'application de la force majeure, peuvent donner lieu à une procédure de résiliation sans procédure contradictoire.

La résiliation ou la résolution interviendra un (1) mois après une mise en demeure, précisant

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-22-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

le manquement allégué, par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet, sans préjudice du paiement d'éventuelles pénalités et indemnités en réparation du préjudice.

9.2. Par ailleurs, le contrat pourra être résilié, à tout moment de son exécution et sans qu'aucune indemnité ni engagement ne soit dû, dans les cas suivants :

- En application de l'article 10 : en cas d'évènement de force majeure dont les conséquences s'étalent sur une durée excédant trois (3) mois à compter de sa survenance.

- En cas de mise en redressement judiciaire ou liquidation judiciaire de l'ECO-ORGANISME REFERENT, sous réserve que les conditions prévues aux articles L 622-13 et L 641-11-1 du code de commerce soient remplies.

- En cas de décision administrative ou juridictionnelle retirant, annulant ou suspendant les autorisations au titre de la règlementation ICPE ou toutes autres autorisations que doivent avoir les parties et prestataires de l'ECO-ORGANISME REFERENT pour assurer la collecte séparée des déchets de pneumatiques et le stockage de celle-ci en attendant la collecte par l'ECO-ORGANISME REFERENT.

9.3. En cas de retrait de l'agrément pour quelque raison que ce soit, l'organisme coordonnateur désignera un autre ECO-ORGANISME REFERENT reprenant le contrat. Afin de faciliter les opérations de transferts, les éco-organismes signeront tous les contrats type ; seul l'ECO-ORGANISME REFERENT désigné par l'organisme coordonnateur mettra à exécution les dispositions du contrat, l'ECO-ORGANISME REFERENT s'engageant à informer la COLLECTIVITE dans les plus brefs délais.

9.4. En cas de suspension de l'agrément, le contrat sera suspendu autant que dure cette suspension, l'ECO-ORGANISME REFERENT s'engageant à informer la COLLECTIVITE dans les plus brefs délais. Les dispositions relatives au transfert d'éco-organisme et de rôle de l'organisme coordonnateur décrite au 9.3 s'appliquent dans ce cas.

9.5. Chaque Partie peut à tout moment résilier unilatéralement son contrat avec un préavis minimum de trois (3) mois sans qu'aucune indemnité ne lui soit réclamée. Cette résiliation donne lieu à la reprise sans frais des matériels mis à disposition par l'ECO-ORGANISME REFERENT pour la bonne exécution du contrat.

9.6. Dans les cas de résiliation et suspension du contrat visés aux articles 9.3 et 9.4, la COLLECTIVITE prend immédiatement contact avec l'organisme coordonnateur afin de permettre la continuité du service.

9.7. La COLLECTIVITE déclare renoncer à faire supporter à l'ECO-ORGANISME REFERENT toute conséquence financière pour pallier le retrait ou la suspension d'agrément de l'ECO-ORGANISME. En outre, la COLLECTIVITE renonce à formuler une quelconque demande d'indemnité auprès de l'ECO-ORGANISME REFERENT.

ARTICLE - 10. Force majeure

Sera considéré comme un cas de force majeure, tout fait ou circonstance échappant au contrôle de l'une ou l'autre des parties, imprévisible ou si prévisible, alors inévitable malgré tous les efforts raisonnables possibles.

Sont notamment considérés comme cas de force majeure : épidémie, pandémie, guerre,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-22-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

émeute ou révolution, catastrophes naturelles, incendies, explosions, restrictions gouvernementales, arrêt de la collecte séparée et collecte résultant d'un incendie ou d'une injonction de l'administration dans le cas où les parties n'aient pas été négligentes.

Est notamment exclu des cas de force majeure tout évènement n'en ayant pas les caractéristiques légales ou jurisprudentielles.

Aucune des parties ne sera responsable et ne sera réputée avoir manqué à ses obligations, si ce manquement est dû à un événement de force majeure.

La partie empêchée du fait de la survenance d'un tel événement en informera l'autre partie par tout moyen écrit (télécopie, courriel) et confirmé par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de dix (10) jours à compter de la survenance dudit événement, en indiquant :

- La description de l'évènement à l'origine de la mise en jeu de la présente clause,
- Les conséquences prévisibles de cet évènement sur l'exécution des obligations contractuelles,
- Les mesures que la partie touchée entend prendre, à ses frais, pour y mettre fin dans les plus courts délais,
- La durée probable de la suspension de l'exécution de ses obligations.

La force majeure suspend pour les parties l'exécution des obligations réciproques concernées.

La partie empêchée ne pourra être tenue pour responsable d'un manquement ou d'un retard dans l'exécution de ses obligations contractuelles.

Toutefois, la partie qui invoque la force majeure fera tous ses meilleurs efforts pour minimiser ses effets sur la bonne exécution du présent contrat.

Si l'événement de force majeure se prolonge au-delà d'une durée de six (6) mois à compter de la survenance de l'évènement, chaque partie pourra :

- Soit déterminer les mesures à prendre pendant la suspension en accord avec l'autre partie,
- Soit résilier ou résoudre le présent contrat conformément aux dispositions de l'article 9.

En cas de résiliation en application des dispositions de l'alinéa précédent, chacune des parties renonce à tout recours envers l'autre, notamment en dommages et intérêts.

ARTICLE - 11. Élection de domicile – Notifications – Communications écrites

Pour l'exécution du contrat, les parties font élection de domicile aux adresses respectives mentionnées en-tête des présentes.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-22-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

ARTICLE - 12. <u>Litige et loi applicable</u>

Le contrat est régi par la loi française.

Dans le cas d'un litige entre la COLLECTIVITE et l'ECO-ORGANISME REFERENT concernant l'exécution du contrat, les parties pourront saisir l'avis d'un comité composé des représentants nationaux des collectivités locales et des représentants de tous les éco-organismes agréés.

En cas de survenance d'un différend entre les parties, insusceptible d'une résolution à l'amiable, les parties conviennent que le différend sera soumis aux tribunaux compétents auxquels les parties font attribution de juridiction expresse et exclusive, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie, et même dans le cadre de procédures d'urgence ou conservatoires, en référé ou par voie de requête.

ARTICLE - 13. Conditions relatives à la contractualisation

13.1 Procédure d'élaboration du contrat pour une collectivité dont une déchèterie ou un point d'enlèvement est déjà pris en charge par l'un des éco-organismes agréés.

Chaque éco-organisme adresse aux exécutifs des collectivités dont il a déjà la charge d'une déchèterie ou d'un point d'enlèvement un courrier postal l'informant de l'existence du contrat type pré-signé par les 3 éco-organismes. Ce courrier précise le lien de téléchargement du contrat pré-signé.
La personne habilitée de la COLLECTIVITE signe le contrat avec tous les éco-organismes agréés et l'adresse en retour, via le système d'information dédié à la gestion du contrat type, à l'ECO-ORGANISME REFERENT qui le lui a envoyé.

La conclusion du contrat est formalisée par la signature originale d'une version imprimée du contrat qui fait l'objet d'une numérisation et d'un téléchargement sur le système d'information dédié à la gestion du contrat type.

Le téléchargement du contrat type signé s'accompagne de la communication par la COLLECTIVITE des informations précisées au 13.3.

Si l'ensemble des rubriques du Système d'information de l'ECO-ORGANISME REFERENT est correctement renseigné, l'ECO-ORGANISME REFERENT informe la COLLECTIVITE de la date de prise d'effet du contrat.

13.2 Procédure d'élaboration du contrat pour une collectivité non encore collectée par un éco-organisme.

Pour répondre à l'obligation de l'article R541-106 du code de l'environnement - "*tout éco-organisme est tenu de contracter, sur l'ensemble du territoire national, avec toute personne qui en fait la demande, dès lors qu'elle accepte les clauses du contrat type établi en application de l'article R. 541-104 ou de l'article R. 541-105",* - chaque éco-organisme prévoit sur son site internet l'information de l'existence du contrat type et invite la COLLECTIVITE à saisir l'organisme coordonnateur à l'adresse contact@cccp-asso.fr pour que lui soit communiqué le contrat type pour la collecte des pneumatiques usagés et la désignation d'un ECO-ORGANISME REFERENT qui lui proposera la signature du contrat.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-22-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

13.3 Informations administratives de la COLLECTIVITE

Les informations administratives suivantes sont transmise par la COLLECTIVITE à l'ECO-ORGANISME REFERENT en même temps que la version numérisée du contrat signée.

- Les données générales de la COLLECTIVITE : Statut, nom légal, numéro SIREN, milieu ADEME, Président, adresse du siège, contact de courrier électronique.
- Le périmètre contractuel de la COLLECTIVITE identifié aux conditions particulières du contrat : identification des communes et le cas échéant des EPCI de collecte dans le périmètre du contrat ;
- La liste des déchèteries concernés par le contrat : dénomination, numéro SINOE, adresse, horaires d'ouverture ;
- Les contacts de la COLLECTIVITE pour la mise en œuvre du contrat, et a minima le signataire du contrat, le référent administratif et le ou les référents techniques du compte de la COLLECTIVITE.

La COLLECTIVITE s'engage à informer l'ECO-ORGANISME REFERENT, lorsqu'elles surviennent, de toutes les mises à jour nécessaires des données ci-dessus énoncées.

ARTICLE - 14. Politique relative à la gestion des données personnelles

Les données personnelles des détenteurs seront enregistrées dans un fichier informatisé.

La finalité du traitement concerne la collecte des déchets de pneumatiques de leur point de détention vers une installation de tri et leur traçabilité dans le respect des dispositions de la loi du 6 janvier 1978 dite « Loi Informatique et Libertés » et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

Les données collectées ne seront pas communiquées à des tiers, sauf sur demande du ministère de l'environnement ou de toute autre instance gouvernementale et, seront conservées pendant 5 ans.

L'ECO-ORGANISME s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires à titre d'obligation de moyen pour assurer la sécurité et la confidentialité des données.

Chaque demandeur à l'enregistrement et toute personne dont les données personnelles sont recueillies par le présent formulaire et documents joints pourront accéder aux données les concernant, les rectifier, demander leur effacement ou exercer leur droit à la limitation du traitement de leurs données et pourront également retirer à tout moment leur consentement au traitement de leurs données et s'y opposer.
Pour exercer lesdits droits ou pour toute question sur le traitement des données dans ce dispositif, vous pouvez envoyer un mail à l'une des adresses suivantes : contact@eo-frp.com ou contact@tyval.eco ou contact@aliapur.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-22-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Le …….

Indiquer la date de signature par la COLLECTIVITE

Pour la COLLECTIVITE

Indiquer le nom de la collectivité ou de l'EPCI et le nom et qualité du signataire

Pour ALIAPUR, le directeur général, Hervé Domas

Pour France Recyclage Pneumatiques, le Président, Bruno Mazzacurati

Pour TYVAL, le directeur général, Laurent Houvenaghel

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-22-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Liste des Annexes

Annexe 1 : Conditions de mise à disposition de contenants et équipements de protection individuels

Annexe 2 : Conditions générales d'enlèvement des déchets de pneumatiques

Annexe 3 : Soutiens versés aux collectivités locales

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-22-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Annexe 1

Conditions générales de mise à disposition de contenant et équipements de protection individuels

L'ECO-ORGANISME REFERENT met à disposition selon les conditions générales de mise à disposition suivantes (ci-après les « Conditions générales »), un ou des contenants et des équipements de protection individuelle, limités à une paire de gants par agent et par an, à la demande de la COLLECTIVITE (ci-après le « Matériel ») à l'usage exclusif de la COLLECTIVITE en vue de la collecte de déchets de pneumatiques.

Les présentes Conditions générales s'appliquent que la mise à disposition à titre gratuit. L'ECO-ORGANISME REFERENT et la COLLECTIVITE sont désignés séparément par la « partie » ou ensemble les « parties ».

1 - Obligations de l'ECO-ORGANISME

L'ECO-ORGANISME REFERENT livre à titre gratuit le matériel dans les lieux de collecte séparée ou peut mettre en place une reprise mobile gérée par la COLLECTIVITE dans les conditions énoncées à l'article 3. Le choix de la taille du Contenant reste à la discrétion de l'ECO-ORGANISME REFERENT mais doit être compatible avec l'organisation du point d'enlèvement et permettre une collecte efficace par la COLLECTIVITE.

L'ECO-ORGANISME REFERENT devra livrer le matériel conforme à son usage et en assurera sa maintenance. En cas de défaut du matériel livré, la COLLECTIVITE en informe l'éco-organisme et l'éco-organisme s'engage à résoudre le problème sous sept (7) jours calendaires.

L'ECO-ORGANISME REFERENT garantit à la COLLECTIVITE territoriale une jouissance paisible du matériel.

2 - Obligations de la COLLECTIVITE

La COLLECTIVITE s'engage à prendre livraison du matériel dans l'état où il se trouve au moment de la livraison. La COLLECTIVITE s'interdit, s'il y a lieu, pendant toute la durée de la mise à disposition, d'apporter une quelconque modification au matériel. Sauf autorisation expresse et préalable de l'ECO-ORGANISME REFERENT, il est interdit à la COLLECTIVITE de faire un usage du matériel autre que celui destiné à stocker les déchets de pneumatiques résultant de sa collecte séparée et d'affecter le matériel à d'autres lieux, sous peine de résiliation anticipée de sa mise à disposition par l'ECO-ORGANISME REFERENT.

La COLLECTIVITE s'engage à respecter les conditions de collecte de l'ECO-ORGANISME REFERENT ce dont une copie a été remise à la COLLECTIVITE.

La COLLECTIVITE s'interdit de céder le contrat de mise à disposition ou le matériel, de le sous-louer, ou le donner en gage, sans que cette liste ne soit exhaustive. La COLLECTIVITE s'engage à supporter seule toutes les dépenses nécessaires afin de maintenir le matériel en état d'usage et dans l'état où il se trouvait au moment de la livraison.

3 - Garde et conservation du matériel

La COLLECTIVITE a la garde exclusive du matériel pendant toute la durée de sa mise à disposition et doit en assurer sa conservation. Le transfert des risques s'opère au moment de la livraison par la signature du PV d'installation / livraison du matériel.

La COLLECTIVITE sera tenue responsable de toute détérioration autre que celle issue d'un usage normal ou vétusté et procédera, à ses frais, à toute remise en état au moment de la restitution à la fin de la mise à disposition.

La COLLECTIVITE sera tenue de la perte ou destruction partielle du matériel mis à disposition, non causée par un défaut affectant ledit matériel dans les conditions de l'article 1891 du Code civil, et même si cette perte relève d'un cas fortuit ou force majeure et s'acquittera envers l'ECO-ORGANISME REFERENT d'une indemnité compensatrice et forfaitaire fixée, d'un commun accord entre les parties, à la valeur nette comptable du matériel. Si le matériel se détériore par son seul usage, sans aucune faute de la COLLECTIVITE, cette dernière ne sera pas tenue responsable de cette détérioration.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-22-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

La COLLECTIVITE autorise et s'engage à laisser intervenir un éventuel tiers dument autorisé par l'ECO-ORGANISME REFERENT pour exercer un contrôle ou une maintenance sur le matériel. Toutes les réparations que ferait la collectivité par elle-même ne seront pas remboursées par l'ECO-ORGANISME REFERENT.

4 - Obligation de sécurité

La COLLECTIVITE assurera la sécurité de son personnel ainsi que la sécurité du site où est situé le matériel par tous moyens afin d'éviter tout dommage, détérioration du matériel de collecte. L'ECO-ORGANISME REFERENT ne peut être tenu en aucun cas responsable d'un dommage corporel ou matériel résultant de la présence ou de l'utilisation du matériel (hors utilisation par l'opérateur de collecte). Il est remis au collecteur une protocole de sécurité pour toute intervention sur le site de la COLLECTIVITE.

5 - Assurances

La COLLECTIVITE s'engage à vérifier que les assurances dont elle dispose (si elle n'est pas son propre assureur) couvrent les éventuels dommages que pourraient subir les contenants mis à disposition ainsi que sa responsabilité civile envers tous tiers.

6 - Durée de la mise à disposition

Le contrat de mise à disposition du matériel est conclu pour la durée d'usage du matériel par la COLLECTIVITE sauf application des cas de résiliation anticipée ci-après.

7 - Responsabilité – Résiliation

Le contrat peut être résilié par l'une des parties en cas de non-respect par l'autre partie de l'une quelconque de ses obligations visées aux conditions générales, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception à la partie défaillante, restée infructueuse pendant un (1) mois.

8 - Restitution du matériel

En cas de résiliation anticipée de la mise à disposition ou au terme de l'usage du matériel par la COLLECTIVITE, le matériel devra être restitué à l'ECO-ORGANISME REFERENT. Un procès-verbal de restitution sur l'état du matériel sera dressé contradictoirement entre les Parties à la date de restitution. L'ECO-ORGANISME REFERENT se réserve le droit de facturer les éventuels frais de remise en état et de facturer tout ou partie du matériel non restitué du coût desdits frais ou coûts d'acquisition du matériel. Cette clause ne concerne ni les EPI (gants), ni les bâches.

9 - Dispositions générales

Le contrat de mise à disposition du matériel est formé dès la signature des présentes conditions générales par la COLLECTIVITE ou dès la signature de tout autre contrat entre l'ECO-ORGANISME et celle-ci incluant une mise à disposition du matériel par l'ECO-ORGANISME REFERENT.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-22-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Annexe 2

Conditions Générales d'enlèvement des déchets de pneumatiques

L'ECO-ORGANISME REFERENT a été agréé par arrêté du Ministre de la transition écologique en date du 27 décembre 2023 en qualité d'éco-organisme de la filière de la responsabilité élargie du producteur des pneumatiques pour répondre aux exigences et objectifs du cahier des charges annexé à l'arrêté du 27 juin 2023.

Il a une mission d'intérêt général consistant en la collecte, le tri, le traitement, le recyclage, la valorisation des déchets de pneumatiques.

Afin d'assurer l'enlèvement séparé des déchets de pneumatiques sur le territoire national français, l'ECO-ORGANISME REFERENT fait appel à un réseau de prestataires collecteurs enregistrés auprès de lui (ci- après « collecteur ») ayant pour mission l'enlèvement auprès des collectivités **(** ci-après « détenteur »), des déchets de pneumatiques, leur regroupement, leur tri et leur transport jusqu'aux installations de traitement.

Le détenteur bénéficie d'une reprise de ses déchets de pneumatiques à titre gratuit par un collecteur enregistré auprès de l'ECO-ORGANISME REFERENT (ci-après « enlèvement ») pour autant que les déchets de pneumatiques en sa possession respectent les présentes conditions générales de collecte (ci-après « conditions générales de la collecte »).

1. Nature des déchets de pneumatiques pouvant faire l'objet d'un enlèvement séparé :

La nature des déchets de pneumatiques pouvant faire l'objet d'un enlèvement séparé est défini dans le corps du contrat.

2. Remise des déchets de pneumatiques :

Le détenteur s'engage à remettre au collecteur la totalité des pneumatiques usagés, quel que soit leur état mais non mélangés avec d'autres déchets, qu'ils soient réutilisables ou non-réutilisables. Il n'appartient pas au détenteur d'effectuer un tri préalable sauf pour trier les pneus pouvant faire l'objet d'une collecte conformément aux articles 1 et 3.

En vertu de l'article R 543-138 du Code de l'environnement :

« *Il est interdit :*

1° D'abandonner, de déposer dans le milieu naturel ou de brûler à l'air libre des pneumatiques,

2° De réceptionner des déchets de pneumatiques dans les installations de stockage de déchets et dans les installations d'incinération sans valorisation énergétique de déchets,

3° De réceptionner des déchets de pneumatiques dans les exploitations agricoles ».

3. Le rangement :

Le Détenteur s'engage à mettre à disposition les déchets de pneumatiques séparés et par catégories de pneumatiques de la manière suivante :

- Véhicules légers et motos (catégorie : A et E) pneus déjantés ;
- Pneus jantés (catégorie : A) ;
- Autres pneus (PL, agraires…).

4. Le stockage :

Le Détenteur s'engage à prendre toutes les mesures utiles et nécessaires pour préserver le potentiel de réutilisation, recyclage et valorisation des déchets de pneumatiques stockés en attendant leur enlèvement séparé par un collecteur.

Les déchets de pneumatiques ne doivent pas être remplis d'eau et/ou de tout autre déchet souillant la nature du pneus (pierre / objet métallique / huile / hydrocarbure). Une bâche de protection sera fournie gracieusement par l'ECO-ORGANISME sur simple demande du détenteur, dans la limite maximum d'1 (une) par an.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-22-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

L'accessibilité du lieu de stockage des déchets de pneumatiques :

Le type du véhicule de collecte doit être adapté au lieu de collecte sur la déchèterie (haut de quai/bas de quai) et conforme aux règles de sécurité de la COLLECTIVITE.

Cette accessibilité garantit l'efficacité, la rapidité de l'enlèvement et assure la sécurité du collecteur.

5. L'Enlèvement :

Il existe trois (3) types d'enlèvement séparé : un enlèvement séparé programmé, un enlèvement séparé manuel, un enlèvement séparé mécanisé en fonction du tonnage des déchets de pneumatiques à collecter.

Si un enlèvement séparé programmé n'a pas été mis en place, l'enlèvement se fera soit de manière manuelle ou mécanisée en fonction des quantités de déchets de pneumatiques à collecter en accord avec l'article 3.1 du présent contrat.

Dans tous les cas, le détenteur s'engage à respecter les personnels et matériels du collecteur.

Dans le cadre d'un enlèvement séparé manuel, le collecteur charge les pneus collectés par le détenteur dans son véhicule de transport.

L'ECO-ORGANISME REFERENT propose un contenant adapté permettant de bénéficier d'une collecte rapide tout en respectant les présentes conditions générales de la collecte. Dans ce cas, le détenteur est invité à se rapprocher de l'ECO- ORGANISME.

6. Traçabilité :

Quel que soit le type d'enlèvement séparé (programmé, manuel, mécanisé), le détenteur doit saisir une demande d'enlèvement en ligne sur le site de l'ECO-ORGANISME REFERENT, Le détenteur atteste que l'enlèvement des déchets de pneumatiques sur son site a bien eu lieu par une signature dématérialisée d'un bon de collecte.

7. Difficulté :

Dans le cas où le détenteur a connaissance que son stock de déchets de pneumatiques ne respecte pas les présentes conditions générales d'enlèvement, il en informe le collecteur afin de trouver une solution adaptée dans les plus brefs délais.

8. Politique relative à la gestion des données personnelles

Les données personnelles des détenteurs seront enregistrées dans un fichier informatisé.

La finalité du traitement concerne la collecte des déchets de pneumatiques de leur point de détention vers une installation de tri et leur traçabilité dans le respect des dispositions de la loi du 6 janvier 1978 dite « Loi Informatique et Libertés » et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

Les données collectées ne seront pas communiquées à des tiers, sauf dans les cas prévus par des dispositions législatives ou réglementaires et, seront conservées pendant 5 ans.

L'ECO-ORGANISME REFERENT s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires à titre d'obligation de moyen pour assurer la sécurité et la confidentialité des données.

Chaque demandeur à l'enregistrement et toute personne dont les données personnelles sont recueillies par le présent formulaire et documents joints pourront accéder aux données les concernant, les rectifier, demander leur effacement ou exercer leur droit à la limitation du traitement de leurs données et pourront également retirer à tout moment leur consentement au traitement de leurs données et s'y opposer.

Pour exercer lesdits droits ou pour toute question sur le traitement des données dans ce dispositif, vous pouvez envoyer un mail à l'une des adresses suivantes : contact@eo-frp.com ou contact@tyval.eco ou contact@aliapur.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-22-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Annexe 3

BARÈME DE CONTRIBUTION À LA PRISE EN CHARGE DES COÛTS DES OPÉRATIONS DE COLLECTE DE LA COLLECTIVITÉ

1- Le soutien à la prise en charge par l'éco-organisme référent des coûts des opérations de collecte de la COLLECTIVITE s'établit comme suit :

Libellé	Montant	Unité
Soutien variable à l'enlèvement séparé	10	€/tonne

2 - Conformément au paragraphe 3.4 de l'arrêté portant cahier des charges des éco-organismes, le montant des soutiens financiers sera majoré pour les collectivités d'outre-mer.

3 - Les soutiens financiers à l'enlèvement séparé des déchets de pneumatiques, tels que détaillés ci-dessus, font l'objet de révisions pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques de la collecte et du traitement des déchets sur la durée du Contrat selon l'indice des prix à la consommation hors tabac de l'Insee.

La méthode de calcul de la révision est une règle de trois.

Nouveau montant = montant initial X IPC à la date de la revalorisation rapporté à l'IPC de base.

Les révisions de soutiens seront calculées chaque année en prenant en compte les valeurs d'indices de référence publiées à la date de la révision, par rapport à l'indice d'origine de l'année 2025.

4 - Conformément au courrier du directeur général de la protection des risques du 2 décembre 2024 notifiant l'agrément de l'organisme coordonnateur des éco organismes de la filière pneumatique, *"il conviendra, le cas échéant, de réviser le montant de ce soutien financier au regard des résultats de l'étude de l'Ademe sur les coûts de prise en charges des flux de déchets relevant des filières à REP en déchetterie dont la finalisation est prévue en 2025"*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-23-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 23
Pouvoirs..... 7
Absents..... 0
Suffrages exprimés 30

SÉANCE DU MERCREDI 19 MARS 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Maryvonne BLANC
DCC n° 250319/23
Date de convocation : 12-03-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : **René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Claudette MARIET, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Bernard HENRY, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, René BOUCHARD, Philippe DURAND-TERRASSON, Jérôme SAILLET, François CAVALLIER**

Absents excusés : **Daniel MARIN (pouvoir à B. HENRY), Michèle PERRET (pouvoir à O. LEFEBVRE), M. REZK (pouvoir à F. CAVALLIER, Christian COULON (pouvoir à JY. HUET), Laurence BERNARD (pourvoir à MJ. MANKAÏ), Aurélie COURANT (pouvoir à C. BOUGE), Loïs FAUR (pouvoir à J. SAILLET)**

PLAN INTERCOMMUNAL DE DEBROUSSAILLEMENT ET D'AMENAGEMENT FORESTIER (PIDAF) DU PAYS DE FAYENCE : DEMANDE DE SUBVENTIONS AUPRES DU DEPARTEMENT DU VAR ET DE LA REGION SUD POUR L'INSTITUTION DE SERVITUDES DFCI POUR LES PISTES I12 TALENT, I4 HAUTES GARAMAGNES, G30B SAINT CASSIEN, H111 BAÏSSE DU FOUR, H15 CRÊTE DE L'ETANG, I17 LA COLETTE, I16 L'ESTOC, I58 LA FONT D'ARNOUX

Le Président rappelle à l'assemblée que la formalisation du statut juridique des pistes de défense des forêts contre l'incendie (DFCI) est devenue indispensable pour garantir la pérennité de l'action publique d'aménagement et de gestion des massifs forestiers assurée par la Communauté de communes du Pays de Fayence (CCPF) dans le cadre de sa compétence PIDAF. Cette sécurisation foncière est également une demande incontournable des partenaires co-financeurs des travaux DFCI (Département, Région ou Union Européenne).

En effet, l'ensemble des subventions et interventions relatives au maintien en conditions opérationnelles des pistes DFCI sont désormais priorisées et financées par le Département du Var et la Région Sud en fonction de la situation juridique de l'ouvrage.

Pour aider les intercommunalités à répondre à cette obligation, le Département du Var et la Région Sud peuvent leur attribuer des subventions afin de soutenir les démarches d'institution de servitudes DFCI.

Le Président rappelle également l'avancement actuel de la démarche de sécurisation juridique des pistes DFCI entreprise par la CCPF :

- 3 ouvrages sont en finalisation de procédure (G32 friaoud, G30a St Cassien et I47 La Pigne), engagés durant l'exercice 2023 ;
- 3 ouvrages vont prochainement passer en sous-commission pour la sécurité contre les risques d'incendie de foêt, lande, maquis et garrigue de la DDTM (G527 Les Crêtes, G56 Basse Carpenée et H97 l'Auveyrette) engagés durant l'exercice 2024 ;
- 8 ouvrages vont être engagés prochainement car les financements départementaux et régionaux demandés en 2024 ont été accordés (H94 Collet Redon, H3 Le long, G521 Forêt Royale, G535 Lac de Meaulx, G25 L'Hubac d'Agay, H113 Gros Féouvrier, H95 Crête Marécare et H12 La Grosse Mougude);
- 8 ouvrages font l'objet de la présente délibération pour une démarche à engager durant l'exercice 2026 ;
- 4 ouvrages sont situés sur des terrains où seul une convention suffit avec les communes et/ou l'ONF (I95 L'Eouveirot, I3 Defens, I8 Le Pibresson, I8000 Les Acates) ;

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-23-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

- 22 ouvrages sont en attente de régularisation, en fonction des conclusions de la révision du PIDAF qui est en cours.

L'intégralité des servitudes des ouvrages DFCI doit être engagée pour l'année 2028, sous peine de ce voir refuser les financements FEADER futurs. Toutefois, il sera toléré que la demande de servitude soit lancée en même temps que la demande de financement de travaux FEADER. L'essentiel est que la servitude soit actée au moment du paiement de la subvention.

Le Président précise en outre que des travaux de maintien en conditions opérationnelles de ces 8 pistes sont ou vont être programmés entre les années 2025 et 2027, par la Régie Génie Civil du Département, les APFM (Agents de Protection de la Forêt Méditerranéenne), Force 06 et sur fonds propres de la CCPF.

Le Président précise enfin que le montant estimatif de l'opération d'établissement de servitudes DFCI, objet de la présente délibération, est évalué à 82 805 € HT, établi d'après la moyenne des 2 géomètres et des 2 bureaux d'études consultés. A cela est ajouté 8000 € de frais de publicité dans 2 journaux d'annonces légales ainsi que les frais postaux estimés à 3 200 € et 864 € de frais de publication du marché public, soit un montant total de 94 869 € HT pour l'ensemble des ouvrages proposés à cette délibération. Les 82 805 € HT serviront de base estimative pour l'établissement d'un marché à bons de commandes qui sera publié dans le courant de l'année (hors frais postaux et JAL). Le montant définitif pourrait donc varier sensiblement.

Les montants sont décomposés comme suit :

- Piste I12 Talent : 13 245 €
- Piste I4 Haute Garamagne : 11 825 €
- Piste G30b Saint Cassien : 15 995 €
- Piste H111 Baïsse du Four + H13 partie : 11 005 €
- Piste H15 Crête de l'Etang : 10 395 €
- Piste I17 La Colette : 12 345 €
- Piste I16 L'Estoc : 11 155 €
- Piste I58 La Font d'Arnoux : 8 040 €
- Frais de publicité pour la publication du marché : 864 €

Et que le plan de financement s'établit comme suit :

Financement	Montant (HT)
Département (40 %)	37 947,60 €
Région (40 %)	37 947,60 €
Autofinancement CCPF (20 %)	18 973,80 €
TOTAL HT	94 869,00 €

Ce plan de financement prévisionnel pour ces 8 ouvrages pourra évoluer en fonction de l'arbitrage de l'interservices (SDIS, Département du Var, Région et DDTM), et de leur capacité de financement. Tout ou partie du programme pourrait être accepté.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

VU les statuts en vigueur de la Communauté de communes du Pays de Fayence, notamment le paragraphe 322.1 « Elaboration, actualisation et gestion du Plan Intercommunal de Débroussaillement et d'Aménagement Forestier (PIDAF) et aide au développement de la filière bois » ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-23-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

ENTENDU cet exposé,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** l'opération d'établissement de servitudes DFCI sur les 8 pistes listées ci-dessus et le plan de financement présenté ;
- **APPROUVE** la demande de subvention pour l'établissement de la servitude DFCI de la piste I12 Talent ;
- **APPROUVE** la demande de subvention pour l'établissement de la servitude DFCI de la piste I4 haute Garamagne ;
- **APPROUVE** la demande de subvention pour l'établissement de la servitude DFCI de la piste G30b Saint Cassien ;
- **APPROUVE** la demande de subvention pour l'établissement de la servitude DFCI de la piste H111 Baïsse du Four + H13 partie ;
- **APPROUVE** la demande de subvention pour l'établissement de la servitude DFCI de la piste H15 Crête de l'Etang ;
- **APPROUVE** la demande de subvention pour l'établissement de la servitude DFCI de la piste I17 La Colette ;
- **APPROUVE** la demande de subvention pour l'établissement de la servitude DFCI de la piste I16 L'Estoc ;
- **APPROUVE** la demande de subvention pour l'établissement de la servitude DFCI de la piste I58 La Font d'Arnoux ;
- **AUTORISE** le Président à signer toute convention ou document permettant la mise en œuvre de ces opérations d'établissement de servitudes DFCI et des demandes de subventions correspondantes.

Tourrettes, le 20 mars 2025

Maryvonne BLANC
Secrétaire de séance

Communauté de Communes du Pays de Fayence

René UGO
Président

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-23-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-24-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 23
Pouvoirs..... 7
Absents..... 0
Suffrages exprimés 30

DCC n° 250319/24

SÉANCE DU MERCREDI 19 MARS 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Maryvonne BLANC
Date de convocation : 12-03-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : **René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Claudette MARIET, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Bernard HENRY, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, René BOUCHARD, Philippe DURAND-TERRASSON, Jérôme SAILLET, François CAVALLIER**

Absents excusés : **Daniel MARIN (pouvoir à B. HENRY), Michèle PERRET (pouvoir à O. LEFEBVRE), M. REZK (pouvoir à F. CAVALLIER, Christian COULON (pouvoir à JY. HUET), Laurence BERNARD (pourvoir à MJ. MANKAÏ), Aurélie COURANT (pouvoir à C. BOUGE), Loïs FAUR (pouvoir à J. SAILLET)**

PLAN INTERCOMMUNAL DE DEBROUSSAILLEMENT ET D'AMENAGEMENT FORESTIER (PIDAF) DU PAYS DE FAYENCE : DEMANDE D'AIDE TECHNIQUE AUPRES DE LA REGIE GENIE CIVIL DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR (CD 83), POUR LA REALISATION DE TRAVAUX DFCI SUR LES OUVRAGES G30B ST CASSIEN, H95 CRETE MARECARE, H12 LA GROSSE MOUGUDE, H113 GROS FEOUVRIER

Le Président rappelle à l'assemblée que le PIDAF du Pays de Fayence est en cours de révision. Les services du Conseil Départemental du Var et les APFM de l'Office National des Forêts continuent de maintenir en conditions opérationnelles certains ouvrages DFCI (Défense des forêts contre les incendies), du territoire, en accord avec la Communauté de communes du Pays de Fayence, maître d'ouvrage du PIDAF.
Pour information, les équipes APFM privilégient les travaux le long des pistes DFCI entretenues régulièrement. Ils ne sont pas en capacité technique d'effectuer des débroussaillements d'ouverture. Aussi, le choix s'est porté sur des bords de pistes peu embroussaillés (interventions datant de moins de 5 ans) et déjà entretenus par le passé.

Pour la période 2025/2026, les APFM prévoient d'intervenir en débroussaillement, sur les ouvrages :

- I3 Le Bas Defens, sur la commune de Montauroux (en cours)
- H97 L'Auveyrette, sur la commune de Tanneron (2025)
- H95 Crête Marécare, sur la commune de Tanneron (2025)
- H94 Collet Redon, sur la commune de Tanneron (2025 / 2026)
- G527 les Crêtes, sur les communes de Tourrettes, Callian et Montauroux (2026)

Une coupe de bois doit être engagée par l'Office National des Forêts (ONF) sur les pistes H94 Collet Redon, H97 L'Auveyrette, H12 La Grosse Mougude et H113 Gros Feouvrier, pour permettre la mise aux normes DFCI de ces ouvrages. Les communes concernées seront consultées le moment venu par l'ONF, toutefois la commune de Tanneron doit délibérer pour intégrer les parcelles communales de ce secteur au régime forestier, via une délibération municipale.

Intervention de la Régie génie civil du Conseil Départemental du Var :

Pour être cohérents avec les travaux engagés par les APFM, et comme une convention de partenariat est déjà signée entre la CCPF et le CD 83 pour la réfection de l'ouvrage H97 L'Auveyrette et G30b St Cassien, il est demandé au CD 83, via cette délibération, la possibilité d'ajouter le traitement des bandes de roulement et aménagements connexes des ouvrages DFCI du massif de Tanneron qui font l'objet de travaux en cours et prévus l'année prochaine, soit les ouvrages H95 Crête Marécare, H12 La Grosse Mougude et H113 Gros Féouvrier.
En effet, a la suite de l'étude dite des Polygones et des tournées terrains pour la révision du PIDAF, il a été proposé lors du comité technique des massifs Nord, Centre-Nord et Est, par la CCPF, de demander des financements FEADER pour le débroussaillement de 3 ouvrages DFCI dont 2 sur la commune de Tanneron, les pistes H12 La Grosse Mougude et H113

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télerecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-24-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Gros Féouvrier (Voir délibérations n°241211/27 et n°241211/28 du 11 décembre 2024). Afin d'obtenir un ensemble d'ouvrages cohérents et contigües, opérationnels dès l'année prochaine.

En ce qui concerne la piste G30b St Cassien, qui fait l'objet de la même convention de partenariat n°1730, signée le 24 janvier 2025, celle-ci est actuellement en cours de réfection. Les intempéries d'octobre 2024 ont fortement endommagés cet ouvrage dont 14 passages busés qui n'étaient pas compris dans ladite convention. Aussi, afin de veiller à la cohérence de la conformité de l'ouvrage et de sa pérennité, il a été convenu avec la cellule génie civil du Département, moyennant la fourniture du matériel par la CCPF, la reprise des 14 passages busés.

Aussi, pour la réalisation 2025/2026, le Président propose à l'assemblée de demander à la Régie Génie Civil du Département, les travaux d'aménagements des ouvrages DFCI suivants :

Communes	Localisation	Type de travaux	Longueur (ml)	Montant estimatif des travaux (HT)
Tanneron	H95 Crête Marécare – Mise aux normes 2ème catégorie	- Reprofilage de la bande de roulement - Reprofilage des aires de croisement et de retournement - Remise en état des écoulements d'eaux de ruissellement	1 500	18 000 €
Tanneron	H12 La Grosse Mougude - Mise aux normes 2ème catégorie		2 100	25 200 €
Tanneron	H113 Gros Féouvrier - Mise aux normes 2ème catégorie		3 840	46 080 €
Tanneron	G30 b St Cassien	- Réfection de 14 passages busés	7 300	40 000 €
		Montant total HT		129 280 €
		TVA		25 856 €
		Montant total TTC		155 136 €

Le montant est indiqué à titre informatif, ces prestations étant prises en charges par le Département. Elles ne nécessitent donc pas d'engagement financier de la part de la CCPF.

Ces travaux seront confirmés ou non par le Département, en fonction de la charge de travail de sa Régie Génie Civil.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

VU les statuts en vigueur de la Communauté de communes du Pays de Fayence, notamment le paragraphe 322.1 « Elaboration, actualisation et gestion du Plan Intercommunal de Débroussaillement et d'Aménagement Forestier (PIDAF) et aide au développement de la filière bois » ;

ENTENDU cet exposé,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** le programme d'intervention de la Régie Génie Civil du Département du Var tel que présenté ;
- **AUTORISE** le Président à signer toute convention ou document permettant la mise en œuvre de ces programmes de travaux.

Tourrettes, le 20 mars 2025

Maryvonne BLANC
Secrétaire de séance

Communauté de Communes du Pays de Fayence

René UGO
Président

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-25-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 23
Pouvoirs..... 7
Absents..... 0
Suffrages exprimés 30

SÉANCE DU MERCREDI 19 MARS 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Maryvonne BLANC
DCC n° 250319/25
Date de convocation : 12-03-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Claudette MARIET, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Bernard HENRY, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, René BOUCHARD, Philippe DURAND-TERRASSON, Jérôme SAILLET, François CAVALLIER

Absents excusés : Daniel MARIN (pouvoir à B. HENRY), Michèle PERRET (pouvoir à O. LEFEBVRE), M. REZK (pouvoir à F. CAVALLIER, Christian COULON (pouvoir à JY. HUET), Laurence BERNARD (pourvoir à MJ. MANKAÏ), Aurélie COURANT (pouvoir à C. BOUGE), Loïs FAUR (pouvoir à J. SAILLET)

PLAN INTERCOMMUNAL DE DEBROUSSAILLEMENT ET D'AMENAGEMENT FORESTIER (PIDAF) DU PAYS DE FAYENCE : DEMANDE DE FINANCEMENT FEADER, PROGRAMME 2025 – REALISATION 2025, POUR LA MISE EN CONDITION OPERATIONNELLE DE L'OUVRAGE DFCI G30 SAINT CASSIEN

Le Président rappelle que, fin octobre 2024, des intempéries ont touchées le Pays de Fayence.

Lors de cet épisode pluvieux, le passage à gué situé en bordure de l'APPB (Arrêté Préfectoral de Protection du Biotope) sur l'ouvrage DFCI G30 St Cassien s'est fait submergé et a subi un fort ravinement. La largeur de la bande de roulement a été réduite à 2m de largeur à l'endroit le plus étroit, ce qui limite le gabarit des véhicules pouvant l'emprunter.

Un dossier de loi sur l'eau est en cours d'élaboration pour une dépose prévue sur la plateforme de la DDTM courant mars 2025. Le délai d'instruction est de 2 mois.

En parallèle, une demande de financement FEADER sera faite au plus tard fin avril 2025. Car le montant n'était pas suffisant pour prétendre à la suvbention exeptionnelle proposée par le préfet.

Les travaux seront réalisés au plus tard au 3ème trimertre 2025.

Cette partie de l'ouvrage DFCI qui est constitué d'une chaussée empierré de blocs calcaires et d'un passage busé couvert de terre, avait déjà subi le même type de dégradation en 2020. Le point bas ouvrage actuel se situe sur les blocs de calcaires, qui sont malmenés lors de crues. Aussi, il est prévu de déplacer ce point bas au niveau du passage busé afin que l'eau ne prenne pas de vitesse sur la chaussée empierrée, et de couvrir le dessus du passage busé par un radier en béton armée.

Le tableau ci-dessous détaille les estimations de travaux qui seront jointes au dossier de demande de financement FEADER.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-25-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Intitulé	Poste de dépense	Description du type de dépenses/ observations	Nom de l'entreprise si déjà désignée ou" Maîtrise d'œuvre interne"	Quantité	Unité	Montant HT (€)	Montant Total TTC présenté (€)
Normalisation d'un passage à gué de la piste de liaison G30 Saint Cassien suite aux intempéries d'octobre 2024 – Création d'un radier sur le gué et travaux connexes	POSTE 1 : Piste bande de roulement	Dépense d'investissement - Demande de subventionnement - Procédure de mise en concurrence – Devis estimatif	Externalisé	1	nb	58 625,00	70 350,00
Total :						**58 625,00**	**70 350,00**

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

VU les statuts en vigueur de la Communauté de communes du Pays de Fayence, notamment le paragraphe 322.1 « Elaboration, actualisation et gestion du Plan Intercommunal de Débroussaillement et d'Aménagement Forestier (PIDAF) et aide au développement de la filière bois » ;

ENTENDU cet exposé,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** le programme de travaux présenté ;
- **AUTORISE** le Président à solliciter un financement FEADER pour ce programme de travaux ;
- **AUTORISE** le Président à signer tout document utile à la sollicitation de ce financement et à la mise en œuvre de ces travaux.

Tourrettes, le 20 mars 2025

Maryvonne BLANC
Secrétaire de séance

Communauté de Communes du Pays de Fayence

René UGO
Président

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-26-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 23
Pouvoirs..... 7
Absents..... 0
Suffrages exprimés 30

SÉANCE DU MERCREDI 19 MARS 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Maryvonne BLANC
DCC n° 250319/26
Date de convocation : 12-03-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : **René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Claudette MARIET, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Bernard HENRY, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, René BOUCHARD, Philippe DURAND-TERRASSON, Jérôme SAILLET, François CAVALLIER**

Absents excusés : **Daniel MARIN (pouvoir à B. HENRY), Michèle PERRET (pouvoir à O. LEFEBVRE), M. REZK (pouvoir à F. CAVALLIER, Christian COULON (pouvoir à JY. HUET), Laurence BERNARD (pourvoir à MJ. MANKAÏ), Aurélie COURANT (pouvoir à C. BOUGE), Loïs FAUR (pouvoir à J. SAILLET)**

STRATEGIE LOCALE DE DEVELOPPEMENT FORESTIER : CONVENTION 2025-2026 AVEC LE CENTRE NATIONAL DE LA PROPRIETE FORESTIERE POUR UNE GESTION DURABLE DES ESPACES FORESTIERS PRIVES DU PAYS DE FAYENCE

La Communauté de communes du Pays de Fayence a lancé en 2016 l'élaboration de sa Stratégie Locale de Développement Forestier (SLDF). Elaborée de façon concertée avec les différents acteurs de la forêt présents sur le territoire, celle-ci a été finalisée en avril 2017.

Elle vise à optimiser et développer l'accès à la ressource en bois d'œuvre, bois industrie et bois énergie tout en garantissant la gestion durable des forêts, le maintien de ses fonctions environnementales et paysagères et la création d'emplois.

Depuis 2017, afin de remplir les objectifs prévus aux axes :

- AXE 1 : DEVELOPPEMENT DES FILIERES FORESTIERES / Favoriser le regroupement pour l'exploitation et l'amélioration dans les peuplements feuillus privés.

- AXE 2 : GENERALISER LES DOCUMENTS DE GESTION DURABLE / Augmenter le nombre de DGD en forêt privée et communale et mettre les propriétaires en relation avec des gestionnaires forestiers ;

AXE 3 : GESTION CONCERTEE DES PROJETS DU TERRITOIRE / Informer les habitants du territoire sur la gestion forestière / Communiquer entre acteurs locaux de la forêt ;

la CCPF a confié au Centre National de la Propriété Forestière, délégation de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (CNPF PACA) la réalisation de missions spécifiques, à travers plusieurs conventions successives.

Afin de poursuivre la mise en œuvre de la SLDF, une nouvelle convention avec le CNPF PACA est donc envisagée, suite au bilan de la précédente convention présentée à la Commission Forêt réunie le 9 décembre 2024.

Cette convention, d'une durée de deux ans, est présentée en annexe. Les actions prévues sont détaillées à l'article 2.

Le montant prévisionnel de cette convention s'élève à 25 114 euros, dont 70 % seront à la charge de la CCPF, soit 17 580 euros. Le montant annuel à la charge de la CCPF s'élève donc à 8 790 euros.

Montant annuel TTC : ..... 8 790 euros
Montant TTC pour les 2 ans de la convention : ..... 17 580 euros

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-26-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Le règlement de la CCPF s'effectuera annuellement.

LE **CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

ENTENDU cet exposé,

VU le Code général des collectivités territoriales ;
VU les statuts en vigueur de la Communauté de communes du Pays de Fayence, notamment le paragraphe 322.1 « Elaboration, actualisation et gestion du Plan Intercommunal de Débroussaillement et d'Aménagement Forestier (PIDAF) et aide au développement de la filière bois » ;

VU le projet de convention tel qu'annexé ;

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** le projet de convention 2025-2026 avec le Centre National de la Propriété Forestière pour une gestion durable des espaces forestiers privés du Pays de Fayence ;
- **AUTORISE** le Président à signer cette convention et tous les actes y afférent, et à engager toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de celle-ci.
-

Tourrettes, le 20 mars 2025

Maryvonne BLANC
Secrétaire de séance

René UGO
Président

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-26-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

CNPF Provence-Alpes-Côte d'Azur

Pays de Fayence
Provence d'Azur

Convention pour la mise en place d'une gestion durable des espaces forestiers privés sur la Communauté de communes du Pays de Fayence

Années 2025 et 2026

Entre :

La Communauté de communes du Pays de Fayence, représentée par son Président, Monsieur …., Maire de ….. .

Et :

Le Centre National de la Propriété Forestière Provence Alpes Côte d'Azur (ci-après dénommé CNPF PACA), délégation régionale du Centre National de la Propriété Forestière (CNPF), 7 impasse Ricard-Digne, 13004 Marseille, représenté par son Directeur régional, Monsieur Christophe BARBE.

Il est convenu ce qui suit :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-26-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Préambule

La Communauté de communes du Pays de Fayence a lancé en 2016 une Stratégie Locale de Développement Forestier (SLDF) sur son territoire. Cette stratégie s'est mise en place de façon concertée entre les différents acteurs de la forêt présents sur le territoire. Elle vise à optimiser et développer l'accès à la ressource en bois d'œuvre, bois industrie et bois énergie tout en garantissant la gestion durable des forêts, le maintien de ses fonctions environnementales et paysagères et la création d'emplois.

Depuis 2017, les conventions passées entre la Communauté de communes et le CNPF PACA ont permis une implication renforcée du CNPF PACA sur ce territoire, en particulier sur les actions :

- *AXE 3 : GESTION CONCERTEE DES PROJETS DU TERRITOIRE / Informer les habitants du territoire sur la gestion forestière / Communiquer entre acteurs locaux de la forêt ;*
- *AXE 2 : GENERALISER LES DOCUMENTS DE GESTION DURABLE / Augmenter le nombre de DGD en forêt privée et communale et Mettre les propriétaires en relation avec des gestionnaires forestiers ;*
- *AXE 1 : DEVELOPPEMENT DES FILIERES FORESTIERES / Favoriser le regroupement pour l'exploitation et l'amélioration dans les peuplements feuillus privés.*

Le CNPF PACA continuera à être présent aux différentes commissions de suivi de la stratégie et participera à l'effort de communication auprès des différents acteurs du territoire qui est à faire pour promouvoir une gestion forestière durable. Il informera régulièrement le chargé de mission forêt des actions menées en forêt privée à sa propre initiative et s'associera autant que possible aux évènements liés à la forêt organisés sur le territoire. Il répondra, dans le cadre de ces missions régaliennes aux sollicitations des propriétaires de plus de 4 ha et pourra effectuer des visites diagnostics de leurs forêts. Egalement, il procèdera à un accompagnement des propriétaires possédant plus de 20 ha et soumis à l'obligation de réaliser un Plan Simple de Gestion qui souhaiteraient, se lancer dans la démarche.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-26-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir, pour une durée de deux ans à compter de sa signature, les missions confiées au CNPF PACA, les modalités financières et le temps consacré à ces missions.

Les actions proposées sont détaillées dans l'article 2 :

Article 2 – Contenu

AXE 2 : Développement des filières forestières

Poursuivre l'effort d'animation auprès des propriétaires

En lien avec la mise en œuvre du PIDAF et les résultats de l'étude des polygones sur le territoire, le CNPF proposera des opérations groupées venant en appui de la stratégie de défense contre les incendies.

A ce jour, plusieurs secteurs ont été identifiés sur lesquels des animations sont à poursuivre ou à finaliser :

- Commune de Montauroux, Château Tournon (Nouveau) : le domaine a été contrôlé cette année vis-à-vis de la conformité des OLD, à la demande du Préfet et il s'avère que globalement l'ensemble du domaine est « non conforme ». Par ailleurs, l'ASL Château Tournon, est soumise au nouveau seuil de PSG (plus de 20ha). Suite à une rencontre, ils ont entrepris de contacter des gestionnaires pour le réaliser. Des coupes de bois seront programmées, ce qui permettra également de réaliser une partie les OLD et diminuer la quantité de matière combustible sur le secteur. Ailleurs, les propriétaires (co-lotis) doivent effectuer leurs OLD impliquant des coupes d'arbres chez eux (pour ce faire, une réunion d'information va être organisée, si possible co animé avec l'ONF, en début d'année et chez des propriétaires de parcelles boisées voisines). Le secteur se prête donc à l'organisation d'une coupe groupée sur ces parcelles boisées (essentiellement composé de taillis de chêne vert), ce qui permettrait d'améliorer qualitativement la forêt, de réduire la quantité de matière combustible et de réduire les dépenses de travaux. L'opération groupée pourrait s'étendre au-delà des OLD.

- Commune de Seillans - Secteur Bois de Pey Meyan et de l'Estoc – piste DFCI I16 (Poursuivre) : l'animation pourra être lancée sur ce secteur dès que la piste I 16 aura été reprise pour enterrer la conduite d'eau ou rehausser la bande de roulement, afin de permettre aux camions de circuler sur cette piste sans limitation de tonnage. L'opérateur pressenti est Sylviana puisqu'ils ont déjà 2 propriétés contractualisées sur ce secteur.

- Commune de Montauroux - Secteur Bletière – Clos Roland – ancienne piste DFCI (Finaliser) : l'animation lancée sur ce secteur doit être finalisée. Suite aux courriers envoyés pour

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-26-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

étendre la zone d'intervention de Sylviana sur ce secteur (22 ha contractualisés), nous avons eu à ce jour le retour favorable de 6 propriétaires supplémentaires pour 18 ha. A ceci s'ajoute environ 10 ha de forêt communale qui doit relever du régime forestier pour que l'ONF puisse mettre en œuvre la coupe. La surface totale du regroupement représente plus de 50ha

D'autres secteurs pourront être identifiés en fonction des travaux retenus au PIDAF et des priorités pourront être données en fonction des enjeux identifiés. Les animations à prévoir chaque année seront définies en début d'année avec la chargée de mission du Pays de Fayence, seront présentées en commission forêt et pourront connaitre des évolutions en cours d'année si nécessaire.

Temps consacré : 22 jours technicien

AXE 2 : Gestion durable et multifonctionnelle

Rencontres forestières

Les rencontres forestières sont des actions visibles de la stratégie locale de développement forestier, ces rendez-vous permettent de proposer un accompagnement technique régulier aux propriétaires et aux élus qui le souhaitent, c'est aussi l'occasion de rencontrer de nouveaux propriétaires.
Plusieurs thématiques pourraient être abordées : que deviennent les branches en forêt 2-3 après une coupe ?, les débouchés du bois, etc…

Le CNPF PACA organisera une visite au minimum sur la durée de la convention. Le choix des thématiques à traiter lors des rencontres forestières pourra être discuté en commission forêt.

Après plusieurs années de travail sur le territoire, il devient possible de revenir sur des coupes passées, notamment pour aborder la thématique des rémanents laissés lors des opérations précédentes (afin de relativiser le risque vis-à-vis de l'incendie, l'impact paysager et d'illustrer le retour de la matière organique au sol, si possible grâce à l'intervention d'experts sur ces thématiques).

Temps consacré : 3 jours technicien

AXE 3 : Gestion concertée des projets et territoire

Accompagnement technique des élus

Le CNPF PACA contactera en début de chaque année les principales entreprises susceptibles de réaliser des coupes sur le territoire en leur demandant d'être informé des localisations et surfaces de coupes afin que le CNPF PACA puisse intervenir si nécessaire pour faciliter l'acceptabilité des coupes, faire le lien avec les élus locaux et la Communauté de communes du Pays de Fayence, et apporter ses conseils pour la sortie des bois.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-26-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet 24/03/2025
Publication 25/03/2025

Il pourra intervenir auprès des Conseils Municipaux pour éclairer les élus sur la règlementation forestière en particulier lorsque des opérations seront prévues sur leur commune.

Le CNPF pourra aussi participer à la réalisation d'un fascicule à destination des propriétaires et élus sur « la réglementation des coupes en forêt privée » en partenariat avec la chargée de mission forêt/DFCI, et en collaboration avec le service édition pour la mise en page.

Temps consacré : 6 jours technicien

Formation d'un public scolaire à la gestion forestière

L'année 2024 a permis de proposer des animations auprès des scolaires à 6 classes réparties sur 3 écoles du territoire.
Ces interventions ont été bien accueillies et concourent à développer la culture forestière sur le territoire.
Le CNPF propose de reconduire en 2025 et en 2026 ces visites de réalisations en forêt (3 journées sur le terrain par an).

Temps consacré : 12 jours technicien et 10 jours ingénieur

Participer aux travaux terrains spécifiques en lien avec la finalisation du PIDAF

La révision du PIDAF touche à sa fin. Le CNPF participera en 2025 aux réunions et visites de terrain proposées dans le cadre de la finalisation du plan d'actions de ce document. La participation aux COPIL se fera en dehors des journées comprises dans la convention.

Temps consacré : 3 jours technicien

Article 3 – Durée de la présente convention

La présente convention est engagée pour une durée de deux ans à compter de sa signature.

Article 4 - Organisation et moyens de la mission

Les missions décrites à l'article 2 de la présente convention seront confiées à un ingénieur qui consacrera 5 jours effectifs de travail par an (correspondant à un coût journée de 561 euros) – et un technicien qui consacrera 23 jours par an (correspondant à un coût journée de 424 euros) à l'opération sur la durée de la convention.

Il est rappelé que ces agents sont placés sous l'autorité administrative du directeur du CNPF PACA. Le CNPF PACA et la Communauté de communes du Pays de Fayence se réuniront à minima deux fois par an pour suivre le déroulé de la présente convention. Chaque année le CNPF PACA fournira

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-26-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

un bilan des actions réalisées indiquant le nombre de jours consacré à chaque opération. Ce bilan sera annexé à la facture annuelle.

Par ailleurs, le CNPF PACA s'engage à participer aux commissions forêts auxquelles il sera convié.

Article 5 - Modalités financières

Pour la réalisation des missions décrites à l'article 2, la Communauté de communes du Pays de Fayence s'engage à octroyer au CNPF PACA la somme de 17 580 euros (soit 8 790 euros par an), correspondant à un financement à hauteur de 70% du montant total de l'action, chiffré à 25 114 euros, correspondant à 56 jours de travail (détail article 1 et 4) entre le premier janvier 2025 et le 31 décembre 2026.

Le règlement de la Communauté de communes du Pays de Fayence s'effectuera annuellement.

La somme sera versée par mandat administratif sur facture au compte :

Relevé d'Identité Postal

Titulaire : Agent comptable du Centre Régional de la Propriété Forestière

Nom de l'établissement : Trésor Public

Code établissement : 10071

Code guichet : 13000

N° de compte : 0000 100 5475

Clé : 12

Article 6 - Communication

La Communauté de communes du Pays de Fayence et le CNPF PACA s'attacheront à mettre en avant la collaboration établie et les résultats de la mission, chaque structure s'appuyant sur ses propres outils et moyens de communication, notamment dans les contacts avec les propriétaires et le public.

Fait à …… le ……

Christophe BARBE	René UGO
Directeur du Centre National de la Propriété Forestière Provence - Alpes - Côte d'Azur	Président de la Communauté de communes du Pays de Fayence

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-27-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 23
Pouvoirs..... 7
Absents..... 0
Suffrages exprimés 30

DCC n° 250319/27

SÉANCE DU MERCREDI 19 MARS 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Maryvonne BLANC
Date de convocation : 12-03-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Claudette MARIET, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Bernard HENRY, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, René BOUCHARD, Philippe DURAND-TERRASSON, Jérôme SAILLET, François CAVALLIER

Absents excusés : Daniel MARIN (pouvoir à B. HENRY), Michèle PERRET (pouvoir à O. LEFEBVRE), M. REZK (pouvoir à F. CAVALLIER, Christian COULON (pouvoir à JY. HUET), Laurence BERNARD (pourvoir à MJ. MANKAÏ), Aurélie COURANT (pouvoir à C. BOUGE), Loïs FAUR (pouvoir à J. SAILLET)

MISE A JOUR DU TABLEAU DES EMPLOIS DES BUDGETS EAU & ASSAINISSEMENT :

REORGANISATION DU SERVICE REGIE DE RECETTES

Conformément aux règles applicables aux administrations concernant la gestion de leurs personnels employés au sein de leurs services publics industriels et commerciaux, le rééquilibrage juridique d'emplois statutaires en emplois conventionnels consiste au remplacement progressif des agents de droit public par des agents de droit privé.

Il convient donc, au fur et à mesure de la fin d'activité des fonctionnaires, d'actualiser le tableau des emplois publics vacants transposables en emplois privés référencés dans la convention collective de l'eau et de l'assainissement.

Ainsi, le départ en retraite au 1er juillet 2025 d'un fonctionnaire régisseur de recettes titulaire suppose une réorganisation du service et une redistribution des missions. Dans un souci de lisibilité et de transparence du chapitre 012, il est nécessaire de modifier le tableau des emplois des deux budgets annexes comme suit :

- bascule budgétaire du 068 vers le 050 de l'ETP public du régisseur titulaire qui sera transposé en ETP privé pour le salarié nommé au poste de suppléant ;
- bascule budgétaire du 050 vers le 068 de l'ETP public du régisseur suppléant actuel qui évoluera sur le poste de titulaire ;

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

ENTENDU cet exposé,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **MODIFIE** le tableau des emplois ci-dessous au 1er juillet 2025 ;
- **PRÉCISE** que les crédits nécessaires sont prévus au chapitre 012 du budget concerné

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-27-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

BUDGET D'AFFECTATION	SUPPRESSION ETP (35 h/s)	CREATION ETP (35 h/s)
068 (EAU)	**-1 ETP public** Grade : Agent de maitrise Pal fonction : régisseur titulaire	---
050 (ASSAINISSEMENT)	---	**+1 ETP privé** 1 poste administratif fonction : régisseur suppléant
050 (ASSAINISSEMENT)	**-1 ETP public** Grade : Adjoint Administratif Pal 1cl fonction : régisseur suppléant	---
068 (EAU)	---	**+1 ETP public** Grade : Adjoint Administratif Pal 1cl fonction : régisseur titulaire
Σ	**-2**	**+2**

Tourrettes, le 20 mars 2025

Maryvonne BLANC
Secrétaire de séance

René UGO
Président

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-28-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 23
Pouvoirs..... 7
Absents..... 0
Suffrages exprimés 30

SÉANCE DU MERCREDI 19 MARS 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Maryvonne BLANC
DCC n° 250319/28
Date de convocation : 12-03-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Claudette MARIET, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Bernard HENRY, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, René BOUCHARD, Philippe DURAND-TERRASSON, Jérôme SAILLET, François CAVALLIER

Absents excusés : Daniel MARIN (pouvoir à B. HENRY), Michèle PERRET (pouvoir à O. LEFEBVRE), M. REZK (pouvoir à F. CAVALLIER, Christian COULON (pouvoir à JY. HUET), Laurence BERNARD (pourvoir à MJ. MANKAÏ), Aurélie COURANT (pouvoir à C. BOUGE), Loïs FAUR (pouvoir à J. SAILLET)

MISE A JOUR DU TABLEAU DES EMPLOIS DU BUDGET ASSAINISSEMENT :

REORGANISATION DU SERVICE CONTRÔLE

Conformément aux règles applicables aux administrations concernant la gestion de leurs personnels employés au sein de leurs services publics industriels et commerciaux, le rééquilibrage juridique d'emplois statutaires en emplois conventionnels consiste au remplacement progressif des agents de droit public par des agents de droit privé.

Il convient donc, au fur et à mesure de la fin d'activité des fonctionnaires, d'actualiser le tableau des emplois publics vacants transposables en emplois privés référencés dans la convention collective de l'eau et de l'assainissement.

C'est pourquoi, avec le départ de deux fonctionnaires du service Contrôle, (une mise à la retraite au 1e mars 2025 d'un agent de maitrise, et une disponibilité au 1er janvier 2025 de longue durée d'un adjoint technique principal 2è classe), il est nécessaire dans un souci de lisibilité et de transparence de transposer ces emplois statutaires en emplois repères de branche conformément à la convention collective régissant le fonctionnement des salariés de droit privé de la Régie des Eaux.

Etant précisé qu'il ne s'agit aucunement de créer de nouveaux emplois mais de répartir différemment sur les deux budgets les effectifs de la régie après réorganisation des services et analyse des besoins en postes nécessaires à l'exécution des missions.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

ENTENDU cet exposé,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ:

- **MODIFIE** le tableau des emplois ci-dessous au 19 mars 2025 ;
- **PRÉCISE** que les crédits nécessaires sont prévus au chapitre 012 du budget concerné.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-28-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

BUDGET D'AFFECTATION	EMPLOI PUBLIC	EMPLOI PRIVE TRANSPOSITION (IDCC 2147)
050 (ASSAINISSEMENT)	**Suppression d'1 ETP 35 h/s** Adjoint technique pal 2è classe	**Création de 2 ETP 35 h/s** ERB « technicien »
	Suppression d'1 ETP 35 h/s Agent de maitrise territorial	
Σ	**-2 ETP**	**+ 2 ETP**

Tourrettes, le 20 mars 2025

Maryvonne BLANC
Secrétaire de séance

Communauté de Communes du Pays de Fayence

René UGO
Président

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250319-250319-29-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2025
Publication : 25/03/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 23
Pouvoirs..... 7
Absents..... 0
Suffrages exprimés 30

SÉANCE DU MERCREDI 19 MARS 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Maryvonne BLANC
DCC n° 250319/29
Date de convocation : 12-03-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Claudette MARIET, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Bernard HENRY, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, Coraline ALEXANDRE, René BOUCHARD, Philippe DURAND-TERRASSON, Jérôme SAILLET, François CAVALLIER
Absents excusés : Daniel MARIN (pouvoir à B. HENRY), Michèle PERRET (pouvoir à O. LEFEBVRE), M. REZK (pouvoir à F. CAVALLIER, Christian COULON (pouvoir à JY. HUET), Laurence BERNARD (pourvoir à MJ. MANKAÏ), Aurélie COURANT (pouvoir à C. BOUGE), Loïs FAUR (pouvoir à J. SAILLET)

MISE A JOUR DU TABLEAU DES EMPLOIS DU BUDGET EAU : REORGANISATION DU SERVICE INFORMATIQUE

Conformément à l'article 313-1 du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de la collectivité sont créés par l'organe délibérant qui fixe l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.
Le Président rappelle que suite à la mutation en décembre 2024 d'un informaticien affecté sur le budget de l'eau, son remplacement a fait l'objet d'une publication d'une offre d'emploi public pour le recrutement d'un profil de responsable informatique expérimenté.
Le candidat qui pourrait être retenu in fine pour occuper ce poste pourrait relever de la catégorie A de la Fonction Publique. Par conséquent, il est nécessaire d'élargir à cette catégorie l'ouverture du poste actuel de catégorie B afin de rendre possible la mutation du fonctionnaire qui sera sélectionné.
Etant précisé qu'il ne s'agit aucunement d'une création de poste supplémentaire mais d'un simple ajustement de la catégorie et du grade détenus par le futur candidat pour la mise à jour du tableau des emplois.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **ADOPTE** la modification du tableau des emplois ci-dessous ;
- **PRÉCISE** qu'en fonction du profil du candidat sélectionné pour occuper le poste, un seul grade sera retenu pour la modification du tableau des emplois ;
- **PRÉCISE** que les crédits suffisants seront prévus au budget principal (068), chapitre 012.

BUDGET	FILIERE	CATEGORIE B	CATEGORIE A
068 (EAU)	Technique	Création d'1 ETP (35 H) Grades : Technicien principal 2è classe Technicien principal 1ère classe	Création d'1 ETP (35 H) Grades : ingénieur territorial Ingénieur principal

Tourrettes, le 20 mars 2025

Maryvonne BLANC
Secrétaire de séance

Communauté de Communes du Pays de Fayence

René UGO
Président

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr